

Université de La Réunion

Dossier d'habilitation à diriger des recherches

Présenté par
Pierre-Arnaud Chouvy
Chargé de recherche au CNRS

La géographie à l'épreuve de la drogue

Volume 2 – Annexes
C.V. détaillé et production scientifique et académique

En mémoire d'Alain Labrousse, ami et mentor (1937-2016)

Tout semble se réduire à une série de chances imprévues que j'ai saisies.
Georges Duby, 1987 : 111.

Il n'y a point de hasard : tout est épreuve, ou punition, ou récompense, ou prévoyance.
Voltaire, 1747 : ch. XX[1].

Pourquoi parler de moi ? N'est-il pas décent, normal, sérieux que, lorsqu'il s'agit de science, de connaissance, de pensée, l'auteur s'efface derrière son œuvre, et s'évanouisse dans un discours devenu impersonnel ? Nous devons au contraire savoir que c'est là que triomphe la comédie. Le sujet qui disparait de son discours s'installe en fait à la Tour de contrôle. En feignant de laisser place au soleil copernicien, il reconstitue un système de Ptolémée dont son esprit est le centre.

Edgar Morin, 1977 : 24.

[1] http://www.ibibliotheque.fr/zadig-voltaire-vol_zadig/lecture-integrale/page46

PLAN

Première partie : genèse d'un géographe (CV détaillé) 1

L'irruption de la géographie 3

De la géographie à géopolitique des drogues 9

Drogue, terrorisme et sécurité étatique..... 11

Les territoires de l'opium 16

Du tropisme : géographie, recherche, photographie 19

Chargé de recherche au CNRS : entre terrain et publications 23

Epilogue 29

Références mentionnées dans le texte..... 33

Deuxième partie : production scientifique et académique 39

Articles dans des revues à comité de lecture (ACL)..... 39

Articles dans des revues sans comité de lecture (ASCL) 41

Ouvrages scientifiques (ou chapitres) (0S) 42

Publications de vulgarisation ou chapitres (PV) 44

Direction d'ouvrages (DO) 48

Autres publications (AP) 48

Autres activités : activités internationales et rapports (AI) 49

Interventions (colloques et séminaires)..... 50

Direction / encadrement d'étudiants..... 52

Interviews 52

Troisième partie : recueil de textes..... 59

Première partie : genèse d'un géographe (CV détaillé)

« Le CV ne doit pas obligatoirement prendre la forme d'une « égo-géographie », dont la rédaction, par pudeur, rebute certains, ou que d'autres à l'inverse développent avec trop de complaisance ». C'est en ces termes que la section 23 de la CNU se positionne par rapport à la rédaction du *curriculum vitae* détaillé constitutif du dossier d'HDR : la rédaction du CV en question se veut être une « contextualisation de l'itinéraire personnel » du candidat[2]. Mais l'exercice, qui consisterait en l'autobiographie d'un parcours et d'une pratique géographiques, l'autobiographie, pudique et quelque peu prématurée (mais imposée par l'exercice de l'HDR), d'un géographe en construction et en devenir permanents, ne peut raisonnablement être qualifié d'ego-géographie[3], laquelle serait par définition une absurde géographie du « je » ou du « moi ». Il ne s'agit bien sûr pas de dresser la géographie de ma personne (le « je » de l'ego) ou de mon parcours (dans l'espace, le temps, la discipline), mais de proposer le retour, certes personnel mais non égocentré ou abusivement introspectif (l'exercice se veut réflexif, non introspectif), d'un géographe sur, justement, le géographe qu'il est (qu'il est et qu'il est appelé à devenir) et non sur la personne qui précède, sous-tend, et dépasse le géographe.

Un retour réflexif certes, mais qui relève davantage de « l'histoire d'un géographe » (Blanc-Pamard, 1991) que d'une « égogéographie » (Levy, 1995) que j'estime donc clairement mal

---

[2] http://www.cpcnu.fr/web/section-23/recommandation-pr (page consultée le 16 mars 2015).

[3] Yann Calbérac et Anne Volvey se sont interrogés, sans le remettre en question toutefois, sur « l'écart [qui existe] entre le mot (répandu mais jamais questionné, sauf peut-être de manière individuelle au moment où chaque chercheur·e se lance dans la rédaction de « son » égogéographie) et la chose (jamais définie : s'agit-il d'un genre que l'on peut codifier ou d'une pratique autobiographique et/ou réflexive ?) » (Calbérac, Volvey, 2014 : §1).

nommée : l'exercice s'apparente en effet davantage à l'histoire qu'à la géographie et si les « essais d'ego-histoire », réunis par Pierre Nora en 1987 dans un ouvrage précurseur, sont les textes d'historiens cherchant « à se faire les historiens d'eux-mêmes » (Nora, 1987 : 5), l'ego-géographie, elle, devrait logiquement procéder des efforts de géographes cherchant à se faire les géographes d'eux-mêmes, chose absurde dès lors que la géographie traite de l'espace et non des personnes. Au final, ainsi que Pierre Nora l'explique : « Ni autobiographie faussement littéraire, ni confessions inutilement intimes, ni profession de foi abstraite, ni tentative de psychanalyse sauvage ». Plutôt, donc, ici, l'ego-histoire d'un géographe qui « consiste à éclairer sa propre histoire comme on ferait l'histoire d'un autre » (Nora, 1987 : 7). Bref, l'exercice vise à « expliciter, en historien », que je ne suis à l'évidence pas, « le lien entre l'histoire qu'on a faite et l'histoire qui vous a fait » (Nora, 1987 : 7). Dès lors, et au regard de la dimension historique indéniable de l'exercice, le récit qui suit s'apparente à des Mémoires (après tout, nul besoin d'être historien pour rédiger ses Mémoires), puisqu'il a trait au contexte historique de ma modeste vie publique, plutôt qu'à une autobiographie qui, par définition, a pour objet la vie individuelle (et intime) de l'auteur. Le présent exercice du CV rédigé s'apparente clairement plus à des Mémoires qu'à une autobiographie.

Quoi que l'on puisse penser de cet exercice somme toute peu scientifique (mais c'est bien là l'intérêt du retour réflexif), force est de reconnaître qu'il a au moins un double mérite. D'abord, et comme l'estime Françoise Thébaud, l'HDR « a valorisé le regard réflexif sur des travaux antérieurs et autorisé l'expression d'un intime, qu'il n'est plus impératif de combattre pour atteindre l'objectivité scientifique » (Thébaud, 2009 : paragraphe 2). L'exercice permet donc indéniablement de mieux comprendre son propre parcours et d'en proposer une lecture plus humaine, notamment à ses pairs. Ensuite, cet exercice incontournable de l'HDR me donne l'opportunité de répondre par écrit à la question que ne manquent pas de me poser nombre de mes

interlocuteurs : la drogue, pourquoi et comment ? La réponse tient en partie à ce « lien étroit, intime et tout personnel » que tout « chercheur entretient avec son travail » et sur lequel il convient de lever ici au moins un coin du voile (Nora, 1987 : 6). Mais, ainsi que Georges Duby le précise, « il est convenu que je n'exhiberai dans cette ego-histoire qu'une part de moi » et qu'« il est bien évident qu'ici l'essentiel est tu » (Duby, 1987 : 109-110).

L'irruption de la géographie

J'ai coutume de dire que la géographie s'est imposée à moi. Pas immédiatement mais naturellement. Ou plutôt comme une évidence. Conçu et ayant fait mes premiers pas en Algérie, bien que né (en 1971) dans le nord de la France, région d'origine de ma mère, institutrice, et ayant ensuite suivi les pérégrinations de mon centralien de père au Gabon et dans diverses localités moins exotiques (quoique) du nord de la France, c'est à Aix-en-Provence, où je suis arrivé à l'âge de 10 ans, que j'ai découvert la géographie en tant que discipline. Un certain tropisme géographique devait alors exister dans la ville d'eau puisque je fus précédé par un de mes amis et suivi par d'autres ainsi que par mon frère cadet qui, lui, deviendra professeur d'histoire-géographie dans le secondaire. La matière qui m'a peut-être laissé le moins de souvenirs de mes années de collège et de lycée (l'histoire me parlait bien davantage) ne s'est toutefois imposée à moi qu'après une première année de sociologie avortée, mon intérêt pour l'ethnologie, nourri par la lecture des mois durant[4] de Jean Malaurie, de Claude Lévi-Strauss, de Theodora Kroeber, ou encore de Georges Balandier, n'ayant pas résisté à mes réticences face à l'outil statistique, lesquelles préfiguraient une

[4] Huit mois sans marcher, suite à une fracture du fémur, que je mis à profit pour dévorer la prodigieuse collection Terre Humaine (Plon).

certaine inclination pour la recherche qualitative. L'année ne fut toutefois pas vaine dès lors que je la consacrai au voyage initiatique par excellence s'il en est : c'est en 1991, en Inde, plus exactement dans un bus reliant Srinagar, la capitale du Cachemire, à Leh, celle du Ladakh, que la longue contemplation des paysages minéraux de l'Himalaya fit germer en moi l'idée de la géographie. La géographie pour voir le monde, pour voyager autrement, et notamment à mon bureau m'étais-je dit[5]. Conséquence somme toute logique de l'intérêt que le monde minéral avait suscité en moi, c'est la géomorphologie qui m'a d'abord séduit, la morphogenèse (en l'occurrence l'originalité de la rupture d'un pli anticlinal donnant sur le synclinal perché du plateau du Cengle) et les formes karstiques de la montagne Sainte-Victoire ayant façonné l'exceptionnel terrain de jeu du randonneur et du grimpeur que j'étais déjà : les 400 mètres de l'escarpement de calcaire jurassique recélaient en effet nombre de chemins de randonnées et de voies d'escalade le long desquelles résonnaient les cours de géomorphologie dispensés à l'université de Provence par Maurice Jorda.

Mais mon intérêt géographique pour le calcaire céda vite à mon envie d'ailleurs et de changement[6] et finit par être remplacé par celui porté à la géopolitique, à la pensée complexe et aux questions territoriales introduites par les enseignements de Christiane Spill et de Jean-Paul

[5] Pierre Gentelle expliquait en 2008 à Yann Calbérac qu'il n'avait eu d'autre choix professionnel que de devenir géographe, d'abord parce que les métiers qu'il se refusait à exercer étaient si nombreux qu'il ne lui restait qu'à être « spectateur et observateur du monde » et qu'il n'avait alors pas vu « d'autre issue que les sciences sociales » et, parmi elles, celle qui comblait son « goût des voyages et des déplacements : la géographie » (Calbérac, 2011 : 2).

[6] Le dilettantisme qui me fut reproché toute ma scolarité n'était vraisemblablement qu'un certain ennui doublé de cette procrastination que John Perry (2012) qualifie de « structurée » ou de « productive », celle qui consiste à consacrer son temps à des tâches autres, souvent mineures ou marginales, et ainsi de se soustraire à une tâche plus importante qui sera néanmoins complétée correctement et à temps. En fin de compte, la procrastination structurée permet d'obtenir une production personnelle plus importante et variée.

Ferrier. L'initiation à la géographie tropicale par Jean-Claude Giacottino, certes limitée à l'Afrique de l'Ouest, acheva d'affirmer mon goût pour la chose géographique alors que des enseignements optionnels d'ethnologie proposés dès la licence confirmèrent mon appétence pour l'autre et l'ailleurs et particulièrement pour l'Asie du Sud-Est et l'Océanie (particulièrement à travers les enseignements de Charles Macdonald, de Pierre Lemonnier et de Pascale Bonnemère[7], rendus possibles par la création, en 1993 à Aix-en-Provence, de l'Institut de recherche sur le sud-est asiatique). Les rivalités de pouvoir de l'approche géopolitique d'Yves Lacoste (1993), la civilisation du végétal de Pierre Gourou (1948), l'angle de l'Asie de Paul Mus (1977), le tableau tachiste que Georges Condominas et d'autres (1974) mentionnaient à propos de l'Asie du Sud-Est continentale, les sociétés contre l'Etat de Pierre Clastres (1974), l'anthropologie politique de Georges Balandier (1967), la pensée complexe d'Edgar Morin (1977) et un intérêt personnel pour l'ethnobotanique et les plantes à drogue et notamment hallucinogènes ou enthéogènes (nourri par la lecture de de Jacques Brosse, Carlos Castaneda, Roger Heim, Ernst Jünger, Terence McKenna, Jean-Marie Pelt, Richard Evans Shultes et Albert Hofmann, etc.) me poussèrent à consacrer mon mémoire de maîtrise aux « Géopolitiques de l'intégration dans l'espace polyethnique et interétatique du Triangle d'Or » (Chouvy, 1996), rédigé sous la direction de Christiane Spill.

Mon intérêt pour la thématique de l'opium et plus particulièrement pour celle de sa production illégale et des trafics auxquels elle donne lieu date donc de 1995 et le choix d'un tel objet d'étude est indissociable de celui de l'aire géographique et de l'approche considérées. En

[7] Quelle ne fut pas ma fascination toute géographique face à la division sexuelle de l'espace pratiquée par les Baruyas de Papouasie-Nouvelle Guinée, décrite par Maurice Godelier dans son ouvrage de 1982 et expliquée dans les cours d'ethnologie de Pierre Lemonnier et de Pascale Bonnemère.

effet, alors que la littérature ethnographique consacrée à l'Amérique du Sud m'avait sensibilisé à la question des peuples autochtones et à l'ethnobotanique, l'hispanisation et la « lusophonisation » du continent m'en avaient détourné au bénéfice d'une Asie que je percevais comme davantage préservée. L'Afrique, quant à elle, aussi fascinante que je l'ai toujours trouvée, m'apparaissait trop comme le pré carré de la géographie française, et donc trop courue. L'Asie, elle, m'attirait autant par sa démesure que par ses diversités géographique, historique, linguistique, culturelle, civilisationnelle même. Elle m'interpellait aussi du fait qu'elle se situait hors des sentiers battus de l'anthropologie et de la géographie françaises et de leur tropisme ouest africain marqué. L'Afrique m'avait certes presque vu naître et si je la portais et la porte toujours nécessairement un peu moi, c'est l'Asie qui, lors de ce voyage en Inde et dans les Himalayas, avait constitué une véritable découverte personnelle, un véritable saut dans l'inconnu, et s'était imposée à moi comme terrain de mes pérégrinations à venir. L'Inde constituait en effet une invitation incomparable au voyage, mais aussi au questionnement, à la recherche, à la géographie. Henri Michaux n'avait-il pas écrit, avec une justesse certaine : « En Inde, rien à voir, tout à interpréter » (1967 (1933) : 19).

Certes, ma découverte de l'Asie doit aussi beaucoup aux enseignements d'ethnologie de l'Asie du Sud-Est suivis à l'université de Provence, enseignements qu'un voyage au Vietnam en 1994 avait permis de mettre en perspective. Je retournai en Asie du Sud-Est en 1995 dans le cadre des recherches impliquées par mon mémoire de maîtrise, en Thaïlande cette fois, plus particulièrement le long de la frontière birmane où je découvris pour la première fois camps de réfugiés birman et sons de mortiers. Pour l'anecdote, j'avais essuyé mes premiers tirs d'arme automatique sur le lac Dal de Srinagar, où j'avais côtoyé pour la première fois des insurgés, le *house boat* sur lequel je résidais s'étant révélé, lors d'une offensive de l'armée indienne, être tenu par des militants armés de la cause kashmiri jetant leurs grenades par-dessus bord dans une panique

certaine. Mais ma plus grande émotion lors de ce premier « terrain » sud-est asiatique fut la reddition de Khun Sa (de son vrai nom, Chang Chi-fu, seigneur de la guerre et « roi de l'opium » sino-birman-shan, chef de diverses armées rebelles shan) qui survint lors de ma présence dans la région, le 7 janvier 1996.

Lorsqu'il s'était agi de trouver un sujet de mémoire de maîtrise, tant la géopolitique que l'Asie du Sud-Est coulaient déjà de source. L'intérêt personnel que je nourrissais pour l'ethnobotanique et plus généralement pour les plantes à drogues fournit l'objet de ma recherche et c'est la question de l'émergence du principal espace de production illégale d'opium, l'espace dit du Triangle d'or, qui constitua mon sujet. Travail de synthèse et d'analyse à la croisée des disciplines, puisque monopolisant, dans l'optique d'une analyse géopolitique, les sources et approches géographiques, historiques, anthropologiques, économiques et botaniques, mon mémoire de maîtrise témoigne de la conception de la géographie qui a très tôt été la mienne : non celle d'une science mais celle d'un savoir pluridisciplinaire orienté par une rigueur scientifique et affecté à la compréhension de problématiques spatiales. Mon mémoire de maîtrise est aussi la pierre fondatrice de deux décennies de recherches caractérisées davantage par un objet que par un terrain (ou plutôt de l'unicité de l'objet et de la multiplicité des terrains) : la production illégale d'opium, mais aussi, plus tard, celles de la méthamphétamine (une drogue de synthèse de type amphétaminique) et du haschich (un dérivé du cannabis), ainsi que les routes de leurs trafics, n'ont jamais cessé depuis 1995 de constituer l'objet de mes recherches, quels que soient les terrains, en Asie (Afghanistan, Pakistan, Inde, Birmanie, Thaïlande, Laos, Cambodge) ou au Maghreb (Maroc). Pour qui voulait s'éloigner des sentiers battus de la géographie, la problématique de la drogue était on ne peut plus appropriée : tant l'objet de la recherche, clairement un impensé de la géographie, que les terrains impliqués, souvent d'accès plus difficile que dangereux (en dépit des idées reçues),

garantissent au géographe sa dose de *terra incognita*. Et si la drogue comme objet de recherche brillait par son absence de la géographie il y a vingt ans, les choses n'ont que peu évolué depuis, si ce n'est que les productions agricoles de drogue d'Afghanistan, de Birmanie, de Colombie et peut-être même du Maroc sont désormais davantage mentionnées dans les enseignements et dans les manuels de géographie régionale concernés. Mais les questions relatives à la drogue ou ne serait-ce qu'aux paysanneries de la drogue ne semblent toujours pas, à quelques très rares exceptions près (Cruse, 2009), intéresser la géographie française.

La drogue comme quête d'inconnu donc, d'expérience et de connaissance aussi : poussé par une curiosité certaine sur les chemins de Katmandou, que je n'ai pas eu le loisir d'emprunter au sens propre (à la différence de ceux de Kétama), c'est sur les chemins de la connaissance que mon expérimentation des substances actives m'a finalement jeté. La « connaissance par les gouffres » décrite par Henri Michaux a eu entre autres mérites de m'inciter à me méfier des conclusions hâtives face à des réalités difficilement saisissables, à garder mes distances par rapport à mon sujet, à relativiser mes observations et, bien sûr, à conserver un regard aussi critique que possible sur les sources secondaires et les vérités trop souvent simplificatrices qu'elles véhiculent. La drogue comme sujet de recherche implique en effet de mettre en œuvre une pensée critique ou en tout cas de garder à l'esprit que la pensée conforme, toute pétrie qu'elle est de cette idéologie prohibitionniste aux fondements puritains et racistes, présente nombre d'écueils pour le chercheur. Mais si le géographe ne peut s'interdire l'exploration d'aucun gouffre, aussi (dé)plaisant soit-il, il ne peut pas non plus refuser de gravir les sommets qui se présentent à lui et la drogue, en tant qu'impensé géographique, est encore riche de cimes à gravir, de terres vierges à explorer, de parcelles à défricher. « Les drogues nous ennuient avec leur paradis » écrivait Michaux avec une justesse toute empirique : « Qu'elles nous donnent plutôt un peu de savoir » (1967 : 9). Ce que

deux décennies de recherche sur la drogue m'ont notamment appris, c'est que la raison doit primer sur l'idéologie, que l'objectivité doit résister à la subjectivité et, dans une certaine mesure, l'empirisme à la théorisation.

De la géographie à géopolitique des drogues

Mon parcours de géographe reste jusqu'à aujourd'hui celui d'un spécialiste de diverses thématiques liées à l'objet drogue dès lors que mon mémoire de DEA, ma thèse de doctorat, le projet de recherche soumis lors du concours d'entrée au CNRS et mes publications depuis lors ont tous eu trait aux causes, aux conséquences et aux modalités de la production illégale d'opium en Asie et, dans une moindre mesure, de méthamphétamine en Asie du Sud-Est continentale et de haschich au Maroc. J'ai eu la chance, lors de mon année de DEA, à Paris (« Géographie et pratique du développement dans le Tiers-Monde » : Paris X – Nanterre, Paris 1 – Panthéon-Sorbonne, Institut national agronomique Paris-Grignon), de trouver chez l'Africaniste Roland Pourtier un géographe disposé à encadrer un mémoire portant sur l'objet drogue (« Des plantes magiques au développement économique. Le recours à l'économie de la drogue dans les pays du Sud », 1997) alors que la thématique était non seulement absente de la géographie française mais qu'elle était surtout réputée dangereuse depuis qu'un étudiant avait trouvé la mort sur un « terrain drogue » d'Amérique du Sud. C'est sur les conseils de Roland Pourtier que j'ai alors pris contact avec l'Observatoire géopolitique des drogues, une association (loi de 1901) unique au monde, créée en 1990 entre autres par Alain Labrousse[8] qui l'a dirigée jusqu'à sa fermeture en 2000. Etudiant les contextes économique, politique et militaire de la production, du trafic et de la consommation des

[8] Décédé en juillet 2016.

drogues à l'échelle mondiale, l'OGD disposait d'un réseau de correspondants dans une centaine de pays et publiait une Dépêche internationale des drogues (un mensuel) et un rapport annuel en trois langues qui étaient lus dans les rédactions et les ministères du monde entier. Véritable centre d'expertise et de ressources sur le sujet et les diverses thématiques des drogues, l'OGD recourait à une approche géopolitique d'inspiration lacostienne (certes à tendance journalistique) dans laquelle je me retrouvais pleinement (Yves Lacoste fut plus tard le président de mon jury de thèse, dont fit partie Alain Labrousse). C'est en 1996, l'année de la sortie de l'Atlas mondial des drogues de l'OGD, que je rencontrai donc Alain Labrousse et son équipe, notamment Pascale Perez, géographe et ancienne étudiante de Roland Pourtier, Michel Koutouzis, historien et documentariste, Laurent Laniel, sociologue, Imran Akbar Syed, réfugié politique pakistanais, ainsi que les nombreux observateurs de la géopolitique des drogues qui gravitaient autour du petit noyau de permanents de l'OGD. L'OGD me permit d'entrer en contact avec certains fins connaisseurs des questions relatives à la production illégale d'opium en Asie, parmi lesquels André et Louis Boucaud, Bertil Lintner, Alfred McCoy, Ahmed Rashid, etc.

Ma collaboration avec Alain Labrousse, Michel Koutouzis et Laurent Laniel se prolongea durant mes recherches doctorales, entamées en 1997 sous la direction de Roland Pourtier, et dans mes travaux ultérieurs. Alain Labrousse, alors devenu un ami, rédigea avec Michel Koutouzis et moi le texte d'ouverture (« Les routes de la drogue : de l'Asie centrale à l'Europe ») de la réunion préparatoire à la conférence ministérielle du G8 que je présentai les 21 et 22 mai 2003 en séance plénière au ministère des Affaires étrangères. Il contribua ensuite, avec Laurent Laniel (avec qui je codirigeai le numéro) et Pascale Perez, au numéro d'Hérodote consacré à la géopolitique des drogues illicites (2004) (numéro auquel contribuèrent une majorité de collaborateurs de l'OGD : Luis Astorga, Paul Gootenberg, David Mansfield – rare spécialiste des questions de développement

relatives à la production agricole de drogue avec lequel je travaille toujours régulièrement –, Philippe Chassagne et Giuseppe Muti, tous deux géographes). L'influence de l'OGD se fit encore sentir lors de la journée d'étude consacrée à « Production de drogue et stabilité des Etats » que j'organisai avec Laurent Laniel à la demande du Secrétariat général de la défense nationale (SGDN)[9] au Centre d'études et de recherches internationales (Ceri) en 2005. Alain Labrousse, Laurent Laniel, Pascale Perez, David Mansfield, Alfred McCoy, Maria Clemencia Ramirez, Ricardo Soberon Garrido et Kenza Afsahi (avec laquelle je travaille et publie (2014) encore) participèrent avec d'autres à cette journée qui déboucha sur un rapport (2006) et sur deux articles, en français (2006) et en anglais (2007), cosignés avec Laurent Laniel (désormais chef de projet et analyste scientifique à l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies).

Drogue, terrorisme et sécurité étatique

C'est lors de mes recherches doctorales, menées en tant que membre de l'UMR 8586 Prodig (que je n'ai pas quittée depuis), que j'ai fait de la géopolitique des drogues l'objet de mes recherches, ajoutant à mon inclination pour les approches pluridisciplinaires et, idéalement, transdisciplinaires[10], la richesse heuristique de l'approche comparative. Certes, l'étude des drogues

[9] Devenu le Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN) le 13 janvier 2010.

[10] La transdisciplinarité, telle qu'envisagée notamment par Jean Piaget (inventeur de la notion en 1970), Basarab Nicolescu, Edgar Morin, André Bourguignon, Alfonso Montuori et d'autres, se distingue de la pluridisciplinarité et de l'interdisciplinarité. La pluridisciplinarité consiste à juxtaposer diverses disciplines dans l'étude d'un objet (avec conservation des méthodes et concepts de chaque discipline), alors que l'interdisciplinarité, elle, peut se définir comme le transfert des méthodes d'une discipline à une autre discipline (relève davantage, donc, d'un échange ou d'un partage de concepts et de méthodes entre diverses disciplines). La transdisciplinarité, elle, vise à dépasser la parcellisation du savoir en disciplines telle que pensée par Auguste Comte et René Descartes. Elle ambitionne de produire une pensée complexe qui, basée sur l'intégration et le dépassement des disciplines, de leurs concepts, théories et méthodes,

ne pouvait décemment être mise en œuvre qu'à travers une approche de la complexité, les explications des causes du recours à la production illégale de drogue étant trop souvent « partiales, partielles et contradictoires » (Lacoste, 1993). La transdisciplinarité s'imposait pour qui voulait prendre en considération les réalités agricoles de la production d'opium mais aussi ses contextes historiques, spatiaux, culturels, économiques, politiques, stratégiques… Mais l'élaboration de mon sujet de thèse subit un contrecoup prématuré lorsque l'allocation de recherche doctorale qui me revenait de droit en fin de DEA se révéla être dénuée de financement (pour cause de prolongation des allocations de recherche et de chômage de mes prédécesseurs). Ma vie sentimentale m'ayant déjà depuis quelques années régulièrement attiré aux Etats-Unis, c'est à San Francisco que je décidai de préparer, à contrecœur, une agrégation qui n'était pourtant pas officiellement conçue pour accéder aux fonctions de maître de conférences que je n'envisageais d'ailleurs que vaguement (l'enseignement m'attirant moins que la recherche). C'est sur les conseils de Roland Pourtier que j'ai alors postulé à l'appel d'offre d'allocation de recherche du ministère de l'Enseignement et de la Recherche. Et c'est sur la base d'un projet de recherche consacré à l'émergence des deux principaux espaces de production illégale d'opium que j'ai obtenu une allocation et que j'ai cessé de préparer l'agrégation.

---

permette la compréhension de la complexité du monde et de ses phénomènes naturels et sociaux. L'approche transdisciplinaire se doit donc de ne pas être dictée par telle ou telle approche disciplinaire mais par un objectif de compréhension globale qui, pour citer Morin, lie ce qui est disjoint (Morin, 1977 : 23). Ma thèse de doctorat figure d'ailleurs depuis 2002, à ma grande surprise, dans la liste des thèses transdisciplinaires recensées par le Centre international de recherches et études transdisciplinaires (CIRET) créé par Basarab Nicolescu : http://ciret-transdisciplinarity.org/biblio/theses.php (page consultée le 4 février 2011).

Ma présence régulière à San Francisco, alors en plein boom de l'Internet, m'exposa de façon précoce à l'accès aux sources électroniques (me permettant par exemple la lecture quotidienne des presses afghane, pakistanaise, indienne, birmane, thaïlandaise, vietnamienne, chinoise, hongkongaise, australienne, états-unienne et européenne) et m'encouragea à créer mon propre site Web, www.geopium.org, en 1998. D'abord destiné à héberger mes mémoires de maîtrise et de DEA, Geopium devint assez rapidement un petit centre de ressources et d'informations sur la géopolitique des opiacés en Asie à la notoriété grandissante (232 944 visiteurs journaliers uniques pour 547 733 pages vues en 2006, avant qu'un amaigrissement et une refonte du site n'entament son *page rank*), puis un site Web personnel mettant à disposition des internautes la grande majorité de mes textes en accès libre (ainsi que quelques cartes et photographies) : il s'agit donc clairement d'un outil privilégié de valorisation de la recherche et de diffusion de l'information géographique. En 2016, Geopium propose ainsi une soixantaine d'articles en texte intégral, en français et en anglais, et est consulté chaque année depuis l'immense majorité des pays du monde (près de 40 % des connexions se faisant depuis la France, les Etats-Unis, avec près de 10 % de connexions, étant le deuxième pays d'origine des visites), quelques pays africains exceptés. Toujours en 2015 les liens (*backlinks*) vers Geopium provenaient de 140 noms de domaine (environ 20 000 liens dont 8 000 vers la page d'accueil)[11].

Mes recherches doctorales bénéficièrent grandement d'une présence régulière à San Francisco qui me permit d'exploiter la bibliothèque de l'université de Berkeley, située de l'autre côté de la baie. Ma pratique de l'anglais en bénéficia bien sûr aussi, d'autant que l'essentiel des

[11] http://openlinkprofiler.org/r/geopium.org#.VQ1KEOFCPfs (page consultée le 21 mars 2015).

sources secondaires monopolisées, sujet et aire géographique de la recherche obligent, étaient en anglais. Mes deux premiers articles furent d'ailleurs rédigés et publiés en anglais (1999) dans des revues américaines et l'un deux me valut d'être contacté par Julie Sirrs, une analyste militaire de la *Defense Intelligence Agency* (DIA : une agence du renseignement militaire des Etats-Unis) fraîchement limogée après être allée interviewer Ahmed Shah Massoud dans la vallée du Panjshir (histoire trop complexe et controversée pour être exposée ici[12]). La question de la production et du trafic de drogue en Afghanistan était en effet indissociable de celle des talibans, d'Al-Qaida et d'Osama bin Laden (autant de sujets sur lesquels l'OGD s'était penché, par exemple à travers la plume d'Imran Akbar Syed, *sardar*[13] baloutche, auteur, entre autres, d'une photographie d'OBL armé d'une « kalakov »[14] devant une bibliothèque), avec lequel j'aurai par la suite de nombreuses discussions sur le Saoudien, sur la liberté de la presse au Pakistan et sur les services de renseignement militaire pakistanais. Julie Sirrs devint par la suite la rédactrice en chef de la revue *Terrorism Monitor* dans laquelle j'écrivis deux articles sur le manque de pertinence de l'expression « narco-terrorisme » (2004). La dénonciation des menaces posées par un supposé narco-terrorisme était alors en effet à la mode, tant dans la presse mondiale que dans les déclarations répétées de Michèle Alliot-Marie et de Donald Rumsfeld, alors respectivement ministres de la Défense de la France et des Etats-Unis. De telles dénonciations avaient d'ailleurs posé problème à la DIA qui ne trouvait rien de tangible prouvant l'existence de la menace ou ne serait-ce que du phénomène, ce

[12] Voir notamment : http://observer.com/2004/03/exspook-sirrs-early-osama-call-got-her-ejected/ (page consultée le 19 mars 2015).

[13] Chef de tribu.

[14] Nom donné en Afghanistan au « krinkov », ou AKS-74U, la version compacte de l'AK-47.

qui m'avait valu, en 2004, d'être contacté directement par un capitaine de la DIA dans le cadre d'une étude (« *Threat and Security Implications of Afghanistan's Illicit Opium-Drug Trade* », 2005) au contenu duquel je n'ai jamais eu accès (étant un *alien* et, qui plus est, un Français, ce qui, dans le contexte de l'opposition française à l'intervention en Irak, ne pesait guère en ma faveur). L'ébauche de réflexion sur le narco-terrorisme me valut une autre expérience enrichissante qui, surtout, me permit de tester mes analyses à l'aune de données confidentielles. En effet, toujours en 2004, la Direction du renseignement militaire (DRM[15]) m'avait demandé une communication portant sur les usages stratégiques des drogues (communication du 25 novembre 2004 : « Drogues illicites : géopolitique, usages guerriers et « solutions » militaires en Afghanistan et en Birmanie ») durant laquelle mes interlocuteurs aux badges volontairement retournés avaient officieusement confirmé l'inanité de la notion et son instrumentalisation politique. Outre la corroboration de mes analyses par des observateurs privilégiés[16] de la scène terroriste afghane, la communication à la DRM m'avait permis de faire la rencontre de Jasmine Zerinini, alors en poste au Secrétariat général de la défense nationale (SGDN) d'où elle commandita la journée d'étude et le rapport consacrés dès l'année suivante à « Production de drogue et stabilité des Etats ».

[15] Créée après la guerre du Golfe afin, notamment, de faire en sorte que le renseignement français dépende moins de son équivalent états-unien.

[16] Une autre confirmation orale vient plus tard de la part de Louis Caprioli, ancien sous-directeur de la lutte contre le terrorisme à la Direction de la surveillance du territoire (la DST a fusionné le 1er juillet 2008 avec la Direction centrale des Renseignements généraux au sein d'une nouvelle direction qui a pris le nom de Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI) puis de Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) en 2014).

Les territoires de l'opium

Ma thèse de géographie a constitué jusqu'à récemment, en fait jusqu'à la parution en 2009 de mon avant-dernier ouvrage, ma plus importante production, en termes de volume et d'investissement bien sûr, mais aussi en termes de contribution au corpus géographique. Débutée en 1997 et soutenue en 2001, cette thèse était consacrée à l'émergence des deux principaux espaces de production illégale d'opium d'Asie (et du monde) que sont le Triangle d'or (Birmanie, Laos, Thaïlande) et le Croissant d'Or (Afghanistan, Iran, Pakistan). Intitulée « Les territoires de l'opium », suivant en cela la judicieuse suggestion de Roland Pourtier, mon directeur de thèse, elle détaillait la géohistoire du pavot à opium et de la production d'opium et tachait d'expliquer l'émergence des espaces de production illégale moderne à travers une approche géopolitique. Celle-ci était principalement orientée par les rapports de force et les relations de pouvoir que les Etats et les acteurs non-étatiques mettaient en œuvre pour contrôler la production illégale d'opium et les espaces sur lesquels elle avait cours : l'approche était résolument géographique dès lors qu'elle analysait les centres, les périphéries, les zones frontalières et les marges diverses marqués par la production d'opium, au gré de leur enclavement ou de leur centralité, de la pérennité des conflits armés, et des processus de territorialisation mis en œuvre par, pour, et contre l'opium. La thèse se concluait sur l'affirmation selon laquelle « le nœud gordien de l'intégration et de la territorialisation » apparaissait « au centre de la problématique de la drogue » (Chouvy, 2001 : 447).

Comparer deux espaces de production aussi différents l'un de l'autre que le sont l'Asie du Sud-Est continentale et l'Asie du Sud-Ouest, même en se concentrant sur la comparaison entre Birmanie et Afghanistan (les deux principaux pays producteurs illégaux d'opium), avait logiquement imposé d'acquérir de vastes connaissances historiques, géographiques et politiques

sur deux régions et six pays ainsi que sur leurs voisins immédiats et parfois très influents (Inde et Chine surtout). L'analyse comparative menée à une échelle relativement petite impliquait de réunir et d'exploiter une littérature importante et les sources secondaires (publications scientifiques, rapports officiels, littérature grise, articles de presse) constituèrent l'essentiel du matériau de ma thèse. Plusieurs déplacements sur le terrain (Afghanistan, Pakistan, Inde, Birmanie, Laos, Thaïlande) me permirent de confirmer ou d'infirmer certaines hypothèses de travail auprès d'observateurs privilégiés (chercheurs locaux, journalistes, membres d'ONG, officiels, etc.) des pays étudiés et de réunir davantage encore de sources secondaires (ouvrages d'éditeurs locaux, rapports, données statistiques, littérature grise locale, etc.). Ainsi que mes recherches ultérieures le confirmeraient (encore récemment à propos de l'importance de la production illégale d'opium en Inde) le déficit d'analyse de données existantes est souvent tel que nombre de travaux peuvent être menés sur la seule base des sources secondaires (qu'il s'agisse de travailler sur certaines théories et notions (antimonde, narco-terrorisme, narco-Etat, conséquences involontaires, etc.) ou sur la pertinence et les limites des données quantitatives existantes).

L'apport de ma thèse, conduite en quatre ans, résidait donc moins dans la production de données de première main que dans l'approche géographique et l'analyse géopolitique d'un objet jusque-là délaissé par la géographie mais aussi par les autres sciences de l'Homme et de la société (SHS), les sciences politiques y compris (ainsi qu'un directeur du Ceri me le fera ensuite remarquer, non sans étonnement). Le texte raccourci et les 27 cartes de la thèse furent publiés dès 2002 par les éditions Olizane dans un ouvrage reprenant le titre de la thèse. L'ouvrage alors à paraître joua un rôle non négligeable lors de mon recrutement en 2002 au CNRS en tant que chargé de recherche de première catégorie (recrutement non sans péripéties dès lors qu'il se fit dans le contexte de la réinterprétation par le CNRS de la limite d'âge de candidature au concours, donc du dépôt par 24

candidats de recours en référé devant les tribunaux administratifs et d'une décision ultérieure du Conseil d'Etat déboutant les plaignants : ma candidature en CR2 fut donc annulée mais, ayant postulé aussi en CR1, je fus, à ma grande surprise, recruté en CR1). Mon recrutement au CNRS bénéficia peut-être aussi de la curiosité du politologue Semih Vaner et de la confiance qu'il m'avait accordée lors de la direction, avec Guillermo Aureano, d'un dossier consacré aux rapports entre drogue et politique dans les Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien (Cemoti) qu'il avait fondés et qu'il dirigea jusqu'à sa disparition (Chouvy, Aureano, 2001).

Du tropisme : géographie, recherche, photographie

Aboutissement et départ tout à la fois, mon recrutement au CNRS (rattachement à Prodig) fut aussi un réel soulagement après les auditions passées dans deux universités et à l'IRD. En effet, si lors de l'une de mes auditions à l'Université on m'avait expliqué que « les étudiants n'avaient que faire de l'Asie, que seul leur bitume les intéressait » et que la drogue constituait un objet de recherche somme toute peu géographique (remarques qui confirmèrent mon peu d'intérêt pour l'enseignement[17] mais que quelques encadrements d'étudiants démentirent au moins en partie[18]), à l'IRD on m'avait soutenu que mon programme de recherche était irréaliste et irréalisable (en dépit des centaines de pages de ma thèse qui tendaient à démontrer le contraire). L'audition au

[17] Je n'ai en fin de compte jamais enseigné, notamment parce que j'ai toujours préféré l'écrit à l'oral et apprécié le caractère différé plutôt qu'immédiat de la transmission. Que ce soit pour apprendre ou pour transmettre, l'écrit a ma faveur : il a l'avantage de la densité et de la pérennité, du temps contrôlé aussi. Au fil des ans, ma préférence pour l'écrit s'est d'ailleurs renforcée et je n'accorde plus que rarement des interviews radiophoniques et plus jamais d'interviews télévisées (les pratiques des journalistes n'étant de toute façon guère encourageantes). Je réserve donc logiquement mes interventions à la presse écrite (toujours après un minimum d'échanges avec le ou la journaliste). Je suis donc loin de partager l'avis de Jacques Le Goff pour qui « si l'enseignement sans recherche, c'est frustrant, la recherche sans enseignement, c'est lugubre » (Le Goff, 1987 : 2013). Sa hantise de « retomber au C.N.R.S. » équivaut me semble-t-il à ma propre hantise de l'Université et de l'enseignement (Le Goff, 1987 : 215). Pierre Gentelle, lui, racontait le désarroi de Jean Dresch lorsqu'il entra en 1962 au CNRS en tant que stagiaire : « Ce mépris pour le CNRS en sciences humaines n'a jamais cessé. Il se perpétue ouvertement avec Jean-Robert Pitte aujourd'hui, parvenu académicien, mais il suffit de relire quelques souvenirs, ceux de Jacques Lautman en particulier, pour voir que les lignes n'ont pas bougé depuis ce que disait Raymond Aron (tous deux normaliens, eux) : « Le CNRS, c'est bon pour les jeunes femmes, pour les étrangers non naturalisables, pour les bègues, pour les curés et pour les disciples de deuxième ordre ! Mais nos bons élèves, on les oriente vers les carrières universitaires » » (Calbérac, 2011 : 5). D'ailleurs, Jean-Robert Pitte, croisé dans un avion à destination des Etats-Unis peu après mon recrutement au CNRS (2001), ne manqua pas de m'enjoindre à quitter la « prison dorée, certes, mais la prison quand même » que le centre de recherche représentait à ses yeux.

[18] Direction de quelques mémoires de maîtrise de qualités inégales et deux codirections de thèses non abouties.

CNRS, elle, s'était mieux passée, même si un statisticien membre du jury avait estimé que l'absence de données quantitatives fiables sur la production et le trafic de drogue interdisait toute recherche « scientifique » sur le sujet, insinuant très clairement que ma place n'était pas au CNRS (une réponse critiquant l'explication économétrique des conflits armés sembla me sortir d'affaire). Ces quelques expériences confirmaient à quel point l'objet drogue et ses problématiques géographiques suscitaient davantage de réticences, voire d'incompréhension, que d'intérêt dans le monde académique. *In fine*, mon recrutement en section 39 au CNRS montrait que la géographie française restait peut-être l'une des disciplines les plus ouvertes qui soient.

Rien que de très logique finalement pour moi qui avais toujours perçu, non sans un certain idéalisme teinté de romantisme, la géographie comme la discipline de l'ouverture au monde, de la curiosité, de l'esprit de découverte, de l'exploration bien sûr. La géographie comme antidote au tourisme et même au voyage : l'opposition entre le touriste – antihéros consommateur d'un ailleurs de divertissement banalisé et vulgarisé – et le voyageur – observateur avisé et intrépide du monde en quête d'originalité et d'authenticité – est en effet forte dans les représentations communes et j'étais alors encore cet « idiot du voyage » qui s'estime voyageur et pour qui les touristes sont les autres[19]. Certes, le chercheur ne part pas en voyage mais en mission et il parcourt le monde pour l'expliquer dans des revues académiques, non pour le raconter dans des récits de voyage. De fait, si « l'anecdote est l'essentielle et fourmillante composante de la plupart des récits de voyage » (Urbain, 1993 : 51), elle n'a que peu sa place dans la littérature scientifique, ainsi que le souligne

[19] « Tout commence en effet par le voyage, la curiosité de découvrir, le plaisir d'être ailleurs. De ce point de vue, chercheur et touriste se rejoignent. Mais là s'arrête la comparaison. L'un consomme à vive allure paysages « spectaculaires » et folklore, l'autre se donne le temps d'analyser pour comprendre » (Pourtier, Hugonie, 2007 : 443).

Claude Lévi-Strauss pour qui le fait de présenter des « détails insipides » et des « évènements insignifiants » comme un « témoignage » ou, pire encore, comme une « découverte originale », relève ni plus ni moins de « l'impudence » (1955 : 13-14). A tel point d'ailleurs qu'en géographie le terrain est longtemps demeuré un *impensé* géographique (Calbérac, 2010). Une telle conception me mènera un temps à participer (jusqu'à ce que le caractère suranné de ladite société m'apparaisse clairement), à l'initiative du géographe Guy Lubeigt, spécialiste de la Birmanie, à quelques évènements et dîners de la Société des explorateurs français où je fis la rencontre de l'écrivain et voyageur Sylvain Tesson, géographe de formation et dont la conception, ou plutôt la pratique, de la géographie confine à l'engagement physique total : non plus celui de l'explorateur (trop anachronique) mais celui du vagabond, du *wanderer*, du voyageur qui prend le temps de l'espace. Tesson n'est pas dupe sur le statut trop souvent usurpé d'explorateur moderne lorsqu'il écrit qu'« il reste disséminées çà et là, de larges *terrae incognitae* sur le continent de la connaissance » et qu'il faut les chercher (Tesson, 2005 : 42). D'ailleurs, « en se lançant dans les ténèbres », estime-t-il, l'homme des âges du commencement « faisait acte de géographe » (Tesson, 2005 : 77). La description que Tesson fait de la géographie[20] est loin de me laisser indifférent : « La géographie, la plus belle des disciplines. Elle se tient au carrefour des connaissances, elle convoque à elle les autres sciences. Elle précipite ce que lui révèle chacune dans son chaudron, mélange les ingrédients et concocte une lecture du monde ». « La géographie », écrit-il, « c'est quand la lumière se fait » (Tesson, 2005 : 78-79).

[20] Qu'il a étudiée, dit-il, avec l'idée qu'il choisirait « la première occasion » pour s'« échapper par la fenêtre de l'université, ouverte sur le monde », avec, en géographe avisé, le *Précis de géomorphologie* de Max Derruau « comme seul guide de voyage » (Tesson, 2005 : 78).

Géographe chercheur au CNRS : c'est en cette qualité que l'essentiel de mes voyages se fait désormais. Car toute mission reste un voyage et qu'en ce qui me concerne le touriste n'a jamais cessé d'accompagner le chercheur sur le terrain. D'autant qu'au fil des ans le géographe s'est doublé d'un photographe et que l'autre et l'ailleurs sont désormais tout à la fois sujets de curiosité, sujets étudiés et sujets photographiés. Certes, passer aux yeux des autres pour un touriste équipé d'un appareil photo (marqueur indiscutable du touriste) n'est d'ailleurs pas dénué d'intérêt selon les objets étudiés et les terrains abordés, même s'il convient parfois de ne pas être pris pour un journaliste. Il m'est en tout cas vite apparu que photographie et géographie ont beaucoup en commun et que la pratique de l'une peut considérablement enrichir l'autre, et vice-versa : particulièrement lorsque les pas et le regard du géographe guident ceux du photographe et que l'œil du photographe dirige et exacerbe celui du géographe. Les photographes et les géographes ont d'ailleurs souvent en commun un tropisme certain pour l'autre et l'ailleurs ainsi qu'une inclination à rendre compte du monde qui les entoure (Chouvy, 2008). C'est dans ce contexte que j'ai créé mon deuxième site Web, un site personnel cette fois, exclusivement consacré à la photographie : conçu sur le mode chronologique du blog (mais permettant d'afficher les photos par région ou par pays), www.photo-tropism.com/blog (créé en 2007 après avoir soustrait la partie photographie de Geopium.org) présente mon travail photographique depuis mes débuts en 2003. Si nombre de photographies présentées sur photo-tropism.com ont été prises lors de mes diverses missions et ont donc une portée géographique certaine (Chouvy, 2009a), nombreuses aussi sont celles qui proviennent de voyages d'agrément et de projets personnels, parfois de commandes photographiques. La photographie est en fin de compte l'un des rares moyens dont le géographe dispose pour exprimer les émotions esthétiques qui sont les siennes sur le terrain : le géographe photographe peut en effet appréhender le monde et en rendre compte autrement que par le texte ou la carte, donc avec davantage de créativité et un recours moindre à l'analyse, avec une distance

critique moindre (ou nulle). Par le texte et la carte le géographe propose une explication raisonnée du monde. La photographie, elle, lui offre la possibilité d'exprimer la vision qu'il a du monde de façon plus sensible et immédiate.

L'une des raisons pour lesquelles la photographie s'est imposée à moi au cours de mes missions sur le terrain de mes recherches réside entre autres dans le fait que ces terrains étaient multiples, d'accès souvent difficile et incertain (parfois du fait de la non délivrance d'ordres de mission par le CNRS, ou plus précisément par son Fonctionnaire de Sécurité et de Défense), et que la conduite de recherches pouvait parfois y être compromise : l'accès au terrain n'offre aucune garantie de pouvoir y mener à bien son enquête, surtout lorsque des tensions ou des violences y ont cours (concomitance inopinée d'une mission avec la conduite d'une opération d'éradication forcée par les autorités locales par exemple). La prise de vue photographique permet ainsi de rester un minimum productif lorsqu'enquête et entretiens sont impraticables. Elle permet parfois aussi de focaliser l'attention de ses interlocuteurs sur la dimension esthétique des choses (tout le monde s'accorde sur la beauté des fleurs de pavot et les paysans de l'opium se voient souvent flattés par l'attention photographique que j'y porte), tout en entretenant des discussions informelles notamment (mais jamais seulement) à propos de la culture du pavot et de la production d'opium (d'autant que l'illégalité de la production d'opium ou de haschich impose de ne jamais prendre de notes ou de réaliser d'enregistrements lors des entretiens informels).

Chargé de recherche au CNRS : entre terrain et publications

Si l'accès au terrain n'est jamais chose aisée et garantie, mes années au CNRS m'ont toutefois permis de mener des missions de recherches dans divers pays d'Asie ainsi qu'au Maroc. L'Asie du Sud-Ouest et surtout l'Afghanistan sont restés difficiles voire impossible d'accès après 2001 et plus encore après les attentats de Londres en 2005 (plan Vigipirate et restriction ou

interdiction des déplacements en zones de conflits, qui plus est sur des terrains estampillés « drogue »), parfois même en dépit d'efforts appuyés et répétés (successivement : ordres de mission CNRS pour l'Afghanistan impossibles à obtenir ; obtention d'un ordre de mission sans frais du Centre d'analyse et de prévision (CAP[21]) du ministère des Affaires étrangères ne permettant pas d'utiliser les fonds d'une ACI ; financement par fondation royale thaïlandaise (Doi Tung) sans obtention d'ordre de mission, etc.). Mais j'ai pu mener de nombreuses missions dans la région wa (*United Wa State Army*) de l'Etat shan de Birmanie ou dans le nord du Laos, particulièrement en bénéficiant du soutien et de la logistique de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC), ainsi qu'en Thaïlande, au Cambodge, en Inde et au Maroc. La plupart de ces missions ont été financées, non sans difficultés, dans le cadre de programmes de recherche financés par appels à projets : direction d'une Action concertée incitative (ACI) de 2004 à 2007 ; commandes (Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine (Irasec) du ministère des Affaires étrangères : direction de projets de recherches et d'ouvrages sur la méthamphétamine en 2001-2002 et sur les trafics en 2009-2010) ; participation en 2006 à la mise en place par la fondation royale thaïlandaise Doi Tung d'un projet de développement alternatif en Afghanistan ; financements par mon laboratoire de rattachement (Prodig) ; participation à un projet européen (Linksch, une recherche sur les conséquences involontaires des politiques antidrogue financée par le septième programme-cadre (FP7) de la DG Justice de la Commission européenne) de 2012 à 2015. Les *overheads* (partie du financement versé au CNRS mise à disposition du chercheur) du programme de recherche européen m'ont quant à eux permis d'initier de nouvelles recherches sur la production

[21] Désormais le Centre d'analyse, de prévision et de stratégie (CAPS).

illégale d'opium et de haschich en Inde (Arunachal Pradesh et Himachal Pradesh) (deux missions en Arunachal Pradesh en 2012 et 2014), recherches toujours en cours lors de la rédaction de ces lignes.

La question des choix, de l'accès et de la pratique du terrain est difficile et complexe. Outre les difficultés répétées et croissantes posées par le CNRS dans la délivrance d'ordres de mission (nombre de chercheurs travaillant sur les Suds, au Sahel par exemple, sont désormais eux aussi confrontés à de telles difficultés), les terrains de mes recherches ont ceci en commun qu'ils sont d'accès relativement difficile et que l'objet de mes recherches implique une pratique particulière. L'accès n'est jamais aisé dès lors que les aires de production illégale d'opium sont en règle générale nichées au cœur de marges géographiques, de périphéries territoriales et de zones frontières peu et mal desservies, et où la présence d'un étranger, qui plus est d'un occidental, n'est pas forcément vue d'un bon œil par les autorités locales et nationales et par les acteurs des trafics locaux (les rôles n'étant bien sûr pas forcément exclusifs). Je ne peux de toute façon pas chercher à jouer sur la discrétion comme d'autres ont pu le faire ou peuvent encore le faire lors de passages frontaliers illégaux volontaires (il m'est arrivé de découvrir que j'avais franchi à pied une frontière internationale en toute illégalité : mais seulement sur le chemin du retour, face à un panneau avertissant d'un passage frontalier) : un blond d'1m91 est loin de passer inaperçu dans la région wa du nord-est de la Birmanie par exemple. Mon intérêt affiché et non feint pour la randonnée, l'escalade et la photographie permet clairement de jouer sur plusieurs tableaux en insistant sur les raisons avouables de ma présence en certains lieux et en omettant (sans forcément les nier) les plus polémiques. Il est de toute façon délicat, sur de tels terrains et à propos de tels objets de recherche, de se comporter ouvertement en tant que chercheur : la conduite d'entretiens structurés et la prise de notes en direct sont peu recommandées pour qui ne veut pas susciter la méfiance chez ses

interlocuteurs, même lorsque ceux-ci participent volontairement, et souvent avec fierté, à des discussions ouvertes portant sur la culture du pavot, la récolte de l'opium, les prix du marché, la répression et même la corruption (même si j'évite généralement un tel sujet afin de ne compromettre ni ma présence sur place, ni ma sécurité ou celle de mes interlocuteurs). Je n'ai cependant jamais eu à déplorer d'expérience désagréable avec de quelconques autorités locales ou nationales, les seules rares anicroches étant le fait de producteurs redoutant les prises de vues photographiques. Mais l'immense majorité des producteurs est demandeuse d'images et il n'est pas rare d'être apostrophé dans un champ par ceux qui n'ont pas été photographiés et s'en plaignent.

La restitution des données récoltées sur le terrain pose elle aussi quelques questions, principalement d'ordre éthique. Si mes photographies sont géolocalisées à l'aide d'un traceur GPS qui enregistre l'intégralité de mes parcours, je ne restitue pas ces données, que ce soit sous forme cartographique ou sous forme rédigée, afin de ne pas rendre les lieux de production publics et de préserver les producteurs qui m'ont ouvert leur porte. Peu ou pas de cartes, donc, dans certaines de mes publications (Maroc, Inde du Nord-Est), mais pas de mention de noms de lieux ou de personnes non plus. La production cartographique reste néanmoins un vecteur de transmission de données auquel j'ai recours dans certains cas : uniquement lorsque les cartes ne compromettent l'anonymat d'aucun acteur ou d'aucune localité, ainsi que c'était le cas dans l'atlas des trafics publié en 2013. Sur le terrain, conjuguer éthique et courtoisie peut parfois relever du dilemme et la subtilité est souvent de rigueur, comme lorsque les repas pris avec les officiels wa sont systématiquement et uniquement arrosés au *Black Label*, lorsque la tournée des postes frontaliers du Cambodge en compagnie d'officiers de police, de gendarmerie et de douane locaux rend inévitables les visites de casinos (quand un chef de la police ne vous y loge pas) et les soirées passées dans des karaokés propices aux rencontrées tarifées (délicate situation que celle du *voucher* pour massage on ne peut

plus complet offert par un chef de la police propriétaire du salon en question), ou encore lorsque les échanges avec les services de police (stupéfiants spécialement) ne doivent pas faire du chercheur un informateur (ou ne serait-ce que laisser penser qu'il puisse en être un). Bref, la pratique du terrain est toujours complexe, parfois compliquée, souvent délicate.

La vie et l'activité d'un chercheur sont bien sûr aussi largement consacrées à l'écriture[22] et le fait de publier en français s'est vite révélé problématique pour l'étude d'un objet, la drogue, à propos duquel les débats et les discussions se font majoritairement en anglais. Mes frustrations se voyaient d'ailleurs régulièrement renforcées par celles de mes interlocuteurs étrangers qui ne pouvaient me lire en français. Les éditeurs anglais et américains arguant de mon manque de notoriété à l'international et d'un coût de traduction rédhibitoire, mes efforts prolongés visant à faire traduire et publier « Les territoires de l'opium » en anglais n'ont jamais porté leurs fruits. Les choses ont toutefois changé à la suite de plusieurs articles publiés dans la revue britannique *Jane's Intelligence Review* (3 articles en 2005 par exemple : Chouvy, 2005a, 2005b, 2005c) et d'interviews accordées à la BBC et à divers journaux de langue anglaise (New York Times, Los Angeles Times, Christian Science Monitor, Boston Globe). La parution en 2004 aux Presses universitaires de Singapour (Chouvy, 2004) de la traduction anglaise de l'ouvrage « Yaa Baa », cosigné avec Joël Meissonnier (Chouvy Meissonnier, 2002 : résultat d'une commande de l'Institut de recherches sur l'Asie du Sud-Est contemporaine (Irasec), un centre de recherches du ministère

[22] Ecrire est une chose, publier en est une autre : on peut certes écrire sans publier mais, bien sûr, pas publier sans écrire. D'ailleurs le temps de l'écriture n'est pas celui de la publication et la lenteur de certains processus de publication permet souvent de relativiser le temps passé à rédiger. Quoi qu'il en soit, écrire revêt une telle importance pour un chercheur que, pour reprendre les propos de Christine Chivallon, « je n'ai le sentiment de travailler et d'être légitime que dans la publication » (Vivet, Collignon, Chivallon, 2014).

des Affaires étrangères), a vraisemblablement aussi aidé à changer mon statut au regard des éditeurs anglophones et j'obtins en 2007 un contrat de la part d'*IB Tauris* pour la rédaction d' « Opium » qui parut en 2009 (Chouvy, 2009b). Je rédigeai l'ouvrage en anglais, en partie sur la base des « Territoires de l'opium » mais en incluant le résultat de mes recherches et analyses les plus récentes, particulièrement en cherchant à expliquer non plus l'émergence des espaces de production mais plutôt les causes fondamentales du recours à la production illégale d'opium et les raisons de l'échec d'un siècle de prohibition et de quatre décennies de programmes d'éradication forcée et de développement alternatif. *Harvard University Press* acheta les droits de l'ouvrage pour le marché nord-américain et une version augmentée d'une postface vit donc le jour en 2010 (Chouvy, 2010a), en même temps qu'une traduction arabe à Beirut (*Arabic Scientific Publishers*) (Chouvy, 2010b). Un dernier ouvrage de recherche a paru en 2013 à la suite d'un programme de recherche du Ministère des affaires étrangères français géré par l'Irasec : rédigé en anglais, « An Atlas of Trafficking in Southeast Asia » (2013a) réunit les résultats de recherche de cinq auteurs (dont quatre anglophones) et propose une collection de 31 cartes inédites réalisées à Prodig. L'anglais est ainsi progressivement devenu ma principale langue de travail, que ce soit dans mes échanges académiques (mes collègues étant anglophones dans leur grande majorité) ou dans mes écrits (3 ouvrages, 12 articles dans des revues ou ouvrages à comité de lecture, 3 rapports nationaux ou internationaux, une vingtaine d'articles dans diverses revues et encyclopédies : voir bibliographie complète). L'anglais est aussi la langue dans laquelle ont été réalisées toutes mes évaluations d'articles ou d'ouvrages (*Journal of Drug Issues*, *International Journal of Drug Policies*, *International Affairs*, *Oxford University Press*, *Yale University Press*, *Cornell University Press*, *Routlegde*, *Afghanistan Research and Evaluation Unit*).

Epilogue

1995-2016 : vingt-et-un ans de recherches, dont treize passés au CNRS, portant sur la production illégale d'opium et ses espaces, au gré de rencontres, de financements, de publications. Vingt ans marqués par une continuité et une cohérence certaines, vraisemblablement en partie dues à « l'inconsciente propension de chacun à introduire dans la courbe de son existence une cohérence empruntée » (Rémond, 1987 : 294). Mais, néanmoins, une continuité voulue, à travers un effort constant de spécialisation, d'accumulation, d'approfondissement, sans toutefois sacrifier la diversité à l'unité : unité de l'objet drogue mais diversité des terrains (plusieurs en Asie et un en Afrique du Nord), des thématiques (géopolitique, modes de production, développement, guerre et conflits, terrorisme, prohibition, politiques et actions antidrogue, etc.) et même des drogues (opium, méthamphétamine, haschich).

Vingt ans marqués par d'immenses satisfactions (missions et publications, surtout, ainsi que, indiscutablement, recrutement au CNRS) mais aussi bien sûr par des périodes de doute et même de frustration (difficultés de financement, refus d'ordres de mission, limites des évaluations menées par les revues et parfois par le CNRS, etc.). Vingt ans dont au moins la seconde moitié a aussi été marquée non par la pression de publier mais par le défi de produire de l'inédit : de la difficulté qu'il y a de se renouveler, de trouver des approches différentes, de trouver de nouveaux terrains, de publier sans (trop) se répéter (même si la problématique des drogues impose de se répéter encore et toujours face aux idées reçues et à l'idéologie omniprésente).

Vingt ans dont quinze de production de publications diverses : 4 ouvrages scientifiques en français et, ou, en anglais (plus une traduction en arabe) dont 2 collectifs ; 22 articles (dont 6 en anglais) dans des revues à comité de lecture dont 13 dans des revues de géographie ; 11 articles dans des revues sans comité de lecture (dont 6 en anglais) ; 7 articles dans des ouvrages

scientifiques (dont 3 anglais) ; 46 textes de vulgarisation (dont 19 en anglais) ; 12 textes dits autres (dont 6 en anglais) ; 5 rapports nationaux ou internationaux (dont 2 en anglais) ; une quarantaine d'interviews dans la presse écrite, une trentaine dans la presse radiophonique et trois à la télévision.

Vingt ans d'une pratique d'une recherche largement individuelle, voire solitaire[23]. Un parcours en solo en partie voulu par la recherche publique française qui ne compte en ma personne qu'un seul chercheur spécialisé sur la thématique de la production agricole illégale de drogue. En effet, tous les chercheurs français qui travaillent sur l'objet drogue consacrent leurs travaux soit aux problématiques de consommation, soit aux aspects historiques, économiques, sociologiques ou juridiques du marché de la drogue et de la prohibition (la même chose est vraie à propos des activités ou de la composition du conseil scientifique de l'Observatoire français des drogues et toxicomanies (OFDT) dont j'ai été membre de 2012 à 2014). Aucun ne travaille sur les pays du Sud. Les choses sont certes différentes à l'étranger ou quelques géographes[24] ont travaillé ou travaillent épisodiquement sur la drogue, même si les spécialistes de la production agricole de coca,

[23] Christine Chivallon revient dans un entretien (rare et précieuse allusion à ce qu'être chercheur, en l'occurrence au CNRS, implique concrètement) sur les propos tenus au début des années 2000 par l'historien Tzvetan Todorov pour qui « l'activité intellectuelle en sciences humaines ne pouvait pas se concevoir sans cette part d'isolement ou de solitude parce que, disait-il, 'ni les laboratoires, ni les institutions, ni les couloirs communs dans lesquels s'épanouit la vie collective ne pensent. Seuls les individus pensent, or sans pensée, la recherche est mise à mort' » Elle explique aussi qu'elle avertit les jeunes entrants au CNRS que « le CNRS est une entrée dans une sorte de vide qu'il faut nécessairement remplir, mais seul, pour la plupart du temps », que le chercheur, surtout en SHS, doit « tout le temps gérer le vide » (Vivet, Collignon, Chivallon, 2014).

[24] Notamment Michael K. Steinberg, Joseph J. Hobbs et Kent Mathewson, directeurs de l'ouvrage collectif *Dangerous Harvests: Drug Plants and the Transformation of Indigenous Landscapes* (2004). Aucun d'entre eux n'a toutefois écrit plus d'un ou deux articles sur la question des drogues. Il convient aussi de mentionner le biogéographe Chis Duvall, auteur de *Cannabis* (2014).

d'opium ou de dérivés du cannabis sont très peu nombreux (ce qui peut d'ailleurs poser des problèmes lors de l'évaluation d'articles portant par exemple sur la production de haschich au Maroc ou d'opium en Arunachal Pradesh). Travail principalement individuel donc mais, selon la distinction opérée par Le Goff, non systématiquement isolé (Le Goff, 1987 : 213), la collaboration ou l'échange intellectuel avec quelques collègues ou observateurs privilégiés de l'objet drogue me faisant régulièrement bénéficier de l'apport critique de disciplines, d'approches et de cultures différentes (la plupart de ces collaborateurs étant étrangers et aucun n'étant géographe).

Au final, la pratique individuelle d'une géographie libre, libre de toute école géographique[25] (la drogue, cet impensé géographique) et de toute théorie (dont le monde académique anglophone, particulièrement, ne semble pouvoir se passer, quitte à ce qu'empirisme et complexité en pâtissent). Une géographie clairement rurale (le rurbain n'a pas encore trouvé sa place dans mes problématiques et mes terrains), qui se veut empirique (positiviste), analytique et critique[26], soucieuse des réalités du terrain et sachant ne pas céder aux sirènes de ces trop nombreuses notions

[25] René Rémond disait ne se reconnaître en aucune école, du fait de sa « conviction qu'aucun système d'explication ne rend pleinement compte de la richesse et de la complexité de la réalité » (Rémond, 1987 : 337)

[26] Critique notamment par opposition à dogmatique et idéologique, dogmes et idéologies sous-tendant une grande partie des débats portant sur les thématiques des drogues illégales. Mais les données statistiques des organisations nationales et internationales, souvent peu fiables, doivent aussi faire l'objet, comme toutes les sources, d'approches critiques. Critique selon une acception kantienne, puisque prônant une démarche de remise en question systématique des notions, du vocabulaire, des théories et même des données quantitatives, mais également selon une acception marxienne puisque critique des inégalités, de la domination, de l'exploitation et de la répression propres à l'économie des drogues et aux politiques antidrogue (Wacquant, 2001 ; Gintrac, 2012). Pensée critique, donc, dans le sens de « critique *épistémologique* et critique sociale », c'est-à-dire « questionnant, de manière constante, active et radicale, les formes établies de pensée et les formes établies de vie collectives, le « sens commun » ou la *doxa* (y compris la *doxa* de la tradition critique) et les rapports sociaux et politiques tels qu'ils s'établissent à tel moment dans telle société » (Wacquant, 2001).

et théories qui tendent à simplifier voire à travestir le réel[27]. En somme, une géographie nourrie d'une pensée critique qui, selon les mots de Loïc Wacquant, « est celle qui nous donnes les moyens de *penser le monde* tel qu'il est et *tel qu'il pourrait être* » (Wacquant, 2001). Ainsi, n'en déplaise à de trop nombreux auteurs, ni la notion d'antimonde (Chouvy, 2010c), ni celle de narco-Etat (2015b), ne résistent à l'examen du réel, aussi complexe soit-il : face à la complexité, surtout lorsque les données quantitatives tendent à faire défaut ou à n'être pas fiables, la typologie doit primer sur la modélisation ou sur la théorie trop généralisante (voire simplificatrice). Après tout, selon Marianne Morange et Yann Calbérac, la géographie française a tendance à « subordonner l'abstraction théorique aux enseignements du terrain » et elle manifeste par conséquent « une certaine défiance » à l'égard des « systèmes théoriques cohérents et fermés » (Morange, Calbérac, 2012). Plus encore que les autres chercheurs en sciences humaines et sociales, le spécialiste des problématiques de la drogue doit s'efforcer de faire sienne la « neutralité axiologique » chère à Max Weber, ne serait-ce que parce que les postures idéologiques et les jugements de valeur abondent à propos de la drogue (et qu'il faut impérativement les prendre en compte en tant qu'objets, au même titre que l'objet drogue lui-même), au point même de pérenniser des politiques et des actions antidrogues contre-productives (Chouvy, 2009b ; 2013b ; 2015a). L'objet drogue reste donc au menu de mes recherches à venir dès lors que nombre de terrains et de problématiques

[27] Marianne Morange et Yann Calbérac expliquent que « primauté du terrain, défiance par rapport aux théories trop globalisantes et prudence par rapport à l'engagement politique » distinguent « les géographies critiques « à la française » des *critical geographies* et de la géographie radicale anglophone […]» (2012 : 12). Ils avancent aussi que : « La force de la tradition empirique dans la géographie française a été peu propice à l'élaboration de « théories critiques ». Elle a poussé à subordonner l'abstraction théorique aux enseignements du terrain […] La théorie n'est pas ignorée mais elle n'est pas convoquée a priori pour être testée sur un terrain presque quelconque comme c'est souvent le cas dans les géographies anglophones qui font la part belle aux longs états de l'art théoriques » (2012 : 7).

restent à explorer et que l'approche géographique est d'autant plus originale et féconde que peu de géographes s'intéressent au sujet.

Références mentionnées dans le texte :

Balandier, G., 1967, *Anthropologie politique*, Paris : P.U.F.

Barrau J., Bernot L., Chiva I., Condominas G., 1974, « Avant-propos », *Etudes rurales (*numéro spécial « Agricultures et sociétés en Asie du Sud-Est continentale »), n° 53-56: 10.

Blanc-Pamard, C. (dir.) (1991), *Histoires de géographes*. Paris : Editions du CNRS.

Bourguignon, A., 1997, « De la pluridisciplinarité à la transdisciplinarité », Centre international de recherches et études transdisciplinaires, Congrès de Locarno, 30 avril - 2 mai 1997. Annexes au document de synthèse. Paris: CIRET-UNESCO.

Brosse, J., 1990, *La magie des plantes*, Paris : Albin Michel.

Calbérac, Y., 2010, *Terrains de géographes, géographes de terrain. Communauté et imaginaire disciplinaires au miroir des pratiques de terrain des géographes français du XXe siècle*. Thèse de doctorat de géographie, Université Lumière Lyon 2, 2 volumes.

Calbérac, Y., 2011, « Le terrain, « une manière de vivre et de regarder le monde et les gens ». Entretien avec Pierre Gentelle », *L'information géographique*, n° 75 (septembre 2011), pp.102 - 119. <halshs-00622549>.

Calbérac, Y., Volvey, A., 2014, « Introduction », *Géographie et cultures*, 89-90, consulté le 17 février 2016, http://gc.revues.org/3208.

Castaneda, C., 1985 [1968], *L'herbe du diable et la petite fumée*, Paris : Christian Bourgeois.

Chouvy, Pierre-Arnaud, 1996, *Géopolitiques de l'intégration dans l'espace polyethnique et interétatique du Triangle d'Or*, mémoire de maîtrise (Dir. Christiane Spill), Université de Provence.

Chouvy, Pierre-Arnaud, 1997, *Des plantes magiques au développement économique. Le recours à l'économie de la drogue dans les pays du Sud*, mémoire de DEA (Dir. Roland Pourtier), Paris X, Paris 1, INA-PG.

Chouvy, Pierre-Arnaud, 1999, « Taliban's Drug Dilemma: Opium Production vs. International Recognition », *Central Asia - Caucasus Analyst*, December 8, 1999.

Chouvy, Pierre-Arnaud, 1999, « Drug Diversity in the Golden Triangle », *Crime and Justice International*, Vol. 15, N° 33, October 1999, pp. 5,6,18.

Chouvy, Pierre-Arnaud, 2001, *Les territoires de l'opium. Géopolitique dans les espaces du Triangle d'Or et du Croissant d'Or*, Thèse de doctorat de Géographie, Université de Paris I Panthéon-Sorbonne, 2 volumes : 453 p. et 91 p. (29 cartes en couleur).

Chouvy, Pierre-Arnaud (coordonné avec Guillermo Aureano), 2001, *Drogue et politique, Cemoti* n° 32.

Chouvy, Pierre-Arnaud, 2003, avec Michel Koutouzis et Alain Labrousse, *La toile de fond des routes de la drogue*, Colloque « Les routes de la drogue : de l'Asie centrale à l'Europe ». Texte d'ouverture de la conférence ministérielle des 21 et 22 mai 2003 (G8), ministère des Affaires étrangères, Paris. http://www.diplomatie.gouv.fr/routesdeladrogue/routesfr.html

Chouvy, Pierre-Arnaud, 2004, *Yaa Baa. Production, Traffic and Consumption of Methamphetamine in Mainland Southeast Asia*, Singapour, Singapore University Press, 232 p. (Avec Joël Meissonnier).

Chouvy, Pierre-Arnaud, 2004, avec Laurent Laniel, « De la géopolitique des drogues illicites », *Hérodote*, n° 112, 1er trimestre 2004, *Géopolitique des drogues illicites* (coordination P.-A. Chouvy et L. Laniel), n° 112, pp. 7-26.

Chouvy, Pierre-Arnaud, 2005a, « The dangers of opium eradication in Asia », *Jane's Intelligence Review*, Vol. 17 n° 1, January 2005, pp. 26-27.

Chouvy, Pierre-Arnaud, 2005b, « Morocco said to produce nearly half of the world's hashish supply », *Jane's Intelligence Review*, Vol. 17 n° 11, November 2005, pp. 32-35.

Chouvy, Pierre-Arnaud, 2005c, « Morocco's smuggling rackets: hashish, people and contraband », *Jane's Intelligence Review*, Vol. 17 n° 12, December 2005, pp. 40-43.

Chouvy, Pierre-Arnaud, 2006, avec Laurent Laniel, « Production agricole de drogues illicites et conflictualités intra-étatiques : dimensions économiques et stratégiques », *Cahiers de la sécurité*, Troisième trimestre 2006, pp. 223-253.

Chouvy, Pierre-Arnaud, 2006, avec Laurent Laniel, *Production de drogue et stabilité des Etats – Drug production and State Stability*, Rapport – Policy Brief, Secrétariat général de la défense nationale (SGDN) et Centre d'études et de recherches internationales (CERI), 60 p.

Chouvy, Pierre-Arnaud, 2007, avec Laurent Laniel, « Agricultural Drug Economies: Cause or Alternative to Intra-State Conflicts? », *Crime, Law and Social Change*, Vol. 48, n° 3-5, December 2007, pp. 133-150.

Chouvy, Pierre-Arnaud, 2008, « Tropisme géographique et tropisme photographique », *EspacesTemps.net*, Mensuelles, 30 juin 2008, http://espacestemps.net/document5603.html.

Chouvy, Pierre-Arnaud, 2009a, « Tours d'horizons », *EchoGéo*, Sur le vif 2009, mars 2009, (9 photos assorties d'un commentaire géographique), http://echogeo.revues.org/11023.

Chouvy, Pierre-Arnaud, 2009b, *Opium. Uncovering the Politics of the Poppy*, London – New York, I.B. Tauris, 8 maps, 240 p.

Chouvy, Pierre-Arnaud, 2010a, *Opium. Uncovering the Politics of the Poppy*, Cambridge - London, Harvard University Press, 8 maps, 256 p.

Chouvy, Pierre-Arnaud, 2010b, *Opium. Uncovering the Politics of the Poppy*, Beirut, Arabic Scientific Publishers, 8 maps, 303 p. (In Arabic).

Chouvy, Pierre-Arnaud, 2010c, « Antimonde. *Terra incognita* de la géographie ? », *EspacesTemps.net*, Mensuelles, 16 août 2010, http://espacestemps.net/document8350.html.

Chouvy, Pierre-Arnaud, 2013a, *An Atlas of Trafficking in Southeast Asia. The Illegal Trade in Arms, Drugs, People, Counterfeit Goods and Natural Resources in Mainland Southeast Asia*, London, I.B. Tauris / Bangkok, IRASEC. Avec David Capie, Vanda Felbab-Brown, David Feingold, Bertil Lintner. 31 maps. 214 p.

Chouvy, Pierre-Arnaud, 2013b, « A Typology of the Unintended Consequences of Drug Crop Reduction », *Journal of Drug Issues*, Volume 43, Issue 2, April 2013, pp. 216 – 230.

Chouvy, Pierre-Arnaud, 2015a, *De l'efficacité de la lutte contre le trafic de drogue*, Background Paper (non publié) produit dans le cadre d'une étude sur gouvernance et trafics illicites au Mali, Governance Global Practice, Washington : Banque mondiale.

Chouvy, Pierre-Arnaud, 2015b, « The Myth of the Narco-State », Special issue on « Drugs, law, people, place and the state: ongoing regulation, resistance and change » **(**Edited by Barney Warf and Stewart Williams), *Space and Polity*, A paraître.

Chouvy, Pierre-Arnaud, Meissonnier, Joël, 2002, *Yaa baa. Production, trafic et consommation de méthamphétamine en Asie du Sud-Est continentale*, Paris / Bangkok, L'Harmattan / IRASEC, 306 p.

Clastres, P., 1974, *La société contre l'Etat*, Paris : Les Editions de Minuit.

Cruse, R., 2009, *L'Antimonde caribéen, entre les Amériques et le Monde*, Thèse de doctorat en Géographie, Université d'Artois.

Defense Intelligence Agency, 2005, *Threat and Security Implications of Afghanistan's Illicit Opium-Drug Trade*, U.S. Government, Washington D.C., Classified Report.

Duby, G., 1987, « Le plaisir de l'historien », *in* P. Nora, 1987, *Essais d'ego-histoire* : 109-138.

Duvall, C., 2014, *Cannabis*, London : Reaktion Books.

Gintrac, C., 2012, « Géographie critique, géographie radicale : comment nommer la géographie engagée ? », *Carnets de géographes*, n° 4.

Godelier, M., 1982, *La production des grands hommes : Pouvoir et domination masculine chez les Baruya de Nouvelle-Guinée*, Paris : Fayard.

Gourou, P., 1948, « La civilisation du végétal », *Indonesië* 5 : 385-396. Réed. in *Recueil d'articles*. Bruxelles, Société royale belge de géographie, 1970 : 225-236.

Heim, R., Wasson, R.G., *Les Champignons hallucinogènes du Mexique, études ethnologiques, taxinomiques, biologiques, physiologiques et chimiques*, Paris : Éditions du Muséum national d'histoire naturelle.

Heim, R., 1978, *Les champignons toxiques et hallucinogènes*, Paris : Boubée.

Jünger, E., 1973, *Approches, drogues et ivresse*, Paris : Gallimard.

Lacoste, Y., 1984, *Unité et diversité du tiers monde. Des représentations planétaires aux stratégies sur le terrain*, Paris : Editions La Découverte.

Lacoste, Y., 1993, *Dictionnaire de géopolitique*, Paris : Flammarion.

Le Goff, J., 1987, « L'appétit de l'histoire », *in* P. Nora, 1987, *Essais d'ego-histoire* : 173-239.

Lévi-Strauss, C., 1955, *Tristes tropiques*, Paris : Plon.

Lévy, J., 1995, *Egogéographies. Matériaux pour une biographie cognitive*. Paris : L'Harmattan.

McKenna, T., 1992, *Food of the Gods*, New York: Bantam Books.

Michaux, H., 1967, *Connaissance par les gouffres*, Paris : Gallimard.

Michaux, H., 1967 [1933], *Un barbare en Asie*,

Montuori, A., 2005, « Gregory Bateson and the challenge of transdisciplinarity », *Cybernetics and human knowing*, 12 (1-2): 147-158.

Morange, M., Calbérac, Y., 2012, « Géographies critiques « à la française » ? », *Carnets de géographes*, n° 4, http://www.carnetsdegeographes.org/PDF/debat_04_01_Morange_Calberac.pdf.

Morin, E., 1977, *La Nature de la nature* (t. 1), Paris : Le Seuil.

Mus, P., 1977, *L'angle de l'Asie*, Paris : Hermann.

Nicolescu, B., 1996, *La transdisciplinarité*, Paris : Editions du Rocher.

Nora, P., 1987, *Essais d'ego-histoire*, Paris : Gallimard.

Observatoire géopolitique des drogues, 1996, *Atlas mondial des drogues*, Paris : P.U.F.

Pelt, J.-M., 1983, *Drogues et plantes magiques*, Paris : Fayard.

Perrey, J., 2012, *The Art of Procrastination: A Guide to Effective Dawdling, Lollygagging and Postponing*, New York: Workman Publishing.

Piaget, J., 1970, « L'épistémologie des relations interdisciplinaires », Paris, 3 juillet 1970. Texte ronéotypé présenté en septembre 1970 à Nice lors du séminaire sur la pluridisciplinarité et l'interdisciplinarité dans les universités.

Pourtier, R., Hugonie, G., 2007, « Le « terrain » pour les tropicalistes », *Bulletin de l'Association de géographes français*, n° 4, pp. 437-445.

Rémond, R., 1987, « Le contemporain du contemporain », *in* Nora, P., 1987, *Essais d'ego-histoire* : 293-349.

Schultes R.E., & Hofmann A., 1993, *Les plantes des dieux*, Paris : Les éditions du Lézard.

Steinberg, M.K., Hobbs, J.J., Mathewson, K., 2004, *Dangerous Harvests: Drug Plants and the Transformation of Indigenous Landscapes*, Oxford: Oxford University Press.

Tesson, S., 2005, *Petit traité sur l'immensité du monde*, Paris : Editions de l'Equateur.

Thébaud, F., 2009, « Entre parcours intellectuel et essai d'ego-histoire. Le poids du genre », *Genre & Histoire* [En ligne], 4 | Printemps 2009, mis en ligne le 16 juin 2009, consulté le 30 mars 2015. http://genrehistoire.revues.org/697.

Urbain, J.-D., 1993, *L'idiot du voyage. Histoires de touristes*, Paris : Payot.

Vivet, J., Collignon, B., Chivallon, C., 2014, « Entretien croisé avec Béatrice Collignon et Christine Chivallon », *Carnets de géographes*, n° 8 (Géographie(s) de la lenteur), http://www.carnetsdegeographes.org/carnets_debats/debat_08_02_Chivallon_Collignon.php.

Voltaire, 1747, *Zadig ou la Destinée*.

Wacquant, L, 2001, « La pensée critique comme dissolvant de la doxa », Entretien avec Loïc Wacquant. Traduction de « El pensamiento crítico como disolvente de la doxa. », *Revista de Filosofía*, 26-1 (May), 2001, (Buenos Aires), pp. 129-134, traduite [en ligne] http://www.homme-moderne.org/societe/socio/wacquant/pensecri.html.

Wasson, R.G., 1957, "Seeking the magic mushroom", *Life* 49, no. 19 (May 13), pp. 100-102, 109-120.

Deuxième partie : production scientifique et académique

Note : la grande majorité de mes textes figure en texte intégral sur www.geopium.org

Articles dans des revues à comité de lecture (ACL) :

22 dont 6 en anglais.

2015, « The Myth of the Narco-State », Special issue: Drugs, law, people, place and the state: ongoing regulation, resistance and change (Edited by Barney Warf and Stewart Williams), *Space and Polity*, Vol. 20, Issue 1, pp. 26-38 (46 500 signes).

2015, « Illegal Opium Production in the Mishmi Hills of Arunachal Pradesh, India », *European Bulletin of Himalayan Research*, Autumn-Winter 2014, n° 45, pp. 9-32 (61 500 signes).

2014, avec Kenza Afsahi, "Hashish Revival in Morocco", *International Journal of Drug Policy*, Vol. 25, Issue 3, pp. 416-423 (63 000 signes).

2014, « Contrôle politico-territorial et culture illégale de plantes à drogue », *Annales de géographie*, n° 700, pp. 1359-1380 (63 000 signes).

2014, « La frontière, interface des trafics dans le Triangle d'or », *L'espace politique*, 2014-3, http://espacepolitique.revues.org/3171 (47 000 signes).

2013, « A Typology of the Unintended Consequences of Drug Crop Reduction », *Journal of Drug Issues*, Volume 43, Issue 2, April 2013, pp. 216 - 230 (56 000 signes).

2011, « Finding an alternative to illicit opium production in Afghanistan, and elsewhere », *International Journal of Environmental Studies*, Vol. 68 N° 3, pp. 373-379 (24 000 signes).

2010, « Antimonde. *Terra incognita* de la géographie ? », *EspacesTemps.net*, Mensuelles, 16 août 2010, http://espacestemps.net/document8350.html (40 000 signes).

2010, « Insécurité alimentaire et production illicite d'opium en Asie », *Annales de géographie*, N° 673 – 3/2010, pp. 229-247, (57 000 signes).

2009, « Opium et développement alternatif en Asie : quel bilan ? », *Revue Tiers Monde*, n° 199, juillet – septembre 2009, pp.611-625, (50 000 signes).

2008, « L'échec mondial de la lutte antidrogue : quelles leçons pour l'Afghanistan ? », *EchoGéo*, 29 octobre 2008. http://echogeo.revues.org/index8813.html (18 000 signes)

2008, « Production de cannabis et de haschich au Maroc : contexte et enjeux », *L'espace politique*, n° 4, pp. 5-19. http://espacepolitique.revues.org/59 (50 000 signes).

2007, avec Laurent Laniel, « Agricultural Drug Economies: Cause or Alternative to Intra-State Conflicts? », *Crime, Law and Social Change*, Vol. 48, n° 3-5, December 2007, pp. 133-150 (72 000 signes).

2006, avec Laurent Laniel, « Production agricole de drogues illicites et conflictualités intra-étatiques : dimensions économiques et stratégiques », *Cahiers de la sécurité*, Troisième trimestre 2006, pp. 223-253 (68 000 signes).

2004, « Drogues illicites, territoire et conflits en Afghanistan et en Birmanie », *Hérodote*, n° 112, 1er trimestre 2004, *Géopolitique des drogues illicites* (coordination P.-A. Chouvy et L. Laniel), n° 112, pp. 84-104.

2004, avec Laurent Laniel, « De la géopolitique des drogues illicites », *Hérodote*, n° 112, 1er trimestre 2004, *Géopolitique des drogues illicites* (coordination P.-A. Chouvy et L. Laniel), n° 112, pp. 7-26.

2004, « Le Triangle d'Or : fondements géohistoriques des chemins de la drogue », *Outre-Terre*, n° 6, pp. 219-235.

2003, « La production illicite d'opium en Afghanistan, dans le contexte de l'enclavement, de l'isolement et de l'isolationnisme », *CEMOTI* n° 35, pp. 71-82.

2003, « Géopolitique des drogues illicites en Asie », *Hérodote*, n° 109, pp. 163-189.

2001, « L'importance du facteur politique dans le développement du Triangle d'Or et du Croissant d'Or », *CEMOTI*, juillet – décembre 2001, n° 32, pp. 69-86.

2001, « Le pavot à opium et l'homme. Origines géographiques et premières diffusions d'un cultivar », *Annales de Géographie*, mars-avril 2001, n° 618, pp. 182-194.

2000, « Les Chinois d'outre-mer des Tchou à Deng Xiaoping, des origines historiques et géographiques d'un phénomène migratoire plus que millénaire », *Cybergéo*, 3 mars 2000, n° 124, 20 p., http://www.cybergeo.presse.fr/essoct/texte/lechin.htm.

Articles dans des revues sans comité de lecture (ASCL) :

11 dont 6 en anglais et 1 en slovaque.

2011, « Southeast Asia's Thriving Drug Trade », *World Politics Review*, 25 October 2001 (18 000 signes).

2011, « La production de haschich au Maroc », *Moyen-Orient*, juillet – septembre 2011, N° 11, pp. 84-89 (20 000 signes).

2009, « Afganistan: absolútne zlyhanie globálneho protidrogového úsilia » (Afghanistan: the Ultimate Failure of Global Counter-Narcotics), *Euro-Atlantic Quarterly*, juillet 2009, pp. 58-59, (8 500 signes).

2009, « Quelle politique antidrogue pour l'Afghanistan ? », CERI – Sciences Po, Dossier en ligne *Guerre et sociétés en AfPak*, juin 2009, http://www.ceri-sciences-po.org/archive/2009/juin/dossier/art_pac.pdf, (11 300 signes).

2008, « Licensing Afghanistan's Opium: Solution or Fallacy? », *Caucasian Review of International Affairs*, Vol. 2 n° 2, Spring 2008, Online publication: http://cria-online.org/j3_6.php (23 000 signes).

2008, « Production illicite d'opium et sécurité globale en Afghanistan », *Sécurité globale*, n° 2, février 2008, pp. 131-143, (39 000 signes).

2006, « Afghanistan's Opium Production in Perspective », *The China and Eurasia Forum Quarterly*, Central Asia - Caucasus Institute, Silk Road Studies Program, Vol. 4, n° 1, February 2006, pp. 21-24 (8 500 signes).

2005, « The yaa baa phenomenon in Mainland Southeast Asia », *Harvard Asia Pacific Review*, Vol. 8, N° 2, fall 2005, pp. 19-22.

2002, « Territoires en crise et activités illicites en Asie : les conflits de la drogue et leurs enjeux en Birmanie », *Studia Diplomatica*, Vol. LV, N° 5-6, pp. 137-144.

1999, « Taliban's Drug Dilemma: Opium Production vs. International Recognition », *Central Asia - Caucasus Analyst*, December 8, 1999.

1999, « Drug Diversity in the Golden Triangle », *Crime and Justice International*, Vol. 15, N° 33, October 1999, pp. 5,6,18.

Ouvrages scientifiques (ou chapitres) (0S) :

14 dont 6 en anglais et 1 en arabe.

2013, *An Atlas of Trafficking in Southeast Asia. The Illegal Trade in Arms, Drugs, People, Counterfeit Goods and Natural Resources in Mainland Southeast Asia*, London, I.B. Tauris / Bangkok, IRASEC. Avec David Capie, Vanda Felbab-Brown, David Feingold, Bertil Lintner. 31 maps. 214 p.

2013, « Introduction: Illegal Trades across National Borders », *in* Chouvy P.-A. (dir.), *An Atlas of Trafficking in Southeast Asia. The Illegal Trade in Arms, Drugs, People, Counterfeit Goods and Natural Resources in Mainland Southeast Asia*, London, I.B. Tauris / Bangkok, IRASEC, pp. 1-28 (63 000 signes).

2013, « Drug trafficking in and out of the Golden Triangle », *in* Chouvy P.-A. (dir.), *An Atlas of Trafficking in Southeast Asia. The Illegal Trade in Arms, Drugs, People, Counterfeit Goods and Natural Resources in Mainland Southeast Asia*, London, I.B. Tauris / Bangkok, IRASEC, pp. 29-52 (69 000 signes).

2013, « L'opium afghan et l'Asie centrale », *in* Laruelle L. et Peyrouse S. (dir.), *Eclats d'empires: Asie centrale, Caucase, Afghanistan*, coll. « Les Grandes Etudes Internationales », coédition Fayard/CERI, pp. 161-168 (32 000 signes).

2010, *Opium. Uncovering the Politics of the Poppy*, Cambridge - London, Harvard University Press, 8 maps, 256 p.

2010, *Opium. Uncovering the Politics of the Poppy*, Beirut, Arabic Scientific Publishers, 8 maps, 303 p. (In Arabic).

2009, *Opium. Uncovering the Politics of the Poppy*, London – New York, I.B. Tauris, 8 maps, 240 p.

2004, avec Joël Meissonnier, *Yaa Baa. Production, Traffic and Consumption of Methamphetamine in Mainland Southeast Asia*, Singapour, Singapore University Press, 232 p.

2002, avec Joël Meissonnier, *Yaa baa. Production, trafic et consommation de méthamphétamine en Asie du Sud-Est continentale*, Paris / Bangkok, L'Harmattan / IRASEC, 306 p.

2002, *Les territoires de l'opium. Conflits et trafics du Triangle d'Or et du Croissant d'Or*, Genève, Olizane, 539 p. (27 cartes).

2010, « Illegal Trades Across National Borders of Mainland Southeast Asia », *in* Le Roux P., Baffie J., Beullier G. (Eds), 2010, *The Trade in Human Beings for Sex in Southeast Asia*, Bangkok, White Lotus, pp. 305-325, (58 000 signes).

2010, « Les territoires de l'opium : paysans et coercition », *in* Wolfer B. (Ed.), 2010, *Les paysans du monde et leurs territoires*, Paris, QUA, pp. 261-282, (73 000 signes).

2004, « Les territoires de l'opium : paysans et coercitions », *in* Wolfer B. (Ed.), 2004, *Actes du séminaire « Les paysans du monde et leurs territoires »* (INRA, INA-PG, CIRAD), n°1, juin 2004, pp. 149-196.

2002, « Les itinéraires majeurs du narcotrafic en Asie », *in* Foucher M. (Dir.), 2002, *Asies nouvelles*, pp. 172, 173.

Publications de vulgarisation ou chapitres (PV) :

46 dont 19 en anglais.

2015, avec Kenza Afsahi, « Le haschich marocain, du kif aux hybrides », *Drogues, enjeux internationaux*, Observatoire français des drogues et des toxicomanies, Accepté / A paraître / Sous embargo diplomatique (32 000 signes).

2015, « La guerre contre la drogue : bilan d'un échec », *in* Bergeron H. et Colson R., *Les drogues face au droit*, Paris : Presses Universitaires de France – laviedesidees.fr, pp. 65-74 (15 600 signes).

2015, « Afghanistan and the Global Failure of Counter-Narcotics », *in:* Centlivres-Demont, M., *Afghanistan: Identity, Society and Politics since 1980*, London: I.B. Tauris, pp. 237-240 (8 500 signes) (publié en 2008 dans *Afghanistan Info*).

2012, « Des trafics en Asie du Sud-Est continentale », *in* Tréglodé B. de, Jammes J., *L'Asie du Sud-Est 2012. Les événements majeurs de l'année*, Paris, Irasec – Les Indes savantes, pp. 41-54 (29 000 signes).

2015, « La guerre contre la drogue : bilan d'un échec », *La Vie des idées*, 13 janvier 2015. ISSN: 2105-3030. http://www.laviedesidees.fr/La-guerre-contre-la-drogue-bilan-d-un-echec.html (15 600 signes).

2013, « L'opium afghan, 20 ans de suprématie mondiale », *Drogues, enjeux internationaux*, Observatoire français des drogues et des toxicomanies, n° 5, juin 2013, pp. 1-5 (25 000 signes).

2012, « Birmanie (Myanmar) », *Images économiques du monde 2012*, Armand Colin, pp. 372-373 (2 500 signes).

2012, « Trafics en Asie du Sud-Est continentale: état des lieux et perspectives », *in* Boisseau du Rocher S., *Asie 2012 – 2013. Une Asie toujours plus centrale*, Paris, La documentation française, pp. 129-135 (13 000 signes).

2011, « Drug Production and Trade », *in* Vasey D., Thompson S., Lei Shen, 2010, *Encyclopedia of Sustainability*, Volume 4: "Natural Resources and Sustainability", Great Barrington, Berkshire Publishing, pp. 111-114 (15 000 signes).

2011, « L'opium afghan et les routes de la drogue », *Questions internationales*, juillet – août 2011, N° 50, pp. 76-81 (22 000 signes).

2011, « Birmanie (Myanmar) », *Images économiques du monde 2011*, Armand Colin, pp. 361-363 (2 500 signes).

2010, « Toutes les drogues sont-elles accessibles ? », *in* Cabé C., Grataloup C. (Eds), 2010, *Atlas des mondialisations*, Le Monde – La Vie, pp. 152-153 (5 500 signes).

2009, « Trafic de drogue : les routes de l'héroïne entre l'Asie et l'Europe », *Questions internationales*, n° 40, novembre-décembre, pp. 52-60, (27 000 signes).

2009, « Birmanie (Myanmar) », *Images économiques du monde 2009*, Paris, Armand Colin, édition 2010, pp. 374-375, (3 500 signes).

2008, « Afghanistan and the failure of global counter-narcotics », *Afghanistan Info*, n° 63, pp. 11-12, (8 500 signes).

2008, « Golden Triangle as Drug Source », *Encyclopedia of Drugs, Alcohol & Addictive Behavior*, 3rd ed., New York, MacMillan Reference Books, pp. 214-217, (15 000 signes).

2008, « Birmanie (Myanmar) », *Images économiques du monde*, Paris, Armand Colin, édition 2009, pp. 374-375, (3 500 signes).

2008, « Rangoun », *Images économiques du monde*, Paris, Armand Colin, édition 2009, pp. 375-376, (2 900 signes).

2008, « Géographie de la Birmanie », *Encyclopédie Universalis*, Volume 4, pp. 202-205, (20 000 signes).

2007, « Journée mondiale contre la drogue: le bilan de l'ONU », *Rue89.com*, 26 juin 2006 (5 000 signes).

2007, « Drug Trafficking », *in* Tucker S.C., 2007, *The Encyclopedia of the Cold War: A Political, Social, and Military History*, Santa Barbara, ABC-CLIO, pp. 339-441 (10 000 signes).

2007, « Trafic de drogue : les routes des opiacés afghans », *L'ena hors les murs*, janvier-février 2007, n° 368, pp. 15-16 (9 000 signes).

2006, « Le défi afghan de l'opium », *Etvdes*, décembre 2006, tome 405/6, pp. 597-607 (23 000 signes).

2005, « Morocco's smuggling rackets: hashish, people and contraband », *Jane's Intelligence Review*, Vol. 17 n° 12, December 2005, pp. 40-43.

2005, « Morocco said to produce nearly half of the world's hashish supply », *Jane's Intelligence Review*, Vol. 17 n° 11, November 2005, pp. 32-35.

2005, « Culture du pavot à opium et reconstruction de l'Etat afghan », *Afghanistan info*, n° 57, septembre 2005, pp. 9-10.

2005, « Production et trafic de drogue (2000-2002) », Carte interactive publiée dans le DVD Encyclopædia Universalis, Version 11, 2006.

2005, « Opium et danger de crise humanitaire dans le Triangle d'Or », *Questions internationales*, n° 11, janvier-février 2005, pp. 100-107.

2005, « Production et trafic de drogues illicites (en Asie) », *in* Balencie J.-M., De La Grange A., *Les Nouveaux mondes rebelles. Conflits, terrorisme et contestations*, Paris, Editions Michalon, pp. 321-326 (2 cartes).

2005, « The dangers of opium eradication in Asia », *Jane's Intelligence Review*, Vol. 17 n° 1, January 2005, pp. 26-27.

2004, « Drugs and the Financing of Terrorism », *Terrorism Monitor*, Vol. 2, Issue 20, 21 October 2004, pp. 3-5, http://www.jamestown.org/images/pdf/ter_002_020.pdf

2004, « Afghan opium predicted to reach new high », *Jane's Intelligence Review*, Vol. 16 n° 10, October 2004, pp. 29-31.

2004, « Narco-Terrorism in Afghanistan », *Terrorism Monitor*, Vol. 2, Issue 6, 25 March 2004, pp. 7-9, http://www.jamestown.org/images/pdf/ter_002_006.pdf

2004, « Opium ban risks greater insecurity for Wa in Myanmar », *Jane's Intelligence Review*, Vol. 16 n° 2, February 2004, pp. 39-41.

2003, « Drug production and trade », *Encyclopedia of World Environmental History*, New York, Routledge, 1344 p. (pp. 347-350).

2003, « Les aléas de la production d'opium et des pouvoirs en place en Afghanistan », *Afghanistan Info*, n° 53, septembre 2003, pp. 12-14.

2003, « Illicit drugs in Bangladesh, Cambodia, Laos, Myanmar, Thailand, Vietnam, Pakistan », (six articles), *Jane's Sentinel Security Assessments*.

2003, « Les aléas de la production d'opium et des pouvoirs en place en Afghanistan, des taliban au gouvernement intérimaire… », www.diploweb.com, mai 2003.

2003, « Opiate smuggling routes from Afghanistan to Europe and Asia », *Jane's Intelligence Review*, Vol. 15, n° 03, mars 2003, pp. 32-35.

2003, « Le yaa baa, drogue illicite sur la frontière birmano-thaïlandaise », *Mondes rebelles.com*, 12 février 2003, n° 52, pp. 1-3.

2002, « Drug trade in Asia » ; « Golden Crescent » ; « Golden Triangle », *in* Levinson D., Christensen K. (Ed.), 2002, *Encyclopedia of Modern Asia*, Chicago, Scribners, 3600 p. (Volume 2 : pp.302, 304 ; 441-442 ; 442-443).

2002, « Afghanistan's opium production rises post-Taliban », *Jane's Intelligence Review*, Vol. 14, n° 12, pp. 28-29.

2002, « Trafic de drogue et conséquences sanitaires en Afghanistan et en Asie centrale », *Toxibase*, n° 7, Dossier Thema, septembre 2002, pp. 1-14 (3 cartes).

2002, « New drug trafficking routes in Southeast Asia », *Jane's Intelligence Review*, Vol. 14, n° 7, juillet 2002, pp. 32-34.

2002, « Drugs and war destabilize Thai-Myanmar Border », *Jane's Intelligence Review*, Vol. 14, n° 4, avril 2002, pp. 33-35.

2001, « Asie, la route commune du narcotrafic et du sida », *PEDDRO*, Numéro spécial « Abus des drogues et sida », décembre 2001, pp. 13-15.

Direction d'ouvrages (DO) :

3 dont 1 en anglais.

2013, *An Atlas of Trafficking in Southeast Asia. The Illegal Trade in Arms, Drugs, People, Counterfeit Goods and Natural Resources in Mainland Southeast Asia*, London, I.B. Tauris / Bangkok, IRASEC. Avec David Capie, Vanda Felbab-Brown, David Feingold, Bertil Lintner. 31 maps. 214 p.

2004, (coordonné avec Laurent Laniel), *Géopolitique des drogues illicites*, *Hérodote* n° 112, 1er trimestre 2004.

2001, (coordonné avec Guillermo Aureano), *Drogue et politique*, *Cemoti* n° 32.

Autres publications (AP) :

12 dont 6 en anglais.

2014, « The Moroccan Hashish », *Cannabis Now*, n° 12, pp. 48-51 (11 900 signes + 5 photos).

2012, « En Asie du Sud-Est, les trafics se concentrent autour d'une dizaine de postes-frontières », *Asies*, mars-mai 2012, n° 4, pp. 22-23 (10 000 signes).

2009, « Tours d'horizons », *EchoGéo*, mars 2009, (9 photos et 11 600 signes).

2008, « Drug trafficking in and from Afghanistan », 4 maps, *Training Manual for Afghan Judges and Prosecutors on Drug Related Offenses*, Emerging Crimes and Counter Human Trafficking Unit, United Nations Interregional Crime and Justice Research Institute, Turin, Italie.

2008, « Tropisme géographique et tropisme photographique », *EspacesTemps.net*, Mensuelles, 30 juin 2008, http://espacestemps.net/document5603.html, (9 000 signes).

2006, « Note de lecture : Afghanistan, opium de guerre, opium de paix (Alain Labrousse) », *Politique internationale*, n° 111 – printemps 2006, p. 437 (6 000 signes).

2006, « Moroccan Roll », *High Times*, June 2006, pp. 58, 59, 60, 62 (17 000 signes).

2006, « Afghan Opium: License to Kill », *Asia Times*, 1 February 2006 (15 500 signes).

2004, « Myanmar's Wa: Likely losers in opium war », *Asia Times*, 24 January 2004, www.atimes.com.

2003, « The ironies of Afghan opium production », *Asia Times*, 17 septembre 2003 (et aussi, le 18 septembre, dans The PakTribune et The Times of Central Asia).

2003, « Economie des drogues illicites et conflits en Afghanistan », www.infoguerre.com, septembre 2003.

2002, « La récolte d'opium a explosé en Afghanistan en 2002 », *20 minutes*, lundi 2 décembre 2002, n° 177, p. 31.

Autres activités : activités internationales; rapports de contrats et d'expertise (AI) : *6 dont 2 en anglais.*

2015, *De l'efficacité de la lutte contre le trafic de drogue*, Background Paper produit dans le cadre d'une étude sur gouvernance et trafics illicites au Mali, Governance Global Practice, Washington : Banque mondiale (66 000 signes).

2015, avec Kenza Afsahi, « Drogues au Maroc : entre usages, politiques et actions antidrogue », *Grasping the Links in the Chain: Understanding the Unintended Consequences of International Counter-Narcotics Measures for the EU*, Report of the Linksch FP7 Research Project, European Commission (48 800 signes).

2015, avec Kenza Afsahi, « Drug Control Policy and Cannabis Cultivation in Morocco: Unintended Consequences or Not? », *Grasping the Links in the Chain: Understanding the Unintended Consequences of International Counter-Narcotics Measures for the EU*, Report of the Linksch FP7 Research Project, European Commission (58 000 signes).

2007, *La production agricole de drogues illicites : quelles entraves au développement ?*, rapport de fin de contrat, ACI Sociétés et cultures dans le développement durable, Fonds national de la science, 45 p.

2006, avec Laurent Laniel, *Production de drogue et stabilité des Etats – Drug production and State Stability*, Rapport – Policy Brief, Secrétariat général de la défense nationale (SGDN) et Centre d'études et de recherches internationales (CERI), 60 p. (150 000 signes).

2003, avec Michel Koutouzis et Alain Labrousse, *La toile de fond des routes de la drogue*, texte d'ouverture de la conférence ministérielle des 21 et 22 mai 2003 (G8) portant « Les routes de la drogue : de l'Asie centrale à l'Europe », ministère des Affaires étrangères, Paris.. http://www.diplomatie.gouv.fr/routesdeladrogue/routesfr.html

Interventions (colloques et séminaires)

Colloques, conférences (participation)

2007, (11 décembre), Participation au Workshop "Brainstorming Meeting on Afghanistan" (Réunion spéciale portant sur les défis opérationnels de l'engagement de l'OTAN en Afghanistan), OTAN, Division Diplomatie Publique, Bruxelles.

2007, (14-15 mai), Participation au Workshop "Fighting Drugs and Building Peace: Promoting Coherence Between Counter-Narcotics and Peace-Building Policies", Open Society Institute, Center for International Cooperation, United Nations, New York. Publication: "Fighting dugs and building peace" (November 2007): http://library.fes.de/pdf-files/bueros/usa/04992.pdf

2005, (6 octobre), *Opium and State Stability in Asia: Current Situation and Future Risks*, Journée d'études "Drug Production and State Stability", Centre d'études et de recherches internationales (CERI), avec le soutien du Secrétariat général de la Défense nationale (SGDN), Paris.

2004, (26 novembre), *Le défi afghan : d'une économie de guerre à une économie de paix*, Symposium international de Paris (Conseil de Senlis) « Politiques publiques de drogues : innovations locales et défis internationaux », Hémicycle du Conseil régional d'Ile-de-France, Paris.

http://www.drug-policy.org/modules/events/paris/paris_french

Texte : http://www.drug-policy.org/modules/events/paris/chouvy

2004, (25 novembre), *Drogues illicites : géopolitique, usages guerriers et "solutions" militaires en Afghanistan et en Birmanie*, Direction du renseignement militaire (DRM), ministère de la Défense, Paris.

2004, (21 octobre), *Les paysans de l'opium : quelles contraintes de production ?*, Journée d'étude « Par-delà l'interdit », Ligue antiprohibitionniste, Bruxelles.

2003, (21 mai), *La toile de fond des routes de la drogue*, Colloque « Les routes de la drogue : de l'Asie centrale à l'Europe ». Conférence ministérielle des 21 et 22 mai 2003, ministère des Affaires étrangères, Paris. http://www.diplomatie.gouv.fr/routesdeladrogue/routesfr.html

2003 (19 mars), *Les territoires de l'opium. Paysans et coercitions*. Séminaire « Les paysanneries du monde et leurs territoires », Séminaire de l'Unité MONA (INRA Evry), l'UER « Agriculture comparée et développement agricole » (INA-PG) et l'Unité ECOPOL (CIRAD-Nogent).

2002 (14 décembre), *Territoires en crise et activités illicites en Asie : les conflits de la drogue et leurs enjeux*, Colloque « Géopolitique et nouvelles criminalités internationales », Palais d'Egmont, Bruxelles, Belgique (Observatoire géopolitique de la criminalité internationale – OGCI – et Institut royal des relations internationales – IRRI-KIIB : www.ogci.org et http://www.irri-kiib.be).

2002 (26 septembre), *Les drogues et les conflits en Asie*, Forum mondial « Drogues et dépendances », Palais des congrès de Montréal, Québec, Canada, http://www.worldforumdrugs-dependencies.com/

Résumé : http://www.worldforumdrugs-dependencies.com/fra/Resume_detail.asp?NoRes=692

2002 (25 septembre), *L'importance du facteur politique dans le développement du Triangle d'Or et du Croissant d'Or (version mise à jour et révisée)*, Forum mondial « Drogues et dépendances », Palais des congrès de Montréal, Québec, Canada, http://www.worldforumdrugs-dependencies.com/

Résumé : http://www.worldforumdrugs-dependencies.com/fra/Resume_detail.asp?NoRes=691

2000 (20 décembre), *L'importance du facteur politique dans le développement du Triangle d'Or et du Croissant d'Or*, Colloque « Drogue et politique », Centre d'étude des relations internationales (CERI), Paris. Publié en 2001 dans le n° 32 des CEMOTI.

Colloques, conférences (organisation)

2005, (6 octobre) Journée d'études *Drug Production and State Stability*, Centre d'études et de recherches internationales (CERI), Paris. Co-organisers : Laurent Laniel (INHES), Christophe Jaffrelot (CERI), Sharbanou Tadjbakhsh (Sciences Po). Hosted by : Centre d'études et de recherches internationales (CERI) & Centre d'études internationales sur la paix et la résolution des conflits (CEIPRC), Sciences Po. With the support of the Secrétariat général de la Défense nationale (SGDN) : services du Premier ministre.

2005, (29 et 30 septembre) *2ème Forum de Genève sur le crime organisé*, Centre international de conférences de Genève. Conférence organisée par l'Observatoire du crime organisé (OCO), en partenariat avec www.geopium.org.

Direction / encadrement d'étudiants

Sauterey, Anne-Lise, 2006-200_, Thèse de doctorat de géographie, Ecole doctorale de géographie de Paris, Paris 1 (co-direction avec Jacques Soppelsa). Thèse abandonnée sur mes conseils.

Fifer, Elizabeth, 2006, Certificate in International Training/ International Affairs, Liberal Arts School, B.A – Political Science and International Affairs, Temple University, Philadelphia, Pa, USA.

Barjonet, Charlie, 2006-200_, Thèse de doctorat de géographie, Paris 1 (co-direction avec Roland Pourtier). Thèse abandonnée.

Barjonet, Charlie, 2005, *Expansion du qat et développement. Etude comparative centrée sur Madagascar*, Mémoire de Master de géographie (Géographie des pays émergents et en développement), Paris 1 (co-direction avec Roland Pourtier).

Interviews

Interviews radio

2010, Radio nationale algérienne, chaîne 3, *Regards sur le monde*, Hayet Ait Hamoudi, 24 janvier.

2009, Radio classique, *Les échos de l'étranger*, Marc Teddé, 23 octobre.

2007, Radio Netherlands, *The State We're In*, Chris Chambers, 28 août.

2007, BBC, Newshour, 27 août.

2007, Radio Canada, *Désautels*, Michel Désautels, 22 août.

2006, Radio Méditerranée internationale, *Journal*, Pierre Boussel, 19 décembre.

2006, France inter, *Rendez-vous avec X*, « Le trafic de drogue en Afghanistan (1) » Patrick Pesnot, 25 novembre.

2006, France inter, *Rendez-vous avec X*, « Le trafic de drogue en Afghanistan (2) » Patrick Pesnot, 18 novembre.

2006, Radio Méditerranée internationale, *Journal*, Pierre Boussel, 28 avril.

2006, Radio Méditerranée internationale, *Journal*, Pierre Boussel, 25 mars.

2006, RTBF, *Le grand journal*, Willy Vandervorst, 1er février.

2005, Radio Suisse Romande, *Le journal de demain*, Marc Decrey, 20 septembre.

2005, RFI, *Journal de l'Asie*, 30 août.

2005, BBC World, *The World Today* 22:00 GMT, 25 juillet.

2005, Radio Suisse Romande - La première, *Géopolis*, Jacques Mouriquand, 28 juillet.

2005, Radio Suisse Romande - La première, *Histoire vivante*, Jacques Mouriquand, 30 mai.

2005, BBC World, *Newshour* 21:00 GMT, Paul Welsh, 27 mars.

2005, RFI, *Journal de l'Asie*, 13 mars.

2004, RTL, *Journal*, Rémi Sulmont, 7 décembre.

2004, RFI, *Dossier spécial* « Total en Birmanie, le piège de Yadana », David Servenay, 18 juin.

2004, BFM, *12-14 avec Valérie Lecasble*, 4 mai.

2003, RFI, *RFI Matin,* 26 juin.

2003, Europe 1, *Opinion*, Laurent Guimier, 19 février.

2003, RFI, *Journal de l'Asie*, 28 janvier.

2002, RFI, *Retour sur info*, Hervé Guillemot, 30 novembre.

2002, RFI, *Si loin, si proche*, Ludovic Dunod, 09 novembre.

2001, RFI, *Retour sur info*, Hervé Guillemot.

Interview télévisées

2007, *Le temps de dimanche*, ORT – The First National Channel, Russie, 16 décembre 2007.

2005, *Domaine public*, France 3 Centre, 22 janvier 2005.

2003, *Journal télévisé de TF1*, mercredi 16 avril, 20:00 *Vers une nouvelle politique de lutte contre la drogue des Nations unies ?* (http://www.tf1.fr/video/news/lesjt/).

Interviews presse écrite

2012, **Le Monde**, *Un trafic en essor*, Catherine Vincent, 5 décembre 2012.

2012, **Los Angeles Times**, *More Afghan land cultivated for opium poppies, U.N. finds*, Emily Alpert, 21 November 2012.

2012, **Los Angeles Times**, *Myanmar, Laos see large increase in opium cultivation, U.N. says*, Mark Magnier, 31 October 2012.

2012, **Le Monde**, *Drogue : les nouvelles routes de la méthamphétamine*, Louis Imbert, 30 mars 2012.

2011, **Druglink**, *Politics of the poppy*, Harry Shapiro, Vol. 26 - Issue 6, November / December 2011, pp. 14-18.

2011, **GQ**, *Crystal Meth. La nouvelle drogue qui ravage l'Asie*, Andrew Marshall, n° 41, juillet 2011, pp. 112-119.

2011, **Cafés géographiques (Vox geographi)**, *Drogues et développement*, Fanny Drigny, 3 février 2011 (http://www.cafe-geo.net/article.php3?id_article=2120).

2011, **GlobalPost** (Boston), *Morocco: Cannabis fields torched*, Aida Alami, 23 January 2011 (http://www.globalpost.com/dispatch/morocco/110121/hashish-morocco-marijuana).

2011, **The Christian Science Monitor (**Boston), *Afghanistan poppy production could skyrocket due to spike in prices, **drought***, Ben Arnoldy, 21 January 2011 (http://tinyurl.com/68k2snp).

2010, **Les Inrockuptibles**, *Pavot afghan, le bad trip*, Marc Beaugé, 2 juin 2010 (p. 16).

2010, **Russie d'aujourd'hui**, *L'opium, un mal nécessaire*, **Supplément du Figaro**, 19 mai 2010 (p. 2).

2010, **Alternatives internationales**, *Contre la production, la force est impuissante (Interview)*, Antoine de Ravignan, mars 2010 (pp. 74-75).

2009, **L'Echo (**Bruxelles), *Drogue et pauvreté, fléaux de l'Afghanistan (Interview)*, Catherine Mommaerts, 11 août.

2009, **AFP**, *L'opium, mal "temporaire mais nécessaire" pour reconstruire l'Afghanistan (Interview)*, Marc Bastian, 2 juillet.

2009, **AFP**, *L'Afghanistan reste bloqué au stade de la narco-économie*, Marc Bastian, 2 juillet.

2008, **Géo**, *Sur la piste de l'opium afghan*, Nicolas Ancellin, novembre 2008.

2008, **Libération**, *On constate une perte de contrôle politico-territorial*, Karl Laske, 22 août.

2008, **La chronique d'Amnesty international**, *Géopolitique des opiacés*, Julien Nessi, janvier 2008.

2008, **Gavroche** (Bangkok), *Regard. « Le triangle d'Or exporte toujours son opium vers les Etats-Unis et l'Europe »*, Marie Normand, janvier 2008.

2007, **New York Times**, *No Blowing Smoke: Poppies Fade in Southeast Asia*, 16 septembre, Thomas Fuller.

2007, **International Herald Tribune**, *Notorious Golden Triangle loses sway in the opium trade*, 11 septembre, Thomas Fuller.

2007, **Courrier international**, *Drogues. Le triangle d'or n'est plus ce qu'il était*, Thomas Fuller, 19 septembre.

2007, **Jeune Afrique**, *Le grand nettoyage*, Thomas Fuller, 30 septembre.

2007, **Rue89**, *Les Etats-Unis désarmés face à l'opium afghan*, dimanche 12 août, Arnaud Aubron.

2006, **Geographical**, *Heroin, a global addiction*, août 2006, Charlie Furniss.

2005, **Libération**, *Nouveau discrédit pour l'Office de l'ONU contre les drogues*, vendredi 30 décembre, Arnaud Aubron.

2005, **Libération**, *En Birmanie, quand la production de pavot diminue la pauvreté augmente*, mercredi 2 novembre, Arnaud Aubron.

2005, **Libération**, *Les mollahs afghans en formation antidrogue*, jeudi 27 octobre, Arnaud Aubron.

2005, **Kumppani**, *Sota unikkoja vastaan*, Taina Tervonen, septembre 2005, pp. 18-21, http://www.kepa.fi/kumppani/arkisto/2005_9/4373

2005, **La Tribune**, *Un pavot qui pèse deux tiers du PIB*, lundi 14 mars, Laurent Chemineau.

2005, **Libération**, *L'éradication précipitée du pavot peut avoir un coût humain catastrophique*, samedi 12 mars, Arnaud Aubron.

2004, **Libération**, *« 250 dollars par an » pour le paysan afghan*, samedi 20 novembre, Judith Rueff.

2004, **La Liberté**, *Opium afghan : la communauté internationale fait un mauvais calcul*, vendredi 19 novembre, Ron Hochuli.

2004, **Libération**, *Des retards dont Bush ne se plaindra pas*, 29 octobre 2004, Arnaud Aubron.

2004, **Afghanistan Watch**, The Century Foundation, *An Afghanistan Watch Interview with Dr. Pierre-Arnaud Chouvy*, 26 octobre 2004, Carl Robichaud. http://www.tcf.org/afghanistanwatch/main.htm

2004, **Max**, *Afghanistan. Les routes de l'addiction*, n° 174, juillet 2004, p. 49, Guillaume Jan.

2004, **Libération**, *L'héroïne afghane se fixe en Asie et dans l'Est européen*, 19 avril 2004, Arnaud Aubron.

2003, **Reuters**, *Afghan opium production soars, country top producer*, 22 May 2003, Jon Boyle.

2003, **La Tribune**, *Paris mobilise 55 pays pour organiser la lutte contre le trafic de drogue*, 22 mai 2003, Laurent Chemineau.

2003, **MondesRebelles.com**, *Entretien avec Pierre-Arnaud Chouvy*, 29 janvier 2003, http://www.mondes-rebelles.com/une.asp?id=200

2003, **MondesRebelles.com**, *Nous avons lu « Les territoires de l'opium »*, MR Hebdo n° 47, 8 janvier 2003, pp. 5, 6, 8.

2003, **Diplomatie Magazine**, *Narcoterrorisme et triangle d'or*, n° 1, janvier-février 2003, pp. 34-36.

Troisième partie : recueil de textes

Détails de 4 ouvrages (dont un en trois éditions)

[p. 62] 2013, ***An Atlas of Trafficking in Southeast Asia. The Illegal Trade in Arms, Drugs, People, Counterfeit Goods and Natural Resources in Mainland Southeast Asia***, London, I.B. Tauris / Bangkok, IRASEC. Avec David Capie, Vanda Felbab-Brown, David Feingold, Bertil Lintner. 31 maps. 214 p.

[p. 70] 2010, ***Opium. Uncovering the Politics of the Poppy***, Cambridge - London, Harvard University Press, 8 maps, 256 p.

[p. 76] 2010, ***Opium. Uncovering the Politics of the Poppy***, Beirut, Arabic Scientific Publishers, 8 maps, 303 p. (In Arabic).

[p. 80] 2009, ***Opium. Uncovering the Politics of the Poppy***, London – New York, I.B. Tauris, 8 maps, 240 p.

[p. 86] 2004, ***Yaa Baa. Production, Traffic and Consumption of Methamphetamine in Mainland Southeast Asia***, Singapour, Singapore University Press, 232 p. (Avec Joël Meissonnier).

[p. 91] 2002, ***Les territoires de l'opium. Conflits et trafics du Triangle d'Or et du Croissant d'Or***, Genève, Olizane, 539 p. (27 cartes).

18 articles en texte intégral

[p. 102] 2015, **"The Myth of the Narco-State"**, Special issue: ***Drugs, law, people, place and the state: ongoing regulation, resistance and change*** **(**Edited by Barney Warf and Stewart Williams), *Space and Polity*, Published online on 11 June 2015, DOI: 10.1080/13562576.2015.1052348, pp. 26-38 (51 000 signes).

[p. 117] 2014, **"Illegal Opium Production in the Mishmi Hills of Arunachal Pradesh, India"**, *European Bulletin of Himalayan Research*, Autumn-Winter 2014, n° 45, pp. 9-32 (61 500 signes).

[p. 139] 2014, avec Kenza Afsahi, **"Hashish Revival in Morocco"**, *International Journal of Drug Policy*, Vol. 25, Issue 3, pp. 416-423 (63 000 signes). Article ayant reçu le *Scientific Paper Award* du *European Monitoring Centre for Drugs and Drug Addiction* (EMCDDA), ou Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (l'agence décentralisée de l'Union européenne en charge des questions relatives aux drogues et aux toxicomanies),en septembre 2015.

[p. 147] 2014, **« Contrôle politico-territorial et culture illégale de plantes à drogue »**, *Annales de géographie*, n° 700, pp. 1359-1380 (63 000 signes).

[p. 169] 2014, **« La frontière, interface des trafics dans le Triangle d'or »**, *L'espace politique*, 2014-3, http://espacepolitique.revues.org/3171 (47 000 signes).

[p. 182] 2013, **"A Typology of the Unintended Consequences of Drug Crop Reduction"**, *Journal of Drug Issues*, Volume 43, Issue 2, April 2013, pp. 216 - 230 (56 000 signes).

[p. 197] 2013, **"Introduction: Illegal Trades across National Borders"**, *in* Chouvy P.-A. (dir.), ***An Atlas of Trafficking in Southeast Asia. The Illegal Trade in Arms, Drugs, People, Counterfeit Goods and Natural Resources in Mainland Southeast Asia***, London, I.B. Tauris / Bangkok, IRASEC, pp. 1-28 (63 000 signes).

[p. 225] 2013, **"Drug trafficking in and out of the Golden Triangle"**, *in* Chouvy P.-A. (dir.), ***An Atlas of Trafficking in Southeast Asia. The Illegal Trade in Arms, Drugs, People, Counterfeit Goods and Natural Resources in Mainland Southeast Asia***, London, I.B. Tauris / Bangkok, IRASEC, pp. 29-52 (69 000 signes).

[p. 249] 2011, **"Finding an alternative to illicit opium production in Afghanistan, and elsewhere"**, *International Journal of Environmental Studies*, Vol. 68 N° 3, pp. 373-379 (24 000 signes).

[p. 256] 2010, **« Antimonde. Terra incognita de la géographie ? »**, *EspacesTemps.net*, Mensuelles, 16 août 2010, http://espacestemps.net/document8350.html, (40 000 signes).

[p. 262] 2010, **« Insécurité alimentaire et production illicite d'opium en Asie »**, *Annales de géographie*, N° 673 – 3/2010, pp. 229-247, (57 000 signes).

[p. 281] 2010, **« Les territoires de l'opium : paysans et coercition »**, *in* B. Wolfer (Ed.), 2010, ***Les paysans du monde et leurs territoires***, Paris, QUA, pp. 261-282, (73 000 signes).

[p. 303] 2009, **« Opium et développement alternatif en Asie : quel bilan ? »**, *Revue Tiers Monde*, n° 199, juillet – septembre 2009, pp.611-625, (50 000 signes).

[p. 318] 2008, **« Production de cannabis et de haschich au Maroc : contexte et enjeux »**, *L'espace politique*, n° 4, pp. 5-19 (50 000 signes).

[p. 333] 2007, avec Laurent Laniel, **« Agricultural Drug Economies: Cause or Alternative to Intra-State Conflicts? »**, *Crime, Law and Social Change*, Vol. 48, n° 3-5, December 2007, pp. 133-150 (72 000 signes).

[p. 351] 2004, avec Laurent Laniel, **« De la géopolitique des drogues illicites »**, *Hérodote*, n° 112, ***Géopolitique des drogues illicites*** (coordination P.-A. Chouvy et L. Laniel), pp. 7-26.

[p. 371] 2004, **« Drogues illicites, territoire et conflits en Afghanistan et en Birmanie »**, *Hérodote*, n° 112, ***Géopolitique des drogues illicites*** (coordination P.-A. Chouvy et L. Laniel), pp. 84-104.

[p. 392] 2003, **« La production illicite d'opium en Afghanistan, dans le contexte de l'enclavement, de l'isolement et de l'isolationnisme »**, *CEMOTI* n° 35, pp. 71-82.

[p. 403] 2003, **« Géopolitique des drogues illicites en Asie »**, *Hérodote*, n° 109, **Les Etats-Unis et le reste du monde**, pp. 163-189.

[p. 430] 2001, **« L'importance du facteur politique dans le développement du Triangle d'Or et du Croissant d'Or »**, *CEMOTI*, juillet – décembre 2001, n° 32, pp. 69-86.

[p. 441] 2001, **« Le pavot à opium et l'homme. Origines géographiques et premières diffusions d'un cultivar »**, *Annales de Géographie*, mars-avril 2001, N° 618, pp. 182-194.

AN ATLAS OF TRAFFICKING IN SOUTHEAST ASIA

The Illegal Trade in Arms, Drugs, People, Counterfeit Goods and Natural Resources in Mainland Southeast Asia



Edited by
PIERRE-ARNAUD CHOUVY

I.B. TAURIS

AN ATLAS OF TRAFFICKING IN SOUTHEAST ASIA

The Illegal Trade in Arms, Drugs, People, Counterfeit Goods and Natural Resources in Mainland Southeast Asia

I.B. TAURIS
LONDON · NEW YORK

Edited by
Pierre-Arnaud Chouvy

CONTENTS

List of Maps vii
Note on Contributors ix

1 Introduction: Illegal Trades Across National Borders 1
Pierre-Arnaud Chouvy

2 Drug Trafficking In and Out of the Golden Triangle 29
Pierre-Arnaud Chouvy

3 Trafficking, Trade and Migration: Mapping Human Trafficking in the Mekong Region 53
David A. Feingold

4 Arms Trafficking in Mainland Southeast Asia 89
David Capie

5 The Jagged Edge: Illegal Logging in Southeast Asia 113
Vanda Felbab-Brown

6 The Illegal Trade in Wildlife in Southeast Asia and Its Links to East Asian Markets 137
Vanda Felbab-Brown

7 The Trade in Counterfeit Goods and Contraband in Mainland Southeast Asia 155
Bertil Lintner

Notes 175
Index 207

MAPS

(appear between pp. 112–3)

1 Political Mainland Southeast Asia (Chapter 1)
2 Physical Mainland Southeast Asia (Chapter 1)
3 Ecological Mainland Southeast Asia (Chapters 1, 5)
4 Roads of Mainland Southeast Asia (Chapter 1)
5 Colonial Mainland Southeast Asia (1831–1914) (Chapter 1)
6 Ethnolinguistic Mainland Southeast Asia (Chapter 1)
7 Major Haw Caravan Routes in the Nineteenth Century (Chapter 1)
8 Corridors and Highways of the Great Mekong Sub-region (Chapters 1, 2)
9 Border Liaison Offices (Chapters 1, 2)
10 Drug Trafficking Routes from Burma into India and China (Chapter 2)
11 Drug Trafficking Routes Across the Thai–Burmese Border (Chapter 2)
12 Drug Trafficking Routes in Southern Thailand, Laos and Cambodia (Chapters 1, 2)
13 Main Drug Trafficking Routes (Chapters 1, 2)
14 Human Trafficking (Chapter 3)
15 Arms Trafficking (Chapters 1, 4)
16 Reptile Trafficking Routes (Chapter 6)
17 Bird Trafficking Routes (Chapter 6)
18 Pangolin Trafficking Routes (Chapter 6)
19 Big Cat Trafficking Routes (Chapter 6)
20 Elephant Trafficking Routes (Chapter 6)
21 Ivory Trafficking Routes (Chapter 6)
22 Exotic Meat Trafficking Routes (Chapter 6)
23 Wood Trafficking Routes (Chapter 5)
24 Counterfeit and Contraband Trading Routes (Chapter 7)

25 Drugs Source and Destination Countries (Chapter 2)
26 Arms Source and Destination Countries (Chapter 4)
27 Wildlife Source and Destination Countries (Chapter 5)
28 Wood Source and Destination Countries (Chapter 6)
29 Humans Source and Destination Countries (Chapter 3)
30 Counterfeit and Contraband Source and Destination Countries (Chapter 7)
31 Overview of Trafficking Routes (Chapters 1–7)
32 Table of Source and Destination Countries

NOTES ON CONTRIBUTORS

David Capie is Senior Lecturer in International Relations at the Victoria University of Wellington, New Zealand. His research interests focus on conflict and security issues, particularly in the Asia-Pacific region, and New Zealand's foreign relations. He has authored or co-authored three books and numerous articles and book chapters. His research has been supported by the Rockefeller Foundation, the East-West Center and the Royal Society of New Zealand's Marsden Fund. In 2007, he was Visiting Scholar at the Weatherhead Center for International Affairs at Harvard University.

Pierre-Arnaud Chouvy is a geographer and leading specialist in the politics of illegal drugs in Asia. He is currently Research Fellow with the Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS-Prodig) in Paris. He has travelled extensively in southwest and southeast Asia and created and edits www.geopium.org. He is the author of *Opium: Uncovering the Politics of the Poppy* (I.B.Tauris, 2009).

David A. Feingold is a research anthropologist and filmmaker. Trained in anthropology and Southeast Asian Studies at Dartmouth, Yale and Columbia, he has conducted extensive field research in Southeast Asia over four decades, particularly among the Akha and Shan people. He served as head of the HIV/AIDS and Trafficking Project at UNESCO, Bangkok, from 1997 to 2012. He is currently Director of the Ophidian Research Institute. His documentaries include the award-winning film, *Trading Women*.

Vanda Felbab-Brown is senior fellow at the Brookings Institution. She is an expert on illicit economies, organized crime, and international and internal conflicts and their management. She is the author of *Afghan Aspirations, American Ambivalence: Strategies and Realities of Counterinsurgency and State-building* and *Shooting Up: Counterinsurgency and the War on Drugs.*

Bertil Lintner was a senior writer for the *Far Eastern Economic Review* for more than 20 years, covering Burma and related issues. He now writes for *Asia Times Online,* the Swedish daily newspaper *Svenska Dagbladet* and *Jane's Information Group* in the UK. He is a recognized expert on Burmese issues as well as ethnic minorities, insurgencies and narcotics in Southeast and South Asia.



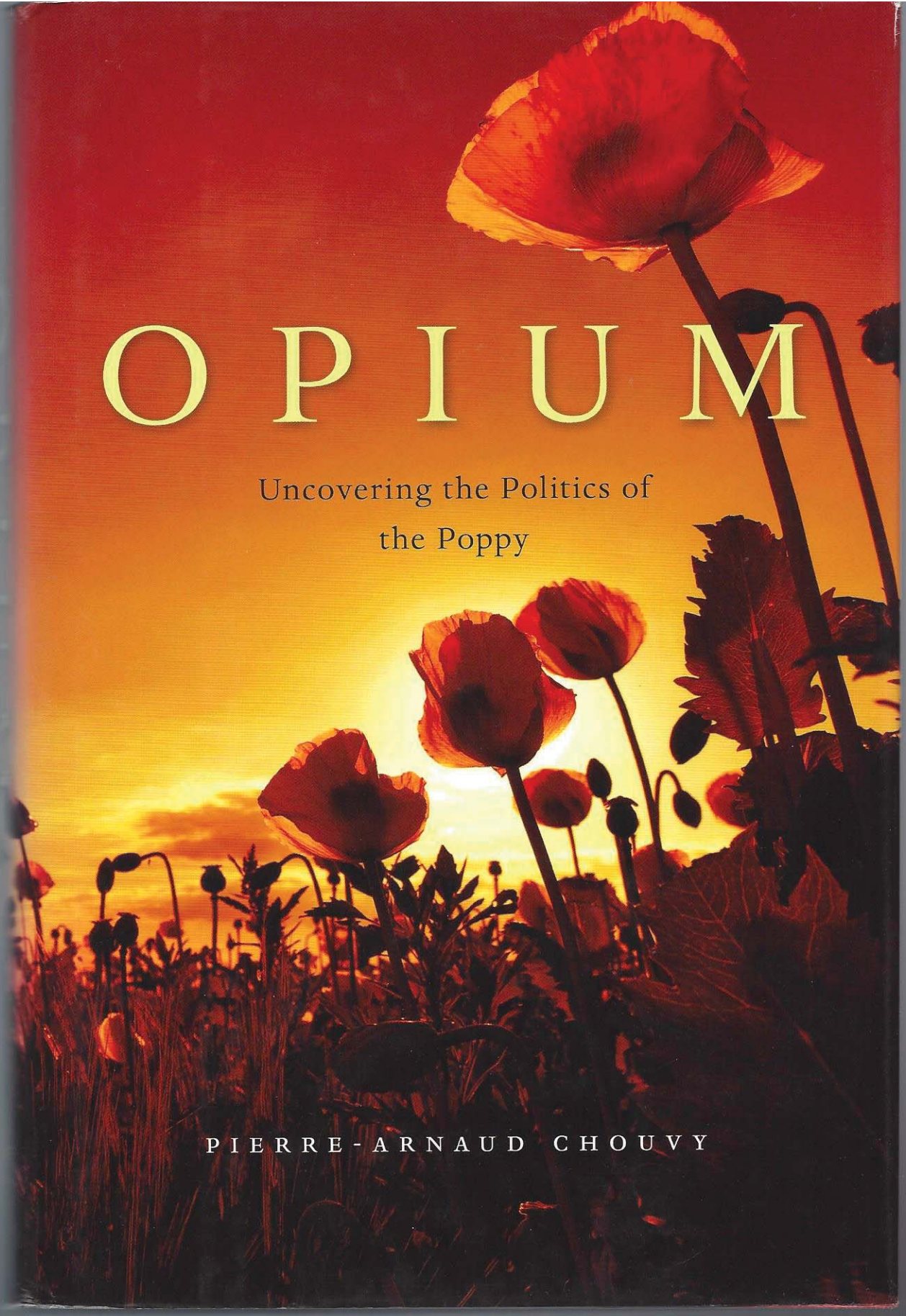
www.ibtauris.com

ISBN 978-1-84885-815-2

9 781848 858152

I.B. TAURIS

LONDON · NEW YORK


OPIUM
Uncovering the Politics of the Poppy
PIERRE-ARNAUD CHOUVY

Opium

UNCOVERING THE POLITICS OF THE POPPY

Pierre-Arnaud Chouvy

Harvard University Press
Cambridge, Massachusetts
2010

Contents

	List of Illustrations and Maps	vii
	Acknowledgements	ix
	Introduction	xi
Chapter 1	Opium: a Drug in Motion through Time and Space	1
Chapter 2	Opium and Heroin in Asia: Early History and Geopolitics	13
Chapter 3	Opium and Heroin in Asia: The Golden Triangle and the Golden Crescent	23
Chapter 4	All-Time Highs and Lows	37
Chapter 5	In and Out of the Golden Triangle and the Golden Crescent	63
Chapter 6	War, Drugs, and the War on Drugs	93
Chapter 7	Opium Poppy Cultivation	125
Chapter 8	Successes and Failures	143
	Conclusion	199
	Postscript	203
	Drug Trafficking Routes (Maps)	209
	Notes	219
	Bibliography	231
	Index	244

Illustrations and Maps

Illustrations

1 Opium poppy fields in Dir district, NWFP, Pakistan.
Photograph: Magrit Vermès (page xvi)

2 Opium poppy field in Dir district, NWFP, Pakistan.
Photograph: Alain Labrousse (page 12)

3 Opium harvest, Nangarhar province, Afghanistan.
Photograph: Alain Labrousse (page 22)

4 Opium traders, Helmand province, Afghanistan.
Photograph: Xavier Bouan (page 36)

5 Opium bales, Nangarhar province, Afghanistan.
Photograph: Alain Labrousse (page 61)

6 Naresuan Task Force outpost on the Thailand-Burma border, Chiang Rai province, Thailand. Photograph: Pierre-Arnaud Chouvy (page 92)

7 Thai Border Patrol Police watching the border with Burma, Chiang Rai province, Thailand.
Photograph: Pierre-Arnaud Chouvy (page 124)

8 Opium poppy lancing, Special Region n° 2 (UWSA), Shan State, Burma.
Photograph: Xavier Bouan (page 142)

9 Forced eradication of an opium poppy field, Thailand.
Photograph: Alain Labrousse (page 197)

Maps

I The Golden Crescent and the Golden Triangle in the Asian Mountain System (page x)

II Major archeological sites and spread routes of the poppy (page 3)

1 Main drug trafficking routes in Asia in the 2000s (page 210)

2 Golden Triangle: drug trafficking routes from Burma to India and China in the 2000s (page 211)

3 Golden Triangle: drug trafficking across the Thai–Burma border in the 2000s (page 212)
4 Golden Triangle: Thailand: drug trafficking in the 2000s (page 213)
5 Golden Crescent: drug trafficking from Afghanistan to Pakistan, India and Central Asia in the 2000s (page 214)
6 Golden Crescent: opiates trafficking across Baluchistan in the 2000s (page 215)
7 Golden Crescent: opiates trafficking through Iran in the 2000s (page 216)
8 Opiates trafficking routes through Central Asia in the 2000s (page 217)

"This book establishes Pierre-Arnaud Chouvy as the successor to Alfred McCoy: he not only deciphers the long history of the opium poppy and the complex geopolitics of illicit drugs in Asia but also explains how and why decades of a costly 'war on drugs' have failed."

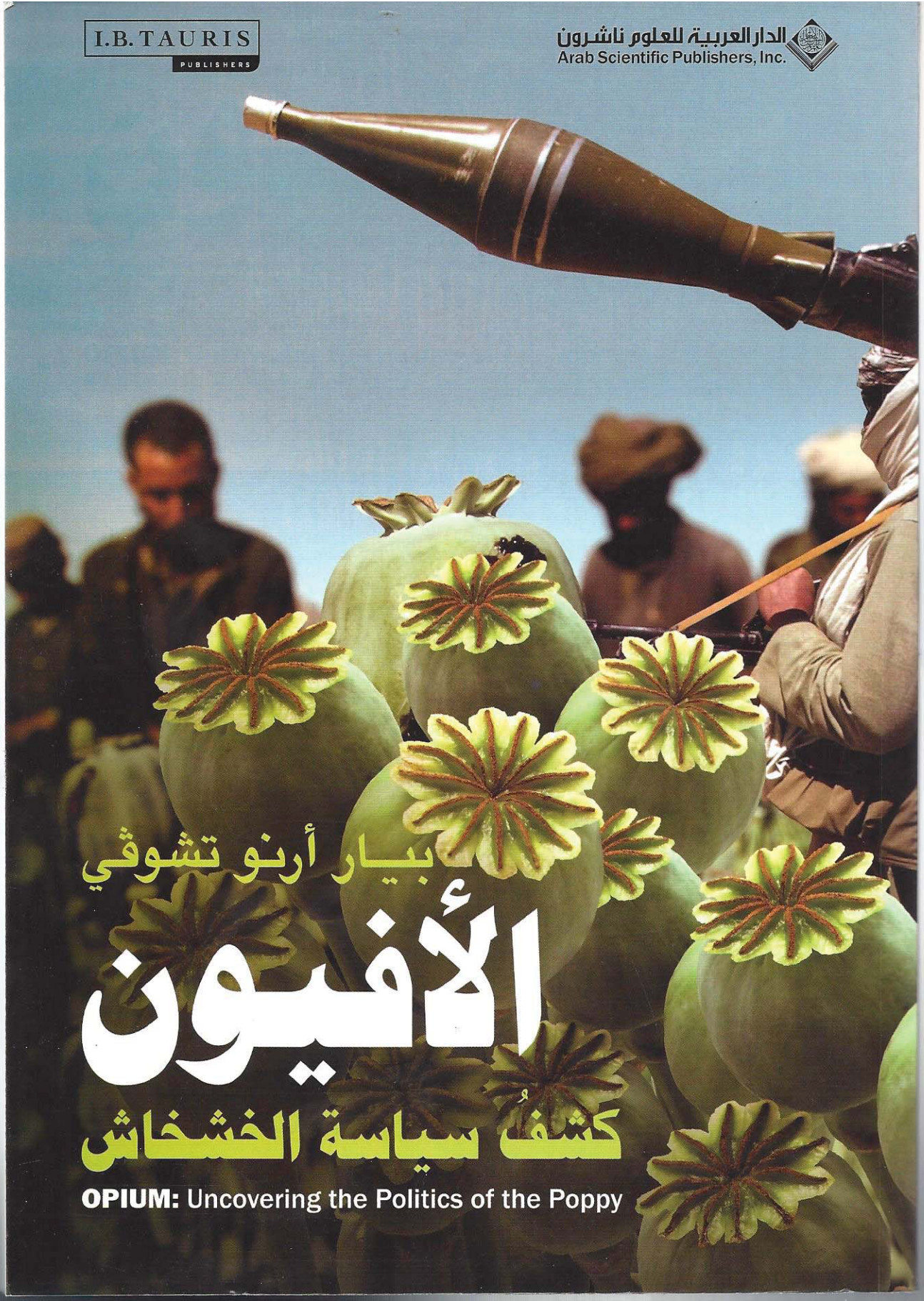
—Alain Labrousse, former Director of Geopolitical Drug Watch (Observatoire géopolitique des drogues)

"Drawing on his deep, unequalled understanding of the political economy of illicit drugs, Pierre Chouvy has produced an exemplary study of the complex forces driving illicit narcotics production in the Golden Triangle and Golden Crescent regions of Asia. Through careful analysis of the historical, economic, and ecological forces behind the rapid growth of illicit drug production in Central and Southeast Asia, Chouvy shows how and why the coercive crop eradication schemes favored by the United States and United Nations have failed in the past and will fail again in the future. His evidence is unassailable and his argument is compelling. The social costs of forty years of failed 'drug wars' have been high and the gains precious few. After a full century of failed drug prohibition, 1909 to 2009, Chouvy makes a persuasive case for an alternative approach."

—Alfred W. McCoy, author of *The Politics of Heroin*

ISBN 978-0-674-05134-8




I.B. TAURIS
PUBLISHERS
الدار العربية للعلوم ناشرون
Arab Scientific Publishers, Inc.
بيار أرنو تشوقي
الأفيون
كشف سياسة الخشخاش
OPIUM: Uncovering the Politics of the Poppy

الأفيون

كشفُ سياسة الخشخاش

OPIUM: Uncovering the Politics of the Poppy

تأليف

بيار أرنو تشوڤي

Pierre-Arnaud Chouvy

ترجمة

بسام شيحا ورفيف غدار

مراجعة وتحرير

مركز التعريب والبرمجة

الدار العربية للعلوم ناشرون ش.م.ل

Arab Scientific Publishers, Inc. S.A.L

المحتويات

مقدمة 7

1 الأفيون: مخدر ينتقل عبر الزمان والمكان 15

2 الأفيون والهيروين في آسيا: التاريخ والجغرافيا السياسية القديمة 31

3 الأفيون والهيروين في آسيا: المثلث الذهبي والهلال الذهبي 43

4 أرقام قياسية متأرجحة 61

5 من وإلى المثلث الذهبي والهلال الذهبي 95

6 الحرب، والمخدّرات، والحرب على المخدّرات 133

7 زراعة خشخاش الأفيون 177

8 نجاحات وإخفاقات 201

خاتمة 275

ملاحظات 281

بيبلوغرافيا 291

الأفيون، عصارة نبتة الخشخاش، هو مادة لزجة، بنّية اللون، ذات مذاق مرّ، ومسبّبة قوية للإدمان. أبرزت خواصّه والأخبار الأدبية المنسوبة إليه هالة الغموض المستمرّة التي طالما أحاطت به. ولكنّ تأثير الأفيون يمتدّ إلى ما وراء حكايات المتعة أو التعاسة الشخصية؛ إنه قصة تُمثّل على مسرح دولي: قِوى رئيسة، وأمراء حرب محلّيون، وجيوش متمرّدة، وحكومات وطنية. الجميع له حصة في القصة المستمرة لإنتاج الأفيون غير المشروع.

يشرع الخبير البارز بيار أرنو تشوقي في كشف سياسة الأفيون. وبصورة خاصة، يستكشف المنطقتين الرئيستين في العالم للإنتاج غير المشروع للأفيون والهيروين: المثلّث الذهبي المؤلّف من بورما ولاوس وتايلند، والهلال الذهبي المؤلّف من أفغانستان وإيران وباكستان. تنتج هذه المناطق الجبلية النائية في جنوب شرق وجنوب غرب آسيا أكثر من 90 بالمائة من أفيون العالم غير المشروع. يكشف تشوقي كيف ومتى ولماذا نشأ إنتاج الأفيون غير المشروع وما الذي يساعد على استمراريته. ويكشف المُستحِثّات الحقيقية للتجارة الحالية الحديثة في الأفيون ويُبيّن لماذا فشل قرنٌ من الجهد الدولي، وأربعون سنة من الحرب على المخدّرات بقيادة الولايات المتحدة، في القضاء عليها.

النتيجة هي وصفٌ شيّق لافتتاننا المستمرّ بمخدِّرٍ عمره من عمر الإنسانية نفسها وسبر عميق لتعقيدات وصعوبات سياسة واقتصاد الخشخاش في آسيا والعالم اليوم.

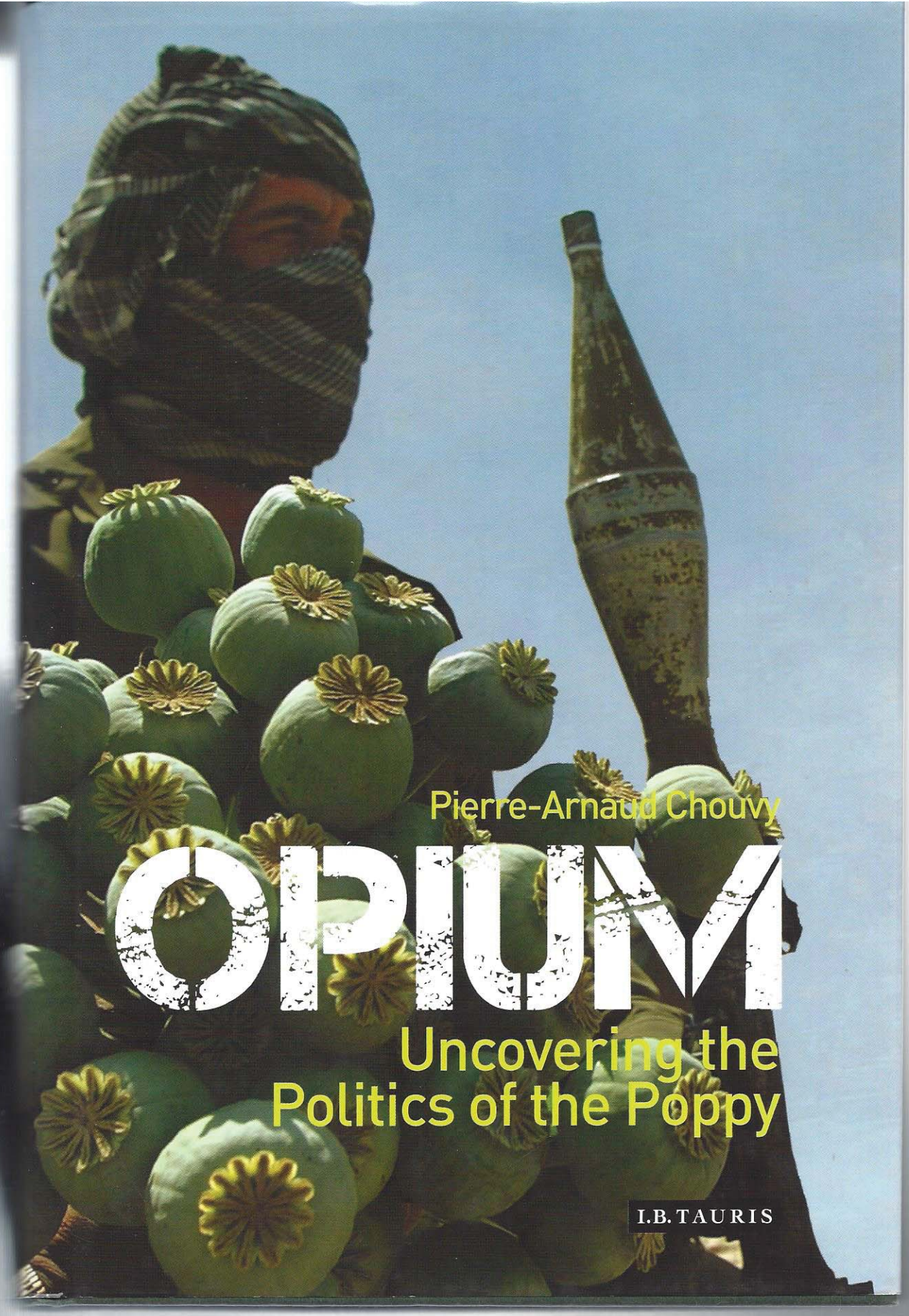
«معتمداً على فهمه العميق والمنقطع النظير للاقتصاد السياسي للمخدّرات غير المشروعة، أبدع بيار أرنو تشوقي دراسةً نموذجية للقوى المعقّدة التي تقود إنتاج المخدّرات غير المشروعة في منطقتَي المثلّث الذهبي والهلال الذهبي في آسيا. من خلال التحليل الدقيق للقِوى التاريخية والاقتصادية والبيئية وراء النموّ السريع لإنتاج المخدّرات غير المشروعة في وسط وجنوب شرق آسيا، حيث سيبيّن تشوقي كيف ولماذا فشلت مخطّطات الاستئصال القسري للمحاصيل المدعومة من قِبَل الولايات المتحدة والأمم المتحدة في الماضي ولماذا ستفشل مرة أخرى في المستقبل. دليله صلب وحجّته مقنعة. فالخسائر الاجتماعية الناجمة عن أربعين سنة من حروب المخدّرات الفاشلة كانت مرتفعة والمكاسب ضئيلة جداً. بعد قرنٍ كامل من حظر المخدّرات الفاشل، 1909 إلى 2009، يقدّم تشوقي حجّة مقنعة لمقاربة بديلة».

ألفرد دبليو. ماكوي، بروفيسور في التاريخ، جامعة وسكونسن – ماديسون، ومؤلّف كتاب «سياسة الهيروين»

ISBN 978-614-01-0120-3
9 786140 101203

نيل وفرات.كوم
جميع كتبنا متوفرة على الإنترنت
في مكتبة نيل وفرات.كوم
www.nwf.com

الدار العربية للعلوم ناشرون
Arab Scientific Publishers, Inc.
www.asp.com.lb - www.aspbooks.com


Pierre-Arnaud Chouvy
OPIUM
Uncovering the Politics of the Poppy
I.B. TAURIS

Opium

UNCOVERING THE POLITICS OF THE POPPY

Pierre-Arnaud Chouvy

I.B. TAURIS
LONDON · NEW YORK

Contents

	List of Illustrations and Maps	vii
	Acknowledgements	ix
	Introduction	xi
Chapter 1	Opium: a Drug in Motion through Time and Space	1
Chapter 2	Opium and Heroin in Asia: Early History and Geopolitics	13
Chapter 3	Opium and Heroin in Asia: The Golden Triangle and the Golden Crescent	23
Chapter 4	All-Time Highs and Lows	37
Chapter 5	In and Out of the Golden Triangle and the Golden Crescent	63
Chapter 6	War, Drugs, and the War on Drugs	93
Chapter 7	Opium Poppy Cultivation	125
Chapter 8	Successes and Failures	143
	Conclusion	199
	Drug Trafficking Routes (Maps)	203
	Notes	213
	Bibliography	223
	Index	236

Illustrations and Maps

Illustrations

1 Opium poppy fields in Dir district, NWFP, Pakistan.
Photograph: Magrit Vermès (page xvi)

2 Opium poppy field in Dir district, NWFP, Pakistan.
Photograph: Alain Labrousse (page 12)

3 Opium harvest, Nangarhar province, Afghanistan.
Photograph: Alain Labrousse (page 22)

4 Opium traders, Helmand province, Afghanistan.
Photograph: Xavier Bouan (page 36)

5 Opium bales, Nangarhar province, Afghanistan.
Photograph: Alain Labrousse (page 61)

6 Naresuan Task Force outpost on the Thailand-Burma border, Chiang Rai province, Thailand. Photograph: Pierre-Arnaud Chouvy (page 92)

7 Thai Border Patrol Police watching the border with Burma, Chiang Rai province, Thailand.
Photograph: Pierre-Arnaud Chouvy (page 124)

8 Opium poppy lancing, Special Region n° 2 (UWSA), Shan State, Burma.
Photograph: Xavier Bouan (page 142)

9 Forced eradication of an opium poppy field, Thailand.
Photograph: Alain Labrousse (page 197)

Maps

I The Golden Crescent and the Golden Triangle in the Asian Mountain System (page x)

II Major archeological sites and spread routes of the poppy (page 3)

1 Main drug trafficking routes in Asia in the 2000s (page 204)

2 Golden Triangle: drug trafficking routes from Burma to India and China in the 2000s (page 205)

3 Golden Triangle: drug trafficking across the Thai–Burma border in the 2000s (page 206)
4 Golden Triangle: Thailand: drug trafficking in the 2000s (page 207)
5 Golden Crescent: drug trafficking from Afghanistan to Pakistan, India and Central Asia in the 2000s (page 208)
6 Golden Crescent: opiates trafficking across Baluchistan in the 2000s (page 209)
7 Golden Crescent: opiates trafficking through Iran in the 2000s (page 210)
8 Opiates trafficking routes through Central Asia in the 2000s (page 211)



'Drawing on his deep, unequalled understanding of the political economy of illicit drugs, Pierre-Arnaud Chouvy has produced an exemplary study of the complex forces driving illicit narcotics production in the Golden Triangle and Golden Crescent regions of Asia. Through careful analysis of the historical, economic and ecological forces behind the rapid growth of illicit drug production in Central and Southeast Asia, Chouvy shows how and why the coercive crop eradication schemes favoured by the United States and United Nations have failed in the past and will fail again in the future. His evidence is unassailable and his argument is compelling. The social costs of forty years of failed "drug wars" have been high and the gains precious few. After a full century of failed drug prohibition, 1909 to 2009, Chouvy makes a persuasive case for an alternative approach.'

Alfred W. McCoy, Professor of History, University of Wisconsin-Madison, and author of *The Politics of Heroin*

'This book establishes Pierre-Arnaud Chouvy as the successor to Alfred McCoy: he not only deciphers the long history of the opium poppy and the complex geopolitics of illicit drugs in Asia but also explains how and why decades of a costly "war on drugs" have failed.'

Alain Labrousse, former Director of Geopolitical Drug Watch (Observatoire géopolitique des drogues)

'How is it that after nearly a century of concerted international effort by most of the major global powers, the illicit trade in heroin and opium has continued to grow? Chouvy's fascinating and well-documented study of the politics of the poppy in Asia exposes the many dimensions of this issue. He follows the shifting tides of global politics, the Cold War and the twisted politics of failed states to show the manner in which agents of the US government and other states play against one another to seek "higher goals" while paving the way for shadowy drug lords, corrupt politicians and generals to expand their profits. At the same time, at home, the governments of the US, the European states and others pursue draconian policies in their wars on drugs.'

Carl A. Trocki, Professor of Asian Studies, Queensland University of Technology

ISBN 978-1-84511-973-7

9 781845 119737

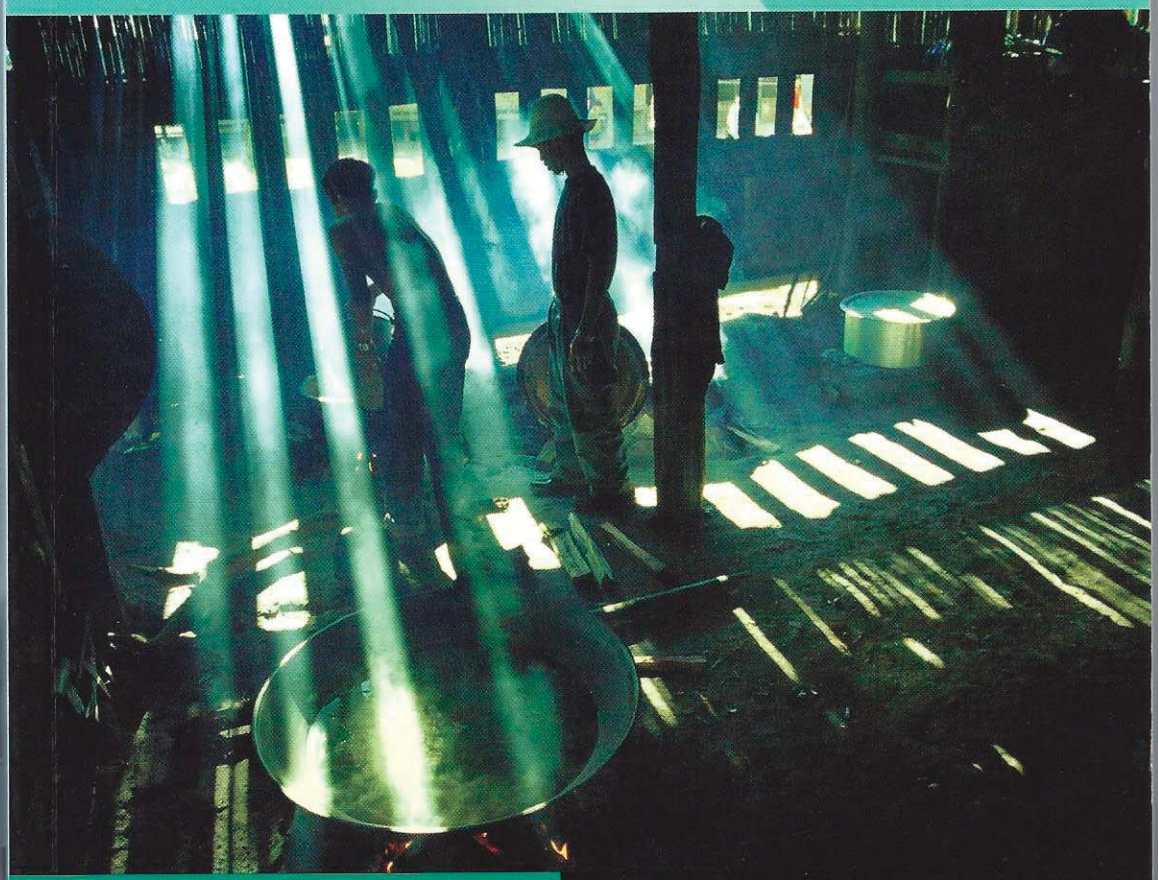
I.B. TAURIS

LONDON NEW YORK

www.ibtauris.com

YAA BAA:

PRODUCTION, TRAFFIC AND CONSUMPTION OF METHAMPHETAMINE IN MAINLAND SOUTHEAST ASIA



Pierre-Arnaud Chouvy &
Joël Meissonnier

Contents

Maps vii
Charts vii
Preface by Stéphane Dovert ix
Introduction xvii

PART ONE *Yaa Baa*, An Illicit Drug from the Golden Triangle: A Geo-Historical and Geopolitical Study of Its Production and Traffic
by *Pierre-Arnaud Chouvy*

1. Methamphetamine 3
2. History of a Product and Its Production Techniques 7
3. The Historical and Geographic Context of the Golden Triangle 12
4. Methamphetamine Production and Traffic in Mainland Southeast Asia 23

PART TWO The Circuits of *Yaa Baa*: Methamphetamine Circulation and Use in Thailand
by *Joël Meissonnier*

5. From the Producer to the Consumer 53
6. Methamphetamine Use Among Workers and Low-income Groups 65
7. *Yaa Baa*'s Prime Target — The Youth 81

PART THREE Sociological Context of the Explosion in Methamphetamine Use in Thailand by *Joël Meissonnier*

8. A Difficult Legacy for the Younger Generations 107

9. Youth, Drugs, and Thailand's Institutional Culture 120

10. Types of Methamphetamine Users: An Attempt to Define Models 143

Conclusion 160
Notes 166
Glossary 193
Bibliography 195
Index 204

Maps

Principal Sites of Opium and Methamphetamine Production in Mainland Southeast Asia xv

Principal Northern Drug Trafficking Routes of Mainland Southeast Asia 36

Principal Southern Drug Trafficking Routes of Mainland Southeast Asia 40

Charts

Comparative Profiles of Burma and Thailand xvi

The Chain of Intermediaries in Methamphetamine Trafficking 56

Four Ideal Types of Methamphetamine Consumers 144

Three Principal Categories of Methamphetamine Consumers 145

Passage of Users from One Status to Another 149

Ability to Exit from the *Yaa Baa* Circuit 150

SINGAPORE UNIVERSITY PRESS
NUS Publishing

The abuse of methamphetamine in Southeast Asia has become a major problem over the past decade. Thailand has been particularly hard hit: methamphetamine now impacts all sectors of Thai society. In the early 1990s, methamphetamine manufacturers moved their laboratories across the border to Burma, and large-scale production began. The new cheaper product, *yaa baa*, or 'madness medicine', flooded the local market and spread quickly to the surrounding countries. *Yaa baa* from laboratories in Burma has been found also in the United States and Europe.

YAA BAA is the result of a research programme of the Institut de Recherche sur l'Asie du Sud-Est Contemporaine (IRASEC). Published in French in 2002 and now made available in an English translation, this book is the first to deal with the rapid spread of methamphetamine in the Golden Triangle, particularly in Thailand, and their impact it has had on society.

Pierre-Arnaud Chouvy is a geographer and research fellow at the Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS), France. He specialises in the geopolitics of illicit drugs with a particular focus on Asia. For more information on his work and other publications, visit **www.geopium.org**

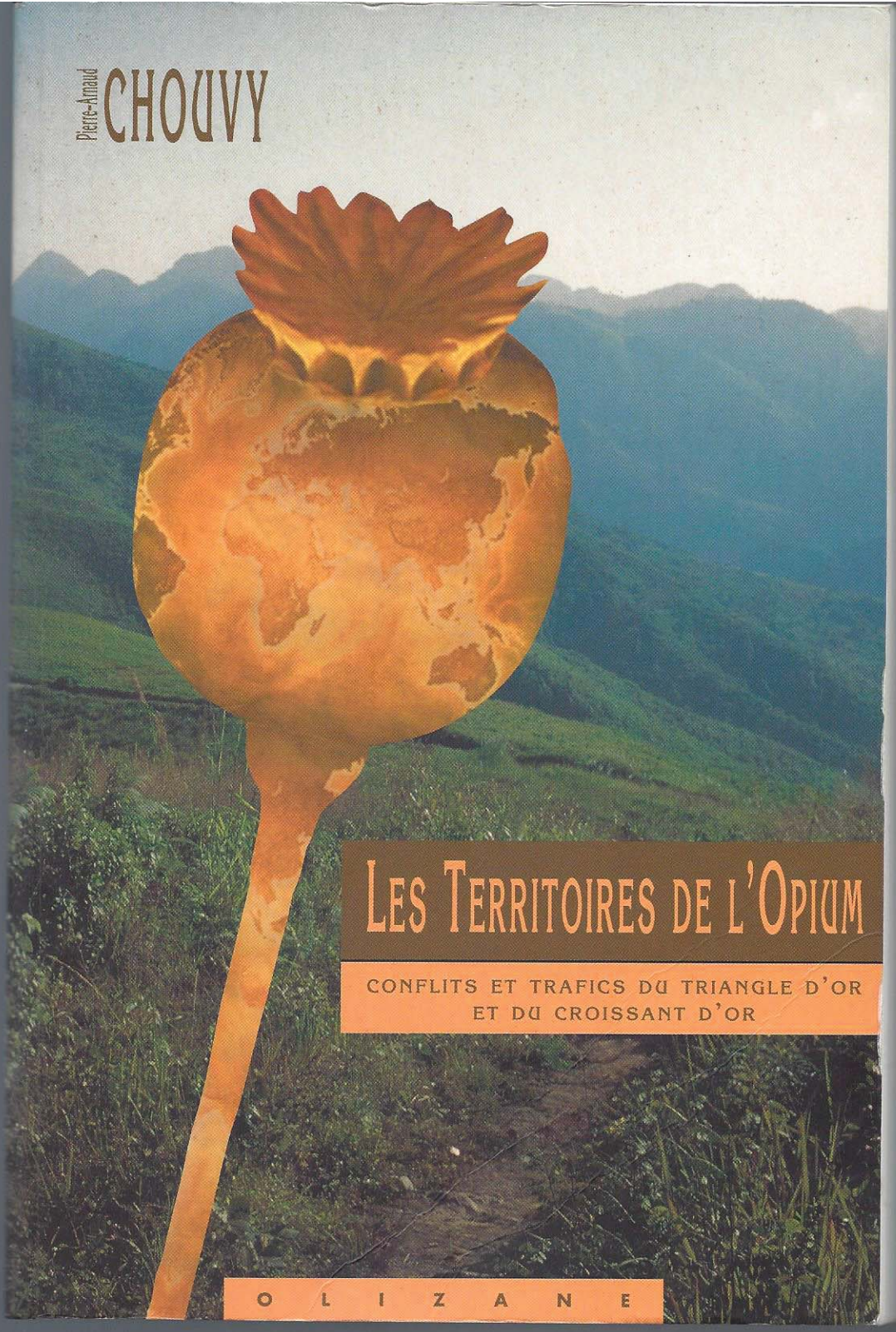
Joël Meissonnier is a sociologist, specialising in mobility and consumption behaviours. He is the author of *Provinciliens: les voyageurs du quotidien, entre capitale et province.*

IRASEC
INSTITUT DE RECHERCHE SUR L'ASIE DU SUD-EST CONTEMPORAINE

NUS
National University of Singapore
www.nus.edu.sg/npu

ISBN 9971-69-278-3
9 789971 692780

Pierre-Arnaud CHOUVY



LES TERRITOIRES DE L'OPIUM

CONFLITS ET TRAFICS DU TRIANGLE D'OR ET DU CROISSANT D'OR

OLIZANE

Table des matières

Préface de Roland Pourtier 7
Préface de Yves Lacoste 11
Avertissement 15
Introduction 17

Chapitre I
L'opium, une drogue qui «colle à l'homme comme la peau à sa chair» 21
Origine et extension géographique du pavot à opium 21
Papaver somniferum L.: du fixisme de Linné au darwinisme 21
Le pavot et l'homme: origine et diffusion d'une plante 23
L'opium et son commerce: de l'émergence du narcotrafic 30
Le commerce antique des opiacés 30
Du commerce à la guerre: le rôle des Britanniques 34
L'opium et le développement du narcotrafic international . 38

Chapitre II
Du pavot à l'héroïne: culture, production et transformation 43
Le pavot à opium: botanique et agriculture 43
Les complexes écologiques 43
La culture du pavot à opium 47
L'opium: sa récolte et sa production 53

De la plante à la drogue 57
Les variations de rendement des cultures de pavot à opium 57
De l'opium à l'héroïne, processus et techniques de transformation 60
Du latex à un opium de qualité 60
De l'opium à la morphine, processus d'extraction 63
De la morphine à l'héroïne, processus de transformation .. 64

Chapitre III
L'opium dans le Triangle d'Or et le Croissant d'Or ... 69

L'émergence du Triangle d'Or: la diffusion de l'opium de la Chine aux hautes terres de l'éventail nord indochinois 70
Le terreau chinois du commerce de l'opium 70
De la Chine du Sud aux montagnes de l'Asie du Sud-Est 73
Le façonnement du Triangle d'Or 78
La genèse du Croissant d'Or: le renouveau de l'opium ... 84
Les réseaux marchands terrestres et maritimes, précurseurs du commerce de l'opium dans le Croissant d'Or 84
La longue genèse géopolitique et les conséquences du Great Game 87
Le façonnement du Croissant d'Or 92
Croissant d'Or et Triangle d'Or: configurations géographiques et productions illicites . 97
Physiographie des pays du Triangle d'Or et du Croissant d'Or 97
Croissant d'Or et Triangle d'Or, des mosaïques de populations aux carrefours de l'Asie 102
Les productions de drogues illicites du Croissant d'Or et du Triangle d'Or 107

Chapitre IV
Des espaces de production d'opium mouvants 115
Le remaniement du Triangle d'Or 115
Birmanie : une certaine régularité de la production malgré des bouleversements 115
Des tendances opposées au Laos et en Thaïlande 127
Tendances et potentiels des périphéries du Triangle d'Or 134
Le Croissant d'Or et les potentiels d'Asie centrale 140
L'explosion, puis la prohibition de la production afghane d'opiacés 140
Iran et Pakistan : des situations contrastées mais des tendances similaires 151
L'Asie centrale et le phénomène grandissant du narcotrafic 157
Les drogues de synthèse : reconversion ou diversification des régions de production ? 162
Ephedra, éphédrine et méthamphétamine : quelques notions 162
Yaa baa et la diversification du Triangle d'Or 165

Chapitre V
L'évolution des routes du trafic 173
Réorientations multiples autour du Triangle d'Or 173
Les itinéraires « traditionnels » orientaux du narcotrafic 173
Les itinéraires émergents : tendances à la diversification ... 182
Les itinéraires de la périphérie du Triangle d'Or 190
L'Asie centrale et les nouveaux itinéraires du Croissant d'Or 200
Les itinéraires « traditionnels » méridionaux du narcotrafic 200

La région des trois frontières au cœur du trafic récent 208
La périphérie du Croissant d'Or et l'axe des ouvertures septentrionales 221
Nouvelles routes ou anciennes routes réactivées? 240
La route et l'antiroute, le narcotrafic entre accessibilité et inaccessibilité 240
L'évolution historique des routes anciennes majeures et le narcotrafic 244
Les routes du narcotrafic récentes et nouvelles: réémergence ou création? 259

Chapitre VI
Modification des aires et des phénomènes de consommation 265
Régions productrices ou consommatrices: fausses nuances 265
La diffusion de la consommation depuis le Triangle d'Or et le Croissant d'Or 273
Impacts et conséquences de la consommation: de l'explosion récente de l'épidémie du VIH/sida ... 283

Chapitre VII
Le territoire entre opium et Etat 289
Triangle d'Or et Croissant d'Or: ensembles spatiaux, frontières et zones frontières 289
Triangle d'Or et Croissant d'Or: des superpositions d'ensembles spatiaux multiples 289
Frontières, fronts, et discontinuités spatiales 294
Le jeu complexe des relations «centres-périphéries» 299
«Centres et périphéries» en Asie du Sud-Est 299
«Centres et périphéries» en Asie du Sud-Ouest 303

Le territoire au cœur de la problématique de l'économie de l'opium 309
Le territoire : un espace approprié 309
Triangle d'Or et Croissant d'Or : des mosaïques territoriales 312
La territorialisation par, pour, et contre l'opium : l'espace convoité 315

Chapitre VIII
Le moteur des grands rapports de force asiatiques ... 319
Triangle d'Or et Croissant d'Or : des angles géopolitiques 319
Deux angles géographiques majeurs de l'Asie 319
De l'émergence historique des angles géopolitiques du Triangle d'Or et du Croissant d'Or 322
Des angles aux carrefours régionaux et continentaux : entre enclavement et centralité 329
Une similarité de situations géopolitiques : relations Afghanistan – Pakistan et Birmanie – Thaïlande 335
De la nature historique de deux frontières de types similaires 335
Deux régions frontalières soumises à des flux similaires 341
Des relations transfrontalières et bilatérales similaires : du jeu du narcotrafic 347
Les puzzles régionaux des relations internationales 355
L'émergence du Triangle d'Or et du Croissant d'Or dans les contextes régionaux de la guerre froide 355
La péninsule indochinoise entre Inde et Chine : rivalités autour de la Birmanie 364
Un « Great Game » éclaté en Asie du Sud-Ouest 375

Chapitre IX
Le nœud gordien de l'intégration 383
L'Afghanistan et la Birmanie, entre isolationnisme et isolement 383
Perspectives historiques et culturelles : de l'isolationnisme afghan 383
Perspectives historiques et culturelles : de l'isolationnisme birman 388
L'isolement international de deux Etats parias 392
Diversités, disparités, fragmentation politique et rôle de la guerre 399
Disparités et fragmentation politique dans les conflits afghan et birman 399
La dialectique drogue – conflit au cœur de la problématique du recours à l'économie de la drogue ... 406
La structuration de l'économie de la drogue par la guerre 411
Intégration et Etat : le rôle des acteurs étatiques et non-étatiques 418
Exclusion et intégration dans les sociétés polyethniques 418
Un accès inique aux ressources économiques et au pouvoir 423
La problématique étatique : efficacité politique, légitimité et stabilité 428

Conclusion 433

ANNEXES

Table des graphiques et des tableaux

A. Cultures illicites pavot et production d'opium, 1988 à 2000 444-445

B. Superficies cultivées en pavot et production d'opium de 1989 à 2000 : Afghanistan, Birmanie, Laos et reste du monde 446-447

C. Superficies cultivées en pavot en Afghanistan entre 1986 et 2001 448

D. Production d'opium en Afghanistan et saisies d'opiacés en équivalent opium dans les pays de l'OCE 449

E. Production d'opium en Birmanie selon différentes sources (1967-2000) et production d'opium en Asie du Sud-Est (1979-2000) 450-451

Table des cartes

CARTE 1 *Sites archéologiques majeurs et routes de la diffusion du pavot à opium* 455

CARTE 2 *Routes commerciales chinoises et axes possibles de diffusion du pavot* 456

CARTE 3 *Le trafic d'opium du Kuomintang vers 1915 et les étapes « extraterritoriales »* 457

CARTE 4 *Routes caravanières majeures des Haw (Hui ou Panthay) au XIX^e siècle* 458

CARTE 5 *Le Triangle d'Or et le Croissant d'Or dans l'Asie montagneuse* 459

CARTE 6 *Croissant d'Or : production d'opium en 1996* 460

CARTE 7 *Triangle d'Or : production d'opium en 1996* 461

CARTE 8 *Les itinéraires majeurs du narcotrafic en Asie en 2000* 462

CARTE 9 *Triangle d'Or : narcotrafic birman vers l'Inde et la Chine (2000)* 463

CARTE 10 *Triangle d'Or : narcotrafic de la frontière birmano-thaïlandaise en 2000* 464
CARTE 11 *Triangle d'Or : la Thaïlande au centre du narcotrafic (2000)* 465
CARTE 12 *Narcotrafic dans le Croissant d'Or en 2000 : Afghanistan, Pakistan* 466
CARTE 13 *Croissant d'Or : narcotrafic autour du Baloutchistan en 2000* 467
CARTE 14 *Croissant d'Or : narcotrafic autour de l'Iran en 2000* 468
CARTE 15 *Croissant d'Or : les itinéraires septentrionaux du narcotrafic en 2000* 469
CARTE 16 *Birmanie : Etat, divisions et routes internes et périphériques* 470
CARTE 17 *Laos : Provinces et routes internes et périphériques* 471
CARTE 18 *Thaïlande : Provinces* 472
CARTE 19 *Afghanistan : Provinces et routes internes et périphériques* 473
CARTE 20 *Iran : Provinces et routes internes et périphériques* 474
CARTE 21 *Pakistan : Provinces et routes internes et périphériques* 475
CARTE 22 *Pachtounistan : Revendication afghane du Pachtounistan* 476
CARTE 23 *Pakistan : la North West Frontier Province* 477
CARTE 24 *Expansions britannique et française autour du Siam (1831-1914)* 478
CARTE 25 *Progressions territoriales russes et britanniques autour de l'Afghanistan : 1734-1920* 479
CARTE 26 *Principaux axes de communications asiatiques autour de la barrière montagneuse centrale et contournements ouest et est* 480
CARTE 27 *Système territorial et frontalier anglo-russe en Asie en 1914* 481

Table des abréviations, acronymes et sigles 483

Table des poids et mesures 487

Bibliographie 489

Index toponymique et coordonnées géographiques 511

Index général 519

Quelles réalités économiques, politiques et militaires se cachent derrière les phénomènes de société que sont la production de drogues illicites dans les pays du Sud et leur consommation dans les pays industrialisés ?

Si l'opium est cultivé et consommé depuis la plus haute Antiquité, sa production à large échelle en Asie est, quant à elle, étroitement liée à la colonisation britannique d'abord, et à la Guerre froide par la suite. En effet, après la Deuxième Guerre mondiale, les troupes nationalistes chinoises dans le Triangle d'Or, et plus récemment les moudjahidins afghans, puis les talibans dans le Croissant d'Or, ont eu recours à l'économie de l'opium pour financer leurs guerres, bénéficiant de l'appui bienveillant de la CIA dans leur lutte contre le communisme.

Aujourd'hui, ces mouvements, ayant perdu leurs motivations et apparences idéologiques, ont donné naissance à d'autres groupes, bien organisés et puissamment armés, plus actifs que jamais. En Asie, l'opium, de nerf de la guerre en est devenu l'enjeu, avec ses multiples conséquences géopolitiques dans les pays du Sud et ses retombées sociales et économiques dans nos sociétés occidentales.

En comparant l'Afghanistan et la Birmanie, emblématiques des deux espaces majeurs de production d'opium et d'héroïne que sont le Croissant d'Or et le Triangle d'Or, l'auteur a effectué un véritable travail d'investigation et d'analyse pour identifier les acteurs, localiser les réseaux, évaluer les enjeux géopolitiques et expliquer les logiques fondamentales d'une production qui alimente un marché aux profits vertigineux et aux implications mondiales.

PIERRE-ARNAUD CHOUVY est géographe et chargé de recherches au CNRS. Ses travaux portent sur l'Asie, ses territoires en crise et les activités illicites qui y ont cours, notamment l'économie de la drogue.

ISBN 2-88086-283-3

ÉDITIONS **OLIZANE** GENÈVE – SUISSE

Space and Polity, 2015
http://dx.doi.org/10.1080/13562576.2015.1052348

Routledge
Taylor & Francis Group

The myth of the narco-state

Pierre-Arnaud Chouvy*

Centre national de la recherche scientifique (CNRS), Paris, France

(*Received 15 October 2014; accepted 8 May 2015*)

Despite being used repeatedly in different contexts, the term "narco-state" has never been satisfactorily defined or explained. In fact, the existence of the narco-state is almost always taken for granted. This article will argue, on the basis of a review of existing definitions and of selected case studies, that there is no such thing as a narco-state and that using the term tends to oversimplify if not mask the complex socio-political and economic realities of drug-producing countries. The narco-state notion will be debated and opposed in terms of politics, territory, and economics.

Keywords: narco-state; definition; rentier state; territory; politics; economics

Downloaded by [82.121.114.13] at 03:26 11 June 2015

Introduction

Virtually every single illegal drug-producing and/or drug-trafficking country in the world has one day or another been referred to as a narco-state or has been issued warnings against becoming a narco-state, whether by the United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC), by senior counternarcotics officials, by heads of states and other politicians or, of course, by journalists and academics. The term has become extremely common despite a pervasive lack of definition. It seems that what a narco-state is, or is supposed to be, provided that it exists, is mostly assumed. As a consequence, the menace or threat that the simple reference to the narco-state implies is also assumed, maybe in part because something that is undefined is pretty much unknown and makes for the ideal menace or threat. While this is not the subject of this article, it must be stressed from the onset that the elusiveness of the term explains much of its discursive power and success as its undefined nature makes it an amorphous category that can be used to refer to very diverse states: this makes labelling a country a narco-state all the easier and can serve the interests of foreign powers by delegitimizing particular regimes or states and by calling for various forms of interventions and political interference.

In this article, we first briefly review the range of definitions that exist in the literature and address their limitations, especially how their vagueness tends to trivialize the notion of the narco-state by qualifying most countries as narco-states on the sole basis of their drug-tainted economies. We then determine what criteria we deem the most pertinent to describe so-called narco-states: the economic importance of the drug industry relative to a country's economy; the surface areas dedicated to illegal drug crops compared to the arable or cultivated land of a given country; the active involvement of the state in the illegal drug economy. It is on the basis of such criteria that we show that neither Afghanistan nor North Korea, arguably the

*Email: pachouvy@geopium.org

© 2015 Taylor & Francis

world's two most drug-tainted economies, qualify as narco-states. We consequently argue that narco-states are nowhere to be found.

The ubiquitous but elusive narco-state

Guinea-Bissau's narco-state story is typical of how the news media very often refer to so-called – and alleged – narco-states: either by being content with quoting official reports or statements, sometimes inaccurately, or by sensationalizing their titles. This happened when the British newspaper The Observer reported in 2008 on "How a tiny West African country became the world's first narco state", stating, without defining what a narco-state was, that the UNODC called Guinea-Bissau the continent's – not the world's – "first narco-state" (How a tiny West African country became the world's first narco state, 2008). In fact, the UNODC has repeatedly warned against Afghanistan and other countries "being on the brink of becoming narco-states", or "moving from narcoeconomy to narco-state" (2006, p. iii), yet without defining what a narco-state is, or what a narcoeconomy is, or how it differs in degree or nature from a narco-state. Lack of definition is actually often made worse by the frequent association of highly debated and confusing notions. Such is the case of the "narcokleptocracy" first mentioned in 1989 to describe how the Panamanian government ended being funded with drug money (US Congress, 1989, p. 84). There are also mentions, without definitions of any sort, of "failed narco-states" (Marcy, 2010, p. 71) or of "narco-mafia states" (Tadjbakhsh, 2008, p. 6).

While the lack of definition can explain the prevalence of the narco-state phrase amongst politicians who want to delegitimize a given country or who wish to pressure a given government into action, the use of such an undefined notion by academics is less understandable. In fact, many if not most academics resort to the "narco-state" notion without defining it, as is the case with Jonathan Marshall who explains, in an otherwise significant book, that "Lebanon arguably declined from a narco-state to a failed state" (Marshall, 2012, p. 3): as if a narco-state was a superior state category. Still, some academics have provided various levels of definition of what a narco-state is or is supposed to be. In his 1972 seminal work *The Politics of Heroin* Alfred W. McCoy did not refer to the narco-state. Nor can any such mention be found in a 1991 revised edition. However, in a largely updated 2003 edition, McCoy referred to what had then become a widely used notion, as if it had become so pervasive that it could no longer be avoided. He explained how in Pakistan and Mexico "drugs had achieved the multifaceted mix of economic and institutional influence that defines a narco-state" (McCoy, 2003, p. 23). Yet, while such a description gives a sense of a narco-state's nature, it does not explain at which point a given state becomes a narco-state. In fact, so-called narco-states do not seem to be defined by most authors by much more than by reference to government corruption in drug-producing and/or -trafficking countries, despite the fact that corruption is usually described according to its nature, or to its scale and/or to the sector it affects, not according to the economic resource at stake. Why, then, is drug-related corruption singled out as it is when referring to a narco-state?

Most attempts at defining alleged narco-states basically describe forms and levels of drug-related corruption, not why or how a given state can legitimately be called a narco-state rather than a corrupt state. This is the case with Jordan who does not define the narco-state *per se* but rather what he calls narcostatization: "the corruption of the political regime as a result of narcotics trafficking" (1999, p. 9). He distinguishes between "narcodemocracies", "narcoauthoritarian regimes" and "narcoanocracies", and proposes five levels of narcostatization (from incipient to advanced) according to which a narco-state would be characterized by the "compliance of ministries, in addition to judiciary and police, with organized crime"; with "a president surrounded by compromised officials"; with a "possible complicity of the presidency itself" (Jordan, 1999, table 2). This typology – rather than a proper definition – eventually focuses more on the

Downloaded by [82.121.114.13] at 03:26 11 June 2015

corruption of the state than on any supposed "narco" nature of the state, and it also proves too vague and limited in scope to determine which countries are or are not narco-states.

In a Ph.D. thesis questioning the narco-state and failed state statuses of Guinea-Bissau, Ashley Neese Bybee stresses that "as often as the term is used, consensus on a single definition of 'Narco-State' has not emerged". Despite warning against the use of the term "narco-state", Neese Bybee eventually refrains from a critical approach and simply defines the narco-state as "a state whose political, economic, security, or social institutions have been impacted to some extent by the drug trade" (2011, p. 97), yet without usable metrics and/or thresholds. As for Julia Buxton, she explains that "the term 'narco-state' refers to those countries where criminal organizations connected to the drug trade acquire an institutionalized presence in the state". Although institutionalization is obviously a very important phenomenon when the state is concerned, she does not explain what she means by an "institutionalized presence", nor does she detail the process behind it. In fact it seems that Buxton refers to the penetration of the state's institutions by the criminal organizations through what she calls "narco-corruption" (2006, p. 129). Here again the definition of the narco-state is rather incomplete and unconvincing for its criteria cannot be used to determine precisely which countries are narco-states or not.

Only Weiner critically addressed the issue of the narco-state's definition, stressing how the "use of the prefix 'narco', mainly by politicians and journalists, has ballooned to become almost ludicrous" (2004, p. 4). Yet Weiner bases most of his efforts at definition on a short description by the International Monetary Fund that explains that a narco-state is "where all legitimate institutions become penetrated by the power and wealth of traffickers" (IMF, 2003, p. 45). Weiner, after rightly dismissing various definition efforts by other authors for being often "vague and distracted by irrelevant terms" (p. 6), eventually defines the narco-state as "a state where drug networks are able to control and regulate the coercive instruments of the state, financial apparatus and government executive and policy to facilitate narcotics production, refining and trafficking" (p. 18). The problem with his definition is that it refers to a state that became controlled by drug-trafficking organizations rather than to a state that actively controls, if not encourages, drug productions and networks. In the end, rather oddly, Weiner cannot find any state to match his definition but refrains, nevertheless, from dismissing the narco-state notion. Still, he explains that a narco-state "may exist only in a Weberian 'ideal-type' manifestation" (p. 11), as if a narco-state could exist only as an idea and not in reality (ideal-types are pure types of existing phenomenon, which means that, to exist, the narco-state's ideal-type needs to be extrapolated on the basis of real-world narco-states).

It is on the basis of Weiner's definition that Letizia Paoli, Victoria A. Greenfield and Peter Reuter have asked to what extent Afghanistan and Burma are "narco-states". In the cases of both countries, the authors eventually dismiss the narco-state notion, mainly, and rightly in my opinion (see *infra*), because of the lack of control exerted by both the Afghan and Burmese states over their territories. In their chapter on Afghanistan and Burma the authors do not define what a narco-state is but they explain that there are two main conditions for a narco-state to exist: "a country that is economically dependent on the illicit drug economy" and "in which the government elites are complicit in the illicit drug trade" (Paoli, Greenfield, & Reuter, 2009, pp. 142–143). The authors stop short of explaining what degree and form of dependence they refer to or what they mean by complicity. However, later on, the same authors posit the rise of a narco-state in Tajikistan on the basis of different criteria, that is, where "leaders of the most powerful trafficking groups occupy high-ranking government positions and misuse state structures for their own illicit businesses" (p. 181). This is based on such an equivocal definition that the authors then declare that "Tajikistan has become, in less than 10 years, a veritable narco-state" (p. 197) (suggesting, it seems, that there are false narco-states).

Downloaded by [82.121.114.13] at 03:26 11 June 2015

The last definition to be mentioned here is that of the French Geopolitical Drug Watch that described a narco-state as "a state that, or in which state institutions, benefit directly and in a significant or even a major way, from illegal drug proceeds" (Observatoire géopolitique des drogues, 1994, pp. 12–14). Here again the definition proves too vague to be used to determine accurately which countries are narco-states. Moreover, the narco-state is oddly described as a state that benefits rather passively from – instead of actively developing – the illegal drug trade.

All the above attempts to define the narco-state are lacking in various ways. As Weiner rightfully put it, too many attempts of this sort are "vague and distracted by irrelevant terms". Also, most of them refer to the corruption of state and/or government officials by illegal drug funds but do not explain why speaking of narco-states rather than of corrupt states is justified (as if naming a state after the resource used for corruption is only justified when illegal drug production or trafficking is the resource). In any case, the extent of the drug-related corruption, or of the economic dependence of a given state or country on an illegal drug industry, is never defined precisely enough, whether in terms of metrics or threshold. Nor is the level of penetration of state institutions. The lack of territorial control experienced by the state in many drug-producing countries and its consequence on the pertinence of calling such states narco-states are also barely addressed. Pertinent criteria are therefore needed in order to decide if narco-states exist or not and, if they do, which countries qualify as narco-states.

Downloaded by [82.121.114.13] at 03:26 11 June 2015

Is a narco-state a rentier state?

The first thing about a narco-state, obviously, is that it is a state, that is, according to Migdal, an

> organization, composed of numerous agencies led and coordinated by the state's leadership (executive authority) that has the ability or authority to make and implement the binding rules for all the people as well as the parameters of rule making for other social organizations in a given territory, using force if necessary to have its way. (Migdal, 1988, p. 19)

States that are referred to as narco-states, rightly or not, all happen to be those late and less developed states that Douglass C. North et al. call "natural states" or "limited access orders" whose patterns are characterized, notably, by "polities without generalized consent of the governed" and by a "predominance of social relationships organized along personal lines, including privileges, social hierarchies, laws that are enforced unequally, insecure property rights, and a pervasive sense that not all individuals were created or are equal" (North, Walls, & Weingats, 2009, p. 12). In such natural states, "the positions, privileges, and rents of the individual elites in the dominant coalition depend on the limited entry enforced by the continued existence of the regime" and rent-seeking can easily amount to corruption or other unequal competitive processes (North et al., 2009, p. 20). This is in part why Migdal warns that there is a danger in making the state anthropomorphic, and that "where state coherence is low, reference to the state leadership or executive authority as if it *were* the state or, worse yet, reference to *the* state without regard to differences within it could be downright misleading" (Migdal, 1988, p. 19).

This is one reason why calling Afghanistan a narco-state is somehow problematic since the country has been under no or very little state authority for years. In this case and in that of many other weak or even failed states, the state clearly lacks the "ability or authority to make and implement the binding rules for all the people as well as the parameters of rule making for other social organizations" in its territory, even by force. The same is true of Burma, where some of the world's longest armed insurgencies persist and where the state, far from being a monolithic and homogenous organization, has never had the political and material means to enforce official anti-drug laws (whether through repression or economic incentives) over its

territory (whether or not state actors and successive governments have ever been willing to do so). Reducing or suppressing illegal drug production and/or trafficking in weak or failed states is most often beyond governmental and institutional capabilities, because of power rivalries and armed contestations, or (geo)political realism and pragmatism (such as in Morocco). Even basic economic laws and legal procedures can be difficult if not impossible to enforce, as exemplified by the fact that, very often, "natural states cannot issue something as seemingly simple as a driver's license on impersonal basis" (North et al., 2009, p. 11).

The absolute and relative importance of illegal crop superficies would then seem to be an important criterion to include in a definition of the narco-state, provided that the illegal crops are grown in areas under the effective control of the state. Following the same logic, the absolute and relative economic importance of an illegal drug industry in a given country can be related to the penetration of the state institutions by drug-trafficking organizations and to the corruption of the government. All things considered, it seems that a so-called narco-state must be a country in which the resort to illegal drug production and/or trafficking is part of the official state policy with the government organizing drug production and/or trafficking through the involvement of state and/or non-state actors. Without going as far as Aureano (2001, p. 3) when he writes that the narco-state "implies the existence of a state who would devote its most important resources and those of the civil society to the benefit of the drug industry", we can say that for a narco-state to exist illegal drug production and/or trafficking must be sponsored and planned by the state, whether the state's most important resources are devoted to drug production and/or trafficking, or not.

Obviously, no state resorts to illegal drug production or trafficking as part of an official policy as no such ideal narco-state can exist within the international system without becoming a pariah. In fact, the only country that could well be a narco-state, on the sole basis of resorting to drug production and trafficking as part of a state's (unofficial) policy, the Democratic People's Republic of Korea, can be said to be a pariah. Since defaulting on its international debt in 1975 the North Korean state allegedly resorts to illegal activities such as counterfeiting money and producing and trafficking opium, heroin and methamphetamine, in part so that its embassies can be financially autonomous (Chestnut, 2007, pp. 85, 89). Yet very little is known about illegal drug production and trafficking by the North Korean state, whether about the areas cultivated with opium poppies or the revenues obtained from heroin and methamphetamine production and trafficking. What is known is that opium production and exportation (trafficking) was reportedly developed after a countrywide public order to produce opium was issued by the Korean state in the early 1990s (until then opiates were reportedly only purchased by North Korean diplomats for resale). It is also known from defectors that "drug processing and counterfeit currency manufacturing took place at state-run factories", and that "opiates, and later methamphetamines, were processed and plastic-wrapped at refinement plants established in consultation with Southeast Asian experts and run by state security" (Chestnut, 2007, p. 89). How much North Korea earns from illegal activities is not known in detail but US officials estimated in 2005 the country's "total income from criminal activities at $500 million, an amount roughly equal to income from arms sales and 35–40 percent of the income provided by legitimate exports" (p. 92).

If these figures are accurate North Korea is most likely the closest to what a narco-state (i.e. a rentier state comparable to a petro-state) would be if the economic criterion were to be considered the most pertinent. Yet for a state to be called a narco-state purely on an economic basis, the revenues procured to the state through illegal drug production and/or trafficking have to be vital to state stability: as we will see, both resource abundance and dependence are needed to qualify a state as a rentier state. While North Korea clearly relies on illegal drug revenues and other illegal activities, it is not clear to US officials and various observers if the "contribution of criminal activity to regime stability" is vital or not (Chestnut, 2007, p. 93). In any case, calling North

Downloaded by [82.121.114.13] at 03:26 11 June 2015

Korea a narco-state remains problematic since illegal drug proceeds are most likely matched, if not surpassed (according to most observers), by illegal arms sales (Hurst, 2005; Perl, 2003): North Korea would therefore qualify more as an "arm-state" than as a similarly awkwardly named "narco-state". Interestingly, while the US Department of State mentions estimates of 4200–7000 hectares of poppy cultivation and of 30–44 metric tons of opium being produced annually (with an expected yield of 3–4.5 metric tons of heroin) in the early 2000s, it also makes clear that such "estimates have not been confirmed", that "reports of extensive opium cultivation in North Korea are dated" and that "agricultural problems in North Korea, including flooding and shortages of fertilizer and insecticides, suggest that current opium production might well be below these estimates" (US Department of State, 2002, pp. VIII-46–47). What brings North Korea closer to an ideal narco-state is the fact that it is most probably the only country in which state-sponsored illegal drug production and trafficking takes place.

Only Afghanistan could match or rival North Korea when, in the 2000s, its drug economy was estimated to be *equivalent to* 61% of Afghanistan's GDP, that is, when it amounted to 37% of the entire (legal and illegal) Afghan economy (UNODC, 2006, p. 9). But that was until Afghanistan's legal economy grew enough to significantly reduce the relative importance of its drug economy (despite an increase in cultivation) with the Afghan opium industry *equivalent to* only 15% of the country's GDP in 2013, that is, when it amounted to about 13% of the entire Afghan economy (UNODC, 2013, p. 70). In Morocco, the hashish industry was estimated by the UNODC to be *equivalent to* only 0.57% of the GDP in 2003, when production was likely to be at its highest (UNODC, 2003, p. 5). Yet, in the mid-1990s, the hashish industry was said to be the country's main foreign exchange earner and to *be equivalent to* 55% of the country's official export earnings (OGD, 1994, pp. 31–55). It would be difficult, in the end, to call Afghanistan and Morocco narco-states based on such "low" incomes derived from their respective drug industries; or, for that matter, as we will see later, on the basis of their surface areas cultivated with poppies and/or cannabis.

According to the above-mentioned economic data, can so-called narco-states qualify as rentier states? According to their drug production outputs and their absolute and relative economic importance, neither Afghanistan's nor North Korea's states are characterized by both the resource abundance and resource dependence that define rentier states (Brunnschweiler, 2008, p. 401). They clearly cannot be compared to those petro-states that Terry Lynn Karl described as the rentier states "par excellence" (Karl, 1999, p. 36) or to other "mineral economies" that Gobind Nankani qualified as "developing countries in which the share of mineral production in GDP and of mineral exports in total exports render the keystone of the economy", with "guiding thresholds" of 10% or more of GDP and 40% of total merchandise exports (in the mid-1970s) (Nankani, 1979: p. i, note 1). While Afghanistan and North Korea may be compared to petro-states on the basis of such metrics and thresholds, they clearly do not qualify as rentier states because their drug economies do not provide them with the "substantial *external rent*" that characterizes a rentier economy according to Hazem Beblawi. Rather, their drug economies result from a "domestic productive sector", that is, "a situation of domestic payment transfer in a productive economy" that should not be confused with a rent (Beblawi, 1990, p. 51). Also, in a rentier state, the state (or the government) must be "the principal recipient of the external rent in the economy", a rent that is redistributed to the population and makes the rentier state, to use Giacomo Luciani's distinction, an allocative state rather than a productive state (Beblawi, 1990, p. 53; Luciani, 1987).

North Korea is most likely the principal recipient of what is an internal rent rather than an external rent but it remains, like Afghanistan, Burma, Colombia, Morocco, etc., a production state. While states that derive a large source of revenues solely from drug trafficking (an external rent) could be considered rentier states and therefore narco-states, none of the alleged narco-states

Downloaded by [82.121.114.13] at 03:26 11 June 2015

Downloaded by [82.121.114.13] at 03:26 11 June 2015

are allocative states and therefore none of them are rentier states. Indeed, according to Luciani, a rentier state differs from a "production state" ("a state that relies on taxation of the domestic economy for its income") in that it is an "allocation state" that "does not depend on domestic sources of revenue but rather *is* the primary source of revenue itself in the domestic economy" (Luciani, 1987, p. 63; Yates, 1996, p. 15). Luciani refers to the "allocation state" that depends on a "rentier economy" to perform its allocative function: according to him, a rentier or allocation state is a state "whose revenue derives predominantly (more than 40%) from oil or other foreign sources" and "whose expenditure is a substantial share of GDP", so that allocation (without taxation) is "the only relationship that they need to have with their domestic economy" (Luciani, 1987, pp. 70–71). This is clearly not the case in the alleged narco-states of Afghanistan, Guinea-Bissau or North Korea. Moreover, the relative importance of their drug economies to their global economy (GDP) derives in part from the usually limited size of their economy (legal and illegal, for there are non-drug-related illegal activities in every single country). Indeed, as stressed by Gavin Wright and Jesse Czelusta in their critical review of the resource curse hypothesis and literature, "the relative size of resource exports is at best an indicator of *comparative* advantage in resource products", which means that "comparative advantage in natural resources may simply reflect an absence of other internationally competitive sectors in the economy – in a word, underdevelopment" (Wright & Czelusta, 2004, p. 4). This is exemplified in Afghanistan where the growth of the legal economy lessened the relative importance of the country's drug industry in a matter of a few years (Chouvy, 2009).

This is not to say, though, that when (as in Afghanistan or in Guinea-Bissau) the size of the legal economy is small, or even smaller than that of the illegal economy, the revenue generated through illegal drug production and/or trafficking is not "central to sustaining competition within the elite", or that there are no "sufficient powerful actors […] who have a vested interest in its continuation" (Transparency International, 2014, p. 27). Indeed, as "the non-drug economy provides very few rents which could sustain patronage networks, the drugs trade is of central political importance" (Transparency International, 2014, p. 27). In fact, the existence of highly valuable resources and rents is likely to increase rent-seeking and corruption, along with political bargaining between state and private actors. According to the traditional rent-seeking theory, corruption can be seen as a particular type of rent-seeking activity (as opposed to the legitimate lobbying's open competition): "rent-seeking is called corruption when competition for preferential treatment is restricted to a few insiders and when rent-seeking expenses are valuable to the recipient" (Lambsdorff, 2002, p. 120). But, according to Lambsdorff (2002, p. 121), "corruption motivates the creation of inefficient rules that generate rents", something that does not truly fit the idea of the narco-state where corruption does not motivate the creation of rules but merely manages to avoid or bend the rules: the illegality of drug production and trafficking is not the result of rent-seeking processes in any alleged narco-state or, for that matter, in any state at all.

The narco-state vs. the lack of political and territorial control of resources

The literature about rentier states is vastly dominated by references to extraction economies, that is, mineral economies among which so-called petro-states form a large majority. In this literature as well as in the resource curse literature, references to production economies and especially to agriculturally based resource rents are almost nonexistent. In fact, some studies stress that "oil and minerals give rise to massive rents in a way that food or agricultural resources do not" (Sala-i-Martin & Subramanian, 2003, p. 9). Despite their relatively high value (at least compared to most other agricultural products), even agriculturally based illegal drug economies are absent from the literature on resource rents and rentier states. Conversely, and rather oddly, the literature on narco-states does not resort to the notions of rentier state or of rentier economies. While the

latter is difficult to understand, the fact that narco-states are not mentioned in the rentier state literature is more understandable since the value of illegal drugs at the farm gate compares unfavourably with the value of mineral resources such as oil, diamond, ore minerals, etc., but also because the geographical dimensions or spatial characteristics of agricultural drug production (closer to small-scale subsistence agriculture than to large-scale plantation agriculture) define the drug resource as distant (as opposed to proximate) and diffuse (as opposed to point). This is actually another reason why states faced with illegal drug production cannot qualify as rentier states, and even less as narco-states: because the resource that could provide a rent (even an internal one) is most often beyond the direct and complete reach and control of the state.

Distant resources are resources that are far from the centre of power, "whether through a physical relationship or a socially constructed one", or both (such as poppy, coca or cannabis cultivation in Afghanistan, in Burma, in Colombia, in Morocco) (Le Billon, 2001, pp. 569–570). Diffuse resources "are spatially spread over vast areas and access to their revenue is socio-economically dispersed", which makes them less accessible, and therefore less taxable and/or "lootable", than extracted resources: illegal drug cultivation (often small and remote fields in poorly accessible – and often peripheral – areas) is clearly a perfect example of a diffuse resource (Auty, 2001; Le Billon, 2012, pp. 28–29). Indeed, as stressed by Goodhand and Mansfield, the "diffuse, high value (and price elasticity) and fugitive qualities of drugs makes them inherently difficult for state actors to monopolise" and, one could add, to control (2010, p. 29). Also, agricultural drug production (being a lootable resource not in the sense of extracted resource but in the sense that it can be easily produced by independent individuals outside of the government's knowledge/taxation and/or opposition) is a diffuse and most often distant resource that is difficult for state actors to monopolize because, as explained by Snyder, "the *low economic barriers to entry* that characterize lootable resources make it hard for rulers to gain monopoly control of them" and also because "a further impediment to public extraction concerns the *illegality*" of such a lootable resource: state actors risk international sanctions and "illegality poses a barrier to entry for the public sector" (Snyder, 2006, p. 950). Joint extraction (meaning shared income generated by exploiting resources, whether through taxation or government-run protection rackets) is also often impossible because of international pressure and, most often, because of the state actors' incapacity to "make a credible threat of enforcing no extraction if private actors refuse to share their income" (Snyder, 2006, p. 953).

The same is true of the conditionality of so-called state-sponsored protection rackets, that is, "informal institutions through which public officials refrain from enforcing the law or, alternatively, enforce it selectively against the rivals of a criminal organization, in exchange for a share of the profits generated by the organization" (Snyder & Duran-Martinez, 2009, p. 253). Such rackets are possible provided that the state is in a position to threaten private actors with law enforcement (so that the promise not to enforce the law can be sold to those private actors who agree to share their income with state actors), which is rarely the case in Afghanistan or in Burma for example. Whether in Afghanistan, in Burma, in Pakistan or even in Morocco, forced eradication has always been difficult (politically, strategically and even materially) to implement by the state or by foreign paramilitary outfits (such as DynCorp in Afghanistan: see Chouvy, 2009, p. 115) as violent encounters between opium or cannabis farmers (or anti-government militants such as the Taliban in southern Afghanistan) and eradication teams often prevent crop destruction from occurring (Chouvy, 2009, pp. 157–170). Also, the threat of eradication is rarely a deterrent if only because, in Afghanistan for example, "the opportunity cost of planting opium poppy and having it destroyed is equal to the wheat crop that might have been cultivated in the place of poppy" (Mansfield & Pain, 2006, p. 7).

Another key criterion of the inadequacy of the narco-state notion, at least when agricultural drug production (and not drug trafficking) is concerned, is the surface area over which cultivation

Downloaded by [82.121.114.13] at 03:26 11 June 2015

takes place, territorial control being paramount for a state. Agricultural drug production would then be one significant criterion defining a narco-state. Here absolute and relative data need to be considered carefully in order to determine if a given cultivated surface area is important enough for a state to deserve being called a narco-state. For instance, Afghanistan and Morocco could hardly qualify as narco-states when they respectively cultivated 131,000 hectares of opium poppy in 2004 and 134,000 hectares of cannabis in 2003 (UNODC, 2003, 2004). Yet what matters the most here is not absolute data, even though it points to the degree of state territorial control or toleration, the Afghan state having obviously much less control over its territory than Morocco. What matters the most are relative data, both Afghanistan and Morocco devoting very limited parts of their arable lands (respectively 1.67% and 1.57%) to illegal drug crop cultivation (UNODC, 2003, 2004). Neither Afghanistan nor Morocco, then reportedly and respectively the world's foremost opium- and hashish-producing countries, devoted enough arable land to illegal poppy and cannabis cultivation to deserve being called narco-states on this basis alone: in both countries the vast majority of the arable land was then and still is cultivated with cereals, and not poppies or cannabis.

The only real difference here is that in 2003 the Afghan state was then being (re)built and was clearly not in control of the entire country, even though the insurgency had not yet reached the levels known in the mid-2010s. In terms of absolute territorial control, the Afghan state was at the time lacking the means to enforce the monopoly of the legitimate use of force over its territory. Law enforcement was then – and still is – extremely difficult if not impossible to achieve. As Goodhand wrote in, 2008: "Large swathes of the south have now become 'non-state spaces' where the government has neither the capacity nor the legitimacy to mobilize capital or coercion in order to enforce institutions of joint control (or no extraction)" (2008, p. 414).

To the contrary, the Moroccan state was and still is in full control of its territory, where its writ is unchallenged by armed insurgencies. Yet the tense socio-economic situation of the impoverished Rif region, where cannabis is grown, most likely prevents the authorities from acting decisively against the hashish economy. The Moroccan state formally controls its territory but has no other choice, economically, socially and even politically, than to tacitly tolerate hashish production and trafficking in the centre of the Rif: a region where cannabis cultivation has been inherited from a long, complex and violent history of rivalries, tolerance and contestation (Chouvy, 2005, 2008). Cannabis cultivation in Morocco can be said to benefit from the socio-political and economic context of the Rif, as well as from large-scale corruption, but it clearly does not entitle Morocco to be considered a narco-state.

It is obviously difficult to label a weak state – that is, a state that lacks the means of effective territorial control (a vulnerable state) – or even worse, a failed state – that is, a state that cannot perform any of "the core state functions in the fields of security, representation and welfare" (a state in overt crisis) – as a narco-state (Boege, Brown, Clements, & Nolan, 2009, p. 3). Although this is not to say that a large-scale illegal opium economy, such as the one in Afghanistan, has not had "several direct and indirect impacts upon both the degree of the state and the kind of state", or that the drug economy has not "become a vehicle for accumulating power" (Goodhand, 2008, pp. 411, 412). Goodhand is correct when he writes that the "drugs economy provides a mode of accumulation that enables military and political entrepreneurs to 'capture' parts of the state"; and also when he stresses that "although drugs are a factor in political decision-making, the "narco-state" discourse exaggerates their role by raising them to a position of primacy" (2008, pp. 412, 413).

In Afghanistan as well as in all illegal drug-producing countries, North Korea apart, the drug industry is developed through private extraction regimes or through joint extraction regimes that involve rulers and private actors (Goodhand, 2008; Snyder, 2006). Only in North Korea, where the state is the closest to what a narco-state could supposedly consist of, has the illegal drug

Downloaded by [82.121.114.13] at 03:26 11 June 2015

industry been developed through a public extraction regime, the state (and not only some state actors of government officials) reportedly coercing some farmers to produce opium rather than grain on parts of the state farms land they till. That very specific case apart, most illegal drug-producing countries are weak or failing states where non-state actors are too strong to be suppressed or ignored by the state. As Migdal explains, "there can be no understanding of state capabilities in the Third World without first comprehending the social structure of which states are only one part" (1988, p. 34). He explains how "in circumstances of fragmented social control, the state has become an arena of accommodations", something that is echoed by the limited access order of North's natural state (Migdal, 1988, p. 264; North et al., 2009). It therefore appears that weak, failed or natural states that cannot reign in their strongmen-turned-drug lords, and other powerful potentially anti-government non-state actors, cannot reasonably be called narco-states. Weak and failed states are characterized by a lack of state control over certain parts of a population and/or territory while the alleged existence of a narco-state necessarily implies control and governing over drug-trafficking organizations and/or drug-producing areas. In any case – and to acknowledge that no state, whether natural or modern, weak or strong, can fully control its territory to totally prevent drug cultivation (including the USA where illegal cannabis cultivation occurs on large areas in state-owned forests) – what so-called narco-state would devote less than 2% of its arable land to drug crops, mostly, at that, outside of its direct territorial control?

Downloaded by [82.121.114.13] at 03:26 11 June 2015

Conclusion

The three most pertinent criteria by which to judge whether a given country qualifies as a narco-state are: the surface area covered by illegal drug crops; the size of the illegal drug economy relative to the overall economy and, most importantly, the state-sponsorship of illegal drug production and/or trafficking.

Contrary to what most definition attempts have described, the ideal narco-state is the opposite of a state whose institutions have been penetrated by drug-trafficking organizations or of a state whose officials have been corrupted by drug money. A state cannot qualify as a narco-state unless illegal drug production and/or trafficking are/is the result of top-down economics where the state developed, if not initiated, an illegal drug industry. For a state to be rightly categorized as a narco-state, the illegal drug industry must be state sponsored and must contribute to the majority of a country's overall economy (GDP + illegal economy or, as is now the case within the European Union, GDP that includes the illegal economy).

According to such a restrictive definition, neither North Korea nor Afghanistan, arguably the world's two most drug-tainted economies, are narco-states. This leads to the conclusion that there is no existing narco-state, and that mentions of alleged narco-states can be explained by what Alfred North Whitehead described as the "Fallacy of Misplaced Concreteness", that is, the "error of mistaking the abstract for the concrete" (Whitehead, 1925). In fact, and as James Stuart Mill wrote:

> The tendency has always been strong to believe that whatever received a name must be an entity or being, having an independent existence of its own. And if no real entity answering to the name could be found, men did not for that reason suppose that none existed, but imagined that it was something peculiarly abstruse and mysterious.[1]

The future existence of narco-states remains of course a possibility. They are part of what John Leslie terms Plato's "necessarily existing realm of possibilities" but that does not mean that any such state presently exists (Holt, 2012, p. 198). Qualifying existing states as narco-

states is only possible because of a lack of proper definitions, which makes it a perfect example of reification.

Acknowledgements

The author wishes to acknowledge the comments of Kenza Afsahi, Guillermo Aureano, Stewart Williams and two anonymous reviewers on earlier drafts of this text.

Disclosure statement

No potential conflict of interest was reported by the author.

Note

1. A note (no. 2) by John Stuart Mill in a book by Mill (1869, p. 5).

Downloaded by [82.121.114.13] at 03:26 11 June 2015

Notes on contributor

Pierre-Arnaud Chouvy is a geographer and Research Fellow with the Centre national de la recherche scientifique (CNRS) in Paris. Most of his publications are available on his website www.geopium.org.

References

Aureano, G. R. (2001). L'Etat et la prohibition de (certaines) drogues [The state and the prohibition of (certain) drugs]. *Cemoti*, *32*, Dossier « Drogue et politique », 15–38.

Auty, R. (2001). *Resource abundance and economic development*. Oxford: Oxford University Press.

Beblawi, H. (1990). The rentier state in the Arab world. In G. Luciani (Ed.), *The Arab state* (pp. 49–62). Berkeley: University of California Press.

Boege, V., Brown, A., Clements, K., & Nolan, A. (2009). *On hybrid political orders and emerging states: State formation in the context of "fragility"*. Berghof Handbook Dialogue n° 8, Berghof Research Center for Constructive Conflict Management, Berlin.

Brunnschweiler, C. N. (2008). Cursing the blessings? Natural resource abundance, institutions, and economic growth. *World Development*, *36*(3), 399–419.

Buxton, J. (2006). *The political economy of narcotics. Production, consumption, and global markets*. London: Zed Books.

Chestnut, S. (2007). Illicit activity and proliferation. North Korean smuggling networks. *International Security*, *32*(1), 80–111.

Chouvy, P.-A. (2005). Morocco said to produce nearly half of the world's hashish supply. *Jane's Intelligence Review*, *17*(11), 32–35.

Chouvy, P.-A. (2008). Production de cannabis et de haschich au Maroc: contexte et enjeux. *L'espace politique*, *4*, 5–19.

Chouvy, P.-A. (2009). *Opium. Uncovering the politics of the poppy*. London: I.B. Tauris.

Goodhand, J. (2008). Corrupting or consolidating the peace? The drugs economy and post-conflict peacebuilding in Afghanistan. *International Peacekeeping*, *15*, 405–423.

Goodhand, J., & Mansfield, D. (2010). *Drugs and (dis)order: A study of the opium trade, political settlements and state-making in Afghanistan*. Crisis states working papers series n° 2, working paper n° 83, London: Crisis States Research Centre.

Holt, J. (2012). *Why does the world exist*? New York: Liveright Publishing Corporation.

How a tiny West African country became the world's first narco state. (2008, March 9). *The Observer*.

Hurst, C. (2005). North Korea. A government-sponsored drug trafficking network. *Military Review*, September–October 2005.

International Monetary Fund. (2003). *Islamic state of Afghanistan: Rebuilding a macroeconomic framework for reconstruction and growth* (IMF country report n° 03/299). Washington, DC: Author.

Jordan, J. (1999). *Drug politics: Dirty money and democracies*. Norman: University of Oklahoma Press.

Karl, T. L. (1999). The perils of the petro-state: Reflections on the paradox of plenty. *Journal of International Affairs*, *53*(1), 31–48.
Lambsdorff, J. G. (2002). Corruption and rent-seeking. *Public Choice*, *113*, 97–125.
Le Billon, P. (2001). The political ecology of war: Natural resources and armed conflicts. *Political Geography*, *20*, 561–584.
Le Billon, P. (2012). *Wars of plunder. Conflicts, profits and the politics of resources*. London: Hurst & Company.
Luciani, G. (1987). Allocation vs. production states: A theoretical framework. In G. Luciani & H. Beblawi (Eds.), *The rentier state* (pp. 63–82). London: Croom Helm.
Mansfield, D., & Pain, A. (2006). *Opium poppy eradication: How to raise risk when there is nothing to lose?* AREU Briefing Paper, August 2006, Kabul: Afghanistan Research and Evaluation Unit.
Marcy, W. L. (2010). *The politics of cocaine: How US. Policy has created a thriving drug industry in central and South America*. Chicago, IL: Lawrence Hill Books.
Marshall, J. V. (2012). *The Lebanese connection. Corruption, civil war, and the international drug traffic*. Stanford, CA: Stanford University Press.
McCoy, A. W. (2003). *The politics of heroin. CIA complicity in the global drug trade (Afghanistan, Southeast Asia, Central America, Colombia)*. New York: Lawrence Hill Books.
Migdal, J. S. (1988). *Strong societies and weak states. State-society relations and state capabilities in the third world*. Princeton, NJ: Princeton University Press.
Mill, J. (1869). *Analysis of the phenomena of the human mind*. Volume 2. London: Longmans, Green, Reader, and Dyer.
Nankani, G. T. (1979). *Development problems of mineral exporting countries*. World Bank staff working paper 354, Washington: World Bank.
Neese Bybee, A. (2011). *Narco-state or failed state? Narcotics and politics in guinea-bissau*. PhD in Public Policy. George Mason University.
North, D. C., Walls, J. J., & Weingats, B. R. (2009). *Violence and social orders. A conceptual framework for interpreting recorded human history.* Cambridge: Cambridge University Press.
Observatoire géopolitique des drogues [Geopolitical Drug Watch]. (1994). *Etat des drogues, drogues des Etats* [State of the drugs, drugs of the states]. Paris: Hachette.
Paoli, L., Greenfield, V. A., Reuter, P. (2009). *The world heroin market. Can supply be Cut?* Oxford: Oxford University Press.
Perl, R. F. (2003). *Drug trafficking and North Korea: Issues for US policy*. CRS Report for Congress, Congressional Research Service. Washington, DC: United States Congress.
Sala-i-Martin, X., & Subramanian, A. (2003). *Addressing the natural resource curse: An illustration from Nigeria*. Working paper 9804, NBER working paper series. Cambridge: National Bureau of Economic Research.
Snyder, R. (2006). Does lootable wealth breed disorder? A political economy of extraction framework. *Comparative Political Studies*, *39*, 943–968.
Snyder, R., & Duran-Martinez, A. (2009). Does illegality breed violence? Drug trafficking and state-sponsored protection rackets. *Crime, Law and Social Change*, *52*(3), 253–273.
Tadjbakhsh, S. (2008). Failed narco-state or a human security failure? Ethical and methodological ruptures with a traditional read of the Afghan Quagmire. In H. G. Brauch, Ú. O. Spring, J. Grin, C. Mesjasz, P. Kameri-Mbote, N. Behera, … H. Krummenacher (Eds.), *Facing global environmental change: Environmental, human, energy, food, health and water security concepts* (pp. 1127–1244). Berlin: Springer.
Transparency International. (2014). *Corruption as a threat to stability and peace*. Berlin: Author.
United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC). (2003). *Maroc. EEnquête sur le cannabis 2003*. Vienna: United Nations.
UNODC. (2004). *Afghanistan opium survey 2004*. Vienna: United Nations.
UNODC. (2006). *Afghanistan opium survey 2006*. Vienna: United Nations.
UNODC. (2013). *Afghanistan opium survey 2013*. Vienna: United Nations.
US Congress. (1989). *Drugs, law enforcement and foreign policy.* House of representatives. Committee on foreign relations. Subcommittee on terrorism, narcotics and international operations. Report in the matter of representative John F. Kerry.100th Cong., 2d sess., S. Prt. 100–165.
US Department of State (2002). *International narcotics control strategy report 2001*. Bureau of international narcotics and law enforcement affairs, US state department, March 2002.
Weiner, M. (2004). *An Afghan "narco-state"? Dynamics, assessment and security implications if the Afghan opium industry.* Canberra Papers on Strategy and Defence n° 58. Strategic Defence Studies Centre. Canberra: Australian National University.

Downloaded by [82.121.114.13] at 03:26 11 June 2015

Whitehead, A. N. (1925). *Science and the modern world*. Cambridge: Cambridge University Press.
Wright, G., & Czelusta, J. (2004). *Mineral resources and economic development* (Working Paper n° 209). Stanford Center for International Development, Stanford: Stanford University.
Yates, D. A. (1996). *The rentier state in Africa: Oil rent dependency and neocolonialism in the republic of Gabon*. Trenton: Africa World Press.

Downloaded by [82.121.114.13] at 03:26 11 June 2015

Illegal Opium Production in the Mishmi Hills of Arunachal Pradesh, India*

Pierre-Arnaud Chouvy[1]

Introduction

Illegal opium poppy (*Papaver somniferum* L.) cultivation in India is likely to have been greatly underestimated for years. This is what data on the forced eradication of illegal opium poppy crops in the whole of India tend to show, as the eradication of illegally cultivated areas often surpasses legally cultivated areas. Recent estimates of illegal cultivation in some parts of Arunachal Pradesh also confirm that India's illegal opium production is much larger than is usually acknowledged. The remote and isolated state of Arunachal Pradesh, located in northeast India, on the borders of Bhutan, China (Tibet) and Burma, is now known to be an important source of illegal opium. Illegal poppy cultivation has long existed there, but is likely to have largely increased in the last decade, especially in the northernmost part of the state, in the Anjaw and Lohit districts.

In this article I first look at the absolute and relative importance of India's illegal opium poppy cultivation,which could actually surpass the legal cultivation of opium poppy. The state of Arunachal Pradesh serves as an example of how important illegal opium production is in India and how it is largely ignored. This is all the more important because it shows that India is probably one of the world's major illegal opium producers, even without taking into account the diversion from legal cultivation (which is likely to have been overestimated). It also matters because it shows that, despite what is widely assumed, the diversion from legal cultivation is unlikely to be the main problem faced by India. Last but not least, a better understanding of what is taking place in Arunachal Pradesh also matters because the economic underdevelopment of the state and of some of its poorest inhabitants is one of the causes of illegal opium production in the state. If successful counter-narcotic policies and actions are to be designed

* The author wishes to acknowledge the comments of Ambika Aiyadurai, Romesh Bhattacharji, David Mansfield and Bertil Lintner on earlier drafts of this text.

1 Geographer and Research Fellow at CNRS (Paris, France). Publishes www.geopium.org.

and implemented, the history and context of illegal opium production in Arunachal Pradesh must be better understood.

The rather understudied history of opium production in Assam and in Arunachal Pradesh, the state that was carved out of Assam between 1974 and 1987, will then be looked at in the greatest detail possible. We will then be able to address the role played by the Mishmi people in contemporary illegal opium production in Arunachal Pradesh. It must be made clear from the onset that other people than the Mishmi resort to illegal opium production in different areas of Arunachal Pradesh and that this paper only focuses on the Mishmi because the only existing data on opium production is for the districts that are inhabited by the Mishmi (INSA 2010). Explaining the history and economic strategies of the Mishmi is a necessary prerequisite to understanding their increasing resort to illegal opium production. When and why did the Mishmi start producing opium and what are the various drivers of their growing dependency on the illegal opium economy? Those are the questions that are asked in this paper, even if the answers are still limited at this stage.

Arunachal Pradesh has been subject to very little scholarly attention, most Indian scholars regard it as peripheral and very few foreign scholars having been allowed to enter this region[2]. As a consequence, Arunachal Pradesh is one of the least studied states of India and very little is known about the current illegal opium production there and about the history and dynamics of its development. This article is a first attempt to bring light upon this largely ignored phenomenon.

This research was conducted over three years and employed a mixed-methods approach to data collection. The available literature on Arunachal Pradesh and on opium production in this region was consulted: books, academic papers and unpublished reports were resorted to in order to get a better understanding of when, why, where, how and to what extent opium production developed in such a remote corner of Asia. The paucity of data made field research imperative and two field trips were undertaken

2 As explained in greater details by the School of Asian and African Studies (SOAS) on the Web page dedicated to its Arunachal-focused 'Tribal Transitions' programme: http://www.soas.ac.uk/tribaltransitions/description/ (page retrieved on 10 January 2011). However, there are dozens of books of variable quality that have been published by Indian authors in the last 20 years and a few PhD students were doing some fieldwork in Arunachal in 2012-2014.

during the opium harvesting seasons of January-February 2012 and 2014. A qualitative study was carried out through interviews and unstructured discussions with NGO members, social workers, and opium farmers in the two districts of Arunachal Pradesh where illegal opium poppy cultivation is widespread (Lohit and Anjaw). Visits to opium-producing villages were planned in advance with the help of local contacts who were concerned about the area's growing drug issues (although a few villages were visited on a random basis as opium poppy cultivation is widespread and very noticeable). Villages were selected according to their location (both in the plains and in the hills) and distance from the main roads. Interviews and discussions were carried out in English and, with the help of guides and translators, in Hindi and in Mishmi (mostly in Digaru Mishmi and Miju Mishmi). Questions were asked about the history of opium production and consumption, the cultural and economic importance of opium, the economic drivers and benefits of opium production, the risks of illegally producing opium, poppy cultivation, opium harvesting and production techniques, and also about food security, legal cash crops, non-farm employment, game and other forest products, government aid, corruption, etc. It must be stressed here that, for obvious ethical and security-related reasons, the locations where personal observations were made, and the persons that were interviewed, are not specified in this paper.

The world's only legal opium exporter and a major illegal producer?

At the turn of the twenty-first century, at least ten countries illegally produced opium, while nineteen countries legally grew opium poppies for the pharmaceutical industry under strict state control (Mansfield 2001, INCB 2012: part 3). Afghanistan has been the leading illegal opium producer since at least 1991, when it reportedly surpassed Burma (respectively, according to the UN, with estimates of 1,980 and 1,728 tonnes of opium: see Chouvy (2010) for further developments) and has since produced a record-high estimate of 8,200 tonnes of opium (2007) (UNODC 2007). India, where the opium poppy has been cultivated since at least the tenth century, where opium production developed throughout the northern part of the country in the sixteenth century (under the rule of the Mughal Emperor Akbar), and where the British controlled the production and trade after 1773, is now one of the world's rare legal opium producers and the world's only legal opium exporter. Three countries other than

India (the People's Republic of China, the Democratic Republic of Korea, and Japan) legally produce opium, although only for their own domestic markets and in much smaller quantities than India. All other legal opiates exporters, including Turkey, extract the alkaloids directly from 'poppy straw' (Concentrate of Poppy Straw), that is, from the plant itself, not from opium, which is actually the dried latex obtained from incising the opium poppy's capsules, (Chouvy 2006).

Despite all the precautions taken by the Indian central government, a diversion from the legal to the illegal market, where opium can fetch prices up to four to five times higher than the minimum government price, is clearly taking place. Most observers agree that between 20-30% of the Indian legal opium crop is diverted into illegal channels, a rate that some consider to be very conservative (Charles 2004). According to some authors, the diversion from legal cultivation makes India the world's largest illegal opium producer: 'In contrast to all other illicit producers, India owes the latter distinction not to blatantly illicit cultivation but to diversion from licit cultivation' (Paoli et al. 2009: 159).

The above comment was made after 6,322 hectares of illegally cultivated opium poppies were eradicated in West Bengal alone in 2007, out of a total 8,000 hectares eradicated throughout the country, that is, more than the 5,913 hectares harvested under license in the whole of the country in 2006-2007 (in Madhya Pradesh, Rajasthan, and Uttar Pradesh) (GOI 2006: 98, INCSR 2011: India, UNODC 2011a: 59). In 2005, 439 tons of opium (compared to 1,061 in 2004) were legally produced in India and at least 4,620 tons were produced illegally in the world (GOI 2006: 113-114, UNODC 2006: 57). While opiates continue to be used worldwide, legally and illegally, as painkillers or even as panaceas, both by allopathic medicine and by non-allopathic medicines, most of the world's opium is still produced illegally and fuels a thriving illegal drugs industry and market of morphine and heroin.

The Indian Narcotics Control Bureau (NCB, India's counter-narcotics enforcement agency) and the Central Bureau of Narcotics (CBN, mainly concerned with the supervision over legal opium poppy cultivation) officially conduct eradication operations in the states of Arunachal Pradesh, Assam, Bihar, Himachal Pradesh, Jammu and Kashmir, Jharkhand, Maharashtra, Manipur, Uttarakhand and West Bengal (NCB 2012). In 2010, when 739 tons of opium were legally produced out of

12,237 hectares (average yield of 60 kg/ha paid between 808 and 1,320 INR/kg to the cultivators), about 3,000 hectares of illegally grown opium poppies were eradicated nationwide, which is much less than in 2007. In fact, eradication efforts seem to vary from year to year since about 5,800 hectares were officially eradicated in 2011 and only 1,250 hectares were reportedly cut down in 2012 (NCB 2012).

Oddly, Indian official estimates of the extent of illegal opium poppy cultivation in India never include the northeastern states of Arunachal Pradesh, Assam, Manipur, Meghalaya, Mizoram, Nagaland and Tripura, where large expanses of opium poppies can be found. In fact, no estimate exists of illegal opium poppy cultivation in the whole of the Northeast, which means that no satisfactory overall estimate of illegal cultivation in India exists. Neither India nor the United Nations Office on Drugs and Crime, which is the UN body supporting illegal drugs surveys in various countries, offer such an estimate. In the end, both the global estimate that is proposed every year by the UNODC, and the whole issue of diversion from legal opium production must be reconsidered.

Forced eradication rarely amounts to more than a small fraction of illegally cultivated areas, most often around 10%. In fact, as shown by the importance of forced eradication in 2007, and by the recent estimate of illegal cultivation in some parts of Arunachal Pradesh, as we will see, illegal opium poppy cultivation in India is likely to have been greatly underestimated for years (Chouvy 2006, 2010). Indeed, the 2012 International Narcotics Control Strategy Report (INCSR) of the US State Department mentions that the 'GOI estimates that half of India's heroin consumption and all of India's opium consumption (70 tons) were met by domestic supply' on a minimum of 7,500 hectares of illegal opium poppy cultivation (US Department of State 2012, UNODC 2011b: 14). It also explains that 'informed observers of the Indian scene downplay the role of diversion of opium from licit production to the illicit domestic market' (US Department of State 2012). What is more, a 2011 UNODC report on Afghanistan states that in India, 'the estimated quantity of licitly produced opium diverted from licit to illicit use is very limited, or maybe even non-existent' and suggests that some fifteen tons of heroin – or three percent of global supply – are illegally produced there (UNODC 2011b: 64-65). Depending on the real scope of its illegal opium production, India could well have become one of the world's largest illegal opium producers with

diversion from legal cultivation being a smaller problem than is often considered. Yet, the fact that legal cultivation largely decreased between the 1990s or early 2000s (32,085 hectares in 2000) and the late 2000s (5,859 hectares in 2012) might explain the increase in illegal opium production. Indeed, the diversion of legal opium to the illegal market is also likely to have decreased and had to be compensated for (NCB 2012, Romesh Bhattacharji, personal communication, 17 July 2014).

Illegal opium production in Arunachal Pradesh has been largely ignored by recent international publications, including the United Nations' annual World Drug Reports. This is despite the fact that illegal poppy cultivation has long existed there and has reportedly largely increased in the last decade. It is puzzling that, while absolutely no opium (and no heroin) was seized in Arunachal Pradesh between April 2010 and March 2013, 180 hectares of opium poppies were eradicated there in 2012, compared to 364 hectares in 2011. However, opium was seized in neighbouring Manipur (107 kilogrammes during 2010-2013) and sizeable opium poppy crops were also eradicated there in 2012 (507 hectares) (NCB 2011, 2012, 2013). While there are no official estimates of opium poppy cultivation in either Arunachal or Manipur, an independent estimate of cultivation was conducted in Arunachal in 2010.

An unpublished report by the Institute of Narcotics Studies and Analysis (INSA), an independent Indian NGO set up and headed by Romesh Bhattacharji, former Narcotics Commissioner of India from July 1996 to December 2006, estimated that 16,441 hectares of opium poppies were illegally cultivated in two districts (Anjaw and Lohit) of eastern Arunachal Pradesh in 2010 (INSA 2010: 8). According to the report, opium poppy cultivation also takes place in four other districts (Upper Siang, East Siang, Changlang, Tirap) that were not surveyed (INSA 2010: 18). This necessarily very rough estimate (since the human and technical means as well as the methodology suffer from several shortcomings) was based on a seven-month field survey carried out by about thirty surveyors who visited 458 villages in the Anjaw and Lohit districts, where it was estimated that 3,460 hectares and 12,981 hectares were cultivated, respectively. Yet no estimate of the opium output was provided in the report.

It is worth noting here that in Arunachal Pradesh almost all of the opium is harvested by using the unusual and rare 'opium cloth method', which complicates yield estimates: poppy capsules are lanced with home-

made tools (one or a few razor blades mounted on a bamboo stick) and the exuding opium is collected on a cloth (personal observations, 2014). The impregnated cloth is then sold as it is. According to the report, about 93% of the surveyed villages resorted to opium poppy cultivation and 92% of these villages had opium addicts. In the mountainous Anjaw district, 82% of the poppy fields were reportedly smaller than 1 hectare, while in the Lohit district, where large river beds allow for larger fields (especially on the Lohit River bed and its many islands), 52% of poppy fields were said to be below one hectare and 43% of a size comprised between one and five hectares (INSA 2010: 43).

History of opium production and trade in former Assam

It is not known when opium production started in Assam and in current Arunachal Pradesh[3]. Some suggest that the opium poppy was introduced from Yunnan by way of Chinese tribes, as most likely happened in mainland Southeast Asia (Assamese historian S.K. Bhuyan, quoted by Kawal Deep Kour 2012, Chouvy 2010). Such a possibility is substantiated by the Tibetan and Ahom chronicles that mention many tribes from Arunachal, including the Mishmi, and provide great detail about trading networks that long existed between Assam, Tibet, and China (Blackburn 2003, Deep Kour 2012). It is not known if opium production started in the northernmost areas of Assam, in Arunachal Pradesh, or if it first took place farther south in present-day Assam, before it spread north. Yet, the authors of the 1924 Report of the Assam Opium Enquiry Committee seem to imply that both opium consumption and production spread from the Assamese towards the hill tribes in the north when they write that 'the habit has spread among the hardy and virile races of the Hills of Assam' (Sharma & Sharma

3 When the Ahom Kingdom (1128-1826), set in the Brahmaputra valley in Assam, was overruled by the Burmese in 1821, the threat to the East India Company's nearby Bengal territories started the First Anglo-Burmese War (1824-1826). The British victory led to the Treaty of Yandabo that gave Assam and Manipur, among other Burmese-held territories, to British India. The Assam state as it is known now has been part of the Bengal Presidency, the Assam and East Bengal Province (1905-1911) and the Assam Province (1912-1947). Assam became a constituent state of independent India in 1947 but was later divided in several states (Nagaland in 1963, Meghalaya in 1972) and Union Territories (Arunachal Pradesh, the former North-East Frontier Agency (NEFA), and Mizoram in 1972). Arunachal Pradesh and Mizoram became full-fledged states of the Indian Union in 1987.

2006: 174). They quote the 1919-20 Assam Excise Report according to which 'the opium habit is excessive among the Turaon and Miju Mishmis; and Miris, Khamtis and Singphos are saturated' (Sharma & Sharma 2006: 174).

In any case, according to the Assamese nobleman and former tea cultivator popularly known as Maniram Dewan, opium poppy cultivation was first undertaken at Beltola, near Guwahati, after having been introduced from Bengal during the reign of the Ahom monarch Lakshmi Singha (1769-1780) (Deep Kour 2012). This is a long time before the first British explorer entered the Mishmi Hills (first mentioned in 1825 by Lieutenant Burlton) and the question of when and where the opium poppy was introduced in Arunachal Pradesh still remains as controversial as are the origins and migration routes of the tribes that now inhabit the state. Kawal Deep Kour stresses that 'only conjectures [...] surround the introduction of opium in Assam' and Stuart Blackburn explains that 'no one knows, with any certainty, when or by what route the people of Arunachal Pradesh came to their current homelands', something that has not changed since William Robinson's first attempted history of the region (1841) that refers to the 'dark veil which conceals the origin of the tribes' (Deep Kour 2012: 11, Blackburn 2003: 15, Robinson quoted in Blackburn: 15).

Yet, according to the 1924 Report of the Assam Opium Enquiry Committee, and despite what is often argued[4], there is no mention in the daily records of the Ahom kings of opium being given as gift between the Mughal ruler of India and the Ahom kings (Sharma & Sharma 2006: 161). Yet, according to some, Rajput soldiers fighting for the Mughals would have initiated the Assamese to opium in the late seventeenth century and 'an account from the *satra* from the period between 1449 and 1568 describes opium eating, smoking and drinking as prohibited, and devotees who indulged subject to punishment' (Wright 2014:82). In any case, the fact that opium was consumed at the Ahom court prior to the British annexation of Assam is made clear by Captain Welsh's description of Ahom king Gaurinath Singha's opium consumption in 1792 (Sharma &

4 'It is said that Rajput General Ram Singh, Raja of Amber, who led Aurangzeb's army into Assam in 1667 gave gifts and introduced Opium to Ahom Kings' (Hussein, 2004: 142). Also: 'Credence to the theory that the Mughal incursions in Assam had facilitated the introduction of opium in Assam is contained in the *Buranjis,* which contains references to gifts from the *Paadshah* (the Mughal Emperor of Delhi) that included *afing* (opium), among other articles' (Deep Kour 2012). See also Sharma & Sharma (2006: 55) for what seems to be Deep Kour's source.

Sharma 2006: 162). Welsh also reported on the 'great quantity of opium' that was then produced and used in Lower Assam (Sharma 2011: 62). What seems to be agreed upon by many is the essential roles that the British and the Marwaris played in developing the opium economy in Assam.

The British fostered the capitalist transformation of Assam by developing tea cultivation, coal and oil production, bringing immigrant workers and merchants into a state where land was plentiful and labour was scarce, and also where there was no trading class of its own. The Marwaris – strictly speaking, a commercial caste from Rajasthan – came to Assam along with the British and 'played a major role in Assam's transition in the nineteenth century from a largely non-monetized economy to a market economy' (Baruah 1999: 61).

Until then, rice had been grown by all and almost only for subsistence. But with the advent of a cash-based economy, peasants needed marketable products and cash crops. Peasants initially turned to producing mustard oil to pay colonial taxes and buy goods. But 'mustard as a marketable crop was speedily overtaken by opium' and 'migrant commodity traders, known as Kayas or Marwaris, aided this changeover by providing cash advances to peasants only if they grew opium' (Sharma 2011: 62). The Marwaris were not only traders but also credit providers to hill and plain villagers, often buying crops and crafts with advances against takings (as is often the case in Afghanistan, Burma and Laos). Opium provided a huge profit, with some Marwaris settling in the hills and mountains of Arunachal Pradesh (Baruah 1999: 61). By 1852, more than 1,200 hectares of opium poppies were cultivated in Nagaon, then the main opium-producing district (Sharma 2011: 63).

While the British colonial system introduced a monetised economy, notably through the colonial revenue policies based on the perception of taxes and duties, the Marwaris, who followed the British in Northeast India, quickly 'monopolized practically the whole trade of the Assam Valley', according to a 1906 government report (quoted in Baruah 1999: 61). In the nineteenth century, the 'Marwaris exchanged rubber, wax, hand-woven clothes, elephant tusks, rhino horns, and medicinal plants for rice, salt, opium, cloth, cotton garments, and so forth with the "tribes" of present-day Arunachal Pradesh' (Baruah 1999: 61).

A crucial factor that can explain why opium consumption and, subsequently, production reached levels unknown anywhere else in India

is the fact that the British did not impose a government monopoly on opium production and sale as they had done in the rest of India after the All-India Opium Act of 1878. As a result, opium production and consumption developed unabated in Assam. Yet when the British government felt the urge to lessen opium production in Assam while at the same time increasing state revenues, it chose not to tax local production for fear of popular resentment. The solution was found with the 'policy of drift': the introduction of higher quality government opium from Bihar (*abkari* – or excise – opium) at a much cheaper price than the lesser quality Assamese opium (*kani*) in order to undersell the indigenous product. Abkari opium was first introduced in Assam in 1844-45 at half to one-third of the kani price, and the system was extended to the whole of Assam in 1850. Opium consumption reached unprecedented heights, but the production and consumption of kani was reportedly left unaffected (Goswami 1987: 52-73). In Ashley Wright's words, 'in Assam, a pragmatic desire to maintain social stability and avoid violence directed at the colonial state proved to be the decisive factor in opium policy decisions' (2014: 81).

Commercial opium production began at the same time as commercial tea cultivation, and many Assamese peasants entered the cash economy by enrolling to work in the tea plantations. The fact that the Assamese were not allowed to own tea gardens most likely helped develop opium production as a cash crop. Hard work and poor wages rendered employment in tea plantations unattractive, and when it became clear that reliable labour was very difficult to obtain, 'British officials increasingly speculated that it was an innate indolence in Assam's people, perhaps a climatic or racial trait, which made laboring work so unpopular' (Sharma 2011: 63).

It was not long before 'the essentialist explanation of local indolence gained scientific and medicinal credence from the peasant's easy access to opium' (Sharma 2011: 63). Having blamed the locals' indolence on their opium consumption, the shortage of tea labourers could now be quickly addressed. Ignoring the economic reasons and the colonial revenue policies that drove peasants to produce opium, British officials, planters and missionaries first thought of raising taxes on local opium production but instead chose in 1861 to ban opium poppy cultivation completely in Assam, mostly in the hope that cash-strapped peasants would turn to tea plantation labour to purchase their much-needed opium (Sharma 2011: 65). After 1861, only abkari opium could be sold in Assam, and its price

had to be kept low so as not to encourage people to resume cultivation. By 1880, imported opium had become the most important contributor to state revenues (Sharma 2011: 158). As Jayeeta Sharma put it, 'opium sales to cash-strapped peasants helped to promote colonialism's two most important commodities, tea and opium' (Sharma 2011: 156). While local opium production never completely disappeared, consumption kept increasing, so that by 1920 the population of Assam, which formed a mere two percent of entire British India, consumed 13 percent of the total quantity of opium retailed through licensed vendors (Goswami 1987: 73).

Anti-opium campaigns by American Baptist missionaries in Assam and by Assamese students slowly developed, but no real prohibitionist policy existed before 1919, when the registration of opium consumers was extended to some frontier areas. The Non-Cooperation Movement of 1921 then materialised in Assam through a strong anti-opium sentiment, with calls for a struggle against the 'Imperialism of Opium'. In 1921 the Assam Legislative Council initiated a system of registration of consumers and strict rationing that was eventually imposed throughout the state in 1927 (Pakyntein 1958: 12-14). Then, on 15 April 1939, the Congress Coalition Government of Assam 'took a decisive and bold step by introducing the scheme of total prohibition of opium in the two sub-divisions of Dibrugarh and Sibsagar, which had the heaviest addiction' (Pakyntein 1958: 13). Yet, during the Second World War, the British reportedly substituted opium for wages and sometimes also for food to pay and feed the conscripted labour needed to construct the Ledo Road from Ledo, in Assam, to Kunming, in China (Guha 1977). Faced with opium trafficking from the rest of India, but also from Nepal, China, Tibet, and Burma, Assam passed its Opium Prohibition Act in 1947. Hopes were high, and the Excise Commissioner of Assam E.H. Pakyntein wrote in 1958 that it was his 'firm belief' that opium in Assam would be 'a thing of the past before long' (Pakyntein 1958: 14). While opium production has now almost completely disappeared from Assam, it has developed amongst some hill tribes of Arunachal Pradesh, especially since the early 2000s (personal observations, 2012 and 2014).

About the Mishmi

Most of the opium that is now produced in Arunachal Pradesh comes from the Lohit district where the Miju Mishmi are concentrated and predominantly involved in poppy cultivation. It also comes, although in

much smaller volumes, from the more mountainous Anjaw district that is mostly inhabited by the Digaru Mishmi. Opium poppy cultivation is also said to have recently spread into the Dibang Valley district where it is cultivated by Idu Mishmi (interviews with NGO workers, 2014). It must be stressed, though, that other ethnic groups, including the Khamti and the Singpho, resort to commercial opium production in the region (Lohit district) but apparently to a much lesser extent than the Mishmi (personal observations and interviews with opium farmers, 2012).

Almost exclusively found in Arunachal Pradesh (a few hundred are also found in China), the Mishmi are an ethnic group of the Tibeto-Burman stock (Tani subgroup) that comprises mainly three tribes, the Miju Mishmi (also known as Kaman Deng and estimated at 18,000 in India according to the 2001 census), the Idu Mishmi (also known as Idu Lhoba, and Chulikata or crop-haired Mishmi in Assam, and estimated at 11,000 in India), and the Digaru Mishmi (also known as Taraon and Darang Deng and estimated at 8,620 in India). The Mishmi occupy the north-eastern tip of central Arunachal Pradesh in the Dibang Valley and Lower Dibang Valley, and the Lohit and Anjaw districts. The Mishmi reportedly came from Burma. The Idu were the first to settle in present Arunachal Pradesh and are said to have been followed by the ancestors of the Digaru a little over five hundred years ago. Then came the Miju, reportedly from the Kachin country in Burma. The three tribes are ethnically related but are not linguistically similar, the lexical similarity being very low between the three idioms (the Miju Mishmi share a 7% lexical similarity with Idu Mishmi, and 10% with Digaru Mishmi)(Lewis 2009). The Mishmi were first mentioned by the British in 1825 by Lieutenant Burlton who described them as being ‘very averse to receive strangers’, something that his follower, Lieutenant Wilcox, confirmed when he had to hastily retreat from the Mishmi Hills in 1827 (Choudhury 1978: 45). Partly because, for both physical and political reasons, Arunachal Pradesh is difficult to access, very little has been written on the Mishmi and information about them is still scarce.

The Mishmi are traditionally part hunter-gatherers, part swidden agriculturalists, that is, they partly hunt game and collect plant foods and partly resort to slash and burn shifting cultivation, called *jhum* in northeastern India. The Mishmi traditionally sequence their crops, cultivating their main crops during the first year of a cleared swidden field.

They mostly grow maize, buckwheat, millet, yam, sweet potatoes, aroids, and *ahu* paddy, a local pre-monsoon dry variety of paddy suited to steep slopes. However, they can now cultivate up to nine varieties of paddy, from early maturing varieties (summer) to late maturing varieties (winter) including both rain-fed and irrigated varieties (personal observations and interviews with farmers, 2014). They also grow wheat, barley, soybeans, various pluses, tobacco and, increasingly, opium poppies (Choudhury 1978: 127, Bareh 2001b: 74-75). Some Mishmi, especially the Idu and the Miju, increasingly cultivate wet paddy in the valleys, and most notably on the Lohit River bed, where opium poppy cultivation actually also spreads fast (personal observations, 2012).

One can hypothesise that the economic underdevelopment and lack of opportunity that is said by some to tie villagers to non-timber forest products, especially wildlife hunting (Aiyadurai 2012), also explains the growth of illegal opium production in the region. Both hunting and poppy cultivation are traditional practices (Aiyadurai 2007, Elwin 1959, Fürer-Haimendorf 1962) that most likely offer economic alternatives to otherwise mostly resource-poor populations that are confronted with the monetisation of what used to be a barter economy. Interestingly, both activities have become illegal according to Indian national laws but are still undertaken by the Mishmi who view them as traditional and legitimate practices needed for various ceremonies. This, alongside poverty, greed and corruption, explain why the opium and hunting bans are hardly enforced (interviews with opium farmers and hunters, 2014).

Historically[5], the Mishmi are not reputed to be skilled agriculturists and they reportedly experience chronic food scarcity, and Mills reported that 'all early travelers report severe seasonal food shortages' (1952: 4, cf. Choudhury 1978: 127). Some authors, such as F. Kingdon Ward, even wrote, in 1929, upon coming back from two botanical expeditions in the Mishmi Hills, that the Taroan Mishmi (Digaru Mishmi) 'are grossly lazy and dislike cooly work', and that 'most of them—not all—take opium in excess'. The

5 It must be acknowledged that colonial ethnographers' descriptions often bordered on being racist. As stressed by Raile Rocky: 'Granted that such accounts are fairly comprehensive documentation of tribes and are invaluable but their writings in many ways are reflective of their biasness and euro centric valuation of people and societies so much so that it often borders on being racist. One cannot but notice the air of cultural supremacy in many of the colonial writings' (Rocky 2013: 33).

author stresses the fact that 'as every village and almost every hut grows its own crop, nothing is gained by carrying opium for payment' (Ward 1929). Mills wrote that 'Mishmi agriculture is the most primitive known to me in Assam', adding that it was 'not very long since the tribe were food-gatherers' (Mills 1952: 4). Tarun Bhattacharjee, who studied the Idu Mishmi, wrote that the 'Idus are a food-gathering tribe and agriculture as an occupation does not appeal to them much'. He explained that although each family has some land under cultivation, it 'barely meets their requirements' (quoted in Bareh 2001a: 184). Mills describes how, until the mid-twentieth century, maize and buckwheat were the staple crops in the Lohit valley, with barley and wheat in some of the higher valleys, and that very little rice was cultivated, except in the foothills (Mills 1952: 4).

Despite the fact that the tea bushes were reportedly discovered for the first time in India in the present Lohit district by a Singpho chief (Choudhury 1978: 131), the Mishmi are seemingly reluctant to cultivate tea, although they very much like the drink. In fact, black tea is systematically drunk when smoking opium (personal observations, 2012 and 2014). The Mishmi used to have one the largest external trade of the region, thereby supplementing 'their home-grown food by purchase to an exceptional extent': pods from the Himalayan musk deer, *Coptis teeta* Wall. (a medicinal herb with antimicrobial and anti-inflammatory properties, known as *mameera* in India), paper bark and aconite poison were exchanged with the Tibetans for clothing, salt, copper-ware and swords (Mills 1952: 5). However, things have changed and nowadays it is much harder to find *Coptis teeta* than opium, due in part to deforestation, overcollection, and low reproductive success (personal observations and interviews, 2012).

Opium production by the Mishmi

Poppy seeds are broadcast by the Mishmi in late October and November on the well-pulverised soil of new jhum. Opium (*kani* in Assamese, in Mishmi – Idu, Miju, and Digaru – as in most languages of Arunachal Pradesh) is harvested from ripe poppy capsules from February to April, depending on latitude and altitude. Opium is mostly collected by lancing the capsules with razor blades and by scraping the capsules with one's fingers. Capsules also can be rubbed off with small pieces of cloth (until impregnated with opium) most often made of nettle fiber, most likely from *Villebrunea integrifolia var. sylvatica* (Blume) Hook.f., commonly called wild rhea or,

in Assam, *ban rhea* (Hooker 1888: 590, Watt 1893: 238-243). Nettle cloth (called *tachaa* in Digaru) is no longer spun and woven to make clothes,[6] but only to store and sell opium (personal observations and interview with weaver, 2014). It is impregnated with opium at harvest (and subsequently called *kaning tabe* in Digaru) and then sold at is it, either shredded and incorporated into a smoking mixture (depending on the nature of the cloth), or soaked in water so that the opium can be retrieved and mixed with minced young banana leaf (*tekra* in Digaru). A bamboo water pipe of the bong type (*kaning bratyo* in Digaru) is then used to smoke the opium and banana leaf mixture (in nineteenth century Assam betel leaves were preferred), although opium can also be ingurgitated by mixing it with tea (personal observations and interviews with opium smokers, 2012 and 2014). The cloth processing method, a 'unique method' according to Kawal Deep Kour, most likely originated in Assam, where opium was traditionally ingurgitated (*kanikhowa*) or smoked (*kanipankhowa*) (Deep Kour 2012: 11). The same techniques are reportedly used in some areas of Burma's Sagaing Division and Kachin State bordering Nagaland and Arunachal, where opium is too wet to be harvested in a normal way (personal communications: Bertil Lintner, 11 March 2014, and Tom Kramer, 17 March 2014). Opium impregnated cloth is probably destined to be consumed locally, since export would likely prove difficult, although at least one case of international trafficking of opium cloth exists[7]. Not all the opium collected in the Mishmi Hills ends up on cloth, some is stored as a paste and allegedly sold to Indian merchants ('Marwaris') for the Burmese market (personal observations and interviews with opium farmers, 2014).

Opium poppy cultivation has long existed among the Mishmi but has increased manifold in the last decades, especially in the last few years. In the 1950s Verrier Elwin noted that opium was distributed in the Lohit area as a 'political present' by British officers on tour, the 'custom of trying to keep the tribesmen happy and content by giving them presents' being very old (Elwin 2009: 69). This is confirmed by many authors, as is shown by

6 The Mishmi are actually renowned for their weaving designs and skills, and traditionally use nettle fiber to make their cloths, along with cotton, wool, and sometimes human hair (Ghosh 1995: 236).

7 Dresses saturated with opium originating from Laos have been seized in June 2011 (and at least one more time since then) at Chicago's O'Hare international airport (ABC7News, 'Clothium' latest fad for drug smugglers, 14 June 2011).

many articles originally published in nineteenth century learned journals and in official reports collected and edited by Elwin (1959). Mills notes that, 'in the old days of clan fights, when physical fitness was important, opium addicts were few, but now the habit is almost universal' (Mills 1952: 4). Elwin seemed to agree with this when he wrote in 1957 that opium addiction was on the increase, mentioning areas where 'the young men have no longer to be alert in the new era of peace' (Elwin 2009: 108). Mills further observes that opium poppies are 'extensively grown' and that 'the crop appears to receive more attention than any other' (Mills 1952: 4). This is also confirmed by Elwin, who described 'the fields of poppy usurping food crops in the jhums and the little opium gardens behind almost every house' in the Patkoi Range (Elwin 2009: 107).

When and how opium was first produced by the Mishmi in Arunachal Pradesh is not known, and neither the existing literature nor the interviews I conducted recently (2012 and 2014) on that topic yielded any reliable information. What is clear is that most of the opium-related vocabulary used by the Mishmi (whether they are Digaru, Idu, or Miju) is Assamese, which could possibly indicate that opium production and consumption were based on Assamese practices. Very few Mishmi, including the elders, seem to know that the word kani that they use for opium is actually not a Mishmi word but an Assamese term. Indeed, a specific Mishmi word for opium does not seem to exist, and all the poppy-related vocabulary is constructed on the basis of the Assamese word for opium and on Mishmi words for different plant parts. In Digaru Mishmi, for example, *kaning chei* is the opium sap, *kaning sang* is the opium poppy, *kaning tawrah* is the white poppy, *kaning chalag* is the purple poppy, *kaning tapo* is the poppy capsule, and *kaning shei* is the poppy seed – *kaning* deriving from the Assamese language (interviews with opium farmers, 2014).

There are several reasons for the illegal opium production in Arunachal Pradesh. Heavy and widespread opium consumption and addiction is a clear cause of illegal opium production as 90 to 95% of Lohit and Anjaw districts have opium addicts (11,000) (INSA 2010: 22). While the INSA report does not distinguish between opium users and opium addicts, personal observations and interviews determined, on the basis of the level and frequency of consumption witnessed in every single village visited, that opium addiction is rampant. As a consequence, 74% of Lohit villages and 98% of Anjaw villages engage to some degree in opium production

(INSA 2010: 22). Furthermore, in most villages opium was either sold to the Marwaris or consumed locally (INSA 2010: 40). Opium consumption and addiction are actually a much bigger problem than opium production, and various NGOs, student groups, women's groups, and associations based on the principles of Alcoholics Anonymous, conduct awareness building campaigns and set up detoxification camps in a state that otherwise lacks basic treatment facilities (personal observations and interviews, 2012 and 2014).

As is the case in other regions with illegal opium production like Afghanistan, Burma, and Laos, poverty and food insecurity are likely drivers of opium production in Arunachal Pradesh and they are indeed often mentioned by many opium farmers, along with the need for cash crops to pay for schooling, health care, etc. (interviews with opium farmers, 2012 and 2014). Rice (typically three mountain varieties and three paddy varieties) is systematically produced in or around each village, but the yields are rarely high enough to feed an average family (that is, a resource-poor family) for more than six to eight months. As a consequence, and as is often the case in Mainland Southeast Asia, game and other non-timber forest products (NTFP) are gathered from the surrounding forests on a daily basis (personal observations and interviews with farmers and hunters, 2014). Also, in a natural environment where agricultural production is difficult and limited (i.e. with steep slopes, limited flat agricultural land, heavy rainfall, dense forests and quick growth of vegetation) and where non-farm employment is scarce, opium production allows farmers to diversify their productions and their income sources: opium is a sure way to secure family needs, notably when yields from other crops (for example orange or cereal production) are lower than expected. Opium production also makes some off-farm employment available as the opium harvest in Lohit attracts poppy growers (whether Digaru or Miju) from Anjaw, where the opium harvest takes places at a later time (personal observations and interviews, 2014). Beyond wet rice and dry rice, food crops grown in most villages include millet, buckwheat, and mustard, the latter being largely cultivated as a cash crop despite being poorly interesting economically (personal observations and interviews, 2014). Other fast-developing cash crops include cardamom, mostly cultivated in the high lands of Anjaw since it is not ecologically suited to the low lands of Lohit, pineapples and orange orchards (both these are multiplying quickly in the Lohit

and Lower Dibang Valley districts). Such cash crops have been developed recently (notably through a community horticulture farming project initiated by the National Agriculture Bank for Rural Development) and are often cultivated along with opium poppies (especially cardamom and pineapples) in what appear to be clear income diversification strategies (personal observations and interviews, 2014).

Nevertheless, in areas with less opium production, such as in the Lower Dibang Valley district, interviewees tend to dismiss such economic factors and instead blame opium production on greed and corruption. People in the region repeatedly mention specific cases of high-ranking politicians and police officers (many of whom are also opium users) who grow poppies on their own land. In the three districts of the Lower Dibang Valley, Lohit and Anjaw, a clear lack of political will to address the issue of opium production and consumption was repeatedly denounced (interviews with NGO members and opium farmers, 2014). According to Romesh Bhattacharji, the former Narcotics Commissioner of India and one of the authors of the INSA report (Bhattacharji 2010), the fact that opium poppy cultivation had resumed and increased to thousands of hectares in the 2000s and 2010s after having receded in the 1990s was mainly caused by greed, not by need. Still, he stresses that 'poverty is still rampant in the region' (Bhattacharji 2014). Last but not least, several interviewees mentioned exchanges of arms for drugs by insurgent and self-defence groups operating in Assam and in Arunachal Pradesh. Some insurgent groups, especially the Nationalist Socialist Council of Nagaland (Khaplang faction), have reportedly been hired by wealthy opium producers for protection (interviews with NGO members, 2014). Some security sources mention promotions by the Communist Party of India (Maoists), with the help of cadres of the anti-talks factions of the United Liberation Front of Asom (anti-talks or Independent) and the National Democratic Front of Bodoland (I.K. Songbijit) who are hiding in several places in Arunachal) of opium production in districts of Arunachal neighbouring Assam[8].

Another reason for opium production is that the area is isolated, not only by its geography, but also isolated from official policies. Long a *terrae*

8 http://www.satp.org/satporgtp/countries/india/states/assam/terrorist_outfits/ULFA2013.htm (page retrieved on 11 February 2014).

incognita sparsely populated by ostracised hill tribes, the area was placed by the Bengal Eastern Frontier Regulations (1873) behind what the British authorities called the 'Inner Line'. Typical of the indirect rule system that the British developed in other parts of their empire, the Inner Line demarcated the extent of government control and direct administration: 'Through the creation of backward tracts, excluded areas and partially excluded areas, the colonial administration had drawn an Inner Line, marking the extent of revenue administration beyond which the tribal people of the region were left to manage their own affairs' (Datta 2001). As happened in the similarly indirectly ruled Shan States of Burma, such a policy of isolation[9] and the opium ban south of the Inner Line may have spurred opium production to the north of it. The fact that this policy of isolation has been in force ever since the Inner Line became the state's southern boundary with Assam, must be considered alongside the deep economic underdevelopment of Arunachal. In fact, the 'economic development of the region followed a specific pattern' with economic activities 'concentrated in select pockets', which means that 'vast areas, therefore, remain inaccessible and backward even to this day' (Datta 2001). As Sreeradha Datta explains, 'one of the important negative fallouts of the Inner Line system has been the perpetuation of the isolationist tendencies in the hilly and mountainous parts of the region. It has kept the people apart and minimised the sobering impact of modernization' (Datta 2001). While it cannot be said that illegal opium production thrived because of the maintained isolation and backwardness of Arunachal Pradesh, it can be safely argued that the Inner Line system and what it implied administratively and economically are factors that made large-scale illegal opium poppy cultivation easier to exist in the state.

9 See Jafa (1999): 'The Inner Line was first defined in 1873 to stop hill tribal raids into the plains. However, within a few years of the British occupation of these hills, restrictions ceased on the movement of hill tribes, and they were allowed to fish, hunt and attend markets freely on both sides of the Line. But the plainsmen were never allowed to enter the hills without a pass. The hill tribals, whose activities had prompted the creation of the Inner Line Regulation, were thus exempted from the application of its provisions. Ironically, the restrictions applied only to the people of the neighbouring plains districts of Bengal and Assam for whose protection the Line was initially defined. In the long run, therefore, the Inner Line was neither designed nor enforced to serve its original purpose.'

Conclusion

As shown by the case of Arunachal Pradesh, the extent of illegal opium production in India is poorly understood, and explanations of the diversion of legal opium production to the illegal domestic market must therefore be considered with utmost caution. What the case of illegal opium in Arunachal Pradesh shows more than anything else is that the overall global volume of illegal opium such as estimated by the UNODC is far from being accurately known, because large-scale illegal opium production is completely unaccounted for. Arunachal Pradesh is just one such example. Nevertheless, more is known about the extent of illegal opium production in Arunachal Pradesh than is known about the extent of illegal opium production anywhere else in India.

India is facing the same issues as Afghanistan, Burma, Laos and other illegal opium-producing countries. Physical and political isolation together with poverty, food insecurity, economic underdevelopment and, of course, opium addiction, make an ideal setting for illegal opium production. In all these countries, forced eradication of the illegal opium poppy crops is hardly feasible (technically and financially) and is likely to be counterproductive as it would worsen poverty, which is one of the main drivers of illegal opium production. Forced eradication is also unadvisable on strict political and strategic grounds, since tribal resentment is not something that the Indian Army wants to experience in a territory that is contested by China[10]. In fact, some regional actors, such as Arunachal's Health and Family Welfare Minister, Kalikho Pul, go as far as to warn against the possible unfolding of a 'Kargil-like' situation – i.e. a Chinese intrusion similar to the 1999 Pakistani incursion in Kashmir – if economic development is not more actively promoted in the state's northernmost areas[11]. As is the case in the other areas of large-scale illegal opium production, economic development is undoubtedly the only viable solution. Here the sequencing of counter-narcotic actions is crucial since coercion, including forced eradication, should not be resorted to before economic alternatives to the opium economy have been implemented.

Opium use and abuse are also serious issues that threaten the com-

10 The 1962 conflict between China and India actually took place in Arunachal Pradesh and Chinese military incursions still reportedly occur from time to time.

11 Business Standard. 'Arunachal minister launches community horti-farming project in Anjaw District'. 3 December 2014.

munities that produce most of Arunachal's opium: many Mishmi stress that opium and heroin consumption threaten their fragile communities and cultures (interviews with NGO members and former opium addicts, 2012 and 2014). Opioid replacement therapies are clearly needed, but are hardly manageable considering the very large number of opium addicts in the Anjaw and Lohit districts alone. The fact that India is one of the very few countries to legally produce opium for the pharmaceutical industry lends weight to Romesh Bhattacharji's call to revive the Opium Registry (2014) according to which opium abusers could obtain prescriptions obtained from licensed outlets maintained by the government. It is obvious that the solution to the opium question in Arunachal Pradesh must address issues of both production and consumption. The state is in dire need of large-scale economic and public health policies to address the issues of opiates addiction and economic development. Only by addressing these questions will it be possible to solve the issue of illegal opium production.

References

Aiyadurai, A. 2007. *Hunting in a Biodiversity Hotspot: A survey on hunting practices by indigenous communities in Arunachal Pradesh, North-east India*, Report submitted to the Rufford Small Grants Foundation (UK). Mysore: Nature Conservation Foundation.

Aiyadurai, A. 2012. 'Wildlife hunting and conservation in Northeast India: a need for an interdisciplinary understanding'. *International Journal of Galliformes Conservation,* 2: 61-73.

Bareh, H. 2001a. *Encyclopaedia of North-East India: Arunachal Pradesh*, Vol. 1. New Delhi: Mittal.

Bareh, H. 2001b. *Encyclopaedia of North-East India: Assam*, Vol. 2. New Delhi: Mittal.

Baruah, S. 1999. *India Against Itself: Assam and the Politics of Nationality*. Philadelphia: University of Pennsylvania Press.

Bhattacharji, R. 2014. 'Need Versus Greed: the Complex Nature of Opium Farming in the North East of India'. *Global Drug Policy Observatory*, http://blog.swansea.ac.uk/gdpo/?p=256 (page retrieved on 15 July 2014).

Blackburn, S. 2003. 'Memories of Migration: Notes on legends and beads in Arunachal Pradesh, India'. *European Bulletin of Himalayan Research*,25-26: 15-60.

Charles, M. 2004. *Drug Trade Dynamics in India*. Report submitted for the project Modeling the World Heroin Market: Assessing the Consequences of Changes in Afghanistan Production. Mumbai. Mimeo. Available on http://laniel.free.fr(page retrieved on 1 July 2014).

Choudhury, S.D. 1978. *Arunachal Pradesh District Gazetteers, Lohit District*. Itanagar: Government of Arunachal Pradesh.

Chouvy, P.-A. 2006. 'Afghan Opium: License to Kill'. *Asia Times*, 1 February 2006.

Chouvy, P.-A. 2010. *Opium. Uncovering the Politics of the Poppy*. Cambridge: Harvard University Press.

Datta, S. 2001. 'What Ails the Northeast: An Enquiry into the Economic Factors'. *Strategic Analysis* 15(1): http://www.idsa-india.org/an-apr-5.01.htm (page retrieved on 15 July 2014).

Deep Kour, K. 2012. 'Opium, Empire and Assam'. *International Institute for Asian Studies(IIAS) Newsletter,* 60: Summer 2012.

Elwin, V. 2009 (1957). *A Philosophy for NEFA*. New Delhi: Isha Books.

Elwin, V. 1959. *India's North-East Frontier in the Nineteenth Century*. Madras: Oxford University Press.

Fürer-Haimendorf, C. von. 1962. *The Apa Tanis and their neighbours, a primitive society of the Eastern Himalayas*. London: Routledge and Kegan Paul.

Ghosh, G.K., Ghosh, S. 1995. *Indian Textiles. Past and Present*. New Delhi: S.B. Nangia.

Goswami, S. 1987. *Aspects of Revenue Administration in Assam, 1826-1874*. New Delhi: Mittal.

Government of India (GOI) 2006. *Annual Report 2005-2006*. New Delhi: Ministry of Finance.

Government of India (GOI) 2011. *Annual Report 2010-2011*. New Delhi: Ministry of Finance.

Guha, A. 1977. *Planters Raj to Swaraj: Freedom Struggle and Electroal Politics in Assam 1826-1947*. ICHR, New Delhi: People's Publishing House.

Hooker, J.D. 1888. *The flora of British India*. London: L. Reeve.

Hussein, M. .2004.*The Assam Movement*. New Delhi: Manak Publications.

Institute of Narcotics Studies and Analysis (INSA)2010. *Opium Survey of Lohit and Anjaw Districts of Arunachal Pradesh*. New Delhi (unpublished report).

International Narcotics Control Board (INCB) 2012. *Narcotic Drugs. Estimated World Requirements for 2014*. Vienna: INCB.

Jafa, V.S. 1999. 'Administrative Policies & Ethnic Disintegration Engineering Conflict in India's North-East'. *Faultlines* 2: Reproduced online at http://www.satp.org/satporgtp/publication/faultlines/volume2/Fault2-JafaF.htm (page retrieved on 1 December 2014).

Kingdon Ward, F. 1929. 'Botanical Exploration in the Mishmi Hills'. *Himalayan Journal*, 1 April 1929. http://www.himalayanclub.org/journal/botanical-exploration-in-the-mishmi-hills(page retrieved on 5 May 2013).

Lewis, M.P. (ed.). 2009. *Ethnologue: Languages of the World*, Sixteenth edition. Dallas: SIL International. Online version: http://www.ethnologue.com/.

Mansfield, D. 2001. 'An analysis of licit opium poppy cultivation: India and Turkey'. Unpublished document available on http://www.davidmansfield.org (page retrieved on 12 February 2013).

Mills, J.P. 1952. 'The Mishmis of the Lohit Valley, Assam'. *The Journal of the Royal Anthropological Institute of Great Britain and Ireland* 82(1): 1-12.

Narcotics Control Bureau (NCB) 2010. *Annual Report 2010*. New Delhi: Ministry of Home Affairs, Government of India.

Narcotics Control Bureau (NCB) 2011. *Annual Report 2011*. New Delhi: Ministry of Home Affairs, Government of India.

Narcotics Control Bureau (NCB) 2012. *Annual Report 2012*. New Delhi: Ministry of Home Affairs, Government of India.

Narcotics Control Bureau (NCB) 2013. *Narcontrol. A Journal of Narcotics Control Bureau*. New Delhi: Ministry of Home Affairs, Government of India.

Pakyntein, E.H. 1958. 'Opium prohibition campaign in Assam'. *Bulletin on Narcotics* 3: 12-14.

Paoli P., Greenfield V.A., Reuter P. 2009. *The World Heroin Market. Can Supply Be Cut?* New York: Oxford University Press.

Rocky, R. 2013. 'Tribes and Tribal Studies in North East: Deconstructing the Philosophy of Colonial Methodology'. *Journal of Tribal Intellectual Collective India*1, 2(2): 25-37.

Sharma, S.K, Sharma, U. (2006). *Documents on North-East India, Vol. 3: Assam (1664-1935)*. New Delhi: Mittal.

Sharma, J. 2011. *Empire's Garden: Assam and the Making of India*. Durham: Duke University Press.

United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC) 2006. *2006 World Drug Report*. Vienna: United Nations.

United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC) 2007. *Afghanistan Opium Survey 2007*. Vienna: United Nations.

United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC). 2011a. *2011 World Drug Report*. Vienna: United Nations.

United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC). 2011b. *The Global Afghan Opium Trade: A Threat Assessment*. Vienna: United Nations.

United States Department of State. 2012. *2012 International Narcotics Control Strategy Report*. Bureau of International Narcotics and Law Enforcement Affairs, Washington: US Department of State.

Wright, A. 2014. *Opium and Empire in Southeast Asia: Regulating Consumption in British Burma*. New York: Palgrave Macmillan.

International Journal of Drug Policy 25 (2014) 416–423

Contents lists available at ScienceDirect

International Journal of Drug Policy

journal homepage: www.elsevier.com/locate/drugpo

Research paper

Hashish revival in Morocco☆

Pierre-Arnaud Chouvy[a,*], Kenza Afsahi[b]

[a] CNRS – Prodig, 2, rue Valette, 75005 Paris, France
[b] Clersé, Université de Lille 1 – Bâtiment SH2, 59655 Villeneuve d'Ascq Cedex, France

ARTICLE INFO

Article history:
Received 14 October 2013
Received in revised form
17 December 2013
Accepted 1 January 2014

Keywords:
Morocco
Rif
Cannabis
Kif
Hashish
Hybrids
Yields

ABSTRACT

Background: In less than a decade, Morocco reportedly saw cannabis cultivation decrease by 65%, and hashish production is widely believed to have followed the same trend. Yet large anomalies exist between the alleged fall of hashish production in Morocco and international seizure data. While no explanation for such a discrepancy existed, the main hypothesis was that cannabis cultivation and hashish production had not declined to the extent suggested by the available information.
Methods: Based on existing data, on interviews with various actors, from European police sources to Moroccan cannabis cultivators, and on field research in Morocco, this article reviews contradictory available data and confronts it with observations made in the field.
Results: In the past decade cannabis cultivation underwent radical changes that could explain the discrepancy between official Moroccan cultivation and production data on the one hand, and international seizures on the other hand. The "traditional" *kif* cannabis variety is being rapidly replaced by hybrids with much larger resin yields and much higher potency. This unnoticed phenomenon, which slowly started in the early 2000s, explains how a two-third decline in cannabis cultivation was at least partially compensated for by three to five-fold yield increases.
Conclusion: The fact that the massive ongoing switch to hybrid cultivation is largely unknown or unaccounted for is actually a serious issue, for it directly questions the economic strategies that are being implemented in part to reduce and suppress cannabis cultivation in the Rif.
© 2014 Elsevier B.V. All rights reserved.

In less than a decade, Morocco reportedly saw cannabis cultivation decrease by 65%, from an all-time high of 134,000 ha in 2003 (UNODC, 2003) to 47,500 ha in 2011 (UNODC, 2013).[1] Morocco, who was said to be the world's foremost hashish producer in 2003, is now reportedly second to Afghanistan: Moroccan hashish production allegedly declined by 75% between 2003 and 2011, from 3080 tonnes to 760 tonnes (UNODC, 2003, 2013). Yet, and regardless of how reliable the Afghan estimates are themselves,[2] the recent Moroccan data on hashish production in Morocco has been openly questioned by the European Monitoring Centre for Drugs and Drug Addiction (EMCDDA) and, unofficially, by various European counter-narcotics police services, but not by the United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC) (EMCDDA, 2012; UNODC, 2013).

While European and Moroccan seizures of Moroccan hashish have decreased in the past few years, apparently substantiating a decline in resin production in Morocco, the EMCDDA stressed "anomalies" between "the dramatic fall in estimated cannabis resin production in Morocco" and seizure data (EMCDDA, 2012: 58). Indeed, more Moroccan hashish was seized by Morocco, Spain and other European countries, and Algeria, than hashish estimated exported in 2009. In fact, the EMCDDA explained that "adding the quantities seized in Algeria to those intercepted in Spain and Morocco in 2009 would leave no or only very little cannabis resin of Moroccan origin to supply the consumer markets of the 22 European countries mentioning Morocco or Spain as a source of this drug" (EMCDDA, 2012: 58). While the EMCDDA did not offer any explanation for such a discrepancy it did hypothesize that hashish production had not declined to the extent suggested by the available information.

In this article we show that in the past decade cannabis cultivation underwent radical changes that can explain the discrepancy

☆ This article is part of the LINKSCH Research Project, funded by the European Commission. The authors wish to acknowledge the help of Laurent Appel, Laurent Laniel, Alex Marshall, Pascual Moreno, Khalid Mouna, Lluis Romero as well as a few others who cannot or do not want to be mentioned here.
* Corresponding author. Tel.: +33 01 44 07 75 99.
E-mail address: pachouvy@geopium.org (P.-A. Chouvy).
[1] Cultivation estimates are given after eradication (8000 ha in 2011). The 2003 and 2005 estimates are based on joint surveys by Morocco and the UNODC while the 2012 estimate is based on data gathered unilaterally by the Moroccan authorities, then communicated to the UNODC. While the methodology used in the 2003 and 2005 surveys are detailed in the UNODC reports (use of both remote sensing and field sample-based field surveys), no information is available as how the 2012 data were produced.
[2] For example, prior to the 2012 survey, estimates of the Afghan cannabis survey used a visual estimate for the upper figure and a satellite estimate for the lower estimate in the range.

0955-3959/$ – see front matter © 2014 Elsevier B.V. All rights reserved.
http://dx.doi.org/10.1016/j.drugpo.2014.01.001

between official Moroccan cultivation and production data on the one hand, and international seizures on the other hand. We confirm the fact that cannabis cultivation has decreased since 2003 and also again since 2005, i.e. since the last UNODC survey, although we were unable to verify the extent of such a decline, as official Moroccan reports or explanations of survey methodology – if proper surveys actually took place – were not made available to us. Yet, we were able to visually confirm in 2013 that cannabis cultivation has disappeared from certain areas where it used to be widespread. What is most striking, though, is not the cultivation decrease, but the new cannabis varieties that are now predominantly cultivated in the region. It appears that the "traditional" *kif* cannabis variety is being rapidly replaced by hybrids with much larger resin yields and much higher potency. This phenomenon, which slowly started in the early 2000s, can easily explain how a two-third decline in cannabis cultivation was at least partially compensated for by what is a potential three to five-fold yield increase on the vast majority of current cultivated areas. Even if only such a rough guesstimate is possible at this stage, what is clear is that hashish production can no longer be estimated on the basis of former *kif*-based yields.

This article will first briefly look back at the history and context of *kif* cultivation and hashish production in Morocco, and especially at how cultivation spread in and beyond the Rif region and how hashish production developed. It will then focus on the last decade or so (2005–2013): puzzling years during which a cultivation decrease was not matched by a decline in hashish production. A decade that also saw important changes in hashish packaging, quality and potency, as shown by police seizures in Europe: smaller hashish pieces of higher quality and higher potency. The last section will detail the new era of hybrid cannabis and highly potent hashish by looking at the various cannabis strains now being cultivated in the Rif and by offering an explanation of when and how the move from the "traditional" *kif* variety to the new high yield and highly potent hybrids took place. In the end the article will consider the likely future of cannabis cultivation in the Rif, taking into consideration the heavy toll that the new hybrids take on a fragile ecological environment that has already suffered from widespread commercial *kif* cultivation.

About the methodology

To conduct this research, a mixed-methods approach to data collection was employed. First, a review of the (limited) existing literature on cannabis cultivation and hashish production in Morocco was conducted: academic papers, PhD theses, official reports and statistical data published in French, Spanish and English during the last decades were used to explain how and to what extent cannabis cultivation and hashish production developed and evolved in Morocco. Then, to overcome the limitation of the most recent quantitative data available in the existing literature, and in order to answer the many questions that were left unanswered by this first approach, a qualitative research was carried out through interviews and/or unstructured discussions with staff members from international development agencies, European police services, researchers, journalists, activists specialized on cannabis and/or Morocco, and two hashish dealers in France (questions were asked about recent production and trafficking trends, cultivated varieties, cultivation techniques, yields, cultivated surfaces, hashish packaging and qualities, THC contents, seized quantities, production estimates based on seizures, forced eradication, history and current issues of development projects, etc.). The qualitative part of the research was also and most significantly conducted through informal and partially structured interviews with Moroccan cannabis cultivators in the Rif region of Morocco (and with one Moroccan cultivator in Spain) (see below), through the observation and inventory of cultivated cannabis varieties, through the observation of agricultural practices and techniques; and through visual observations of cannabis fields throughout the Rif. It must be stressed here that village names are not divulged in this article and that human sources are anonymized for obvious reasons.

The research process began in 2012 to better understand what had taken place in Morocco since the last UNODC survey (2005), but also to explain why official Moroccan hashish production figures were thought to be underestimated by many observers (notably European police services and the EMCDDA). Crop displacement was quickly set aside as a possible explanation because input by third-party observers and visual observations by the authors dismissed it altogether. Early interviews and a review of the existing literature quickly suggested that cannabis hybrids were being increasingly cultivated in the Rif. To verify this hypothesis a qualitative field study took place in July 2013 in the Rif region where a dozen informal and partially structured interviews were conducted in Arabic with male cultivators in four villages: three located in different areas of the historic cannabis zone, and one outside of the historic zone. Contacts with villagers were initiated as early as 2002 and were increased by chain-referral sampling. Various topics were addressed during these interviews; most notably: new cultivation trends, introduction dates of hybrids, origin of seeds, cultivated varieties, yields, cultivation techniques, hybrid and *kif* local names, prices (seeds, hashish, well drilling, etc.). Visiting the four villages was done as part of a preplanned driving itinerary meant to allow for as many visual observations as possible (such observations are easily made from the roads as cannabis fields cover entire valleys and hillsides of the Central Rif). Therefore visual observations of cultivated varieties (notably using geotagged photographs) were made possible in a large part of the Rif. Information was therefore acquired from primary sources by direct observation and generated empirical evidence. Despite intrinsic limitations (limited surveyed area, limited interviews, no interviews of traffickers, etc.), the mixed methodology allowed the collection and analysis of quantitative and qualitative data and brought convincing answers to the initial research question.

From kif to hashish: a brief history

Morocco is a producer of both *kif* and hashish, although very little *kif* is produced nowadays and only hashish is exported (Afsahi, 2010; Chouvy, 2008; Labrousse and Romero, 2001; Moreno, 1997; UNODC, 2003). *Kif* and hashish are derivatives of cannabis (*Cannabis sativa* or *Cannabis indica*) (Evans Schultes et al., 1975) whose female plants are the best producers of cannabinoids, the psychoactive compounds that are present in the plant and give cannabis and hashish their potency. *Kif*, from the Arabic *kayf* for pleasure (gave *kif* in French and *kef* in English, with basically the same meaning as in Arabic), designates a mixture of chopped cannabis and tobacco that was traditionally smoked in Morocco in a small pipe called a *sebsi* (Afsahi, 2009). But *kif* is also the Moroccan name for the cannabis plant, a local variety that is adapted to the dryness of the Rif region. *Kif* is said by many to be a landrace, that is, an old cultivar that was geographically isolated from others and has developed largely by natural processes, by adaptation to the natural and cultural environment in which it grows.

Hashish (from the Arabic for grass) is a psychoactive drug made by compressing the resin glands, or trichomes, of the female cannabis plant. It can be obtained through two different processes, depending on techniques employed in various production areas. In Morocco, the resin glands of the cannabis inflorescence, where

delta-9-tetrahydrocannabinol (THC), its main psychoactive substance, is concentrated, are collected by threshing and sieving after the plant has been harvested and dried. Sieving was also the technique favoured in the famous Bekaa valley, in Lebanon, where the renowned Red Lebanon hashish was produced in large quantities up until the early 1990s. Moroccan hashish production techniques (threshing and/or sieving) were most likely imported from Lebanon (Clarke, 1998: 224). The other technique, used only in some parts of Asia, is the hand-rubbing one: much less technical than sieving, it consists of rubbing the flowering cannabis branches back and forth between the palms and fingers until the resin builds up on the hands. Such a process occurs only in the Indian subcontinent (Clarke, 1998: 63).

Sieved hashish is much easier and faster to obtain than hand-rubbed hashish since, according to Clarke, one kilogramme (kg) of sieved hashish can be obtained in only a few hours vs. 10–25 g of hand-rubbed hashish by one collector during a full working day. Such a difference not only makes sieving much more suitable for commercial scale production but it also makes sieved hashish more potent since almost all the plant's resin is recovered. Sieving is clearly more efficient than hand rubbing. This does explain in part why 130,000 ha of cannabis devoted to the production of sieved hashish reportedly (according to the UNODC) made Morocco the world's first hashish producer and exporter in 2003 but also potentially the producer of the world's most potent hashish (UNODC, 2003). Potentially only though, because while sieving can produce a very fine hashish, when completed by heavy threshing, as is the case in Morocco, it "also makes practical the collection of very large quantities of very low-quality powder" (Clarke, 1998), something that the fast-growing Western demand undoubtedly provoked. Obviously, the quality of the end product depends very much on how the threshing and the sieving processes are conducted, based on the producers' goal: large quantities of a lesser quality resin vs. smaller quantities of a high end resin.

In fact, High Times, the largest cannabis-related magazine in the world, reported some twenty-five years ago from the Rif that "the older farmers remember how to make fine hashish but [...] cannot get a high enough price for it to make it worthwhile to produce". As a consequence, "the Moroccans make much more money by selling lesser quality product" (High Times, 1988). Clarke actually goes further when he writes in 1998 that when Moroccan cannabis was cultivated for the production of fine *kif*, "the plants were very different in appearance from the hashish-producing Moroccan cannabis of today" (Clarke, 1998: 184). A cannabis specialist interviewed by the authors now suggests off the record that Lebanese seeds entered Morocco along with the hashish-making techniques, and that the hashish-making *kif* plant would in fact have been a hybrid of *kif* proper and Lebanese varieties. In fact, the early Moroccan hashish reportedly tasted very much like Red Lebanese (communication by a cannabis specialist who interviewed one of the first traffickers of Moroccan hashish, arrested in the mid-1960s). This is most likely what the Moroccan ethnobotanist Jamal Bellakhdar refers to when he writes that traffickers introduced new low water varieties in Morocco in the early 1980s: reportedly from the Near East ("*cherq*"), which was possibly from Lebanon (Bellakhdar, 2008: 230; and personal communication). In any case, in the past, Moroccan cannabis plants were large and well branched; they were spread apart in manured soils and regularly watered. Small plots allowed for slow indoor drying that preserved most of the volatile terpenoids (organic chemicals) and made high-quality hashish production possible. There seemed to be three traditional qualities of the *kif* plant, *ktami*, *zerwali*, and *gnawi*, all rather water-demanding (Bellakhdar, 1997). Yet, "whatever improvements kif breeders had made in the past have been lost to modern growers. The small, moderately-branched plants growing now, pale in comparison to the bygone traditional plants" (Clarke, 1998: 184). In the end, as Clarke denounces, hashish production became an industry geared towards mass production and "the quality of Moroccan hashish has declined drastically as a result" (Clarke, 1998: 184).

Cannabis was most likely introduced in the Maghreb after the seventh century through the Arab invasions. Yet, very little is known about early cannabis cultivation in the Rif since the region has long been isolated, its Berber inhabitant keeping all foreign visitors at bay until the late nineteenth century. The right to cultivate cannabis in the Rif has first been granted to five *douars* (villages) by Sultan Moulay Hassan in the nineteenth century. Cultivation was further allowed under the Spanish Protectorate, except for the small period during which Abdelkrim al-Khattabi, the Moroccan Riffian political and military leader, advocated against it. Then, Mohammed V tolerated cannabis cultivation at the onset of Moroccan independence, for tribal discontent with cannabis prohibition had to be quelled in one of the kingdom's poorest regions. People from the region of Ketama now either assert that Mohammed V orally allowed them to cultivate cannabis, or that a 1954 *dahir* (decree) gives them the official right to do so, even though this *dahir* clearly does not allow such a thing (Afsahi, 2010). Notwithstanding the illegality of cannabis cultivation in the kingdom, its tolerance continued under the reign of Hassan II despite the "war on drugs" he declared in September 1992, which, as the UNODC, 2003 Survey showed, fell short of the planned political efforts to step up interdiction, prosecution, and economic development alternatives to wean the Rif from the lucrative drug trade (Chouvy, 2008).

Cannabis cultivation reportedly stayed under control in a limited geographical area (the so-called historic zone) until the early 1980s, with probably less than 10,000 ha cultivated in the late 1970s, up from a few hundred hectares or few thousand only in the early 1970s (Simons, 1995; Anegay, 2001). Cultivation exploded only in the 1980s as a result of complex push and pull economic factors, of which two sets are to be mentioned. First is the economic crisis that unfolded in Morocco and especially in the Rif mountains, where the mechanisation of agriculture was never satisfactorily developed, and where emigration opportunities and the foreign remittances it generated proved insufficient to compensate for the ongoing economic crisis. Second is the growing European demand for hashish that developed during the 1960s and, mostly, during the 1970s and 1980s. This demand is basically what turned the Moroccan cannabis economy from producing the *kif* mixture to producing hashish (Afsahi, 2009, 2010; Bordes & Labrousse, 2004; Chouvy, 2008; Clarke, 1998; Labrousse & Romero, 2001; Moreno, 1997; Mouna, 2010).

Growing European demand and Morocco's closeness to the European booming consumer market most likely spurred hashish production in the Cherifian kingdom, especially in the Central Rif where many say that only the *kif* plant can be grown. According to Dutch and European Union official estimates cannabis was most likely grown on 25,000 ha in the mid 1980s, on 60,000 ha in 1993, and on 75,000 ha in 1995 (Clarke, 1998). Then, during the 1980s and the 1990s, cannabis cultivation increased and spread outside of the traditional growing area of the Central Rif as far as the Larache and the Al-Hoceima provinces (Labrousse & Romero, 2001; Moreno, 1997; OGD, 1994). The 1980s and 1990s were decades of great change not only for Moroccan hashish production: wars in Afghanistan, Lebanon, and Syria, but also counter-narcotics efforts in Lebanon and Turkey, affected their respective hashish productions, most likely spurring Moroccan production. In the early 2000s cannabis cultivation reached unprecedented surface areas and geographical limits, as shown by the 134,000 ha grown in 2003 and the 3080 tonnes of hashish it produced (UNODC, 2003).

Ten puzzling years

According to the last UNODC survey that took place in Morocco, in 2005, only 72,500 ha of cannabis were grown in the country in 2005, potentially producing 1066 tonnes of hashish (UNODC, 2007). Cultivation had reportedly already decreased between 2003 and 2004, down to 120,500 ha, but the real decline only occurred in 2005. The fact that the extent of cannabis cultivation was officially revealed in 2003 by the UNODC most likely played a role in the decline that followed. The Moroccan authorities undoubtedly felt compelled to quickly bring down cultivation. The 2005 decline was attributed in the UNODC report to a drought and to awareness and forced eradication campaigns by the Moroccan authorities (UNODC, 2007). Forced eradication figures were mentioned in the UNODC report, even though the UN agency made clear that it did not verify what was basically unilateral Moroccan data (UNODC, 2007). Out of the 15,160 ha of cannabis reportedly eradicated in Morocco in 2005, 12,000 were in Larache province, far outside of the Rif proper, and therefore in a region less prone to resistance. 3000 ha were also eradicated in Taounate province (out of 12,362 ha), on the southern limit of the historic cannabis region, but only 150 ha were targeted in Chefchaouen province (out of 40,529 ha), basically where part of the historic zone is located, where cannabis cultivation has long been tolerated, and where resistance by the population is potentially more important (UNODC, 2007: 25). The Al-Hoceima province, where a large part of the historic zone lies, was spared by eradication efforts.

While cannabis cultivation did decrease in 2005, it is impossible to assess the eradication effort carried by the Moroccan authorities, if only because the largest eradication measures were taken in the province (Larache) where cultivation was most limited, but also because the Moroccan authorities reportedly eradicated 12,000 ha in a province where the UNODC survey found only 3917 ha of cannabis prior to eradication (UNODC, 2007: 9). A certain level of disagreement between the Moroccan authorities and the UNODC meant that the report on the 2005 survey only came out in 2007,[3] and that it was to be the last such report. As a matter of fact, the UNODC office in Morocco closed in 2006 with no official explanation.

Post-2005 estimates of cannabis cultivation and hashish production in Morocco were subsequently published in the UN World Drug Reports based on official Moroccan data alone: post-eradication estimates were of 60,000 ha in 2009 and in 2010, and of 47,500 ha in 2010 and in 2011, when 760 tonnes of hashish were reportedly produced (UNODC, 2013). Such data of course raise a few questions about how they were collected. Moroccan official data are most likely produced partly on the basis of the methodology used during the three joint Morocco-UNODC surveys (remote sensing combined with sample-based field surveys used to ground-truth satellite images and validate and refine cultivation and production estimates), but it is reasonable to guess that the methodology has evolved, if only because the Moroccan authorities and the UNODC strongly disagreed on the contents of the last UNODC report (see above and note 3). Yet there is a lack of communication by the Moroccan authorities on how surveys are now conducted, or if surveys are even being conducted. While there is no intrinsic reason to doubt Moroccan data, in the end, no data, including that of the UNODC, should be communicated without providing details on how they were collected and processed, or to the very least without offering basic statistical details. As a result, the recent Moroccan data clearly raise more questions than they answer.

First, and as previously mentioned, the EMCDDA pointed to "anomalies" existing between "the dramatic fall in estimated cannabis resin production in Morocco" and seizure data (EMCDDA, 2012: 58). Indeed, more Moroccan hashish was seized by Morocco, Spain and other European countries, and Algeria, than hashish estimated exported in 2009. The discrepancy noted by the EMCDDA is one that is also pointed to by various European counter-narcotics police services who unofficially estimate annual Moroccan hashish production to be somewhere between 2000 and 3000 tonnes, that is, far above the official Moroccan estimate of 760 tonnes (2011). Obviously, neither the EMCDDA nor European police services agree with the UNODC when it states in its 2013 World Drug Report that, in Morocco, "the reported decrease in production is substantiated by a decrease in seizures of both resin and kif [. . .] in the country". The UNODC also explains that the "Moroccan authorities attributed the decline in seizures to increased law enforcement efforts to counter cultivation within the country and to counter trafficking along the country's borders". The UN agency then points to the fact that the "quantities of cannabis resin seized in Spain fell for the third consecutive year", Spain being the country that seizes most hashish in the world (34% of global seizures in 2011) (UNODC, 2013: 25). In any case, the 2013 World Drug Report did not address the issue raised by the 2012 EMCDDA report and did not question the validity of the Moroccan data.

Second, neither the Moroccan authorities nor the UNODC mention that if seizures did actually decrease, the hashish seized in Europe also changed both in shapes and potency. During the past few years, European counter-narcotics police services noticed that they were no longer seizing the 250-g soap bars, or *savonnettes* in French, that made most if not all of their intercepts in the 1980s and 1990s. Most such *savonnettes* disappeared (except maybe in the United Kingdom, something that is not yet explained) from European seizures and were replaced by 200-g melon-shaped balls, 100-g tablets, and 10-g olive-shaped pellets (interviews of European police services and discussions with hashish dealers in France).

Third, and most importantly, in the past few years hashish seizures in Europe have shown increasing THC contents. While the traditional *savonnettes* showed an average THC content of 8% and were of poor quality, the Moroccan hashish seized in France averaged a 16% THC content in 2012 according to tests ran by the French Scientific Police. THC contents reportedly reached 10% in 2007 and 12% in 2011, with an all-time high of 38% on at least one 2012 sample (unpublished data provided by the French scientific police, *Institut national de police scientifique*, or INPS, and the French Monitoring Centre for Drugs and Drug Addiction, *Observatoire francais des drogues et des toxicomanies*, or OFDT). According to data published by the EMCDDA (Statistical Bulletins available online), hashish potency also increased in Spain, with a 15% THC content in 2011. It was rather stable in The Netherlands though (16%), where sample testing is supposed to be the most rigorous in Europe. While it is difficult at this stage to compare THC contents in countries where data are available because very little information exists on how THC testing is carried in different countries (tests are carried on seizures only, with different testing protocols in different countries), it is nevertheless possible to say that hashish THC contents have clearly increased since 2000 in France and Spain, that is, the two largest consumer markets of Moroccan resin. In its 2011 World Drug Report, the UNODC mentioned that the THC contents of hashish in European countries "followed divergent patterns, with some countries showing an increase and others a decrease" but the UN agency did not consider how this could be related to production changes in Morocco (UNODC, 2011: 192).

[3] The UNODC explained in a 2006 preliminary version of the 2007 report that validation by the Moroccan authorities was taking more time than expected. It is likely, though, that the discrepancy between the Larache cultivation estimates and the alleged eradicated surface delayed a publication in which the discrepancy was neither solved nor acknowledged.

To sum up, on the one hand, it can be safely assumed that cannabis cultivation has clearly decreased in Morocco, whether to the extent shown by official data or not: while a visual confirmation of an important cultivation decline was made possible by the authors in July 2013 (on the basis of previous observations made by them during the 2000s: many previously cultivated areas were cannabis-free in 2013), it is impossible without further methodological details to assess the most recent official Moroccan data. On the other hand, it is also safe to assume that hashish production has not declined to the extent suggested by the most recent official data, something that is clearly suggested by the level of international seizures. While no explanation was provided – whether by the EMCDDA, the UNODC, European counter-narcotics police services, or the Moroccan authorities – to explain for the discrepancy between estimated production levels and existing interception levels, two recent and mostly unnoticed trends gave serious clues to the change in hashish production that is obviously taking place in Morocco.

The new era of hybrid cannabis and highly potent hashish

In the last few years, and as witnessed in 2013 in the Rif by the authors, the *kif* landrace[4] has been largely replaced by new cannabis varieties with radically different physical aspects. According to observations made in July 2013 by the authors in dozens of cannabis fields across the Rif, the *kif*'s *sativa* features gave way to the *indica* looks of various new varieties in what seems to be the vast majority of cannabis fields.[5] While this is only a guesstimate based on visual observations carried across the Rif it is clear that *kif* cultivation is quickly receding: very little of the *kif* variety could be seen in the cannabis fields in the summer of 2013. Instead, it seems that out of ten new varieties mentioned to the authors by Moroccan cannabis cultivators, and seen at various occasions by the authors, spread throughout the Rif, one especially, the *khardala* variety, is now being cultivated across the region. All new varieties appear to be hybrids[6] of various origins and pedigrees, and it can safely be assumed that the ongoing and massive switch to hybrid varieties is the reason why international hashish seizures seem to invalidate the official hashish production estimates in Morocco. Cannabis cultivation has undoubtedly declined to some extent but hashish production levels may well have been maintained. Indeed, according to the cultivators interviewed by the authors during this research, the new hybrids cultivated in Morocco yield three to five times more hashish than the *kif* variety. And, logically, what is basically a new Moroccan hashish is also more potent, which explains why the THC contents of seized hashish have increased along the past decade.

While some hybrids were spotted in the Rif in the early 2000s during the first UNODC surveys (personal communication by a former UNODC team member), no mention of their cultivation in Morocco was ever made by the UN agency in its cannabis surveys or in its subsequent World Drug Reports. Yet a few specimen of a so-called Pakistani variety were noticed and photographed by the above-mentioned UNODC surveyor in 2004, that is, a few years after the first outdoor hybrids were produced in Switzerland's Tessin region, in 1997 (until then, all hybrids, such as the famous skunk variety, were meant to be cultivated indoors). According to a source who was involved in hybrid breeding and cultivation in Switzerland (personal communication by a cannabis specialist), the "Canna Swiss Cups" (Swiss equivalent to the famous Cannabis Cup held in Amsterdam) most likely made the cultivation of hybrids in Morocco in the early 2000s possible. It is therefore possible that the aforementioned "Pakistani" variety may well have been a hybrid of various *sativas* adapted in Switzerland, where cannabis cultivation was considered legal during seven years, and of Afghan inbred lines (well known varieties such as Afghani#1 or Kush#1). The first hybrid seeds to be sown in Morocco may also have been imported from The Netherlands, where cannabis hybridization has a long history, or from Belgium and The Netherlands by Moroccan bar and coffee shop owners in the late 1990s. Also, hybrid seeds are now clearly being introduced in Morocco from Spain, where cannabis seed breeders are competing with Dutch seed breeders (interview in Spain and in Morocco with Moroccan cannabis cultivators who import seeds from Spain). Yet at this stage very little is known about the nature of the varieties now cultivated in Morocco, or about how and by whom the seeds have been introduced in the country: only hypotheses can be proposed at this point. What is known is that the new varieties are hybrids of *indicas* and *sativas* with high resin yields and high THC contents. It is highly likely that the seeds are mostly introduced by foreigners (whether involved only in trafficking, or also directly involved in cannabis growing and hashish production), by Moroccan traffickers (*beznassa*), and, most likely to a lesser extent, by Moroccan growers themselves (those who can travel to and from Spain or The Netherlands for example) (Bellakhdar, 2003). What is agreed upon by the cultivators interviewed during this research is that hybrid cultivation is most often undertaken to meet a growing outside demand: hybrid cultivation seems to be to a large degree a demand-driven phenomenon.

The existence of cannabis hybrids in Morocco is still a largely unnoticed phenomenon. This is despite the fact that the presence of hybrids in Morocco has been debated about and commented for years on various cannabis-related forums on the Internet, with regular mentions of Pakistani, Mexican, and Jamaican hybrids: a simple search on such forums yields many detailed descriptions of the new hybrids and even some cultivation details. Also, a few 2006 photos (according to Exif metadata) of what is most likely the Pakistani variety could also be found pinned on Google Earth in the heart of the Rif. Later on, a 2010 movie documentary[7] by the Strain Hunters,[8] a filial of the Green House Seed Company, one of

[4] A landrace, or heirloom, is an old cultivar that was geographically isolated from others, resulting in inbreeding and indigenousness: it has developed largely by natural processes, by adaptation to the natural and cultural environment in which it lives. A landrace is also called a heirloom variety, that is, a variety that is old (before 1951, when the first vegetable hybrids were introduced) and, is open-pollinated. Landraces are usually more genetically and physically diverse than formal breeds. While many seed breeders refer to the *kif* variety as a landrace or heirloom, it can be safely assume that it became an inbred line (IBL) long ago: a variety that has been selectively inbred to stabilize certain traits in the variety, with great uniformity of plants and no phenotype variation (quick flowering, large amount of resin, but variations in height and leaf shapes between seedlings for example). Afghani#1, for example, is an IBL selectively bred from several different Afghani landraces.

[5] Sativa cannabis plants grow fast, are tall and thin, with light green narrow leaves. After flowering, *sativa* plants can reach maturity within 10–16 weeks. They are originally from Colombia, Mexico, or Thailand. *Indica* cannabis plants are short, wide and dense, with dark green broad leaves. Having more chlorophyll than *sativas* (who require more light) they mature in 6–8 weeks and have higher yields. *Indicas* mostly originate in Afghanistan and Pakistan. According to a new taxonomic treatment of cannabis devised by botanists Robert Clarke and Mark Merlin (Clarke & Merlin, 2013), a distinction is made between narrow-leaf hemp (NLH) and broad-leaf hemp (BLH), along other distinctions based on different cannabis gene pools: it is meant to "resolve previous taxonomic discrepancies" (Clarke & Merlin, 2013: p. 9).

[6] A hybrid (or genetics in the cannabis seed breeder and pot growing community) is the result of crossing two separate IBLs by controlled pollination, sometimes by hand-pollination. Hybrids are usually more vigorous (faster growth and higher yields) than either of their parent IBLs but they are likely to show a greater degree of variation between seedlings but with only minimal phenotype variation between seedlings. Yet, while hybrids have many qualities, to the difference of heirloom varieties they have a lower ability to reproduce themselves "true to type". An F2 (Filial 2) hybrid is the result of self or cross pollination of an F1, without the consistency of the F1 hybrid.

[7] http://www.strainhunters.com/ (page visited on the first of October 2013).

[8] Strain is a term that is mentioned very often in texts and talks about cannabis even though it lacks an official ranking status in botany. A strain is a designated group

The Netherlands' most famous seed breeders and regular winner of the annual High Times Cannabis Cup (Amsterdam), focused on the fast increasing cultivation of the Pakistani variety in the Rif. While the Strain Hunters' movie is full of historical and cultural approximations and mistakes on Morocco and the Rif, it is nevertheless a worthwhile documentary made by expert cannabis breeders, who were amongst the first to witness the spread of hybrids in Morocco.

The fact that cannabis cultivation is diversifying and that *kif* cultivation is diminishing across most of the Rif was made obvious by the collection in July 2013 by the authors of this research of new names given to the *kif* plant. The *kif* is now very often called *beldiya* (from the Arabic *bled*: country, countryside, local), *maghribiya* (Moroccan), *aadiya* (regular), or *kdima dyalna* (our old one) (interviews with cannabis cultivators). Previously, the most frequent names given to the *kif* were *naanaa* (mint) and *aachba* (stem, stalk) (Afsahi, 2009). Some of the hybrids that are now cultivated in the Rif have names that stress their foreign origins: this is the case of the *gaouriya* (European in Moroccan slang) and the *romiya* (from Romans, the foreigner). The so-called Pakistani variety is called *pakistana*, and there is also mention of the *jamaicana*, the *mexicana*, the *marijuana*, the *avocat* (avocado), and the *hajala* (the widow: a feminized variety). Interestingly, the name *khardala*, that of the most widespread variety in the Rif in 2013, means mix or blend. Yet the *khardala* is also called *berraniya* (the stranger). While it has definite *sativa* features that makes it look very much like *kif* (the *kif* is a sativa variety), its *indica* characteristics are mentioned by the cultivators: it is said to be full and plump (*maamra ou ghlida*) and some, but not all, dislike the taste, the smell and even the effect of its resin (*tatkherdel*: that drives one crazy). It seems that the *pakistana*, an *indica* dominant variety, is no longer cultivated in the Rif (none could be found by the authors in 2013) and that it was replaced by the *khardala*, a *sativa* dominant variety. Some cultivators seem to think that the *gaouriya*, a wide and low *indica* dominant variety with higher yields and higher THC content, is likely to replace the *khardala* in the coming years (interviews with cannabis cultivators).

According to various accounts by local growers, the Pakistani variety was not adapted to the Rif, and did not offer high enough resin yields (although yields are not clear). The *khardala*, a hybrid of unknown pedigree, resembles the *kif* very much but grows significantly wider with definite *indica* features and qualities (most notably broad leaves and a higher potency). One such feature, of course, is its long growth period: it is sown in April or May and cut in October, that is, much later than the *kif* (sown in February or March and cut in July or August). The late drying period is actually a problem for the crops cannot be dried on rooftops[9] after summer has ended and because indoor drying spaces are far from being always available. Of course this is something that can affect the quality of the end product. One hundred kg of cut *khardala* can reportedly yield up to 7 kg of resin the first year, 5 kg the second year, and 3 kg the third year, when new seeds need to be purchased. This amounts to potentially high extraction rates: 7% the first year and, if the seeds produced the first year are sowed, 5% the second year and 3% the third year with an average extraction rate of 5% over three years, which is basically the extraction rate mentioned by most cultivators (interviews with cannabis cultivators). This is much higher than what the *kif* variety could produce in the early 2000s according to the UNODC surveys: 2.8% in 2004 and a mere 2% in 2005 (UNODC, 2007). In *Hashish!* Robert Clarke mentions that in 1987 a team of four experienced people working about 10 h could extract between 2.25% and 4.25% of resin (depending on quality) out of 200 kg of *kif* (Clarke, 1998: 222). While the resin yields of the *gaouriya* are not known (only small test plots could be observed by the authors), they are said to be higher than those of the *khardala* (interviews with cannabis cultivators).

Lower needs in water also make the *gaouriya* more attractive, since water extraction and irrigation techniques are expensive. This is actually one of the most important changes in cannabis cultivation practices in the Rif: while *kif* was predominantly cultivated on *bour* (rain fed), the new varieties must absolutely be grown on irrigated land (interviews with cannabis cultivators and observations by the authors). The k*if* produced less resin but was adapted to the Rif's dryness and could sustain high levels of water stress. Only 12% of cannabis fields were irrigated in 2004, 20% in 2005 (UNODC, 2007). The new hybrid varieties require a lot of water. In a dry country with very little rain, where the lack of springs prevents the traditional flood irrigation in most places, only water tanks and wells make irrigation possible. Countless water tanks dot the cannabis-covered valleys and slopes, and wells are now reportedly dug on a much frequent basis and at much deeper depths. The typical large 15-m deep hand-dug wells just cannot deliver enough water to irrigate what has mostly become hybrid cultivation. As a result, drilling companies have made much deeper and narrower machine-drilled wells much more common in the Rif and 100-m deep wells are now common. As a consequence irrigation costs have largely increased of course, not only because well drilling is expensive but also because motor pumps, irrigation hoses and sprinklers are needed. In fact, the hybrid rush has become a water rush as even the deep wells empty quickly and as new wells are frequently needed (interviews with cannabis cultivators).

Scarce water resources end up being wasted by poor and sometimes detrimental irrigation techniques (observations by the authors). Most cannabis fields are equipped with sprinklers that are too often used at midday, when evaporation is at its highest. This is because many cannabis growers do not own enough sprinklers and have to move them from place to place across their fields from dawn to dusk (observations by the authors). Beyond wasting water, sprinklers also inevitably affect the trichomes and the volatile terpenoids and, by consequence, resin production. Cannabis cultivation techniques are still very basic in the Rif, for no or very little drip or wick irrigation is used (more efficient use of water), because broadcast seeding is still widespread, and because precise seeding – or even better, greenhouse germination – is too rare (resulting in denser crops, but also shorter and stunted unbranched plants).[10] Also, chemical fertilizers are used more often than manure and while they make cannabis plants mature faster, often before resin maturity, they also tend to affect the smell and taste of the end product (Clarke, 1998: 191; and observations by the authors). *Khardala* cultivation also largely occurs by sowing seeds that were obtained during the previous harvest on seeded plants, something that proves detrimental to hashish yields, and that is clearly inadvisable (interviews with cannabis cultivators). Indeed, since the *khardala* variety is a hybrid, it is not a true-to-type variety that can be safely reproduced from its own seeds (contrary, to some extent, to the *kif* landrace/heirloom). Also, since it is not a feminized variety, female plants often get pollinated either by the rare male plants that inevitably escape manual pulling, or through the hermaphroditism phenomenon: cannabis is a monoicous plant and separate male and female flowers can be present on the same

of offspring that are descended from a modified plant, whether it was produced by conventional breeding or by genetic mutation.

[9] Another "traditional" technique that proves detrimental to hashish quality because the wind blows away the very volatile terpenoids. Clarke explains that while plants dry faster in the sun than indoor (5–7 days vs. 10–14 days) the sun bakes out the terpenoids and makes the resin less moist and sticky. Also, light and heat tend to alter THC and lower the final potency (Clarke, 1998: 188).

[10] The *kif* also increasingly suffers from flat stems or fasciation: a flat unbranched stem topped with only one flat flower. Fasciation obviously affects resin yields.

individual, with self fertilization as possible result. In the end it appears that if the new varieties offer much higher yields than the *kif* plant, and especially the recent and impoverished *kif* variety, the Rif's full hashish production potential has not yet been reached. Newer varieties and better cultivation techniques can undoubtedly yield higher hashish production. Still, the cultivation of the *khardala* variety easily allows for three-fold increases compared to what *kif* cultivation can produce. In the end, a two-third decline in cannabis cultivation since 2003 is very likely to have been offset by the yield increase allowed by the cultivation of the new hybrids on the vast majority of the actual cannabis surface.

A doomed revival?

Moroccan cannabis cultivation started declining when new hybrid varieties were introduced in the country. Yet correlation is not causality, and it does not seem that the cultivation decline is what caused the resort to hybrids. It is not clear what role forced eradication might have played, since it mostly took place outside of the historic cannabis zone of the Central Rif. In any case, forced eradication was stopped in 2011 (USDS, 2012) partly in reaction to the Arab Spring[11] and to the 2010 Bab Berred demonstrations. In the end, other factors are more likely to have caused the actual hashish revival in the country. The Moroccan *kif*-based hashish industry suffered from producing large quantities of low quality hashish of bad reputation among European consumers. This low potency hashish that was almost systematically cut with adulterants ended up suffering from commercial European indoor cannabis cultivation (notably in Vietnamese-ran greenhouses in France or the United Kingdom, especially since the early 2000s). European hashish aficionados could even produce their own high quality hashish by resorting to expert extraction techniques: water-based or gas-based extraction devices (already used in Afghanistan in the 1970s) as well as Pollinators[12] are sold in Europe and are allegedly now also used in Morocco to produce high-end hashish that could supposedly not be produced by threshing and sieving. While these extraction techniques could not be observed in Morocco by the authors, there are nevertheless accounts by individuals of Pollinators bought by Moroccan producers in Northern Europe and shipped to Morocco (personal communications by direct witnesses). What is clear is that the Moroccan hashish industry is being modernized with large-scale cultivation of hybrid varieties imported from Europe, most likely both by Moroccan and European growers and traffickers. Moroccan hashish is now much more potent than it used to be, and it is now sold in Europe in new shapes and sizes. It seems, though, that most of the seized hashish is still mixed in the same proportions than before and with the same adulterants (unpublished data provided by French Scientific Police: INPS).

Such a hashish revival, though, is still unaccounted for by most international and national agencies dealing with drug issues or the economic development of the Rif region. The 2012 International Narcotics Control Strategy Report (INCSR) of the United States Department of State (USDS), for example, considered that "Morocco has made significant efforts to combat the production and trafficking of narcotics". It also estimated that Morocco had employed "a multi-faceted strategy that couples law enforcement, crop eradication/replacement, and demand reduction/treatment efforts with economic development measures to erode the cannabis growing culture" (USDS, 2012). Yet no mention of hybrid cultivation, of higher hashish yields, or of higher THC contents, was made in the report, even though it acknowledges that while "the GOM has had success encouraging the cultivation of alternative crops, some farmers have resisted this policy".

The fact that the massive ongoing switch to hybrid cultivation is largely unknown and unaccounted for is a serious issue, for it directly questions the economic strategies that are being implemented against cannabis cultivation in the Rif. Ignoring or misunderstanding the drivers of the hashish economy as well as its net returns (potentially increased through hybrid cultivation), does not bode well for the success of the important development programmes that are underway in the region. Millions of Euros are being spent in the Rif on integrated development programmes[13] that are highly unlikely to have been designed to address the issues raised by the widespread cultivation of hybrids. Also, looking back at the history of economic development in the Rif does not augur well for the economic development of the region's cannabis growing areas when the failure of completed programmes is acknowledged. Indeed, postcolonial rural development projects in the Rif started in 1961 with the DERRO (UN/FAO) project and have failed to achieve economic development in the Rif. Similarly, the very few alternative development projects that took place in the Rif have failed to diminish or even contain cannabis cultivation in the region (Afsahi, 2009; Chouvy, 2008) and some reportedly even had counterproductive unintended consequences (Boujrouf, 1996). One such project, for example (PMH Nord project led by the AFD between 1997 and 2002, at a cost of 4 million Euros), aimed at reducing cannabis cultivation in an area by extending an irrigation perimeter and by modernizing irrigation techniques. Although such a phenomenon had already happened with opium poppy cultivation in southern Afghanistan and in other countries (Chouvy, 2009), the project eventually led to an increase of cannabis cultivation after the farmers chose to irrigate cannabis fields rather than alternative crops (interview with a development worker involved in the project). Coupled with a misunderstanding or ignorance of what is basically a new cannabis economy, a limited knowledge of past failures, and the related limitations of alternative development programmes, is of course a real concern for the region.

To make things worse, the Rif is an environmentally fragile region that is one of the poorest and most densely populated in Morocco. The fast increase of cannabis cultivation during the last decades along with poor soil conservation practices has taken a heavy toll on the Rif's forests and fragile ecosystems (Afsahi, 2009; Chouvy, 2008; Grovel, 1996). While cannabis cultivation has declined in the past ten years, the switch from the mostly rainfed *kif*

[11] According to the United States Department of State, the Moroccan government cited "several reasons for this policy, including the effectiveness of ongoing surveillance of illicit crops" (USDS, 2012).

[12] Pollinators were invented in 1993 in The Netherlands by Mila Jansen and are a fast and very effective way of extracting resin without any leaf material, dirt or other impurities. The Pollinator was the first machine ever designed to produce hashish. It was followed in 1998 by the Ice-O-Lator in which an even purer resin is extracted with both water and ice.

[13] The Moroccan Agency for the Promotion and Development of the North (APDN) launched a one billion Dirham programme (120,000 U.S. Dollars or 89,000 Euros) as part of the Moroccan government's "voluntarist policy to fight cannabis cultivation" in the provinces of Al Hoceima, Chefchaouen, Larache, Taounate and Tetouan. After this first Global Integrated Rural Development Program (GIDP), the APDN and its partners planned to mobilize about 3.4 billion Dirhams in the context of a Global IDP (2010–2013) towards more than 200 rural districts and not only towards the initial 74 or 75 rural communities (see www.apdn.ma). While such a large-scale development programme does focus to some extent on the cannabis economy in the Rif it is not clear if the dramatic changes that occurred during the last decade were integrated in the programme's design. In any case, it seems very unlikely that the important economic changes generated by the switch from *kif* to hybrids was considered in the context of the Second Pillar of the Plan Maroc Vert (2008–2020), or Green Morocco Plan, a development scheme aimed at improving agriculture launched by Morocco in 2008. The Second Pillar specifically targets the upgrading of the most vulnerable areas and populations of the kingdom. The Rif is of course included in this 68 million Euro programme funded at 74% by the AFD (AFD, 2012). The project, which started in 2012 and is coordinated by the new Moroccan Agence pour le développement agricole (ADA, or Agency for Agricultural Development, created in 2009), also aims, to some extent, at curbing cannabis cultivation in the Rif.

plant to the systematically irrigated new hybrid varieties puts the region's limited water resources at risk. In the same way as the old *kif* landrace is said to have disappeared with the development of the hashish industry, the modern *kif*, so to speak, could also disappear, replaced with hybrids that can potentially fast deplete water resources. The ongoing hashish revival might well be short-lived after all. Ironically, a legalization debate is gaining momentum in Morocco, reaching even the parliament (2013), where the use of *kif* for medicinal purposes is being discussed. While many cultivators say that nothing but *kif* can grow in the Rif, or at least that the *kif* economy is the only one viable in the Rif (even more so considering the most recent free trade agreements between Morocco and the EU), such a debate proves timely.

In the end, while it can be safely assumed that cannabis cultivation has clearly decreased in Morocco, whether to the extent shown by official data or not, it is safe to estimate that hashish production has not declined to the extent suggested by the most recent official data, something that is clearly suggested by the level of international seizures. While no explanation was provided – whether by the EMCDDA, the UNODC, European counter-narcotics police services, or the Moroccan authorities – to explain for the discrepancy between estimated production levels and existing interception levels, two recent and mostly unnoticed trends gave serious clues to the change in hashish production that is obviously taking place in Morocco. Clues that production changes are taking place in Morocco include the modification in the shapes and potency of the hashish seized in Europe, and the increasing THC content of hashish seizures in Europe.

Field observations and interviews show that *kif* cultivation is quickly receding: indeed, very little of the *kif* variety could be seen in the Rif's cannabis fields in the summer of 2013. The old Moroccan landrace is being quickly replaced by about ten new hybrid varieties, including the widespread *khardala*. It can safely be assumed that the ongoing and massive switch to hybrid varieties is the reason why international hashish seizures seem to invalidate the official hashish production estimates in Morocco. Cannabis cultivation has undoubtedly declined but has been modernized, allowing for considerably higher hashish yields that explain why and how hashish production levels may have been maintained. Also, what is basically a new Moroccan hashish is also more potent, which explains why the THC contents of seized hashish have increased along the past decade. Yet such a hashish revival is still unaccounted for by most international and national agencies dealing with drug issues or the economic development of the Rif region. This obviously does not bode well for the ecological and the economic future of the Rif and the Riffians who have already seen too many development programmes fail them.

Conflict of interest

The authors confirm that there are no conflicts of interest associated with this publication and there has been no significant financial support for this work that could have influenced its outcome.

References

AFD (Agence française de développement). (2012, March). *Accompagner la mise en place du Plan Maroc Vert*. Paris: AFD.

Afsahi, K. (2009). *Les producteurs de cannabis dans le Rif – Maroc: Étude d'une activité économique à risque* (Thèse de doctorat en économie). Lille: University of Lille 1.

Afsahi, K. (2010). Cannabis cultivation practices in the Moroccan Rif. In T. Decorte, T. Decorte, et al. (Eds.), *World wide weed. Global trends in cannabis cultivation and its control* (pp. 90–114). Farnham: Ashgate.

Anegay, K. (2001). *Introduction et développement des cultures alternatives dans le Rif marocain (phase II)*. Rabat: APDN.

Bellakhdar, J. (1997). *La pharmacopée marocaine traditionnelle*. Paris: Ibis Press.

Bellakhdar, J. (2003). *Le Maghreb à travers ses plantes*. Casablanca: Editions le Fennec.

Bellakhdar, J. (2008). *Hommes et plantes au Maghreb. Eléments pour une méthode en ethnobotanique*. Metz: Plurimondes.

Bordes, P., & Labrousse, A. (2004). Économie de la drogue et réseaux de corruption au Maroc. *Politique Africaine*, *93*, 63–82.

Boujrouf, S. (1996). La montagne dans la politique d'aménagement du territoire au Maroc. *Revue de géographie alpine*, *4*, 37–50.

Chouvy, P.-A. (2008). Production de cannabis et de haschich au Maroc: contexte et enjeux. *L'espace politique*, *4*, 5–19.

Chouvy, P.-A. (2009). *Opium. Uncovering the politics of the poppy*. London: I.B. Tauris.

Clarke, R. C. (1998). *Hashish!*. Los Angeles: Red Eye Press.

Clarke, R. C., & Merlin, M. D. (2013). *Cannabis. Evolution and ethnobotany*. Berkeley: University of California Press.

EMCDDA (European Monitoring Centre for Drugs and Drug Addiction). (2012). *Cannabis production and markets in Europe. EMCDDA insights*. Luxembourg: Office for Official Publications of the European Communities (see also Statistical Bulletins at www.emcdda.europa.eu)

Evans Schultes, R., et al. (1975). Cannabis: An Example of Taxonomic Neglect. In V. Rubin (Ed.), *Cannabis and Culture* (pp. 21–38). The Hague /Paris: Mouton Publishers.

Grovel, R. (1996). La préservation des forêts du Rif centro-occidental: un enjeu de développement de la montagne rifaine. *Revue de géographie alpine*, *4*, 75–94.

High Times (Unknown author). (1988, July). The Modern Moroccan. In *High Times*.

Labrousse, A., & Romero, L. (2001). *Rapport sur la situation du cannabis dans le Rif marocain*. Paris: Observatoire français des drogues et toxicomanies (OFDT).

Moreno, P. (1997, December). *Estudio del cultivo de cannabis sativa en el Rif marroqui: sus consecuencias socioéconomicas para la región*. Universidad politécnica de Valencia, Ecuela Téchnica Superior de Ingenieros Agronomos, Dpto. De Economía y Ciencias Sociales.

Mouna, K. (2010). *Le bled du kif. Economie et pouvoir chez les Ketama du Rif*. Paris: Ibis Press.

OGD (Observatoire géopolitique des drogues). (1994). *Rapport d'enquête sur les enjeux politiques, économiques et sociaux de la production et du trafic des drogues au Maroc*. Unité drogues, Secrétariat général de la Commission des Communautés européennes.

Simons, M. (1995, June). Signs in wind of Morocco drug crop. In *The New York Times*.

UNODC (United Nations Office on Drugs and Crime). (2003). *Maroc. Enquête sur le cannabis 2003*. Vienna: United Nations.

UNODC. (2006). *Review of the world cannabis situation. Bulletin on Narcotics* (Vol. LVIII, Nos. 1 and 2).

UNODC. (2007). *Maroc. Enquête sur le cannabis 2005 – Rapport préliminaire*. Vienna: United Nations.

UNODC. (2011). *World Drug Report 2011*. Vienna: UNODC.

UNODC. (2013). *World Drug Report 2013*. Vienna: UNODC.

USDS (United States Department of State). (2012). *International Narcotics Control Strategy Report 2012*. Washington, DC: Bureau for International Narcotics and Law Enforcement Affairs, Department of State.

Contrôle politico-territorial et culture illégale de plantes à drogue

Politico-territorial control and illegal drug plant cultivation

Pierre-Arnaud Chouvy

chargé de recherche au CNRS, UMR 8586 Prodig

Résumé Le déficit de contrôle politico-territorial propre à certains pays explique en partie que des dizaines de milliers d'hectares de cultures illégales y existent. Les raisons d'un tel manque de contrôle politico-territorial sont diverses et non exclusives : conflits armés, corruption, territoire non ou trop faiblement intégré ou contrôlé, déficit de moyens humains, économiques, matériels, etc. En effet, la culture illégale de dizaines de milliers d'hectares de cannabis, de cocaïer et de pavot à opium sur le territoire de certains États implique, de deux choses l'une, que les autorités étatiques soient impliquées dans cette production, ou que l'État ne contrôle pas l'intégralité du territoire dont il a la charge. Le déficit de contrôle politico-territorial s'apparente à trois cas de figure : guerre totale mais inefficace contre la drogue ; tolérance étatique ; incapacité à faire face à une contestation armée. L'impossibilité du contrôle politico-territorial complet, même par les plus puissants, démontre si besoin est qu'en dépit du nombre de batailles gagnées ici et là par les États, la guerre contre la drogue est perdue d'avance. En fin de compte, les limites du contrôle politico-territorial des États appliqué à la lutte antidrogue posent en filigrane la question de la pertinence de l'illégalité d'une pratique que certains estiment être légitime.

Abstract *Insufficiency in politico-territorial control by the state can, to some extent, explain the existence of large expanses of illegal drug cultivation. Causes of such weak politico-territorial control are many and non-exclusive. They include armed conflicts, corruption, loosely integrated territories, lack of financial, human and material means of asserting state control, etc. Illegal drug plant cultivation on tens of thousands of hectares in some countries implies that the state is either directly involved in what is basically an illegal activity or that the state does not completely control its territory. Such lack of politico-territorial control can occur according to three scenarios : that of a full-fledged but inefficient war on drugs ; that of toleration, for various motives, of illegal drug plant cultivation by the state ; and that of the militarily-challenged state that cannot exert full control over its territory. The fact that total politico-territorial control by the state, no matter how powerful and resourceful, is deemed impossible, shows that, despite the many battles won, the war on drugs has long been lost. In the end, the very limits of the state's politico-territorial control, when applied to counternarcotics, implicitly question the illegality of a practice that many consider legitimate.*

Mots-clés Contrôle politico-territorial, État, drogue, illégalité, guerre, tolérance

Keywords *Politico-territorial control, State, drug, illegality, war, toleration*

Introduction

La question de la culture illégale de plantes à drogues est éminemment géographique. Elle revêt en effet une dimension territoriale de premier ordre dès lors que l'importance de superficies cultivées illégalement en plantes à drogues dans un pays donné témoigne *a priori* d'un certain degré de déficit de contrôle politico-territorial de l'État concerné. Qu'il s'agisse du cannabis (production de marijuana et de haschich), du cocaïer (production de coca, de cocaïne et de crack) ou du pavot à opium (production d'opium, de morphine et d'héroïne), leurs productions agricoles à l'échelle commerciale ne peuvent être entreprises et menées à bien que dans des contextes politico-territoriaux très particuliers. On peut d'ailleurs dire que le territoire est au centre de la problématique de la production illégale des plantes à drogues (Chouvy, 2002).

Les conflits armés figurent souvent et à juste titre au premier rang des facteurs explicatifs du recours à la production agricole de drogues illégales, bien qu'ils ne puissent toutefois expliquer à eux seuls, ou même dans tous les cas, l'émergence des espaces de production agricole illégale de drogue (McCoy, 1991 ; Labrousse, Koutouzis, 1996 ; Labrousse, 2004). Certes, le déclenchement de conflits armés dans des pays ou régions déjà concernés par la culture illégale de plantes à drogue augmente considérablement les chances de développement de leurs surfaces cultivées (Chouvy, Laniel, 2007). De fait, si les longs et coûteux conflits afghans et birmans ont permis que la production illégale d'opium se développe dans les proportions que l'on connaît sur les territoires des deux pays (Chouvy, 2009), c'est notamment parce que l'économie de la drogue y a grandement contribué au financement de la guerre. Et ce d'autant plus que la guerre s'y est prolongée au point de n'en plus finir, comme si production d'opium et guerre s'auto-entretenaient, la fragmentation politique des acteurs des conflits considérés encourageant d'autant le recours à une économie de la drogue qui, extrêmement florissante, n'en devenait que plus motivante pour les belligérants (Chouvy, 2002).

Mais la guerre, même si elle a joué ou joue toujours des rôles indéniables dans la plupart des cas d'augmentation des productions agricoles illégales de drogues, et notamment en Afghanistan, en Birmanie et même au Maroc (guerre du Rif des années 1920 : voir Chouvy, 2008), ne peut toutefois pas expliquer tous les recours aux cultures illégales de plantes à drogues, comme en témoignent les cas des États-Unis et de l'Inde. Certes, la coïncidence que l'on peut observer entre sous-développement et production illégale de drogues ne semble pas non plus être à elle seule un facteur explicatif convaincant. En effet, si cela était le cas, un nombre beaucoup plus important de pays serait concerné par la production illégale de drogues. Si divers degrés de pauvreté caractérisent bien toutes les régions de culture illégale de coca et de pavot, la corrélation est loin d'être pertinente dans le cas du cannabis, ainsi que le montrent les cas des États-Unis, du Canada et de nombre de pays européens (où cultures d'intérieur, surtout, mais aussi d'extérieur se développent rapidement). La grande souplesse écologique

du cannabis, et notamment le fait que la plante puisse être cultivée sous serre et hors-sol, explique en partie la chose mais pas complètement : à la différence de la coca, le pavot peut lui aussi être cultivé dans les parties du monde les plus diverses, ses capacités d'adaptation particulièrement développées faisant qu'il se satisfait de conditions climatiques et édaphiques des plus variées. On trouve d'ailleurs des cultures légales et illégales de pavot à opium sur tous les continents, même en Afrique, et sous des climats très variés (Chouvy, 2002).

In fine, il semble bien que, dans le contexte du régime mondial de prohibition de certaines drogues tel qu'il est défini par les conventions internationales depuis le début du XX^e^ siècle, ce soit le déficit de contrôle politico-territorial propre à certains pays qui permette que des dizaines de milliers d'hectares de plantations illégales y soient cultivés. Les raisons d'un tel manque de contrôle politico-territorial sont diverses et non exclusives : conflits armés, corruption, territoire non ou trop faiblement intégré ou contrôlé, déficit de moyens humains, économiques, matériels, etc. En effet, la production illégale de milliers d'hectares de cannabis, de cocaïer et de pavot à opium sur le territoire de certains États implique, de deux choses l'une, que les autorités étatiques soient impliquées dans cette production, ou que l'État ne contrôle pas l'intégralité du territoire dont il a la charge.

1 Contrôle politico-territorial et production agricole illégale de drogue

Le premier cas de figure, celui de l'implication de l'État dans la production agricole illégale de drogue, implique de clarifier une notion largement usitée sans avoir jamais été définie de façon satisfaisante et dont il ne semble pas d'ailleurs qu'on puisse l'appliquer à quelque État que ce soit : celle de narco-État. En effet, « le concept de narco-État, vaguement formulé par des chercheurs et des journalistes en quête de notions-choc, présuppose l'existence d'un État dont la principale mission consisterait à mettre les plus importantes de ses ressources et celles de la société civile au service de l'industrie de la drogue » (Aureano, 2001 : 3). Un tel État n'existe pas dès lors que même les principaux pays producteurs de drogues agricoles illégales ne voient qu'une portion infime de leurs terres arables cultivées en cannabis, coca, ou pavot. Quel narco-État, en effet, ne consacrerait que 3 à 5 % de ses terres arables à la production d'opium, proportion dévolue à la culture illégale du pavot jamais dépassée par l'Afghanistan, pourtant producteur de près de 90 % de l'opium illégal mondial, ou par le Maroc, l'un des tout premiers producteurs de haschich au monde[1] ? Qui plus est, tout narco-État avéré ne serait-il pas mis au ban de la communauté internationale, même si la

1 Si le Maroc fut un temps le premier producteur de haschich au monde, la place lui aurait désormais été ravie, selon les Nations unies (UNODC), par l'Afghanistan. Mais les estimations marocaines sont indiscutablement sous-estimées (Chouvy, Afsahi, 2014) et celles portant sur la production afghane laissent plus qu'à désirer.

tolérance internationale de certaines des productions agricoles illégales les plus importantes existe depuis longtemps pour des questions de *realpolitik* ou pour ménager de fragiles stabilités étatiques (Chouvy, Laniel, 2007) ?

Certes, au moins un pays, la Corée du Nord, organiserait sciemment la production illégale de drogue sur son territoire. Si la culture de pavot à opium et la production consécutive d'opiacés sont permises par le droit national et international dans dix-neuf pays[2], que certains de ces pays connaissent aussi des productions illégales sur leur territoire (Inde notamment), et que d'autres pays n'abritent que des productions illégales (Afghanistan, Birmanie, Laos, Liban, Colombie, Mexique, principalement) contre lesquelles leurs États respectifs luttent plus ou moins, la Corée du Nord, elle, serait le seul pays à planifier et organiser de façon illégale[3] la production d'opiacés (opium, morphine, héroïne), mais aussi de méthamphétamine, et à l'écouler sur le marché international de façon toute aussi illégale (notamment par le biais de ses diplomates et de ses ambassades)[4] (Hurst, 2005 ; Perl, 2003 ; Lankov, 2011). La Corée du Nord peut-elle pour autant être qualifiée de narco-État ? Rien n'est moins sûr dès lors que le qualificatif conférerait une importance disproportionnée à une activité économique dont l'importance est en toute vraisemblance inférieure à celle de la production et du commerce/trafic d'armes auquel le pays participe de façon active. En fait, la notion de narco-État ne résiste pas à l'analyse même succincte des situations qui pourraient appeler à son usage : pour qu'un narco-État existe il faudrait qu'un État donné organise de façon officielle une production de drogue, illégale au regard du droit international mais pas au regard du droit du pays concerné, et qu'il en tire l'essentiel de ses revenus (à l'instar de certains États pétroliers à propos desquels la notion de pétro-État est d'ailleurs fort peu usitée).

Le second cas de figure, celui des productions agricoles illégales de drogues permises par un déficit de contrôle territorial, est bien plus pertinent dès lors que les cas nationaux abondent et que les problématiques territoriales qu'ils soulèvent sont multiples. Le déficit de contrôle politico-territorial peut en effet s'apparenter à trois contextes plus ou moins distincts les uns des autres bien que non exclusifs : celui de l'État qui dispose de tous les moyens de contrôle nécessaires et qui fait

2 Selon des dispositions prévues dans les conventions internationales régissant la production, le commerce et la consommation de drogues, les pays autorisés à cultiver du pavot à opium pour l'industrie pharmaceutique sont les suivants : Allemagne, Australie, Autriche, Chine, Corée du Sud, Espagne, Estonie, France, Hongrie, Inde, Japon, Macédoine, Pays-Bas, Pologne, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Slovaquie, Turquie. Seulement quatre d'entre eux, la Chine, l'Inde, le Japon et la Corée du Sud, produisent de l'opium, tous les autres ne produisant que du concentré de paille de pavot. Enfin, seule l'Inde exporte de l'opium (aux États-Unis, dans le cadre d'accords très particuliers) (Chouvy, 2009).

3 Au regard du droit international mais aussi du droit nord-coréen dès lors que la production n'est pas officielle et est même régulièrement niée par les autorités nord-coréennes.

4 La pratique nord-coréenne date du début des années 1970 et est toujours d'actualité. Voir notamment http://www.thedailybeast.com/newsweek/2011/06/19/north-korea-s-meth-export.html et http://www.washingtonpost.com/blogs/worldviews/wp/2013/03/22/report-north-korea-ordered-its-foreign-diplomats-to-become-drug-dealers/. Pages consultées le 25 juillet 2013.

de la lutte antidrogue un principe non négociable, mais qui se trouve néanmoins dans l'incapacité de contrôler intégralement le territoire qui est le sien ; celui de l'État qui dispose des moyens de contrôle requis, notamment coercitifs, mais pour lequel la lutte antidrogue n'est pas une priorité, et qui tolère un recours plus ou moins important à la production illégale de drogues, ce qui s'apparente à un déficit de contrôle politico-territorial dès lors que la tolérance est déterminée par un contexte politique et socio-économique contraignant ; enfin, celui de l'État qui fait face à une contestation armée sur son territoire, qui ne dispose pas des moyens de contrôle territorial adéquats, et pour lequel la lutte antidrogue n'est pas une priorité politique et budgétaire. Les deux derniers cas sont en général aussi ceux dans lesquels un certain degré de corruption des autorités (lesquelles participent fréquemment au racket des producteurs et des trafiquants) peut diminuer l'efficacité des politiques et des actions antidrogue entreprises par l'État. De tels déficits de contrôle politico-territorial posent à l'évidence la question des limites qui existent entre légalité et illégalité, entre tolérance et corruption, entre légitimité et illégitimité.

Le choix des quelques exemples suivants (États-Unis, Maroc, Inde, Afghanistan et Birmanie) ne vise bien sûr pas à l'exhaustivité mais veut illustrer les trois situations politico-territoriales ici présentées comme des types distincts. Cette diversité montre notamment qu'aucun régime politique (démocratique, dictatorial, monarchique) et qu'aucun appareil législatif ou coercitif (même les plus puissants) ne peuvent interdire efficacement de production agricole de drogue sur un territoire donné.

2 Guerre totale contre la drogue et déficit de contrôle politico-territorial

Le premier cas de déficit de contrôle politico-territorial peut être assimilé à une incapacité étatique de contrôle et peut être illustré, de façon paradoxale, par la situation des États-Unis qui consacrent de loin le plus important budget mondial à la lutte contre la drogue, notamment à travers la « guerre contre la drogue » qu'ils ont initiée en 1971 à l'échelle nationale mais aussi internationale. Si les États-Unis sont désormais bien connus pour leurs cultures de cannabis sous serre, notamment hydroponiques, d'excellente qualité, ils seraient aussi le premier consommateur d'herbe de cannabis (UNODC, 2006a) et vraisemblablement l'un des premiers producteurs d'herbe de cannabis au monde, les cultures extérieures y étant très étendues, d'abord en Californie, puis dans le Kentucky (vastes superficies cultivées dans la *Daniel Boon National Forest*[5]) ou en Alabama (*Talladega National Forest* notamment). Le cas des États-Unis démontre si besoin était qu'aucun État, quels

5 Une forêt de 2269 km^2 répartie sur 17 comtés dont 12 sont paradoxalement des « dry countries » ou « comtés sec » dans lesquels la vente d'alcool est interdite et qui sont parmi les plus pauvres des États-Unis.

que soient les moyens financiers, humains et techniques dont il dispose, ne peut empêcher de cultures illégales de drogues, même à l'échelle commerciale, et *a fortiori* de production chimique de drogues (comme le montrent ne serait-ce que les centaines de laboratoires de méthamphétamine de la *Mark Twain National Forest*, dans le Missouri, État dans lequel les démantèlements de laboratoires sont les plus nombreux), sur son territoire (44 % des plants de cannabis éradiqués dans le pays en 2010 l'ont été sur des terrains fédéraux dont 55 forêts nationales) (USDJ, 2011 ; UNODC, 2012a). La démesure du territoire des États-Unis, ainsi que ses faibles densités démographiques rurales et ses nombreuses et vastes aires naturelles pas ou peu habitées, ne facilitent bien sûr pas le contrôle territorial mais sont néanmoins à relativiser face à la démesure des nombreux moyens dont les autorités disposent.

De fait, l'impuissance des États-Unis est d'autant plus flagrante que les moyens déployés dans sa « guerre contre la drogue » ne leur permettent ni de supprimer les vastes superficies cultivées en cannabis à l'échelle nationale (superficies estimées par le HIDTA[6] à 31 000 hectares dans le seul État de Californie en 2009 et peut-être 44 400 dans tout le pays) ni de bloquer les flux du trafic international de drogue en provenance de ses deux voisins, Mexique et Canada, et du reste du monde (HIDTA, 2010). Production locale et trafic international alimentent en effet le marché états-unien et il était estimé en 2003 que 92 % du cannabis consumé aux États-Unis provenait d'Amérique du Nord, dont 56 % produits au Mexique et 20 % au Canada (UNODC, 2006a), chiffres à relativiser au vu de ceux produits par le HIDTA qui suggèrent que quelque 79 % du cannabis estimé avoir été consommé aux États-Unis en 2008 (55 500 tonnes) pourraient provenir de la seule Californie (HIDTA, 2010).

La puissance sans cesse renforcée de la Drug Enforcement Administration (DEA), le service de police fédéral américain spécialisé dans la lutte antidrogue aux États-Unis et à l'étranger (86 bureaux, dont un à Paris, répartis dans 66 pays), n'a à l'évidence jamais pu ne serait-ce que réduire les cultures de cannabis, le nombre de laboratoires de méthamphétamine, ou encore le trafic de drogue en général et ce en dépit d'une constante et importante augmentation de ses moyens humains et financiers depuis sa création en 1973 (de 1 470 agents spéciaux et 65 millions de dollars de budget annuel à 5 235 agents et 2,4 milliards de budget en 2008)[7]. La DEA a certes obtenu des résultats dans le cadre de sa lutte contre la culture du cannabis aux États-Unis, notamment en faisant diminuer de façon importante les cultures dans le Midwest, mais n'a pas su faire en sorte d'éviter les déplacements de cultures, principalement vers la Californie mais aussi vers le Tennessee, le Kentucky, Hawaï, et New York.

6 Le programme *High Intensity Drug Trafficking Area* est un programme fédéral géré par le *White House Office of National Drug Control Policy* (Bureau de la politique nationale de contrôle des drogues, dépendant de la Maison-Blanche).

7 http://www.justice.gov/dea/about/history/2003-2008.pdf. Page consultée le 19 juillet 2013.

Surtout, si le programme de la DEA visant à saisir les biens (*asset forfeiture*) des cultivateurs de cannabis peut en partie expliquer son succès dans le Midwest dans les années 1990, il permet aussi de comprendre le recours croissant et désormais quasi systématique des cultivateurs aux terres publiques qui permettent d'échapper en grande partie à la saisie de biens, fonciers notamment (UNODC, 2006a). Conséquence involontaire de la lutte antidrogue s'il en est (Chouvy, 2013a), l'émergence et le développement rapide de la culture dite guérilla (*guerrilla cultivation*, du nom des Green Guerillas[8]) appliquée au cannabis est un cas de figure très particulier d'un point de vue politico-territorial : le déplacement d'une activité illégale depuis des terrains privés vers des terrains appartenant à l'État-même qui cherche à éradiquer ladite activité. Si les Green Guerillas ne menaient aucune action de guérilla que ce soit, l'application du terme à la culture de cannabis est on ne peut plus adéquate dès lors que l'on assiste depuis des années maintenant, voire des décennies, à un mouvement de résistance (asymétrique en quelque sorte) des cultivateurs de cannabis à la guerre à la drogue qu'ils subissent, une guerre menée militairement, notamment à l'aide de forces armées, de moyens aériens, de défoliants et de désherbants. Si aucun conflit armé n'explique bien sûr les vastes superficies cultivées en cannabis aux Etats-Unis, comme c'est le cas pour d'autres cultures en Afghanistan, en Birmanie, ou en Colombie, la pratique de la culture guérilla porte toutefois bien son nom : certes non-violente de par ses origines d'agriculture vivrière urbaine initiée au début des années 1970 sur des terrains publics de New York[9], elle l'est néanmoins devenue de façon croissante à travers son application à la culture de cannabis, nombre de parcelles cultivées sur des terrains fédéraux étant protégées par des dispositifs piège (*booby traps*) usant de techniques dignes de celles de la guérilla et parfois réminiscentes des théâtres vietnamien, irakien ou afghan (emploi notamment d'engins explosifs improvisés divers et variés mais aussi de pièges de chasse plus rudimentaires) (Paladin Press, 1992 ; voir aussi Moumaneix, 2013).

En fin de compte, et de façon quelque peu paradoxale compte tenu de leur rôle prédominant dans la guerre contre la drogue, les États-Unis ne font pas figure de bon élève dans la lutte contre la culture de cannabis. Même si le nombre de plants éradiqués a plus que doublé entre 2005 (4,8 millions de plants) et 2010 (10,5 millions), l'efficacité des opérations d'éradication laisse à désirer dans le pays qui dispose des plus importants budgets et moyens de lutte antidrogue au monde et qui se veut le héraut de la prohibition mondiale de certaines drogues. De tels moyens n'ont toutefois pas empêché une chute de plus de 60 % des éradications entre 2010 et 2012 (6,7 millions de plants éradiqués), principalement en raison

8 Avec un seul « r » à « guerillas ». Voir http://www.greenguerillas.org/history et http://clintongarden.org/history.

9 Certains estiment que le premier acte d'agriculture guérilla date de 1649, lorsque Gerrard Winstanley fonda le mouvement des Bêcheux (*Diggers*) : voir http://www.gutenberg.org/files/17480/17480-h/17480-h.htm# fn130_1_98.

de coupes budgétaires imposées par l'État californien[10]. Le coût exorbitant de la guerre contre la drogue est en effet plus difficile à supporter en période de crise économique. Les chiffres états-uniens font d'ailleurs pâle figure face au taux d'éradication de 80 % censé avoir été réalisé par les autorités mexicaines au début des années 2000 (taux validé par les autorités états-uniennes) (UNODC, 2006a). En effet, le HIDTA estime sur la base des chiffres des éradications que 69 000 tonnes de cannabis auraient été produites aux États-Unis en 2009 à partir de quelque 69 millions de plants, soit, le double de ce qui aurait été produit au Mexique la même année (29 000 tonnes) (HIDTA, 2010). Les États-Unis seraient donc loin du taux mexicain de 80 % de plants éradiqués (et ce même si l'estimation du nombre de plants cultivés aux États-Unis a été réalisée par extrapolation à partir des saisies...).

En 2007, la conférence des maires états-uniens ne manquait d'ailleurs pas de dénoncer que les 40 milliards dépensés annuellement dans la guerre nationale contre la drogue n'avaient pas permis de réduire la consommation de produits stupéfiants[11]. De fait, en dépit de cette débauche de moyens, les États-Unis ont déclaré que la disponibilité du cannabis sur leur territoire avait vraisemblablement augmenté en 2011. Certes cette situation résulterait en partie de l'augmentation de la production mexicaine mais aussi de l'accroissement des superficies cultivées au sein de leurs propres frontières (UNODC, 2013 ; HIDTA, 2010). Malgré des moyens pléthoriques, les États-Unis ne sont donc à l'évidence pas à même de lutter efficacement contre une culture de cannabis en partie mise hors d'atteinte par sa dissimulation et la multiplicité de ses localisations, conséquence directe de la répression. Si les politiques et les actions antidrogue des États-Unis bénéficient de moyens incomparables et diffèrent grandement de celles de pays dont les autorités tolèrent des cultures souvent entreprises au vu et au su de tous, les résultats obtenus en termes d'interdiction et de réduction des superficies cultivées ne sont pas forcément plus probants que dans les pays en question (Maroc notamment : cf. *infra*). Certains n'hésitent d'ailleurs pas à dénoncer une politique du déni, la guerre contre la drogue voyant sans cesse ses budgets renforcés en dépit de ce qui ne peut qu'être qualifié d'échec patent (Bertram, Blachman, Sharpe, Andreas, 1996). Les États-Unis semblent donc bien être dans l'incapacité d'exercer un contrôle total sur leur territoire national, incapacité rendue on ne peut plus criante par la débauche de moyens financiers, humains et matériels mis à disposition des autorités étatiques et fédérales dans le cadre de leur guerre contre la drogue.

Ici, le problème sous-jacent est celui de l'inadéquation entre l'illégalité d'une pratique et sa légitimité revendiquée par une partie de la population qui n'hésite pas à se mettre hors-la-loi pour exercer ce qu'elle estime relever du droit de l'individu. Aucun dispositif coercitif ne semble en mesure d'interdire la culture et la consommation de cannabis que certains estiment même être la première

10 http://www.huffingtonpost.com/2013/04/10/marijuana-eradication-plummets_n_3055088.html. Page consultée le 22 juillet 2013.

11 *Join Together,* « US Mayors Declare Drug War a Failure », 18 juillet 2007.

production agricole des États-Unis en valeur[12]. La contradiction qui existe entre les objectifs de l'État et les attentes d'une partie de ses citoyens se trouve d'ailleurs désormais traduite d'un point de vue politico-territorial puisque les États du Colorado et de Washington ont légalisé la possession de cannabis (28 grammes par personne) pour consommation personnelle par référendum en 2012, mettant en porte-à-faux leurs législations avec celle de l'État fédéral pour lequel cette consommation est toujours illégale et répréhensible. Dans ces deux États la consommation (et la production pour usage personnel au Colorado) de cannabis est désormais légale et illégale à la fois. Ceci dit, la situation n'est pas complètement nouvelle dès lors que la DEA mène déjà depuis des années des raids contre les dispensaires distribuant du cannabis dans les États où l'usage thérapeutique de cannabis est légal sous une forme ou une autre (en septembre 2013 : 21 États plus le District of Columbia).

3 Tolérance étatique et déficit de contrôle politico-territorial

Le second cas de figure, celui de la tolérance étatique, peut être illustré, notamment, par la situation marocaine où les autorités tolèrent la culture du cannabis (*kif* et désormais, de façon croissante, hybrides) dans le Rif et ce depuis qu'elle fut autorisée vers 1890 mais aussi depuis qu'elle fut interdite à l'indépendance (1956). Le Rif est en effet historiquement *bled siba*, c'est-à-dire une zone non complètement soumise au *makhzen*, le pouvoir central. C'est le sultan Hassan 1er (1873-1894) qui a autorisé la culture du kif dans cinq hameaux des tribus berbères des Ketama et des Beni-Khaled qui constituent désormais une partie de la zone historique dans laquelle la culture du cannabis est largement tolérée, même si elle y reste illégale. Elle a d'ailleurs très fortement augmenté au cours des années 1980, 1990 et au début des années 2000, passant vraisemblablement de moins de 10 000 hectares dans les années 1970 à 134 000 hectares en 2003 (1,48 % des terres cultivables du pays) d'après les estimations conjointes des autorités marocaines et de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (UNODC), le Maroc devenant ainsi en quelques décennies selon les Nations unies le premier producteur de haschich au monde avec quelque 3 100 tonnes estimées (Clarke, 1998 ; UNODC, 2003 ; Chouvy, 2008 ; Afsahi, 2010). Certes, depuis, les cultures de cannabis ont baissé de façon importante : 72 500 hectares en 2005, notamment après éradication de 15 160 hectares par les autorités marocaines (UNODC, 2006) et 47 500 hectares en 2012 d'après les estimations marocaines transmises à l'UNODC (l'UNODC ne menant plus d'enquêtes bipartites dans le pays depuis 2005) (UNODC, 2013). Quoi qu'il en soit, le cannabis, dont les variétés cultivées ont largement évolué (remplacement

12 La valeur au détail du cannabis produit aux Etats-Unis est estimée entre 10 et 40 milliards de dollars US par an. Dans l'une des plus sérieuses études sur le sujet, Gettman estime cette valeur marchande à 35,8 milliards de dollars US (Gettman, 2006).

progressif du *kif* par des hybrides) au cours des années 2000 (Chouvy, Afsahi, 2014), occupe toujours de vastes superficies au sein de la zone historique (et, dans une bien moindre mesure, hors de cette zone) alors même que le contexte marocain diffère grandement de celui de la production afghane d'opium ou même de celui de la coca en Colombie : en effet, aucun conflit armé n'y remet en question le contrôle politico-territorial des autorités marocaines et ne permet donc d'expliquer que de telles superficies y soient consacrées à une production agricole illégale (Chouvy, Laniel, 2007).

La tolérance de cette activité illégale procède en partie du contexte culturel et politique de cette région. Les révoltes passées des Berbères du Rif donnent encore aujourd'hui du poids aux revendications qu'ils font de leur droit à cultiver le cannabis, droit qu'ils estiment avoir acquis grâce à ces rébellions et en guise de réponse au profond sous-développement de leur région. C'est particulièrement le cas du Rif central où les cultures de cannabis se concentrent désormais (les Nations unies avaient estimé en 2003 que la culture du cannabis faisait vivre 800 000 personnes dans le Rif, soit les deux tiers de la population rurale de la région). Mais cette tolérance dans la zone dite historique de culture du cannabis s'explique aussi par le caractère explosif que l'application effective d'une prohibition du cannabis aurait en termes économiques et sociaux dans la région et dans le pays, voire sur l'autre rive, toute proche, de la Méditerranée. Il apparaît donc que le maintien et même le développement de la culture du cannabis dans le Rif central n'ont pu se faire que grâce à l'accord tacite des autorités marocaines. Les cultures de 2003 et les précédentes, qui débordaient largement de la zone historique, n'ont à l'évidence pas pu être entreprises à l'insu du pouvoir central dont les relais administratifs sont multiples et parfaitement opérationnels[13]. Cette culture, pour illégale qu'elle soit, procède donc en grande partie du *statu quo* (Afsahi, 2005) qui, depuis l'accès à l'indépendance marocaine, existe entre l'État et les villages du Rif central. Sa tolérance par les autorités constitue une alternative à un sous-développement contre lequel l'État n'agit pas ou peu (hormis les actions de développement entreprises depuis 1999 sous le règne de Mohammed VI mais qui ne concernent que très peu le Rif central), ainsi qu'une garantie de paix sociale et politique. On peut raisonnablement estimer que le cannabis a permis de stabiliser l'économie d'une région trop longtemps restée en marge du développement national et qui peine encore aujourd'hui à sortir de la pauvreté qui la caractérise : dans le Rif, comme dans nombre d'autres régions du monde, la production agricole de drogue constitue clairement une alternative au sous-développement.

Le cas du Maroc montre de façon flagrante que les limites entre le légal et l'illégal peuvent être floues et même fluctuantes : la tolérance par les autorités

13 Au-delà des héritages de l'histoire et des contraintes géographiques et politiques, le développement de l'économie du cannabis dans le Rif a en effet aussi largement procédé de la grande et de la petite corruption des autorités marocaines et de « l'absence de la question du haschisch dans l'agenda des relations franco-marocaine », fonction d'un « système de « corruption partagée » entre le régime d'Hassan II et les différents gouvernements français » (Bordes, Labrousse, 2004).

de la culture de cannabis dans et hors de la zone historique, jusqu'au début des années 2000, n'a en effet plus ensuite concerné, ou presque, que la zone historique proprement dite. La culture du cannabis, activité perçue comme légitime par une partie des Rifains en dépit de son illégalité formelle, est à l'évidence aussi considérée comme légitime par les autorités marocaines qui la tolèrent de façon fluctuante dans le temps comme dans l'espace. Le fait que les limites, légales comme spatiales, soient floues et fluctuantes, facilite bien sûr d'autant une certaine corruption et notamment le racket d'un commerce qui ne peut se faire sans l'accord tacite des autorités.

Un second exemple de tolérance étatique permettant à une production agricole illégale de drogue de se développer à l'échelle commerciale peut être fourni par l'Inde, seul producteur-exportateur légal d'opium au monde. En Inde, la question de la production d'opium et de son contrôle est double. Et complexe. La réalité indienne est d'ailleurs encore peu et mal connue, que ce soit par les instances internationales ou par les chercheurs. De fait, jusqu'à récemment, d'après le département d'État des États-Unis, les Nations unies (UNODC), d'autres instances internationales, et même des spécialistes reconnus, le principal problème auquel les autorités indiennes devaient faire face en termes de contrôle de la production d'opium sur leur territoire résidait dans la lutte contre le détournement vers le marché illégal d'une certaine quantité d'opium produit légalement, quantité dont l'estimation (20 à 30 % le plus fréquemment), basée sur la disponibilité d'opium sur le marché illégal national, était faussée par l'ignorance de l'étendue de la production illégale indienne. Certains n'hésitaient d'ailleurs pas à affirmer que le détournement, et non la production illégale, faisait de l'Inde l'un des tous premiers producteurs illégaux d'opium (Paoli, Greenfield, Reuter, 2009 : 159) et ce en dépit du fait que les cultures illégales dépassent incontestablement les cultures légales dans le pays depuis des années, réalité étrangement méconnue ou inconnue alors même que les statistiques officielles indiennes donnent une bonne idée de la réalité (Chouvy, 2009). Mais le rapport 2012 du département d'État des États-Unis consacré aux drogues dans le monde attire désormais l'attention sur le fait que « les observateurs informés de la scène indienne minimisent le rôle joué par le détournement du marché légal vers le marché illégal » (US Department of State, 2012 : India).

Toutefois, même sans un être un « observateur informé de la scène indienne, le fait, par exemple, que les 6 322 hectares de pavot éradiqués en Inde en 2007 dépassent les 5 913 hectares cultivés légalement en 2006-2007 permettait d'estimer avec certitude que la production illégale dépassait les quantités détournées » (GOI, 2006 : 98 ; UNODC, 2011 : 59). Certes, les rendements de la production illégale sont largement inférieurs à ceux requis (particulièrement élevés, principalement pour lutter contre le détournement) pour produire légalement sous licence d'État, et les autorités indiennes parviennent peut-être à éradiquer la quasi-totalité des cultures illégales de pavot. Mais si l'on se fie au fait que les campagnes d'éradication ne parviennent en général pas à détruire plus de 15 % d'une superficie nationale donnée, que les éradications ne sont pas systématiquement

conduites sur l'intégralité du territoire indien et, surtout, que des estimations récentes et indépendantes ont fait état de quelque 16 000 hectares ayant été cultivés en pavot à opium dans les seuls districts d'Anjaw et de Lohit d'Arunachal Pradesh en 2010 (INSA, 2010), alors il est fort probable que la production illégale indienne dépasse de loin les quantités potentiellement détournées du marché légal vers le marché illégal et, même, que l'Inde soit à l'insu de tous ou presque l'un des tours premiers producteurs illégaux d'opium au monde. Même si aucune étude n'a été menée à ce jour hors des deux districts d'Arunachal Pradesh mentionnés précédemment, l'existence d'une production d'opium dans d'autres districts d'Arunachal Pradesh mais aussi dans les autres États du nord-est indien, principalement au Nagaland et au Manipur, est connue et vérifiable *de visu* (missions en Arunachal Pradesh, février 2012 et février 2014). Ailleurs en Inde, des opérations d'éradication sont menées régulièrement au Bihar, en Himachal Pradesh, au Jammu et Kashmir, dans le Jharkhand, le Manipur, l'Uttarakhand et au Bengal occidental, témoignant de l'étendue de la zone concernée par la production illégale d'opium.

L'Inde fait donc face à deux types de déficit de contrôle politico-territorial. D'une part, elle ne semble pas en mesure de prévenir le détournement d'une partie, certes inconnue, et peut-être largement surestimée, de sa production légale d'opium. D'autre part, à l'instar de nombre d'autres pays, elle n'est clairement capable ni d'empêcher les cultures illégales du pavot à opium dans au moins une petite dizaine d'États de son territoire, ni d'éradiquer ces mêmes cultures avant la récolte et donc d'entraver la production illégale d'opium. Le déficit de contrôle politico-territorial s'explique vraisemblablement de plusieurs façons, le territoire indien étant vaste (un tiers seulement de la superficie des États-Unis ceci dit), parfois d'accès très difficile, et le pays ayant nombre d'impératifs sécuritaires et économiques plus importants (tensions avec le Pakistan et la Chine, mouvements rebelles et insurrectionnels dans divers États, grande pauvreté d'une grande partie de la population rurale, etc.) que la lutte antidrogue, et les moyens humains, matériels et financiers lui faisant peut-être défaut. La grande variation des superficies éradiquées d'une année sur l'autre témoigne si besoin était du déficit ou à tout le moins de l'irrégularité du contrôle politico-territorial indien en termes de lutte antidrogue : si les autorités indiennes avaient éradiqué quelque 6 000 hectares de pavot en 2007, elles n'en ont plus éradiqué que 1 000 en 2010 (UNODC, 2011).

Mais l'Inde, à l'instar du Maroc, tolère clairement l'existence de cultures illégales de pavot, notamment en Arunachal Pradesh où les superficies cultivées sont immenses et aucunement dissimulées (comme au Maroc d'ailleurs). Si, au Maroc, la tolérance étatique de la culture de cannabis s'explique notamment par le passé conflictuel existant entre le pouvoir central et les Berbères du Rif (avec ce que cela implique en termes d'abandon et de sous-développement de la région), mais aussi depuis 2011 par le regain de tension créé par le Printemps arabe, en Inde, la tolérance étatique en Arunachal Pradesh peut s'expliquer non par des contentieux

historiques avec les populations locales (les Mishmis, encore en partie chasseurs-cueilleurs et cultivateurs sur abattis-brûlis, étant les principaux producteurs d'opium de l'État) mais vraisemblablement davantage par le refus stratégique des autorités indiennes de développer économiquement une région contestée par la Chine. L'Arunachal Pradesh, sorte de zone-tampon stratégique face à la Chine, est en effet longtemps resté à l'écart des programmes de développement économique et de construction d'infrastructures de communication. L'enclavement, ou à tout le moins, la dénégation de l'accès[14] est d'ailleurs une stratégie à laquelle ont eu recours non seulement les autorités indiennes à l'échelle de l'État mais aussi certaines populations productrices d'opium à l'échelle des villages montagneux auxquels ils rendent l'accès volontairement difficile (non-entretien voire dégradation des ponts suspendus, création d'éboulis et de glissements de terrain visant à entraver la progression potentielle des équipes d'éradication) (missions en Arunachal Pradesh, février 2012 et février 2014). Mais une grande partie des cultures de pavot de l'État se font en fond de vallée, sur les berges et les îles d'étiages des cours d'eau, donc au vu et au su des autorités qui pourraient, en tout cas en théorie, aisément interdire ou éradiquer lesdites cultures. La tolérance étatique est donc manifeste en Arunachal Pradesh. Et là, comme dans le Rif, une telle tolérance s'explique par un contexte politique et économique sensible qui ne fait pas de la lutte antidrogue une priorité, celle de l'État étant vraisemblablement d'assurer d'abord le contrôle stratégique de la région sans s'aliéner le soutien d'une population d'un territoire aussi vaste que peu peuplé. Une telle légalité à deux vitesses (dans le temps), voire à géométrie variable (dans l'espace), puisque la pratique d'une activité illégale peut à l'évidence être considérée comme légitime par les populations concernées et par l'État, a d'ailleurs aussi été pratiquée par la Chine voisine lorsque les nouveaux dirigeants communistes ont fait deux poids deux mesures dans leur lutte antidrogue des années 1950 en envoyant les producteurs d'opium han en camps de rééducation mais en tolérant un temps (pendant 10 ans) la production d'opium de certaines minorités frontalières du sud du pays, dont les Yi (Chouvy, 2009). Ce qui est illégal sur une partie du territoire d'un pays donné à une époque donnée peut donc être toléré sur une autre partie du territoire ou à une autre période, que ce soit en Chine, en Inde, ou au Maroc.

14 En étudiant l'évolution des routes et des antiroutes dans le temps, Mahnaz Ispahani explique qu'il est possible d'évaluer la transition qui s'est opérée depuis les questions impériales de commerce et de stratégie à celles, post-impériales, de développement et de sécurité (Ispahani, 1989). La route a en effet une double compétence, géographique et politique, en ce que son rôle géographique et sa dimension politique sont définis, entre autres, par l'équilibre instable de la relation entre le développement (économique) et la sécurité des États, ce que les axes de communication de l'Afghanistan, du Pakistan, de la Birmanie et de la Thaïlande illustrent clairement (Chouvy, 2002).

4 Contestation armée et déficit de contrôle politico-territorial

Le troisième cas de figure, celui de la contestation armée, correspond au cas extrême du déficit de contrôle politico-territorial dans lequel les prérogatives de l'État lui sont déniées sur une partie plus ou moins importante de son territoire. Il correspond aux réalités des principaux pays producteurs agricoles de coca et d'opium : la Colombie, le Mexique, l'Afghanistan, la Birmanie, autant de pays dans lesquels la violence armée prend des formes variées mais dans lesquels l'autorité de l'État est contestée et sa présence même parfois remise en question dans certaines régions. L'Afghanistan et la Birmanie constituent deux exemples prégnants du rôle que peut jouer la contestation armée dans le développement d'espaces de production agricole de drogue. Ils produisent en effet à eux seuls quelque 95 % de la production illégale mondiale d'opium dans des contextes politico-territoriaux conflictuels qui lient de façon quasi systématique l'économie de la guerre à celle des drogues (Chouvy, 2002). En effet, la stabilité et l'instabilité de l'Afghanistan et de la Birmanie ont été affectées, parfois même conditionnées, par l'existence d'une production agricole de drogue et par le trafic auquel cette production a donné lieu. Mais, à travers des pertes majeures de contrôle politico-territorial, l'instabilité des deux pays a aussi permis et encouragé le développement de ces mêmes productions agricoles et trafics. Des effets de système significatifs ont ainsi longtemps existé entre les économies de guerre d'une part, et celles qui procèdent d'activités illégales d'autre part.

De fait, en Afghanistan comme en Birmanie, l'économie de l'opium a permis de financer en partie les efforts de guerre de certaines factions en conflit. Mais, si l'opium a été l'un des nerfs de la guerre pour les guérillas birmanes et afghanes, il a ensuite souvent tendu à en devenir l'un des enjeux. Les fortes synergies qui ont existé entre économie de guerre civile et économie de la drogue ont donc logiquement obéré les potentiels de développement politique et économique des deux pays. En effet, en plus d'avoir permis et même favorisé la prolongation des conflits et d'y avoir rendu plus difficile encore toute résolution de leurs crises, la « synergie » conflit – drogue a aussi posé les fondations de la criminalisation des économies de paix de ces pays, compromettant donc potentiellement la stabilité de leurs États (ou sa construction, dans le cas afghan). À travers ses liens avec l'économie de la guerre, l'économie de l'opium a donc eu un effet déstabilisateur certain dans l'histoire récente de l'Afghanistan et de la Birmanie. Mais si l'économie de l'opium a certes viabilisé la perpétuation des conflits afghans et birmans, elle ne les a toutefois pas causés et les crises politico-territoriales et économiques actuelles des deux pays n'en procèdent pas non plus. L'économie de l'opium n'a d'ailleurs pas seulement permis un financement plus ou moins important de certains des belligérants ; elle a aussi permis à une partie de la paysannerie des deux pays de survivre tant bien que mal lors de longues périodes de dépression économique.

La production illégale d'opium en Afghanistan et en Birmanie a été et est toujours telle qu'elle démontre un très important déficit de contrôle politico-territorial, la Birmanie étant été le premier producteur illégal mondial pendant des décennies avant que l'Afghanistan ne lui ravisse en 1991 (1 980 tonnes d'opium en Afghanistan et 1 728 en Birmanie) cette première place somme toute peu convoitée par quelque État que ce soit (Chouvy, 2009). Mais si ce sont en toute logique les tonnages produits qui attirent le plus l'attention de la communauté internationale qui s'alarme des quantités de drogue disponibles sur le marché international, ce sont bien sûr les superficies cultivées qui témoignent le mieux du déficit de contrôle politico-territorial des États producteurs et donc du défi auquel ils font face. La Birmanie, en guerre civile depuis son accès à l'indépendance en 1948, a détenu le record de surfaces de pavot à opium cultivées illégalement, avec 165 800 hectares en 1993 d'après les Nations unies (UNODC, 1997). Cette situation perdurera jusqu'en 2007, lorsque les 193 000 hectares du territoire afghan consacrés à la culture du pavot produisirent 8 200 tonnes (Chouvy, 2009).

L'Afghanistan battait alors deux records absolus, celui des superficies cultivées et celui des quantités produites, les 8 200 tonnes d'opium produites en 2007 surpassant les 6 610 tonnes produites illégalement dans le monde en 2006 (certes vraisemblablement sous-estimées, notamment compte tenu des faibles estimations indiennes). Le pays, qui avait connu un développement important des cultures de pavot depuis l'intervention armée soviétique (1979) et, surtout, depuis son retrait en 1989, a à l'évidence longtemps pâti d'un fort déficit et même trop souvent d'une absence complète de contrôle politico-territorial, attribuable bien sûr à la guerre et à la déliquescence voire à l'absence de l'État. Mais les records de 2007 ont une tout autre portée du point de vue politico-territorial dès lors que l'Afghanistan n'était alors plus celui des rivalités moudjahidines ou celui des Taliban mais celui de l'administration Karzaï et de la tentative de reconstruction étatique pensée, financée et organisée par la communauté internationale à l'aide de 57 milliards de dollars US (entre 2001 et 2011) et de 641,7 milliards de dollars US dépensés en opérations militaires par les seuls États-Unis (entre 2001 et 2013 inclus) (International Crisis Group, 2011 ; Cordesman, 2012). Le déficit de contrôle politico-territorial est donc d'autant plus flagrant et problématique qu'il procède de l'impuissance de l'État afghan, certes en (re)construction, et de celle de la communauté internationale dont les politiques et les actions de reconstruction n'ont pu permettre de réaliser les objectifs qu'elle s'était elle-même fixés.

L'échec est double en fait puisqu'il est celui de la reconstruction d'une part, et celui de la lutte antidrogue d'autre part : en effet, l'impuissance de l'État afghan et de la communauté internationale ne se manifeste pas seulement à travers l'impossibilité qui est la leur d'interdire la mise en culture annuelle de dizaines de milliers d'hectares en pavot à opium mais aussi, et surtout, à travers l'impossibilité de mener à bien des opérations d'éradication forcée telles qu'initialement prévues (ainsi des 220 hectares éradiqués par DynCorp en 2004-2005 au lieu des 10 000 à

15 000 initialement prévus) (Nawa, 2006). L'incapacité de l'État à prévenir les cultures de pavot ou à les éradiquer est tout aussi flagrante en Birmanie (51 000 hectares cultivés en 2012, en hausse de 17 % par rapport à 2011), où la contestation armée interdit plus encore qu'en Afghanistan la présence des forces régulières armées ou de la police sur certaines parties du territoire, notamment dans l'État Shan, frontalier de la Chine et de la Thaïlande, où quelque 90 % des cultures (46 000 hectares en 2012) de la production d'opium est concentrée depuis des années maintenant (UNODC, 2012b). Phénomène intéressant du point de vue du contrôle politico-territorial, la diminution voire la suppression des surfaces cultivées en pavot dans les État Shan et Kachin (lui aussi frontalier de la Chine, au nord de l'État Shan), n'ont pas été le fait des autorités birmanes mais des dirigeants kachin (KIA), kokang (MNDAA), et wa (UWSA) qui ont efficacement interdit la production d'opium dans les régions qu'ils contrôlent ou contrôlaient de facto (les Kachin de la KIA sont sous forte pression militaire birmane depuis) (Chouvy, 2009). S'il s'agit de trois groupes autonomistes ayant signé des cessez-le-feu avec le pouvoir central birman, il importe toutefois de noter qu'aucune explication monocausale ne peut ici permettre de comprendre le recours à la production agricole illégale de drogue. Toutes les zones du territoire birman où l'autorité de l'État est contestée par les armes ne produisent pas forcément d'opium. Tel est le cas de la région karen contrôlée par la KNU qui, tout en connaissant la plus longue rébellion armée au monde (depuis 1948), n'a jamais été une aire de production d'opium. De même, la pauvreté ne suffit bien sûr pas à expliquer un tel recours, ainsi que les innombrables régions pauvres et pouvant se prêter à la culture de cannabis, de coca ou de pavot, l'indiquent clairement.

Toutefois, que ce soit en Afghanistan, au Maroc, en Inde, ou en Birmanie, la culture illégale de milliers d'hectares de pavot ou de cannabis atteste d'une impuissance de l'État autre que militaire : l'incapacité de l'État à assurer le développement économique de son territoire ou de certaines régions et donc à s'attaquer aux causes fondamentales du recours à la production agricole illégale de drogue. On peut en effet raisonnablement estimer qu'en Afghanistan et en Birmanie, la pauvreté, causée directement (destructions physiques, coût humain, impôts de guerre, rapine, etc.) ou indirectement (entrave au développement, aux investissements, etc.) par des années ou des décennies de guerre, est désormais le facteur principal du recours à l'économie agricole des drogues illégales, quoi qu'en disent certains observateurs, notamment le directeur de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime dans le rapport 2007 consacré à l'Afghanistan (UNODC, 2007 : iv). Il en va de même au Laos, où la relation symbiotique qui existait entre économie de guerre et économie de la drogue a disparu depuis longtemps maintenant, mais où les contraintes du territoire et son abandon partiel par les autorités ont laissé nombre de communautés villageoises sans alternative économique autre que celle de la production d'opium (diverses missions au Laos).

En Afghanistan comme en Birmanie, la culture du pavot ne procède donc en effet pas seulement de la guerre et de la contestation armée du territoire qu'elle

implique : elle s'explique aussi, et en grande partie, par l'insuffisance et l'insécurité alimentaires auxquelles fait face une grande partie de la population rurale. Le déficit de contrôle politico-territorial s'exprime aussi à travers l'incapacité de l'État à s'attaquer aux déficits de production vivrière, et notamment à ses diverses causes – qui diffèrent en Afghanistan et en Birmanie (voir Chouvy, 2009 et 2010). Même si leur mise en œuvre souffre quasi systématiquement d'un manque de moyens et de vision à long terme, les actions susceptibles d'enrayer et même de supprimer à terme la production illégale d'opium existent et sont connues. Au-delà de l'existence de cultures de substitution viables, ce sont des interventions visant à modifier l'accès à la terre et à l'eau, le planning familial, le marché du travail non agricole, le coût du travail manuel, les infrastructures de communication, et les prix des produits de première nécessité, qui peuvent accroître ou diminuer la profitabilité de la production d'opium et donc l'intérêt que certaines paysanneries d'Asie ont ou non à y recourir. Autant d'interventions, donc, qui présupposent une politique étatique de développement de tout ou partie du territoire et donc un degré élevé de contrôle politico-territorial, contrôle qui fait bien sûr défaut en Afghanistan et en Birmanie dans les contextes conflictuels actuels (Chouvy, 2009 ; Chouvy, 2010).

Il va de soi, en fin de compte, que l'illégalité de la production d'opium n'est pas une question de premier ordre en Afghanistan et en Birmanie où la légitimité, ou plutôt l'illégitimité, de l'État est un problème bien plus fondamental et qui permet d'ailleurs d'expliquer en partie l'existence de dizaines de milliers d'hectares de pavot cultivés illégalement dans chacun des deux pays. Illégales ou pas, ces cultures n'en sont pas moins légitimes aux yeux des paysanneries qui y ont recours et qui font tous les jours l'expérience de la corruption et du racket que l'illégalité de leur pratique permet à une partie des autorités des deux pays. Le caractère illégal de la culture du pavot offre moins aux autorités un objectif supplémentaire de contrôle politico-territorial que des occasions d'enrichissement, accentuant par là même la perception de l'illégitimité de l'État.

5 Déficit de contrôle politico-territorial et recours à la production agricole illégale de drogue

Le déficit de contrôle politico-territorial des États semble donc expliquer la possibilité qu'ont certaines populations à recourir à une production agricole illégale de drogue sur de vastes superficies. Ce déficit a des causes variées qui dépendent des contextes politico-territoriaux concernés et il correspond à trois grands cas de figure : l'incapacité de l'État, en dépit de moyens de lutte disproportionnés ; la tolérance étatique ; la contestation armée. Ces différents déficits de contrôle politico-territorial déterminent d'ailleurs en partie les formes et les dimensions spatiales prises par la culture illégale de plantes à drogue : les formes spatiales de la culture de cannabis, de coca ou de pavot témoignent de l'attitude d'un État donné mais aussi des moyens dont il dispose ou qu'il

consacre à la lutte antidrogue. La taille des parcelles, leur regroupement ou non en vastes superficies vouées à une monoculture illégale, la dissimulation ou non des parcelles ou des cultures en question, leur proximité des axes routiers de grande fréquentation, sont autant d'indices qui témoignent de l'attitude de l'État et des moyens dont il dispose ou qu'il consacre à la lutte contre une activité illégale.

De ce point de vue le contraste entre les États-Unis et le Maroc est flagrant, même si les résultats en termes de superficies cultivées sont comparables. Au Maroc, le cannabis couvre des vallées et des versants entiers, il s'étend le long du lit des oueds et longe même certaines routes nationales, au vu et au su de tous. Aux États-Unis, lorsqu'il n'est pas cultivé discrètement sous serre, le cannabis pousse à l'abri des regards, au fond des forêts, et les abords des champs sont même piégés pour protéger les cultures des autorités mais aussi, isolement oblige, des voleurs de récolte. La tolérance est aussi évidente dans un cas que la répression dans l'autre. Il n'en reste pas moins, en fin de compte, que les cultures existent dans les deux cas sur de vastes superficies, en toute illégalité. Les vastes superficies afghanes, elles, occupent aussi des vallées entières, témoignant de la faiblesse et même, bien sûr, de la corruption des autorités, lesquelles ne peuvent parfois tout simplement pas asseoir l'autorité de l'État dans des provinces ou des districts contrôlés par des insurgés antigouvernementaux. En Afghanistan comme en Birmanie, la contestation armée de portions plus ou moins importantes du territoire national permet, notamment à travers des effets de système liant économie de guerre et économie de la drogue, à des groupes armés et à des populations rurales parmi les plus pauvres à produire de l'opium sur de vastes superficies. Les vallées et plaines du sud de l'Afghanistan qui sont couvertes de champs de pavot irrigués contrastent bien sûr avec la multitude d'essarts des versants montagneux du nord-est de la Birmanie où les fonds de vallée peuvent toutefois aussi être couverts de pavot. Dans les deux cas, l'impuissance et la corruption des autorités est lisible dans le paysage. Il en est de même en Arunachal Pradesh où la tolérance étatique est grande mais où le relief impose la répartition des cultures de pavot entre les grandes parcelles des plaines d'inondation et les petits essarts des versants montagneux. Seul le relief, donc, vient brouiller les cartes des formes spatiales de la culture illégale de cannabis et de pavot et de leur signification politico-territoriale.

Le déficit de contrôle politico-territorial pose à l'évidence la question de l'imposition par l'État de la légalité et de la pratique de l'illégalité par des acteurs non étatiques mais aussi par certains acteurs étatiques, les États eux-mêmes ou seulement certains de leurs acteurs hésitant rarement à franchir la limite de la légalité. La corruption est loin d'être la seule façon pour un État ou des acteurs étatiques de verser dans l'illégalité : il est de notoriété publique, par exemple, que le trafic de drogue a servi à financer certaines guerres secrètes menées par les États-Unis en Asie du Sud-Est, suivant en cela l'exemple donné par la France en Indochine (McCoy, 1991 ; Chouvy, 2002 ; Chouvy, 2009). Le recours au trafic de drogue par la Corée du Nord n'est donc pas une exception. L'État

peut non seulement participer à des activités illégales mais il peut aussi agir illégitimement et même commettre des actes criminels : le crime et le terrorisme d'État sont des réalités et certains ont d'ailleurs présenté la conduite de la guerre et la construction étatique comme participant du crime organisé (Tilly, 1985).

Les frontières séparant le légal de l'illégal peuvent donc être ténues et franchies aisément, quels que soient les acteurs, notamment lorsque l'État et une partie de sa population ne perçoivent pas les catégories légales de la même façon. De fait, la lente construction du contrôle politico-territorial par les États implique l'imposition d'un droit national qui peut entrer en contradiction avec un droit coutumier, comme c'est le cas lorsque lois nationales et lois tribales s'avèrent contradictoires. L'exemple de la frontière afghane orientale, d'abord afghano-indo-britannique puis afghano-pakistanaise, est particulièrement explicite. Cette frontière a cette particularité d'avoir été tracée entre les terres d'hiver et d'été des nomades pachtounes. C'est donc la frontière, à travers sa définition, son tracé et son imposition, qui a modifié la nature des échanges traditionnels subitement caractérisés de contrebande. Celle-ci, qui n'était pendant longtemps que commerce légitime, n'est en somme que le résultat de l'imposition arbitraire de frontières internationales par les acteurs étatiques allogènes (en l'occurrence britanniques et russes) et du changement de règles juridico-économiques que cela a impliqué (la même chose est bien entendu vraie des échanges commerciaux des hautes terres de l'éventail nord indochinois) : ce qui est désormais qualifié de trafic ou de contrebande n'était que le commerce intrapachtoune (Chouvy, 2002).

De fait, l'émergence de l'État moderne et de ses multiples réglementations a directement affecté certains commerces en les rendant illégaux, ne serait-ce qu'en restreignant les libertés de mouvement et donc les échanges commerciaux en imposant des frontières internationales en lieu et place de zones frontières historiques (Ispahani, 1989 ; Thongchai, 1994 ; Walker, 1999). Par son mode de définition et son processus de délimitation, une frontière modifie la nature même de tout commerce traditionnel ayant précédé son imposition. Ainsi, pour nombre de commerçants, leurs activités soudainement qualifiées de trafic ou de contrebande ne sont rien d'autre que des échanges commerciaux traditionnels devenus illégaux. Pour d'autres ce sont des biens longtemps échangés légalement qui deviennent illégaux selon une nouvelle législation (Chouvy, 2009).

Cultiver du cannabis au Maroc ou en Inde, ou du pavot en Afghanistan ou encore en Inde, n'a de fait pas toujours été illégal, que ce soit au regard du droit international (les débuts de la prohibition datent de 1906) ou des droits nationaux. Des consommations héritées du passé et fortement ancrées dans certaines traditions rendent l'imposition de la prohibition par les États d'autant plus délicates que les contextes politiques et économiques des régions de production sont difficiles. Certaines activités, et notamment certaines productions agricoles et leur commerce, peuvent ainsi être illégales au regard des lois des États mais être perçues comme étant légitimes par les populations participant à ces activités. D'où l'importance de faire la distinction, à la suite d'Itty Abraham et de

Willem van Schendel, entre ce qui est légal et ce qui est licite, c'est-à-dire entre ce qu'un État donné considère comme légitime (légal) et ce qu'une population donnée considère comme légitime (licite). L'avantage de cette distinction est de permettre une approche de la légalité et de l'illégalité qui ne soit pas binaire et, surtout, qui ne soit pas basée uniquement sur une conception étatique (Abraham, van Schendel, 2005 : 4). Cette distinction n'est d'ailleurs pas sans rappeler celle faite entre trafic et contrebande, ou *trafficking* et *smuggling* en anglais. Trafic et contrebande désignent en effet des réalités différentes. Le trafic correspond au commerce illégal de biens et de produits illégaux, tandis que la contrebande englobe le commerce illégal de biens et produits légaux. On parlera donc de trafic de drogue ou de contrefaçons mais plutôt de contrebande de biens de consommation courants ou de produits alimentaires (Chouvy, 2013b).

Les cultures illégales de plantes à drogue s'inscrivent dans ce rapport contradictoire que des acteurs différents ont à la légalité et à l'illégalité. Activité illégale au regard du droit international mais aussi au regard des droits nationaux, la culture de plantes à drogues pour des usages autres que pharmaceutiques est très largement perçue comme légitime, certains diront licite, par les cultivateurs eux-mêmes. À tel point d'ailleurs que les débats portant sur l'illégitimité de l'illégalité des drogues se font de plus en plus nombreux et vifs, notamment dans certains référendums aux États-Unis, dans les dénonciations faites par plusieurs présidents d'Amérique latine, au parlement marocain, etc. Si l'illégalité de certaines cultures de plantes à drogue est perçue de façon croissante comme étant illégitime, la guerre à la drogue qui, depuis 1971, est censée mener à un monde sans drogue (objectif fixé par les Nations unies et sans cesse reporté), est, elle, plus encore décriée et dénoncée pour son illégitimité fondamentale (Chouvy, 2009). Les limites intrinsèques du contrôle politico-territorial des États, quels qu'ils soient, sont rendues évidentes par les dimensions et les formes spatiales prises par les cultures illégales de plantes à drogue dans les pays concernés. Tout contrôle politico-territorial complet étant bien sûr impossible et la suppression de la production, du trafic et de la consommation de drogue (laquelle, comme le souligne Jean-Marie Pelt, « colle à l'homme comme à sa peau » (Pelt, 1983)) étant elle aussi inatteignable, c'est *in fine* le territoire qui se retrouve au centre de la problématique de la production illégale des plantes à drogues, théâtre des rivalités et souvent du jeu de dupes qui existe entre les sociétés d'une part et les États d'autre part. Entre répression totale, tolérance étatique, corruption, voire abandon d'une guerre à la drogue coûteuse et inefficace sinon perdue d'avance, les États et les sociétés parties prenantes de l'industrie des drogues dessinent une cartographie sans cesse réajustée de l'illégalité. Au bout du compte, l'impossibilité du contrôle politico-territorial complet, même par les plus puissants, démontre si

besoin était qu'en dépit du nombre de batailles gagnées ici et là par les États, la guerre contre la drogue est perdue d'avance (voir Chouvy, 2009).

UMR 8586 Prodig
2, rue Valette
75005 Paris
pachouvy@geopium.org

Bibliographie

Afsahi, K. (2005), « Maroc : la culture du cannabis, garante d'un statu quo ou bombe à retardement ? », Intervention au colloque « Production de drogue et stabilité des États », SGDN-CERI, Paris, 6 octobre 2005.

Afsahi, K. (2010), « Cannabis cultivation practices in the Moroccan Rif », in T. Decorte et al., 2010, *World Wide Weed. Global Trends in Cannabis Cultivation and its Control*, Farnham, Ashgate, p. 90-114.

Aureano, G.R. (2001), « L'État et la prohibition de (certaines) drogues », *Cemoti*, n° 32, Dossier « Drogue et politique », p. 15-38.

Bertram E., Blachman M., Sharpe K., Andreas P. (1996), *Drug War Politics. The Price of Denial*, Berkeley – Los Angeles, University of California Press, 362 p.

Bordes, P. Labrousse, A. (2004), « Économie de la drogue et réseaux de corruption au Maroc », *in* « Globalisation et illicite en Afrique », *Politique Africaine*, n° 93, mars 2004, p. 63-82.

Chouvy, P.-A. (2002), *Les territoires de l'opium. Conflits et trafics du Triangle d'Or et du Croissant d'Or*, Genève, Olizane.

Chouvy, P.-A. (2008), « Production de cannabis et de haschich au Maroc : contexte et enjeux », *L'espace politique*, n° 4, p. 5-19.

Chouvy, P.-A. (2009), *Opium. Uncovering the Politics of the Poppy*, London, I.B. Tauris, 256 p.

Chouvy, P.-A. (2010), « Insécurité alimentaire et production illicite d'opium en Asie », *Annales de géographie*, N° 673 – 3/2010, p. 229-247.

Chouvy P.-A. (2013a), « A Typology of the Unintended Consequences of Drug Crop Reduction », *Journal of Drug Issues*, Volume 43, Issue 2, April 2013, p. 216 – 230.

Chouvy P.-A. (2013b), « Introduction : Illegal Trades across National Borders », in Chouvy P.-A. (dir.), 2013, *An Atlas of Trafficking in Southeast Asia. The Illegal Trade in Arms, Drugs, People, Counterfeit Goods and Natural Resources in Mainland Southeast Asia*, London, I.B. Tauris/Bangkok : IRASEC, 256 p.

Chouvy P.-A., Afsahi, K. (2014), « Hashish revival in Morocco », *International Journal of Drug Policy*, vol. 25, n° 3, p. 416-423.

Chouvy, P.-A., Laniel, L. (2007), « Agricultural Drug Economies : Cause or Alternative to Intra-State Conflicts ? », *Crime, Law and Social Change*, Vol. 48, n° 3-5, December 2007, p. 133-150.

Clarke, R.C. (1998), *Hashish !*, Los Angeles, Red Eye Press, 387 p.

Cordesman, A.H. (2012), *The US Cost of the Afghan War : FY2002-FY2013 : Cost in Military Operating Expenditures and Aid, and Prospects for "Transition"*, Washington, Center for International and Strategic Studies.

Gettman, J. (2006), "Marijuana Production in the United States (2006)", *The Bulletin of Cannabis Reform*, n° 2, December 2006.

Government of India (GOI). (2006), *Annual Report 2005-2006*, New Delhi, Ministry of Finance.

High Intensity Drug Trafficking Area. (2010), *Marijuana Production in California*, Central Valley California HIDTA.

Hurst, C. (2005), « North Korea. À Government-Sponsored Drug Trafficking Network », *Military Review*, sept.-oct., p. 35-37.

Institute of Narcotics Studies and Analysis (INSA). (2010), *Opium Survey of Lohit and Anjaw Districts of Arunachal Pradesh*, New Delhi (unpublished report).

International Crisis Group. (2011), *Aid and Conflict in Afghanistan*, Asia Report n° 210, Brussels, ICG.

Ispahani, M.Z. (1989), *Roads and Rivals : the Politics of Access in the Borderlands of Asia*, London, I.B. Tauris, 286 p.

Labrousse, A. (2004), *Géopolitique des drogues*, Que Sais-Je ?, n° 3693, Paris, PUF, 126 p.

Lankov, A. (2011), « Narco-capitalism grips North Korea », *Asia Times*, 18 mars 2011.

McCoy, A.W. (1991), *The Politics of Heroin. CIA Complicity in the Global Drug Trade*, New York, Lawrence Hill Books, 654 p.

Moumaneix, C. (2013), « Coopération et contrebande de drogue dans les parcs co-frontaliers du nord-ouest américain (Massif des Cascades) », *L'Espace politique*, 21, 2013-3, http://espacepolitique.revues.org/2848.

Nawa, F. (2006), *Afghanistan, Inc.*, A Corpwatch Investigative Report, Oakland : Corpwatch.

Paladin Press. (1992), *Marijuana Field Booby Traps : The Field Guide to Lethal Explosive Devices*, Boulder : Paladin Press, 48 p.

Paoli P., Greenfield V.A., Reuter P. (2009), *The World Heroin Market. Can Supply Be Cut ?*, New York, Oxford University Press.

Pelt, J.-M. (1983), *Drogues et plantes magiques*, Paris, Fayard, 336 p.

Perl, R.F. (2003), *Drug Trafficking and North Korea : Issues for U.S. Policy*, CRS Report for Congress, Congressional Research Service, Washington, United States Congress.

Tilly, C. (1985), « War Making and State Making as Organized Crime », in *Bringing the State Back In*, P. Evans, D. Rueschemeyer, T. Skocpol (éd.), Cambridge : Cambridge University Press, 1985, p. 170-187.

Thongchai Winichakul. (1994), *Siam Mapped. À History of the Geo-Body of a Nation*, Bangkok, Silkworm Books, 228 p.

UNODC (United Nations Office on Drugs and Crime). (2003), *Maroc. Enquête sur le cannabis 2003*, Vienne, UN.

UNODC (2006a), « Review of the world cannabis situation », *Bulletin on Narcotics*, Volume LVIII, Nos. 1 and 2.

UNODC (2006b), *Maroc. Enquête sur le cannabis 2005 – Rapport préliminaire*, Vienne, United Nations.

UNODC (2011), *World Drug Report 2011*, New York, United Nations.

UNODC (2012a), *World Drug Report 2012*, New York, United Nations.

UNODC (2012b), *South-East Asia Opium Survey 2012 - Lao PDR, Myanmar*, New York, UN.

UNODC (2013), *World Drug Report 2013*, New York, United Nations.

USDJ (United States Department of Justice). (2011), *National Drug Threat Assessment 2011*, Department of Justice, Washington, National Drug Intelligence Center.

United States Department of State. (2012), *2012 International Narcotics Control Strategy Report*, Bureau of International Narcotics and Law Enforcement Affairs, Washington, US DS.

Walker, A. (1999), *The Legend of the Golden Boat. Regulation, Trade and Traders in the Borderlands of Laos, Thailand, China and Burma*, Honolulu, University of Hawai'i Press, 239 p.

L'Espace Politique
24 (2014-3)
Trafics en Asie du Sud-Est + Varia

Pierre-Arnaud Chouvy

La frontière, interface des trafics dans le Triangle d'or

Avertissement
Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.
Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.
Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique
Pierre-Arnaud Chouvy, « La frontière, interface des trafics dans le Triangle d'or », *L'Espace Politique* [En ligne], 24 | 2014-3, mis en ligne le 12 janvier 2015, consulté le 27 janvier 2015. URL : http://espacepolitique.revues.org/3171 ; DOI : 10.4000/espacepolitique.3171

Éditeur : Département de géographie de l'université de Reims Champagne-Ardenne
http://espacepolitique.revues.org
http://www.revues.org

Document accessible en ligne sur :
http://espacepolitique.revues.org/3171
Document généré automatiquement le 27 janvier 2015.
Tous droits réservés

Pierre-Arnaud Chouvy

La frontière, interface des trafics dans le Triangle d'or

1 Les hautes terres de l'éventail nord-indochinois, au cœur de l'Asie du Sud-Est continentale, abritent ce qui fut un temps le plus important espace de production illégale d'opium et d'héroïne au monde, le « Triangle d'or ». Cet espace polyethnique et interétatique, superposé aux frontières de la Birmanie, du Laos et de la Thaïlande, est depuis longtemps un haut lieu de trafics et de contrebande par où transitent des flux de drogue bien sûr, mai aussi de personnes, d'armes, d'espèces animales et végétales, ou encore d'objets de contrefaçon ou de biens de consommation échangés illégalement (Chouvy, 2002 ; Chouvy (Ed.), 2013).

2 L'histoire de la région témoigne de la façon dont l'émergence de l'Etat-nation et de ses multiples réglementations a directement affecté certains commerces en les rendant illégaux, ne serait-ce qu'en restreignant les libertés de mouvement et donc les échanges commerciaux en imposant des frontières internationales en lieu et place de zones frontières historiques (Ispahani, 1989, Thongchai Winichakul, 1994, Walker, 1999). En effet, une frontière, de par sa définition et son processus de délimitation, modifie la nature même de tout commerce traditionnel ayant précédé son imposition. En conséquence, nombre d'échanges commerciaux qualifiés de trafic ou de contrebande ne sont rien d'autre que des échanges commerciaux traditionnels devenus illégaux.

3 Ce n'est qu'au XIX^{e} siècle que les frontières linéaires commencèrent à être imposées en Asie du Sud-Est, les pouvoirs coloniaux cherchant à délimiter leurs possessions ou à circonscrire leurs zones d'influence en surimposant des frontières internationales à des axes commerciaux transfrontaliers et donc en transformant des zones d'échange en zones de séparation. Bien sûr, l'imposition des frontières et des restrictions de mobilité qu'elles impliquent a rendu le franchissement illégal des frontières et la violation des lois afférentes hautement lucratifs tant pour les marchands traditionnels devenus trafiquants ou contrebandiers que pour les criminalités préexistantes ou nouvellement constituées. La création de la frontière moderne a donc fait des zones frontalières des lieux propices aux activités illégales. En effet, la frontière engendre l'illégal dès lors que, selon les mots de l'anthropologue Janet Roitman, « la transgression est productive » (Schendel, Abraham, 2000).

4 Il convient ici de noter que contrebande et trafic sont des pratiques consubstantielles au commerce, dont elles font bien sûr partie intégrante, et qu'elles prennent de l'importance au gré du renforcement ou de la multiplication des régulations et taxes commerciales. En Asie du Sud-Est continentale, la contrebande se développa ainsi tout particulièrement dans le contexte colonial des tarifications douanières imposées par les Britanniques et les Français. L'anthropologue Andrew Walker rapporte les propos du voyageur et explorateur Sidney Legendre qui, en visite à Louang Prabang en 1936, expliquait que les frais de douane imposés par les Français sur les importations au sein de leurs possessions indochinoises avaient fait de la contrebande une des activités des plus rentables. Le même Legendre expliquait aussi que la contrefaçon était déjà très développée et que les contrebandiers chinois importaient de Chine de piètres copies de biens de consommation anglais, français et américains (Walker, 1999: 49). Quant à la contrebande d'opium, elle précéda le trafic d'opium, les monopoles coloniaux britannique, français et même siamois de l'opium en interdisant tout commerce indépendant et rendant son commerce illégal particulièrement lucratif. Les caravaniers yunnanais furent de grands contrebandiers d'opium chinois vers la Birmanie (où les Britanniques ne vendaient, à prix fort, que de l'opium issu de leur possessions indiennes), le Siam, ou l'Indochine française (Walker, 1999 : 49 ; McCoy, 1972 ; Maule, 1992).

5 L'évolution du trafic de drogue, dans la deuxième moitié du XX^{e} siècle, a contribué à l'émergence de nouvelles routes commerciales et, surtout, au renouveau de certaines routes un temps tombées en désuétude, à l'instar de celles qui furent utilisées par les guérillas communistes. D'autres routes ne furent quant à elles jamais abandonnées, notamment par les

caravaniers traditionnels que sont les Haw de Thaïlande et les Hui (Panthay) de Birmanie dont certains sont depuis longtemps très actifs dans le trafic de drogue et qui utilisent encore aujourd'hui les routes que leur aïeux empruntaient à la fin du XIX[e] siècle (Forbes, 1986 ; Chouvy, 2002 ; Chouvy, Meissonnier, 2004).

Le Triangle d'or : opium et méthamphétamine

6 A l'échelle commerciale, la production illégale d'opium est somme toute récente dans le Triangle d'or : elle s'y est développée de la fin de la Seconde Guerre mondiale au début des années 1990 (la Birmanie perd sa place de premier producteur illégal en 1991 au « profit » de l'Afghanistan, selon les Nations unies), avant que la Thaïlande d'abord et le Laos ensuite ne réduisent fortement leurs superficies cultivées en pavot. La baisse de la production d'opium dans la région a toutefois été de courte durée, la Birmanie et le Laos voyant leurs récoltes augmenter de nouveau au milieu des années 2000 (les superficies cultivées, véritable indicateur du manque de contrôle politico-territorial des Etats concernés, doublant presque entre 2006 et 2010) (UNODC, 2011 : 60). Dans le même temps, la Birmanie est devenue l'un des tous premiers producteurs de méthamphétamine au monde, sinon le plus important, incitant le département d'Etat des Etats-Unis à parler d'une transformation du Triangle d'or en un « Ice Triangle », de l'un des noms américains donnés à la méthamphétamine (appelée *yaa baa* en Birmanie, au Laos, et en Thaïlande) (Chouvy, 2002 ; 2004 ; 2009 ; United States Department of State, 2008 : 278 ; Wyler, 2010: 8 ; UNODC, 2010a). Pour autant, si l'appellation de Triangle d'or a pu avoir un sens lorsque de l'opium était produit illégalement en Birmanie, au Laos et en Thaïlande (l'opium y étant originellement payé en or[1]), celle de « Ice Triangle » n'en a pas vraiment dès lors que la Birmanie est de très loin le principal producteur de méthamphétamine et qu'aucun triangle n'a donc lieu d'être en la matière.

7 Certes, de la méthamphétamine est aussi produite en Thaïlande et au Laos, mais dans des proportions bien moindres. C'est d'ailleurs aussi le cas dans tous les autres pays d'Asie du Sud-Est continentale (Singapour excepté) où consommation et saisies ont fortement augmenté ces dernières années (UNODC, 2010a). Ne serait-ce qu'en Birmanie 24 millions de pilules de méthamphétamine ont été saisies en 2009, soit quelque vingt-trois fois plus qu'en 2008. C'est moins qu'en Thaïlande (26,6 millions) ou qu'en Chine (40,5) mais d'autres pays, comme le Laos, où les saisies ont été nettement moindres (2,3), ont quand même vu celles-ci doubler en un an (UNODC, 2010a : 11). Les saisies d'héroïne ont d'ailleurs elles aussi augmenté, de plus de 2000 % entre 2008 et 2009 (de 57 kg à 1270 kg) dans le seul nord de la Thaïlande, au plus près, donc, de la production birmane, et de plus de 50 % dans toute l'Asie-Pacifique, principalement en Chine et en Birmanie (Fuller, 2009 ; UNODC, 2010a : 2).

8 Une telle augmentation des saisies ne serait toutefois pas due à un renforcement ou à une efficacité accrue des contrôles, selon Gary Lewis, représentant de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (UNODC) pour l'Asie-Pacifique. Elle serait plutôt due, de l'avis de nombre d'observateurs et de professionnels de la lutte antidrogue, à une augmentation de production déclenchée par l'ordre donné en avril 2009 par la junte birmane (avant donc qu'elle ne s'auto-dissolve en mars 2011) à divers groupes ethniques autonomistes d'intégrer leurs troupes à celles d'un programme de gardes-frontières (BGF : Border Guard Force) contrôlé par Naypidaw (nouvelle capitale birmane depuis 2005). Le refus de la majorité de ces groupes (notamment Kokang de la MNDAA, Wa de l'UWSA, Kachin de la KIA, Shan de la SSA-N et de la SSA-S), puis l'assaut donné par l'armée birmane contre l'un d'eux (Kokang) en août 2009, auraient encouragé ceux d'entre eux jouant un rôle dans la production et le trafic d'opiacés et, ou, de méthamphétamine à écouler tout ou partie de leurs stocks (héroïne et, ou, méthamphétamine) ou même à augmenter leur production (méthamphétamine) afin de financer l'augmentation de leurs arsenaux. La « démocratisation » du régime birman n'a en effet pas mis un terme aux offensives et exactions, principalement contre les Shan de la SSA-N (depuis avril 2011) et les Kachin (depuis juin 2011) (Human Rights Watch, 2012 ; Boucaud, 2012). La volonté de création d'une BGF et la forte résistance des groupes autonomistes visés illustrent deux aspects fondamentaux de la problématique politico-territoriale birmane, centrée autour de la question frontalière : la remise en cause de cessez-le-feu temporaires par définition

témoigne tant de la permanence de la question ethnique que de celle des rivalités exercées autour du contrôle des commerces transfrontaliers.

9 De fait, l'espace dit du Triangle d'or, dont les réalités et les dimensions ont considérablement varié au cours des dernières décennies, a émergé tant à travers la production de drogue et les trafics en tout genre qu'à travers différents conflits armés dont certains perdurent encore aujourd'hui (Chouvy, 2002). Une forte synergie drogue sous-tend en effet depuis longtemps les évolutions du Triangle d'or et de ses trafics. Qui plus est, la production illégale et le trafic de drogue d'une part, et les conflits d'autre part, sont rendus d'autant plus complexes par leur inscription dans le cadre géographique et politique particulier du Triangle d'or : celui d'un espace polyethnique et interétatique, donc frontalier. L'espace du Triangle d'or a en effet émergé à l'intersection d'ensembles spatiaux multiples de différentes échelles et natures, profitant de nombreuses discontinuités spatiales. Les frontières internationales, faisant notamment office de fronts de la guerre contre la drogue, ne sont d'ailleurs pas les moindres de ces discontinuités. En fin de compte, il apparaît que les caractéristiques de la région, qui sont autant de contraintes pour les Etats, ont été exploitées favorablement par différents acteurs, qu'ils soient producteurs d'opium, trafiquants, rebelles autonomistes et, ou, communistes, ou tout cela à la fois.

Le Triangle d'or, espace polyethnique et interétatique

10 L'Asie du Sud-Est continentale est caractérisée, au même titre que d'autres régions mais peut-être de façon plus significative, par l'imbrication et la superposition d'ensembles spatiaux multiples et variés[2] : des ensembles spatialement délimités et de tailles différentes qui peuvent être définis et caractérisés par différentes variables, qu'elles soient physiques, économiques, culturelles, sociales, linguistiques, politiques ou encore territoriales. En effet, lorsque l'on considère le cas des hautes terres de l'éventail nord-indochinois, le phénomène apparaît de façon très nette et dans toute sa complexité. Ici, une approche multiscalaire permet de distinguer une multitude d'aires ethniques, nationales, étatiques, religieuses et linguistiques dont l'enchevêtrement, l'imbrication et la superposition déterminent une richesse et une complexité quasiment inégalées dans le reste du monde. Rappelons que Georges Condominas caractérisait la cartographie ethnolinguistique de l'Asie du Sud-Est de « tableau tachiste » (Barrau J., Bernot L., Chiva I., Condominas G., 1974 : 10).

11 C'est au sein de chacun des trois Etats qui abritent chacun une partie du Triangle d'or historique, la Birmanie, le Laos et la Thaïlande, que l'on trouve les ensembles spatiaux parmi les plus nombreux et les plus variés. Ceux-ci relèvent de catégorisations nationales ou citoyennes (Birmans (*Burmese*), Thaïlandais, Laotiens, Chinois d'outre-mer) ; ethniques ou ethnolinguistiques (Palaung-Wa pour les austro-asiatiques, Shan, Lao et Thaï pour le groupe taï-kadaï, Hmong pour les miao-yao, Akha, Lisu et Birman (*Burman*) pour les tibéto-birmans, eux-mêmes partie, avec les Karen, des sino-tibétains) ; religieuses (animisme, bouddhisme, brahmanisme, christianisme, islam) ; ou encore économiques (niveaux de développement, ressources naturelles, industrialisation, structures agraires), démographiques (faibles et fortes densités et croissances), sociales (modes de production, structures sociales, représentations territoriales et identitaires), et bien sûr politiques (dictature militaire en Birmanie, à priori en voie de « démocratisation », monarchie constitutionnelle rythmée par les coups d'Etat militaires en Thaïlande, régime communiste à parti unique au Laos).

12 Le Triangle d'or historique peut donc être défini comme un espace altitudinal, périphérique et marginal (du point de vue étatique), polyethnique et interétatique de production illégale d'opium. Cet espace à géométrie variable, ainsi que les expansions et contractions historiques des cultures de pavot l'ont montré, est surimposé à de nombreux et divers ensembles spatiaux dont la réunion, la conjonction et même l'opposition en font la nature et la spécificité. Le Triangle d'or est donc caractérisé par de nombreuses discontinuités spatiales associées les unes aux autres et révélées par la circulation et les échanges des groupes humains. C'est en effet par le jeu des acteurs que des discontinuités statiques contraignantes (caractéristiques topographiques et biogéographiques surtout) ont été exploitées de façon positive, générant ainsi des discontinuités dynamiques endogènes et exogènes (caractéristiques ethniques et

nationales, économiques, politiques et organisations politico-territoriales) (Gay J.C., 1995 ; Brunet R., 1967). C'est donc d'un espace dont il s'agit ici et non d'un territoire (unique) comme on pourrait le penser de prime abord: de nombreux et instables territoires sont en effet une des caractéristiques premières du Triangle d'or.

13 Ce sont la production illégale et le trafic d'opiacés qui font du Triangle d'or un ensemble spatial à part entière, même si son appellation procède plus du phénomène des représentations que d'une réalité géographique précisément délimitable et cartographiable ou d'une réalité historique pérenne. Le Triangle d'or ne constitue pas un territoire, ni n'est composé d'un seul et unique territoire, puisqu'il est déjà surimposé aux entités politico-territoriales des Etats et à leurs frontières institutionnalisées. Quant aux territoires étatiques auxquels le Triangle d'or est surimposé, s'ils apparaissent comme les plus reconnus internationalement car les plus institutionnalisés, les autres types de territoire, issus de différents processus et degrés de territorialisation, sont tout aussi ancrés dans l'espace, sinon parfois plus. Ces territoires alternatifs peuvent même, dans certains cas, mettre en péril l'intégrité territoriale des Etats.

14 Ainsi, par le conflit, les narcotrafiquants s'approprient et se soustraient même des territoires, des régions de culture du pavot, des lieux de transformation de l'héroïne ou des couloirs d'exportation de leurs productions. Le Triangle d'or, en tant qu'espace surimposé à des espaces et territoires pluriels plus ou moins achevés, est donc d'autant plus l'objet de rivalités de pouvoirs et sujet à de nombreux rapports de forces. Les productions illégales y sont en effet rendues possibles en partie par cette agrégation, cette superposition discordante de multiples ensembles spatiaux qui tendent à s'inscrire de façon territoriale et à donner corps à autant de pouvoirs et contre-pouvoirs. L'espace du Triangle d'or est donc autant caractérisé par ses productions illégales que par ces territorialisations multiples. Les routes du trafic s'inscrivent elles aussi dans ces logiques territoriales, au gré de l'ouverture ou de la fermeture des frontières internationales.

Trafics, routes et antiroutes

15 La route, la piste, le chemin, les axes de communication quels qu'ils soient et où qu'ils se situent (fond de vallée sèche, flanc de colline, crête, route fluviale ou terrestre), constituent des objets d'étude primordiaux du narcotrafic puisque les acteurs de celui-ci en dépendent et les exploitent. La route est à ce titre un objet tout autant géographique que politique en ce qu'elle est créatrice, génératrice d'accès. L'accès est bien sûr une composante fondamentale de la production et du transport de drogue dès lors que les régions de production se définissent géographiquement par leur relative inaccessibilité et leur enclavement. La route est donc ce moyen d'accès, ce lien physique, ce support de la communication et du transport qui permet de relier les lieux de production et de consommation, grâce à son utilisation par des réseaux de relation, par des associations commerciales et politiques entre les divers acteurs du narcotrafic.

16 La production et le transport de drogue sont rendus possibles par un équilibre entre inaccessibilité et accessibilité, car si l'isolement géographique de la région de production est nécessaire (pour des raisons de sécurité et de viabilité d'une activité illicite *a priori* dissimulée), son accessibilité est également impérative. Mais l'accès, condition *sine qua non* de l'exportation, doit toutefois être limité dès lors que la difficulté d'accès constitue un avantage majeur de localisation des espaces de production. La route doit donc correspondre, dans ce cas précis, à ce que Mahnaz Ispahani appelle, dans son étude des politiques de l'accès en Asie, une « antiroute », c'est-à-dire tout ce qui peut contraindre, entraver ou restreindre l'accès, de façon « naturelle » (« antiroute naturelle » ou obstacle naturel à la circulation) ou « artificielle » (« antiroute artificielle » ou entrave anthropique à la circulation) (Ispahani, 1989 : 2).

17 Ainsi, les accidents du relief, les conditions climatiques, les régulations frontalières et tarifaires du commerce international, les conflits qui imposent des limites au mouvement, que ce soit celui des biens ou des personnes, sont des antiroutes. Dans le cas du trafic de drogue comme dans celui de tout autre trafic illicite, le trafiquant tourne alors à son avantage les risques et inconvénients de l'antiroute puisqu'elle lui procure une certaine forme de sécurité (faible contrôle policier et douanier) et qu'elle justifie des prix élevés. Mais la route et l'antiroute

fournissent également une clé d'analyse pour l'étude de l'émergence et de la pérennité des espaces de production illicite à travers ce qu'elles représentent pour les Etats et les autres acteurs du système international[3]. La route a une double compétence, géographique et politique, en ce que son rôle géographique et sa dimension politique sont définis, entre autres, par l'équilibre instable de la relation entre le développement (économique) et la sécurité des Etats (Ispahani, 1989 : 4, 10).

18 La fermeture puis la réouverture des axes routiers entre la Birmanie et la Chine d'une part, et la Birmanie et l'Inde d'autre part, procèdent ainsi directement de cet équilibre instable qui caractérise les relations développement – sécurité des Etats. Si la tendance qui prévalait jusqu'à la fin de la Guerre froide était celle qui consistait à favoriser la dimension sécuritaire de la route, à partie de la décennie 1990 on a pu voir la route l'emporter sur l'antiroute, ce qui a notamment permis un accroissement important du trafic de drogue. La route peut donc être un outil stratégique, politique et commercial, un vecteur d'intégration, de la même façon que l'antiroute est un moyen d'isolement et d'exclusion. La route, ici en l'occurrence celle du narcotrafic, est donc un objet d'étude géopolitique particulièrement important en ce qu'elle conditionne et révèle les relations de pouvoir qui existent d'une part entre les centres et les périphéries des Etats et, d'autre part, entre différents Etats du système international.

19 L'évolution des anciens itinéraires du narcotrafic des espaces actuels du Triangle d'Or et du Croissant d'Or[4] et de celles de leurs périphéries respectives peut illustrer ce qu'Ispahani décrit à propos des routes en général. En étudiant l'évolution des routes et des antiroutes dans le temps, explique Ispahani, il est possible d'évaluer la transition qui s'est opérée depuis les questions impériales de commerce et de stratégie à celles, postimpériales, de développement et de sécurité (Ispahani, 1989 : 6). Certains des itinéraires du narcotrafic du Triangle d'or empruntent donc des routes historiques, comme d'autres qui ne sont apparues que récemment (Chouvy, 2002). Le rôle qu'a pu jouer le narcotrafic dans la pérennité ou dans la réutilisation et même dans la création des routes varie selon leur type et selon les périodes et les régions considérées. Mais au début du XXI^{e} siècle, le narcotrafic exploite désormais tous les axes de communication, en précédant parfois le transit de biens licites de consommation pour lequel certaines infrastructures ont initialement été mises en place. Ainsi, les projets de développement d'infrastructures de communication qui existent depuis l'Asie centrale jusqu'à l'Asie du Sud-Est et la Chine, la transformation d'antiroutes en routes, menacent d'accentuer le narcotrafic qui, depuis longtemps déjà, les y a précédés.

La frontière, interface des trafics

20 Comme dans le cas de la relation dialectique qui existe entre routes et antiroutes, la frontière, ou la division qu'elle représente dans l'espace physique et juridique[5], détermine la nature de l'espace considéré, en l'occurrence frontalier. En effet, la frontière ne doit pas être réifiée, mais doit être considérée comme tout ou partie de *l'enveloppe linéaire d'ensembles spatiaux de nature politique, dans le cadre desquels on décidera que, selon les circonstances, la frontière sera fermée ou ouverte, la ligne perméable ou étanche* (Foucher, 1991 : 45). Si l'imposition d'une frontière a une influence sur l'espace qu'elle divise, sur ceux qu'elle sépare, ceux-ci, selon leur nature physiographique, démographique, économique comme politique, peuvent également déterminer la nature de la frontière[6]. Elle peut être ouverte ou fermée et laisser passer ou s'opposer au passage de flux divers et variés, légaux et illégaux. Ainsi, comme le remarque J.R.V. Prescott, la frontière doit être considérée dans le contexte des Etats qui la flanquent, en ce que la ligne-frontière et la région-frontière influencent le paysage dont elles sont parties constituantes et les politiques de ces mêmes Etats (Prescott, 1965 : 90)[7]. Si l'ouverture ou la fermeture d'une frontière relève de la décision de l'Etat, son respect, en particulier celui de sa fermeture, dépend donc plus des espaces frontaliers et étatiques qui la flanquent et des populations qui y demeurent.

21 Dans des espaces de production illicite comme celui du Triangle d'or, les frontières étatiques, comme les routes, sont souvent fermées pour interdire le développement de flux illégaux de produits illégaux (et même légaux dans le cas de la contrebande). La volonté d'interdiction d'accès, unilatérale ou non, comme le contournement des mesures adoptées dans ce but,

résultent alors ici des caractéristiques fondamentales des espaces concernés. Ainsi, c'est une logique similaire à celle des relations existant entre la route et l'antiroute qui se vérifie de nouveau dans le cas des frontières. Les acteurs du Triangle d'or exploitent donc l'existence et la nature des frontières étatiques auxquelles les deux espaces sont surimposés. Les frontières peuvent en effet être d'autant plus exploitées qu'elles sont la matérialisation de véritables discontinuités spatiales. C'est la non-homogénéité de l'espace (ici particulièrement du point de vue économique, politique et juridique), confirmée, augmentée ou créée par l'imposition de frontières, qui fait que toute discontinuité spatiale, séparant et unissant, appelle au passage, au franchissement, à la mise en valeur des différences. C'est précisément d'une organisation de l'espace basée sur la mise en valeur et l'exploitation des discontinuités spatiales, des frontières et des antiroutes, qu'a procédé l'émergence du Triangle d'or.

22 Mais les frontières étatiques ne sont pas les seules discontinuités spatiales à présenter une réelle pertinence lors de l'analyse de l'espace du Triangle d'or. Nous l'avons dit, celui-ci peut en effet être appréhendé à travers la superposition discordante de multiples ensembles spatiaux aussi distincts que variés, comme à travers la grande richesse de ses niches écologiques et économiques. Ces ensembles spatiaux et ces niches présupposent au moins autant de discontinuités spatiales, plus ou moins matérialisées et inscrites dans l'organisation de l'espace, qui peuvent être par exemple les limites des terroirs, des territoires, ou encore des espaces de relation : *ainsi un enchevêtrement de discontinuités compose l'espace géographique* (Gay, 1995 : 41) et tout particulièrement celui du Triangle d'or. En effet, des discontinuités spatiales majeures apparaissent dans l'organisation de l'espace de la région où les basses terres irriguées des riziculteurs sont celles où sont installés les centres de pouvoir étatique et économique ; et où les collines et les montagnes réunissent les cultures de pavot des groupes tribaux. Elles n'opèrent donc pas seulement sur un plan horizontal mais également sur un plan vertical (Taillard, 1995 : 164). Les discontinuités spatiales sont nombreuses et peuvent n'apparaître que dans la gradation et la progressivité de la transition entre les différents espaces. Il en est ainsi par exemple des différences démographiques, économiques et politiques que l'observateur attentif peut déceler dans l'organisation de l'espace : les infrastructures de communication et les équipements médico-sociaux en sont des témoignages qui trompent rarement.

23 Les discontinuités spatiales sont donc constitutives de la nature et de l'organisation de l'espace du Triangle d'or. En effet, les frontières, discontinuités spatiales par excellence, ont souvent été, et sont encore parfois en certains segments de leur tracé, de véritables fronts, c'est-à-dire les lignes d'affrontement, *des lignes de position occupées face à l'ennemi*[8]. Mais, par rapport à l'acception originale du terme, les fronts ont changé. Ils ont subi l'évolution inverse de celle des frontières et des zones frontières : les zones frontalières de transition, non démarquées et délimitées, qui unissaient les différents espaces politiques d'Asie du Sud-Est continentale par exemple, sont devenues des lignes frontières, reconnues par des traités internationaux (même si les frontières en questions ne sont pas encore complètement délimitées). Les fronts militaires, eux, ne serait-ce qu'avec les tirs d'artillerie lourde et les frappes aériennes, ont acquis une profondeur que les frontières ont perdue, même si les fronts militaires restent nombreux en Birmanie. Et cela est désormais d'autant plus vrai des fronts de la lutte contre la drogue (ou, ici ou ailleurs, contre le terrorisme) dont les acteurs ne reconnaissent parfois même plus dans la frontière une limite effective de juridiction.

24 Certaines parties des frontières qui séparent les pays constitutifs des espaces du Triangle d'or ont été tournées en de véritables fronts de la guerre contre la drogue. Mais la constitution de la frontière en un tel front matériel n'a toutefois pas empêché à la lutte antidrogue (et donc au front) d'atteindre une profondeur territoriale d'échelle nationale. En effet, la lutte contre le narcotrafic, si elle commence véritablement aux frontières des Etats concernés, et même si elle se trouve de plus en plus militarisée dans les faits comme dans les discours (« guerre à la drogue », « menaces sécuritaires »), n'en reste pas moins une action qui s'exerce sur tout l'espace des entités politico-territoriales concernées ; d'un bout à l'autre du pays, d'une frontière à une autre. Dans et pour les pays concernés, le front de la guerre contre la drogue, s'il commence et finit certes aux frontières interétatiques, est donc surtout caractérisé par sa

profondeur territoriale. Il relève plus de la surface que de la ligne et se rapproche donc plus de la *frontier* que de la *boundary*, celle-ci n'étant de toute façon jamais aussi étanche et respectée que les acteurs étatiques le voudraient. Dans le contexte du narcotrafic, la notion de front est plus une représentation instrumentalisée par les acteurs des sphères politiques et sécuritaires, qu'une réalité pratique et opératoire. La multiplication et la diversification des itinéraires du narcotrafic dans et autour des espaces transfrontaliers du Triangle d'Or nous le montrent.

Les routes du narcotrafic[9]

25 Depuis le début des années 1990, le Triangle d'or a vu la production d'opium et de méthamphétamine se concentrer essentiellement en Birmanie et les routes du narcotrafic se multiplier. De nouveaux itinéraires ont émergé et de nombreuses routes tombées en désuétude ont été réutilisées, à l'instar des anciennes pistes des guérillas communistes. D'autres routes, enfin, n'ont jamais réellement cessé d'être utilisées et se sont maintenues, en particulier les pistes muletières des Haw. La Thaïlande constitue toujours le principal nœud de communication du narcotrafic du Triangle d'or, même si le pays a largement perdu son statut de voie royale. En effet, d'autres pays de la région, la Chine, l'Inde, le Laos, le Cambodge et le Vietnam connaissent une recrudescence progressive et régulière du transit d'opiacés et de méthamphétamine sur leur territoire, notamment en conséquence du renforcement de la lutte antidrogue thaïlandaise. On assiste, depuis le début des années 1990, à une diversification et une complication des itinéraires du trafic, *via* le Laos et le nord-est thaïlandais par exemple, mais aussi par le Cambodge – le territoire cambodgien permettant d'introduire de la méthamphétamine birmane en Thaïlande, toujours *via* le Laos. Depuis la fin des années 1990, le Laos subit également les flux grandissants du trafic de méthamphétamine en provenance de Thaïlande.

26 La frontière occidentale de la Thaïlande avec la Birmanie, dont moins de 60 kilomètres sur 1 800 au total ont été démarqués, reste au cœur des flux ininterrompus de drogues d'origine birmane et, récemment, surtout de méthamphétamine. Des quantités croissantes d'héroïne et de méthamphétamine sont aussi désormais acheminées, depuis le nord-est birman et *via* le fleuve Irrawaddy, vers Rangoun, d'où de petits navires relaient les cargaisons jusqu'à la côte. De là, la drogue peut rejoindre les eaux internationales en mer d'Andaman avant d'être livrée sur la côte thaïlandaise. Elle est ensuite réacheminée par voie terrestre vers Bangkok, la Malaisie ou Singapour.

27 La Thaïlande ayant quasiment supprimé sa production d'opium au cours des années 2000 et le Laos ayant fortement réduit la sienne (même compte tenu des récentes augmentations), c'est la Birmanie, qui a aussi vu sa production chuter, qui reste de loin le premier producteur d'opiacés de la région[10]. Le pays a vu ses itinéraires du narcotrafic modifiés à la suite du durcissement des dispositifs de lutte antidrogue thaïlandais et chinois. C'est notamment pour cette raison, mais aussi parce que les conflits locaux y rendent tout contrôle difficile, que l'Inde du Nord-Est (1 463 km de frontière avec la Birmanie) a vu les flux d'héroïne birmane augmenter à partir des années 1980 et surtout 1990. Les premiers mouvements d'importance observés dans la réorientation des flux d'héroïne birmane se sont manifestés à partir de 1991, vers et depuis Mandalay, deuxième ville et nœud de communication central du pays. En 1992, six laboratoires d'héroïne étaient installés pour la première fois dans l'ouest du pays, dans les États Chin et de l'Arakan directement contrôlés par l'armée birmane régulière. Si, en Inde, les saisies sont peu importantes et ne reflètent pas l'intensité du trafic, l'explosion brutale de l'épidémie de VIH y témoigne, quant à elle, de l'émergence de ce nouvel itinéraire de l'héroïne. L'héroïne birmane qui atteint le nord-est de l'Inde n'y est toutefois pas entièrement consommée : elle prend la route de Calcutta, Bombay, Delhi, Madras ou encore Bangalore, *via* Dispur, la capitale de l'Assam, véritable porte communicante du Nord-Est avec le reste de l'Union indienne.

28 La Chine, quant à elle, connaît le narcotrafic d'origine birmane depuis plus longtemps que l'Inde, ne serait-ce que grâce aux excellentes relations commerciales et militaires que les deux pays entretiennent, surtout depuis la fin des années 1980. La dissolution du Parti communiste de Birmanie (PCB), les massacres de Rangoun et de Sagaing en 1988, la prise du pouvoir par

la junte militaire birmane et la répression chinoise de Tiananmen ont alors rapproché deux régimes autoritaires fortement critiqués par la communauté internationale. C'est d'ailleurs surtout depuis 1989 et la création de l'UWSA, lors de la dissolution du PCB, que la « route de Birmanie », route historique de grande importance économique et stratégique, canalisa des exportations de plus en plus importantes d'héroïne birmane vers et *via* la Chine. Mais les itinéraires chinois du narcotrafic sont susceptibles d'avoir été remis en service dès l'ouverture économique chinoise de 1978. Baoshan, un ancien nœud yunnanais du trafic de l'opium du XIX[e] siècle de la route de Birmanie, a en tout cas vu le trafic se développer dès 1985. La forte présence chinoise en Birmanie, le rôle important des Chinois dans le trafic et l'attraction puissante de Hong Kong et de Taïwan sur les flux d'héroïne ont également joué en faveur du développement de l'itinéraire chinois, qui, d'après les saisies, draine désormais vraisemblablement la majorité de l'héroïne birmane (et, semble-t-il, une partie croissante de l'héroïne afghane).

29 Depuis les années 1980 et surtout 1990, le Triangle d'or a donc connu une très importante tendance à la diversification et à la multiplication des itinéraires du narcotrafic. L'augmentation de la production birmane d'opium pendant cette période d'une part, la lutte efficace de la Thaïlande contre les activités trafiquantes (notamment par sa police et son armée, acteurs historiques du trafic d'héroïne[11]) d'autre part, et enfin l'explosion soudaine de la production de méthamphétamine en Birmanie ont très nettement entraîné une complexification des réseaux du narcotrafic dans le Triangle d'or et hors de celui-ci. Les routes chinoises et indiennes de l'héroïne birmane se sont considérablement développées au cours des années 1990 et 2000. Celles du Laos, du Cambodge et du Vietnam sont désormais utilisées de façon importante pour irriguer les marchés nationaux en question mais aussi pour alimenter le marché thaïlandais par des voies détournées et donc moins surveillées.

30 C'est bien sûr à l'intersection des plus importantes routes de la contrebande et des trafics, d'une part, et des frontières internationales, d'autre part, que l'on trouve les points nodaux du commerce illégal : les paires de postes frontaliers concentrent tant les efforts des contrebandiers et des trafiquants que ceux des autorités étatiques en charge de la lutte contre ces activités illégales. C'est d'ailleurs logiquement ces postes frontaliers qui sont les plus sujets à corruption et qui sont donc les plus recherchés par les officiers de police, de douane, ou encore de gendarmerie, des pays concernés. L'opulence et le train de vie affichés par nombre d'entre eux laissent d'ailleurs peu de doute quant au caractère hautement lucratif de la lutte contre les activités trafiquantes.

31 En Asie du Sud-Est continentale, contrebande et trafics, qu'il s'agisse de drogue, d'armes, de bois, d'espèces animales, de personnes ou encore de contrefaçons, se concentrent autour d'une dizaine de point nodaux transfrontaliers. Les postes frontaliers de Moreh et Tamu, entre l'Inde et la Birmanie, ceux de Ruili et Muse entre la Birmanie et la Chine, de Tachileck et Mae Saï et de Myawaddy et Mae Sot entre la Birmanie et la Thaïlande, de Mohan et Boten entre la Chine et le Laos, de Chiang Khong et Ban Houay Xay entre la Thaïlande et le Laos, d'Aryanaprathet et Poipet entre la Thaïlande et le Cambodge, ou encore de Hekou et Lao Cai entre la Chine et le Vietnam, voire de Bavet et Moc Bai entre le Cambodge et le Vietnam, sont les principaux points de passage de la contrebande et des trafics de la région (Chouvy (Ed.), 2013) (voir carte). Les grandes routes de la contrebande et des trafics relient cette dizaine de points nodaux entre eux, ainsi que nombre de villes-relais, et correspondent pour l'essentiel aux principaux corridors routiers de la région basés sur les routes historiques qui, entre l'Inde et la Chine, ont constitué la trame du projet d'autoroutes asiatiques (1959) et de celui des corridors de la sous-région de Grand Mékong (1992)[12].

De la lutte contre les trafics

32 Contrebande et trafics sont des réalités historiques que l'on peut raisonnablement supposer être aussi vieilles que le commerce ou en tout cas que les premiers efforts visant à réguler et à taxer le commerce. De fait, le trafic d'opium et d'héroïne a succédé à la contrebande d'opium : au commerce illégal d'un produit légal mais très fortement taxé s'est substitué le commerce illégal d'un produit rendu illégal au début du XX[e] siècle par diverses conventions internationales.

L'opium et ses dérivés franchissent donc depuis longtemps les frontières de la région, qu'elles soient coloniales ou nationales, démarquées ou non, et quels que soient les dispositifs de lutte mis en place. Ceux-ci n'ont en effet jamais mis un terme à ces phénomènes et l'avenir immédiat n'est guère prometteur en la matière dans la région, tous trafics confondus. Si contrebande et trafics ne seront jamais totalement supprimés, ils ne seront pas non plus endigués de façon satisfaisante tant que la corruption, elle aussi vraisemblablement aussi ancienne que les régulations commerciales, ne sera pas considérablement réduite dans la région. En effet, certains pays d'Asie du Sud-Est continentale comptent parmi les plus corrompus au monde. En 2010, la Birmanie aurait été le deuxième pays le plus corrompu, à égalité avec l'Afghanistan (tous deux classés en 176) et précédé par la Somalie (178), selon l'index de la perception de la corruption dressé par Transparency International[13] (Le Laos était classé n° 154 et la Thaïlande n° 78).

33 Mais la corruption n'est pas la seule en cause dans l'échec des dispositifs de lutte contre les trafics. Les dispositifs eux-mêmes sont aussi fréquemment en cause, ainsi l'étude de l'efficacité du programme des *Border Liaison Offices* (Bureaux de liaison frontalière, BLO) de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC) semble l'indiquer. Censés instaurer ou renforcer la coopération transfrontalière des polices et douanes nationales en mettant en place des protocoles d'opérations communes en Asie du Sud-Est continentale, 70 BLO ont été inaugurés entre 1999 et 2009, dont 11 au Cambodge (UNODC, 2010b). Les premières patrouilles conjointes fluviales du Laos et de la Thaïlande ont de fait été entreprises dans le cadre de la coopération initiée par le programme BLO, et certaines saisies et arrestations ont effectivement été réalisées. Mais les BLO cambodgiens semblent pour le moins dépourvus de moyens (locaux et équipements) et de personnel et des visites rendues à certaines équipes ont démontré la grande insuffisance, voire l'inexistence, de la coopération transfrontalière, notamment sur les frontières laotienne et thaïlandaise.

34 La corruption entrave à l'évidence la lutte contre les trafics dans la région. L'échec des programmes nationaux et internationaux est tout aussi flagrant, notamment lorsque les programmes d'aide internationale censés renforcer, sinon rendre possible, la lutte contre les trafics, n'intègrent pas la lutte contre la corruption dans leurs objectifs. En conséquence, il semble que malgré les efforts répétés des gouvernements nationaux, de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean), de l'UNODC et même des ONG, la lutte contre les trafics soit limitée si la lutte contre la corruption n'est pas placée au cœur des réflexions et des programmes. Ce sont les causes de la corruption et celles des divers trafics qu'elle facilite qui doivent faire l'objet des efforts nationaux et internationaux. La suppression des trafics n'est pas davantage réalisable que celle de la production illégale d'opium, mais leur réduction et celle des autres trafics passe nécessairement par la conception et la mise en place de politiques et de mesures visant aussi les causes et les moteurs de ces économies illégales, à savoir la pauvreté et la corruption.

Bibliographie

BARRAU J., BERNOT L., CHIVA I., CONDOMINAS G., 1974, « Agricultures et sociétés en Asie du Sud-Est continentale », *Etudes rurales*, n° 53-56.

BOUCAUD A. et L., 2012, « Une relation ambiguë avec la Chine », *Monde diplomatique*, janvier 2012, pp. 18-19.

BRUNET R., 1967, *Les phénomènes de discontinuité en géographie*, Centre de recherches et de documentation cartographiques et géographiques, Mémoires et documents, Paris, CNRS.

CHOUVY P.-A., 2002, *Les territoires de l'opium. Conflits et trafics du Triangle d'or et du Croissant d'or*, Genève, Olizane.

CHOUVY P.-A., 2004, « Le Triangle d'Or : fondements géohistoriques des chemins de la drogue », *Outre-Terre*, n° 6, pp. 219-235.

CHOUVY P.-A., 2009, *Opium. Uncovering the Politics of the Poppy*, Londres, I.B. Tauris.

CHOUVY P.-A., (Ed.). 2013, *An Atlas of Trafficking in Southeast Asia: The Illegal Trade in Arms, Drugs, People, Counterfeit Goods and Resources*, London, I.B. Tauris.

CHOUVY P.-A., MEISSONNIER J., 2004, *Yaa Baa. Production, Traffic and Consumption of Methamphetamine in Mainland Southeast Asia*, Singapour, Singapore University Press.

FOUCHER M., 1991, *Fronts et frontières*, Paris, Fayard.

FORBES A.D.W., 1986, « The " Cin-Ho " (Yunnanese Chinese) Muslims of Northern Thailand », *Journal Institute of Muslim Minority Affairs*, (January) Vol. VII, n° 1, pp. 173-186.

FULLER T., 2009, « Crackdown Spurs a Heroin Clearance Sale in Southeast Asia », *New York Times*, 30 septembre.

GAY J.C. ,1995, *Les discontinuités spatiales*, Paris, Economica.

HUMAN RIGHTS WATCH. 2012, *Untold Miseries. Wartime Abuses and Forced Displacement in Burma's Kachin State*, Human Rights Watch.

ISPAHANI M.Z., 1989, *Roads and Rivals: the Politics of Access in the Borderlands of Asia*,

MAULE R.B., 1992, « The Opium Question in the Federated Shan States, 1931-36: British Policy Discussions and Scandal », *Journal of Southeast Asian Studies*, Vol. 23, N° 1, pp. 14-36.

McCOY A., 1972, *The Politics of Heroin in Southeast Asia*, New York, Harper & Row.

PRESCOTT J.R.V., 1965, *The Geography of Frontiers and Boundaries*, Chicago, Aldine.

SCHENDEL W. van, ABRAHAM I., 2000, « Beyond Borders: (Il)licit Flows of Objects, People, and Ideas », New York, Social Science Research Council, Discussion Paper.

SCOTT J.C., 2001, « La montagne et la liberté, ou Pourquoi les civilisations ne savent pas grimper », *Critique internationale*, avril 2001, n° 11, pp. 85-104.

TAILLARD C., 1995, *Le Laos, enclave ou carrefour*, in ANTHEAUME B., BONNEMAISON J., BRUNEAU M., TAILLARD C., 1995, *Asie du Sud-Est, Océanie*, Géographie universelle, pp. 164-175.

THONGCHAI WINICHAKUL., 1994, *Siam Mapped. A History of the Geo-Body of a Nation*, Bangkok, Silkworm Books.

UNITED STATES DEPARTMENT OF STATE., 2008, *2008 International Narcotics Control Strategy Report*, Vol. 1.

UNODC (UNITED NATIONS OFFICE ON DRUGS AND CRIME)., 2010a, *Patterns and Trends of Amphetamine-Type Stimulants and Other Drugs: Asia and the Pacific*, Bangkok, UNODC.

UNODC., 2010, *Border Liaison Offices in Southeast Asia 1999-2009*, Bangkok, UNODC.

UNODC., 2011, *World Drug Report 2011*, Vienne, UNODC.

WALKER A., 1999, *The Legend of the Golden Boat. Regulation, Trade and Traders in the Borderlands of Laos, Thailand, China and Burma*, Honolulu, University of Hawai'i Press.

WEINER M., 1987, *Political Change: Asia, Africa, and the Middle East*, in Weiner M., Huntington S.P., 1987, (Réédition 1994) *Understanding Political Development*, Prospect Heigths, Waveland Press, pp. 33-64.

WYLER L.S., 2010, *Burma and Transnational Crime*, Report for Congress, Washington, Congressional Research Service.

Notes

1 Les premiers marchands d'opium de la région des trois frontières échangeaient leur opium contre de l'or pur à 99 %, en barres estampillées d'un dragon, sur la frontière birmano-thaïlandaise à Tachileck - Mae Saï. C'est cet aspect du commerce qui a valu son nom au Triangle d'or. Communication personnelle de Bertil Lintner, juillet 1999.

2 C'est à travers le jeu multiscalaire et diachronique de l'approche géographique qu'Yves Lacoste a analysé dans sa thèse (1984) l'espace, ses différents temps et ses acteurs.

3 Si les espaces montagneux peuvent être perçus comme des antiroutes, et même y correspondre, ils peuvent aussi être des « espaces de non-Etats » ce que J.-C. Scott (2001) explique en observant la relation qui existe entre montagne et liberté : 87, 92, 103.

4 Le Croissant d'or est en quelque sorte l'alter ego du Triangle d'or : il s'agit de l'autre espace majeur de production illégale d'opium (et de ses dérivés) d'Asie et même du monde. Centré autour de l'Afghanistan (premier producteur illégale d'opium depuis 1991), il a un temps intégré l'Iran et le Pakistan.

5 Emphasis should placed on the word "juridical", for though the political boundaries of the new states have not changed, several postcolonial states still remain unable to exercise political control over all of their territory : Weiner M., 1987 : 34.

6 Pour M. Foucher, les frontières ne séparent pas seulement des espaces, des Etats, mais aussi… des « temps socio-culturels » radicalement distincts : Foucher M., 1991 : 36.

7 La *frontier* forme ce que P. de Lapradelle (1928, *La frontière : étude de droit international*, Paris) nommait le « voisinage », celui-ci réunissant le « territoire limitrophe » (où la loi internationale prévaut) flanqué de ses deux « frontières » (où s'appliquent les lois internes des Etats) : Prescott J.R.V., 1965 : 17. Voir aussi Thongchai Winichakul (1994) : 70, 76. Rappelons aussi, ainsi que le rappelle M. Foucher, que pour J. Gottmann, *le principal débat qui traverse l'ensemble de la littérature consacrée aux frontières a consisté à savoir… si « la frontière est une ligne ou une zone »* : Foucher M., 1991 : 45.

8 Définition de "front" du Grand Robert.

9 Voir cartes et de plus amples développements et détails sur les routes du trafic de drogues mais aussi d'autres trafics, contrebande notamment, dans : Chouvy, 2002 ; Chouvy, 2009 ; Chouvy (ed.), 2013. Voir aussi cartes et textes (notamment : Chouvy, 2004) sur www.geopium.org.

10 Selon les Nations unies (UNODC), en 2012, la Birmanie aurait produit 690 tonnes d'opium, le Laos, 41 tonnes, et la Thaïlande, 3 tonnes. En comparaison, l'Afghanistan aurait produit 3700 tonnes d'opium en 2012 (5800 en 2011). Les chiffres relatifs aux productions sont bien sûr toujours à prendre avec d'énormes précautions, les estimations nationales étant d'une fiabilité toute relative et les totaux et pourcentages mondiaux étant quant à eux clairement inexacts (le classement mondial des pays producteurs illégaux d'opium est ainsi faussé par la méconnaissance de la production indienne, très largement sous-estimée par les Nations unies) (Chouvy, 2009). Les mêmes réserves sont à émettre concernant la culture du cannabis et la production de haschich. Les chiffres relatifs aux trafics ou à leurs valeurs marchandes sont quant à eux trop souvent fantaisistes et n'apportent pas grand-chose de toute façon à la compréhension des phénomènes étudiés et à leurs dynamiques. Les analyses qualitatives sont donc clairement préférables.

11 Après la Seconde Guerre mondiale et deux ans de transition démocratique, le maréchal Phibun Songkhram et les militaires revinrent au pouvoir (première prise de pouvoir par coup d'Etat en 1932). Le maréchal Phin Choonhavan, qui avait contrôlé les Etats Shan et leur lucratif trafic d'opium pendant la guerre, obtint le contrôle de commandant en chef des armées, le maréchal Sarit devint le général commandant de Bangkok, et le gendre de Phin, le général Phao, fut nommé sous-directeur de la police nationale. Phin, Phao et Sarit allaient alors s'accaparer le trafic d'opiacés pendant de longues années et faire ainsi de la Thaïlande la voie royale d'exportation des productions illicites du Triangle d'or. Phin et Phao gagnèrent en effet le contrôle de deux des cinq principaux syndicats teochiu de Thaïlande, lesquels contrôlaient l'immense majorité du narcotrafic, depuis le nord du pays jusqu'aux entrepôts de Bangkok, puis par bateau, soit le long de la côte occidentale jusqu'à Penang et Singapour, soit, depuis la côte orientale, vers Hong Kong et Taiwan. Mais lorsque Phin devint Premier ministre, remplaçant Phibun, Sarit obtint le poste de commandant en chef des armées et Phao celui de directeur général de la police. Deux camps rivaux se formèrent alors et les deux hommes se livrèrent à une concurrence acharnée sur le narcotrafic. Le trafic d'opiacés était devenu d'autant plus important que les Etats shan de Birmanie abritaient les forces vaincues du Kuomintang du Yunnan depuis la prise de pouvoir communiste en Chine. La division 93, désormais sous les ordres du général Li Mi, s'appropria ainsi parmi les meilleures terres à pavot de la région et assura le transport de l'opium jusqu'en Thaïlande où les syndicats teochiu et les services de l'armée et de la police thaïlandaise - ceux de Sarit et de Phao - se chargeaient de la suite des opérations. Ce sont le généralissime lui-même et son fils, le général Chiang Ching-kuo, qui ont donné l'ordre au général Li Mi d'avoir recours au narcotrafic afin de pouvoir subsister dans sa base arrière, ce qui n'avait alors rien de très novateur puisque le KMT de Chiang Kaï-shek avait partagé les revenus du trafic du *Green Gang* de Shanghai dès 1930 (voir Chouvy, 2002, pour plus de détails).

12 Le projet d'autoroutes asiatiques a vu le jour en 1959 et prévoit de relier 32 pays asiatiques entre eux et avec l'Europe par l'intermédiaire de 141 000 kilomètres de routes standardisées. Le projet est soutenu par les Nations unies (ESCAP). Les corridors de la sous-région du Grand Mékong, quant à eux, correspondent aux axes de communication du programme d'intégration transnationale de l'Asie du Sud-Est continentale ainsi que du sud de la Chine, programme soutenu par la Banque asiatique de développement. En Asie du Sud-Est continentale, les axes routiers de ces deux projets se complètent quand ils ne superposent pas.

13 Transparency International, 2010 : http://www.transparency.org/policy_research/surveys_indices/cpi/2010/results (page consultée le 9 avril 2013).

Pour citer cet article

Référence électronique

Pierre-Arnaud Chouvy, « La frontière, interface des trafics dans le Triangle d'or », *L'Espace Politique* [En ligne], 24 | 2014-3, mis en ligne le 12 janvier 2015, consulté le 27 janvier 2015. URL : http://espacepolitique.revues.org/3171 ; DOI : 10.4000/espacepolitique.3171

À propos de l'auteur

Pierre-Arnaud Chouvy
Géographe - Chargé de recherche
CNRS UMR Prodig
www.geopium.org
pachouvy@geopium.org

Droits d'auteur

Tous droits réservés

Résumés

Production et trafic de drogues se développent depuis plusieurs décennies dans l'espace dit du Triangle d'or, au cœur des hautes terres de l'éventail nord-indochinois : de la contrebande d'opium au trafic d'héroïne et de méthamphétamine. La région, espace altitudinal, périphérique et marginal, polyethnique et interétatique de production illégale d'opium et de méthamphétamine, apparaît aussi complexe que les trafics qui y ont cours. Routes, frontières et autres discontinuités spatiales fournissent la trame du trafic de drogue et, dans une certaine mesure, des conflits et de la lutte antidrogue qui rendent les activités illégales possibles et rentables.

The border as a trafficking interface in the Golden Triangle

From opiates to amphetamine-type stimulants, drug production and drug trafficking have evolved over a few decades in the so-called Golden Triangle, in the heart of the Indochinese peninsula's fan-shaped highlands. The region, a three-border area made of peripheral and marginal highlands and populated by a wide array of ethnic groups, is as complex as its many illegal trades. Routes, borders and other spatial discontinuities are the backbones of the large drug producing and trafficking activities that define the Golden Triangle, but also, to some extent, of the armed conflicts and the counter-narcotics that make the illegal drug industry a feasible and profitable business.

Entrées d'index

Mots-clés : drogue, route, trafic, frontière, discontinuités, ensembles spatiaux
Keywords : drug route, traffic, border, discontinuities, spatial groupings

Journal of Drug Issues
43(2) 216–230
© The Author(s) 2012
Reprints and permission:
sagepub.com/journalsPermissions.nav
DOI: 10.1177/0022042612467989
jod.sagepub.com

A Typology of the Unintended Consequences of Drug Crop Reduction

Pierre-Arnaud Chouvy[1]

Abstract

Drug control policies and interventions, like any other policies and interventions, generate many unintended consequences. Most often, such consequences are mentioned without being defined or presented in a typology, and they are rarely explained in terms of causality. This article will stress how the existing work on the unintended consequences of drug control policies and interventions suffers from little or no definition and will then provide such a definition and a typology applied to three major interventions meant to achieve drug crop reduction—forced eradication, alternative development, and opium bans. In the end, it will explain how a typology of unintended consequences can help to better understand the failure and even the counter-productivity of some interventions. Differentiating between direct and collateral unintended consequences allows us to better attribute the occurring of unintended consequences to a specific intervention and/or to the intended consequence of the interventions.

Keywords

drug, policies, unintended consequences, causality

> "People know what they do; frequently they know why they do what they do; but what they don't know is what what they do does."
>
> —Foucault, 2006

The steady increase in global illegal opium production observed since the early 1970s[1] occurred in spite of the many efforts deployed by the international community to suppress or reduce illegal opium poppy cultivation worldwide. Illegal opium production has increased despite countless forced eradication campaigns and in spite of many crop substitution and alternative development programs.

It can even be argued that the increase of illegal opium production, among other obvious push and pull actors, is partly due to the counterproductivity of forced eradication campaigns and the inadequacy of alternative development projects. In fact, it is now widely agreed that the global prohibition of certain drugs and the war on drugs have largely failed to reach their stated goals, that is, a drug-free world (Chouvy, 2009).[2]

Drug control policies and interventions, like any other policies and interventions, generate many unintended consequences, most of which can be held responsible for the overall failure of

[1]CNRS-Prodig, Paris, France

Corresponding Author:
Pierre-Arnaud Chouvy, Laboratoire Prodig, 2 rue Valette, 75005 Paris, France.
Email: pachouvy@geopium.org

Downloaded from jod.sagepub.com by guest on April 19, 2013

prohibition (which can also be blamed for generating seriously disruptive unintended consequences) and for countless collateral damages in the social, economic, political, environmental, and human rights areas. Alleged unintended consequences of drug control policies and interventions not only include crop displacement (one aspect of the so-called balloon effect), increased prices and production, worsened corruption, heightened armed violence (especially in the context of armed conflicts), and weakened counterinsurgency but also social unrest, ethnic insurgency, environmental degradation, increased deforestation, destruction of legal crops, increased poverty and debt, school dropouts, prostitution, human smuggling and trafficking, needle sharing and spread of blood-borne diseases, health issues from poor quality of drugs, substance switch, increased street crime and violence, and deteriorated human rights (Bertram, Blackman, Sharpe, & Andreas, 1996; Chouvy, 2009; Costa, 2008; Friesendorf, 2007; Heilmann, 2010; Nadelmann, 2010; Reuter, 2009; Tullis, 1995; World Bank, 2004, etc.).

Most often, such unintended consequences are mentioned without being defined or presented in a typology. They are also rarely explained in terms of causality, which is highly problematic considering how often drug control policies and interventions focus on consequences rather than on causes (e.g., targeting opium production instead of poverty and food insecurity) and how easily consequences can turn into causes of more consequences. It is also a problem because most such unintended consequences are the subject of highly controversial and passionate debates, for example, between advocates and opponents of forced eradication. A typology of unintended consequences of drug control policies and interventions is therefore needed not only to better understand the chains of causality that may hinder these policies and interventions but also to help foresee and prevent the unintended consequences they might generate, especially the most perverse and harmful ones. This is basically what Ethan A. Nadelmann called for in a 2010 testimony to the U.S. Congress on the war on drugs when he asked that "federal agencies involved in the drug war devote a portion of their budgets to evaluating the efficacy and unintended consequences of their policies and programs" (Nadelmann, 2010). A better understanding of unintended consequences is obviously a prerequisite to a better policy evaluation and, eventually, to better drug control policies: Determining whether a policy's consequences are intended or not, beneficial or harmful, or even perverse, is crucial.

This article will first stress how the existing work on the unintended consequences of drug control policies and interventions suffers from little or no definition and will then provide such a definition. A typology of the unintended consequences of drug control policies and interventions will follow and will be applied to three major interventions meant to achieve drug crop reduction: forced eradication, alternative development, and opium bans (coercion not to plant). In the end, it will explain how a typology of unintended consequences can help better understand the failure and even the counterproductivity of some interventions.

Undefined Unintended Consequences

To assess what the unintended consequences of drug control policies and interventions are, one first needs to define what unintended consequences are and, before that, assess what the stated goals of drug control policies are. According to the 1961 Single Convention on Narcotic Drugs, the stated goal of the international drug control regime is to regulate the legal production, trade, and consumption of drugs on one hand and, on the other hand, to achieve the suppression of illegal drug production, trafficking, and possession mainly through criminal law, that is, through prohibition measures. Yet, as many have observed,

> The system, being a prohibition regime focusing on control of the production of psychoactive substances that are deemed to be harmful, has over time developed side effects that were not foreseen (at least in their magnitude) when it was established. (Heilmann, 2010, p. 32)

Downloaded from jod.sagepub.com by guest on April 19, 2013

These side effects, or unintended consequences, have been denounced at length for decades now.

Yet, among the vast literature on drug issues, very little material explains clearly what unintended consequences are and how they occur. LaMond Tullis' 1995 book, *Unintended Consequences. Illegal Drugs and Drug Policies in Nine Countries*, for example, provides no definition or typology of unintended consequences. Other texts, such as a 1988 article by Ethan Nadelmann (1988), describe unintended consequences in more detail and even give a sense of the complexity of the issue but fall short of defining them. Among the few authors who have attempted to define what unintended consequences are and how the concept applies to the field of illegal drug studies is Peter Reuter. In a 2009 exploratory report titled "The Unintended Consequences of Drug Policies," Reuter does not define what unintended consequences are, but he raises a fundamental point when he explains that "an important distinction is between consequences that arise from prohibition itself, as opposed to those resulting from specific implementing programmes" (Reuter, 2009, p. 4). He then offers a valuable typology—which he terms taxonomy[3]—of unintended consequences, in which he details the mechanisms at work, the bearers of consequences, and the nature of harm (Reuter, 2009, p. 10). In the end, Reuter stresses a point of great importance when he writes that "almost all of the unintended consequences share one important characteristic; they are unmeasured" (Reuter, 2009, p. 10).

Indeed, most of the so-called unintended consequences of the illegal drug industry or of drug control policies and interventions are unmeasured and unproven, something that is explained in part because "measuring the illegal drug industry raises innumerable conceptual, technical, and political issues" (Thoumi, 2005, p. 186; see also Reuter & Greenfield, 2001). In a text on unintended consequences, Antonio Maria Costa, a former executive director of the United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC), raises the case of such a consequence that is very often mentioned but never measured, the so-called balloon effect, or geographical displacement of a crop (Costa, 2008, p. 10). Costa rightly explains that large such balloon effects can be inferred from various repeated correlations but that the causality between a squeeze in one place and a swell in another place can hardly be measured or proven. Correlation obviously does not necessarily imply causation, something that the Fundamental Problem of Causal Inference, according to which it is impossible to observe the effect that would have happened if the determinant were exposed to another condition at the same time, only makes more complicated (Heckman, 2005; Holland, 1986). This is actually what Cornelius Friesendorf, the author of the most detailed and serious study of the balloon effect (a term he rightly rejects), stressed when he wrote that a heuristic, interpretative approach" is needed in order to grasp "the presence of various empirical black boxes, the presence of complex, dynamic interaction effects, the fuzzy nature of corruption and other phenomena contributing to displacement, and the difficulty of assigning causal weight to explanatory factors and processes" (Friesendorf, 2005, p. 67).

In his article, Costa lists five unintended consequences of what he terms "the control system and its application," that is, the prohibition regime on one hand, and drug control policies and interventions on the other hand—two very different things that he groups indiscriminately. The first unintended consequence he mentions, a "huge criminal black market," is clearly a consequence of the prohibition regime. The second unintended consequence is actually a consequence of the black market itself—what he calls the "policy displacement," that is, the focus on coercion and the allocation of public funds to law enforcement and public security rather than to public health. Geographical displacement, the third unintended consequence, is not a direct consequence of the prohibition regime but rather of drug production reduction interventions, especially bans and eradication. A fourth unintended consequence is "substance displacement," for example, from opium to heroin—again, a consequence of repression, both at the production reduction and demand reduction levels. The fifth unintended consequence, according to Costa, is

Downloaded from jod.sagepub.com by guest on April 19, 2013

the exclusion and stigmatization of drug users, the causes of which are more difficult to ascertain. These unintended consequences, far from being exhaustive, differ at least according to their direct causes and, for the sake of clarity, should not be combined in a unique category. Where Costa is right, though, is when he writes that "unless we face these unintended consequences head-on, we will continue to be mesmerized by the many paradoxes of the drug problem" (Costa, 2008, pp. 10-11). But before being faced head-on, unintended consequences first need to be defined and categorized according to their occurrence mechanisms and their causes. This is obviously no small task as Francisco Linares explains that despite unintended consequences being "undoubtedly one of the key concepts in sociology" and despite the efforts of many scholars who have attempted its analysis (including Baert, 1991; Boudon, 1982; Elster, 1978; Merton, 1936; and Portes, 2000), "there is not a general explanatory model of the emergence of unintended consequences of social action" (Linares, 2009, p. 1). This essay obviously does not intend to offer such a general explanation. It is an initial attempt at better understanding the unintended consequences of drug control policies and interventions.

Toward a Definition and a Typology of Unintended Consequences

Strictly speaking, unintended consequences are consequences that were not planned for in a plan of action, whether the consequences are contrary or not to the actor's initial objectives. Of course, and as stressed by Daniel Little, an "unintended consequence" differs from an "unfortunate event".[4] In what is widely considered to be the seminal paper on unintended consequences, "The Unanticipated Consequences of Purposive Social Action" (1936), Robert Merton explained that, "rigorously speaking, the *consequences* of purposive action are limited to those elements in the resulting situation which are exclusively the outcome of the action, i.e., those elements which would not have occurred had the action not taken place" (Merton, 1936, p. 895). The unintended consequences of drug control policies should therefore be considered to be the direct and strict outcomes of drug control policies and interventions, that is, of the efforts produced to achieve the reduction or suppression of drug production, trafficking, and consumption.

Yet, Merton actually refers to unforeseen or unanticipated consequences in his article, not to unintended consequences. He explains that "*unforeseen* consequences should not be identified with consequences which are necessarily undesirable (from the point of view of the actor)" and that the "intended and anticipated outcomes of purposive action, however, are always, in the nature of the case, relatively desirable to the actor, though they may seem axiologically negative to an outside observer" (Merton, 1936, p. 895). In fact, unintended consequences differ from unanticipated consequences[5] because outcomes that were not intended by purposive action can be foreseen or not—unintended consequences can be anticipated or not. Indeed, as Paul Helm explains, "a person might therefore not intend a particular consequence of his action but still foresee it. In saying that he might not intend a particular consequence, it is implied not that the consequence is necessarily not intended but that it is neither intended nor unintended" (Helm, 1971, pp. 51-52).

Moreover, an unintended consequence, whether foreseen or not, can also be harmful or beneficial, Adam Smith's "invisible hand" being a famous example of the latter. It can also be neutral, but we will not concern ourselves with this specific case here. Daniel Little stresses that "we can't know all the possible results of an action undertaken." He then explains that the so-called law of unintended consequences implies that "no matter how careful one is in estimating the probable consequences of a line of action, there is the residual possibility that the action will produce harmful unanticipated consequences that negate the purpose of the action" (what we will later call *perverse unintended consequences*). According to Little, the planner of an action "should design the plan so as to minimize avoidable bad consequences; then do a cost–benefit

Downloaded from jod.sagepub.com by guest on April 19, 2013

analysis to assess whether the value of the intended consequences outweighs the harms associated with the unintended consequences." Indeed, it is possible that "an undesired outcome is both unintended but also fully foreseen." In fact, some will argue that most of the unintended consequences of drug control policies seem to fall into that category. Most of them have been suspected for decades but keep occurring mostly as the result of the perpetuating, and often of the increase, of inadequate or failed policies and interventions. Such consequences also keep occurring partly because they are often ignored or, to use Merton's terminology, not recognized. Again, most unintended consequences can only be alleged because they are unmeasured and unproven.

But to make things a bit more complex, Helm (1971) wrote,

> An action can perfectly well have unintended consequences which are the effect not of any intended consequences of it but simply of the action itself. So an action may have one or a set of unintended consequences (set I) that is collateral to another consequence or set of consequences (set II), in the sense that set I may have an intended consequence as one of its necessary conditions, set II may not. (p. 52)

It is important indeed to acknowledge that the "unintended consequences of intended actions" clearly differ from "the collateral consequences of intended actions" (Helm, 1971, p. 52).

At this point, the understanding of causal mechanisms is essential. Considering how complex interaction effects and contingent conditions can prove and how they can change outcomes in unforeseeable ways, the choice of probabilistic causality over deterministic causality seems logical: One can only assume the likely, not the systematic, effect of an independent variable on a dependent variable. As Friesendorf (2005) rightly explains about crop displacement—what he calls a side effect rather than an unintended consequence[6]—the fact that

> numerous background conditions, idiosyncrasies, and explanatory factors may operate simultaneously or in a random order . . . means that although displacement can be studied as a chronological sequence of events, the underlying causality of displacement cannot be studied in this manner. (pp. 44-45)

Indeed, illegal drug production and drug control policies and intervention take place in a system of complex interactions that has the potential of generating many unintended and unforeseen consequences. As stressed by Robert Jervis and others, such complex systems are nonlinear and cannot be "understood by adding together the units or their relations" (Aoi, Thakur, & de Coning, 2007, p. 11; Jervis, 1997). Alejandro Portes also expresses skepticism about the routine implementation of a linear relationship, that is, the "straight arrow between the avowed goal of actors—individual or collective—and the achieved end-state" (Portes, 2000, p. 8).[7]

Direct and Collateral Unintended Consequences (Harmful, Beneficial, and Perverse)

A typology of unintended consequences is a prerequisite to their study and analysis, if only to avoid a few common mistakes, including an obvious yet not uncommon such mistake mentioned by Chiyuki Aoi et al. (2007): "Unintended consequences need to be distinguished from a failure to achieve the intended consequences" (p. 6). Indeed, an increase in opium poppy cultivation caused by forced eradication clearly differs from a cultivation increase being unhindered by failed forced eradication, or even from a renewed cultivation the year after a forced eradication that was successful but not repeated.

Downloaded from jod.sagepub.com by guest on April 19, 2013

Table 1. Example of Various Unintended Consequences of Forced Eradication.

	Direct unintended consequences				Collateral unintended consequences		
Action	Beneficial	Harmful	Perverse	Intended consequence	Beneficial	Harmful	Perverse
Eradication	Restored law	Violence increase	Balloon effect	Suppressed cultivation	Price hike	Poverty increase	Cultivation increase

To begin with, one needs to distinguish between the two main types of unintended consequences—the unintended consequences of an action (Set II of Helm or direct consequences) and the unintended consequences of the intended consequence of the action (Set I of Helm or collateral consequences). Direct and collateral unintended consequences can not only be harmful, beneficial, or even neutral (for actors, institutions, and even the environment) but also foreseen or unforeseen and even perverse.

Perverse unintended consequences are consequences of an action (direct consequence) or of the intended consequence of an action (collateral consequence) that contradict the initial goal of a given purposive action—an increase in cultivation caused by forced eradication or some of its consequences (e.g., poverty and debt increase). Here, the temporal order and the bearers of the action obviously matter: Because one consequence may easily become a cause, there are also proximate and ultimate, or rather distal (for causality chains may be endless), unintended consequences that occur very far down and/or very late, in the causality chain. Indeed, forced eradication can be said to be successful in Year 1 but counterproductive in Year 2. Perverse unintended consequences are obviously those that should matter the most to policy makers because they reveal the inefficiency or even the counterproductivity of a given policy and/or intervention.

Yet, as Daase and Friesendorf wrote (2010), "Many unintended consequences do not fall into neat categories—it is not always clear whether and when unintended consequences impact on policy initiators or others, and whether such consequences are positive or negative" (p. 10). Still, unintended consequences being consequences that were not planned for in a plan of action, one should distinguish between two main types of unintended consequences—direct and collateral. Such a distinction basically allows us to differentiate the consequences of an action from the consequences of the intended consequence of an action—It can prove useful to assess the efficiency or the inefficiency of a given policy and of its various interventions.

All public policies create unintended consequences of the direct and collateral types, whether they are beneficial, harmful, neutral, or perverse (see Table 1). Some of them can be foreseen, others cannot. Harms and benefits can be felt at various levels, in the short term or in the long term, and by various bearers—from individuals to various groups and subgroups, governments, and nations to national and international organizations. In the end, drug control policies can only be successful, that is, to achieve their intended consequences, if no perverse unintended consequence is generated, that is, if they do not end up being counterproductive. That is, also, when harmful unintended consequences are kept to a minimum so that further consequences, including perverse ones, are less likely.[8]

Unintended Consequences of Forced Eradication

Drug production reduction can be attempted in three different ways, independently or concurrently: coercion not to plant (when local or national authorities issue and implement a crop ban, out of authority), eradication (when standing crops are destroyed, forcefully or not), and economic development usually referred to as alternative development (when economic alternatives are provided to farmers involved in illegal agricultural production). Forced eradication of drug crops

Downloaded from jod.sagepub.com by guest on April 19, 2013

is the most coercive intervention aimed at achieving drug production reduction and provides a good example of the various unintended consequences that drug control policies and their interventions can generate.

The *intended consequence* of forced eradication (the action) of opium poppies is the suppression of the crop. The most obvious unintended consequences of successful forced eradication are crop displacement and/or increased cultivation, as mentioned, for example, in a World Bank (2004) report on Afghanistan:

> A key lesson is that eradication alone will not work and is likely to be counterproductive, resulting in perverse incentives for farmers to grow more drugs (e.g., in Colombia), displacement of production to more remote areas, and fuelling of violence and insecurity (Peru, Bolivia, Colombia), which in several cases forced the eradication policy to be reversed and led to adverse political outcomes. (p. 87)

Here, of course, causality can only be assumed—because it can hardly be scientifically proven—on the basis of previous observations (correlations), and also of induction.[9] To be more specific, crop displacement and increased cultivation can be said to be *collateral perverse unintended consequences*: The outcome is clearly contrary to the intended consequence of the initial action and is clearly an effect of that intended consequence (Set I of Helm). In this case, it could be argued that we are also confronted with a *foreseen* or at least a *foreseeable unintended consequence*, for such consequences have allegedly occurred so often and in so many countries that they could be said to be predictable.[10]

Now, the action of forcefully eradicating a crop might also stir armed violence as insurgents (in Afghanistan especially) often oppose the eradication teams (themselves often if not always protected by armed forces). Armed violence can be said to be an unintended consequence of the action itself but not of the crop having being eradicated (i.e., the action's intended consequence) per se: It is a *direct harmful unintended consequence* (Set II of Helm) that could easily be foreseen since armed violence often occurs to prevent the action from being carried out and can take place without any eradication being conducted (when violence achieves its goal of preventing eradication).

Environmental pollution and the destruction of food crops or other cash crops can be said to be other *direct harmful unintended consequences* when eradication is conducted through aerial spraying of chemicals: They can occur outside of the actual destruction of the drug crops and are then consequences not of the drug crop having been destroyed but of the action itself. Here, again, these consequences can easily be foreseen as such collateral damages have often been documented, especially in South America (Messina & Delamater, 2002; Vargas, 2002).

Harmful unintended consequences, whether direct or collateral, are legion and many of them could again easily be foreseen since they have been documented—yet rarely measured or proven—on numerous occasions and in various countries. To name but a few—poverty increase (the main driver of illegal opium production being poverty, eradicating poppy fields most often increases poverty), debt increase (when opium was sold ahead of the harvest and when eradication prevents the repayment of debts), food shortages (when opium is meant to be sold to buy food), and school dropouts (when opium sales allow families to send their children to school). The eradication of an opium poppy crop will often deprive targeted farmers and seasonal workers from most of their income (and/or ability to repay debts) and resources (access to land, work, credit) and can be said to be responsible for various coping strategies (unintended consequences) that include rural exodus, prostitution (especially in Burma), deforestation (not only in Burma but also in Afghanistan), and poaching (again, in Burma or in Laos; Chouvy, 2009; Jelsma & Kramer, 2005).

Downloaded from jod.sagepub.com by guest on April 19, 2013

It is important to note that if *harmful unintended consequences* of forced eradication do not always cause the occurring of *perverse unintended consequences, perverse unintended consequences* rarely occur outside of preceding *harmful unintended consequences*: Depending on the context and on other factors, poverty and debt increase may or may not lead to crop displacement or increased cultivation. Causality is of course not systematic, and some opium farmers may have other options than renew and increase cultivation. Crop displacement is also not systematic and is highly dependent on context and subject to many explanatory factors. Moreover, *harmful unintended consequences* can take place ahead of or after *perverse unintended consequences*: Some such consequences (e.g., poverty and debt increase and price hikes) can be caused by the intended consequence (eradicated crops) and be the immediate cause of crop displacement or cultivation increase (to cope with income loss), but other *harmful unintended consequences* can also be caused by the *perverse unintended consequence* (deforestation caused by crop displacement, decrease of food crop production caused by increased drug crops) at a later stage. Unfortunately, there are far less *beneficial unintended consequences*, beyond the price hikes benefiting some farmers, the unlikely development of alternative crops, the even more unlikely lowering of corruption, and targeted poppy cultivators and seasonal workers joining the military (as in Afghanistan).

In the end, forced eradication most often increases poverty and therefore reinforces the main driver of opium production without addressing its causes, including land scarcity, unequal land tenure arrangements, oversized households (Afghanistan) or lack of workforce (Burma, Laos), food insecurity, climatic vagaries, political upheavals, and armed conflicts (Chouvy, 2009; Ducourtieux, 2004; Mansfield, 2004). Forced eradication is highly likely to be counterproductive, that is, to have *perverse unintended consequences*. Worse, forced eradication also generates many harmful unintended consequences, most of them *collateral*. We will see that while alternative development also generates *harmful unintended consequences*, most of them are *direct unintended consequences*. Also, alternative development is much less likely to provoke *perverse unintended consequences*.

Unintended Consequences of Alternative Development

Rural development, a constructive intervention often labeled as alternative development when implemented in regions of illegal agricultural drug production, sets goals that take much longer to be met and whose success is much more complicated to demonstrate than forced eradication. Causality chains and unintended consequences are far more complex to infer than with forced eradication, not only because development-related interventions have considerably evolved and diversified during the past four decades (unlike forced eradication) but also because rural development being a constructive intervention, it relies on a wide and complex range of actions rather than on a single measure. Such actions range from introducing new seeds or new crops, along with improving agricultural techniques and tools, to providing or upgrading health, and social equipment and varied infrastructure work. Also, national strategies can be organized around various priority areas and pillars of action and involve a large number of actors, from national agencies to international bodies and local and foreign nongovernmental organizations (NGOs). Assessing the efficiency of rural development in suppressing or even reducing illegal agricultural drug crops in such complex contexts can obviously prove very difficult.

In fact, many observers agree that

> in those places where lasting reductions in production have been seen, other possible influences on farmer decisions not to cultivate drug crops can be put forward as being equally likely causes for change. These include: overall economic growth (Thailand and Viet Nam), political change (Myanmar), increasing government access to formerly remote areas

Downloaded from jod.sagepub.com by guest on April 19, 2013

(Pakistan), social pressure (Lao PDR, Bolivia), subsidies (Thailand), and booming prices for alternative crops (coffee and cacao growing areas). (UNODC, 2005, pp. 9-10; see also Jelsma, 2002)

Unintended consequences of alternative development have also proven very diverse depending not only on the type of rural development undertaken but also on the extremely varied local settings: The crop substitution programs implemented in Turkey and Thailand in the early 1970s differed from the integrated rural development first experimented in Peru in the early 1980s, and from the alternative development approach devised in the 1990s and tested, for example, in Thailand and in Pakistan. Crop substitution programs have been widely documented both in Latin America and in Asia. In the highlands of Thailand, such programs produced mixed results in the 1970s with more or less *harmful unintended consequences* such as market gluts and decreasing prices, and soil and stream pollution because of excess of chemical pesticides and fertilizers (Renard, 2001, pp. 57-68). Eventually, the 2000s, marked by the unprecedented increase of Afghanistan's opium production, saw the emergence of the alternative livelihoods approach,[11] the last step in a 40-year trend that saw development programs in drug production contexts become increasingly complex (Mansfield & Pain, 2005).

Since the intended consequence of alternative development programs is the reduction or even the suppression of a drug crop, its *perverse unintended consequences* would presumably be the same compared with forced eradication, that is, crop displacement and/or increased cultivation. Yet successful alternative development projects are less likely to have such *perverse unintended consequences*, provided human security and state stability exist: Alternative development often fails for various reasons but rarely proves counterproductive, unlike forced eradication (Chouvy, 2009). This is actually an example of when "unintended consequences need to be distinguished from a failure to achieve the intended consequences" (Aoi et al., 2007, p. 6). In the end, alternative development is more likely to provoke *direct unintended consequences* than *collateral unintended consequences*. This is because the intended consequence, the suppression of the illegal crop, is rarely obtained (for various reasons), and also because the suppression of an illegal crop is to be obtained by progressively substituting an economy to another one. There is obviously also much less risk of *perverse unintended consequences* occurring when crop suppression is obtained progressively through economic development than when it is achieved suddenly and without compensation through forced eradication.[12] In fact, in the context of alternative development, crop displacement and cultivation increase phenomena are more likely to be the effect not of the intended consequence of the action (alternative development takes years if not decades to achieve drug production reduction) but of the effect of the action itself (the procurement of alternative livelihoods).

Such unintended consequences were suspected in various countries, at various times, and for various reasons, almost always in the short term (Chouvy, 2009, pp. 178-187). In Afghanistan, for example, some alternative development projects are likely not only to have played a positive role in reducing opium production in targeted areas and for short periods (e.g., in Helmand in the late 2000s) but are also believed to have quickly spurred production around the project areas. In fact, when rural development projects are scarce and/or insufficiently funded, opium production can be perceived as part of a means of attracting international aid. Alternative development being always carried out locally and often as pilot projects, it can act as an incentive for opium production in areas where no rural development, "alternative" or not, is implemented. Yet the failure of an alternative development project can also lead to the quick resurgence of a drug production, as has been the case in northern Laos in the late 2000s, when poppy cultivation largely resumed, according to UNODC, because of a lack of economic alternatives. The resurgence or even increase of cultivation can also happen despite, and not because of, the implementation of an alternative development project—most notably when alternative development takes place after forced eradication and not before.

Downloaded from jod.sagepub.com by guest on April 19, 2013

Unintended Consequences of Opium Bans

Opium bans (coercion not to plant) can also prove highly counterproductive, as the opium ban implemented by the Taliban in 2000 clearly showed (Chouvy, 2009, pp. 150-152; Macdonald, 2007, p. 84). Opium bans differ from eradication for they amount to the interdiction of cultivation, not to the forced destruction of standing crops: Local (e.g., the Wa in Burma) or national authorities (e.g., the Taliban, the Pakistani, and the Lao governments) issue an opium ban, and opium farmers comply. Successful interdiction results from the use of authority and power whereas forced eradication is obtained by force, although threat of force (including eradication) use obviously makes bans more easily and widely respected. A direct consequence of the Taliban ban was the steep rise of opium prices in the country, which translated into a *collateral perverse unintended consequence*[13] of the ban (it was a consequence of the intended consequence of the ban), which was that poppy cultivation resumed with renewed vigor as early as 2002 as the many opium farmers had to quickly repay their debt (aggravated by the ban) and took advantage of inflated opium prices. These two consequences actually kept driving Afghan opium production up during the following years, in spite of the repeated opium bans pronounced by the Karzai administration.

Such a cultivation and production increase had actually already occurred in Pakistan in the late 1970s, consecutively to the 1979 Prohibition Order: Because the population had been warned in 1978 that opium poppy cultivation would be banned in 1980, the 1979 illegal crop became the largest in Pakistani history, something that was most likely expected and can only be said to have been a *direct unintended consequence* for it was not an effect of the intended consequence (rather an effect of the *anticipated intended consequence*) but an effect of the action (a forthcoming ban). Here, the effective ban was largely held responsible, rightly or not, for a hike of the Afghan production, in the same way that the 2003 surge in cultivation (*collateral perverse unintended consequence*) in the Wa area of Burma was said to be linked to the opium ban enforced the same year in the neighboring Kokang region. Both the Kokang (2003) and Wa (2005) opium bans also had *collateral harmful unintended consequences*: Assistance was then (and still is) clearly "insufficient to offset the impact of the opium bans, and to cover basic needs of ex-opium farmers" (Transnational Institute, 2005, p. 16). In fact, according to UNODC, "in Special Region 2 (Wa) . . . where local authorities enforced an opium ban in 2005, farmers have lost up to 70% of their cash income" (UNODC, 2006, p. 15).

Of the Importance of Acknowledging and Understanding Unintended Consequences

Better assessments of drug control policies and interventions are clearly needed to design policies and interventions that are more efficient, less harmful, and, of course, less counterproductive. But a better assessment of drug control policies and interventions requires more than simply enumerating unintended consequences: It actually takes the developing of systematic ways of studying them (Reuter, 2009). And a more thorough study of unintended consequences first requires not confusing them with a failure to achieve the intended consequences (Aoi et al., 2007). Then, as Peter Reuter (2009) makes clear, another "important distinction is between consequences that arise from prohibition itself, as opposed to those resulting from specific implementing programmes" (p. 2010).

What is also required is discerning between the two main types of unintended consequences—direct and collateral—that is, between, the unintended consequences of the action and the unintended consequences of the intended consequence of an action (Helm, 1971). Differentiating between direct and collateral unintended consequences makes a more precise assessment of actions and of their intended consequences possible. Since the reduction or suppression of illegal drug cultivation can be obtained through three different interventions, separately or concurrently,

Downloaded from jod.sagepub.com by guest on April 19, 2013

in various sequencing orders, and with different resources made available for each intervention, to better assess drug supply reduction at the production level implies analyzing complex interaction effects and contingent conditions that can change outcomes in unforeseeable ways. As stressed by Friesendorf, empirical black boxes, complex and dynamic interaction effects, corruption, and the "difficulty of assigning causal weight to explanatory factors and processes" makes the study of unintended consequences a very difficult undertaking (Friesendorf, 2005, p. 67). Yet, differentiating between direct and collateral unintended consequences allows us to better attribute the occurring of unintended consequences to a specific intervention or to a specific set of interventions, on one hand, and to the intended consequence of the interventions on the other hand.

Harmful unintended consequences are of course to be avoided as much as possible, whether they occur before or after the suppression of illegal drug cultivation, in the short term or in the long term, and no matter who the bearers are. Cost–benefit analyses obviously matter to assess whether the value of the intended consequences outweighs the harms associated with the unintended consequences but drug control policies and interventions can still be successful despite causing serious harm to various bearers. Yet, harmful unintended consequences can foster perverse unintended consequence and compromise drug control policies altogether. Avoiding perverse unintended consequences—that is, the counterproductivity of the actions undertaken or of their intended consequences—is of course a prerequisite to more efficient drug control policies. The fact that collateral perverse unintended consequences are much less likely to be generated by alternative development than by forced eradication shows that it is the interventions and not their basically identical intended consequences (the reduction and/or suppression of illegal drug cultivation) that are to be better selected to achieve drug control policy goals.

Specifying expected outcomes of drug control policies on one hand, and acknowledging errors from the past to avoid not only perverse but also harmful unintended consequences on the other hand—and especially the foreseeable ones—is key to a more efficient and less detrimental international drug control regime. The variety and complexity of unintended consequences clearly need to be integrated in the design process of drug control policies to avoid counterproductive drug control interventions. Yet, at this stage, further theoretical and empirical work is obviously needed to better understand how and why intended and unintended consequences of drug control policies and interventions are produced. What is needed is more complex and detailed typologies along with more accurate descriptions of the causality chains at work, something that obviously requires specific empirical research, for example, on where, when, how, and why cultivation increases and crop displacements occur, or not.

Acknowledgment

Thanks go to Laurent Laniel and David Mansfield for their comments on earlier drafts of this paper, but all mistakes remain my own.

Declaration of Conflicting Interests

The author declared no potential conflicts of interest with respect to the research, authorship, and/or publication of this article.

Funding

The author disclosed receipt of the following financial support for the research, authorship, and/or publication of this article: This article is part of the LINKSCH Research Project, funded by the European Commission.

Notes

1. Allegedly 1,066 tonnes in 1970, one year before the launch of the war on drugs, and, according to the United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC, 2010), at least 10,649 tonnes in 2009. In 2012,

Downloaded from jod.sagepub.com by guest on April 19, 2013

and without explanation, UNODC did not mention any production of nonprocessed opium (2,895 tonnes in 2009) and estimated the global illegal opium output at 6,995 tonnes (UNODC, 2012).

2. Despite the post-1971 surge in illegal production of opium, coca, and maybe cannabis, partisans of the containment theory suggest that an "increase in the size and scope of the illicit drug industry would have been far greater in the absence of law enforcement" (Windle & Farrell, 2012, p. 874). Others adopt a more balanced approach: "The consolidation and expansion of the control regime in the 1960s, 1970s, and 1980s, to include prohibition against consumption, did not prevent renewed expansion of opiate consumption or the tendency toward mass markets and widespread distribution networks—nor does the adoption of the more stringent policies appear to have caused them." (Paoli, Greenfield & Reuter, 2012, p. 932)
3. On the difference between typology and taxonomy, see Smith, 2002.
4. Understanding Society, blog of Daniel Little: http://understandingsociety.blogspot.fr/search?q=unintended+consequences (retrieved on 14 May 2012).
5. Although Merton (1957) refers to unintended and unanticipated consequences of actions interchangeably in a footnote of his 1957 book *Social Theory and Social Structure.*
6. In another text, Friesendorf, along with Christopher Daase, explains that it is better to speak of unintended consequences rather than of the side effects or paradoxical effects: Referring to Jervis, they ask how one can say which effect was a main effect and which one side effect (Daase & Friesendorf, 2010, p. 9).
7. Portes actually offers a valuable typology of five alternatives that represent different end-states from those assumed by a purposive logic: (a) The real goal is not the apparent one; (b) the real goal is not what the actors actually achieve; (c) the real goal emerges from the situation itself; (d) the original goal is real, but the end-state is contrary to its intent; (e) the original goal is real, but it is achieved by an unexpected combination of events (Portes, 2000, p. 8).
8. It was asked by two anonymous reviewers of this article to refer to the literature on types of crime displacement (Repetto, 1976) and on the diffusion of benefits theory, according to which the geographical displacement of crime (crimes prevented in a given area are displaced into other areas), for example, happens along with the geographical diffusion of benefits (in addition to crime reduction or suppression in the target area, there are more benefits in terms of reduced crime levels in other areas; Barr & Pease, 1990; Clarke & Weisburd, 1994). Yet we doubt that an approach in terms of crime displacement and of diffusion is adapted to the subject under review, for various reasons: because opium farmers are not criminals (maybe offenders, but not by choice), because opium production is more an economic matter than a police or military matter, because crop displacement in rural areas of poor countries cannot decently be compared with crime displacement in cities of modern countries, and because the diffusion of benefits is very unlikely to take place in the case of forced eradication (low opportunity cost of planting opium poppy and having it eradicated, which means that cultivating wheat instead of opium poppy is generally not an option as few farmers have sufficient land; Mansfield and Pain, 2006) or in the case of alternative development (the history of *alternative development* is mostly a history of failed small scale projects and no so-called halo, bonus, free-rider, or other multiplier effects can be envisaged).
9. David Hume (1748/1902) explains how induction—and not reasoning—allows us to link these two propositions: "I have found that such an object has always been attended with such an effect, and I foresee that other objects, which are, in appearance, similar, will be attended with similar effects." Hume then explains, "I shall allow, if you please, that the one proposition may justly be inferred from the other: I know, in fact, that it always is inferred. But if you insist that the inference is made by a chain of reasoning, I desire you to produce that reasoning" (Hume, 1748/1902, Part II, §29).
10. Francisco Linares (2009) distinguishes weak from strong unintended consequences: "Unintended consequences which are foreseeable (whether desirable or undesirable) are not 'unexpected' in the same sense that unforeseeable ones are (that is why they are 'weak'), because the causal mechanism in the second case is not usually clear" (p. 8).

Downloaded from jod.sagepub.com by guest on April 19, 2013

11. The alternative livelihoods approach has emerged to overcome the limitation of previous development approaches that have been "designed as a specific response to reductions in opium production" but did not address "the underlying structural and institutional reasons that have led to the growth of opium poppy cultivation in the first place" (Mansfield, 2007, p. 70).
12. The speed of implementation that characterizes forced eradication actually explains, in part, its nondurability.
13. The rumor actually went that such an outcome was actually *intended* or at least that the Taliban planned on benefiting from the sale of opium stocks at increased prices.

References

Aoi, C., Thakur, R., & de Coning, C. H. (2007). *Unintended consequences of peacebuilding operations*. New York, NY: United Nations University Press.

Baert, P. (1991). Unintended consequences: A typology and examples. *International Sociology*, *6*, 201-210.

Barr, R., & Pease, K. (1990). Crime placement, displacement, and deflection. In M. Tonry & N. Morris (Eds.), *Crime and justice: A review of research* (Vol. 12, pp. 277-318) Chicago, IL: University of Chicago Press.

Bertram, E., Blackman, M., Sharpe, K., & Andreas, P. (1996). *Drug war politics: The price of denial*. Berkeley: University of California Press.

Boudon, R. (1982). *The unintended consequences of social action*. London, England: Macmillan Press.

Chouvy, P. -A. (2009). *Opium: Uncovering the politics of the poppy*. London, England: I. B. Tauris.

Clarke, R. V., & Weisburd, D. (1994). Diffusion of crime control benefits: Observations on the reverse of displacement. In R. V. Clarke (Ed.), *Crime prevention studies* (Vol. 2, pp. 165-182) Boulder, CO: Lynne Rienner..

Costa, A. M. (2008, March 10-14). *Making drug control "fit for purpose": Building on the UNGASS decade*. Statement of the Executive Director of the United Nations Office on Drugs and Crime, Fifty-first session of the Commission on Narcotic Drugs, Vienna, Austria.

Daase, C., & Friesendorf, C. (2010). *Rethinking security governance: The problem of unintended consequences*. New York, NY: Routledge.

Ducourtieux, O. (2004). *Shifting cultivation and poverty reduction in the Uplands of Lao PDR: A complex issue*. Proceedings from NAFRI Uplands Workshop on Shifting Cultivation Stabilization and Poverty Eradication, Luang Prabang, Laos, pp. 71-94.

Elster, J. (1978). *Logic and society. Contradictions and possible worlds*. London, England: John Wiley.

Foucault, M. (2006). *Madness and civilization: A history of insanity in the age of reason* New York, NY: Routledge.

Friesendorf, C. (2005). Squeezing the balloon? United States Air Interdiction and the Restructuring of the South American Drug Industry in the 1990s. *Crime, Law and Social Change*, *44*, 35-78.

Friesendorf, C. (2007). *US Foreign Policy and the war on drugs: Displacing the cocaine and heroin industry*. New York, NY: Routledge.

Heckman, J. T. (2005). The scientific model of causality. *Sociological Methodology*, *35*, 1-97.

Heilmann, D. P. P. (2010). *The international control of illegal drugs and the U.N. treaty regime: Preventing or causing human rights violations?* [SelectedWorks]. Berkeley, CA: Electronic Press.

Helm, P. (1971). Manifest and latent functions. *Philosophical Quarterly*, *21*, 51-60.

Holland, P. W. (1986). Statistics and causal inference. *Journal of the American Statistical Association*, *81*, 945-960.

Hume, D. (1902). Enquiries concerning the human understanding, and concerning the principles of morals. (Original work published 1748) Retrieved from http://www.gutenberg.org/files/9662/9662-h/9662-h.htm

Jelsma, M. (2002, January 8). *Alternative development and drug control: A critical assessment*. Keynote speech, International Conference on The Role of Alternative Development in Drug Control and Development Cooperation, Feldafing, Germany.

Downloaded from jod.sagepub.com by guest on April 19, 2013

Jelsma, M., & Kramer, T. (2005). *Downward spiral. Banning opium in Afghanistan and Burma* (Drugs & Conflict Debate Papers No. 12). Amsterdam, Netherlands: Transnational Institute.

Jervis, R. (1997). *System effects: Complexity in political and social life*. Princeton, NJ: Princeton University Press.

Linares, F. (2009). Weak and strong unintended consequences: Agent's rationality and predictability of outcomes in systems of Action. *Open Sociology Journal*, *2*, 1-9.

Macdonald, D. (2007). *Drugs in Afghanistan. Opium, Outlaws and Scorpion Tales*. London, England: Pluto Press.

Mansfield, D. (2004). *Diversity and dilemma: Understanding rural livelihoods and addressing the causes of opium poppy cultivation in Nangarhar and Laghman, Eastern Afghanistan*. A report for the Project for Alternative Livelihoods (PAL) in Eastern Afghanistan (Internal Document No. 2). Berlin, Germany: GTZ.

Mansfield, D. (2007). Responding to the challenge of diversity in opium poppy cultivation in Afghanistan. In D. Buddenberg & W. Byrd (Eds.), *Afghanistan's drugs industry: Structure, functioning, dynamics and implications for counter narcotics policy* (pp. 47-76). Kabul, Afghanistan: UNODC/World Bank (draft version).

Mansfield, D., & Pain, A. (2005, October). *Alternative livelihoods: Substance or slogan?* (AREU Briefing Paper). Kabul: Afghanistan Research and Evaluation Unit.

Mansfield, D., & Pain, A. (2006, August). *Opium poppy eradication: How to raise risk when there is nothing to lose?* (AREU Briefing Paper). Kabul: Afghanistan Research and Evaluation Unit.

Merton, R. K. (1936). The unanticipated consequences of purposive social action. *American Sociological Review*, *1*, 894-904.

Merton, R. K. (1957). *Social theory and social structure*. Glencoe, IL: The Free Press.

Messina, J. P., & Delamater, P. L. (2002). Defoliation and the war on drugs in Putumayo, Colombia. *International Journal of Remote Sensing*, *27*, 121-128.

Nadelmann, E. A. (1988). U.S. Drug Policy: A bad export. *Foreign Policy*, *70*, 83-108.

Nadelmann, E. A. (2010, April 14). My testimony to congress on the war on drugs. *Huffington Post*.

Paoli, L., Greenfield, V., & Reuter, P. (2012). Change is possible: The history of the international drug control regime and implications for future policymaking. *Substance Use and Misuse*, *47*, 923-935.

Portes, A. (2000). The hidden abode: Sociology as analysis of the unexpected. *American Sociological Review*, *65*, 1-18.

Renard, R. D. (2001). *Opium reduction in Thailand 1970-2000. A thirty-year journey*. Bangkok, Thailand: UNDCP–Silkworm Books.

Repetto, T. A. (1976). Crime prevention and the displacement phenomenon. *Crime & Delinquency*, *22*, 166-177.

Reuter, P. (2009). *The unintended consequences of drug policies*. Santa Monica, CA: Rand Corporation.

Reuter, P., & Greenfield, V. (2001). Measuring global drug markets. How good are the numbers and why should we care about them? *World Economics*, *2*, 159-173.

Smith, K. B. (2002). Typologies, taxonomies, and the benefits of policy classification. *Policy Studies Journal*, *30*, 379-395.

Thoumi, F. (2005). The numbers game: Let's all guess the size of the illicit drug industry! *Journal of Drug Issues*, *35*, 185-200.

Transnational Institute. (2005). Downward spiral. Banning opium in Afghanistan and Burma. *Drugs and Conflicts* (Debate Papers No. 12). Amsterdam, Netherlands: Author.

Tullis, L. (1995). *Unintended consequences. Illegal drugs and drug policies in nine countries*. Boulder, CO: Lynne Rienner.

United Nations Office on Drugs and Crime. (2005, September 4). Thematic evaluation of UNODC alternative development initiatives. Independent Evaluation Unit. [Draft version]

Downloaded from jod.sagepub.com by guest on April 19, 2013

United Nations Office on Drugs and Crime. (2006). *Opium poppy cultivation in the Golden Triangle. Lao PDR, Myanmar, Thailand*. Bangkok, Thailand: United Nations.
United Nations Office on Drugs and Crime. (2010). *World Drug Report 2010*. Vienna, Austria: Author.
United Nations Office on Drugs and Crime. (2012). *World Drug Report 2012*. Vienna, Austria: Author.
Vargas, R. (2002). The anti-drug policy, aerial spraying of illicit crops and their social, environmental and political impacts in Colombia. *Journal of Drug Issues*, *32*, 11-60.
Windle, J., & Farrell, G. (2012). Popping the balloon effect: Assessing Drug Law Enforcement in terms of displacement, diffusion, and the containment hypothesis. *Substance Use and Misuse*, *47*, 868-876.
World Bank. (2004). *Afghanistan. State building, sustaining growth, and reducing poverty*. Washington, DC: Author.

Author Biography

Pierre-Arnaud Chouvy is a geographer and research fellow at CNRS-Prodig, Paris, France. He is the author of *Les territoires de l'opium* (2002, Genève: Olizane), *Yaa Baa* (2004, Singapore: Singapore University Press), and *Opium: Uncovering the Politics of the Poppy* (2009/2010, London/Cambridge: I.B. Tauris/Harvard University Press). For more information, visit www.geopium.org.

Downloaded from jod.sagepub.com by guest on April 19, 2013

1

INTRODUCTION: ILLEGAL TRADES ACROSS NATIONAL BORDERS

Pierre-Arnaud Chouvy

Mainland Southeast Asia – or Indochina as it has long been known owing to its position between India and China (see map 1) – has been marked by decades of trafficking in illegal goods. Illegal trades in mainland Southeast Asia are numerous, highly diverse and increasingly complex. Of course, two of the most prominent illegal trades defining the area are human trafficking and drug trafficking. Human trafficking feeds an extensive regional prostitution market, with Thailand being infamous the world over for that reason; and in terms of drug trafficking, opium and heroin are produced in bulk within the similarly ill-famed Golden Triangle. Complexity arises from the fact that human trafficking and drug trafficking can be said to be linked in some places and, to some extent, from whether drug consumption by prostitutes – and by many of their clients – is concerned or whether economic havoc created by excessively brutal and rapid eradication of illegal crops pushes women into prostitution. However, as we will see, complexity is likewise increased by the fact that many other illegal trades feed off these two major trafficking activities and their sometimes congruous networks. Some of these trades may, at some point, contribute to one another; they may also proceed, to some extent, from propitious specific regional dynamics (trafficking in drugs and arms in the context of armed conflicts, for example). It is this great diversity and complexity of illegal trading

01-AtlasofTrafficking-001-028.indd 1 05/04/2013 12:12

across mainland Southeast Asia that this book addresses, focusing on five of its most pervasive phenomenon: drug trafficking, human trafficking, arms trafficking, wildlife and timber trafficking, and the trade in counterfeit goods and contraband.

As might be expected, the peninsular mass of mainland Southeast Asia is not only one of Asia's historical major crossroads (hence 'Indochina' and the French *Indochine*). It is also famous worldwide as the site of the so-called Golden Triangle, one of the two main areas of illegal opium production in Asia and one of the largest in the world. But, insofar as illegal activities are concerned, contemporary mainland Southeast Asia is known not only as a locus of illegal drug production but also as a drug trafficking hub and a significant drug consumer market. Heroin and methamphetamine are produced mainly in Burma (also known as Myanmar since 1988) and trafficked heavily throughout the region. Heroin and methamphetamine may be consumed regionally (both in mainland and in insular Southeast Asia), or may be exported to China (via the province of Yunnan), to India (via its northeastern states) or overseas, mostly to Japan, Australia, and North and South America (see map 13).

However, many other trafficking or smuggling activities have long occurred in and throughout mainland Southeast Asia while others are now in the process of being developed. One of them, constantly increasing both regionally and worldwide, is human trafficking. This activity shares many features with drug trafficking and, although statistics are unreliable and trustworthy studies remain scant, it is frequently mentioned as becoming the world's largest illegal economy. Again, though, the assertion is unverifiable since no one can reasonably provide a precise estimate of the global value of drug trafficking alone.[1] In any case, Southeast Asia also experiences many other major smuggling and trafficking activities, from the international trade in small arms and in nuclear and other radioactive materials, to the international trade in illegally logged timber, forest products and wildlife. It is worth noting that some of these traffics can be distinguished from many others insofar as they constitute instances of environmental harm and predatory activities or both.

However, while seizures conducted throughout the region attest to the existence of various and numerous smuggling and trafficking activities,

01-AtlasofTrafficking-001-028.indd 2 05/04/2013 12:12

the scope, diversity, nature and mechanisms of the overall phenomenon are far from being satisfactorily studied and understood. In fact, the very complexity of the phenomenon goes beyond its diversity and fast-evolving trends as the extent of the illegal trades undoubtedly exceeds what is known and understood from open or even restricted sources. This condition is due largely to the relative failure of concerned authorities and bodies, both at the national and international level, to monitor illegal movements across national borders. Yet it is also the result of a general deficit in academic research on these issues and of the segmentation of most of the research that has been undertaken. The various studies of illegal trades do not provide a regional and systemic understanding of the variety of smuggling and trafficking activities. Even less is known of the synergies that are likely to exist between drug trafficking, human smuggling and trafficking, arms trafficking, wood smuggling, etc. As Itty Abraham and Willem van Schendel explain, there is a:

> *problem of compartmentalization, as specialists in small arms and drugs rarely communicate, and scholars of smuggling, trafficking, and money laundering have no common forum to share their insights, all preventing a comprehensive landscape of the scale of illegal activities from being visualized.*[2]

Still, smuggling and trafficking activities have been drawing increased attention during the past decade or so, as globalisation further opened and deregulated national and regional markets. Trafficking is increasingly being presented as a growing threat in the media as well as in governmental and non-governmental reports. This is not only because, as Itty Abraham and Willem van Schendel put it, 'individuals and social groups that systematically contest or bypass state controls [...] flout the letter of the law' and sometimes jeopardise public health (illegal drugs, counterfeit pharmaceuticals), the environment (illegal logging and poaching), social fabrics (human smuggling and trafficking) or even peace (arms trafficking). In fact, states see trafficking activities as a major threat also because smugglers and traffickers 'bring into question the legitimacy of the state itself by questioning the state's ability to control its own territory'.[3] Whether

01-AtlasofTrafficking-001-028.indd 3 05/04/2013 12:12

smuggling and trafficking activities are clearly on the rise or whether greater attention has been paid by national and international authorities, the phenomenon nowadays is more and more presented as a major multifold and worldwide threat.

But, while globalisation has undoubtedly and increasingly transformed the phenomenon during recent decades, the historical and geographical approach of notions such as borders, frontiers and routes shows us that the phenomenon is far from being entirely new. History shows that the rise of the nation-state and its multiple regulations have directly affected various types and ways of trading by rendering them illegal. Thus, to shed some light on what is, by essence, a complex and shadowy world made of illegal and therefore absconded activities, one must first understand how 'the politics of access and of its denial'[4] have been deeply affected by the modern modification of frontiers, borders, routes and regulations. But, firstly, the widely used notions of smuggling and trafficking need to be distinguished from each other and explained, in order to show that although both activities amount to illegal trading, smuggling is not trafficking.

Smuggling or Trafficking?

One major distinction must be made between the different activities that amount to illegal trading. Illegal trades can be distinguished according to the nature of the goods that are exchanged as well as to the nature of the trade itself. Therefore, distinguishing between smuggling and trafficking enables us to dissociate two major types of illegal trading and to overcome the confusion of two terms that are frequently used interchangeably and without distinction. To that effect, one can build on the work of David Bevan et al.,[5] who separate what they call 'black goods' (goods that are illegal) and 'black parallel markets' (where legal goods are being traded illegally). Another interesting and useful distinction has been made by Abraham and van Schendel, who 'build up a distinction between what states consider to be legitimate ('legal') and what people involved in transnational networks consider to be legitimate (licit)'. As the authors explain, this distinction is most useful in the context of an 'approach to issues of legality and illegality which does not take the state as its point of departure'.[6] Yet raising issues of

01-AtlasofTrafficking-001-028.indd 4 05/04/2013 12:12

legitimacy in this book would have made things even more complicated than they already were (rights of individuals to consume drugs, own guns, poach, log, mine, illegally and willingly across international borders, etc.) and it was thought here that focusing on what made some cross-border activities illegal according to national laws was a better choice. This does not mean that the perceptions of borders and borderlanders have been dismissed altogether.

Hereafter, 'smuggling' will describe the importation and/or exportation of legal goods contrary to the law of at least one country, especially when duties are not paid or when part of a regulation is not observed. 'Trafficking' will describe a trade in goods that are illegal per se – that is, a trade therefore illegal by definition. Thus trading in heroin differs greatly from trading in cigarettes, since heroin is an illegal product and cigarettes are produced and sold legally. Nevertheless, cigarette smuggling is rampant in the world – for instance, in the European Union – owing to great variation in duties and ages of legal consumption from country to country. Therefore, duties, regulations and prohibition partly determine the extent to which goods are smuggled or trafficked, whether locally, regionally or globally.[7] Of course, goods that are considered 'licit' by people involved in transnational networks are more likely to be smuggled and/or trafficked than goods deemed 'illicit', whether they are legal or not.

Usually, the difference between smuggling and trafficking is made only concerning the trade in human beings. According to the United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC), human smuggling and human trafficking are similar in some respects, but bear several important differences. The United Nations Protocol Against the Smuggling of Migrants by Land, Sea and Air, Supplementing the United Nations Convention Against Transnational Organized Crime, defines the 'smuggling of migrants' as:

> *the procurement, in order to obtain, directly or indirectly, a financial or other material benefit, of the illegal entry of a person into a State Party of which the person is not a national or permanent resident.*

The United Nations Protocol to Prevent, Suppress and Punish Trafficking in Persons defines 'trafficking in persons' as:

01-AtlasofTrafficking-001-028.indd 5 05/04/2013 12:12

> *the recruitment, transportation, transfer, harbouring or receipt of persons, by means of the threat or use of force or other forms of coercion, of abduction, of fraud, of deception, of the abuse of power or of a position of vulnerability or of the giving or receiving of payments or benefits to achieve the consent of a person having control over another person, for the purpose of exploitation. Exploitation shall include, at a minimum, the exploitation of the prostitution of others or other forms of sexual exploitation, forced labour or services, slavery or practices similar to slavery, servitude or the removal of organs.*

Thus, trafficked victims, according to the UNODC, 'have either never consented or, if they initially consented, that consent has been rendered meaningless by the coercive, deceptive or abusive actions of the traffickers'. Another major difference, according to the UNODC, is that 'smuggling ends with the arrival of the migrants at their destination, whereas trafficking involves the ongoing exploitation of the victims in some manner to generate illicit profits for the traffickers'.

Thus, according to the United Nations, what distinguishes human smuggling from human trafficking – which are both illegal practices and designate illegal movements of persons – is coercion (or, alternatively, absence of consent). While both smuggled and trafficked people are illegal immigrants, only the first are compliant and complicit, unless, of course, initial consent is nullified by deception and/or coercion.[8] The extreme complexity of human smuggling and trafficking is notably determined by the fact that activities fed by illegal migration – as diverse as prostitution, mining or even begging – can be either coerced or consented activities: prostitution can be voluntary, while forced labour can be used in mines. Children, who are increasingly being trafficked, can be abducted to become beggars in a foreign country. Moreover, as is the case in Southeast Asia, countries are frequently source, transit and destination areas for trafficked persons, depending on the segmentation of national and regional markets.[9]

Other migrants (emigrants or immigrants) can also be said to be illegal or to have been illegally moved from one place to another – for example, refugees (as immigrants) and adopted children (both as emigrants and

01-AtlasofTrafficking-001-028.indd 6 05/04/2013 12:12

immigrants). Refugees often cross international borders without proper paperwork, but while this kind of illegal immigration is forced, it surely must not be viewed as being criminal, for a refugee, while not always benefiting from having refugee status, is frequently exposed to physical violence and economic exploitation. This is a global phenomenon, despite the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR) using the 1951 Geneva Refugee Convention as its major tool to ensure the basic human rights of vulnerable persons, particularly toward guaranteeing that refugees will not be returned involuntarily to a country where they face persecution.

It is worth noting that children, being especially vulnerable, are among the first victims of human trafficking. For instance, Xin Ren alleges that 'trafficking in children for sale, sexual exploitation, child pornography, and slavery labour has become one of the fastest growing global crime enterprises stretching from the African continent to Europe and from Asia-Pacific to North and South America'. Children are being 'sold, abducted, kidnapped, or lured away from their families, bought, exploited, abused or even murdered for profits and illicit services'.[10] Of course, trafficking in children can occur in various contexts, with many different push and pull factors. For example, illegal adoption is an international phenomenon in which local and global push and pull factors can be closely intertwined. Whether for domestic or international markets, 'trafficking in children in China is largely for domestic illegal adoption that is driven by a deeply rooted traditional belief that only male heirs can carry on the family name and sonless marriage is a moral shame that disgraces one's ancestors'.[11] But since legal adoption may prove extremely difficult in Western countries, because of strict laws aimed at child protection, and because regulation acts as a strong incentive for traffickers, worldwide illegal child adoption has become a highly lucrative market.

Furthermore, children, as well as men and women, can be abducted, trafficked and killed for forced organ removal for transplant purposes, as high prices paid for kidneys (as just one example) drive an extremely profitable global market. However, because sex workers are in such great demand worldwide, it appears that 50 per cent of trafficked persons in the world are children, and that 70 per cent are female.[12] As stated by Vitit Muntarbhorn, the former UN Special Rapporteur on the Sale of Children,

01-AtlasofTrafficking-001-028.indd 7 05/04/2013 12:12

Child Prostitution and Child Pornography: 'the world community is faced with a rampant and perverse sex market which wreaks havoc on a multitude of children'.[13] Indeed, ECPAT,[14] an international non-governmental organisation working to 'End Child Prostitution, Child Pornography and Trafficking in Children for sexual purposes', reports that there are more than 1 million child prostitutes involved in sex tourism in Asia, of which 300,000 are in Thailand, 100,000 in the Philippines and Taiwan, and 40,000 in Vietnam.[15]

In May 2005, in a report that has been termed 'the most comprehensive analysis ever undertaken by an intergovernmental organization of the facts and underlying causes of contemporary forced labour', the International Labour Organisation (ILO) revealed that 'at least 12.3 million people were trapped in forced labour around the world' and that 'children aged less than 18 years bear a heavy burden, comprising 40 to 50 per cent of all forced labour victims'. If we refer to the aforementioned definition provided by the United Nations Protocol to Prevent, Suppress and Punish Trafficking in Persons, exploitation through forced labour is a fundamental dimension of human trafficking. This is something that the ILO report also points to when confirming something that had often been hinted at by less comprehensive studies: that forced labour, human trafficking and the sex industry were closely linked. In fact, according to ILO, at least one-fifth of the world's 12 million bonded labourers are victims of illegal human trafficking – mainly for the sex industry. For instance, the report details: 'Forced economic exploitation in such sectors as agriculture, construction, brick-making and informal sweatshop manufacturing is more or less evenly divided between the sexes.' However, 'forced commercial sexual exploitation entraps almost entirely women and girls'.[16]

Smuggling and trafficking, then, are different, no matter what trade (human beings or commercial goods) is concerned. As we will see, the very dimensions and impact of smuggling and trafficking also differ, mainly depending on the consequences of the illegal trade on source, transit and destination countries. However, to understand smuggling and trafficking activities better, one first needs to learn about borders, routes and their respective logics. Indeed, smuggling and trafficking consist of illegal border

01-AtlasofTrafficking-001-028.indd 8 05/04/2013 12:12

crossings made via various routes or lines of travel; namely trails, paths, roads and the like.

Of Routes, Frontiers and Borders: The Politics of Access

A border, through its definition and its delimitation processes, modifies the very nature of any traditional trading that preceded its imposition. In fact, for many merchants, activities suddenly termed smuggling or trafficking are nothing else than traditional trading turned illegal or traditional goods turned illegal; for instance, 'what is now called smuggling was normal among the Pashtun nomads of eastern Afghanistan for many generations'.[17] Indeed, according to a Pakistani Afridi from the Northwest Frontier Province (NWFP) of Pakistan: 'You might call what we do smuggling. But to us, it's just trade.'[18] Between Afghanistan and Pakistan, as well as between Burma and Thailand, imposed boundaries cut through frontier zones and tribal land, changing frontiers into borders and creating de facto jurisdictions – in effect, bounded legal territories. But boundaries also affect the very nature or existence of routes. For example, 'a road through tribal territory is much more than an avenue of mobility. Here the laws of the state intersect with the laws of the tribe'.[19] As David Ludden explains: 'Modernity consigned human mobility to the dusty corners of archives that document the hegemonic space of national territorialism. As a result, we imagine that mobility is border crossing, as though borders came first and mobility second.'[20]

As stressed in the work of Mahnaz Ispahani, a route is 'both a geographical and a political idea, both an end and a means'. Her study of 'the politics of access in the borderlands of Asia' draws on the work of the French geographer Jean Gottmann, who stated that 'one of the major aims of politics is to regulate the conditions of access'. Opposing the route is what Mahnaz Ispahani calls the *antiroute*: 'any natural or artifical constraint on access', ranging from mountains and deserts to 'legal boundaries and tariffs that raise the cost of crossing them'. Antiroutes, as she rightly observes, 'may serve the same human purposes as routes' – that is, to regulate the conditions of access. Indeed, 'what routes move, and what antiroutes prevent from moving, are people and goods within and across frontiers'.[21] And routes

01-AtlasofTrafficking-001-028.indd 9 05/04/2013 12:12

are consubstantial to borders since 'without land routes, borders cannot be defined and secured'. Ispahani continues:

> *Whereas states cannot come into existence without the ability to deny access, they cannot be physically consolidated and politically sustained without the ability to expand access – without the extension of the authority and the legitimacy of the center to the peripheries.*[22]

As Lord Curzon, Governor General and Viceroy of India (1899–1905), remarked: 'the earliest frontiers "erected a barrier or created a gap", that is, restricted movement and access'.[23] What was true in the borderlands of Southwest Asia, and for its borderlanders, can also be observed in the frontier area that stretched between Burma and Siam (now Thailand) in the nineteenth century. When the British raised the question of the western frontier of Siam, in the early nineteenth century, no document or treaty identifying and delimitating the boundary could be provided by the local chiefs, as Thongchai Winichakul explains: 'as these were friendly neighbors who shared understanding and trust, one local chief replied, the boundary did not forbid people to trespass or to earn their living in the area'.[24] The borders were even said to be 'golden, silver paths, free for traders' and 'the tribal people wandering in the mountain forests were subjects of no power'.[25] Borders were then far from being boundaries: they were frontiers. Lord Curzon depicted this 'widely diffused type of ancient Frontier' that was that of 'the intermediary or Neutral Zone': 'This may be described as a Frontier of separation in place of contact, a line whose distinguishing feature is that it possesses breadth as well as length.'[26]

Boundaries were superimposed on transfrontier routes then, since Southeast Asian frontiers have long been areas linking policies rather than separating them.[27] Colonialism and (later) nationalism required having boundary lines clearly demarcated: 'The major principle behind the Asian frontier system was recognition of the desirability of avoiding direct contact between the administered territories of the various colonial empires concerned'[28] (see map 5). In Asia, where the power over individuals was traditionally separated from the power over land, since a subject was bound first and foremost to their lord rather than to a state, modern boundaries

01-AtlasofTrafficking-001-028.indd 10 05/04/2013 12:12

have 'violently and arbitrarily' divided 'ethnic peoples into different nationals'.[29] Hence the 'external', or alien, may not really be external, 'while the "internal" can be made alien or external' as various tribal or refugee people can still experience in Thailand, where many tribal people have spent decades waiting for Thai citizenship and thus have never 'belonged' to any state or nation.[30]

As far as the symbiotic relationship between routes and borders is concerned, Abraham and Van Schendel explain how:

> *the act of enforcing a selected flow of people and objects across a border, from border patrols to customs, immediately allows for the possibility of rents to be charged for circumventing these rules and by the same token provides opportunities for smuggling of people and objects across these borders.*

Of course:

> *The weight of enforcement is directly related to the prices that can be charged for getting around it – the risk, uncertainty and demand for these flows 'across the border' all go into making the border a site for illicitness, from an economic point of view.*

But, it is also important to understand that 'making borders also makes illicit the life activities of border communities'.[31] Andrew Walker also stresses the fact that '"open" borders, characterised by flow and passage, usually provide *more* opportunities for regulation than "closed" borders'.[32]

Not surprisingly, all kinds of smuggling and trafficking flourish in these old frontier areas that often became buffer zones, as had been and still is the case between Burma and Thailand. If the border not only affords some protection to the refugees (from political oppression, economic distress or even law enforcement) who cross it, it can also help enrich those who do not travel 'empty-handed'. Thus, a route and an antiroute can engender one another: a closed border can engender a route to transgress it and the rules and restrictions it implies; the presence of a route can call for an artificial antiroute (a checkpoint, for example) to monitor or restrict access.

01-AtlasofTrafficking-001-028.indd 11 05/04/2013 12:12

Hence the ever-growing diversity of smuggling and trafficking routes and techniques that arise as a consequence of growing markets and increased controls.

From Ancient to Modern Routes

That both legal and illegal goods can be traded on the same routes or even together in the same cargo is made easier by the marked increase in movements of goods by land, sea and even air, especially during recent decades. Hiding illegal goods among legal cargo is becoming easier as the global economy unites national and regional markets and as traded goods become more numerous. But modernity draws heavily on history and so-called new routes are often only old routes that have been rediscovered or revived.[33]

In mainland Southeast Asia, as Mya Maung stresses, history teaches us that most of the trading routes between Burma and Thailand are old historic roads, some of them being 'the ancient trails used by the Burmese kings when they invaded Thailand'.[34] Mya Maung describes precisely the routes and trading points that allowed black markets to flourish along the Sino–Thai–Indo–Burmese borders: he accounts for 'ten different major black market routes between Burma and its three neighbours of China, Thailand, and India'.[35]

The most active illegal border trade between Burma and Thailand occurred and still occurs at three points: Mae Sai, Mae Sot and Ranong. Goods traded illegally across the Thai–Burmese border were and are still extremely diverse: according to Mya Maung, it was reported that in the 1970s, Thailand's major exports through the border outposts were 'pharmaceutical products, aluminium, wadding rope-coated fabric, boiler machinery, synthetic rubber, and man-made fibre', while in the 1980s, the dominant exports of Thailand were 'edible preparations, organic chemicals, iron and steel, manufacturing articles and wadding rope'. The dominant imports of Thailand from Burma have been wood and wood articles, especially teak, and gems.[36]

As for the trade between China and Burma, it developed considerably in the 1990s along the famed Burma Road, across Burma's Shan State

01-AtlasofTrafficking-001-028.indd 12 05/04/2013 12:12

toward China's Yunnan Province. Once again, of course, this road and the majority of the Shan trading posts 'were not really new, their existence dating back to the days of the Burmese kings'. In the thirteenth century, 'Chinese trading caravans and the invading army of Kublai Khan from China travelled that route'.[37] As with Thailand, goods illegally traded between Burma and China are manufactured in one direction and natural products in the other. Another major trading route between Burma and China lies in Kachin State and was, until the Kachin Independence Army lost control over the jade mines, 'the main route for smuggling famous Burmese jade and gems'.[38]

These old trading routes of mainland Southeast Asia, some of them also linking China to India, have been plied by merchants even when international boundaries were officially closed. Because clandestine border crossings are illegal, the increased risk of such actions raises the value of both the people and goods that accomplish it: having to deal with closed borders, and as some rarefied goods became more expensive and interesting to trade, merchants turned into smugglers and/or traffickers. Indeed, as many have acknowledged, 'making borders engenders illicitness, or in Janet Roitman's words, *transgression is productive*'.[39]

The evolution of drug trafficking in the Golden Triangle has forged new transport routes in the region and has brought abandoned routes back into service, such as those previously used by communist guerrillas. Other pathways were never abandoned. Traditional caravaners such as the Haw of Thailand and the Hui (Panthay) of Burma are very active in the regional illicit drug trade, and still use routes today that their forebears used at the end of the nineteenth century[40] (see map 7).

It should be noted here that smuggling and trafficking are old activities that are consubstantial to trading and date back to the earliest regulatory practices meant to restrict and tax commerce. Smuggling actually developed considerably in the context of the British and French colonial tariff regimes. In his extremely valuable study of regulation, trade and traders in the borderlands of Laos, Thailand and Burma, Andrew Walker quotes Sidney Legendre, a visitor to Luang Phrabang in the early twentieth century (1936): 'The French had placed such a high duty on all goods entering Indo-China that smuggling has become one of the most essential and profitable if not

01-AtlasofTrafficking-001-028.indd 13 05/04/2013 12:12

the most honourable of the native trades.' Counterfeiting also dates back a long time, for Legendre explains that Chinese smugglers 'have commenced the importation from China of cheap copies of English, French and American goods', and that he himself bought a Waterman fountain pen and a pair of 'Keds' tennis shoes that he found to be 'the rankest imitations'.[41] Opium smuggling also preceded opium trafficking in the context of the British and French colonial monopolies (see map 5), but also of the Siamese monopoly; independent trading was prohibited and opium smuggling became a very profitable enterprise, especially for Yunnanese and Shan caravaners. The British (who sold only Indian opium in their colonial possessions) and the Siamese faced smuggling of Chinese opium into Burma and Siam, while the French faced the same problem in Laos, where they were processing and selling Shan opium from Kengtung in Burma.[42]

Diversity and Complexity of Smuggling and Trafficking Activities

As we have seen, smuggling and trafficking differ according to the (il) legality of the traded goods. Since the trading activity is basically the same – sending goods illegally across a border – networks and techniques can alternatively or concurrently be used. A great diversity of goods can be legally traded, smuggled and trafficked along one specific route, either separately or concurrently. Trafficking of various illegal goods almost invariably occurs along a single route, in the same cargo or not. This, of course, is not a new phenomenon; for example, drugs-for-arms deals have long been in existence across the world. Obviously, successful smuggling and trafficking routes are very much prone to multiple traffics: in mainland Southeast Asia, as this book shows, most smuggling and trafficking activities appear to occur on the same routes. Overall, the same routes are used for the trafficking in small arms, the trade in illegally logged timber, forest products and wildlife, for people smuggling, drug trafficking, the trade in counterfeit goods and for contraband. The coexistence, both in time and space, of various smuggling and trafficking activities, concurrent or congruent, is frequent since illegal trading, as an activity, is not always segmented according to the goods that are illegally traded.

01-AtlasofTrafficking-001-028.indd 14 05/04/2013 12:12

But while a certain degree of coexistence of trafficking activities is evident, some of the activities, such as trafficking in nuclear or radiological materials, are at most only suspected. Activities such as drug trafficking are much better known. Indeed:

> *although there is little evidence of involvement of organized criminal groups in nuclear trafficking worldwide, the success with which criminals have smuggled other contraband in South and Southeast Asia – such as narcotic drugs and conventional arms – suggests that nuclear trafficking might be carried out with relative ease, along some of the same routes, by the same criminals, with little hindrance by authorities or permeable border controls.*[43]

In fact, according to Lyudmila Zaitseva and Kevin Hand:

> *because of the ease with which organized crime can avoid detection of their illicit activities... [n]etworks trafficking in drugs, weapons, and other illicit commodities are well suited for nuclear smuggling. Their experience in avoiding detection, knowledge of safe routes, protection by corrupt authorities, and established infrastructures can be utilized for trafficking in nuclear and other radioactive material.*[44]

Another well-known fact is that arms can be exchanged for illegal drugs by using the same networks and corridors (especially when rebel armies are involved in production and/or trafficking of drugs), as has been the case in Afghanistan, in Burma and in northeast India. Human beings – for instance, Chinese women – are also smuggled and trafficked into Southeast Asia on the same routes used for drug trafficking to feed, for example, a well-established regional prostitution market (chiefly, Chinese women go south while Burmese heroin goes north). Logically, if drugs can be more or less safely trafficked across certain borders and territories, then other items can also follow the same trails, either hidden into large legal cargo and transited across legal entry points, or more or less discretely smuggled and trafficked over long and porous borders, through mountain passes, across rivers or even by unauthorised or unchecked helicopter flights (antiques from Burma being one example). In mainland Southeast Asia, smuggling and trafficking

01-AtlasofTrafficking-001-028.indd 15 05/04/2013 12:12

is made easier not only by the area's often mountainous and heavily forested relief but also by its large number of extremely diverse ethnic groups, many of them tribal and semi-nomadic, who straddle international borders (see maps 2, 3 and 6).

The number and diversity of drug trafficking routes enable other types of smuggling and/or trafficking activities, sometimes by notorious drug traffickers themselves. For example, trafficking in counterfeit goods has recently increased across the Thailand–Burma border. Based near Thailand's northern border with Burma, some key drug traffickers such as Wei Hsueh Kang have diversified their activities into producing and trafficking pirated pornographic Video Compact Discs (VCDs). This proves interesting since it brings another category of traffickers to the fore: those taking advantage of legal touristic migrations between Tachileck, in Burma, to Mae Sai, in Thailand. The result is an upsurge of trafficking in pirated VCDs. Considering that pirated copies of Hollywood, Thai, Chinese and Taiwanese films can be found everywhere in Tachileck and that 'about 1000 tourists cross the border from Thailand to Tachileck every day, rising to 6000 a day during a holiday', Thai authorities estimate that about 80 per cent of these tourists buy pirated VCDs in Burma and bring them back to Thailand.[45] Also widely available at Tachileck markets are Chinese-made sex stimulants that are not approved by Thailand's Food and Drug Administration and that end up being seized by customs officials from returning tourists. As far as counterfeited goods are concerned, a new trend is emerging in Southeast Asia, where drug-resistant malaria is widespread and is 'fuelling a roaring trade in counterfeit drugs, including the new and effective Artemisinin-based Combination Therapy (ACT) drugs': 'Even the Artemisinin compounds – touted as the solution to drug resistance – are being faked in Southeast Asia. The counterfeiters follow where people are buying these drugs, counterfeit the drug and put it in the market.'[46] This is a clear and recent example of how drug-trafficking routes can be used for other trafficking activities. In this case, a famous drug trafficker diversifies its production and trafficking activities thanks to the networks and routes they control. But such routes are being widely used by other smugglers and traffickers, either for the same trades or for different ones.

01-AtlasofTrafficking-001-028.indd 16 05/04/2013 12:12

The Scope of Illegal Trades in Mainland Southeast Asia

Various examples of smuggling and trafficking activities show that these drug trafficking routes are conducive to multiple trafficking. Mainland Southeast Asia has experienced decades of wars and conflicts: from the Indochina wars, including the Vietnam War, to the internal conflicts in Burma and Cambodia. The armed violence and numerous human rights violations of the Rangoon junta and its army in Shan State, for example, have increased an already constant inflow of Burmese refugees into Thailand. During the past four decades, Thailand has become a major country of asylum, receiving some 1.3 million refugees.[47]

Yet armed conflicts have not only thrown waves of refugees on the roads and across international borders, they have also spurred an international and regional trade in small arms that is still very active and regionally integrated. In the 1990s, Cambodia emerged as a regional market for small arms: 'Myanmar rebel groups, secessionists from Sri Lanka and supporters of Acehnese independence movements in Indonesia were among those groups that were buying weapons from Cambodia's well-established black market.'[48]

Arms shipments from Cambodia could reach all the way to India, as was allegedly the case in the late 1990s when arms consignments comprising 'AK series rifles, mortars, landmines, Sten guns and high-powered explosives', meant for various insurgent groups in northeastern India, were said to be coming from Bangladesh, where illegal drugs from Burma and arms from Cambodia crossed their paths:

> *The drug shipments head towards Jaffna and from there to various destinations in West Asia for entry into the European and US markets. According to intelligence sources, Ranong Island off the coast of Thailand is the staging point for arms shipments that originate from Cambodia and take the sea route through the Andaman Sea to the major receiving point at Cox's Bazar, Bangladesh's southernmost tip.*

While this route has been used by arms dealers and their end-users for a number of years, the alleged 'drug trafficking by the LTTE has added a new

01-AtlasofTrafficking-001-028.indd 17 05/04/2013 12:12

dimension.'[49] This maritime route has also clearly been used for trafficking drugs, as the January 2001 seizure of heroin and methamphetamine off Surin Island (Thailand) has shown: via the Irrawaddy River, Burmese heroin reached the Andaman Sea where fishing boats took it to Ko Surin and unloaded it south of Ranong (see maps 12 and 15). Ranong is thus not only one of the main trading points for the Burmese black market, but also a drug-trafficking node and a well-known passage for human smuggling, as testified by its rampant prostitution.

But India's eastern borders with Bangladesh and Burma have also 'witnessed smuggling incidents – some of which involved nuclear material of indigenous South and Southeast Asian origin – which since the late 1990s have led authorities to suspect the operation of organized nuclear smuggling rings in the India-Bangladesh border area.'[50] Indeed:

> *cesium-137, a radioactive material that could fuel a potent Radiological Dispersal Device, was smuggled into Bangkok, Thailand, in 2003. The material was reported to have entered Thailand across the Laotian border and was said to have been of Russian origin. In 2001, equipment stolen from a public works facility in Bangkok contained radioactive material, including cesium-137. In addition, [...] in 1993, police in Hanoi, Vietnam, arrested a Vietnamese man for smuggling 10 kg of uranium from his former workplace in the former Soviet Union.*[51]

Southeast Asian borders are also known for other thriving smuggling and trafficking activities. Burmese teak (*Tectona grandis*), for example, has long been increasingly logged and exported to Thailand, some of it smuggled, since in 1989, Thailand forbade its own teak from being cut. Farther north, on the China–Burma border, it is the Wa hills that are being deforested, for the economic benefit of China and in the context of a hastened opium suppression programme.[52] Much has been said on Burma's balance of payments and the fact that it shows hundreds of millions of dollars in unexplained foreign financial inflows. The most widely accepted explanation was that heroin exports were the largest contributor to the country's economy. However, illegal timber exports are likely to have contributed tens of millions of dollars to these financial inflows:

01-AtlasofTrafficking-001-028.indd 18 05/04/2013 12:12

> *As well as deliberately concealed exports, another explanation for the export-import discrepancies … is that substantial timber exports are taking place from territories outside the control of the Forest Department. Both explanations are probably valid. Burma's biggest customers (China, India, and Thailand) are not only its neighbours, thus facilitating unofficial cross-border trade, but also report the greatest differences between their imports and Burma's declared exports. Thailand reported more than four times Burma's declared exports in 1994 and double the declared exports in 1995; India did not provide any statistics for 1994, but in 1995 its declared imports were 30 times greater than Burma's declared exports. Burma reported no exports to China in 1995, though China declared imports of more than 500,000 m*^{3}.[53]

According to the Chiang Mai-based Lahu National Development Organisation: 'There is hardly any teak forest remaining [in Eastern Shan state, Burma], but other kinds of hardwood, pinewood and fragrant sandalwood are still in great demand.' The LNDO also reports that '[m]ost of the ceasefire groups and militia are involved in logging in their areas, some in conjunction with wealthy businessmen from the cities' and that:

> *[t]he UWSA's Hong Pang company is currently the main organisation in eastern Shan State carrying out logging. They have their own logging equipment, and also sub-contract other local or foreign (Thai or Chinese) loggers with equipment to carry out the logging.*[54]

More of Burma's natural resources are being plundered in the country's peripheries as numerous non-timber forest products are also being removed from Burma's luxurious forests. The LNDO also mentions that:

> *There is a huge demand from China for wildlife and forest products, mainly for medicinal purposes. These include tortoises, bears' gall bladders, snakes, otter skins, pangolin scales and wild orchids. Despite the fact that many of these species are endangered and trade in them is prohibited in Burma, there exists a thriving black market network to locate and export the various items. The main dealers are Chinese businesspeople living in towns*

01-AtlasofTrafficking-001-028.indd 19 05/04/2013 12:12

> *such as Tachileck and Kengtung. They send out representatives to villages, where they place orders for certain products with local agents. Villagers are told that if they can find the products, they will receive a particular amount of money, for example up to 20,000 kyat (approx US$20) per 10 tical (approx 160 g) of bear's gall bladder or 150,000 kyat (approx US$140) per viss (1,6 kg) for first class orchids.*[55]

The wildlife of mainland Southeast Asia has already suffered considerably from the wide-scale hunting, poaching and trafficking of numerous species, reorienting the plunder and trade toward countries that have been somehow spared until recently. Hence: 'as neighbouring countries have exhausted their own valuable natural resources, the price for Cambodia's last populations of tigers, elephants, and bears has soared to levels undreamed of even a decade ago.' But Cambodia is not the only country concerned: 'as demand for wild animals has grown in far off places, new supply routes have opened up in Asia', most notably in Burma, and 'the supply routes are growing bigger and more sophisticated by the day'.[56] As suggested by the above-mentioned examples, smuggling and trafficking activities are widespread and extremely diverse in Southeast Asia.

Trafficking Synergies or Isolated Trends?

There is a distinction that goes beyond the one made between smuggling and trafficking. Indeed, smuggling and trafficking vie not only on newly generated resources such as illegal drugs, but also and even more on non-renewable natural resources: most smuggling and trafficking activities thrive on what can be designated as predatory economies and activities – that is, most notably, plundering of natural resources. What is rarely acknowledged is that such trading can prove much more detrimental to the environment and to human societies than the production of, and trafficking in, illegal drugs (the environmental costs of which should not be ignored either) or counterfeit items (even though counterfeit mechanical parts and medical drugs present obvious dangers). But since smuggling and trafficking are of concern for source, transit and destination countries, one has to dissociate the impacts and consequences of these trades according to their very nature

01-AtlasofTrafficking-001-028.indd 20 05/04/2013 12:12

and extent. For instance, human trafficking can have extremely detrimental social and health consequences in source countries as well as in destination countries. As for the trade in exotic timber and rare animal species, it can create environmental havoc in source countries (forest depletion and also landslides, vulnerability to tidal waves, etc.) but is unlikely to have dramatic consequences in destination countries – at least until a probable global impact is felt in these countries.

Moreover, some law enforcement activities can have rather perverse and so-called unintended consequences, fuelling other illegal activities than the targeted one as producers and/or smugglers and traffickers resort to alternative economic activities to make up for lost revenues. For example, the 'war on drugs' can clearly be counter-productive in terms of drug production:

> *resulting in perverse incentives for farmers to grow more drugs (for example, in Colombia), displacement of production to more remote areas, and fuelling of violence and insecurity (Peru, Bolivia, Colombia), which in several cases forced the eradication policy to be reversed and led to adverse political outcomes.*[57]

No doubt such a phenomenon occurs in Asia too, where the failure to provide economic alternatives to opium production before eradicating poppy crops also can have a devastating impact on the impoverished rural people who depend on the illegal opium economy for their livelihood,[58] and thus foster other drug-trafficking activities (heroin in lieu of opium, methamphetamine in lieu of opium and/or heroin) such as human trafficking, widespread logging, trafficking in rare species, etc.

Other such synergies can be suspected and still need to be properly documented and understood. For example, various trades and movements can be linked: the sex trade can, to some extent, be nurtured by ill-designed and ill-implemented anti-drug policies, thus worsening an AIDS pandemic that, in Asia, grows mostly through intravenous drug use. The AIDS pandemic can also be suspected of spurring child prostitution, as it is likely that the worldwide explosion of child prostitution that happened after 1985 has been partly driven by the fear of AIDS (but also

01-AtlasofTrafficking-001-028.indd 21 05/04/2013 12:12

by a growing worldwide tourism industry that made sex tourism more affordable). Moreover, when eradication of illegal crops such as opium is favoured against the development of alternative livelihoods, 'unintended' consequences such as accelerated deforestation and other predatory activities are very likely to occur.

As for small arms smuggling and trafficking, mostly of ordinary conventional weapons, this is responsible for the vast majority of casualties in the world's conflicts and thus for the deaths, wounding and uprooting of a countless number of people each year.[59] In Southeast Asia, as is now well known, decades of armed conflicts (in Vietnam, Laos, Cambodia and Burma) have spurred the production and traffic of opium, heroin and, more recently, methamphetamine. But armed conflicts have also put hundreds of thousands of refugees on the move and across the national borders of the region, creating favourable conditions for the growth of black markets, the regional sex trade, and drug trafficking and consumption.

Of course, demand from buyers around the world plays a significant role by fuelling these trades. But poverty and underdevelopment, as well as economic disruptions, political crises, armed conflicts and natural catastrophes, create local, national and regional contexts and synergies that can push people into smuggling and trafficking. In Southeast Asia, as in the rest of the world, the smuggling and trafficking phenomenon is extremely diverse and intricate. Complex yet unaccounted-for synergies are undoubtedly at work between different smuggling and trafficking activities. The case of mainland Southeast Asia shows a complex reality in which every smuggler or trafficker may not be a versatile and diversified merchant, but where many illegal trades coexist and can compete with and/or benefit from each other, though to an extent that will not be satisfactorily known and understood until further research is conducted through specific case studies.

Five Authors, Six Case Studies

This volume addresses the diversity and complexity of illegal trading in mainland Southeast Asia, not by presenting an exhaustive state of illegal trades, but by surveying the scope and multifold nature of the phenomenon. As an atlas, it focuses on the routes used to carry various illegal trades in

01-AtlasofTrafficking-001-028.indd 22 05/04/2013 12:12

the region. The attempt here has been to gather contributors who could write about illegal trades from a variety of disciplines and who could contribute to the mapping of the smuggling and trafficking routes according to their respective fields of expertise. It seemed logical, if not necessary, to draw maps of the routes described in the chapters of this volume, so that the readers could better visualise how illegal trades organised themselves spatially, but also to enable a comparison between the different routes followed by the different trades. In the end it appears that the different trades tend to follow the same routes, with the same main cross-border points being used for either drug trafficking, human smuggling or trafficking, the illegal trade in wood, wildlife, small arms and counterfeit goods (see map 31). In fact, the smuggling and trafficking routes correspond to a great extent to the main transport corridors of the region (compare maps 8 and 31): basically the historic trading roads of mainland Southeast Asia, India and China (map 7) that were included in both the Asian Highway Network project (1959) and the more recent Greater Mekong Subregion corridor project (1992) (map 8).

Mapping smuggling and trafficking routes is a difficult and delicate task, not only because such activities are meant to be concealed, but also because of difficulties and limitations inherent to the cartographic process. Mapping is not very different from writing in its way of describing and representing reality, yet it is too often read as being a representation not of reality but the reality itself. The map, writes Marco Quaggiotto, 'is not only a passive *representation* of reality but a *tool* for the production of meaning', just like any text: '*The map as narration*, is thus the expression of a communicative purpose.'[60] But 'a representation is reproduced rather than reality' stresses Geoff King, who also warns that, too often, in the cartographic process, 'the distinction between reality and representation becomes blurred.'[61] Quaggiotto rightly explains:

> *Just like a text, the map makes selections on reality, distorts events, classifies and clarifies the world in order to better tell a particular aspect of a territory, an event, a space. When used with malice, it can hide, conceal, falsify or diminish a reality through the construction of an ideological discourse, in which the communicative aims are hidden to the user. In this*

01-AtlasofTrafficking-001-028.indd 23 05/04/2013 12:12

> *context, the term 'map' is a synonym of visual narration of space: a cultural artefact created by an author to describe a space according to an objective.*[62]

In fact, cartography, like any discourse, has its own rhetoric; that is, 'a linguistic technique used to select and process elements of reality in order to transform them in an effective speech.'[63] This is actually what Van Schendel aims at when he criticises what he calls a 'surfeit of arrows'. Arrows, bodies and heads are, of course, useful tools resorted to by the cartographer while mapping smuggling and trafficking routes, something that Van Schendel denounces not only because 'the arrow is a godsend for those wishing to represent illegal flows in a threatening manner', but also because:

> *The discourse on illegal flows focuses on the (ill) effects of the flows at their points of destination but has little time for possible effects at the various staging posts, including borders: it is the head of the arrow rather than its body that we are invited to concentrate on.*[64]

Arrows are of course used in this atlas, not 'to represent illegal flows in a threatening manner', but because the arrow is a 'discursive tool that conveys the notion of motion, stimulus, and target as perhaps no other graphic code could'.[65] Also, borders were drawn in a very usual way by using thin lines that can also be said to misrepresent the reality of borderlands and frontiers (something that Van Schendel does not criticise). An effort was made, however, to represent smuggling and trafficking as cross-border activities by detailing as many border towns, staging posts and hubs as possible (Tachileck–Mae Sai and Muse–Ruili, for example). In any case, cartography is obviously 'an art of compromise and partial solutions',[66] and a knowledge map should never be conflated with the reality it intends to depict or represent. Van Schendel is right when he writes that 'bold arrows hide more than they reveal' as many maps of flows are drawn with broad arrows showing only directions and not actual routes or roads, something that was avoided in this atlas. This is actually why arrows in this atlas are not 'quick stopgaps' that hide 'our lack of detailed knowledge, dramatizing and simplifying processes that we understand at best in outline'.[67] In fact, here, the maps are nothing more, or less, than the graphic equivalent to the

01-AtlasofTrafficking-001-028.indd 24 05/04/2013 12:12

texts that they illustrate. Texts and maps complement one another not only by helping the readers to place the many locales in the region, but also by showing the limited extent of our knowledge and of our understanding of what remain, in the end, complex and constantly changing phenomena.

To some extent the maps of this atlas look alike: the main smuggling and trafficking routes are often the same no matter what is actually being smuggled or trafficked. Yet smuggling and trafficking sometimes occur in opposite directions along the very same routes: for example, drugs and arms often go opposite ways, and wildlife and timber go from Burma to China along the same routes used to introduce counterfeit goods from China to Burma. The reader also needs to keep in mind that smuggling and trafficking can (and most likely do) also occur in the blank spaces on the maps: if anything, blank spaces represent more a lack of hard evidence than an absence of smuggling or trafficking routes. As the English poet William Cowper (1731–1800) wrote: 'Absence of proof is not proof of absence.'

This book is divided into seven chapters, 31 maps and a table. In Chapter 1, I, as a geographer, introduce this volume by stressing how mainland Southeast Asia shows a complex reality in which every smuggler or trafficker may not be a versatile and diversified merchant, but where many illegal trades coexist and can compete with and/or benefit from each other.

In Chapter 2, I provide a broad history and geography of the drug-trafficking routes in and out of the Golden Triangle, whose opium and heroin production and networks have played a significant role in both the regional and world history. I detail the old and new drug-trafficking routes and conclude that 'drug trafficking is only one aspect of the drug economy and while the goals of a drug-free world or a drug-free ASEAN will almost certainly never be reached, efforts can and should be made to minimise the harms caused by illegal drug production, trafficking and consumption'.

Chapter 3, by anthropologist David A. Feingold, focuses on human smuggling and trafficking, a highly complex trade that has many historical and social and political causes and implications. Feingold calls for the need to develop an epidemiology of trafficking and warns against 'more restrictive border security that will push greater numbers of migrants to depend on traffickers and smugglers to move them across borders'.

01-AtlasofTrafficking-001-028.indd 25 05/04/2013 12:12

In Chapter 4, David Capie, a political scientist, examines the illegal trade in small arms, obviously a key topic in mainland Southeast Asia with its many past and ongoing armed conflicts. As Capie explains: 'while there has been impressive rhetoric about the need to tackle the illicit arms trade in the region, there has been much less in the way of practical action'. He concludes that 'there is little evidence that weapons trafficking will disappear from the regional landscape any time soon'.

Chapters 5 and 6, by political scientist Vanda Felbab-Brown, examine two other key – and interrelated – topics in mainland Southeast Asia: illegal logging and wildlife trafficking. Since illegal logging accounts 'for a very large portion of forest destruction in the region', Felbab-Brown explains that 'law enforcement can be tightened, regulatory regimes improved, demand for certified timber encouraged, and demand for timber overall reduced', but that it remains to be seen 'whether these measures can be developed and adopted on a sufficient scale to preserve the world's natural biologically rich forest ecosystems that are collapsing at an unprecedented rate'. Similarly, she stresses how 'sadly, the overall prospects for designing policy interventions in a way that can achieve substantial reduction in the illegal trade in wildlife in Southeast Asia are not high'.

In Chapter 7, Bertil Lintner, a journalist, surveys the trade in counterfeit goods and in contraband, two prominent activities in mainland Southeast Asia. Lintner estimates that 'there is little that can be done to stop the flow of consumer goods – whether real or counterfeit – from China to Southeast and South Asia'.

Some of mainland Southeast Asia's countries rank among the world's most corrupt countries, with Burma being perceived as the third most corrupt country in the world, after Afghanistan and Somalia (in 2009 and according to Transparency International). As for the others, Laos ranked 158th, along with Cambodia, while Vietnam ranked 120th, and Thailand 84th, along with India. China fared a bit better as the world's 79th most corrupt country. On the other end, Singapore ranked as the world's third least corrupt country.

Therefore, Cambodia provides a great case study of how corruption undermines anti-trafficking efforts: it is not usually perceived as being as corrupt as Burma, but still ranks as one of the most corrupt countries in the world. Cambodian corruption clearly hinders anti-trafficking efforts

01-AtlasofTrafficking-001-028.indd 26 05/04/2013 12:12

at various levels and stages, including at international borders. This was verified during three field trips undertaken in Cambodia in 2010 and 2011. Nine points of entry into Cambodia were visited, on the coast (the deep water sea port of Sihanoukville and the Oknha Mong Port near Keo Phos) and the borders of Thailand (Poipet, Cham Yeam, Prom), Vietnam (Bavet, Tropieng Phlong, Tropieng Sre) and Laos (Dong Kralor). No matter what material or human means were deployed at these points of entry, almost no seizures of any kind were made in the 2010s, according to interviewed officials. For example, not one single seizure of illegal goods was made using the container scan of Sihanoukville since China offered it to Cambodia in 2005. Seizures of illegal drugs were almost unknown at any of the nine aforementioned cross-border checkpoints, except for small quantities on rare occasions. Seizures seemed virtually non-existent and the Cambodian customs appeared to be mostly concerned with collecting tax and duties, while the border police and the immigration police did not seem to be more efficient at intercepting traffickers or smugglers. But corruption is not the only issue hindering anti-trafficking efforts in Cambodia, or in the other countries of the region. In fact, the Border Liaison Offices (BLO) (see map 9), set up by the UNODC in Cambodia, if functioning at all, did not seem to be very efficient either. The staff of the Poipet BLO were actually absent (reportedly in Phnom Penh) when visited in late 2010 (although the visit had been planned in accordance with the UNODC), and interviews conducted with senior administrative authorities revealed that bilateral meetings or communications rarely happened and never yielded any result. Corruption is obviously a major hindrance to counter-trafficking policies in mainland Southeast Asia, but ill-designed programmes also bear responsibility for the overall failure of interdiction efforts, especially when development programmes aimed at strengthening anti-trafficking measures fail to integrate anti-corruption measures, such as in Cambodia.

In the end it seems that while national governments, the ASEAN, the UNODC and NGOs have made and keep making efforts against trafficking and smuggling, no significant achievement will be reached without addressing corruption and its causes. In a similar way, addressing illicit drug production in the region will only be possible by addressing poverty (that is, the main driver of illegal opium production). Corruption and illegal

01-AtlasofTrafficking-001-028.indd 27 05/04/2013 12:12

opium production actually happen to have the same root causes: poverty and the desire for a better life, but also violence (repression, persecution, war, genocide) and environmental degradation. Suppressing smuggling and trafficking altogether in mainland Southeast Asia (or anywhere else for that matter) will never be possible, for illegal trading is the necessary corollary of commerce. But reducing the scope of smuggling and trafficking is something that can be achieved if the policies and measures devised to address the problem also aim at the root causes of the phenomenon – that is, poverty and corruption.

01-AtlasofTrafficking-001-028.indd 28 05/04/2013 12:12

2

DRUG TRAFFICKING IN AND OUT OF THE GOLDEN TRIANGLE

Pierre-Arnaud Chouvy

The Golden Triangle is the name given to the area of mainland Southeast Asia where most of the world's illicit opium has originated since the early 1950s and until 1990, before Afghanistan's opium production surpassed that of Burma. It is located in the highlands of the fan-shaped relief of the Indochinese peninsula, where the international borders of Burma, Laos and Thailand run. However, if opium poppy cultivation has taken place in the border region shared by the three countries ever since the mid-nineteenth century, it has largely receded in the 1990s and is now confined to the Kachin and Shan States of northern and northeastern Burma, along the borders of China, Laos and Thailand.

The Golden Triangle is not only an isolated mountainous and heavily forested area overlapping the contiguous and outlying border areas of three countries, it is also populated by many extremely diverse ethnic groups, many of them tribal and semi-nomadic slash-and-burn agriculturalists. In fact, the international borders of Burma, Laos and Thailand also cut across two zones that are intricately woven together: the Tai linguistic zone, composed of Shan, Thai and Lao peoples, over which is superimposed a more complex zone of numerous other ethnic groups that are dispersed throughout the tri-border area; and in neighbouring China. The 'Golden Triangle' expression was first coined by the United States Vice-Secretary of

02-AtlasofTrafficking-029-052.indd 29 05/04/2013 12:12

State, Marshall Green, during a press conference on 12 July 1971. Referring to a polygon whose angles could be found in Burma, Laos and Thailand, where opium production was indeed concentrated, Green implicitly acknowledged – and probably rightly so – the absence of large-scale commercial opium production in China. This exclusion was all the more necessary as it was made three days prior to the announcement by President Nixon of his February 1972 official visit to the People's Republic of China, the first visit of a United States President to Communist China (Renard, 1996: 4).

In addition to being a politically grounded geographic reference, the expression 'Golden Triangle' also refers to one of the region's most important economic features. 'Golden' refers to opium production and trade, which developed considerably in mainland Southeast Asia over the course of the second half of the twentieth century. According to the Swedish journalist and veteran Burma-watcher Bertil Lintner, the first traders of the tri-border region, especially those of the Thai–Burmese border towns of Mae Sai (Thailand) and Tachileck (Burma), exchanged the precious substance for 99 per cent pure gold ingots (Lintner, 1994), hence the name.

Opium production in mainland Southeast Asia has always been concentrated in the tri-border region, in the mountainous borderlands of Burma, Laos and Thailand, where rugged hills and mountains, heavy monsoon rains and lack of transport infrastructures have long protected rebel armies and illicit crops from the writ of central governments and anti-drug agencies. Ron Renard describes how the region has been favourable to the Golden Triangle's emergence: 'The contraband trade in narcotics flourished all the more because the region's imposing terrain and rivers remain untamed by roads and bridges. The annual monsoon rains thus render the area even more inaccessible for several months each year' (Renard, 1996: 5). After decades of the expansion of poppy cultivation in the three countries, opium production has progressively receded, disappearing almost completely from Thailand in the 1990s, and seriously decreasing in Laos during the early 2000s. Poppy cultivation has abated, concentrated in northern and northeastern Burma, where it had come from in the mid-nineteenth century. Although Burmese opium production has also considerably decreased after 1998, it has nevertheless proven to be geographically and historically resilient. Burma's turbulent political history

02-AtlasofTrafficking-029-052.indd 30 05/04/2013 12:12

since its independence in 1948 can obviously be held responsible for Asia's longest illicit opium production: the opium economy and the war economy have clearly nurtured one another in a country that has suffered an internal war for the past 60 years and where the world's longest armed insurgency still takes place.[1]

Indeed, as an extremely valuable economic resource, opium has often enabled warring factions to fund their respective war efforts. Opium production has also weighed upon strategic negotiations, offering both state and non-state actors opportunities to gain political leverage or create ad-hoc strategic alliances. For instance, the Burmese junta has very early and repetitively integrated opium in its negotiation strategy so as to affect power struggles, something that some anti-government forces have directly or indirectly benefited from. Indeed, 'according to the account of Chao Tzang, Olive Yang [who dominated the opium trade in Kokang from the end of the Second World War until the early 1960s] had been permitted by the Burmese to engage in opium trade in exchange for keeping out the KMT',[2] until '1962 when the Burmese army occupied Kokang and arrested her and her brother, Edward Yang, the Kokang Prince' (Renard, 1996: 56).

The Old Drug Trafficking Routes of Mainland Southeast Asia

Since the emergence of the Golden Triangle, opiate trafficking followed the main caravan axes of Southeast Asia and southern China. Indeed, Chinese opium was already exported to Southeast Asia at the end of the nineteenth century, when Chinese production amounted to double the imports forced on to the Middle Empire by the British. Also, the Haw, the Hmong and the other tribal populations who migrated from China to Southeast Asia played an important role in spreading opium production in the Indochinese peninsula, and had a significant impact on the emergence of the Golden Triangle by perpetuating a few trafficking and contraband routes. The caravan tracks of the Haw, which criss-crossed Siam very early, contributed largely to turning Thailand into a privileged hub of heroin trafficking.

Mya Maung (1991) described the diverse commercial routes that feed Burma's black market from Thailand, China and India. Mae Sai, Mae Sot and Ranong, respectively, in northern, western and southern Thailand, have

02-AtlasofTrafficking-029-052.indd 31 05/04/2013 12:12

long been the main cross-border towns along Burma's eastern border. Most of the trade occurring between Burma and Thailand used to happen between Tachileck and Mae Sai until cross-border commerce started being disrupted by ethnic rebellions and Communist guerrilla activities. Present-day trading routes, whether legal or illegal, are basically the same that the Burmese previously used to invade and raid Siam (in the sixteenth and eighteenth centuries, for example). The passage from Moulmein to Myawaddy and Mae Sot is one of the most famous such invasion routes. In a similar way, the route followed by the Mongols when they invaded Burma in the thirteenth century has long been the main trading route between Burma (Muse) and China (Ruili): the so-called Jade Road was developed at the end of the seventeenth century by Yunnanese merchants and was known only as the Burma Road during the Second World War. The Jade Road developed in order to export the highly coveted and extremely expensive imperial green jade (jadeite) from Kachin State to China, where it is still highly prized (Mya Maung, 1991: 210–15; Frey and Lintner, 1995; Walker, 1995; Levy and Scott-Clark, 2002). The jade mines are located in Hpakant, in Kachin State, but after the Chinese Communist revolution, trade was diverted from China to Thailand, through Mae Sai and on to Hong Kong, which quickly became the world's most important trading town for green imperial jade. It was not long, however, before Hong Kong turned into one of the world's main heroin hubs.

Thailand can be said to be the traditional outlet of Burmese opium and heroin, and has long been the main outlet in Southeast Asia – at least since the emergence of the Golden Triangle as such, and until Laos and China started draining increasing amounts of Burmese opiates towards Hong Kong, Macao or Vietnam. After the post-Second World War emergence of the Golden Triangle, there were in fact two main routes that we can henceforth consider as 'traditional' because they were very much affected by the historic and geopolitical evolutions of Southeast Asia, and because they were more or less replaced by new routes. The first was an air route and has largely disappeared now. The second, a ground route, changed very recently and is at present of decreased importance. As for other routes which were once of minor importance, they have recently been profoundly modified.

In his seminal work of reference on *The Politics of Heroin in Southeast Asia* (1972), historian Alfred McCoy has shown how the secret wars and

02-AtlasofTrafficking-029-052.indd 32 05/04/2013 12:12

covert operations carried out in Laos and in Vietnam by the French, and then by the United States, spurred opium and heroin trafficking at regional and global levels. He revealed the role played by the CIA and one of its airline companies, Air America, which had taken over in 1965 from the French network of Corsican airmen, in the anti-Communist war effort of the United States as well as in the spread of heroin addiction among their own troops fighting in Vietnam. Air America, Continental Air Service and Lao Development Air Service transported opiates from the Long Tieng and Vientiane airports in Laos – where the heroin was supplied by Hu Tim-heng, a partner of General Ouane Rattikone, one of Laos' major opium traders and the commander-in-chief of the Laotian Army between 1965 and 1971 – to Saigon. In Vietnam, the well-connected Ma brothers dealt with the Vietnamese Air Force's Vice-Marshal Ky. Later, it was General Dang Van Quang, the intelligence adviser to Vietnamese President Nguyen Van Thieu and the commander-in-chief of the Vietnamese Navy, who took over opiate trafficking from Cambodia to south Vietnam and Hong Kong (McCoy, 1991: 226–34; Booth, 1999: 198).

Always in the context of its anti-Communist efforts, the CIA played a significant (although indirect) role, if not in northeastern Burma's opium production, then at least in the organisation of its commerce by the KMT troops which it supported in its fight to take China back from the Communists. The vast majority of the opium traded from Burma to Thailand or Laos was conducted by the KMT troops, secretly supported by the CIA after their flight from southern China to Burma's Shan State. The caravans that transported the Burmese opium, under control of the KMT troops, were largely made up of Panthay and Haw caravaners whose mules and networks allowed such traffic in the hills and mountains of eastern Burma and western Thailand. After the 1967 'opium war' that led to the defeat of Chan Shi-fu, alias Khun Sa (1934–2007),[3] in Ban Houay Xay, Laos, the KMT – according to the CIA operative William Young – controlled about 90 per cent of Burma's opium trade from its bases in northern Thailand, while the Shan caravans then transported only approximately 7 per cent of Burma's opium and those of the Kachin Independence Army (KIA), which were mostly loaded with green imperial jade, 3 per cent (Booth, 1999: 198).

02-AtlasofTrafficking-029-052.indd 33 05/04/2013 12:12

The KMT established itself in the north of Thailand after its Mong Pa Liao headquarters, along Burma's Mekong bank, were attacked by 5,000 soldiers of the Burmese Army and 20,000 Chinese Communist troops in January 1961. The nationalist troops first fled to Luang Namtha Province in Laos. But their repatriation to Taiwan, arranged by the US Department of State, whose embarrassment was all the more important that its support to the KMT had been made public, was organised via Thailand. Many of them, however, stayed in Luang Namtha until 1962, before they settled down permanently in Thailand, along Burma's border (in Mae Salong – now known as Santikhiri – for example). From that moment on, the KMT, which had been utilised by the CIA in its anti-Communist agenda, could play a similar role for and from Thailand while being in a privileged geographical position to resume its drug-trafficking activities.

Thailand's history helps us understand how the kingdom became the region's first heroin outlet after the Second World War. First of all, Thailand has long been home to the world's largest community of Teochiu, or Chiu-Chao,[4] a Chinese diaspora from Swatow, in Guangdong. According to Sterling Seagrave, the son of the famed Burma surgeon Dr Gordon Seagrave, the Teochiu constitute what is likely to be the most powerful and the richest of the world's underground networks (Seagrave, 1995). Forming probably one of the most fortunate of the overseas Chinese's networks, the Teochiu achieved a dominant economic position in Siam following the important political role that they played in the history of the Thai kingdom. In fact, in the Thai context of historic vassalage relations maintained with China, the role of economic adviser to the Thai monarchs had long been awarded to Chinese merchants and especially to Teochiu people. General Taksin (1734–82), whose father was a Teochiu, first assured the Teochiu a leading position in Siam's political and economic life by ennobling many of them after he reunited the kingdom that the Burmese had invaded in 1767. When Taksin the Great became king of Siam, in 1768, he moved the capital from Ayutthaya to Thonburi, and the Teochiu advisers, whether noble or merchants, followed him en masse.

Later, during the Second World War, the Teochiu managed to secure a monopoly over rice commerce, thereby affirming their economic influence over the Hokkien Chinese[5] who, in spite of the fact that they were the

02-AtlasofTrafficking-029-052.indd 34 05/04/2013 12:12

world's most numerous and most dispersed of the overseas Chinese, had not allied themselves to the then occupying Japanese forces in Southeast Asia. This privileged position in the Thai politico-economic system also allowed four or five of the most important Teochiu syndicates to achieve a quasi-monopoly over the Golden Triangle's opium and heroin trafficking. Three leaders from some of the 1970s' main Hong Kong-based Teochiu triads largely invested themselves in trafficking heroin from the Golden Triangle: Ma Sik-yu (alias White Powder Ma), Ma Sik-chun (Golden Ma) and Ng Sik-ho (Limpy Ho). Ma Sik-yu began trafficking heroin in 1967 and quickly gained direct access to the source supply – the Golden Triangle – where he made contact with KMT General Li Wuen-huan, who successfully recruited him as an intelligence agent for Taiwan. Southeast Asian Teochiu triads, controlled by Ma Sik-yu, infiltrated the Communist groups of the region while considerably increasing their drug-trafficking activities. Thailand therefore ended in the centre of the system, benefiting from the importance and the connections of the Teochiu community as well as its central geographic position. Laos was also included in this system after the Ma brothers allied themselves with General Ouane Rattikone, who was supplying them with the infamous '999' or 'Double UO Globe' heroin (Booth, 1999: 195–8). In truth, the Teochiu were somehow predestined to become the main suppliers of the Golden Triangle's opium and heroin since one of their Siamese commercial associations had very early on obtained an official licence for opium retail sales in Shanghai's French concession: the first opium retail store of Shanghai, *Hongtai*, was owned by Teochiu merchants.

Associated with Thai nationalism, irredentism and militarism, these developments of the history of Siam, which became Thailand in 1939, facilitated the extraordinary importance of drug trafficking in the kingdom. During the Second World War, Thailand (supported by the Japanese), motivated by a rising Thai linguistic nationalism and nurtured by strong anti-Chinese feelings, annexed Burma's Shan States (where Tai languages are spoken, such as Shan). Kengtung became the headquarters of the Thai Northern Army (or Phayap Army), under the orders of General Phin Choonhavan,[6] who acted as the military governor of the Shan States. Phin was one of the actors of the 1932 *coup d'état* that eventually installed Field

02-AtlasofTrafficking-029-052.indd 35 05/04/2013 12:12

Marshal Phibun Songkhram in power (1938–44 and 1948–57). Phin not only controlled the heart of what was not yet called the Golden Triangle; he also had privileged connections with some of the most powerful of Thailand's Teochiu syndicates.

Another fundamental component of the Thai drug-trafficking equation is the Japanese occupation of the region and the presence of some of the instigators of the Japanese Army's southern strike in Southeast Asia: the same who, while in the Japanese Guangdong Army, had been involved in the marketing of Manchuria's opium in Eastern Asia. In the 1930s, Japan was already funding part of its Chinese military expeditions by producing and trading opium from Manchuria (Seagrave, 1995; Meyer and Parssinen, 1998; Kobayashi, 2000). During the Second World War, the Japanese traded low-grade heroin bought from the Chinese nationalist government in order to finance their occupying army in Guangdong (Seagrave, 1995; Meyer and Parssinen, 1998; Booth, 1999). Naturally, then, the Japanese Army had a direct interest in supporting the occupation of the Shan States by the Thai Northern Army and encouraged its commander, General Phin, to build durable and lucrative relations with the KMT.

Consequently, the role of the KMT in the development of the opium trade grew considerably. In China, the Japanese had established financial links with the Chinese nationalists and the Thai followed suit after General Phin met with General Lu Wi-eng, commander of the KMT's 93rd Division, in Yunnan, in April 1944 (Seagrave, 1995). Five years later, when the Communist victory forced the KMT to flee to Burma, the 93rd Division took refuge in Shan State, along with its new commander, General Li Mi. Thus the links that had been tied between the KMT and General Phin proved useful as the exiled KMT troops 'seized control of the best opium-growing areas in the Golden Triangle, and resumed a lasting military and commercial alliance with General Phin in Thailand – all made possible by Japan's wartime effort' (Seagrave, 1995: 159–61).

After the war and two years of democratic transition, Phibun and his military clique returned to power in Thailand. Phin was elevated to commander-in-chief of the armies, Marshal Sarit Thanarat became the commander of the First Army, thereby controlling Bangkok, and the son-in-law of Phin, General Phao Sriyanond, was made deputy director of the

02-AtlasofTrafficking-029-052.indd 36 05/04/2013 12:12

national police force. Phin, Phao and Sarit monopolised opium and heroin trafficking for years and turned Thailand into a regional drug-trafficking hub. Phin and Phao successfully won control of two of the five main Teochiu syndicates of Thailand that oversaw the large majority of the opiate trade: from northern Thailand down to Bangkok's warehouses, and all the way to Singapore or Hong Kong and Taiwan. After 1948, when Phin seized power and became Prime Minister, Sarit was made commander-in-chief of the armies and Phao director-general of the police. Two rival camps formed and both men engaged in a fierce competition over opium and heroin trafficking.

Opiate trafficking became all the more important after the Shan State of Burma sheltered the defeated troops of the KMT. The 93rd Division, now commanded by General Li Mi, had successfully appropriated some of the region's best opium lands and assured the transport of opium and heroin to Thailand, where Teochiu syndicates, the Thai Army and the Thai police – the latter controlled respectively by Sarit and Phao – safeguarded the shipments to their final destinations. Twenty years after Chiang Kai-shek's KMT had shared the proceeds from the Green Gang's drug trade, during the 1930s in Shanghai, the Generalissimo and his son, General Chiang Ching-kuo, ordered General Li Mi to resort to drug trafficking in order to subsist in its rear base. The United States also played a notorious role in the development of the drug trade between Burma and Thailand: the CIA chose to favour the most eager of the two competing Thai camps and supplied Phao and his police force with about 35 million US dollars' worth of equipment between 1950 and 1953. Through its front organisation, known as Sea Supply Corporation, the CIA delivered its material aid not only to Phao and his police but also to the KMT. In fact, the CIA provided Phao's police with the modern equipment that Sarit and the Thai Army were denied, and Phao and the Thai police in return protected the military shipments that the CIA was also sending to the KMT to support its hopeless attempts at reconquering Yunnan and China (McCoy, 1991: 184). As Alfred McCoy explains: 'Since Sea Supply shipments to KMT troops in Burma were protected by the Thai police, Phao's alliance with the CIA gave him extensive KMT contacts, through which he was able to build a virtual monopoly on Burmese opium exports' (McCoy, 1991: 184). However, in 1957, when General Sarit and his troops seized power from Phibun, Phao fled to

02-AtlasofTrafficking-029-052.indd 37 05/04/2013 12:12

Switzerland (where he died in 1960) and the opium and heroin trade fell into the hands of his long-time rival.

Therefore, post-war Thailand emerged as a major trafficking corridor for opiates produced either in Burma or, despite Sarit's 1959 ban on opium production, on its own territory. The growing importance of drug trafficking in Thailand was clearly the direct consequence of a combination of several phenomena: on one hand, the deep penetration of the Thai politico-economic system by Teochiu syndicates and their use by the Thai leaders; on the other hand, the role of the Japanese occupation forces and the evolution of the role of the KMT, firstly in China, then in Burma and in Thailand. Also, the emergence of a nationalistic and irredentist Thailand during the Second World War allowed the kingdom to play a privileged intermediary's role between the KMT and Japan. This position that Thailand's Teochiu made possible eventually benefited their own networks and those of the Taiwan-based Hokkien, for these two Chinese communities have played a major role in the region's drug trafficking (Chouvy, 2002: 182).

Contemporary Drug-trafficking Routes of Mainland Southeast Asia

Thailand remained the main heroin-trafficking route in Southeast Asia until the early 1990s. However, a number of factors have contributed to the reorientation of drug-trafficking routes within Southeast Asia and to the development of new routes to other parts of the continent. The Thai crackdown on heroin trafficking that took place after the 1984 nation-wide opium eradication campaign considerably reduced the use of its well-developed road system by smugglers and traffickers from the Thailand–Burma border. Subsequent patrols of the north and northwestern Thai border by the Thai Third Army and the Border Patrol Police also disrupted the routes used across the Thailand–Burma border by opium and heroin traffickers (Chouvy, 2002: 173–99; Chin, 2009; Chouvy, 2009).

Yet since the mid-1990s, the old paths of the former Communist Party of Thailand (CPT) through the mountain range stretching from Chiang Mai to Lampang, as well as outposts of KMT within Thailand (Haw Division 93, for example, in Mae Hong Son Province), have been widely

02-AtlasofTrafficking-029-052.indd 38 05/04/2013 12:12

used by traffickers mainly carrying methamphetamine. Since 1999, Thai authorities have reacted to these new trends by turning their Internal Security Operations Command (ISOC) from an anachronic and redundant anti-Communist task force to an anti-drugs unit. In the early 2000s, ISOC was used to complete a large defence system made up of the Border Police Patrol (set up by the CIA in the early 1950s), the Third Army[7] and the National Security Council (Chouvy, 2002).[8] In the meantime, the Third Army launched its Territorial Defence Training Scheme, a programme intended to strengthen the Thailand–Burma border by arming 592 border villages and training them for self-defence against incursions of armed groups and drug traffickers. In 2001, the Thai government, which hosted the annual Cobra Gold military manoeuvres with the US Army, set up a special fighting force dedicated to counter-narcotics operations along the border. Task Force 399, based in Mae Rim (Chiang Mai) and made up of 200 men from the Thai Special Forces and Border Patrol Police, was assisted by 20 instructors from the US Special Forces' 1st Group. Allegedly used by the United States to supply military equipment and covert drug interdiction training to Yawd Serk's SSA-S (opposed to Rangoon and the UWSA), Task Force 399 was dismantled in October 2002 after Rangoon complained about its 'provocative actions' and denounced it as an impediment to friendly Thai–Burmese relations (Chouvy, 2009).

The commercial opening of both southern China and northeast India since the mid-1980s has also allowed the emergence of new trafficking routes. Heroin trafficking has followed the famed Burma Road since at least 1985, passing through the Burma–China border posts of Muse and Ruili, and continuing on through Baoshan, a nineteenth-century Yunnanese hub of opium trafficking, then through Dali and Kunming (Malik, 1995; Lintner, 1998: 172; Zhou, 1999: 115). Spanning 1,200 km, the Chinese border has been increasingly traversed since Burma's junta legalised cross-border trading in 1986, and since the 1989 fall of the Communist Party of Burma (CPB) and the subsequent appearance of the United Wa State Army (UWSA)[9] in northern Shan State (Renard, 1996: 62). A decade later, in May 1998, Chinese authorities estimated that at least 100kg of heroin transited daily through Bose, in Guangxi province (Chouvy, 2002: 173–99; Chouvy, 2009).

02-AtlasofTrafficking-029-052.indd 39 05/04/2013 12:12

Other drug-trafficking routes include those passing through the Kambaiti Pass or, further south, through Loije. From Yunnan, Burmese heroin can then reach eastern China and Hong Kong, to be eventually exported overseas to Australia and North America. However, large quantities of Burmese heroin are also bound for the Southeast Asian market, entering Laos through its Luang Namtha and Phong Saly provinces. China is prone to drug trafficking from Burma since its southern neighbour has an important Chinese population that consists of (among others) Panthay caravan traders, former KMT as well as CPB members, and local Kokang Chinese, all of whom are more or less involved in illicit cross-border activities and drug trafficking. The powerful attraction of both Hong Kong and Taiwan as major international heroin-trafficking hubs is also likely to add to the appeal of the Chinese route (Chouvy, 2002; Chin, Zhang, 2007; Chouvy, 2009). According to the results of a rare field study of drug-trafficking activities between Burma and China:

> *Over the past few decades, drug trafficking between Burma and China has evolved in several directions. Shipments of drugs in large quantities have largely disappeared (or perhaps are better concealed) and most drugs are moved in small quantities by large numbers of individuals, or 'mules', who know little about the organizers behind the scene. Between drug manufacturers and end users are multiple and often overlapping layers of transportation and distribution networks, each involving only a few people. These groups of 'mules' and their organizers work much like ants moving the contraband piece by piece successively from one location to another.*[10]

This phenomenon is not restricted to the drug trade between Burma and China: it has also been witnessed between Burma, Thailand, Laos and India.

While China is certainly the main transhipment destination for heroin from Burma, it is not the only one, as northeast India also draws some of the traffic. From poppy fields in northeast Burma, opium and heroin are transported by road, through Bhamo, Lashio and Mandalay to northeast India, which shares a 1,463 km border with Burma. Heroin trafficking across the India–Burma border was first noticed in the early 1990s, and six heroin

02-AtlasofTrafficking-029-052.indd 40 05/04/2013 12:12

laboratories were discovered in western Burma in 1992 (Lintner, 1998: 175). There are two main drug-trafficking routes leading from western Burma to the Indian states of Nagaland, Manipur and Mizoram. The foremost route begins in Mandalay, continuing through Monywa and Kalewa, where it splits: northward, to the Tamu–Moreh border crossing and the Indian Road 39, in Manipur; and southward, to Hri-Champhai, into Mizoram (Tarapot, 1997; SAIN, 1998). Further north in Burma, Homalin is reached all the way from Bhamo and serves as a springboard into Nagaland, from where the heroin goes to Assam in India and, through Dispur, joins other shipments bound for Calcutta and the rest of the sub-continent.

However, from Mandalay, Burmese heroin also goes to Rangoon, Burma's capital until 2005 and the country's largest town, either by road or by way of the Irrawaddy River. This upsurge in drug trafficking across the India–Burma border occurred in the context of a thriving contraband economy that has existed around Tamu–Moreh and Hri–Champhai since 1965, despite the fact that cross-border trading was finally legalised in 1995. Political and social instabilities, armed violence linked with autonomous rebellions as well as state repression, and endemic underdevelopment and poverty, make a long and poorly manned border prone to drug trafficking as well as the smuggling of precious stones, hard woods (teak), gold and various consumer goods (Tarapot, 1997).

Drug Trafficking and the Spread of Blood-borne Diseases

The existence of drug production in the area known as the Golden Triangle has contributed to the considerable increase in the consumption of opiates among Southeast Asian populations and even farther afield, along all the Asian drug-trafficking routes. Consequently, the spread of opiate trafficking and the increase of their consumption led to an epidemic, only slightly later, of HIV/AIDS. The HIV/AIDS outbreak in Asia occurred between 1988 and 1990 and coincided with the multiplication and diversification of the Asian drug-trafficking routes – from Southeast Asia as well as from Southwest Asia – and their reorientation towards the north, as well as with the spread of heroin addiction throughout the Asian continent. North of Burma, the Chinese province of Yunnan has not only become the region's main drug-trafficking route but also accounted for 80 per cent of all China's HIV-

02-AtlasofTrafficking-029-052.indd 41 05/04/2013 12:12

positive individuals in 1990. The area was then awash with Burmese heroin, and two-thirds of the injecting drug users of the Chinese border town of Ruili were HIV positive, as was also the case in Guangxi, the next stop on the traffickers' route (SAIN, 1998). In 2009, Yunnan and Guangxi still ranked among the six Chinese provinces with the most cumulative reported cases (UNAIDS, 2010a).

The correspondence in Yunnan between the development of heroin trafficking, the emergence of intravenous injection – nowadays the main mode of heroin consumption – and the near-simultaneous waves of heroin addiction and HIV/AIDS infection can now be seen all over Asia. A similar process occurred in northeast India where heroin trafficking from Burma quickly increased. As has happened in China, in the 1990s, 80 per cent of the heroin addicts of Manipur (the main drug-trafficking gate) were infected with HIV (SAIN, 1998; Beyrer et al., 2000). Manipur is still the Indian state with the largest HIV/AIDS epidemic, where it appears that the disease began to spread at a particularly fast rate after the bilateral Indo-Burmese border agreement came into effect. In 2006 and 2007, Manipur was still the Indian state showing the highest adult HIV prevalence in India, estimated at over 1.5 per cent (UNAIDS, 2010b: 18). Apart from law and order issues, the upsurge of heroin addiction and the raging HIV pandemic that have accompanied the development of the drug-trafficking routes in southern China and northeast India now constitute one of the main challenges faced by Asia, the second most affected continent by the HIV/AIDS pandemic and the only one where HIV/AIDS first spread through injecting drug use (Beyrer et al., 2000).

'New' Routes for a 'New' Drug

In the late 1990s, the diversification of drug-trafficking routes increased together with the diversification of illicit drug production. The explosion of methamphetamine production in Burma, in which Khun Sa played a significant role (Lintner and Black, 2009: 62, 63), has led to a resurgence in the use of the Thai route, since Thailand is by far the most significant consumer market of *yaa baa*, or methamphetamine. Despite that fact, Burma is still by far the main producing country of methamphetamine in Southeast Asia (and maybe in the world), with Wei Xuegang,[11] the 'de facto financial

02-AtlasofTrafficking-029-052.indd 42 05/04/2013 12:12

controller' of the UWSA, being the foremost 'merchant of madness' – that is, the 'heroin kingpin and overlord of most of the methamphetamine production in the Golden Triangle' (Lintner and Black, 2009: 67). The authors of *Merchants of Madness* actually list 16 major players in the production of and trade in methamphetamine in Burma, from Wei Xuegang to the Bao brothers (Bao Youxiang being the chairman of the United Wa State Party and supreme commander of the United Wa State Army), Bang Ron (allegedly leader of one of Thailand's largest methamphetamine-trafficking networks until 1998, when he fled to Burma and linked to Wei Xuegang) and Yawd Serk (commander of the Shan State Army-South, on the Thai border) (Lintner and Black, 2009: 67–89, 149).

The strong crackdown led by the Thai army and the police in the early 2000s in the northernmost part of the country has temporarily diverted the flux of methamphetamine, pushing traffickers to use new itineraries. *Yaa baa*, but also heroin, therefore started entering Thailand from Laos through border towns such as Chiang Khong, Nan, Loei, Nong Khai, Nakhon Phanom, Mukhdahan and Ubon Ratchathani. The roads of Laos are frequently used for transporting illicit drugs bound for Thailand, even though drug trafficking aboard speedboats along the Mekong River, which demarcates the international border between the two countries, is the preferred choice. This is exemplified by the February 2009 shoot-out that took place on the river between Burma's military and Naw Kham, a former soldier of Khun Sa and now leader of the small Hawngleuk militia, who began to levy a protection tax on drug shipments in 2007 as well as extort money from legitimate traders.[12] Since 2004 and the removal of river rapids in Burma and Laos, the Mekong has become a more profitable trading route (despite the construction of the transport corridors' multiple roads for the Greater Mekong Subregion or GMS) between China and Thailand, and as a result China then allegedly put pressure on Burma, Laos and Thailand to stop Naw Kham's extortion practices against Chinese cargo boats.

The Thai Office of the Narcotics Control Board (ONCB) estimates that between 3 million and 5 million methamphetamine pills enter Thailand from Laos each year,[13] through the numerous villages – such as Ban Ahi in Laos (50 km north of Loei) from where methamphetamine, locally grown cannabis and weapons enter Thailand – that straddle the border (Chouvy,

02-AtlasofTrafficking-029-052.indd 43 05/04/2013 12:12

Meissonnier, 2004). Police General Krisna Polananta, Secretary-General of the ONCB, declared in 2010 that the Mekong had become 'a major smuggling route'.[14]

Further south along the Thai border and lower on the Mekong, Cambodia is also increasingly used as a staging point for trafficking methamphetamine via Trat and Chanthaburi into Thailand. The latest indication that Cambodia is such a staging point occurred in March 2011 when 11 kg of methamphetamine trafficked from Laos and destined for either Thailand or Vietnam was seized from Vietnamese and Lao nationals in Phnom Penh.[15] Cambodia has also long been suspected of producing amphetamines, notably in Koh Kong Province (including, reportedly in the late 1990s, on a boat off the coast), where most of the country's cannabis is used and is still likely to come from.[16] Methamphetamine production evidently developed in the following years, as shown by the dismantling of a large laboratory in a cattle ranch in Kampong Speu Province in April 2007.[17] In another case, in August 2007, Cambodian authorities arrested the leader of a methamphetamine tableting operation in Phnom Penh, where they seized, for the first time in the country, a rotary tableting machine with the capacity of producing 10,000 methamphetamine tablets per hour.[18]

East of Laos and Cambodia, Vietnam has similarly been turned into a drug-trafficking route, either from or to China. Overseas trafficking is frequently organised from Vietnamese seaports such as Hoi An, Danang, Vinh and Haiphong, or from the Cambodian Koh Kong Province or Pochentong Airport (Phnom Penh). Vietnam is also a destination for Burmese heroin, the Hekou–Lao Cai border crossing being one of the most frequently used. Drug-trafficking routes in Southeast Asia are becoming increasingly complex with traffickers constantly diversifying their itineraries, some of them occasionally taking national authorities by surprise.

After the Second World War, Thailand was first avoided by drug traffickers coming from Burma because its police and army, as well as its leaders, were notoriously corrupt and cost the traffickers too much in bribes. Laos was thus originally used to bypass such added taxes. More recently, however, it is the tough anti-drug policy of Thai authorities that has been driving traffickers towards alternative routes such as Laos and Cambodia. In 1999, for example, Thai authorities increased the number of border checkpoints

02-AtlasofTrafficking-029-052.indd 44 05/04/2013 12:12

along its Laotian and Cambodian borders from 100 to 269, again encouraging the traffickers to resort to other routes.

In recent years, routes through southern Thailand have been on the agenda of both traffickers and anti-drug forces, particularly since March 2000, when several million methamphetamine pills were seized in Prachuap Khiri Khan, having been trafficked from Kawthaung, or Victoria Point, in Burma, to Ranong, Thailand. In January 2001, another seizure confirmed this reorientation of drug trafficking through southern Burma and Thailand. Close to 8 million pills and 116 kg of heroin were seized aboard Thai fishing boats west of the Ko Surin islands, pointing to the Andaman Sea as a major drug route. Allegedly, most of the drugs (80 per cent) entering Thailand still come across the northern part of the Thailand–Burma border, but the constant strengthening of Thai anti-drug actions has clearly fostered a wide diversification of drug-trafficking routes as well as a diminution of the quantity of drugs being transported at any one time (Chouvy and Meissonnier, 2004; Lintner and Black, 2009).

Drug trafficking in mainland Southeast Asia also happens to involve Nigerian or other West African (notably Ghanaian) traffickers. As the US Department of State stated in a 2000 report: 'Nigeria remains a worldwide hub of narcotics trafficking and money laundering activity. Nigerian organized criminal groups dominate the African drug trade, and transport narcotics to markets in the United States, Europe, Asia, and Africa.'[19] Nigerian traffickers often base their heroin-trafficking operations in Thailand to ship parcels to the United States or send Thai mules to China. A large-scale heroin-smuggling ring, based in Bangkok and run from Nigeria, which was involved in shipping heroin from Southeast Asia to the United States, was dismantled in 1996. At the time, Thomas A. Constantine, administrator of the US Drug Enforcement Agency, declared that the international crackdown 'immobilized an important international Nigerian syndicate, based in Bangkok, which smuggled heroin through Europe and Mexico and distributed it to street gangs in the Midwest'. Couriers were reportedly sent throughout Thailand and Cambodia to procure the heroin for the Nigerian drug dealers.[20] Nigerian traffickers are often arrested in Thailand, Cambodia, Laos, Vietnam and China. Nigerian mules are regularly arrested on heroin-trafficking charges in Cambodia and in Vietnam, sometimes on their way to

02-AtlasofTrafficking-029-052.indd 45 05/04/2013 12:12

China, where arrests also happen and where Nigerian traffickers and Thai women used as mules by Nigerian or other West African drug traffickers are often executed.[21]

Drug Trafficking in Post-2003 Thailand

Upon taking office in February 2001, Thailand's Prime Minister, Thaksin Shinawatra, vowed to prevent and suppress both drug trafficking and drug consumption within the kingdom. Past efforts to curb the rise of drug trafficking and consumption had failed as methamphetamine had become the country's drug of choice. As Pasuk Phongpaichit explains, one of the consequences had been the fast increase of the prison population: 'Over 7 years from 1996 to 2002, Thailand's prison population increased by 250 percent. At the end of this, in Bangkok 70 percent of prison sentences were drug-related. For the whole country the percentage was 53 percent' (Pasuk, 2003). Thailand has long launched public campaigns to reduce demand and the Thai law prescribes the death penalty for carrying category I narcotics (heroin, amphetamine, methamphetamine, ecstasy and LSD, but not cocaine) 'for the purpose of disposal' (to sell, distribute, give away indiscriminately, exchange or give).[22] However, trafficking and consumption of *yaa baa* kept increasing and, on 1 February 2003, Thaksin launched a nationwide 'war on drugs' aimed at making the country drug-free within three months.

Thaksin set the tone of his anti-drug campaign when he declared, in his speech on 28 January: 'Because drug traders are ruthless to our children. So being ruthless back to them is not a big thing [...] It may be necessary to have casualties [...] If there are deaths among traders, it's normal.' Pasuk Phongpaichit stresses: 'He also quoted a famous saying of a 1950s police chief known to have masterminded several political assassinations: "There is nothing under the sun which the Thai police cannot do"' (Pasuk, 2003). The Thai government and the Thai police drew arbitrary lists of drug suspects, establishing a climate of fear that drove intravenous drug users, in particular, underground. In a June 2004 report, the Human Rights Watch explains: 'the government crackdown has resulted in the unexplained killing of more than 2,000 persons, the arbitrary arrest or blacklisting of several thousand more, and the endorsement of extreme violence by government officials at the highest levels' (Human Rights Watch, 2004: 1). Many of those named

02-AtlasofTrafficking-029-052.indd 46 05/04/2013 12:12

on government 'blacklists' and 'watchlists' had been mistakenly included or reported by personal rivals, and many were killed for no reason or for reasons other than those related to drug trafficking.

The 2003 Country Reports on Human Rights Practices of the US Department of State faulted the Thai government for the 'excessive use' of 'lethal force against criminal suspects' and denounced the many 'extrajudicial, arbitrary and unlawful killings' that took place during Thailand's war on drugs. The report stated: 'According to official figures, there were 1,386 narcotics-related deaths between February 1 and April 30, 2003. No arrests were made in 1,195 of these cases, which led many observers to believe police were responsible for most of these deaths' (US Department of State, 2004: Thailand). To Thailand's human rights activists who blamed the government for unleashing a 'shoot to kill' policy and condoning the killings of suspected-only drug dealers, the government replied that many of the killings resulted from dealers fighting each other. The campaign, however, has been popular in Thailand despite the fact that only a few large drug traffickers were arrested and at least a dozen managed to flee to Burma, Laos or even China.

Most observers agreed on the fact that 'the violence unleashed by the Thai government on 1 February 2003 created terror and confusion among drug traders and users, which – not surprisingly – had a genuine impact on the supply of methamphetamines' (Roberts et al., 2004: 7). Some also warned that 'the "ya ba" problem may have – to a certain extent – been temporarily *suppressed*, but that it has not gone away' (Roberts et al., 2004: 7). The Human Rights Watch concluded in its report:

> *The clearest outcome of the war on drugs was not to curb Thailand's illegal drug trade, but simply to make it more dangerous. Most drug users interviewed by Human Rights Watch reported continuing to use heroin or methamphetamines during the drug war, albeit at a higher cost and less frequently.*[23]

In late 2003, the Thai government claimed that the operation had been a 'victory beyond expectation'. However, after *yaa baa* seizures increased again in Thailand,[24] Thaksin called for a second war on drugs in October

02-AtlasofTrafficking-029-052.indd 47 05/04/2013 12:12

2004, this time with much less violence and publicity, despite a few heated declarations: 'Drug dealers and traffickers are heartless and wicked. All of them must be sent to meet the guardian of hell, so that there will not be any drugs in the country.'[25] In 2005, methamphetamine was still widely produced in Burma and in the rest of mainland Southeast Asia, where consumption of this is still developing. Still, in May 2006, a few months before he was ousted by a military junta, a newspaper stated that (on 19 September 2006): 'Prime Minister Thaksin Shinawatra has pledged to step up the government's crackdown on drugs following complaints about the re-emergence prevalence of drugs in several Bangkok districts.'[26] Thailand's wars on drugs obviously proved less successful at stopping drug trafficking to and within its territory than its 30 years of economic development at eliminating all but its opium production.

In fact, since 2009, after a few of Burma's ceasefire groups (including the UWSA) refused to surrender their arms and join a Border Guard Force, tensions have considerably increased between those groups and Burma's junta, which resulted in Thailand witnessing a large surge in drug trafficking. Ceasefire groups are reportedly selling their stocks of heroin and methamphetamine in order to buy weapons and be better able to resist a potential assault by Burma's military. Seizures of both opiates and methamphetamine have considerably increased between 2008 and 2009: more than 2,000 per cent for heroin alone.[27] In 2010, the United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC) representative in Bangkok, Gary Lewis, told reporters that 23 million methamphetamine pills had been seized in Myanmar in 2009 – 23 times more pills than in 2008. Lewis said that 'the greater seizures reflected a rise in production rather than improved interdiction efforts'.[28] According to the ONCB, out of the 26.6 million *yaa baa* tablets that were seized in Thailand in 2009, almost half were in the final three months of the year, when tensions started to be aggravated between the UWSA and Burma's military government.[29] As a consequence, in April 2009, Bangkok launched a new counter-narcotics campaign, the 'Five Fences Strategy'. Designed to curb trafficking and consumption of illicit drugs in the kingdom, the Border Fence, the Community Fence, the Social Fence, the School Fence and the Family Fence aim at 'controlling drug abusers, drug traffickers, and groups of people who are sensitive to drug abuse (potential

02-AtlasofTrafficking-029-052.indd 48 05/04/2013 12:12

drug demand) in order to build up the front line to prevent drugs and control drug problems effectively'.[30] Also, in August 2009, Thailand quietly revived its former Task Force 399 into a new counter-narcotics force, the 151st Special Warfare Company, deployed along Burma's border.[31]

The Build-up of Drug Control in Mainland Southeast Asia

With the beginning of the twentieth century, a major change took place in the way narcotics and other drugs were addressed politically, socially and economically. Until then only the Indian–Chinese opium trade had been targeted by prohibitionists. Then the United States initiated a global policy aimed at reducing both production and consumption of certain drugs. A long historical process led to the 1961 Single Convention on Narcotic Drugs, to the 1971 Convention on Psychotropic Substances and to the 1988 Convention against Illicit Traffic in Narcotic Drugs and Psychotropic Substances, three United Nations conventions that were introduced to help legislate and control the illicit drugs industry worldwide. In 1998, a global strategy to reduce illicit drug supply was adopted during the United Nations General Assembly Special Session (UNGASS) on the World Drug Problem: regional and sub-regional mechanisms as well as stronger bilateral cooperation were called for in order to achieve a 'drug-free world' by 2008.

In 1993, China, Myanmar, Laos, Thailand and the United Nations International Drug Control Programme (precursor to the UNODC) signed a Memorandum of Understanding for Drug Control, to which Cambodia and Vietnam became parties in 1995. At the 33rd Association of Southeast Asian Nations (ASEAN) Ministerial Meeting in Bangkok in 2000, ministers 'took note of the threat from drug abuse and drug trafficking on the security and stability of the ASEAN region, particularly its relations with transnational crime', and called for a drug-free ASEAN by 2015. As a result, a regional framework called the ASEAN and China Cooperative Operations in Response to Dangerous Drugs, or ACCORD, was launched. The commitment towards *Drug-Free ASEAN 2015* gave the region a clear objective, while the ACCORD Plan of Action outlined a road map towards that objective, yet without specifying expected outcomes or providing an ad-hoc menu of quantitative benchmarks. The fact that the

02-AtlasofTrafficking-029-052.indd 49 05/04/2013 12:12

United Nations had clearly failed to achieve a 'drug-free world' by 2008 (as planned in 1998) obviously did not deter the Southeast Asian nations from setting their own unrealistic goal of obtaining a drug-free Southeast Asia. In fact, as the 2008 mid-term progress report produced by the UNODC and the ASEAN makes clear, the drug-free ASEAN goal was set without even defining what *drug-free* meant, therefore making any progress toward such a goal impossible to identify (UNODC–ASEAN, 2008: 5–6). Yet while the same report acknowledges this, it also states that 'the commitment of achieving a *Drug-Free ASEAN by 2015* is still valid', despite the fact that 'the threat of a significant increase in the traffic of drugs due to the devolvement of infrastructure in the GMS and the implementation of trade facilitation agreements across ASEAN is significant' (UNODC–ASEAN, 2008: 85).

Regional response plans that include specific interventions in key areas have been devised in order to counter drug trafficking in the region. The ACCORD is the regional framework set up to achieve such a goal. The operational arms of the ACCORD Plan of Action are four task forces, one for each pillar of action: the promotion of civic awareness ('advocating on the dangers of drugs'); the reduction of consumption ('by building consensus and sharing best practices in demand reduction'); the strengthening of the rule of law ('improved law enforcement cooperation'); and the elimination or significant reduction of production ('by boosting alternative development projects').

The ACCORD Task Forces meet annually to foster operational coordination through the creation of annual work plans involving the various national-level drug control agencies: the Burmese Central Committee for Drug Abuse Control (CCDAC, established in 1975); the Cambodian National Authority for Combating Drugs (NACD, established in 1995); the Lao National Commission for Drug Control and Supervision (LCDC, established in 2001); the Malaysian National Anti-Drugs Agency (NADA, established in 1996); the Singaporean Central Narcotics Bureau (CNB, established in 1971); the Thai Office of the Narcotics Control Board (ONCB, established in 1976); the Vietnamese Standing Office for Drug Control (SODC, established in 2000); and their other regional counterparts.

02-AtlasofTrafficking-029-052.indd 50 05/04/2013 12:12

Cross-border cooperation, mutual legal assistance and supply reduction are of course major objectives in order to achieve the goal of a drug-free ASEAN. The UNODC has helped facilitate cross-border cooperation via the Border Liaison Offices (BLO) mechanism. As explained in the 2008 UNODC–ASEAN mid-term report, 'BLOs bring together law enforcement units from both sides of a land or water border and put in place protocols for joint operations' (UNODC–ASEAN, 2008: 77). As of February 2009, 70 BLOs had been established along the borders of Burma (8), Cambodia (11), Lao PDR (People's Democratic Republic) (18), Thailand (18), Vietnam (8) and China (7) (UNODC, 2010: 12). India and Malaysia are not part of the BLO programme. According to the UNODC, it is in the context of the BLO programme that Lao PDR and Thailand undertook the first joint patrols on the Mekong River in 2003. BLOs keep being expanded and strengthened as they are seen by some as the premier method to enhance regional cooperation against drug trafficking, although it seems that BLOs are often far less efficient or useful than can be expected from stated goals. Visits to a few of the BLOs dotting the Cambodian border (along the Thai, Lao and Vietnamese borders) revealed an extreme lack of material means, barely existent cross-border cooperation and lack or absence of staff.

While national governments, the ASEAN and the UNODC have made efforts against drug trafficking, no significant achievement will be reached without addressing illicit drug production in the region, mostly by addressing poverty – that is, the main driver of opium production, whether in Burma or in Afghanistan (Chouvy, 2009). Corruption is also a key issue to be addressed by the ASEAN countries and by the UNODC, a topic that their above-mentioned common mid-term report conveniently avoids. Yet Burma ranks among the world's most corrupt countries, as Transparency International (which describes itself as a 'global civil society organisation leading the fight against corruption') reported in its yearly reports over the last decade. In 2009, only Afghanistan and Somalia were perceived as being more corrupt than Burma (178th most corrupt country out of 180). Laos ranked 158th along with Cambodia, while Vietnam ranked 120th, and Thailand 84th, along with India. China fared a bit better as the world's 79th most corrupt country. On the other end, Singapore was ranked as the world's third least corrupt country, well ahead of (for the sake of

02-AtlasofTrafficking-029-052.indd 51 05/04/2013 12:12

comparison) the United Kingdom (17th), the United States of America (19th) or France (24th).[32] It is obvious that corruption hinders counter-narcotics efforts at various levels and especially at the trafficking stage. The proceeds of the illegal drug economy clearly feed corruption, as Willem van Schendel and Itty Abraham suggest when they describe how:

> *the act of enforcing a selected flow of people and objects across a border, from border patrols to customs, immediately allows for the possibility of rents to be charged for circumventing these rules and by the same token provides opportunities for smuggling of people and objects across these borders.*[33]

The difficulty of coping with drug trafficking therefore results not only from poverty – which makes drug production and trafficking even more attractive economically – but also corruption. Indeed, a lack of resources and fragile domestic institutions also undermine the efforts carried out against both drug production and drug trafficking.

Drug trafficking is only one aspect of the drug economy, and while the goals of a drug-free world or a drug-free ASEAN will almost certainly never be reached, efforts can and should be made to minimise the harm caused by illegal drug production, trafficking and consumption. Alongside demand reduction, harm-reduction policies – that is, the public health policies designed to reduce the harmful consequences associated with drug use and abuse – are of course a crucial tool against the spread of blood-borne diseases, notably along drug-trafficking routes. At the other end, economic development is needed in order to provide alternative livelihoods to opium poppy cultivators: poverty, and more precisely food insecurity, is the main driver of opium production in mainland Southeast Asia. Nevertheless, economic development is not achievable without good governance – that is, without peace, political stability, the rule of law and control of corruption.

02-AtlasofTrafficking-029-052.indd 52 05/04/2013 12:12

International Journal of Environmental Studies
Vol. 68, No. 3, June 2011, 373–379

Routledge
Taylor & Francis Group

Finding an alternative to illicit opium production in Afghanistan, and elsewhere

PIERRE-ARNAUD CHOUVY*

UMR 8586 PRODIG, 2, rue Valette, 75005 Paris, France

(*Received 18 March 2011*)

Prohibition attempts have failed for over a century, as the case of Afghanistan shows. There are many and complex reasons for this. Illicit opium production has benefited from synergies between war economies and drug economies, in Afghanistan and elsewhere. It has also thrived on economic under development and poverty. Part of the problem is that illicit opium production largely outlives war and that economic development can only occur in countries and regions where peace prevails. What is needed to reduce poppy cultivation is broad and equitable economic development. Ignoring the causes of opium production or making them worse by increasing poverty through forced eradication, will compromise antidrug policies and stabilisation efforts.

Keywords: Opium; Afghanistan; Counternarcotics; Eradication; Development; War

Downloaded by [Pierre-Arnaud Chouvy] at 08:47 01 July 2011

The failure of over a century of prohibition of *certain*[1] drugs – opium included – is now obvious. In fact, one hundred years of global prohibition and a 40-year US-led global War on Drugs have failed to suppress illicit opium production. It is even likely that these efforts at suppression have spurred and displaced production in an increasing number of countries (from Thailand to Burma, from Pakistan and Iran to Afghanistan, from Southeast Asia to Southwest Asia). Development-based policies, which were designed in the early 1970s, also failed to drive illicit opium production down. Following the Shanghai International Opium Commission, convened by the United States (1909), opium production was to become illicit except when destined for medical uses. In 1906, 41,624 tonnes of opium had been produced worldwide: 85% in China (35,364 *tonnes*) and 12% in British India (5177 tonnes) [1].

This first step toward a global prohibition of *certain* drugs was going to prove successful, at least initially; since the suppression of opium production in China and in India eventually led to the emergence of illicit production in the so-called Golden Triangle (Burma, Laos, Thailand) and Golden Crescent (Afghanistan, Iran, Pakistan) areas of Southeast Asia and Southwest Asia. Following the multilateral efforts of the League of Nations (1919–1946), then of the United Nations (founded in 1945), and after the Communist government in Beijing succeeded in eliminating opium production in China in 1949–1959, the

*Email: pachouvy@geopium.org

International Journal of Environmental Studies
ISSN 0020-7233 print: ISSN 1029-0400 online © 2011 Taylor & Francis
http://www.tandf.co.uk/journals
DOI: 10.1080/00207233.2011.573959

global illicitopium output plunged to as little as 1066 tonnes in 1970 [1]. World opium production was drastically reduced, but the areas where the opium poppy thrived had changed. Indeed, south of recently opium-free China (1959) a new major opium producing region had emerged: mainland Southeast Asia's so-called Golden Triangle. In 1970, 67% of the world's illicit opium was harvested in the Golden Triangle and 23% in the Golden Crescent.

Yet, by 1989 illicit worldwide production of opium had increased by 218% to 3395 tons [2] and a marked change in the relative importance of producing countries had taken place. In 1989, Burma, whose many and complex internal conflicts had spurred opium production, was still the world's first illicit producer of opium. In fact, it was producing more opium than the entire world in 1970, with 1544 tons or 45% of the global illicit output. But a challenger for world supremacy emerged to the west of the Himalayas: Afghanistan, whose opium output had increased 800% in 30 years (from 130 tons in 1970 to 1200 tons in 1989) and represented 35% of the world total. Alone, in 1989 Afghanistan was also producing more opium than the entire world in 1970. At the close of the 1980s then, the Golden Triangle and the Golden Crescent together supplied 96% of the world's illicit opium – a percentage that has remained virtually unchanged into the 2000s. Then, in a matter of a few years, Afghanistan's opium output snowballed, breaking record after record (3416 tons in 1994, 4565 tons in 1999 and 6100 tons in 2006) and in 2007 its huge 8200-tonne opium crop reportedly amounted to 93% of the global output. In 2007, Afghanistan produced more opium than the entire world in 2006 (6610 tons) [3].

Afghan opium production slightly decreased during the following years and was even halved in 2010 (3600 tons) due to a plant disease [4], while Southeast Asia's output was on the increase (poppy cultivation in the region almost doubled between 2006 and 2010) [5]. The huge and quick decrease of Afghanistan's opium production is reminiscent of but not similar to what happened in 2001–2002 after the Taliban 2000 opium ban. This caused a fall in opium production, from 3300 tonnes in 2000 to 185 tonnes in 2001. The brutal income shortage experienced by opium farmers in 2001–2002 was not repeated in 2010. For those farmers in the south that did cultivate, did not experience a fall in income that matched their loss in yield (around 40%): they more than gained in price as farm gate prices increased by four to five fold. The opium ban issued by the Taliban in 2000 failed by its very success: the economic shock that it caused to the country and to the poorest of its farmers made the ban clearly futile.It drove opium prices up, and encouraged cultivation in provinces where cultivation had previously been uneconomic due to low yields. The ban also made any legal economic alternative to opium production all the more difficult, since opium prices remained too high for most legal agricultural productions to compete with poppy cultivation.

Finding an alternative to illicit opium production in Afghanistan only became more difficult after the 2000 ban and the subsequent fall of the Taliban (December 2001), not only because of economic reasons but also because of rising insecurity – mostly after the Taliban's insurgency in 2004 and especially 2006 – and corruption. Insecurity hampered both development programs and forced eradication campaigns, while corruption stimulated, and benefited from, opium production. Worse, counter-insurgency eventually undermined counter-narcotics, and vice versa [6]. In the mean time, poverty and food insecurity – the main drivers of illicit opium production – were not confronted and opium production kept rising.

Downloaded by [Pierre-Arnaud Chouvy] at 08:47 01 July 2011

Downloaded by [Pierre-Arnaud Chouvy] at 08:47 01 July 2011

War, food insecurity, and opium

The steady increase in global opium production observed since the early 1970s occurred in spite of the many efforts deployed by the international community to suppress or reduce illegal opium poppy cultivation worldwide. Illicit opium production has increased despite countless forced eradication campaigns and in spite of many crop substitution and alternative development programs. It can even be argued that the increase of illicit opium production is due, at least to some extent, to the forced eradication campaigns. Of course, the reasons for such a global failure are many and complex, rooted in the long history and politics of Asia and of the poppy. First and foremost, opium production has benefited from the turmoil of Asian history and geopolitics. The nineteenth-century Opium Wars, the twentieth-century Cold War and its many local conflicts waged by proxy in Burma, Laos and Afghanistan, and even the twenty-first-century War on Terrorism in Afghanistan and Pakistan have spurred Asia's illicit opium production [3]. Illicit drug economies and war economies share a long common history and have shared many territories in Asia and elsewhere.

Yet, illicit opium production has not benefited only from synergies between war economies and drug economies. It has also thrived on economic under development and poverty, whether war-induced or not: it is now widely acknowledged that the vast majority of Asian opium farmers grow poppies in order to cope with poverty and, above all, food insecurity. But despite the fact that the vast majority of Asian opium farmers are among the poorest of the poor, many observers and policy-makers still doubt that they engage in illegal opium production out of need – and not out of greed. In 2007, even the United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC) has bluntly argued that Afghan opium production was not linked to poverty – quite the opposite [7]. In fact, as shown by history and geography, illicit opium production never thrives better than when war and poverty overlap, as in Afghanistan and Burma.

Part of the problem, in both Afghanistan and Burma, is that illicit opium production largely outlives war. Obviously, peace-building is a difficult task and peace is hard to obtain and sustain. But war often transforms political and economic realities and dynamics to such an extent that time is needed for war-torn countries to achieve transition from war economies to peace economies. To bring an end to illicit opium production has proven as difficult – if not more – as ending wars – and perhaps poverty – in the countries where poppies are illegally grown. In predominantly rural countries such as Afghanistan and Burma, whose conflicts have lasted for decades and have stalled economic growth and development, it seems that the suppression of illicit opium production can only follow - and proceed from – the establishment of peace and the initial reconstruction of the state and of the economy.

But for decades now, especially since the launch of Richard Nixon's war on drugs in 1971, drug supply reduction has been the main goal of antidrug policies. By reducing or suppressing the supply of drugs in foreign countries it was thought, erroneously, that drug prices would rise on the US retail markets, thereby deterring Americans from consuming drugs and forcing them to quit or seek medical treatment [8]. Nevertheless, attempts to reduce and suppress drugs supply failed to diminish not only production but also consumption since new production kept increasing, notably by developing in new areas. Drugs actually became more easily available, cheaper, and purer [9].

Yet, despite its past failures and its lack of cost-effectiveness and despite the stimuli of prohibition, drug supply reduction is not impossible. One of the main reasons why drug supply reduction has failed during the past decades is that it has been conducted through the US-led global war on drugs and its mostly repressive methods, that is, through forced eradication of illicit crops. While development-based approaches have long existed (crop substitution and alternative development) it is only during recent years that international drug policy discourses have revealed 'an increasing acceptance of the alleged need to integrate AD [alternative development] concepts into a so-called comprehensive "three-pronged strategy of eradication, interdiction and alternative development"' [10].

But interdiction, eradication, and development have failed to solve the 'opium problem' everywhere and especially in Afghanistan, because interdiction and eradication without development is futile and amounts to further deterioration of the livelihoods of opium farmers, and because alternative development is far from having been implemented with adequate economic means and political determination.

Downloaded by [Pierre-Arnaud Chouvy] at 08:47 01 July 2011

The failure of drug supply reduction

There are many reasons why prohibition and drug supply reduction have failed but in the end it appears that this failure has been blamed more on insufficient means than on ill-conceived policies and programs. In fact, the war on drugs has been regularly reinforced and expanded rather than scaled down; in part because a heated debate has long opposed the proponents of forced eradication to the advocates of alternative development, which led to a deadlock and therefore to the repetition of past mistakes.

Drug supply reduction has long been a very controversial issue, not only because of the long-lasting opposition between ideology and rationality but also because of ignorance, misunderstanding, or disagreement about the causes of illicit opium production and the motivations of opium farmers. As a consequence, the failure of both forced eradication and alternative development has not been properly analysed and understood. Yet, it now appears that the main reason why antidrug policies have failed during the past decades largely lies in the fact that both eradication and alternative development have focused on illicit drug production and not on its causes. Alternative development has not proved to be more successful than forced eradication in suppressing of diminishing illicit opium production; notably because it has never been properly implemented (both in scope and means). What alternative development and forced eradication share, beyond their failure, is their focus on drug production rather than on its causes. Yet forced eradication not only fails its ultimate goal, it also often produces worse poverty instead of reducing it. In any case, economic development (whether it is called 'alternative development' or not) has had mixed results mostly because of design and implementation flaws, not necessarily because it is the wrong approach.

It is now common knowledge that poverty and food insecurity are the main drivers of illicit opium production, something that, according to UNODC, explains the rebound of opium poppy cultivation in Southeast Asia since 2006 [5]. Therefore, their own causes also need to be identified and confronted, no matter how diverse and complex they may be (labour-intensive rice production and little workforce in Southeast Asia versus limited land availability and large households in Afghanistan), if illegal poppy cultivation is to be diminished or suppressed [3]. Since farmers who have to cope with poverty and food insecurity are those who mostly resort to illicit opium production, what is needed in order to

achieve drug supply reduction is broad and equitable economic development, especially in rural areas. Obviously, since illicit agricultural production tends to occur in remote and hardly accessible areas where the writ of the state barely extends, economic development must reach even the most far-flung areas and populations. Yet, history shows us that in the same way that alternative development has never been properly funded, on a global basis rural development and agriculture have also long been neglected.

Finding an alternative

No matter how diverse Afghan farmers are, they find themselves in a very similar yet very different situation as many of them belong to large households who have to cope with land scarcity and food insecurity. In this semiarid to arid country where irrigation is often crucial for agricultural production, decades of war have contributed to the prolonged lack of water for agriculture, destroying traditional irrigation channels and displacing significant segments of the population. Also, consecutive years of drought have made matters worse. Years of research have shown how Afghan resource-poor households who do not have access to enough land and do not benefit from good irrigation are the most likely to resort to opium production [11]. Such research shows that when lack of land and water allows one annual wheat crop instead of two (and in some cases three) and when the drought affects yields, many Afghan farmers tend to dedicate some of their winter land – if not most of it – to poppy cultivation. Opium production has been shown to be clearly linked to the ups and downs of wheat production and therefore to wheat availability, prices, and market [11].

Opium is a cash crop that is favoured by many Asian farmers when other available cash crops are too difficult to market (either because of distance or deficient transport networks) or are less profitable (because of market prices). Yet it is often explained, in a rather simplistic way, that illicit agricultural production is chosen because of its unbeatable superior economic profitability; and therefore that it is near impossible for legal agricultural productions to compete with opium. Of course, illicit agricultural production often yields gross revenues that are much higher than those allowed by licit agricultural production. But opium is produced less because of its price differential with wheat than because of food insecurity, lack of land availability, large workforce, and lack of off-farm employment. In fact, despite its alleged high profitability, Afghan opium production is far from having ever replaced wheat production in Afghanistan, where the 2006 record-high 165,000 hectares of poppies accounted only for 3.65% of its arable land [12].

While the economic superiority of opium is real, it is also very relative. And this superiority is far from always corresponding to high or even low profitability: opium production is a consequence of poverty and food insecurity but rarely constitutes a way out of poverty. In fact, opium farmers have obviously very little choice but to engage in a production that is very labour-intensive and suffers from high production costs. Opium production is a consequence rather than a cause of the Afghan turmoil and must be confronted through its causes: more than the economic superiority of opium it is the drivers of opium production that matter. Therefore eradication or simple crop substitution falls short of solving the very causes of opium production. Finding and promoting legal crops is only one of the ways of making opium production less profitable, since ‘opium poppy cultivation is not purely a function of the income that it generates’ [13]. Consequently, development programs must not only propose alternative development to opium farmers but also tackle the

Downloaded by [Pierre-Arnaud Chouvy] at 08:47 01 July 2011

socio-economic and political drivers of opium production if illegal poppy cultivation is to be stopped, or at least considerably reduced. Economic development will not only confront these drivers but will also render opium production less profitable and competitive – notably by making off-farm employment more accessible and by rising wages and labour costs (further diminishing the relative economic superiority of opium production given its high labour requirement).

From simply trying to substitute one crop by another to combating the structural causes of illicit agricultural production, the practice of development in drug-producing areas has greatly changed over the decades. The emergence in the early 2000s of 'alternative livelihoods' programs is the last step in a 30-year trend to complexity. It is now becoming more widely acknowledged that forced eradication has largely proved to be inefficient and futile (both economically and, in the context of Afghanistan, strategically) and that development efforts should first and foremost focus on the conditions that make opium production imperative for the resource-poor farmers: access to credit, access to land, and development of off-farm and non-farm income opportunities.

Downloaded by [Pierre-Arnaud Chouvy] at 08:47 01 July 2011

Peace before development

From a more political point of view, it is obvious that no development agenda can be reason-ably set without first strengthening the state, civil society, and democracy. Obviously, economic development, whether in rural or in urban areas, can only occur in countries and regions where peace prevails and is sustainable. This is hardly the case in Afghanistan, the world's principal illicit opium producer. In late 2010, nine years after the Taliban regime was toppled, Afghanistan was still far from having achieved peace, notably because the Taliban-led insurgency has considerably weakened the overall security needed for reconstruction and economic development.

Of course, the drug trade is often denounced for allegedly widely funding – if not driving -the insurgency and for fuelling the wide-scale corruption of Afghan authorities. Yet, while it is true that the large cash inflows generated by the opium economy fund the insurgency and fuel corruption, at least to some extent, it is wrong to assume that the suppression of opium production would result in putting down the insurgency or in ending corruption. After all, corruption is also funded by diverted economic aid. In the same way that the failure to recognize the causes of opium production will compromise any antidrug policy, neglecting the causes and mechanisms of conflicts and corruption will prevent or largely postpone their solving. In sum, the causes and motivations of conflicts and corruption and the causes of opium production must be surmounted for peace building, state building, reconstruction, and the development of a legal economy to take place in Afghanistan or anywhere else. Until the conflicts and political crises of Afghanistan have been solved all antidrug efforts there will most likely be futile.

It is crucial to understand that opium production is more a consequence of Afghanistan's lawlessness, instability, and poverty than its cause. Opium production clearly proceeds from poverty and food insecurity, from Afghanistan to Burma and Laos, where it is a coping mechanism and a livelihood strategy. Opium production is a vital element in livelihood strategies of part of the Afghan rural population, providing peasants not only with a source of income, but also with access to land and credit. It is, therefore, poverty and the shortcomings of the Afghan agrarian system that should be tackled if illicit opium production eventually is to be curtailed. It also appears that proper sequencing is key to successful

antidrug policies. No matter how adequately designed and funded counternarcotics policies may be, if forced eradication is undertaken before or during economic development programs (whatever their scope and name: alternative development or alternative livelihoods programs), or if economic development is undertaken before peace building and state building are well underway, no decrease or suppression of illicit opium production will be possible.

Note

1. Depending on how drugs are defined, not all drugs were prohibited: alcohol and tobacco were not.

References

[1] McCoy, A.W., 1991, *The Politics of Heroin. CIA Complicity in the Global Drug Trade* (New York: Lawrence Hill Books), with 495.
[2] UNODCCP, 2001, *Global Illicit Drug Trends 2001* (New York: United Nations), 60.
[3] Chouvy, P.-A., 2009, *Opium. Uncovering the Politics of the Poppy* (London and Cambridge, MA: I.B. Tauris/ Harvard University Press).
[4] UNODC, 2010, Afghanistan Opium Survey 2010, United Nations, September.
[5] UNODC, 2010, South-East Asia Opium Survey 2010, United Nations, December.
[6] Felbab-Brown, V., 2005, Afghanistan: when counternarcotics undermines counterterrorism. *Washington Quarterly,* **28**(4), 55–72.
[7] UNODC, 2007, Afghanistan Opium Survey 2007, United Nations, September, p. iv.
[8] Bewley-Taylor, D.R., 1999, *The United States and International Drug Control, 1907–1997* (London and New York: Pinter).
[9] Falco, M., 1997, Drug prevention makes a difference. *USIA Electronic Journal,* **2**(3).
[10] TNI (Transnational Institute), 2002, A failed balance. Alternative development and eradication. Drugs and Conflicts, Debate Papers no. 4, March, TNI, Amsterdam.
[11] Mansfield, D., 2004, Diversity and Dilemma: Understanding Rural Livelihoods and Addressing the Causes of Opium Poppy Cultivation in Nangarhar and Laghman, Eastern Afghanistan. A Report for the Project for Alternative Livelihoods (PAL) in Eastern Afghanistan, Internal Document no. 2, GTZ, 67–68.
[12] UNODC, 2006, Afghanistan Opium Survey 2006, United Nations, September, p. 1.
[13] Mansfield, D., 2002, Economic superiority of illicit drug production: Myth and reality. Opium poppy cultivation in Afghanistan. Paper (unpublished) prepared for the International Conference on The Role of Alternative Development in Drug Control and Development Cooperation, Feldafing/Munich, Germany, January.

Downloaded by [Pierre-Arnaud Chouvy] at 08:47 01 July 2011

Antimonde.

Terra incognita de la géographie ?

Pierre-Arnaud Chouvy



Observateur du monde, le géographe, même s'il n'adhère pas à la notion d'antimonde, ne peut bien entendu pas faire abstraction de l'immonde. Vue étriquée, confinée, cloisonnée d'un espace carcéral parmi les pires qui furent : vue depuis l'intérieur d'une des cellules du tristement célèbre centre de détention, de torture et d'exécution créé par les Khmers rouges à Phnom Penh, Tuol Sleng, ou la « colline empoisonnée », nom de code S-21. Des 16 000 à 20 000 prisonniers (hommes, femmes, enfants) qui y entrèrent entre 1975 et 1979, seuls sept auraient survécu. Photo : Pierre-Arnaud Chouvy, 2005.

Le monde de la géographie française a récemment vu ressurgir une notion vieille de deux décennies et peu usitée, celle d'antimonde. Le terme, qui n'est pas à proprement parler un néologisme puisqu'il existait déjà dans d'autres champs, a fait son apparition dans la géographie française mais n'en a jamais dépassé les frontières, que ce soit dans la géographie anglophone ou, en France, dans d'autres disciplines des sciences de l'homme et de la société. Le terme fait, il est vrai, figure de paradoxe pour la géographie, puisque celle-ci a justement le monde et ses réalités pour objet d'étude et non son contraire ou ce qui lui serait opposé. Le paradoxe est d'ailleurs révélé par l'espace que le dictionnaire critique de la géographie de Roger Brunet (avec Robert Ferras et Hervé Théry), l'auteur et promoteur de la notion dans les années 1980, consacre à l'entrée « Antimonde ». Le géographe, créateur prolifique de néologismes ou métaphores géographiques eux aussi plus ou moins usités et controversés (notamment : chorème, géon, synapse), ne consacre en effet pas moins de six fois plus de texte à l'entrée « Antimonde » (Brunet, Ferras et Théry, 1993, pp. 35-38, soit trois pleines pages) qu'à celle de « Monde » (moitié de la page 335) : un paradoxe pour un géographe et un dictionnaire consacré aux « mots de la géographie ». La notion n'est d'ailleurs pas seulement paradoxale. Elle est aussi, et surtout, floue. Elle souffre en effet d'une définition pour le moins vague qui la rend peu opératoire pour décrire les réalités sociales, politiques, économiques et bien sûr spatiales qu'elle prétend désigner. L'emploi quasi nul de la notion[1], même en géographie, en témoigne si besoin est.

À quoi donc correspond cet antimonde, si tant est même qu'il existe ailleurs que dans les représentations de certains ? La notion d'antimonde n'est-elle pas en définitive qu'une notion choc, voire sensationnaliste, qui masque, en la simplifiant à outrance, la complexité des phénomènes et réalités qu'elle entend désigner ? La notion ne souffre-t-elle pas avant tout de ce dont pâtit aussi la « chorématique » du même auteur, qui voudrait qu'on puisse résoudre, par une certaine forme de modélisation, « la contradiction de fond entre général et particulier » (Brunet, Ferras et Théry, 1993, p. 105) ? D'ailleurs, Brunet ne se contente pas de modéliser, mais va jusqu'à systématiser, lorsqu'il estime, en distinguant des « lois géographiques » qui permettraient d'expliquer, sinon de « déchiffrer », la complexité du monde, qu'il existe une « loi de l'antimonde » selon laquelle toute société secréterait inévitablement un monde opposé à double face, dont l'une contesterait le monde légal et dont l'autre biaiserait les lois (Brunet, 2005, dont on trouvera le compte-rendu [Maurin, 2005] sur le site des *Cafés Géo*). En recourant à la modélisation de l'espace afin d'en déchiffrer l'extrême complexité et d'identifier les causes et les logiques qui participent de cette complexité, Brunet simplifie le monde à outrance, certes sans pour autant en nier la complexité. Ainsi, le problème principal posé par la notion d'antimonde réside dans l'écart qui la sépare de la réalité qu'elle entend désigner et dans ce qu'elle implique en termes de représentation et de compréhension du monde dans ce qu'il a à priori de plus répréhensible ou de plus marginal.

La notion d'antimonde postule des frontières artificielles, des oppositions primaires et simplificatrices qui n'aident aucunement à la compréhension du monde dans la diversité et la complexité qui le caractérisent. Bien au contraire, la notion d'antimonde brouille d'autant plus les cartes que la « définition » qu'en propose son auteur ne circonscrit en rien les espaces de l'antimonde mais dresse plutôt une longue et très hétéroclite liste de lieux, d'acteurs et de phénomènes qu'il est proprement impossible de résumer ou de faire correspondre à une quelconque définition ou catégorie. Mentionnons ainsi, mais sans exhaustivité aucune, les espaces du crime et de la drogue, les bidonvilles, les sectes et autres communautés « marginales », les « arrière-espaces des ombres du rural profond ou de la montagne désertée » et ceux « des municipalités des contrées les plus obscures des États-Unis », les « quasi-nomades » et autres « gens du

voyage », les squats, les ateliers clandestins de travailleurs immigrés, les espaces de la prostitution et de la pornographie et ceux, « non clandestins mais néanmoins cantonnés », des casinos, des stations thermales et des paradis fiscaux, etc. Tous ces lieux, ces acteurs et ces phénomènes ne sont certes pas aussi bien connus qu'on pourrait le souhaiter et certains ont indubitablement été trop longtemps ignorés par la géographie. Mais forment-ils réellement un antimonde, aussi incohérent soit-il, ou correspondent-ils plutôt à ces constituantes du monde que la géographie n'a pas su ou voulu voir ? Surtout, qu'est-ce que tous ces mondes (au sens de fractions de la société ou des sociétés) ont-ils de semblable ? Quel est le dénominateur commun des mondes qui composent l'antimonde, si tant est qu'il existe ? En définitive l'antimonde n'est-il pas davantage la *terra incognita* de la géographie que celle du monde ?

En quête d'antimonde.

Si l'on s'en tient à l'étymologie, l'antimonde correspondrait à ce qui est opposé ou contraire au monde, ou encore à ce qui a précédé le monde. En effet, *anti-* vient du grec *anti*, « en face de, contre », et trouve sa place dans la composition de nombreux mots parmi lesquels le *Petit Robert* (2001) sélectionne : *antarctique*, *Anti-Atlas* (« qui est situé en face de, à l'opposé de »), *antibiotique*, *antidrogue* (« qui s'oppose à, qui lutte contre les effets de »), *antipathie*, *anticorps*, *antinomie* (« qui est l'opposé, le contraire de »), etc. En physique, précise le dictionnaire, *anti-*, « associé au nom de chaque particule fondamentale chargée, désigne l'antiparticule correspondante : *antilepton*, *antiquark*, *antiproton* ». Mais *anti-* peut aussi être une variante de *ante-*, « avant », comme dans *antidate*, *antichambre*, etc.
En parlant d'antimonde, Brunet ne référait bien sûr pas à la genèse ou à l'antimatière qui mobilise certains physiciens, ceux-ci cherchant d'ailleurs les origines du monde ou en tout cas les conditions de sa création dans l'antimatière (en anglais, *antiworld*, la traduction littérale d'antimonde, est « un monde hypothétique composé d'antimatière » ; *Random House Unabridged Dictionary*, 2006), mais « à cet autre monde que sécrète le monde légal et que nourrit la "mondialisation", par effet pervers ou par quasi-nécessité » (Brunet, 2000), « tout à la fois asile et tombeau des libertés, la négation et la préparation du Monde » (Brunet, Ferras et Théry, 1993, p. 35). On pourrait penser que le vocable a été mal choisi, que l'objet est mal nommé, mais Roger Brunet ne nous permet pas cette hypothèse dès lors qu'il suggère que les mots ne sont pas neutres : « derrière les mots sont les concepts, les idées » (Brunet, Ferras et Théry, 1993, p. 7). L'« anti- » de l'antimonde de Brunet ne laisse donc guère de doute sur sa signification dès lors que l'auteur est géographe et que l'entrée « Antimonde » de son dictionnaire est suivie par celle d'« Antipode » dont la signification du préfixe « anti- » est clairement établie (« ce qui est opposé par les pieds »). L'antimonde ne serait ainsi pas mal nommé, ce qui pose clairement la question de la pertinence de la notion, tant du point de vue du signifiant que de celui du signifié : comment, en effet, postuler l'existence d'un antimonde, c'est-à-dire d'un monde (aux différents sens du terme ?) opposé au monde ?

Pour Brunet l'antimonde est « cette partie du Monde mal connue et qui tient à le rester, qui se présente à la fois comme le négatif du monde et comme son double indispensable » (Brunet, Ferras et Théry, 1993, p. 35). À le lire, l'antimonde serait constitué d'une nébuleuse on ne peut plus diverse réunissant les mondes du crime, de la déviance, de la marginalité, de l'anormalité, voire de l'altérité et de la singularité ; bref : autant de faits et phénomènes ayant toujours constitué le monde. En postulant l'existence d'un antimonde, Brunet remet donc nécessairement en question la définition du monde, notamment à travers la remise en cause de ses constituantes et de ses limites, l'antimonde ne pouvant en effet qu'être soustrait au monde. Le monde serait donc un *Janus bifrons*, un univers binaire, manichéen, réunissant d'une part un monde idéal (voire idéalisé), havre de légalité et de légitimité, pétri de moralité et empreint de normalité, et d'autre part son contraire, l'antimonde, refuge de tous les vices et de toutes les marginalités et singularités. En effet, Brunet parle explicitement de deux mondes « parallèles », l'antimonde étant le « négatif » ou encore le « double » du monde.

L'antimonde dédaigné.

Bien logiquement, la notion d'antimonde chère à Brunet et à quelques géographes n'a pas eu le succès escompté, que ce soit en géographie ou, plus encore, dans les autres sciences de l'homme et de la société. Ce déficit d'utilisation de la notion est d'ailleurs souligné, avec regret, dans l'introduction du numéro 56 de la revue *Géographie et Cultures* (2006) consacré aux antimondes[2], ces « géographies sociales de l'invisible » (du non-observé ou de l'ignoré diront certains). Myriam Houssay-Holzschuch, la rédactrice de l'introduction, qui est aussi la coordinatrice du numéro, estime que « l'antimonde permet d'attirer la réflexion sur une série de phénomènes sociaux, plus ou moins troubles, parallèles ou ignorés, qui sont cependant essentiels au fonctionnement de nos sociétés » (Houssay-Holzschuch, 2007, p. 3), comme si personne ne s'était intéressé à ces phénomènes, ou n'avait pu le faire, avant l'émergence de la notion ou sans s'y référer : en quelque sorte, l'antimonde ne se révélerait qu'à travers sa notion. La géographe regrette d'ailleurs ensuite que les « antimondes [aient] pourtant été peu étudiés en tant que tels » et, « plus encore », que « les travaux s'intéressant à l'antimonde dédaignent la notion pour lui en préférer d'autres », comme si travailler sur la criminalité ou la déviance sans référer à l'antimonde était malvenu, voire intellectuellement malhonnête. À en croire l'auteur, étudier un phénomène marginal, illégal ou déviant reviendrait à étudier l'antimonde, et ce même sans connaître ou utiliser la notion. Là encore, la notion semble primer sur la réalité, tant l'existence de l'antimonde est postulée sans définition ni démonstration, ce dont les différents utilisateurs de la notion, aussi rares soient-ils, semblent s'accommoder.

L'exception vient peut-être de Romain Cruse, qui, dans sa thèse de doctorat (2009) consacrée à l'antimonde caribéen, tente une réflexion critique autour la notion et en propose une définition : selon lui, « l'antimonde est l'ensemble des espaces informels (bidonvilles, espaces de l'économie informelle, etc.), illégaux (espaces des drogues illicites, de la prostitution, des migrations clandestines, etc.) et dérogatoires (zones franches, paradis fiscaux, prisons, etc.) » (Cruse, 2009, p. 691). Si l'on peut aisément questionner la pertinence de cette définition (les bidonvilles étant souvent illégaux, la prostitution n'étant pas forcément illégale, etc.), on ne saisit pas davantage l'intérêt de la notion, que ce soit en termes de portée opératoire ou de potentiel heuristique, potentiel pourtant affirmé tant par Brunet que par Houssay-Holzschuch ou Cruse. Les difficultés qu'éprouve Cruse à définir la notion, voire à en justifier l'utilisation, sont évidentes, et il le reconnaît lui-même, notamment lorsqu'il écrit qu'« il est particulièrement difficile de définir de manière concise l'antimonde de Brunet et plus encore d'en donner une typologie complète » (Cruse, 2009, p. 39). Mais il n'en estime pas moins, à l'instar de Houssay-Holzschuch et sans le démontrer non plus, que « l'antimonde est un appui utile dans une démarche compréhensive et heuristique » (Cruse, 2009, p. 41). On sent ainsi la contradiction dans laquelle l'auteur est engagé, réfutant une notion après avoir débattu de sa pertinence et de son utilité, mais l'adoptant en fin de compte jusque dans le titre de sa thèse, alors même qu'il y reproduit une mise en garde fort à propos,

signée du moine zen Nyogen Senzaki : « Nous devons toujours nous rappeler ce fait : l'intellect construit des modèles de la Réalité, jamais la Réalité elle-même. Voilà justement notre problème : nous sommes piégés sans fin par nos constructions mentales que nous prenons pour la réalité » (Senzaki, cité dans Cruse, 2009, p. 41). Si Cruse ne convainc pas dans sa définition et, in fine, dans sa défense de la notion, c'est vraisemblablement avant tout parce que la notion n'est pas convaincante.

À la différence de Houssay-Holzschuch, Cruse envisage toutefois que la notion, aussi séduisante soit-elle, simplifie à outrance les réalités qu'elle entend désigner et que le dédain dont elle fait l'objet procède justement de son décalage avec la réalité. N'est-il en effet pas concevable que certains géographes et d'autres chercheurs en sciences de l'homme et de la société ne s'intéressent pas à la notion d'antimonde simplement parce qu'ils s'intéressent au monde et qu'ils en refusent les visions simplificatrices, voire simplistes ? Quoi qu'il en soit, sans s'interroger sur les raisons de ce dédain, ou à tout le moins sur les raisons de cette réticence à l'emploi de la notion d'antimonde (et sans même imaginer qu'elle demeure probablement largement inconnue), Houssay-Holzschuch affirme, sans autre argumentaire, qu'elle reste pourtant « riche de potentiel, théorique, épistémologique et éthique » (Houssay-Holzschuch, 2007, p. 4). D'ailleurs, dans cette introduction de *Géographie et Cultures*, la notion d'antimonde n'est pas abordée et évaluée au regard d'autres notions du même genre et qui désignent des réalités similaires : par exemple, les « zones grises » et autres « *terrae incognitae* renaissantes » (Rufin, 1991, p. 31) qu'on nous présentait il y a encore quelques années, avant que ces notions, d'autant plus fourre-tout qu'elles n'avaient pas été définies (ou pas de façon assez rigoureuse) ou qu'elles souffraient d'un écart trop grand entre signifiant et signifié (guère plus de terres inconnues à la fin du 20 e siècle, pas plus, à vrai dire, que d'antimondes…), ne tendent à disparaître du fait de leur vacuité.

Aux antipodes de l'antimonde.

L'antimonde de Brunet pourrait d'ailleurs bien correspondre au monde des « nouveaux barbares » auxquels Jean-Christophe Rufin a fait référence dans son ouvrage : en effet, « est barbare ce qui n'est l'Empire, s'oppose à lui, et, *a contrario*, le conforte et le définit » (Rufin, 1991, p. 18). Mais l'antimonde de Brunet va bien au-delà des zones de conflit d'un nouveau type, des États isolationnistes desquels aucune information ou presque ne filtre, et des bidonvilles et autres favelas qui composent les « taches blanches » de la « géographie » de Rufin. L'antimonde est donc bien plus que ce que n'est *pas* l'Empire de Rufin : il en fait partie et, même, en procède. De fait, à lire Brunet, l'antimonde ne rassemble pas seulement tout ce qui est illégal mais aussi tout ce qui est marginal, tout ce qui s'écarte de la norme, ou en tout cas d'une norme. À en croire la longue liste des constituants de l'antimonde, telle que dressée par Brunet, il semblerait que la différence, l'altérité, la déviance, l'anormalité rattachent sans autre forme de procès à l'antimonde : « d'autres espaces se cachent : ceux des grands, et ceux des déviants, tous hors norme ». L'antimonde serait alors formé de « trous noirs », constituerait un monde « parallèle » et « interlope » d'espaces qui « échappent à la loi commune » : autant d'« espaces aliénés, sur lesquels le pouvoir légal n'a pas d'autorité réelle ».

Brunet, et c'est bien là le problème, n'indique pas à quelle norme se référer pour décider d'une quelconque anormalité ou marginalité, ce qui laisse à penser à la prégnance du jugement de valeur, sans que l'on sache d'ailleurs à quelle(s) valeur(s) se référer. Normes, règles et lois sont aux sociétés ce que les frontières sont aux territoires : elles délimitent et, ce faisant, limitent, mais elles rendent aussi la transgression productive, puisque risquée. L'imposition d'une nouvelle loi ou d'une frontière politico-étatique peut subitement rendre une pratique illégale (migration humaine et/ou commerce transfrontalier) et l'illégalité peut de facto être décrite comme un effet pervers de la « mondialisation » (au sens restreint de « faire le monde »). Mais cela ne permet en rien de distinguer un antimonde du monde, seulement un monde du légal et un monde de l'illégal, éventuellement un monde d'une certaine modernité et un monde d'une certaine tradition, un monde sédentaire et un monde nomade, des pratiques de l'espace différentes, et même parfois des cosmogonies et religions différentes, voire des représentations et des pratiques du monde différentes. La grande diversité et la grande complexité du monde, tant dans ses structures que dans ses mécanismes, ont invalidé les théories postulant la fin de l'histoire (Francis Fukuyama, 1993), le clash des civilisations (Samuel Huntington, 1996), ou encore la fin des territoires (Bertrand Badie, 1995), autant de théories ou de grilles de lecture qui visaient pourtant à priori à rendre intelligible cette diversité et cette complexité.

La notion d'antimonde aurait d'ailleurs pu se nourrir de celles de la déviance ou de la criminalité organisée, mais il n'en fut rien. L'apport de la sociologie aurait pourtant été bénéfique dès lors que celle dite de la déviance se garde bien de porter quelque jugement de valeur que ce soit sur son objet : en effet, elle insiste notamment sur le caractère relatif de la déviance, puisque celle-ci varie nécessairement selon les sociétés et les époques, et parce qu'un individu donné peut appartenir à divers groupes dont les normes varient. La déviance dépend d'ailleurs moins de l'acte considéré que de sa perception en tant que telle par ce que la sociologie a nommé les entrepreneurs de morale : les déviants, ou *outsiders*, agissent selon des normes différentes de celles promues par les entrepreneurs de morale qui les identifient en tant que déviants (Becker, 1983). Pour Howard Becker, l'auteur de la théorie interactionniste de la déviance, « les groupes sociaux créent la déviance en instituant des normes dont la transgression constitue la déviance, en appliquant ces normes à certains individus et en les étiquetant comme des déviants ». L'auteur estime ainsi que, « de ce point de vue, la déviance n'est pas une qualité de l'acte commis par une personne, mais plutôt une conséquence de l'application, par les autres, de normes et de sanctions à un "transgresseur" ». En bref, « le déviant est celui auquel cette étiquette a été appliquée avec succès et le comportement déviant est celui auquel la collectivité attache cette étiquette ». C'est le processus de la déviance plus que le déviant lui-même qui intéresse surtout Becker, et il exprime son désaccord avec une démarche qui présupposerait que « ceux qui ont transgressé une norme constituent une catégorie homogène parce qu'ils ont commis le même acte déviant » (Becker, 1985, pp. 32-33).

L'antimonde de Brunet est donc aux antipodes de la déviance de Becker et le géographe n'y fait d'ailleurs pas référence[3]. Brunet aurait pourtant pu faire bon usage de la sociologie de la déviance pour construire sa notion d'antimonde, notamment en s'inspirant du processus définitoire de la déviance avancé par Becker. À tout le moins, les *outsiders*, ces étrangers à la société (et donc au groupe et au monde ou à un monde donné), auraient pu trouver leur place dans l'antimonde de Brunet, en plus de cette quantité de terres qui « sont ainsi étrangées du Monde » (Brunet, 1992, p. 37). À la lecture des pages consacrées par Brunet à l'antimonde on ne peut toutefois s'empêcher de penser à l'utilité et la pertinence qu'aurait une géographie de la déviance.

Mais il est une autre notion d'importance que Brunet ne mentionne pas en décrivant son antimonde alors qu'elle aurait clairement dû

figurer dans sa réflexion et l'aurait probablement enrichie, ou aurait à tout le moins évité à l'antimonde d'être présenté en tant que réalité géographique objectivée ou phénomène géographique indiscutablement constitué (pour paraphraser Gilles Favarel-Garrigues, 2001). La notion de criminalité organisée, transnationale ou non, a pourtant fait couler beaucoup d'encre depuis plus d'un siècle (Fijnaut et Paoli, 2004), tant chez les chercheurs qu'au sein des organisations étatiques et internationales. Que ce soit aux États-Unis ou en Europe, le débat, qu'il soit public, politique ou même scientifique, oscille toujours entre ceux qui pensent que la criminalité organisée désigne un ensemble d'activités criminelles et ceux qui estiment qu'elle décrit des groupes de personnes engagées dans des activités criminelles (Fijnaut et Paoli, 2004, p. 22 ; voir aussi Reuter, 1983, et Bigo, 1995). Ainsi, le succès de la notion, qui a notamment alimenté une importante activité institutionnelle (Gafi, Onu, Conseil de l'Europe, etc.), « ne doit rien à la précision du concept, comme en témoignent d'incessantes difficultés de définition » (Favarel-Garrigues, 2002). Nombre de chercheurs ont donc remis en question « la pertinence même des concepts de criminalité organisée transnationale et d'organisations criminelles ». En effet, « quelle validité possèdent-ils, s'ils englobent artificiellement des pratiques et des acteurs hétérogènes, si leur nature et si le danger qu'ils représentent demeurent vagues, et s'ils reposent sur des connaissances extrêmement limitées ? » (Favarel-Garrigues, 2002). De fait, selon Cyrille Fijnaut et Letizia Paoli, les multiples définitions légales de la criminalité organisée sont tellement larges, voire vagues, qu'elles peuvent être appliquées à toute une série d'activités et d'acteurs criminels et qu'il en devient impossible de déterminer ce qui différencie la criminalité organisée des autres formes de criminalité (Fijnaut et Paoli, 2004, p. 274). Pour Favarel-Garrigues, il serait ainsi « préférable d'abandonner cette approche trop globalisante, au profit de l'analyse des différentes formes de pratiques économiques illicites transnationales, dont l'existence est beaucoup moins contestable » (Favarel-Garrigues, 2002).

On le voit, la notion d'antimonde, qui pèche par le manque de précision de la notion (d'autant plus qu'elle n'est pas définie) mais aussi par l'absence de relativisme qui la caractérise, aurait aisément pu bénéficier de l'étude des notions de déviance et de criminalité organisée, ne serait-ce que dans l'optique d'un processus définitoire moins globalisant qui aurait pu déboucher sur une catégorie moins dichotomique. La notion aurait alors vraisemblablement été nommée différemment. C'est d'ailleurs bien là l'un des aspects les plus gênants de la notion d'antimonde : cette apparente antinomie au monde alors même que, comme le souligne d'ailleurs Brunet, l'antimonde est partie constituante du monde, lequel l'a à priori sécrété. L'autre inconvénient majeur de la notion est d'introduire un biais dans la compréhension du monde, dans ce qui constitue en fait un système, le « système Monde » (Dollfus, 1984). Même si l'antimonde de Brunet semble procéder d'une approche systémique, il n'en reste pas moins qu'adopter la notion d'antimonde revient à entériner une vision dichotomique et réductrice du monde, donc à simplifier la complexité du monde en la réduisant à une dimension duale, manichéenne. C'est aussi réifier ce qui n'existe pas en tant que tel en l'opposant à ce qui existe et ce dont il fait intégralement partie, le monde, c'est-à-dire, justement, « l'ensemble de tout ce qui existe » (*Petit Robert*, 2001). Paradoxalement, c'est pour exprimer la grande complexité du monde et la difficulté qu'il y a d'appréhender cette complexité, notamment par les géographes, que la notion d'antimonde semble avoir été créée.

La notion d'antimonde est d'ailleurs encore plus réductrice qu'il n'y paraît puisqu'elle se définit par opposition à un monde unique, voire unitaire, à priori régi selon des règles universelles, supposément partagées de tous. Si le monde est le référent par rapport auquel l'antimonde est défini, qui est en mesure de décider ce qui appartient au monde ou ce qui en est exclu, et selon quelles normes ? Mais la notion d'antimonde n'est pas seulement inadaptée en ce qu'elle scinde le monde en deux parties opposables (alors même qu'elles ne font qu'un : contradiction que l'auteur ne parvient pas à résoudre dans l'intitulé même de sa notion, laquelle implique non seulement dualité mais aussi opposition) ; elle l'est aussi en ce qu'elle porte en elle un jugement de valeur qui nie tant l'unicité du monde que sa diversité et sa complexité. Complexité du monde qui est d'ailleurs d'autant plus grande que si le monde produit ce que Brunet nomme de l'« antimonde », il omet d'indiquer que cet antimonde participerait lui aussi de la création du monde, par exemple en provoquant le renforcement des appareils législatifs et exécutifs des États. L'auteur ne semble pas non plus avoir envisagé que l'antimonde puisse se nicher au sein même des États, que l'État puisse lui-même être criminel, participer de l'illégal et, bien sûr, de l'illégitime : s'il mentionne bien les paradis fiscaux et les espaces carcéraux, des prisons aux goulags, il omet de parler du crime et du terrorisme d'État, alors que certains ont pourtant présenté la conduite de la guerre et la construction étatique comme participant du crime organisé (Tilly, 1985). Enfin, la notion pose aussi la question de son universalité postulée et de son historicité : l'antimonde des uns est-il nécessairement celui des autres, celui d'aujourd'hui celui d'hier ou de demain ? La logique voudrait d'ailleurs que le monde des uns soit l'antimonde des autres et vice-versa, ce qui remet donc en cause la pertinence et, partant, l'utilité même d'une notion contestable selon les points de vue et les périodes choisis. Où se situe dès lors la frontière entre l'antimonde et le monde ? Nulle frontière ni même typologie dans l'effort de définition de Brunet. Autant de questions qui n'ont jamais été posées et auxquelles nulle réponse n'a donc jamais été apportée.

L'antimonde, *terra incognita* de la géographie.

À lire l'introduction du dossier de *Géographie et Cultures* consacré à l'antimonde, il semble bien, en définitive, que Brunet et d'autres fassent référence à la notion non pour décrire quelque chose de précis, lieux ou phénomènes occultes, mais plus pour désigner de façon globale ce qu'ils ne savaient pas décrire autrement. L'antimonde ne serait pas « cette partie du monde mal connue et qui tient à le rester » mais bel et bien une partie du monde et de ses réalités, sociales, politiques, et économiques, que certains géographes n'ont pas su ou pas voulu étudier : la notion est effet exclusivement utilisée par des géographes et seulement par certains d'entre eux. Que la notion d'antimonde soit le fait d'un géographe est à ce titre révélateur. En effet, malgré toute la curiosité dont les géographes contemporains auraient dû hériter de leurs prédécesseurs explorateurs, très peu d'entre eux ont investi des champs de recherche marginaux. Brunet lui-même le reconnaît d'ailleurs à la fin de l'entrée « Antimonde » de son dictionnaire, laquelle tient finalement plus de la description que de la définition : « On pourrait l'explorer mieux : là sont les dernières terres inconnues, celles qui tentent les explorateurs. En l'occurrence, ce sont plus des journalistes que des géographes » (Brunet, Ferras et Théry, 1993, p. 38). Mais les journalistes, pourtant davantage enclins au sensationnalisme, ne semblent pas non plus avoir adopté la notion. Brunet enjoint en tout cas avec raison les géographes à sortir de leurs prés carrés, à quitter les sentiers battus et rebattus lorsqu'il conclut : « Pourtant, il y a là de belles analyses spatiales à faire, et de belles révélations sur les stratégies territoriales et les lois de l'espace à en attendre » (Brunet, Ferras, Théry, 1993, p. 38).

En effet, en France en tout cas, quelles géographies de l'interlope, du criminel, de l'illicite, de la prédation ? La communauté scientifique française a par exemple longtemps été réticente à ne serait-ce qu'autoriser ou sanctionner la recherche sur la production et le trafic de drogues illicites. La composition du numéro de *Géographies et Cultures* consacré aux antimondes est d'ailleurs explicite de ce point de vue : loin de proposer la géographie sociale de l'invisible qu'elle semble promettre en introduction, la revue aborde successivement le

monde carcéral (peut-être le seul antimonde qui tienne dès que l'emprisonnement consiste vraiment en une mise à l'écart du monde pour des individus qui se seraient affranchis, volontairement ou non, des règles et lois régissant la vie en société[4] ?), la demande d'asile, la frontière-refuge (les frontières relevant pourtant bel et bien du monde puisqu'elles le constituent et le segmentent), les îles, la nature, les grottes, et même l'espace portuaire, certes un peu particulier mais pourtant tellement fondamental dans la mise en réseau du monde… Ces objets d'étude ne sont pas les plus accessibles et les plus aisément observables qui soient et les textes réunis proposent des réflexions très habiles et stimulantes tant sur la notion d'antimonde que sur les objets qui sont censés en faire partie ou en relever. Mais comment expliquer l'absence d'objets géographiques tels que la production et le trafic de drogues illicites, le trafic d'armes, de personnes, l'esclavage, la criminalité environnementale, les économies de la prédation (exploitation abusive et illégale de ressources naturelles), les paradis fiscaux, la corruption, etc., dans un tel recueil ?

Certes, depuis l'apparition de la notion d'antimonde la géographie française a connu un certain renouveau à travers l'étude de phénomènes et réalités jusqu'alors délaissés : des recherches doctorales ont été et sont toujours menées sur l'univers carcéral, sur les enfants des rues, sur les sans domicile fixe, sur les mafias italiennes, sur la criminalité environnementale, sur certaines économies prédatrices, sur les productions et trafics illicites de drogues, sur le terrorisme, etc. Ce renouveau de la géographie française n'a toutefois pas procédé d'un intérêt pour un quelconque antimonde mais plutôt pour la diversité et la complexité du monde, pour ses différences et ses contradictions. Ce faisant, la géographie française n'a pas brossé un tableau de l'antimonde mais a approfondi sa connaissance et sa compréhension du monde en s'intéressant à certaines de ses facettes qu'elle avait trop longtemps délaissées : c'est en s'attaquant à ses propres zones d'ombre, aux impasses qui ont été les siennes, à ses propres *no man's lands*, que la géographie peut désormais appréhender le monde dans sa globalité, sans rien en exclure ni s'en exclure.

Bibliographie

Bertrand Badie, *La fin des territoires. Essai sur le désordre international et sur l'utilité sociale du respect*, Paris, Fayard, 1995.

Howard Becker, *Outsiders*, New York, Free Press, 1963.

Didier Bigo, « Pertinence et limites de la notion de crime organisé » in *Relations internationales et stratégiques*, nº20, 1995, pp. 134-138.

Roger Brunet, Robert Ferras et Hervé Théry (dir.), *Les mots de la géographie. Dictionnaire critique*, Montpellier, Reclus/Paris, Documentation française, 1993.

Roger Brunet, « Géographie des migrations, ou l'antimonde en crue » in *Migrations et errances*, Paris, Grasset, 2000.

Roger Brunet, *Le développement des territoires : formes, lois, aménagement*, Paris, Aube, 2005.

Romain Cruse, *L'antimonde caribéen, entre les Amériques et le monde*, thèse de doctorat de géographie, Arras, Université d'Artois, 2009.

Oliver Dollfus, « Le système Monde. Proposition pour une étude de géographie » in *Géopoint 84. Systèmes et localisations*, Avignon, Groupe Dupont, pp. 231-240.

Gilles Favarel-Garrigues, « Concurrence et confusion des discours sur le crime organisé en Russie » in *Cultures et Conflits*, nº42, été 2001.

Gilles Favarel-Garrigues, « La criminalité organisée transnationale : un concept à enterrer ? » in *L'Économie politique*, nº15, 2002-2003, pp. 8-21.

Cyrille Fijnaut et Letizia Paoli (dir.), « Introduction to Part I: The History of the Concept » in *Organized Crime in Europe. Concepts, Patterns and Control Policies in the Europena Union and Beyond*, Studies of Organized Crime, Dordrecht, Springer, 2004, pp. 21-46.

Francis Fukuyama, *The End of History and the Last Man*, New York, Free Press, 1993.

Myriam Houssay-Holzschuch (dir.), « Antimondes. Espaces en marge, espaces invisibles », *Géographie et cultures*, n° 57, janvier 2007.

Samuel Huntington, *The Clash of Civilizations and the Remaking of the World Order*, New York, Simon & Schuster, 1996.

Jonathan Maurin, « Le développement des territoires (Roger Brunet) » in *Cafés géographiques*, 17 décembre 2005.

Peter Reuter, *Disorganized Crime*, Cambridge, Mit Press, 1983.

Jean-Christophe Rufin, *L'empire et les nouveaux barbares*, Paris, Lattès, 1991.

Charles Tilly, « War Making and State Making as Organized Crime » in Peter Evans, Dietrich Rueschemeyer et Theda Skocpol (dir.), *Bringing the State Back In*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985, pp. 170-187.

Note

1 Le dictionnaire *Les mots de la géographie* définit une notion comme une « idée qui reste imprécise, informulée ou de formulation vague, qui précède le concept ou ne parvient pas à aboutir au concept » (Brunet, Ferras et Théry, 1993, p. 352).

2 L'emploi du pluriel par Myriam Houssay-Holzschuch rend la question de l'antimonde encore plus complexe dès lors que cela implique qu'il en existerait plusieurs. Mais l'emploi du pluriel n'est en rien expliqué ou justifié par l'auteur.

3 Si ce n'est pour une mention du terme « déviants » dans l'entrée du *Dictionnaire des mots de la géographie* consacrée à l'antimonde.

4 Ou que la société aurait mis à l'écart, selon le processus de formation de la déviance.

Pour faire référence à cet article

"Antimonde.", *EspacesTemps.net*, Dans l'air, 16.08.2010
http://www.espacestemps.net/articles/antimonde/

© EspacesTemps.net. All rights reserved. Reproduction without the journal's consent prohibited. Quotation of excerpts authorized within the limits of the law.

Insécurité alimentaire et production illicite d'opium en Asie

Food insecurity and illicit opium production in Asia

Pierre-Arnaud Chouvy

Chargé de recherche au CNRS (UMR 8586 Prodig) www.geopium.org

Résumé La production illicite d'opium en Asie a longtemps bénéficié des synergies qui existaient entre économie de guerre et économie des drogues illicites. Que ce soit en Birmanie, en transition entre guerre et paix, ou en Afghanistan, où l'insécurité va croissant depuis 2005, la production illicite d'opium n'apparaît plus comme étant motivée par le financement des parties en conflit mais plutôt par l'insuffisance et l'insécurité alimentaires auxquelles les populations doivent faire face. En effet, en dépit des grandes différences qui existent entre les contextes afghan, birman et laotien de production d'opium, les études menées lors des années 2000 montrent que ce sont l'insuffisance et l'insécurité alimentaires qui expliquent en grande partie le recours à la production illicite d'opium. En fin de compte, la production illicite d'opium doit moins son succès à sa rentabilité, qui est faible, qu'au fait qu'elle permet de dépasser en partie certaines des limites structurelles et conjoncturelles des systèmes de production agricoles concernés.

Abstract *In Asia, illicit opium production has long thrived on the drug – armed conflict nexus. Whether in Burma, in transition between war and peace, or in Afghanistan, where insecurity has largely increased since 2005, illicit opium production can no longer be explained by the funding of warring parties. Instead, it now appears that illicit opium production is largely driven by food deficiency and insecurity. Despite the very different agricultural contexts of Afghanistan, Burma, and Laos, in the 2000s studies and surveys have shown that the main drivers of illicit opium production are the same, that is, food deficiency and insecurity. Of course, food deficiency and insecurity have their own causes. But no matter how diverse these causes may be, opium production appears to be a common answer by farming communities who must cope with insufficient or irregular food production. This is despite the fact that illicit opium production is far from being necessarily an economic activity superior to others : opium production owes its success more to the ability it gives some farmers to overcome the limits of their food production systems rather than to its alleged economic superiority.*

Mots-clés Opium, pavot, insécurité, autosuffisance **[insuffisance ?]**, vivrier, économie, Asie, Afghanistan, Birmanie, Laos

Keywords *Opium, poppy, insecurity, food deficiency, economy, Asia, Afghanistan, Burma, Laos*

Le pavot à opium, *Papaver somniferum L.*, se satisfait de conditions climatiques, écologiques et édaphiques très variées et peut donc être cultivé sur tous les continents (Chouvy, 2002, p. 43-47). La plante est toutefois principalement cultivée en Asie. Ainsi, c'est en Afghanistan et en Birmanie, centres historiques des espaces de production illicite d'opium du Croissant d'Or et du Triangle d'Or, qu'existent désormais les plus vastes superficies mondiales de cultures illicites

Ann. Géo., n° 673, 2010, pages 229-247, © Armand Colin

This content downloaded from 193.54.110.35 on Fri, 10 Apr 2015 10:04:40 UTC
All use subject to JSTOR Terms and Conditions

de pavot à opium. En effet, bien que les deux pays diffèrent profondément, notamment du point de vue climatique, la production d'opium a connu ses plus grands succès depuis la Seconde Guerre mondiale dans les basses terres semi-arides du sud de l'Afghanistan et dans les hautes terres tropicales humides du nord de la Birmanie (Chouvy, 2002).

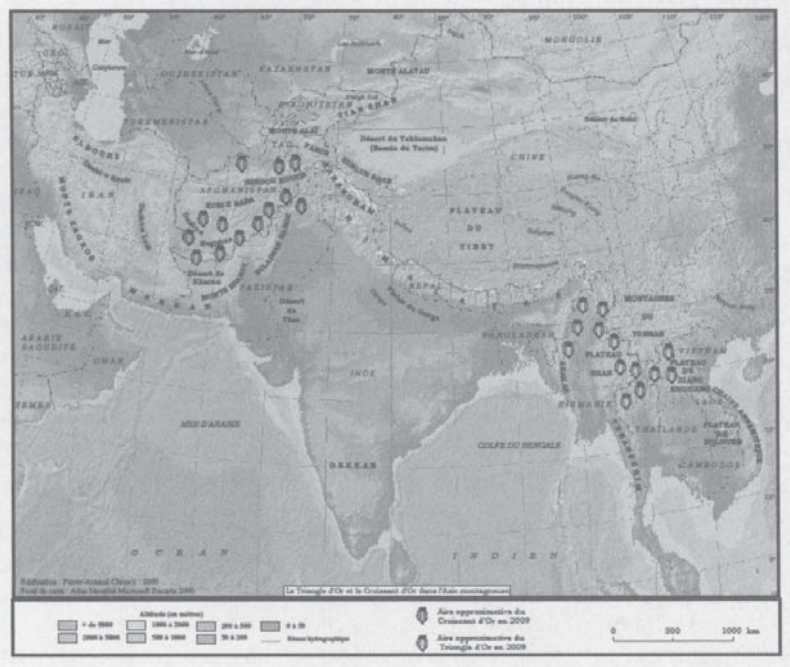


Fig. 1 Le Triangle d'Or et le Croissant d'Or dans l'Asie montagneuse
The Golden Triangle and the Golden Crescent in the mountains of Asia

La grande diversité écologique des régions de production laisse peu de doute quant à la primauté des facteurs politiques et économiques dans la localisation des cultures illicites de pavot à opium. Mais, en dépit de cette diversité et de celle des systèmes de production agricole, il apparaît que ce sont la pauvreté et, plus précisément, l'insuffisance et l'insécurité alimentaires, qui motivent et expliquent le recours individuel ou familial à la culture du pavot à opium dans les principaux pays producteurs illicites d'opium. En Afghanistan, en Birmanie et au Laos, l'insécurité alimentaire explique en effet en grande partie le recours ou non à la production illicite d'opium. Certes, les causes de l'insécurité alimentaire diffèrent grandement d'un pays à l'autre ou même au sein de chaque pays et c'est précisément cette complexité et cette diversité des contextes de production qui doivent être appréhendées et prises en compte pour que les politiques antidrogue et, parmi elles, les politiques dites de « développement alternatif », cessent de cumuler les échecs, voire d'être contre-productives.

This content downloaded from 193.54.110.35 on Fri, 10 Apr 2015 10:04:40 UTC
All use subject to JSTOR Terms and Conditions

1 Le pavot, une culture mondiale

Avant de rencontrer les succès qu'on lui connaît dans les espaces historiques du Triangle d'Or (Birmanie, Laos, Thaïlande) et du Croissant d'Or (Afghanistan, Iran, Pakistan), la culture du pavot à opium a connu des développements considérables dans d'autres pays d'Asie (principalement en Inde, en Chine, et en Turquie), parfois de façon légale (France, Inde, Turquie). Il existe en effet toujours de vastes cultures légales de pavot à opium destinées à l'industrie pharmaceutique et autorisées comme telles par l'Organe international de contrôle des stupéfiants des Nations Unies (OICS). Il n'est que l'Inde, toutefois, qui produise légalement de l'opium : tous les autres pays producteurs d'opiacés pharmaceutiques (Turquie comprise) se contentent de cultiver du pavot pour le récolter sur pied, sans en extraire l'opium par incision (Chouvy, 2008). La production d'opium est donc désormais presque exclusivement illégale et est concentrée à plus de 95 % en Asie : selon les estimations des Nations Unies l'Afghanistan aurait produit à lui seul 92 % de l'opium illicite mondial en 2007 (UNODC, 2008, p. 11).

C'est le déficit de contrôle politico-territorial caractéristique de certains pays non autorisés à produire des opiacés de façon légale qui permet que des dizaines de milliers d'hectares de cultures illicites y prospèrent sans réelle entrave (principalement : Afghanistan, Birmanie, Laos, Colombie, Mexique). Les raisons d'un tel manque de contrôle politico-territorial sont diverses et souvent non exclusives : conflits armés, corruption, territoire non ou trop faiblement intégré ou contrôlé, déficit de moyens humains, économiques, et matériels, etc. Ce sont les conflits armés qui figurent souvent et à juste titre au premier rang des facteurs explicatifs du recours à la production agricole de drogues illicites (Afghanistan, Birmanie, Colombie, par exemple), bien qu'ils ne puissent toutefois expliquer à eux seuls, ou systématiquement, l'émergence des espaces de production illicite d'opium de la deuxième moitié du XX^{e} siècle (McCoy, 1991 ; Labrousse, Koutouzis, 1996 ; Labrousse, 2004). Certes, le déclenchement de conflits armés dans des pays ou régions déjà concernés par la culture du pavot augmente considérablement les chances de développement des surfaces cultivées (Chouvy, Laniel, 2006). De fait, si les longs et coûteux conflits afghans et birmans ont permis que la production illicite d'opium se développe dans les proportions que l'on connaît sur les territoires des deux pays, c'est notamment parce que l'économie de la drogue y a grandement contribué au financement de la guerre. Et ce d'autant plus que la guerre s'y est prolongée au point de n'en plus finir, comme si production d'opium et guerre s'auto-entretenaient, la fragmentation politique des acteurs des conflits considérés encourageant d'autant le recours à une économie de la drogue qui, extrêmement florissante, n'en devenait que plus motivante pour les belligérants (Chouvy, 2002).

L'Afghanistan et la Birmanie figurent parmi les pays les plus pauvres de la planète et la prédominance du paysannat dans leurs structures économiques respectives rend le recours à la production agricole de drogues illicites d'autant

This content downloaded from 193.54.110.35 on Fri, 10 Apr 2015 10:04:40 UTC
All use subject to JSTOR Terms and Conditions

plus réalisable que l'économie y a souffert des affres de la guerre et que le contrôle politico-territorial recherché par les autorités et pouvoirs en place est extrêmement limité ou s'accommode fort bien des ressources que les cultures illicites procurent. Dans les deux cas, par son intensité et sa durée, la guerre a joué un rôle de première importance dans l'extrême paupérisation des populations et y fausse donc une approche du recours à l'économie de la drogue en termes soit strictement économiques, soit strictement polémologiques.

2 La production illicite d'opium, entre guerre et pauvreté

Au milieu de la décennie 2000, la Birmanie se situe toujours dans une période de transition entre guerre et paix et donc entre économie de guerre et économie de paix, alors que la situation sécuritaire afghane, elle, a davantage tendu à se dégrader qu'à s'améliorer entre 2005 et 2009. En tout état de cause, et quelles que soient les différences géopolitiques, politiques, géographiques et économiques qui les distinguent, les deux pays font l'expérience similaire, mais à des degrés divers, selon laquelle l'économie de la drogue survit aux conflits et surtout aux économies de guerres qui en ont assuré le succès (Chouvy, Laniel, 2006). En effet, si l'économie de l'opium n'alimente plus de conflit armé en Afghanistan et en Birmanie comme cela a pu être le cas lors de la décennie 1990 (Labrousse, 2005), ou alors seulement de façon partielle et mineure (Chouvy, 2004), les paysanneries de l'opium, elles, dépendent toujours grandement des revenus générés par cette activité agricole.

On peut en fait raisonnablement estimer qu'en Afghanistan et en Birmanie, la pauvreté, causée directement (destructions physiques, coût humain, impôts de guerre, rapine, etc.) ou indirectement (entrave au développement, aux investissements, etc.) par des années ou des décennies de guerre, est désormais le facteur principal du recours à l'économie agricole des drogues illicites, quoi qu'en disent certains observateurs, notamment le directeur de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime dans le rapport 2007 consacré à l'Afghanistan (UNODC, 2007*a*, p. IV). Il en va de même au Laos, où la relation symbiotique qui existait entre économie de guerre et économie de la drogue[1] a disparu depuis longtemps maintenant, mais où les contraintes du territoire et son abandon partiel par les autorités ont laissé nombre de communautés villageoises sans autre alternative économique que celle de la production d'opium. Il n'est pas inutile de rappeler ici que la conception selon laquelle ce serait l'opium qui serait la cause de la pauvreté, plutôt que l'inverse, est partagée par nombre d'officiels dans un pays où, selon la planification officielle, la réduction voire la suppression de la pauvreté (2015) sera précédée par la suppression de l'agriculture sur brûlis (2010) – désignée pour responsable principale sinon unique de la déforestation

1 Rôle des Hmong, producteurs d'opium, dans la lutte anticommuniste, notamment aux côtés de la CIA : McCoy A., 2003 ; Chouvy, 2007.

This content downloaded from 193.54.110.35 on Fri, 10 Apr 2015 10:04:40 UTC
All use subject to JSTOR Terms and Conditions

–, et de la culture du pavot à opium (2005) (Ducourtieux, Doligez, Sacklokham, 2008, p. 155-156).

En fait, la suppression de la production d'opium n'implique bien sûr pas celle de la pauvreté puisqu'il semble bien que l'insuffisance et l'insécurité alimentaires constituent les causes premières du recours à la culture du pavot. Ainsi, dans le nord du Laos, et malgré la relation de causalité opium – pauvreté avancée par l'UNODC et les autorités laotiennes (et leur négation d'une relation de causalité pauvreté – opium), l'élimination de la culture du pavot s'est faite « au prix d'un accroissement de la pauvreté ». En effet, les études indépendantes portant sur les effets de l'élimination de la production d'opium dans le nord du Laos « évoquent un appauvrissement marqué et une insécurité alimentaire pour les plus pauvres, faute de ventes d'opium pour acheter du riz et d'alternatives économiquement viables » (Ducourtieux, Doligez, Sacklokham, 2008, p. 163- 164).

S'il n'y a pas de causalité absolue liant la pauvreté à la production illicite d'opium, il n'en existe pas moins une indéniable corrélation. Mais même cette corrélation est controversée, sinon contestée, alors que les réalités du terrain témoignent abondamment de ces liens, que ce soit en Afghanistan, en Birmanie, ou au Laos. On peut estimer que la controverse trouve avant tout sa source dans la méconnaissance des motivations des producteurs d'opium illicite, dans des définitions inadéquates, voire inexactes, de la pauvreté, ou encore dans le fait que certaines approches idéologiques priment sur les approches rationnelles. De fait, la prohibition et la guerre contre la drogue reposent avant tout sur des fondements idéologiques, voire religieux, et ne laissent que très peu de place aux débats rationnels (Chouvy, Laniel, 2004). La connaissance des systèmes de production des paysans asiatiques de l'opium ne cesse toutefois de progresser. Ainsi, au cours de la dernière décennie, les recherches exposant et analysant les conditions de vie et les stratégies économiques des paysans de l'opium afghans, birmans et laotiens, se sont multipliées (notamment : Buddenberg, Byrd, 2006 ; Ducourtieux, 2004 ; Goodhand, 2005 ; GTZ, 1998 ; Macdonald, 2007 ; Milsom, 2005 ; Pain, 2007 ; Renard, 2001 ; Rubin, 2004 ; TNI, 2002, 2005). Ces travaux ont permis de confirmer que la pauvreté était bien la raison première pour laquelle l'essentiel des paysanneries asiatiques de l'opium recourait à une agriculture illicite. Plus précisément, ce sont les pénuries et l'insécurité alimentaires qui poussent nombre de paysans afghans, birmans, et laotiens à cultiver du pavot à opium.

Ce qui peut certes apparaître comme une évidence n'en reste pas moins ignoré par nombre d'acteurs institutionnels de la lutte antidrogue mondiale qui persistent à considérer la production illicite d'opium (et de cannabis et de coca) comme une activité criminelle appelant des mesures répressives et non comme une stratégie de survie requérant des mesures de développement économique. Il convient donc d'insister sur la nature des causes premières du recours individuel ou familial à la production illicite d'opium en Asie pour qu'un terme puisse être mis à la « guerre contre la drogue » et que des alternatives économiques puissent être proposées aux paysans de l'opium.

This content downloaded from 193.54.110.35 on Fri, 10 Apr 2015 10:04:40 UTC
All use subject to JSTOR Terms and Conditions

3 Les causes du recours à la production illicite d'opium : la diversité dans l'unité

En Asie du Sud-Ouest comme en Asie du Sud-Est, la culture du pavot est notamment régie par les conditions climatiques. Il s'agit d'une culture de printemps voire d'été en Afghanistan (et au Pakistan), où le pavot germe au sortir de l'hiver et profite de l'apport en eau fourni par la fonte des neiges, avant les grandes chaleurs d'été. En Birmanie, au Laos et en Thaïlande, par contre, le pavot est une culture d'hiver, c'est-à-dire de saison sèche. En effet, en raison de leur régime tropical humide et de leur exposition aux flux de mousson, les trois pays connaissent des précipitations et une chaleur estivales trop élevées pour la culture du pavot. Mais précipitations et températures ne règlent pas seulement le calendrier des cultures : elles déterminent aussi leur localisation altitudinale. Ainsi, en Asie du Sud-Est, le pavot est cultivé presque exclusivement au-dessus de 800 mètres, altitude à partir de laquelle les conditions d'ensoleillement, d'humidité et de température (fraîcheur) lui sont favorables.

Quel que soit le climat sous lequel il est cultivé, le pavot à opium constitue une culture de rente que la plupart des paysans de l'opium associent à leurs cultures vivrières lorsque celles-ci ne leur permettent pas d'atteindre l'autosuffisance alimentaire familiale. Pour l'immense majorité des paysans de l'opium, la culture du pavot participe clairement et avant tout d'une stratégie d'optimisation de leur sécurité alimentaire : la substitution complète du pavot aux cultures céréalières est en effet quasi inexistante et le recours à la production d'opium intervient avant tout pour compenser les déficits vivriers. Certes, les motivations précises des uns et des autres sont variées dès lors que les paysans de l'opium connaissent une multitude de situations différentes selon qu'ils sont propriétaires terriens, fermiers, métayers, travailleurs saisonniers, qu'ils pratiquent une agriculture itinérante ou semi-itinérante sur brûlis, qu'ils cultivent des fonds de vallée irrigués, des terrasses irriguées, ou des essarts d'altitude non irrigués. Mais quelle que soit leur situation, les paysans asiatiques produisent de l'opium en grande majorité afin de pallier, ne serait-ce qu'en partie, leurs déficits vivriers. Cela est d'autant plus clair que la supériorité des prix de l'opium par rapport à ceux des cultures vivrières ou d'autres cultures de rente est loin d'être évidente ou systématique : en effet, la production d'opium est extrêmement exigeante en main-d'œuvre, ce qui grève fortement les revenus nets des producteurs lorsque la force de travail familiale est insuffisante.

Dans les hautes terres d'Asie du Sud-Est continentale la production de riz pluvial demande elle aussi une main-d'œuvre nombreuse, beaucoup plus que celle du blé en Asie du Sud-Ouest. D'ailleurs, la culture pluviale de riz de montagne y est davantage limitée par la faible disponibilité en main-d'œuvre que par le manque de terres cultivables. De fait, dès lors qu'elle suit celle du riz et du maïs, la culture du pavot permet d'en compenser les déficits en utilisant la main-d'œuvre familiale tout au long de l'année. À l'inverse, en Afghanistan, l'autosuffisance familiale en blé (culture qui intervient en même temps que celle du pavot et

This content downloaded from 193.54.110.35 on Fri, 10 Apr 2015 10:04:40 UTC
All use subject to JSTOR Terms and Conditions

impose donc un choix cultural) est davantage compromise par le manque de terres cultivables qui limite le potentiel de production de familles dont la taille moyenne est par ailleurs importante.

Face à une faible disponibilité des terres arables et à la taille importante des familles afghanes, l'intensité en travail et donc le coût de la production d'opium ne sont pas rédhibitoires, bien au contraire : ne disposant que d'une faible surface agricole utile un paysan afghan nourrira vraisemblablement mieux sa famille nombreuse en y produisant de l'opium qu'en ayant recours à la céréaliculture, surtout lorsque le rendement de celle-ci est faible. En Asie du Sud-Est comme en Asie du Sud-Ouest, la production d'opium permet avant tout de pallier un manque de ressources (main-d'œuvre, eau, terres cultivables, limitant les productions vivrières). Elle ne permet que très rarement l'enrichissement des paysanneries qui y ont recours puisqu'elle sert avant tout à compenser ou atténuer leurs déficits vivriers.

4 Birmanie et Laos : riziculture de montagne et insécurité alimentaire

En Birmanie et au Laos, la production d'opium est principalement le fait de populations tribales montagnardes (Akha, Hmong, Lahu, Lisu, Wa, etc.) qui pratiquent une agriculture sur brûlis itinérante ou semi-itinérante dans les hautes terres aux faibles densités humaines du nord de la péninsule. Les basses terres irriguées, elles, sont densément peuplées et principalement consacrées à la riziculture par des Birmans (ethniques[2]), des Thaï, et des Lao. De fait, 93 % des champs de pavot répertoriés en 2002 par les Nations Unies dans la région du nord de l'État shan de Birmanie se situaient au-dessus de 800 mètres d'altitude (UNDCP, 2002 : 21) et, en 2001, 80 % des villages producteurs d'opium du Laos se situaient au-dessus de 700 mètres (UNDCP, 2001 : 16). Même si, en altitude, des vallées entières peuvent être cultivées en pavot, la large priorité donnée à la riziculture humide lorsqu'elle est possible fait que la culture du pavot est majoritairement entreprise sur les pentes des collines et montagnes de la région : en 2002, 65 % des champs de pavot de la Région spéciale n° 2 (wa) de l'État shan de Birmanie étaient situés en terrain incliné, 24 % l'étaient en terrain plat (fonds de vallées ou plateaux), et seuls 8 % l'étaient en terrasses[3] (UNDCP, 2002 : 21). La culture du pavot y était pluviale à près de 99 % en 2002 (UNDCP, 2002, p. 21).

Les études socio-économiques menées par l'UNODC tendent à montrer que l'étendue des cultures de pavot est liée à celle de la riziculture inondée ou irriguée et donc au degré d'autosuffisance et de sécurité alimentaires des

2 La langue française ne permet pas de distinguer, comme en anglais, les Birmans ethniques (*Burman*) des Birmans de citoyenneté (*Burmese*).

3 La situation des 3 % restants n'est pas spécifiée.

This content downloaded from 193.54.110.35 on Fri, 10 Apr 2015 10:04:40 UTC
All use subject to JSTOR Terms and Conditions

populations. En effet, les rendements de la riziculture humide sont de loin supérieurs à ceux de la riziculture pluviale sur essarts. Ainsi, en Birmanie, les familles productrices d'opium sont caractérisées par un plus large recours à la culture itinérante (riziculture pluviale) que celles qui ne cultivent pas de pavot et le pourcentage de familles possédant des terres rizicoles inondées ou irriguées est inférieur dans les villages producteurs d'opium que dans les autres (UNODC 2006*a*, p. 91-92).

Les déficits et l'insécurité alimentaires expliquent plus que tout autre facteur pourquoi la production d'opium est plus importante dans certaines régions de Birmanie et du Laos que dans d'autres. En 2005, par exemple, 57 % des villages du nord du Laos et 90 % de ceux de la région wa de Birmanie (où les productions d'opium des deux pays sont ou étaient concentrées) étaient déficitaires en riz. La situation était particulièrement difficile dans la région wa où la production annuelle de riz d'une famille moyenne n'équivalait qu'à quatre à six mois de consommation. La même année, la production d'opium ne contribuait en moyenne qu'à 10 % du revenu total des familles dans le nord du Laos (contre 42 % en 2003, lorsque la culture du pavot n'avait pas encore été interdite) mais à 73 % de celui des familles de la région wa : la production d'opium était donc d'autant plus importante que la production de riz était insuffisante. En effet, avant l'interdit de production décrété en 2005 par les autorités wa (United Wa State Party/United Wa State Army), 82 % des paysans de la région wa cultivaient du pavot afin d'assurer au mieux la sécurité alimentaire de leurs familles (Chouvy, 2005 ; UNODC, 2006*a*, p. 26-27).

Les disparités peuvent donc être grandes d'un pays de production d'opium à un autre. Mais elles ne le sont pas moins au sein d'un même pays, ainsi que le montre l'exemple de la Birmanie en 2004 lorsque la production d'opium contribuait à près de 90 % des revenus des familles de la région wa, à 50 % de celui des familles du sud de l'État shan, et à seulement 5 % de celui des familles du nord de l'État shan (UNODC, 2004*a*, p. 22). Si les exemples birmans et laotiens montrent que le degré de dépendance économique à l'opium était variable d'une région à une autre, l'exemple afghan, lui, montre que les causes de l'insuffisance et de l'insécurité alimentaires peuvent être toutes autres mais générer des stratégies paysannes similaires.

5 Afghanistan : terres arables limitées, familles nombreuses et insécurité alimentaire

Les paysans afghans sont dans une situation qui, tout en étant extrêmement différente de celles des Birmans et des Laotiens, n'en est pas moins comparable par certains aspects. En effet, s'ils ont eux aussi à faire face à une insécurité alimentaire persistante, c'est notamment en raison d'une faible disponibilité de terres arables, de la taille moyenne élevée des familles afghanes et des sécheresses récurrentes. Dans un Afghanistan semi-aride où l'irrigation est souvent

This content downloaded from 193.54.110.35 on Fri, 10 Apr 2015 10:04:40 UTC
All use subject to JSTOR Terms and Conditions

indispensable à la production agricole, des décennies de guerre et de destruction des canaux d'irrigation ont accentué le manque d'eau disponible, notamment pour la céréaliculture. En 1978, avant que la guerre ne survienne en Afghanistan (1979), le pays était sur le point d'atteindre son autosuffisance céréalière malgré ses 12 % de terres arables. À la fin des années 1990, alors que le pays était toujours en guerre dix ans après la fin de l'occupation soviétique (1989), les terres effectivement cultivables avaient diminué de près de 40 %, notamment en raison de la destruction des canaux d'irrigation, des sécheresses répétées, et de la plus grande pollution des sols par des mines antipersonnel jamais connue par un pays. Entre 1978 et la chute des Taliban, en 2001, les Nations Unies (FAO) estiment que les surfaces irriguées ont diminué de 60 %. Depuis 2001, la production céréalière a toutefois doublé (entre 2001 et 2007), mais sans cesser de varier à la hausse et à la baisse et donc en confrontant la population à une insécurité alimentaire persistante. En 2008 la situation s'est d'ailleurs sérieusement aggravée, d'une part en raison de la persistance de la sécheresse, et d'autre part en raison de la hausse vertigineuse des prix du blé entre janvier 2007 et juin 2008. De fait, depuis 2001, la FAO estime qu'environ un tiers de la population, soit 7 millions de personnes, souffre de façon chronique de la faim, principalement en raison de la sécheresse[4].

Pendant les trois décennies qui ont suivi l'invasion soviétique, la culture du pavot et les récoltes d'opium, elles, ont augmenté, battant record après record, jusqu'à celui de 2007, lorsque l'Afghanistan, premier producteur illégal d'opium depuis 1991 (1 980 tonnes), a produit plus d'opium illicite (8 200 tonnes) que le monde entier l'année précédente (6 610 tonnes en 2006 selon les Nations Unies, dont 6 100 en Afghanistan). Les récoltes d'opium ont explosé en dépit de l'augmentation de la production céréalière et ce en partie parce qu'il semble bien que la production d'opium constitue davantage une réponse à l'insécurité alimentaire qu'au degré d'autosuffisance alimentaire du pays. De fait, rares sont les paysans afghans qui consacrent l'intégralité des terres qu'ils cultivent au pavot dès lors que la production d'opium s'intègre avant tout dans leurs stratégies d'autosuffisance et de sécurité alimentaires et non dans des stratégies de maximisation des profits. En effet, David Mansfield, en particulier, a montré que dans leur grande majorité les familles afghanes ne produisent pas assez de blé pour assurer leurs besoins de consommation et ce même si elles consacrent l'intégralité des terres dont elles disposent (en propriété, en fermage, ou en métayage) à la céréale : « les terres sont en général trop exiguës, les familles trop nombreuses, et les rendements en blé trop faibles » (Mansfield, 2007, p. 19-20).

4 World Food Programme, *Food Security : Overview – Afghanistan*, http://www.wfp.org/country_brief/indexcountry.asp?country=004 (page visitée le 5 février 2009). Voir aussi : United States Department of Agriculture, *Afghanistan : 2009 / 10 Wheat production Outlook Uncertain*, Foreign Agricultural Service, Commodity Intelligence Report, December 11, 2008, http://www.pecad.fas.usda.gov/highlights/2008/12/Afghanistan/ (page visitée le 5 février 2009).

This content downloaded from 193.54.110.35 on Fri, 10 Apr 2015 10:04:40 UTC
All use subject to JSTOR Terms and Conditions

Ainsi, en 2004, dans la province du Nangarhar, les familles autosuffisantes en blé ne consacraient pas plus de 25 % de leurs terres au pavot alors que celles qui souffraient de déficits céréaliers allouaient en moyenne 55 % de leurs terres à la production d'opium (Mansfield, 2004, p. 23). L'accroissement des superficies cultivées en pavot s'explique principalement par le fait que l'autosuffisance familiale en blé du paysannat afghan s'est considérablement dégradée au cours des dernières années, notamment en raison de la division héréditaire des terres, du retour massif des réfugiés, mais aussi des sécheresses récurrentes et de la baisse des prix du blé (en tout cas jusqu'en 2005). Certes, après 2001, le contrecoup économique de l'interdiction brutale de culture du pavot par les Taliban a provoqué l'augmentation de la production d'opium. Mais trois ans plus tard, en 2004, dans les provinces de Nangarhar et de Laghman, seuls 5 % des familles d'agriculteurs déclaraient être autosuffisantes en blé alors que 56 % d'entre elles affirmaient l'avoir été précédemment, en général six ans plus tôt (Mansfield, 2004, p. 22). Depuis 2004, la détérioration sécuritaire entraînée notamment par la résurgence talibane a encore ralenti le développement rural, favorisant ainsi la croissance de la production d'opium.

Lorsque les terres disponibles sont de superficie insuffisante, qu'elles ne sont pas irriguées, et que la sécheresse sévit, qu'une seule récolte de blé est donc possible au lieu des deux qui sont généralement pratiquées dans de nombreuses régions d'Afghanistan, que l'insécurité compromet nombre de projets de développement, alors nombre de paysans afghans ont tendance à consacrer une partie croissante de leurs terres d'hiver à la culture du pavot. La paysannerie afghane est bien sûr loin de disposer des ressources forestières (chasse et cueillette) des populations d'essarteurs de Birmanie et du Laos pour compenser les déficits de ses cultures vivrières (Pfund, Robinson, 2005). C'est surtout l'élevage qui, en Afghanistan, génère les ressources et les revenus complémentaires nécessaires à l'équilibre économique de la paysannerie. Mais les sécheresses récurrentes ont là encore profondément affecté cette activité : ainsi, au moment du choc économique provoqué par l'interdit taliban visant la production d'opium, la sécheresse avait déjà provoqué une baisse de 50 % de la production céréalière (entre 1999 et 2000) et avait amputé les cheptels de 60 % (entre 1998 et 2001) (FAO, 2002 ; Chouvy, 2003).

Mais la culture du pavot est aussi influencée par l'évolution du marché national et régional du blé : l'offre régulière de blé à bon prix sur les marchés afghans a encouragé une partie de la paysannerie afghane à consacrer davantage de ses terres à la production d'opium (Mansfield, 2004, p. 68). Ainsi, l'insuffisance et l'insécurité alimentaires encouragent d'autant plus les agriculteurs à cultiver du pavot que du blé est disponible à prix abordable sur le marché national. Au cours des dernières années, production de blé et production d'opium ont donc augmenté de concert, les paysans ne pouvant atteindre l'autosuffisance alimentaire recourant d'autant plus à la culture du pavot que l'achat de blé était devenu possible et fiable et que le prix de l'opium, lui, s'était vu multiplié par dix depuis 2000.

This content downloaded from 193.54.110.35 on Fri, 10 Apr 2015 10:04:40 UTC
All use subject to JSTOR Terms and Conditions

6 La toute relative supériorité économique de la production d'opium

Le rôle majeur que l'insécurité alimentaire joue dans le choix que font nombre de paysans de recourir à la production d'opium impose de relativiser la supériorité économique de l'opium par rapport aux autres productions, vivrières ou de rente. En effet, afin d'améliorer l'efficacité des programmes de réduction des productions agricoles de drogues illicites, il importe de comprendre non seulement que l'insécurité alimentaire est une des raisons fondamentales du recours à la production illicite d'opium mais aussi que celle-ci n'est pas aussi compétitive qu'on le pense, bien au contraire.

Certes, les productions agricoles de drogues illicites permettent souvent aux paysanneries qui y ont recours de dégager des revenus supérieurs à ceux que d'autres productions autorisent. Ainsi, en 2006 en Afghanistan, un hectare de pavot rapportait en moyenne dix fois plus qu'un hectare de blé (5 400 US$/550 US$) (UNODC, 2006*b*, p. 1). Et avant l'interdit de production qui a frappé la région wa de l'État shan de Birmanie en 2005, les paysans de l'opium rapportaient que la culture du pavot y était quatre à cinq fois plus rémunératrice que celle du riz. Il est donc logique que, face à de tels rapports, la production illicite d'opium apparaisse extrêmement rentable et compétitive, et qu'en conséquence elle laisse peu d'arguments aux partisans des programmes de développement alternatif tout en en donnant à ceux qui promeuvent l'éradication forcée comme unique solution.

Mais comparer la valeur d'une production d'opium à celle d'une production de blé ou de riz pose quelques problèmes. Il convient d'emblée d'insister sur la faible pertinence qu'il y a de comparer une culture de rente avec une culture vivrière de base plutôt qu'avec une autre culture de rente. Il n'est pas judicieux non plus de ne pas considérer les variations de prix de chaque production et donc leur caractère conjoncturel : en Afghanistan, le prix de l'opium a été multiplié par dix en quelques années alors que celui du blé baissait (en tout cas jusqu'en 2005). Enfin, il est aberrant de comparer les valeurs globales de chaque production plutôt que les revenus nets qu'elles permettent de dégager : cela revient en effet à ne pas prendre en compte les coûts de production inhérents à chaque denrée alors que ceux-ci diffèrent largement.

Qui plus est, les contextes afghan d'une part, et birman et laotien d'autre part, présentent là encore des différences majeures, le pavot pouvant être d'autant plus facilement concurrencé par d'autres productions en Afghanistan qu'il n'y occupe pas une niche écologique limitée comme c'est le cas en Asie du Sud-Est. Enfin, à la différence des essarteurs du Laos ou de Birmanie, la paysannerie afghane n'a que récemment recouru à la culture du pavot en tant que culture de rente : avant la guerre contre les Soviétiques, l'Afghanistan a longtemps exporté le produit de ses cultures de rente vers l'Inde, l'Asie centrale, ou la Perse, alors que c'est la production d'opium qui, à partir du milieu du XIX^e^ siècle, a fait passer certaines populations tribales des montagnes et collines d'Asie du Sud-Est de l'économie

This content downloaded from 193.54.110.35 on Fri, 10 Apr 2015 10:04:40 UTC
All use subject to JSTOR Terms and Conditions

de subsistance qui les caractérisait alors à l'économie commerciale moderne et monétisée (McCoy, 1991, p. 119).

En Afghanistan c'est la guerre et ses destructions qui ont bouleversé les systèmes de production et contribué à l'émergence de l'économie de l'opium. La guerre a surtout affecté les cultures de rente afghanes, notamment les immenses vergers du pays (pistaches, figues, dates, amandes, agrumes, etc.) et ses canaux d'irrigation. La production d'opium a alors permis de compenser ces pertes, progressivement et en partie, mais sans jamais remplacer ou concurrencer directement les cultures céréalières. Ainsi, en dépit du différentiel de prix qui existe entre production céréalière et production d'opium, et malgré l'existence de conditions favorables à la culture du pavot dans la majorité du pays, seule une petite fraction des terres cultivées du pays est plantée en pavot : lors des records de superficies cultivées en pavot de 1999, de 2006, et de 2007, la culture du pavot n'a en effet jamais occupé plus de 5 % des terres cultivées du pays (193 000 hectares de pavot en 2007, soit 4,7 % des terres cultivées du pays lors de son record absolu de culture du pavot) (UNODC, 2007*b*, p. 7 ; Mansfield, 2002, p. 1).

Mais le succès de la production afghane d'opium n'est pas seulement dû à l'insécurité alimentaire qui persiste depuis des années dans le pays ; il est aussi le fait de la multiplication par dix des prix de l'opium après l'interdit taliban de 2000, du faible potentiel économique et du développement limité des productions de rente promues depuis la chute des Taliban (roses, safran, etc.), et de la disponibilité sur les marchés afghans de blé (notamment importé) à bas prix. De fait, en 2000, lorsque les Taliban ont prononcé leur interdit de production d'opium, un hectare de blé rapportait en moyenne deux fois moins qu'un hectare de tomates ou d'oignons, quatre fois moins qu'un hectare de pommes ou de pomme de terre, sept fois moins qu'un hectare d'amandes, et huit fois moins qu'un hectare de pavot (World Bank, 2004, p. 69). En 2000, le prix moyen de l'opium était de 30 dollars le kilogramme, c'est-à-dire dans la moyenne des prix de la décennie 1990. Mais en 2001 le choc économique provoqué par l'interdit taliban décupla le prix de l'opium (300 dollars en moyenne en 2001, avec des pics à 1 000 dollars, puis 350 dollars en moyenne en 2002) et la chute du régime des étudiants en religion permit ensuite la relance de la production, relance d'autant plus importante que les dettes des paysans de l'opium ne pouvaient être remboursées qu'en accroissant les superficies cultivées. Après 2003 le prix de l'opium diminua pour tomber sous la barre des 100 dollars (86 en 2007) mais il restait néanmoins trois fois plus élevé qu'il ne l'avait été durant la précédente décennie, et donc d'autant plus attractif par rapport aux productions agricoles légales. De fait, en Afghanistan, la culture du pavot est davantage liée à l'insécurité alimentaire qu'elle seule permet de pallier en l'absence d'autres cultures de rente ou d'amélioration des systèmes de production vivrière (notamment irrigation et réforme agraire), qu'au différentiel de prix qui existe entre l'opium et le blé. Il en va de même en Asie du Sud-Est où nombre de paysans ont trouvé dans la production d'opium la source de revenus nécessaire à l'achat de riz lors des périodes de soudure.

This content downloaded from 193.54.110.35 on Fri, 10 Apr 2015 10:04:40 UTC
All use subject to JSTOR Terms and Conditions

En Asie du Sud-Est, les prix de l'opium ont, comme en Afghanistan, augmenté à la suite des baisses forcées de production (interdits de production et éradication), tant en Birmanie qu'au Laos. En 2002, la Birmanie produisait quelque 800 tonnes d'opium au prix moyen de 151 dollars par kilogramme. En 2007 (460 tonnes), après quelques années de chute de production provoquée par les interdits de production prononcés dans le Kokang et dans la région wa, les prix moyens avaient atteint 265 dollars par kilogramme. Ainsi, en cinq ans, les prix de l'opium birman avaient augmenté de 75 % alors que la production avait, elle, diminué de 47 % (UNDCP, 2002, p. 4 ; UNODC, 2006*b*, p. 5 ; UNODC, 2007*c*, p. 50). Quant au Laos, où la production a baissé de 94 % entre 2001 et 2007, les prix ont augmenté de 500 % pour atteindre en moyenne 974 dollars par kilogramme (UNDCP, 2001, p. 3 ; UNODC, 2006*a*, p. 5). Mais c'est en Thaïlande, où la production d'opium est quasi nulle depuis des années maintenant (environ 2 tonnes, après éradication), que les prix moyens de l'opium au kilo sont, logiquement, les plus élevés : 1 071 dollars en moyenne en 2007 (UNODC, 2007*c*, p. 122).

Les années 2000 ont donc vu les prix de l'opium et la profitabilité de la production d'opium augmenter tant en Afghanistan qu'en Birmanie et au Laos. Il est donc à l'évidence devenu plus difficile d'y concurrencer la production d'opium avec des productions agricoles légales dont les prix n'ont pas augmenté ou ont même baissé (cas du blé en Afghanistan jusqu'en 2005). Ainsi, d'un strict point de vue économique, il était plus intéressant de cultiver du blé plutôt que du pavot en 2000, lorsque la valeur moyenne du blé à l'hectare était 8 fois plus faible que celle de l'opium, qu'en 2003, lorsqu'un hectare d'opium rapportait 28 fois plus qu'un hectare de blé (World Bank, 2004, p. 69). La chose est aussi vraie en Birmanie et au Laos où la chute brutale et non compensée de la culture du pavot a provoqué l'explosion des prix de l'opium. La supériorité économique de l'opium est donc extrêmement relative et, surtout, extrêmement variable, dès lors qu'elle dépend de divers facteurs dont, logiquement, les prix de l'opium et ceux des autres productions agricoles. Mais la relativité de la supériorité économique de l'opium est encore plus grande qu'il n'y paraît de prime abord puisque les observateurs comparent pour la plupart les valeurs brutes des productions agricoles et non les revenus nets qu'elles permettent de dégager.

7 Exigeante en main-d'œuvre, la production d'opium est peu lucrative

La production d'opium est une activité extrêmement exigeante en travail, en tout cas beaucoup plus que ne le sont celles de blé ou de riz. Cela ne remet en fait pas seulement en question la supposée supériorité économique de la production d'opium, mais contredit aussi l'idée reçue qui veut qu'elle soit une solution de facilité pour les paysans qui y ont recours. En fait, les superficies cultivées, lorsqu'elles ne sont pas contraintes par d'autres facteurs (disponibilité,

This content downloaded from 193.54.110.35 on Fri, 10 Apr 2015 10:04:40 UTC
All use subject to JSTOR Terms and Conditions

taille des parcelles, droit coutumier, etc.), sont limitées par la disponibilité de la main-d'œuvre familiale et, ou, extérieure rémunérée. Ainsi, en 2005, la superficie moyenne des champs de pavot s'établissait à 0,17 hectare en Birmanie et à 0,29 hectare au Laos. En Afghanistan, la superficie moyenne des champs de pavot était de 0,37 hectare en 2006.

La production d'opium nécessite le recours fréquent à une main-d'œuvre extérieure. Si chaque capsule d'un champ de pavot (qui en contient entre 120 000 et 275 000 à l'hectare) est incisée quatre fois en moyenne en Afghanistan, et est donc raclée autant de fois, la récolte, comme toute récolte, doit se faire au plus vite, en profitant de conditions météorologiques favorables. Mais la récolte n'est pas la seule partie de l'itinéraire agricole du pavot à exiger une abondante main-d'œuvre ; en effet, le désherbage des parcelles peut représenter plus de travail encore. En Afghanistan, des estimations récentes font état de 350 jours-homme de travail agricole par hectare de pavot, à comparer avec 41 jours-homme pour le blé, et 135 pour le cumin noir (UNDCP, 1999). En Asie du Sud-Est, la littérature existante fait état de 300 à 486 jours-homme de travail par hectare de pavot (Mansfield, 2002, p. 9, note 20). Au début des années 2000, des études menées dans le nord du Laos ont montré que la somme de travail requise pour cultiver un hectare de pavot était de 301 jours-homme, bien plus donc que les 160 à 210 jours-homme requis par la culture pluviale de riz de montagne ou que les 155 jours-homme nécessaires à la culture du maïs (Baudran, 2000, p. 33-65).

En Afghanistan la culture du blé et la culture du pavot interviennent en même temps et imposent un choix qui ne peut se faire qu'en termes de répartition spatiale (un tiers de pavot et deux tiers de blé par exemple). Au Laos et en Birmanie, le riz de montagne et le maïs n'ont pas le même calendrier cultural que le pavot et le travail d'abattis-brûlis est donc d'autant mieux rentabilisé. De fait, si une parcelle ne devait être cultivée qu'en pavot, il faudrait rajouter quelque 30 jours-homme d'abattis-brûlis, soit moins que les 55 jours-homme nécessaires au désherbage d'une parcelle entre une culture de maïs et une culture de pavot. C'est en fait clairement le désherbage qui obère l'activité agricole dans les montagnes d'Asie du Sud-Est. Si le désherbage représente 50 % du travail requis pour la production d'opium dans le nord du Laos, la récolte de celui-ci en représente 25 %, à l'instar du riz. Les agronomes estiment d'ailleurs que c'est le désherbage qui constitue la contrainte majeure de l'agriculture sur brûlis (Ducourtieux, 2004, p. 75-76).

Le temps consacré à la production d'opium ne limite pas seulement les superficies cultivées et donc les revenus générés par cette activité réputée hautement rentable. Le travail agricole requis grève aussi considérablement les revenus des producteurs, soit en monopolisant la main-d'œuvre familiale, soit en imposant le recours à une main-d'œuvre extérieure rémunérée. Ainsi, en Afghanistan la charge de travail peut représenter jusqu'à 90 % du coût total de production (Mansfield, 2002, p. 5). Si les propriétaires terriens sont ceux qui profitent le plus de la production d'opium en Afghanistan, les fermiers et surtout les métayers, qui forment la majorité de la paysannerie afghane, sont loin de s'enrichir et souvent même de

This content downloaded from 193.54.110.35 on Fri, 10 Apr 2015 10:04:40 UTC
All use subject to JSTOR Terms and Conditions

seulement dégager un bénéfice. En fait, les métayers, les plus pauvres des paysans afghans avec les travailleurs agricoles itinérants, sont les principaux producteurs d'opium. Les paysans sans terre n'ont guère d'autre choix que celui du métayage et la culture du pavot leur est imposée soit par le propriétaire terrien (afin d'optimiser ses revenus), soit par l'impossibilité qu'ils ont de nourrir leurs familles nombreuses en se contentant de cultiver du blé sur des parcelles de tailles insuffisantes. Le métayer producteur d'opium est quasiment incapable de dégager des bénéfices et ne parvient souvent même pas à payer ses dettes (Mansfield, 2002).

En effet, le métayer producteur d'opium reçoit traditionnellement un tiers de la récolte une fois déduction faite de l'*ushr*, la dîme, et du coût de la main-d'œuvre employée. En fonction de l'importance des récoltes, et donc de l'offre et de la demande de travail, les travailleurs itinérants perçoivent quant à eux entre un sixième et un quart de la récolte. Mais le métayer producteur d'opium est souvent contraint de vendre sa part de la récolte à l'avance (système *salaam*) à la moitié de sa valeur, pour faire face aux soudures. À titre d'exemple, un hectare de pavot qui produirait 46 kilogrammes d'opium vendus 36 dollars le kilo (rendement moyen 1994-2000 et prix moyen dans le sud du pays 1998-2000), générerait 1 702 dollars dont 851 iraient au propriétaire terrien et dont seulement 382 à 425 iraient au métayer. Si celui-ci vendait sa récolte à l'avance, il ne recevrait qu'entre 191 et 212 dollars. Sachant que la taille moyenne des champs de pavot est de 0,37 hectare, le revenu réel moyen perçu par un métayer afghan pourrait donc être estimé entre 70 et 78 dollars. Enfin, ainsi que le précise David Mansfield, une fois la main-d'œuvre familiale intégrée au calcul du coût de production, nombre de familles afghanes perdent en fait de l'argent en produisant de l'opium. (Mansfield, 2002, p. 8-9). La production d'opium n'est donc pas forcément une activité lucrative : elle permet avant tout d'optimiser la sécurité alimentaire des familles concernées.

Même sans permettre de dégager des profits, la production d'opium peut néanmoins se révéler attractive pour certaines parties des paysanneries afghane, birmane, et laotienne. À l'évidence, le recours à la production illicite d'opium se fait avant tout pour pallier les limites conjoncturelles et, ou, structurelles, des structures foncières et des systèmes de production concernés, et non principalement par logique mercantile. C'est de cette dimension fondamentale de la réalité que les politiques antidrogue mondiales n'ont pas suffisamment tenu compte et c'est ce qui explique en partie leur échec.

8 Résoudre les causes de la production d'opium et non les aggraver

Plutôt que d'attaquer la production illicite d'opium directement comme il est fait depuis déjà plus de trente ans (éradication forcée, interdits de production, cultures de substitution et autres programmes de développement alternatif) il convient d'identifier les causes et les mécanismes du recours à la production

This content downloaded from 193.54.110.35 on Fri, 10 Apr 2015 10:04:40 UTC
All use subject to JSTOR Terms and Conditions

illicite d'opium afin de pouvoir y remédier. En effet, interdire la production d'opium ou détruire les récoltes de pavot sur pied ne résout en rien les causes profondes du recours à cette économie. Pire, interdits et éradication se révèlent même être contreproductifs, ainsi que le regain de production post-Taliban et les récentes hausses de prix et sursauts de production de Birmanie et du Laos l'ont montré. En fait, plutôt que d'attaquer les causes du recours à la production illicite d'opium, interdits et éradication forcée les renforcent. Ces causes sont multiples et complexes et devraient appeler des solutions tout aussi multiples et complexes, et non ces solutions uniques et universelles que constituent interdiction et éradication. La grande diversité des contextes de production devrait d'ailleurs aussi être prise en compte lors de l'élaboration des programmes et projets de développement économique, ce qui est encore très loin d'être le cas.

Mais au-delà de cette diversité apparaissent néanmoins des facteurs communs au recours à la production illicite d'opium, facteurs communs qui devraient orienter la conception même des mesures antidrogue : en Afghanistan, en Birmanie et au Laos, la culture du pavot procède en effet en grande partie de l'insuffisance et de l'insécurité alimentaires. Il convient donc de s'attaquer aux déficits de production vivrière, notamment en s'attaquant à ses diverses causes, si la production illicite d'opium doit être diminuée voire supprimée durablement et dans les meilleures conditions. La production d'opium peut être d'autant plus facilement diminuée par des moyens économiques, et notamment par le développement agricole, qu'elle est extrêmement exigeante en travail et peu lucrative. Qui plus est, même si la promotion de cultures alternatives n'est pas suffisante, l'expérience montre que nombre de cultures vivrières et de rente, légales celles-là, peuvent concurrencer les revenus générés par l'opium : fleurs coupées en Thaïlande, oignons au Pakistan, ail au Liban, fruits en Afghanistan, bois d'agar au Laos, etc.

Au-delà de l'existence de cultures alternatives viables, ce sont des interventions visant à modifier l'accès à la terre et à l'eau, le planning familial, le marché du travail non agricole, le coût du travail manuel, les infrastructures de communication, et les prix des produits de première nécessité, qui peuvent accroître ou diminuer la profitabilité de la production d'opium et donc l'intérêt que certaines paysanneries d'Asie ont ou non à y recourir. L'erreur commise depuis près de 40 ans maintenant a en effet consisté à ne traiter que le symptôme de situations de crise : la production d'opium est la conséquence de la crise et du déséquilibre profond de certaines sociétés, pas leur cause. Seul le développement économique des pays et régions concernées peut donc permettre d'y résoudre la question du recours à la production illicite d'opium. Dès lors que celle-ci est déterminée en grande partie par la pauvreté (et plus précisément, par l'insuffisance et l'insécurité alimentaires), et qu'elle ne permet d'ailleurs pas aux paysanneries qui y ont recours d'y échapper, les politiques locales, nationales, et internationales devraient davantage chercher à réduire la pauvreté qu'à supprimer, notamment par la force, les productions agricoles illicites qui en résultent. Les interdits de production et les opérations d'éradication forcée, qui consistent à traiter un symptôme (culture du pavot) en en

This content downloaded from 193.54.110.35 on Fri, 10 Apr 2015 10:04:40 UTC
All use subject to JSTOR Terms and Conditions

aggravant les causes (pauvreté), ne doivent être employés qu'en dernier recours, si nécessaire et une fois que les programmes de développement économique ont porté leurs fruits et que des alternatives réelles et viables existent (comme cela a été fait en Thaïlande : Renard, 2001). Il convient en effet de traiter la production illicite d'opium non comme une activité criminelle ou répréhensible mais comme une problématique agricole et de développement : elle révèle avant tout les déficiences et les échecs politiques et économiques des États concernés dont une partie des paysanneries n'a eu d'autre choix, à une époque donnée, que d'inclure la production illicite d'opium dans ses stratégies économiques.

Pierre-Arnaud Chouvy
Chargé de recherche au CNRS
Prodig — UMR 8586
2, rue Valette
75005 Paris
pachouvy@geopium.com

Bibliographie

Baudran E. (2000), *Derrière la savane, la forêt. Étude du système agraire du nord du district de Phongsaly (Laos)*, Paris, Comité de coopération avec le Laos (CCL).

Buddenberg D., Byrd W. (2006), *Afghanistan's Drug Industry. Structure, Functioning, Dynamics, and Implications for Counter-Narcotics Policy*, Vienna – Washington, DC, UNODC – World Bank.

Chouvy P.-A. (2002), *Les Territoires de l'opium. Conflits et trafics du Triangle d'Or et du Croissant d'Or*, Genève, Olizane.

Chouvy P.-A. (2004), « Narco-Terrorism in Afghanistan », *Terrorism Monitor*, vol. 2, Issue 6, 25 March 2004, p. 7-9.

Chouvy P.-A. (2005), « Opium et danger de crise humanitaire dans le Triangle d'Or », *Questions internationales*, n° 11, janvier-février 2005, p. 100-107.

Chouvy P.-A. (2007), « Drug Trafficking », in Tucker S.C., *The Encyclopedia of the Cold War : A Political, Social, and Military History*, Santa Barbara, ABC-CLIO, p. 339-441.

Chouvy P.-A. (2008), « Licensing Afghanistan's Opium : Solution or Fallacy ? », *Caucasian Review of International Affairs*, vol. 2, n° 2, printemps 2008, http://cria-online.org/j3_6.php.

Chouvy P.-A., Laniel L., 2004, « De la géopolitique des drogues illicites », *Hérodote*, n° 112, 1er trimestre 2004, « Géopolitique des drogues illicites », p. 7-26.

Chouvy P.-A., Laniel L. (2006), « Production agricole de drogues illicites et conflictualités intra-étatiques : dimensions économiques et stratégiques », *Cahiers de la sécurité*, 3e trimestre 2006, p. 223-253.

Ducourtieux O. (2004), « Shifting Cultivation and Poverty Reduction in the Uplands of Lao PDR : A Complex Issue ». *Proceedings from NAFRI Uplands Workshop on Shifting Cultivation Stabilization and Poverty Eradication*, Luang Prabang, p. 71-94.

Ducourtieux O., Doligez F., Sacklokhma S. (2008), « L'éradication de l'opium au Laos. Les politiques et leurs effets sur l'économie villageoise », *Revue Tiers-Monde*, n° 193, janv.-mars 2008, p. 145-168.

FAO (2002), *Special Report : FAO/WFP Crop And Food Supply Assessment Mission To Afghanistan*, mars 2002, http://www.fao.org/docrep/005/y7376e/y7376e00.htm.

This content downloaded from 193.54.110.35 on Fri, 10 Apr 2015 10:04:40 UTC
All use subject to JSTOR Terms and Conditions

Goodhand J., 2005, « Frontiers and Wars : the Opium Economy in Afghanistan », *Journal of Agrarian Change*, vol. 5, n° 2, April 2005, p. 191-216.

GTZ (Deutsche Gesellschaft für technische Zusammenarbeit) (1998), *Drugs and Development in Asia. A Background and Discussion paper, Drugs and Development Programme*, Eschborn, GTZ.

Labrousse A. (2004), *Géopolitique des drogues*, Paris, PUF.

Labrousse A. (2005), *Afghanistan. Opium de guerre, opium de paix*, Paris, Mille et une Nuits.

Labrousse A. Koutouzis M. (1996), *Géopolitique et géostratégies des drogues*, Paris, Economica.

Macdonald D. (2007), *Drugs in Afghanistan. Opium, Outlaws and Scorpion Tales*, Londres- Ann Arbor, Pluto Press.

Mansfield D. (2001), *An Analysis of Licit Opium Poppy Cultivation : India and Turkey*, texte non publié, disponible sur www.geopium.org.

Mansfield D. (2002), « Economic Superiority of Illicit Drug Production : Myth and Reality. Opium Poppy Cultivation in Afghanistan », Paper (unpublished) prepared for the International Conference on The Role of Alternative Development in Drug Control and Development Cooperation, Feldafing/Munich, Germany, janv. 2002.

Mansfield D. (2004), *Diversity and Dilemma : Understanding Rural Livelihoods and Addressing the Causes of Opium Poppy Cultivation in Nangarhar and Laghman, Eastern Afghanistan*, A Report for the Project for Alternative Livelihoods (PAL) in Eastern Afghanistan, Internal Document n° 2, GTZ.

Mansfield D. (2007), *Beyond the Metrics : Understanding the Nature of Change in the Rural Livelihoods of Opium Poppy Growing Households in the 2006-2007 Growing Season*, A Report for the Afghan Drugs Inter Departmental Unit of the UK Government, London.

Merlin M.D. (1984), *On the Trail of the Ancient Opium Poppy, Rutherfold*, Fairleigh Dickinson University Press (Londres, Associated University Press).

McCoy A. (2003), *The Politics of Heroin. CIA Complicity in the Global Drug Trade (Afghanistan, Southeast Asia, Central America, Colombia)*, Chicago, Lawrence Hill Books.

Milsom J. (2005), *The Long Hard Road Out of Drugs : The Case of the Wa*, in M. Jelsma, T. Kramer, P. Vervest (éd.), Trouble in the Triangle. Opium and Conflict in Burma, Chiang Mai, Silkworm Books, p. 61-93.

Pain A. (2007), *Water Management, Livestock and the Opium Economy. The Spread of Opium Poppy Cultivation in Balkh*, Afghanistan Research and Evaluation Unit (AREU), Case Study Series, juin 2007, Kabul.

Pfund J.-L., Robinson P. (2005), *Non-Timber Forest Products between poverty alleviation and market forces*, Geneva, Swiss Agency for Development and Cooperation.

Renard R.D. (2001), *Opium Reduction in Thailand 1970-2000. A Thirty-Year Journey*, Bangkok, UNDCP – Silkworm Books.

Rubin B.R. (2004), *Road to Ruin : Afghanistan's Booming Opium Industry*, Center for American Progress & Center on International Cooperation, 7 oct. 2004, New York.

TNI (Transnational Institute) (2002), « A Failed Balance. Alternative Development and Eradication, Drugs and Conflicts », *Debate Papers* n° 4, mars 2002, Amsterdam : TNI.

TNI (Transnational Institute) (2005), « Downward Spiral. Banning Opium in Afghanistan and Burma, Drugs and Conflicts », *Debate Papers* n° 12, juin 2005, Amsterdam : TNI.

UNDCP (United Nations Office on Drugs and Crime) (1999), *Afghanistan Strategic Study # 4, Access to Labour : The Role of Opium in the Livelihood Strategies of Itinerant Harvesters Working in Helmand Province*, June 1999, Islamabad : UNDCP.

UNDCP (2001), *Laos Annual Opium Poppy Survey 2001*, United Nations, oct. 2001.

UNDCP (2002), *Myanmar Opium Survey 2002*, United Nations, août 2002.

This content downloaded from 193.54.110.35 on Fri, 10 Apr 2015 10:04:40 UTC
All use subject to JSTOR Terms and Conditions

UNODC (2004*a*), *Myanmar Opium Survey 2004*, United Nations, oct. 2004.

UNODC (2004*b*), *Laos Opium Survey 2004*, United Nations, juil. 2004.

UNODC (2004*c*), *Afghanistan Opium Survey 2004*, United Nations, nov. 2004.

UNODC (2005*a*), *Myanmar Opium Survey 2005*, United Nations, nov. 2005.

UNODC (2005*b*), *Laos Opium Survey 2005*, United Nations, juin 2005.

UNODC (2006*a*), *Opium Poppy Cultivation in the Golden Triangle*. Lao PDR, Myanmar, Thailand, United Nations, oct. 2006.

UNODC (2006*b*), *Afghanistan Opium Survey 2006*, United Nations, oct. 2006.

UNODC (2007*a*), *2007 World Drug Report*, Vienne, United Nations.

UNODC (2007*b*), *Afghanistan Opium Survey 2007*, United Nations, oct. 2007.

UNODC (2007*c*), *Opium Poppy Cultivation in South East Asia*. Lao PRD, Myanmar, United Nations, oct. 2007.

UNODC (2008), *2008 World Drug Report*, Vienne, United Nations.

World Bank (2004), *Afghanistan. State Building, Sustaining Growth, and Reducing Poverty*, Washington, DC, The World Bank.

This content downloaded from 193.54.110.35 on Fri, 10 Apr 2015 10:04:40 UTC
All use subject to JSTOR Terms and Conditions

Chapitre 12

Les territoires de l'opium : paysans et coercitions [124]

PIERRE-ARNAUD CHOUVY

Introduction

BERNARD WOLFER

En intitulant ce séminaire « Les paysanneries du monde et leurs territoires », nous voulions rappeler que les paysans se définissent particulièrement par le territoire qu'ils occupent et mettent en valeur pour eux et pour des marchés. Sur la terre qu'ils travaillent, les paysans sont plus ou moins libres de leurs productions. Cette liberté est pourtant une des conditions de leur existence, et elle n'est obtenue, le plus souvent, que par une protection d'un État ou d'un pouvoir tutélaire. Il est peu d'exemples au monde d'agriculture paysanne sans protection étatique. À défaut, il est fréquent que la protection des paysans sur leur travail, et surtout leurs produits, se fasse par une domination qui réduit largement leur liberté de produire et de vendre. Sans être réduits à des formes de servages, d'exploitations directes ou formelles, les paysans peuvent se retrouver sous l'influence de contraintes économiques ou politiques, d'autant plus fortes qu'il n'existe pas de pouvoir étatique ou judiciaire capable de constituer un ordre social.

L'une de ces formes de domination est celle de la production de substances illicites. Il est certain que le « profit » qui peut être retiré de ces productions, et notamment des drogues, est, en soi, un puissant encouragement à leur culture. Mais ce « profit » suffit-il à expliquer les cultures ? Nous savons bien que non. Il faut des territoires d'où la loi est exclue, et des routes dont le contrôle est réduit. Cela suffit-il encore ? Peut-être pas.

[124] Ce texte a été publié dans un premier volume d'actes, *Les paysanneries du monde et leurs territoires* (sous la direction de Bernard A. Wolfer), juin 2004.

Une analyse historique et géographique des déterminants du développement des cultures illicites peut nous permettre de comprendre comment elles ont été, tout à la fois rendues illicites et imposées, interdites et obligatoires.

La consommation de drogues est devenue un problème des pays riches, mais on oublie souvent qu'il a été d'abord une charge pour les pays pauvres ou dominés. Cette géopolitique des drogues est mieux connue par ses trafiquants et ses usagers, car ils représentent la face « cachée », et donc à démasquer, du problème. Elle l'est moins du côté des producteurs, notamment en ce qui concerne leurs rapports à l'espace, celui de leur production, mais aussi celui de leur autonomie, devenue très relative. Pierre-Arnaud Chouvy est l'un des spécialistes de ces territoires de la drogue[125]. Il nous montre aujourd'hui comment certains « paysans » sont conduits à devenir producteurs de drogues, non sans contraintes ou avec des libertés extrêmement surveillées.

* * *

Les plantes à drogues, en tout cas celles qui permettent de produire des drogues illicites, font partie des espèces végétales que différentes lois et organisations internationales, soutenues en cela par une communauté internationale inspirée par les États-Unis, cherchent à éradiquer. Toutefois, même si elles sont strictement proscrites, les cultures de cocaïer, de cannabis et de pavot à opium, pour ne mentionner que les trois principales plantes à drogues illicites[126], n'en constituent pas moins des activités agricoles à part entière, avec leurs terroirs et leurs paysans. Mais ces productions agricoles sont aussi à n'en pas douter parmi celles qui sont les plus territorialisées au monde : lorsqu'elles sont réalisées à l'échelle commerciale, elles le sont toujours dans des contextes identitaires et politiques très forts, souvent conflictuels même, qui permettent le contrôle des espaces de production.

À cet égard, il convient de préciser d'emblée quelques notions relatives à la production de drogues illicites. S'il n'est pas opportun ici de définir ce qu'est, ou ce que n'est pas, une drogue, il n'en reste pas moins impératif d'insister sur le caractère illicite de celles dont il est ici question. En effet, qu'il s'agisse des drogues issues des trois principales « plantes mères » (cannabis, cocaïer et pavot à opium), ou de celles qui résultent de processus chimiques (LSD, ecstasy, amphétamines, kétamine, etc.), c'est de produits et de substances illicites dont il s'agit, et c'est cette caractéristique qui détermine nombre des impacts que leur production et leur trafic peuvent avoir sur le développement (durable notamment). Il existe certes d'autres plantes à drogues, le tabac notamment, pour la plus importante d'entre elles, dont la culture est légale et qui donnent lieu à une consommation légale alors même que l'une et l'autre ont des impacts et des conséquences néfastes tant en termes écologiques (déforestation, épuisement des sols, etc.) que de santé publique. C'est donc de drogues illicites dont il s'agit ici et c'est sur ce caractère de *certaines* drogues – et non sur le fait qu'il s'agisse de « drogues »,

[125] Il est l'auteur de deux ouvrages : *Les territoires de l'opium. Conflits et trafics du Triangle d'Or et du Croissant d'Or*, aux éditions Olizane (Genève, 2002) ; et, en collaboration avec Joël Meissonnier, *Yaa Baa – Production, trafic et consommation de méthamphétamine en Asie du Sud-Est continentale*, aux éditions L'Harmattan-IRASEC (Paris Bangkok, 2002). Il produit *www.geopium.org*.

[126] Si ces plantes dites « à drogues » sont certes à l'origine de substances permettant de modifier les états de conscience, elles ne sont pas uniquement des plantes à drogues et permettent d'autres utilisations que psychotropes. Elles peuvent notamment fournir du fourrage, du combustible, des textiles, des huiles, etc.

puisqu'il en existe d'autres qui, elles, sont légales – qu'il faut insister pour comprendre notamment leurs conditions de production, de commercialisation et de consommation.

Il convient ainsi de garder à l'esprit que la prohibition et le régime mondial de prohibition de certaines drogues, et seulement de certaines d'entre elles, sont indiscutablement à l'origine de l'ampleur prise par l'économie illégale des drogues illicites, puisque, en imposant le caractère illicite de certaines drogues et de leur commerce, ils permettent aux acteurs qui y sont engagés de dégager des « profits élevés qui dynamisent l'économie de la drogue malgré son illégalité », alors que c'est justement « parce qu'elle est illégale et risquée qu'elle est hautement rentable »[127].

On peut donc dire que le commerce des drogues illicites procède d'une « économie dynamisée par la répression »[128] alors que la prohibition, elle, « procède d'un ensemble de décisions politiques, qui définissent la légalité ou l'illégalité d'une drogue, et déterminent donc ses conditions de production, celles de sa commercialisation et de son usage »[129]. Et si la prohibition détermine les conditions dans lesquelles cette activité économique peut être menée, elle détermine bien sûr aussi la nature des impacts et des conséquences qu'elle peut avoir sur les sociétés et leur environnement, en termes sociaux, culturels, économiques, écologiques et politiques.

Le territoire et son contrôle, au centre de la problématique des plantes à drogues illicites

La problématique des drogues illicites – du moins celles dont la production est fonction d'une activité agricole – est fondamentalement liée au territoire. Qu'il s'agisse du cannabis, du cocaïer ou du pavot à opium, leurs productions agricoles à l'échelle commerciale ne peuvent être faites que dans des contextes politico-territoriaux très particuliers. On peut d'ailleurs dire que le territoire est au centre de la problématique des plantes à drogues illicites[130].

En effet, dans le contexte du régime mondial de prohibition de certaines drogues tel qu'il est défini par les conventions internationales depuis le début du XX^{e} siècle, la production illégale de milliers d'hectares de pavot à opium sur le territoire de certains États implique, de deux choses l'une, que les autorités étatiques soient impliquées dans cette production[131], ou que l'État ne contrôle pas l'intégralité du territoire dont il a la

---

[127] Fonseca G., Économie de la drogue : taille, caractéristiques et impact économique, *Revue Tiers Monde*, t. XXXIII, n° 131, Drogues et développement, 1992, 491.

[128] Choiseul Praslin C.-H. de, *La drogue, une économie dynamisée par la répression*, Paris, Presses du CNRS, 1991.

[129] Aureano G.R., L'État et la prohibition de (certaines) drogues, *CEMOTI*, n° 32, Dossier Drogue et politique, 2001, 19.

[130] Chouvy P.-A., 2002, *Les territoires de l'opium*, Genève, Olizane, 539 p.

[131] D'où la notion de narco-État, qui reste à définir de façon précise et dont il ne semble pas qu'on puisse l'appliquer à quelque État que ce soit : « Le concept de narco-État, vaguement formulé par des chercheurs et des journalistes en quête de notions-choc, présuppose l'existence d'un État dont la principale mission consisterait à mettre les plus importantes de ses ressources et celles de la société civile au service de l'industrie de la drogue » : Aureano G.R., « L'État et la prohibition de (certaines) drogues », *CEMOTI*, n° 32, Dossier « Drogue et politique », 2001, 3. La Corée du Nord apparaît être le seul État de la planète à avoir recours à une production de drogues illicites sans au moins la déléguer à une tierce partie (armée privée, milice ou autre groupe paramilitaire), comme c'est le cas par exemple en Birmanie où, même si cela n'exonère en rien la junte au pouvoir, la production d'opium y découle clairement de rapports de force et de relations de pouvoir complexes entre les différents acteurs géopolitiques de la scène birmane, l'économie de la drogue y jouant un rôle majeur dans les balances de négociation locales : Chouvy P.-A., 2002, *Les territoires de l'opium*, Genève, Olizane, 539 p.

charge. Ce déficit de contrôle territorial, puisque ce sont précisément les territoires qui nous intéressent ici, peut s'apparenter à trois contextes plus ou moins distincts les uns des autres : celui, le plus répandu, d'un manque de moyens effectifs de surveillance et de contrôle du territoire et de ses citoyens (ou à tout le moins de ses habitants) ; celui de la tolérance étatique du recours à l'économie des drogues illicites ; ou celui de la contestation, le plus souvent armée, de l'autorité étatique, voire de sa légitimité.

Le premier cas (déficit de surveillance et de contrôle) peut être illustré par les situations du Canada et des États-Unis où les productions illégales de cannabis sont particulièrement importantes. Si le Canada est désormais bien connu pour ses cultures hors sol de cannabis d'excellente qualité, les États-Unis, eux sont vraisemblablement le premier producteur de cannabis au monde, les cultures extérieures, comme celle de la *Daniel Boon National Forest*, au Kentucky, y étant très étendues, et les cultures hors sol étant extrêmement productives (les dernières sont évaluées en nombre de pieds et en poids, non en superficie).

Le second cas de figure (tolérance étatique) peut être illustré par celui du Maroc où le royaume chérifien tolère la culture du cannabis (*kif*) dans le Rif, autorisée vers 1890 puis prohibée mais tolérée après l'indépendance (1956). Le Rif est en effet *bled siba*, c'est-à-dire une zone non soumise au Maghzen, le pouvoir central. C'est le sultan Hassan 1er (1873-1894) qui a autorisé la culture du kif dans cinq hameaux des tribus berbères des Ketama et des Beni-Khaled. Même illicite, la culture du cannabis n'a cessé d'augmenter depuis les années 1980, faisant du Maroc le premier producteur de haschich au monde selon les Nations-unies[132].

Le troisième cas de figure (contestation armée ou transition entre guerre et paix) est celui qui nous intéresse au premier chef puisqu'il correspond aux réalités de l'Afghanistan et de la Birmanie, les deux plus importants producteurs illicites d'opium au monde. Les deux pays produisent en effet à eux seuls quelque 95 % de la production illicite mondiale d'opium dans des contextes politico-territoriaux conflictuels qui lient de façon quasi systématique l'économie de la guerre à celle des drogues illicites[133].

Le Triangle d'Or et le Croissant d'Or, espaces majeurs de production illicite d'opium

Le Triangle d'Or et le Croissant d'Or sont organisés autour des deux principaux pays producteurs illicites d'opium au monde, la Birmanie et l'Afghanistan. Le Triangle d'Or, niché dans les hautes terres du nord de l'Asie du Sud-Est continentale, correspond aux espaces frontaliers contigus de la Birmanie, du Laos et de la Thaïlande. En 2006, la Birmanie, où la production d'opium est une activité commerciale somme toute récente puisqu'elle ne date que du XIX^{e} siècle mais ne s'est vraiment développée qu'après la seconde guerre mondiale, est le premier producteur du Triangle d'Or et le second producteur mondial avec 315 tonnes d'opium récoltées sur 21 500 hectares de pavot (en baisse constante depuis le milieu des années 1990). Si la Thaïlande a quant à elle réussi, certes à grands frais, à réduire considérablement, sinon totalement, sa production d'opium (les cultures y persistent néanmoins mais sont en grande partie éradiquées chaque année),

[132] Observatoire géopolitique des drogues, 1996, *Atlas mondial des drogues*, Paris, PUF, pp. 113-115.

[133] Chouvy P.-A., 2001, *L'importance du facteur politique dans le développement du Triangle d'Or et du Croissant d'Or*, *CEMOTI*, juillet-décembre 2001, n° 32, pp. 69-86.

le Laos, lui, a aussi réduit sa production au cours des années 2000 et n'est désormais plus le troisième mais le cinquième producteur mondial (20 tonnes en 2006), si toutefois l'on ne prend pas en compte l'Inde qui en est le seul producteur légal au monde mais dont on ne connaît pas l'étendue des cultures illicites[134].

Le Croissant d'Or, lui, se trouve en Asie du Sud-Ouest et correspond aux espaces frontaliers contigus de l'Afghanistan, de l'Iran et du Pakistan. L'Afghanistan, où la production commerciale est plus récente encore qu'en Birmanie puisqu'elle date de la fin des années 1970 et surtout des années 1980, y est de loin le premier producteur : la production d'opium y a même atteint des niveaux jamais égalés par un quelconque pays depuis l'éradication chinoise des années 1950. De 4600 tonnes produites en 1999, la production afghane d'opium a atteint 6100 tonnes en 2006 et 8200 tonnes (193000 hectares) en 2007, au grand dam des autorités afghanes, des États-Unis et du Royaume-Uni qui s'étaient vu attribués la lutte antidrogue après la chute des Taliban (2001). Enfin, si de faibles superficies ont continué à être cultivées en pavot au Pakistan après la prohibition de 1979, la production d'opium y a augmenté après la chute des Taliban, vraisemblablement du fait de la redistribution des forces armées et policières pakistanaises depuis la lutte antidrogue vers la « guerre contre terrorisme ». L'Iran, quant à lui, aurait coupé court à toute production depuis la révolution et le pays lutte depuis des années de façon particulièrement active contre les trafics d'origine afghane et pakistanaise qui franchissent ses frontières orientales.

Au début du XXI[e] siècle, l'Afghanistan et la Birmanie produisent ainsi 95 % de l'opium illicite mondial et ce malgré tous les efforts déployés et les sommes investies dans la « guerre contre la drogue » que les États-Unis ont instiguée et menée depuis qu'elle a été déclarée par le président Richard Nixon en 1971. Mais les productions illicites persistent aussi en dépit des innombrables projets de développement alternatif qui ont été mis en place en Asie comme en Amérique latine et qui, s'ils ont certes eu quelque impact sur certains pays de production (Thaïlande, Pakistan) ont aussi et surtout repoussé les cultures illicites de l'autre côté des frontières de ces mêmes pays que l'on érige en exemple, vers des pays marqués par de longs conflits armés et par des situations économiques qui favorisent le recours à l'économie des drogues illicites (Birmanie, Afghanistan)[135].

Production agricole de drogues illicites et domination, un phénomène ancien

Si les contextes conflictuels favorisent indiscutablement le développement du recours à l'économie des drogues illicites, ce type de production agricole est aussi marqué par une forte sujétion des paysans producteurs aux pouvoirs locaux, qu'ils soient de type militaire, économique ou politique. En effet, la production agricole de drogues illicites ne peut se faire sans une main-d'œuvre importante et souvent corvéable à merci. Certes, l'exemple actuel de l'Afghanistan, mais qui est transposable en Birmanie, illustre à souhait le choix économique de nombreux paysans qui produiront plus volontiers de l'opium que du blé tant que cette production illicite leur permettra de

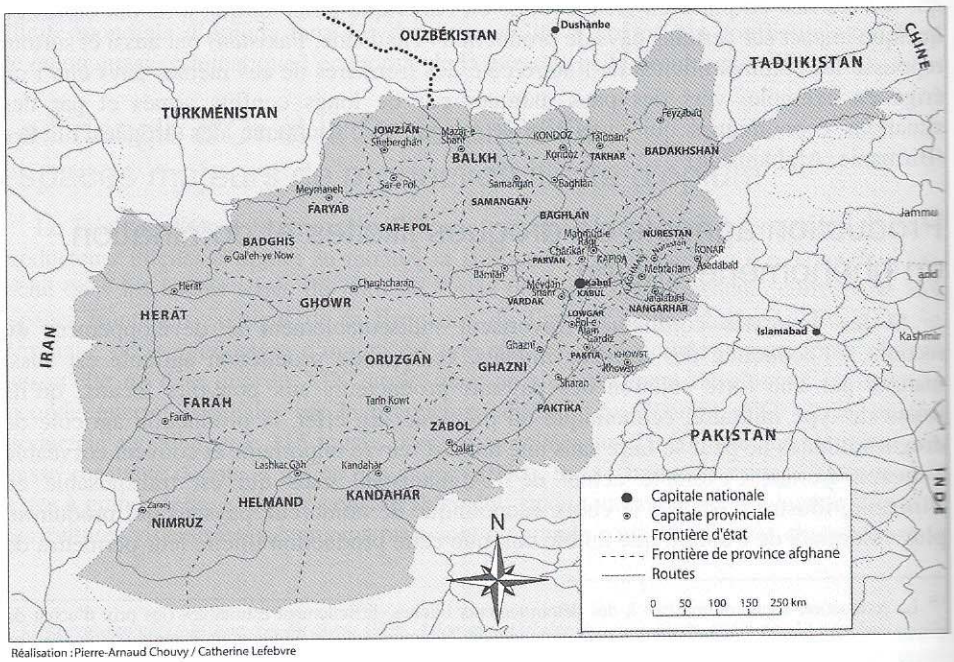
[134] La production légale donne lieu à des détournements illicites difficilement estimables (les prix d'achat du gouvernement sont 25 fois inférieurs à ceux proposés par les trafiquants) et l'Inde connaît aussi une production illicite, là encore très mal connue. pour plus de détails concernant les statistiques indiennes, voir : *www.incb.org*.

[135] Chouvy P.-A., 2002, *Les territoires de l'opium*, Genève, Olizane, 539 p.

dégager des revenus de loin supérieurs à ceux de l'agriculture vivrière traditionnelle. Ainsi, en 2003, produire de l'opium pouvait rapporter jusqu'à 40 ou 50 fois plus que produire du blé, un rapport que les aides alimentaires, certes justifiées à maints égards, entretiennent en partie dès lors qu'elles ne sont plus strictement nécessaires. Production agricole de drogues illicites et domination restent néanmoins fortement liées en Afghanistan comme en Birmanie. Cependant l'histoire des Indes et de la Chine nous enseigne que cette relation n'est pas des plus récentes et qu'elle a même marqué l'économie de l'opium avant qu'elle ne devienne illégale.

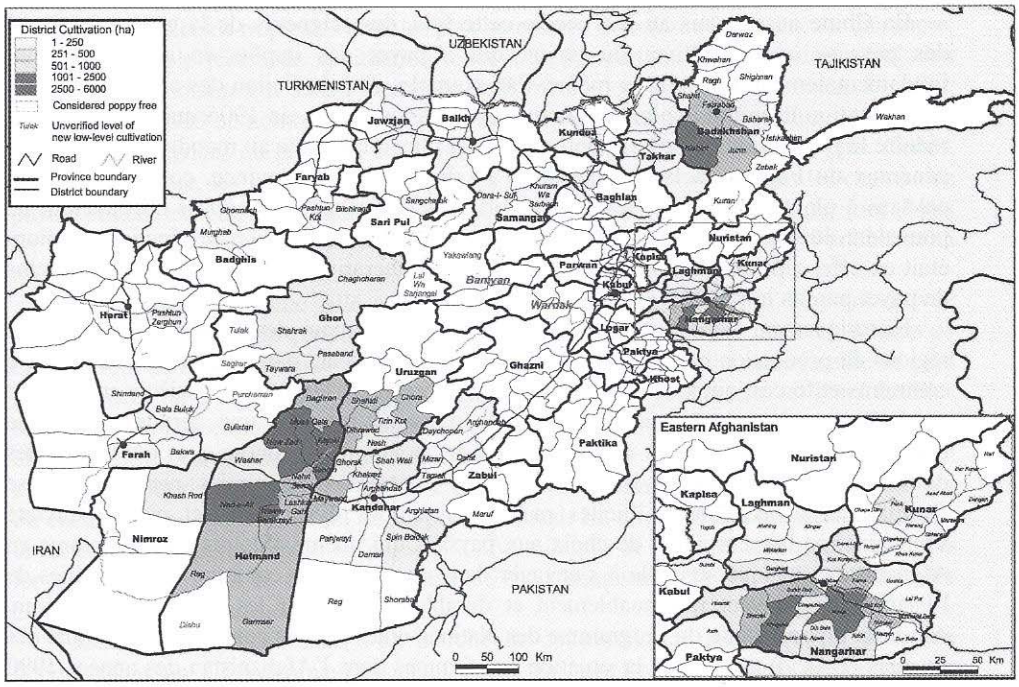
En effet, dans les Indes britanniques du XIX[e] siècle, les paysans indiens rechignaient à cultiver du pavot à opium dès lors que l'accès au marché ne leur était pas facilité et garanti, ce que les propriétaires terriens indiens et les autorités politiques et commerciales britanniques leur refusaient. À la fin du XVIII[e] siècle la production d'opium connut des transformations importantes en Inde, passant du contexte d'une petite culture de rente pratiquée ici et là à celui d'une vaste industrie étatique centralisée. Au XIX[e] siècle, l'opium se substitua même au textile en tant que premier produit d'exportation des Indes et il procura la deuxième plus importante rentrée d'argent du gouvernement. Dans le même temps, l'opium était devenu le principal produit importé par la Chine, contre son gré et à des prix qui menaçaient la balance des échanges et l'économie chinoises.

L'opium est dès lors entré comme produit de poids dans les balances de négociation internationales et locales, entre les puissances européennes et la Chine, puisque l'accès à l'opium était le seul avantage dont les Européens disposaient à l'égard des Chinois, tant en Chine qu'en Asie du Sud-Est. En effet si le commerce de l'opium fut imposé à la Chine, il ne permit pas seulement de renverser le déséquilibre de la balance des paiements au profit du Royaume-Uni, mais aussi et surtout d'ouvrir la Chine au commerce étranger et aux produits européens.



Réalisation : Pierre-Arnaud Chouvy / Catherine Lefebvre

Figure 12.1. Carte de l'Afghanistan.



© Catherine Lefebvre, INRA-SAE2-MONA

Figure 12.2. Opium afghan.

Mais la domination ne jouait alors pas seulement au niveau des échanges internationaux. Aux Indes britanniques, la production d'opium était en effet d'autant plus nécessaire qu'elle permettait de déterminer et de contrôler la nature des relations sino-britanniques, justifiant donc le recours à la domination des paysans indiens.

Dès la fin du XVIII[e] siècle, les Indes britanniques imposèrent un monopole de la culture du pavot à opium et mirent en place un système de contrats d'exploitation auxquels correspondaient des paiements en avance des récoltes. Si les paysans indiens ne furent pas forcés par les Britanniques de produire de l'opium, le système de l'*indirect rule* auquel ceux-ci avaient recours et les faibles marges bénéficiaires dont les intermédiaires pouvaient disposer générèrent un recours assez généralisé à la domination des cultivateurs. Ainsi, nombre de paysans furent contraints d'abandonner leurs cultures vivrières au profit de la culture du pavot, même lors des disettes et des famines. En effet, si le gouvernement des Indes interdisait officiellement la coercition, il n'en exigeait toutefois pas moins le maintien des terres de production d'opium, obligeant donc les paysans récalcitrants à sa production de quitter leurs terres. Si les paysans récalcitrants étaient nombreux, très peu pouvaient bien sûr se permettre de quitter leurs terres et nombreux furent donc ceux qui produisirent de l'opium, contraints et forcés, quoiqu'indirectement[136].

[136] C. A. Trocki, 1999, *Opium, Empire and the Global Political Economy, A Study of the Asian Opium Trade 17501950*, London/New York, Routledge) mentionne ainsi une certaine reluctance à la production d'opium en Inde au XIX[e] siècle : *Evidence from nineteenth-century India indicates, however, that opium production is fairly demanding and that peasants were usually unwilling to produce it unless they had access to the market, and were thus able to keep some of the profit. Otherwise, they were unlikely to grow it unless coerced*: 21. L'auteur précise à ce sujet le fait qu'aux Indes, la culture du pavot à opium était nettement plus coûteuse et laborieuse que d'autres

En Chine aussi, mais au XX[e] siècle cette fois, des seigneurs de la guerre forcèrent des paysans qui à cultiver du pavot, qui à payer des impôts en opium, ce qui, fondamentalement, revenait au même. Par exemple, dans le Fujian des années 1920, où la production d'opium explosa de nouveau après les efforts de 1906 qui avaient visé à réduire la production chinoise d'opium alors la plus importante au monde (85 %), quatre généraux du Fujian, chefs de guerre qui se disputaient la province, contraignirent les paysans à planter du pavot : les très importantes levées d'impôts qu'ils ordonnèrent ne pouvaient être financièrement respectées que par cette culture. La production d'opium était en effet alors la seule activité agricole assez lucrative pour permettre aux paysans de payer pareils impôts[137].

Historiquement donc, les producteurs de pavot à opium des deux plus importantes régions de production qu'étaient l'Inde et la Chine prenaient part à cette activité agricole contraints et forcés, quoique souvent de façon indirecte. À la fin du XX[e] siècle et au début du XXI[e], nombre de paysans de l'opium subissent toujours une certaine forme de coercition, davantage directe celle-là. Certes, les contraintes économiques qui sont celles de l'Afghanistan et de la Birmanie, où les guerres et économies perdurent en se nourrissant des économies illicites mais aussi en les dynamisant, et où la pauvreté s'enracine, ne laissent guère de choix aux paysans qui, même s'ils ressentent, comme en Afghanistan, quelque scrupule à s'engager dans une activité « contraire aux principes de l'Islam », ne peuvent raisonnablement et durablement refuser les revenus de l'opium. Ainsi, un rapport étude du Programme des Nations-unies pour le contrôle international des drogues (Pnucid) a dénoncé la situation des femmes dans l'Afghanistan des années 1990 et du début du XXI[e] siècle. Celles-ci, qui jouent en effet un rôle fondamental dans toutes les étapes de la production d'opium, y décrivaient les dures conditions de labeur caractéristiques de cette activité agricole. Les Afghanes engagées dans cette activité affirment ainsi en grande majorité qu'elles y préféreraient toute autre activité agricole ou domestique tant le temps consacré et les conséquences sociales de cette production sont importants (notamment le détachement des activités artisanales et la rupture des chaînes d'apprentissage).

De la production agricole de l'opium : contraintes et avantages

La production d'opium étant illicite, elle constitue logiquement une activité hautement rentable qui, même si elle n'assure pas la richesse des paysans qui y sont engagés, leur permet néanmoins de dégager des revenus de loin supérieurs à ceux qu'une production licite peut offrir dans les conditions de pays tels que l'Afghanistan et la Birmanie, où les infrastructures de transport rendent notamment l'accès aux marchés difficile.

De plus, les drogues illicites, qui bénéficient d'un marché au sein duquel l'offre est élastique et la demande inélastique[138], constituent des produits de substitution aux

et rapportait moins. La culture du pavot à opium y était donc presque toujours forcée, et ce fut même le cas lors de périodes de disettes et de famines. La *East India Company* imposait de plus aux producteurs d'acheminer eux-mêmes leur production jusqu'aux lieux de collecte où ils devaient le livrer dans les jarres de terre régulières (*challan*) qu'ils payaient également eux-mêmes : Trocki C.A., 1999, *op. cit.*, pp. 68-69.

[137] Meyer K., Parssinen T., 1998, *Webs of Smoke: Smugglers, Warlords, Spies, and the History of the International Drug Trade*, Lanham, Rowman & Littlefield Publishers: 144.

[138] Kopp P., 1992, Les analyses formelles des marchés de la drogue, *Revue Tiers Monde*, t. XXXIII, n° 131, 1992, *Drogues et développement*, pp. 565-579.

productions agricoles tropicales dont les prix ne cessent de baisser : café, cacao, thé, sucre, etc.[139] L'exemple récent de la situation rencontrée par certains Palaung, une population tribale établie notamment dans l'État shan de Birmanie, est à ce titre saisissant. En effet, entre 2000 et 2003 un nombre croissant de Palaung y ont abandonné les cultures de thé, de haricots et d'oignons au profit de celle du pavot qui leur rapporte deux fois plus. Certes, en valeur absolue, les revenus dégagés par les Palaung qui travaillent dans les champs de pavots restent extrêmement faibles puisqu'ils peuvent percevoir 0,65 euro par jour. Mais en valeur relative, le gain de revenu est particulièrement important puisqu'il double celui qu'ils obtiendraient à travers des activités agricoles légales, soit 0,35 euro par jour.

Toutefois, même si une telle activité est indéniablement attrayante du point de vue strictement pécuniaire, la production d'opium n'est pas une activité aisée et dénuée de risques, loin de là. Elle requiert en effet une telle somme de travail qu'une famille ne peut généralement pas cultiver plus de 0,20 hectare. De plus les producteurs et leurs familles sont constamment exposés à de nombreux risques et incertitudes, qu'il s'agisse des aléas climatiques et des diverses pestes, dont ils ne peuvent que très mal se protéger, ou qu'il s'agisse surtout de la répression et de l'éradication des cultures par les autorités étatiques ou encore des convoitises de tel ou tel potentat local. En effet, en tant qu'activité illégale, la production d'opium expose les paysans à divers degrés de violence armée, d'autant plus lorsque, comme c'est le cas en Birmanie et en Afghanistan, elle est engagée dans des contextes de conflits armés.

Toutefois, outre l'existence d'un marché de consommation inélastique et donc aux débouchés assurés, l'économie paysanne de l'opium bénéfice d'avantages particuliers par rapport aux produits agricoles licites. Le produit ne va en effet pas nécessairement au marché. C'est fréquemment le contraire qui se produit, le marché allant au producteur. Par exemple, en Asie du Sud-Est continentale, la collaboration existant entre les Hmong, producteurs d'opium, et les Chin Haw (aussi appelés Hui, ou encore Panthay), muletiers caravaniers chinois musulmans, est bien connue. Les Chin Haw se déplacent ainsi de village en village pour rassembler l'opium produit par les Hmong et l'acheminent ensuite au marché local ou régional. Ils alimentent aussi les villages hmong en biens de consommation courants, souvent en les troquant en partie contre l'opium villageois. Dans ces régions reculées et mal desservies, les productions licites, elles, doivent quasi systématiquement être acheminées par les producteurs jusqu'aux marchés, ce qui représente une contrainte non négligeable lorsque les villages sont situés à des distances plus ou moins importantes des marchés locaux. D'autre part, les produits agricoles périssables ne se prêtent pas avantageusement au transport lorsque les infrastructures de communication sont mauvaises ou quasi inexistantes. L'opium, lui, est transportable sans autre précaution que sécuritaire et se conserve aisément et longtemps.

Le pavot à opium est donc une culture de rapport qui reste souvent sans équivalent et ce à divers égards. Comme l'exemple de l'Afghanistan l'a montré, un hectare de pavot rapporte beaucoup plus qu'un hectare de blé et *a fortiori* de riz. Toutefois, l'opium est souvent produit pour acquérir du numéraire afin de pallier les déficits vivriers chroniques et les revenus de la vente d'opium servent en grande partie à acheter du blé ou du riz. En effet, au-delà des prix de l'opium et du blé ou du riz, ce sont les conditions environnementales de production agricole qui jouent aussi fréquemment en faveur du pavot. Dans des contextes climatiques ou pédologiques difficiles, tels que ceux d'Afghanistan ou de

[139] Observatoire géopolitique des drogues (Labrousse A.), 2000, *Drogues, un marché de dupes*, Paris, Alternatives.

Birmanie, ou lorsque les systèmes de pentes ne se prêtent pas à la mise en culture de superficies importantes de blé ou de riz, le pavot permet d'atteindre une rentabilité à l'hectare beaucoup plus intéressante. Ainsi, en Afghanistan, en 1998, un hectare de pavot rapportait trois fois plus qu'un hectare de blé en parcelles non irriguées, mais six fois plus lorsque celles-ci étaient irriguées[140]. Et, bien sûr, le fait que le pavot supporte bien mieux le manque d'eau que le blé ne plaide pas en faveur de la céréale dans un Afghanistan qui a connu plusieurs années consécutives de sécheresse. De plus, élément non négligeable, le pavot, que ce soit en Afghanistan ou en Birmanie, est une culture d'hiver qui ne monopolise pas les superficies cultivables au détriment des cultures vivrières.

Enfin et surtout, les productions agricoles illicites offrent aux paysans un avantage déterminant dans leurs choix : celui de bénéficier quasi systématiquement de l'achat de leurs récoltes à crédit jusqu'à un ou deux ans à l'avance. C'est le cas en Afghanistan comme en Birmanie et cela explique pour beaucoup l'engouement de certaines parties de leurs populations pour la production d'opium. Le crédit existe sous deux formes, les négociants en opium pouvant soit vendre des biens de consommation et des produits alimentaires à crédit aux paysans qui les paieront sous forme d'opium au moment de la récolte, soit acheter la récolte à l'avance, parfois jusqu'à deux ans et à la moitié de sa valeur (système *salam* d'Afghanistan). Ces systèmes de crédit sont d'autant plus valorisés qu'ils permettent aux paysans d'acheter de la nourriture pour faire leurs soudures. Mais ce système peut aussi se révéler désastreux pour le paysan lorsque ses cultures de pavot sont abîmées par les intempéries, comme cela a été le cas dans la province afghane du Helmand durant la saison agricole 1997-1998 lorsqu'elle n'a été que la moitié, voire le quart de ce qui était attendu. Dans ce cas, les paysans durent se résigner, soit à acheter de l'opium pour payer leur dette en nature, et donc s'endetter davantage, soit à vendre leurs terres s'ils les possédaient, ou encore s'enfuir au Pakistan. Ainsi, pour ceux qui avaient vendu leur récolte un an à l'avance, l'interdiction prononcée en 2000 par le chef suprême des *taliban* contre la culture du pavot a été catastrophique et a contribué à expliquer l'importance de la reprise de la production en 2002, nécessaire pour rembourser les dettes contractées.

Production agricole d'opium et coercition : le cas birman

Si l'opium reste donc une production choisie dans certaines régions d'Afghanistan et de Birmanie, il arrive aussi que les paysans y soient forcés à cultiver du pavot à opium, ce qui constitue une réalité mal connue de l'économie des drogues illicites mais qui rappelle les cas rencontrés en Inde et en Chine aux XIX^{e} et XX^{e} siècles. En effet, alors qu'en 2003 en Afghanistan, les cultures de pavot ont été étendues à de nouvelles régions, et ce sans contrainte apparente, le cas birman, lui, fait montre d'un recours important à la coercition. Certes, la Birmanie est depuis longtemps déjà dénoncée par diverses organisations (Amnesty International, Organisation internationale du travail, etc.) à propos du travail forcé dont la junte militaire au pouvoir fait un usage intensif, sur les chantiers routiers notamment.

[140] Les prix de l'opium à la ferme peuvent varier de façon extrêmement importante en Afghanistan, notamment depuis la chute des *talibans*, ce qui explique que les différentiels de revenus entre le blé et l'opium puissent varier autant entre 1998 et 2003. Voir, à propos des variations prix et de production en fonction de l'évolution politico-territoriale afghane : Chouvy P.-A., *Les aléas de la production d'opium et des pouvoirs en place en Afghanistan, des talibans au gouvernement intérimaire*, *Diploweb*, mai 2003. Chouvy P.-A., *The ironies of Afghan opium production*, *Asia Times*, 17 septembre 2003. Articles disponibles sur *www.geopium.org*.

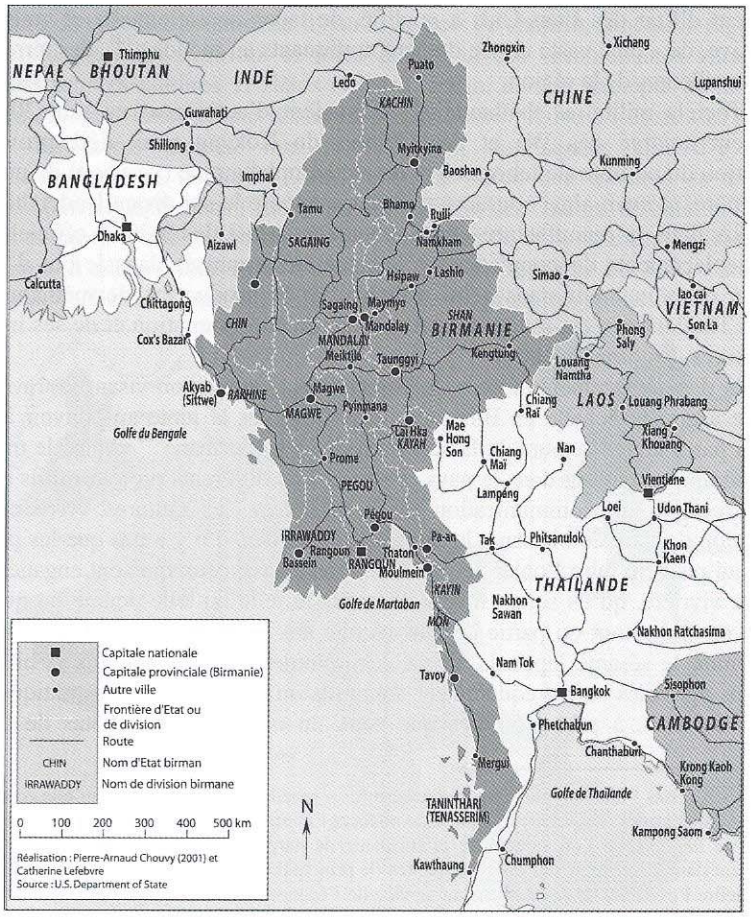


Figure 12.3. Carte de la Birmanie.

En Birmanie, la coercition est avant tout illustrée par les très importants déplacements forcés de population dont l'État shan est par exemple le théâtre depuis des décennies et ce à des fins stratégiques visant à saper la résistance des populations et des groupes armés opposés à Rangoun. Dans le contexte de la production illicite d'opium, ces déplacements sont également motivés par des objectifs stratégiques mais ils intègrent aussi des dimensions économiques et géopolitiques. Ainsi, depuis 2000, environ 50 000 Wa et Muser ont été déplacés contre leur volonté depuis la frontière chinoise (région spéciale n° 2) vers la frontière thaïlandaise. Le but officiel affiché par la junte et son allié local, la United Wa State Army (UWSA), est de lutter contre la production d'opium sur la frontière sino-birmane en y favorisant la substitution de diverses productions agricoles à celle du pavot. Une telle action, qui vise probablement à satisfaire la Chine par où d'importantes quantités de narcotiques transitent, a fait l'objet de vives critiques de la part des autorités thaïlandaises. En effet, ce déplacement n'aboutit pas seulement à la colonisation des terres des Shan dans le contexte du conflit qui oppose la Shan State Army (SSA) aux Wa de l'UWSA et à la junte birmane, modifiant par là même la configuration stratégique de la

frontière birmano-thaïlandaise. Il permet aussi l'appropriation par l'UWSA, que le Département d'État des États-Unis a qualifié, de façon sensationnelle et vraisemblablement abusive, de « plus vaste armée de narcotrafiquants au monde »[141], des terres à opium parmi les meilleures de la région.

Des officiels militaires thaïlandais[142] estimaient d'autre part en juin 2000 que le déplacement amorcé des Wa et des Chinois du Kokang avait déjà provoqué une augmentation du nombre de laboratoires de méthamphétamine (*yaa baa*) du côté birman de la frontière, et avait ainsi consacré davantage encore le soi-disant leadership mondial de l'UWSA dans la manufacture de la substance. Ainsi, les mêmes officiels estiment que ces déplacements de populations n'ont pas été organisés dans le but d'enrayer la production d'opium mais dans celui d'intensifier la production de méthamphétamine près de la Thaïlande, c'est-à-dire de son marché de consommation et de ses importantes infrastructures de communication[143].

Au-delà des déplacements forcés de population, la coercition visant le travail humain est utilisée à grande échelle en Birmanie, avant tout par la junte au pouvoir à Rangoun mais aussi par d'autres acteurs de la scène géopolitique birmane[144]. Ainsi, le travail forcé est exploité un peu partout dans le pays et pour servir différents projets, qu'ils concernent les infrastructures de communication ou bien encore les cultures vivrières assurant l'alimentation de l'armée birmane, la *tatmadaw*. En effet, il n'y a pas que les producteurs d'opium qui peuvent faire l'objet de coercition mais aussi ceux qui sont engagés dans une agriculture vivrière, qu'ils soient forcés de produire telle ou telle denrée ou qu'ils soient contraints de céder tout ou partie de leur récolte aux détenteurs du pouvoir local. Ainsi, outre l'opium, le sésame japonais, le riz, les pommes de terre, le maïs et bien d'autres productions agricoles sont fréquemment soumises au travail forcé. La pratique qualifiée d'« achats forcés », à prix moindres que ceux du marché, avec quotas de livraison à

[141] L'UWSA est certes l'une des plus importantes armées « rebelles » au monde puisqu'elle compte quelque 20 000 hommes en armes. Toutefois, il importe de nuancer l'appellation d'armée narcotrafiquante, ainsi qu'il doit aussi être fait lorsque l'on caractérise la Birmanie de narco-État. Si l'État birman n'est pas engagé principalement dans l'économie des drogues illicites (le principal trait du régime birman est d'être dictatorial et non de mettre l'essentiel de ses moyens au service de l'économie de la drogue : voir note 131), l'UWSA n'est pas non plus principalement vouée à la production d'opium et de méthamphétamine, même si les revenus de la drogue l'ont bien sûr financée à des degrés divers. Certes des officiers supérieurs de l'UWSA sont de fait notoirement impliqués dans le narcotrafic (Wei Hsueh-kang bien sûr, mais aussi Bao You-hua, l'un des frères de Bao Youxiang, le secrétaire du United Wa State Party et le commandant de l'UWSA). Mais le monde, quel qu'il soit, ne peut raisonnablement être divisé selon une opposition purement manichéenne qui, dans le cadre de la « guerre » à la drogue et, désormais, de la guerre contre le terrorisme (dans un cas un produit et dans l'autre un outil…) a fait recette outre-atlantique et a justifié nombre d'actions militaires pour le moins iniques. Le risque principal, qui peut certes aussi être un avantage, est alors de faire de certains des boucs émissaires et ce au gré des raisons d'État et autres impératifs stratégiques.

[142] Il faut noter ici que, d'un point de vue géopolitique et géostratégique, la Thaïlande a toujours connu des relations conflictuelles avec son voisin birman et qu'elle a longtemps soutenu et instrumentalisé les Shan de Birmanie dans leur lutte pour leur autonomie. Bangkok a ainsi utilisé les Shan, et d'autres groupes (KMT par exemple) contre la junte birmane mais aussi depuis le début des années 1990 contre l'UWSA. C'est en effet l'UWSA qui a contraint le seigneur de l'opium et leader shan Khun Sa à la reddition. Les Shan et leurs sources (SHAN) ont ainsi bien meilleure presse en Thaïlande que les Wa qui sont perçus comme constituant une menace sécuritaire majeure pour la Thaïlande.

[143] Chouvy P.-A., Meissonnier J., 2002, Yaa baa. Production, trafic et consommation de méthamphétamine en Asie du Sud-Est continentale, Paris-Bangkok, L'Harmattan–IRASEC.

[144] De nombreux rapports se font l'écho des exactions commises en Birmanie, notamment rédigés par les organisations suivantes : Amnesty International, Human Rights Watch, Karen Human Rights Group, Shan Human Rights Foundation. Voir aussi *The Irrawaddy*, une publication basée en Thaïlande et dédiée à la Birmanie (www.irrawaddy.org) et l'ONG *Images Asia* (www.imagesasia.org).

respecter sous peine de saisie du bétail et des biens propres, est tout aussi répandue, sinon plus. Nombre de corvées, notamment d'eau et de bois de chauffe, sont aussi régulièrement exigées par la *tatmadaw*, grevant la force de travail des communautés villageoises et mettant leurs propres cultures vivrières en péril. Enfin, dernier exemple de la coercition dont les armées, gouvernementale et autres, peuvent faire preuve à l'égard des paysans de Birmanie, des terres arables sont régulièrement confisquées afin d'y permettre l'établissement de bases militaires. Ainsi, exemple parmi tant d'autres, la *tatmadaw* a confisqué en janvier 2003 dans l'État shan des rizières, des champs de bétel et des jardins maraîchers au profit d'une milice lahu qui est son alliée de circonstance. Ces confiscations de terres sont d'ailleurs tout aussi fréquentes que les reventes ou les locations quasi immédiates dont elles font ensuite l'objet auprès des propriétaires spoliés.

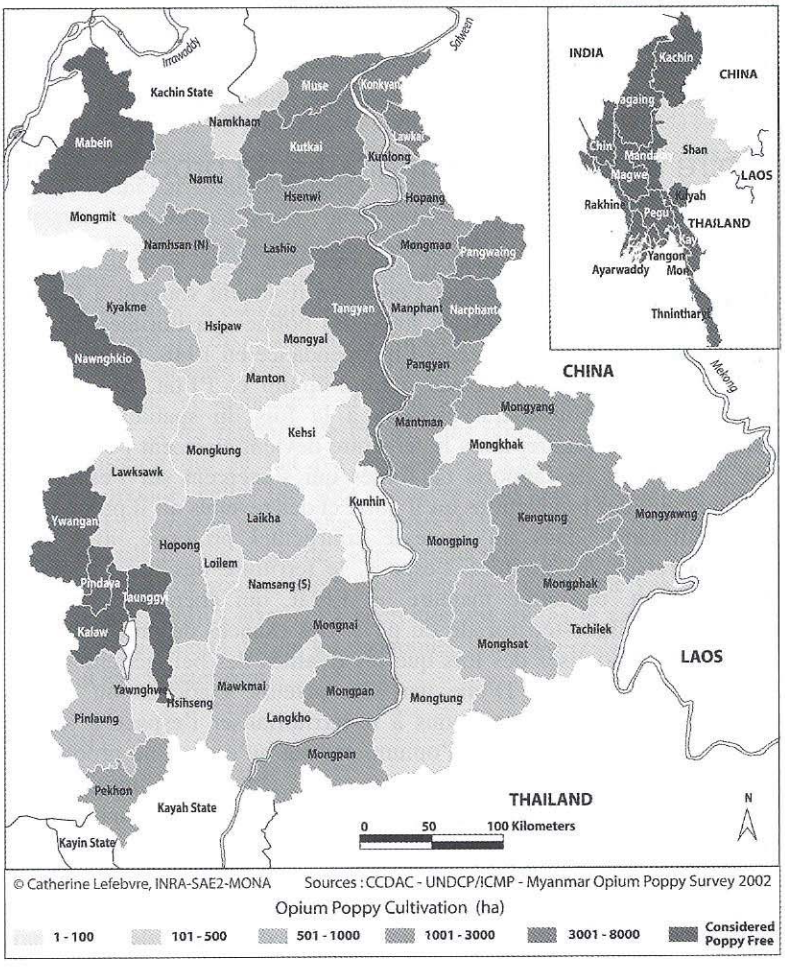


Figure 12.4. Carte de l'opium shan.

La culture forcée du pavot à opium existe quant à elle bel et bien en Birmanie, même si elle est loin d'être systématique. Nombreuses sont les mentions par les organisations humanitaires, indépendantes ou non, de l'existence de la culture forcée du pavot à opium en Birmanie. Ainsi, au milieu des années 1990, l'armée birmane (ou en tout cas

une partie de ses officiers) aurait fortement encouragé des paysans de l'est de l'État shan à planter du pavot en leur expliquant d'une part qu'ils devraient payer un impôt en opium et en leur apportant d'autre part les graines et les techniques nécessaires à la production d'opium. Plus récemment, en 2001 dans la région de Kengtung (État shan), des paysans se seraient vus contraints par l'armée birmane de produire de l'opium après avoir été déplacés sur les terres de paysans shan spoliés. Ici comme ailleurs donc, des taxes « informelles » ont pu être levées en opium auprès des paysans et continuent de l'être, les contraignant ainsi à la production d'opium. Certains, ne réussissant pas à produire suffisamment pour pouvoir payer leurs impôts en nature, se voient contraints de fuir et de se réfugier en Thaïlande pour échapper aux exactions dont ils sont victimes. Il apparaît donc clairement que, pour les paysans, la production d'opium se fait certes en fonction de facteurs économiques, mais aussi et surtout de facteurs politiques qui, au-delà du besoin de survie qu'ils connaissent, peuvent les placer face à la coercition ou à l'extorsion. Le recours à l'économie illicite est donc pour eux au mieux fonction d'un choix économique individuel sans grande alternative économique ou politique.

Le territoire au centre des logiques de production illicite d'opium

Le paysan ne pèse de toute façon que très peu dans les balances locales de négociation des conflits dont le nerf et l'enjeu se résument souvent à l'opium et aux revenus qu'il permet. En effet, dans les stratégies politico-territoriales du conflit armé qui mine la Birmanie depuis son accès à l'indépendance en 1948, le territoire, objet de toutes les convoitises, se trouve placé entre l'opium et l'État. Si l'on entend par territoire un espace approprié qui procède à la fois du spatial, du politique, de l'économique et de l'identitaire, alors le territoire devient aisément l'objet de multiples rivalités de pouvoirs et de rapports de forces qui s'exercent sur l'espace, pour son contrôle et pour celui des productions qu'il porte et des revenus qu'il permet.

Ainsi, en Birmanie, dans un contexte conflictuel prolongé, avec des acteurs multiples et des ressources limitées, l'espace, le territoire des uns ou des autres, se trouve entre l'opium, ressource majeure, et l'État, qui cherche à composer ou à recomposer l'unité politico-terriroriale du pays. Les espaces de production d'opium y sont doublement territorialisés dès lors que les rivalités des belligérants s'exercent sur une ressource qui est illicite. D'une part, les acteurs, étatiques ou non étatiques, notamment anti-étatiques, cherchent tous à re-territorialiser l'espace à leur avantage. D'autre part, l'espace de production d'opium, en tant qu'espace de production illicite, implique que la territorialisation se fasse aussi dans l'espace de l'illégal : l'espace et le territoire sont aussi juridiques et les frontières internationales matérialisent notamment des limites juridiques. Les territorialisations sont donc multiples et, surtout, contradictoires, ce qui les fragilise d'autant plus.

Historiquement, le territoire est au centre de la problématique du recours à l'économie des drogues illicites en Birmanie : au sortir de la seconde guerre mondiale le parti communiste de Birmanie (PCB) et les forces armées du Kuomintang (nationalistes chinois) réfugiées en Birmanie avaient déjà recours à la production d'opium ou au trafic d'héroïne pour financer leurs conflits respectifs. Après l'implosion du PCB, l'UWSA, qui formait le bras armé du parti, signa un cessez-le-feu avec la junte birmane, obtenant d'une part l'autorisation de se livrer à quelque commerce que ce soit et, d'autre part,

l'autorité sur les territoires qu'elle prendrait à la Mong Taï Army de Khun Sa, le « roi de l'opium », qui était opposé à la junte. Désormais, dans le contexte politico-territorial pour le moins complexe de la Birmanie, l'UWSA constitue le bras armé de la junte et elle lutte contre la Shan State Army sur la frontière thaïlandaise, comme la Democratic Karen Buddhist Army (DKBA) le fait contre la Karen National Union après avoir fait scission. L'UWSA et la DKBA ont d'ailleurs associé logiques stratégiques et économiques au sein de leurs visées territoriales en développant, ou à tout le moins en laissant s'y développer, la production de méthamphétamine sur leurs territoires respectifs, qu'ils gèrent et administrent comme bon leur semble, loin de Rangoun et des motivations ethno-nationalistes premières qui étaient les leurs.

L'opium et ses revenus sont devenus, dans l'Est de la Birmanie, le moyen et la fin, ou le but, de la territorialisation. En jouant un rôle qui est comparable à celui qu'il a intégré dans la conduite des conflits armés où, du nerf de la guerre, il tend à en devenir l'enjeu. Moteur de certaines territorialisations, l'opium peut même concurrencer le ressort du phénomène identitaire, ainsi que la transformation des guérillas ethniques autonomistes de Birmanie en guérillas de la drogue a pu le montrer.

Il ne semble pas pouvoir exister de production de drogues illicites sans appropriation de l'espace, souvent par spoliation. On peut donc parler de territoires de l'opium dans le sens où l'espace de production est convoité et approprié. En effet, le territoire, espace approprié, devient systématiquement espace convoité lorsqu'il donne l'accès à l'opium et à ses revenus. Le paysan producteur d'opium, au sein de ces logiques et de ces dynamiques territoriales, n'est somme toute qu'un pion, manipulé et instrumentalisé par les acteurs du système qui disposent du recours à la force armée.

Le paysan est engagé dans une stratégie de survie individuelle, alimentaire, économique, politique et identitaire : il subit les contraintes internes et externes, les rivalités de pouvoir et les rapports de forces, sans pouvoir espérer grand-chose d'autre d'une territorialisation qui se fait par la violence armée et la coercition. Parmi les paysanneries du monde, celles qui sont engagées dans des productions illicites restent parmi les plus défavorisées et les plus sujettes à la coercition, non pas forcément en fonction de la nature agricole de leur production (« plantes à drogues ») mais principalement à cause de son caractère illicite qui lui confère une valeur cruciale dans le contexte de certains conflits armés. La coercition est moins le fait des économies de la drogue que de la dialectique qui lie les économies illicites à celles de la guerre et surtout du non-droit qui les caractérisent.

Discussion

Michel Gutelman. Jusqu'à environ 1988, l'ex-Union soviétique a été considérée comme le plus gros producteur légal de pavot à opium, dans ses régions asiatiques. C'était un producteur légal, mais non un exportateur. Vous êtes-vous intéressé à ce qui s'est passé avec cette énorme production d'opium depuis l'écroulement du système socialiste ?

Pierre-Arnaud Chouvy. Il n'y avait pas de production d'opium en tant que telle. Dans mon intervention, j'ai fait la différence entre la production d'opiacés et la production d'opium. Dans l'ex-Union soviétique, et cela existe toujours en Asie centrale, on produit et on consomme du koknar, une substance opiacée extraite de la paille du pavot : on ne procède pas par incision des capsules et on ne produit pas d'opium. Cela existe sur les lopins individuels, notamment des paysans ouzbeks, et ce droit à la production d'opiacés,

normalement pour l'usage pharmaceutique, transformés dans des usines, notamment à Tchimkent, en Ouzbékistan, n'a pas été reconduit par les Nations unies pour les républiques indépendantes d'Asie centrale. Après l'accès à l'indépendance de celles-ci, on a longtemps pensé que la production d'opium allait s'étendre à l'Asie centrale, ce qui ne s'est jamais vérifié et ne l'est toujours pas. Cela montre l'importance de la dimension territoriale du recours à l'économie agricole des drogues illicites puisque la différence majeure entre l'Afghanistan et l'Asie centrale est que celle-ci ne connaît pas de conflits de même nature que celui de l'Afghanistan.

Gilles Bazin. Quel est le rapport au terrain dans ce travail ? En effet, il ne doit pas être très facile d'enquêter sur un produit illicite et, de plus, l'Afghanistan et la Birmanie ne sont certainement pas les terrains les plus faciles. A-t-il été possible d'enquêter sur les motivations des paysans, sur les coercitions politiques qu'ils peuvent subir pour produire ces produits, sur les réseaux de collectes et sur les flux d'argent qui transitent dans une économie parallèle – économie « grise », blanchiment d'argent sale, etc. ? Ces paysans ne font-ils pas cela parce qu'ils ont épuisé, au moins pour une partie d'entre eux, toutes les autres possibilités de survie économique par l'activité agricole ?

Pierre-Arnaud Chouvy. Je suis géographe et ma problématique était géopolitique : je voulais procéder à une analyse comparative de l'Afghanistan et de la Birmanie pour essayer de comprendre pourquoi et comment la production illicite d'opium s'était développée dans ces deux pays et pas ailleurs. Je ne suis pas agronome, je ne suis pas économiste, je ne suis pas juriste et je n'ai donc pas travaillé sur certaines des problématiques que vous abordez. Je suis allé sur le terrain puisque je me suis rendu dans ces pays avec les Nations unies : c'est faisable et cela se négocie avec les différents acteurs. Je n'ai pas procédé à des enquêtes de type sociologique ou anthropologique, d'abord parce que je n'étais ni sociologue, ni anthropologue, et que ce n'était pas le but de mes recherches qui consistaient à comprendre les grands rapports de force géopolitique et les avantages et les contraintes d'ordre géopolitique qui permettaient le recours à l'économie des drogues illicites dans les deux pays. Il est vrai qu'il y a encore beaucoup de recherches à faire car c'est un sujet très fertile : beaucoup de gens travaillent sur ces problématiques-là et j'ai eu des difficultés à faire accepter mon projet de recherche en tant que doctorant. J'ai eu la chance d'avoir un directeur de recherches que cela a intéressé tout de suite et je n'ai pas eu besoin de défendre mon projet. Ensuite, je pense que j'ai eu énormément de chance de pouvoir présenter mon sujet actuel de recherche qui porte sur les effets-systèmes existant entre les activités illicites et les économies de conflits et de guerres civiles et d'être recruté au CNRS avec un tel projet.

Jean Bourliaud. Dans tout l'exposé, on ne sent pas la dimension illicite de la production de façon sensible. Il est clair que les pouvoirs concernés sont associés, de manière directe ou indirecte, à la production. L'introduction concernait les militaires birmans qui ne contrôlaient pas tout le territoire, mais on constate qu'il n'y a pas une volonté marquée de le contrôler comme on pourrait l'imaginer et j'imagine que la dimension internationale est importante. Quelle est la différence entre l'illicite et le licite ? En effet, si on considère d'autres productions qui sont également très lucratives – l'exploitation de la forêt, l'exploitation minière, l'or, etc. –, on constate qu'ils répondent à des mécanismes assez similaires. Qu'est-ce qui permet, dans certains pays – comme la Thaïlande, par exemple – le contrôle jusqu'à l'éradication et, dans d'autres, une situation où la frontière entre le licite et l'illicite est poreuse ? Qu'est-ce qui explique, du point de vue de la formation sociale, que la Birmanie va avoir une élite militaire qui va complètement participer, sinon organiser ou tolérer cette production, alors que d'autres ont la volonté d'aller jusqu'à l'éradication ?

Pierre-Arnaud Chouvy. À Bangkok comme à Rangoun, on veut toujours s'assurer du contrôle politique et territorial de la Thaïlande et de la Birmanie. La Thaïlande a réussi à lutter contre les producteurs d'opium parce qu'ils représentaient ce que les Thaïlandais ont qualifié de « menace sécuritaire intérieure majeure » – ils caractérisent toujours de « menace sécuritaire extérieure majeure » les producteurs birmans – et ils ont voulu réaliser l'intégrité politico-territoriale de la Thaïlande, ce qu'ils ont réussi à faire en luttant contre les producteurs d'opium. La Thaïlande connaît une situation très compliquée. Différents groupes armés occupaient les périphéries montagneuses de l'Ouest : il y avait les réfugiés de l'armée des nationalistes chinois qui étaient passés par la Birmanie après la prise de pouvoir par les communistes et qui étaient très fortement engagés dans l'économie illicite, que la Thaïlande instrumentalisait contre des groupes armés de Birmanie. Il faut également prendre en considération qu'il y avait, jusqu'à une date récente, une instrumentalisation par Bangkok et Rangoun de différents groupes armés – ce qui existe aussi entre l'Inde et la Birmanie –, pour déstabiliser le voisin. La Thaïlande avait donc tout intérêt à lutter contre la production d'opium : cela lui a permis, notamment, de construire des routes frontalières, stratégiques, sans intérêt économique, pour asseoir le contrôle politique de la Thaïlande sur tout le territoire. C'est ce que la junte birmane veut faire aussi, mais elle n'en a pas les moyens stratégiques : elle a quand même signé dix-sept accords de cessez-le-feu avec des minorités, mais ils peuvent être rompus aussi facilement qu'ils ont été signés et c'est tout le problème que la junte rencontre actuellement avec les Wa, lesquels répètent fréquemment que le territoire qui est désormais le leur, puisqu'ils l'ont pris aux Shan, leur a été promis, qu'il y a là les termes d'un contrat qu'ils respectent. Ils n'en démordent pas. La junte essaye maintenant de renier ces prérogatives qu'elle a accordées aux Wa, mais Rangoun veut le contrôle politico-territorial de toute la Birmanie.
Je pense que, comme les économistes, il faut faire la différence entre le trafic illicite de produits licites et le trafic illicite de produits illicites. Ce qui m'intéresse, c'est d'étudier comment les activités illicites s'intègrent dans les économies de guerre civile. Un concept, souvent démenti par les policiers, est celui de l'achat de la route : un trafiquant qui veut faire passer un produit, licite ou illicite, sur un tronçon, achète la route ; le douanier perçoit sa commission quelle que soit la marchandise transportée dans le camion ; c'est un élément très important dans la compréhension de la dynamique même du trafic.

Bernard Wolfer. Selon cette analyse, cela signifierait que le développement de productions illicites et les territoires adoptés pour celles-ci sont fortement liés, soit à des coercitions venant de l'extérieur comme cela a pu être le cas dans le passé avec les Britanniques, soit à l'affaiblissement de l'État dans une région et du développement de conflits qui favorisent le développement de ces productions, lesquelles étant favorisées, favorisent aussi les conflits. N'y a-t-il pas là un mécanisme qui explique de manière principale cette économie qui est, en fait, une sorte d'économie politique ?

Pierre-Arnaud Chouvy. C'est effectivement une économie qui est tout à fait politique. À mon avis, si tant est que l'on veuille remédier, comme veut le faire la communauté internationale, à la production birmane ou à la production afghane, par des moyens strictement économiques, qui sont les seuls dont disposent, par exemple, les Nations unies, cela n'a pas de sens. On ne peut pas empêcher les paysans afghans ou les paysans birmans de cultiver du pavot à opium dans les contextes de guerre qui sont ceux de ces deux pays. Depuis l'intervention américaine en Afghanistan, qui a été qualifiée de grand succès parce qu'ils ne se sont pas « enlisés » comme les Soviétiques, la situation est loin de s'arranger et Karzaï a un contrôle territorial tellement faible qu'il n'arrive même pas à contrôler les

principaux commandants et à percevoir les taxes. Là, c'est le règlement du conflit qui peut permettre, à terme, de concevoir un développement économique car je vois mal comment on pourrait concevoir celui-ci dans un pays en guerre.
Que je sache, les plus grosses productions de drogues illicites au monde se situent dans des pays en guerre. Lorsque je parle de productions agricoles illicites majeures, c'est en termes de superficie. Il n'y a qu'au Maroc, qui ne connaît pas une situation de conflit interne, qu'il y a cependant entre 100 000 et 200 000 hectares de cannabis, mais il y a des circonstances historiques qui l'expliquent puisque les Rifains ont l'autorisation tacite des Chérifiens pour cultiver du cannabis sans qu'on les embête outre mesure. Cependant, cela risque de changer puisque les rapports parus au cours de ces dernières semaines, le Rapport du Département d'État des États-Unis et le Rapport de l'OICS des Nations unies dénoncent assez fortement la production de cannabis au Maroc.

Question dans la salle. Est-il possible de revenir sur les chiffres qui ont été donnés dans l'exposé ? Je pense qu'il est très difficile d'avoir des chiffres fiables en la matière. Par exemple, il a été dit qu'un hectare d'opium peut rapporter 30 000 , ce qui fait 300 par jour dans l'hypothèse évoquée : il faut savoir qu'un paysan afghan, thaï ou laotien, c'est 1 . Je m'interroge sur le fait de savoir si c'est le producteur qui perçoit ces 300 ou si c'est le commerçant. Je pense que l'illicite, c'est la création de rente. C'est une politique économique délibérée pour que des gens puissent trafiquer. Les gens qui organisent et les gens qui trafiquent ne sont pas très distants politiquement parlant.
Enfin, il faut savoir que le mois dernier en Thaïlande, il y a eu plus de 1 000 morts, sur lesquels 950 sont des trafiquants. Or, on peut se demander si les gros trafiquants ne se servent pas de la répression pour éliminer les petits.

Pierre-Arnaud Chouvy. En Thaïlande, il y a eu 1 500 tués par balles en quinze jours sur une période de lutte anti-drogue de trois mois et 26 000 arrestations – les prisons étant déjà bondées, je ne sais pas ce qu'ils en font. C'est un problème important et il y a eu d'ailleurs très peu de condamnations internationales.
Concernant le prix de l'opium, il faut savoir que les paysans qui sont engagés dans la production agricole illicite ne perçoivent, au mieux, qu'1 % du chiffre d'affaire mondial des drogues vendues au détail dans le monde. Les trafiquants locaux prennent 5 % et les trafiquants internationaux 40 %, le gros de l'argent étant fait dans les pays occidentaux. En revanche, les prix de l'opium à la ferme, en Afghanistan, peuvent varier de 30 à 1 000 $ le kg et les prix peuvent doubler en une semaine. Dans le Badakhshan, avoir un voisin qui sait que vous avez 10 kg d'opium chez vous, est quasiment signer votre arrêt de mort tellement la valeur du produit est élevé. Cela montre que c'est une production extrêmement rentable et donc qui suscite beaucoup de convoitise. Avec 10 kilos d'opium, on peut acheter des kalachnikovs qui, elles, ne valent vraiment pas cher. Il y a une dimension économique, mais c'est avant tout une dimension d'économie politique.

Ricardo Parvex. Faites-vous le rapport entre l'industrialisation rapide de la Thaïlande depuis 15 ou 20 ans et le succès de la lutte contre la culture et l'économie de la drogue ? N'y a-t-il pas eu une alternative urbaine et industrielle pour ces populations qui, à un autre moment, ont peut-être été forcées de travailler dans la production ou la commercialisation de la drogue ?
Pierre-Arnaud Chouvy. Je ne le pense pas puisque les producteurs de pavot à opium vivant en Thaïlande sont toujours aussi pauvres qu'il y a quinze ou vingt ans. On voit bien, en considérant l'importance du trafic, que ce n'est pas l'activité industrielle, qui est indéniable en Thaïlande, qui a permis de réduire la production d'opium dans ce pays.

Michel Gutelman. En fait, la substitution de culture a été rendue possible en Thaïlande par le percement de très nombreuses routes : des centaines et des centaines de kilomètres de routes. Voilà le problème de la substitution : il y a la même valeur en dollars dans 5 ou 6 kg d'opium que dans 6 tonnes de pommes de terre ! Ce n'est pas que les pommes de terre soient plus ou moins rentables, mais c'est que le transport et la sortie des produits sont le plus gros problème. Le fait qu'il y ait eu des percements de très nombreuses routes a rendu réellement substituable l'opium dans beaucoup de cas. C'est un facteur assez important et qui explique que l'opium a progressivement disparu en Thaïlande.
Un autre exemple est très important historiquement : l'opium est une culture de pays sous-développé. Dès que le développement arrive, l'opium n'est pas intéressant : il demande énormément de main-d'œuvre pour la récolte et lorsque d'autres cultures deviennent possibles, demandant beaucoup moins de forces de travail, cela n'est plus du tout intéressant. Avant la guerre, la Yougoslavie était un producteur appréciable de pavots à opium : cela a disparu, sans que l'on force, sans que l'on y aille à coups de fusil, tout simplement parce qu'il y a eu un développement industriel, mais aussi agricole. Je pense que la culture de l'opium disparaît avec le développement industriel et agricole, et surtout avec la mise en place de moyens de communication. Il est intéressant de voir que, traditionnellement, l'opium a toujours été produit dans des régions assez reculées. Comme vous l'avez dit, l'opium se substitue aux autres cultures, mais, d'un autre côté, l'opium se fait là où d'autres cultures ne sont pas possibles. À 1800 mètres d'altitude au Laos, on fait de l'opium parce qu'on ne peut rien faire d'autre !

Pierre-Arnaud Chouvy. C'est effectivement le développement, mais aussi l'absence de conflit qui permet le développement, ainsi que le contrôle du territoire. Il faut, en effet, faire attention avec les statistiques thaïlandaises puisqu'on parle de trois à six tonnes d'opium « récoltées », ce qui est différent des superficies cultivées. Cela fait deux ou trois ans que les superficies cultivées augmentent en Thaïlande alors que les superficies récoltées diminuent, puisque l'armée thaïlandaise déploie des efforts assez conséquents pour éradiquer. Il faut donc voir à quel moment on consulte les statistiques : avant ou après l'éradication.
Concernant la main-d'œuvre, il est vrai que c'est une activité très astreignante et ce n'est pas pour rien que dans le monde entier, sauf en Inde où la main-d'œuvre est vraiment bon marché, la production d'opiacés à usage pharmaceutique se fait par extraction de la paille de pavot qui est broyée industriellement : je vois mal les paysans français aller inciser les pavots.
Le développement est effectivement le cœur du problème, mais on ne peut penser le développement économique qu'après le développement politique. On voit bien qu'en Birmanie ou en Afghanistan, il y a un problème politique, un problème territorial et, tout d'abord, un problème de légitimité politique : il faut aussi que le développement soit légitime et, en Afghanistan, on ne sait pas ce que demain peut réserver.

Question dans la salle. Les anciennes plantations d'opium à la frontière thaïlando-birmane ont été remplacées par des industries à économie mixte, publiques et privées. Cela a participé aux moyens qui avaient été mis en place par les Thaïlandais pour éradiquer l'opium en perçant des voies de communication.

Christophe Jacqmin. Y a-t-il, en Thaïlande, un vase communiquant entre la production d'opium et la production de yaa baa ? Est-ce le même type de population qui est concerné où n'est-ce pas du tout la même chose ? N'y a-t-il pas aussi, en Thaïlande, un phénomène qui fait que l'on voit diminuer la transformation de l'opium parce que c'est externalisé vers la Birmanie et le Laos ?

Que pensez-vous de la politique du PNUSID ? J'ai l'impression qu'il y a effectivement une volonté d'éradiquer la production d'opium, de travailler directement, parfois avec des moyens inappropriés auprès des paysans, mais j'ai quelques doutes sur la manière de travailler plus en aval dans la filière, en particulier sur la volonté de traiter efficacement le problème des intermédiaires.

Pierre-Arnaud Chouvy. En Birmanie, on observe depuis quatre ou cinq ans une diminution de la production d'opium, qui correspond en fait à l'augmentation de la production de méthamphétamine. Au début, je me suis demandé s'il s'agissait d'une reconversion ou d'une diversification. A priori, j'ai pensé qu'il s'agissait d'une diversification des productions illicites puisqu'il n'y avait pas d'espaces agricoles occupés, en Birmanie, pour la production de méthamphétamine ; c'est de l'éphédrine qui vient de Chine. En fait, je pense maintenant que c'est une reconversion des Wa, de la production d'opiacés à la production de méthamphétamine, puisque ceux-ci déclarent qu'ils veulent lutter contre la production d'opium en Birmanie, ce que les Nations unies reconnaissent, sans dénoncer, d'autre part, le fait que la production de méthamphétamine explose d'année en année. De la même manière, la junte birmane se targue du fait que la production birmane diminue et que les Wa ont mis un frein à la production : normalement, d'ici quinze ans, il n'y aura plus d'opium en Birmanie. Mais, d'un autre côté, la junte ne fait pas grand cas de la production de méthamphétamine dans les zones tenues par l'UWSA. Je pense qu'il est assez clair que, à ce niveau, il y a un effet de vases communicants.
Au Laos, il y a un énorme potentiel de production d'opium, mais la production d'opium tend à diminuer alors que l'on commence à voir apparaître des laboratoires de production de méthamphétamine.
Le problème des Nations unies est un problème diplomatique. Ils ont peu de rayon d'action et peu d'impact. Pour travailler au Laos ou en Birmanie, l'étendue de leur compétence n'est qu'économique et ils ne se chargent pas de la résolution des crises politiques. J'étais au Laos lorsque nous attendions le premier rapport des Nations unies sur la production d'opium au Laos qui était bloqué depuis trois mois sur le bureau d'un ministre lao, mis sous embargo et ne pouvait même pas aller aux Nations-unies à Vienne. La plupart des représentants des Nations unies dans les pays producteurs de drogue sont extrêmement frustrés et ne partagent pas forcément les objectifs d'éradication des hautes instances du PNUCID à Vienne.

Bernard Wolfer. On pourrait dire, à la suite de ces différents propos, que la meilleure manière d'interdire les drogues illicites, c'est d'en empêcher, par des moyens de contrôle et de coercition étatique forts, la production, c'est-à-dire d'avoir un contrôle du territoire et de ceux qui exercent une activité sur ce territoire. C'est le rapport qui a été fait entre le paysan et son territoire. La coercition qui s'exerce sur lui, dans certains cas, le pousse plutôt à produire de l'opium. Mais, dans les cas où cette production d'opium n'est plus possible, sous l'effet d'une coercition inverse, il faut alors qu'il y ait d'autres opportunités, notamment par un développement économique. On pourrait prendre la thèse dans un autre sens : pour ceux qui sont dans les circuits de commercialisation et d'usage de la drogue, qui sont peut-être beaucoup plus difficiles à contrôler, n'est-il pas nécessaire, pour que la production existe, qu'il y ait des territoires dans le monde qui soient suffisamment incontrôlés par les États et les lois, favorisant ainsi la production illicite des drogues ? N'y a-t-il pas des groupes, plus ou moins organisés, qui favorisent le développement de ces cultures-là ?
Bernard Desbrosses. Par rapport aux systèmes agraires dans lesquels s'inscrit la culture de l'opium, je souhaiterais savoir si celle-ci est une monoculture, si elle est articulée avec des cultures vivrières, des activités d'élevage, etc.

Pierre-Arnaud Chouvy. En Asie du Sud-Est, des paysans parviennent à faire deux ou trois récoltes d'opium par an et se spécialisent donc dans une monoculture. Mais, généralement, ce n'est pas une monoculture, mais surtout une culture qui permet de pallier un déficit vivrier. C'est le cas en Birmanie, comme en Afghanistan où les disettes durent depuis 1979 ou 1980. C'est vraiment une alternative économique et je pense que si les paysans avaient le choix, économique et politique, ils n'auraient probablement pas recours à la production d'opium, en tout cas pas dans ces dimensions-là.

Question dans la salle. En Asie du Sud-Est, le paradoxe de l'opium, c'est que c'est une culture intensive de type « jardinage », dans un système agraire qui est très extensif. Il y a une production, exigeant énormément de travail et de soins – le désherbage, l'incision, la récolte… –, alors que l'on est dans des systèmes extensifs d'abattis-brûlis. Je pense que l'opium rapporte à peine plus que le reste, mais cela devient un complément.

Pierre-Arnaud Chouvy. En Afghanistan, en 1996, à 30 ou 50 $ le kg, un hectare de pavot rapportait trois fois plus qu'un hectare de blé en culture sèche et six fois plus en culture irriguée. Et à 1 000 $ le kilo, c'est évidemment bien davantage. Le prix du blé ne passera jamais de 30 à 1 000 $ le kilo, même en cinq ans.

Bernard Desbrosses. Vous avez beaucoup insisté sur l'appropriation et la réappropriation de l'espace au gré des rapports de force entre les forces sociales et les forces politiques en présence sur le terrain. Cette instabilité territoriale déstabilise-t-elle beaucoup la production ?

Pierre-Arnaud Chouvy. Non, au contraire, cela la dynamise, dans le même sens que la production dynamise le conflit et les territorialisations qui sont multiples et contradictoires. Il y a un effet de système qui s'auto-entretient. D'une part, les revenus de l'opium permettent de financer des conflits qui, depuis la fin de la Guerre Froide sont difficilement finançables autrement et, d'autre part, les conflits en viennent à être menés pour s'approprier les ressources de la production de drogue illicites. Les deux ou trois assassinats récents de leaders pachtounes en Afghanistan sont liés, de près ou de loin, à la production et au trafic d'opium. Au-delà de sa valeur économique, l'opium a une valeur stratégique encore plus importante, même si l'on ne peut évidemment pas nier la valeur économique : elle existe et elle est importante, surtout pour les paysans qui, bien sûr, n'ont rien à faire de la valeur stratégique de l'opium.

Question dans la salle. Vous avez souligné que produire de l'opium était une alternative au manque de productions vivrières. C'est une alternative possible dans certaines régions reculées du Laos. Cela ne vient pas à la place des cultures vivrières, mais en complément, si les gens ont le temps, s'ils ont de la terre, etc.

Pierre-Arnaud Chouvy. C'est un complément qui permet de pallier un certain déficit, mais qui n'est pas une substitution totale. Il y a aussi le fait que l'opium se stocke et permet de se constituer une épargne individuelle que peu d'autres produits agricoles peuvent permettre.

Question dans la salle. En Amérique latine, on peut observer le même type de phénomène : une production illicite de ce type et, surtout, une production qui permet la prolétarisation, c'est-à-dire qui ne permet pas forcément d'acheter d'autres produits vivriers, d'autant que les gens sont relativement autarciques dans certaines régions, mais d'avoir accès à la monnaie qui va permettre d'échanger avec la ville et, ainsi, d'avoir accès à la modernité, aux biens de consommation. J'ai souvent constaté, par exemple en Amazonie colombienne ou au Pérou,

que la modernité arrive portée par la production de drogues : les antibiotiques, les bottes en caoutchouc… biens qui leur étaient inconnus auparavant et devenus désormais nécessaires, mais qui ne peuvent s'acquérir qu'avec de l'argent sonnant et trébuchant.

OPIUM ET DÉVELOPPEMENT ALTERNATIF EN ASIE : QUEL BILAN ?

Pierre-Arnaud CHOUVY *

La production illicite mondiale d'opium n'a jamais été aussi importante qu'au cours des années 2000, en dépit d'un siècle de prohibition mondiale de certaines drogues. À quelques exceptions près, interdictions de production, éradication forcée et développement économique alternatif ont échoué dans leur objectif : la suppression à la source de la production illicite d'opium. Si le volet répressif des mesures antidrogue n'a que très peu évolué et attend toujours de faire ses preuves, l'approche en termes de développement économique, elle, a connu de nombreuses évolutions, lesquelles n'ont pas non plus permis de diminuer et encore moins de supprimer la production illicite d'opium.

Mots clés : opium, pavot, économie, agriculture, développement, substitution, éradication, Asie.

Depuis des décennies, surtout depuis que le président des États-Unis, Richard Nixon, a initié la « guerre contre la drogue » en 1971, la réduction de l'offre de drogue a été le principal objectif des politiques antidrogue à l'échelle mondiale. La réduction et, à terme, la suppression à la source de la production de drogues illicites étaient censées provoquer une augmentation des prix de détail sur le marché états-unien et ainsi y décourager la consommation de drogues. Mais les efforts antidrogue déployés dans le monde ont échoué à réduire les productions de marijuana, de haschich, de cocaïne et d'héroïne ainsi que leur trafic et leur consommation. Au contraire, depuis le début des années 1970, la production agricole, le trafic et la consommation de drogues illicites ont augmenté. Les zones de production se sont, sinon multipliées, du moins diversifiées, et la disponibilité de drogues illicites sur le marché mondial a crû et a même été améliorée en termes de prix et de qualité (McCOY, 2004 ; CHOUVY, LANIEL, 2006 ; CHOUVY, 2002 ; CHOUVY, 2008 ; KLEIN, 2008 ; REUTER, 2009).

Nombre d'observateurs ont imputé cet échec à la prohibition elle-même puisqu'elle « permet de dégager des profits élevés qui dynamisent l'économie de

* Géographe chargé de recherche au CNRS (UMR 8586 Prodig). pachouvy@geopium.org

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h45. © Armand Colin

la drogue malgré son illégalité » : en fait c'est notamment « parce qu'elle est illégale et risquée » que l'économie de la drogue est « hautement rentable » (Fonseca, 1992, p. 491). Mais l'échec des politiques antidrogue est aussi dû à la priorité qui a été donnée à la réduction de l'offre plutôt qu'à la réduction de la consommation. En effet, plusieurs études ont montré que la prise en charge médico-sociale des consommateurs de drogues illicites était bien plus efficace et rentable que la répression de la consommation de drogue et davantage encore que les tentatives de réduction et de suppression des productions agricoles de drogues illicites à la source (Teslik, 2006). Surtout, l'échec des politiques antidrogue peut être attribué à la façon même dont la réduction de l'offre a été conçue et entreprise depuis le début des années 1970. La « guerre contre la drogue » a en effet très largement privilégié la répression des paysanneries que la prohibition internationale avait criminalisées (Chouvy, 2009).

En Asie, où l'immense majorité de la production d'opium a toujours été produite et où l'histoire offre donc de nombreux cas d'études, les approches législatives, répressives et économiques visant la suppression de la culture illégale du pavot ont presque toutes et toujours échoué (Chouvy, 2009). De fait, parmi les plus grands succès et les plus grands échecs de la lutte contre la production de drogue ont pris place dans l'Asie de l'opium : entre la rapide et complète suppression de l'immense et inégalée production chinoise, dans les années 1950, et l'augmentation sans précédent de la production afghane à partir de 2002, le bilan asiatique de la lutte contre la production illicite d'opium s'est révélé catastrophique. Pas plus que les interdits nationaux et internationaux ou que les campagnes d'éradication, les programmes de développement (successivement : cultures de substitution, développement rural intégré, développement alternatif, modes de subsistance alternatifs) n'ont su supprimer ou ne serait-ce qu'endiguer la production illicite d'opium en Asie. Le développement alternatif, ainsi que l'on nomme le développement économique visant à réduire ou à supprimer une production agricole de drogue illicite, a vu le jour en Asie au début des années 1970 afin de remédier au problème que pose la production d'opium. C'est le bilan de près de 40 ans de pratique du « développement alternatif » en Asie que cet article tente de dresser à travers des sources variées : rapports des Nations unies, d'agences de développement, mais aussi enquêtes de terrain personnelles et tierces.

I – DES CULTURES DE SUBSTITUTION AU DÉVELOPPEMENT ALTERNATIF

Historiquement, interdits de production et éradication forcée ont précédé le recours au développement économique parmi les efforts déployés pour réduire ou supprimer les productions agricoles de drogues illicites. Au cours des années 1950, la Chine mit un terme à son énorme production d'opium presque exclusivement par l'imposition d'une prohibition et d'une répression nationales qui impliquèrent des milliers d'exécutions, des dizaines de milliers d'arrestations, des centaines de milliers de réunions de propagande et d'« éducation », et quelques campagnes d'éradication forcée (Zhou, 1999, pp. 95-108). La Chine tout juste réunifiée et nouvellement communiste fit toutefois preuve de souplesse, ou

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h45. © Armand Colin

plutôt de prudence, lors de l'imposition de la prohibition aux minorités ethniques les plus dépendantes de la production d'opium et donc les plus récalcitrantes face à sa suppression. Par exemple, chez les Yi du Sichuan, où le pavot couvrait jusqu'à 40 % des terres arables de certains cantons et où entre 50 et 80 % des maisonnées (Yi et Han confondus) recouraient à la production d'opium, les autorités chinoises convainquirent les paysans de substituer des cultures vivrières à celles de pavot. Alors que la campagne anti-opium prit fin en 1952 dans la majorité du pays, dans les régions yi la suppression complète de la production d'opium ne fut obtenue qu'en 1958-1959, après la mise en place de cultures de substitution et de réformes agraires et « démocratiques » par les autorités (notamment la suppression de l'esclavage de certains Yi, cultivateurs de pavot, par d'autres Yi, propriétaires terriens dont les terres furent redistribuées) (ZHOU, 1999, pp. 150-157). La production d'opium fut supprimée d'une façon similaire chez certains Tibétains du Sichuan où les autorités réalisèrent très tôt que la suppression de la principale activité économique d'une partie de la population de la région ne manquerait pas d'y provoquer une forte résistance (ZHOU, 1999, p. 161). La production d'opium n'y disparut qu'en 1959, là encore après la mise en place de réformes dites démocratiques et de programmes de collectivisation. La Chine a donc très tôt réalisé que la suppression forcée et précipitée de la production d'opium dans des régions peuplées de minorités ethniques fortement dépendantes de la culture du pavot présentait d'importants risques sociaux et politiques et que la mise en place de mesures économiques préalables y était nécessaire. Certes, à l'échelle nationale, la campagne anti-opium n'en fut pas moins brutale et précipitée. Mais la Chine avait néanmoins fait preuve d'une précocité certaine dans la mise en place, certes très localisée, de mesures de développement économique visant à supprimer une production agricole illicite.

En effet, le premier projet de développement à avoir été réellement conçu et mis en place pour réduire ou supprimer une production agricole de drogues illicites le fut en Thaïlande, en 1972. Jusqu'alors, l'introduction de cultures de substitution n'avait eu lieu qu'à la suite de l'imposition de prohibitions, soit afin de rendre le recours à l'éradication forcée économiquement, socialement, et politiquement acceptable (chez les Yi de Chine par exemple), soit afin de compenser tant bien que mal le choc économique provoqué par la disparition brutale des revenus de l'opium (en Turquie, où la prohibition de 1972 est révoquée en 1974). Que le premier projet de développement économique antidrogue ait vu le jour en Thaïlande s'explique notamment par le fait que la production d'opium avait considérablement augmenté en Asie du Sud-Est après la Seconde Guerre mondiale et la suppression de la production chinoise (favorisant l'émergence du « Triangle d'Or »), que les productions pakistanaise et afghane n'étaient pas encore très développées (l'Iran étant revenu en 1969 sur sa prohibition de 1955), et que la Thaïlande, l'un des rares pays du Sud à n'avoir jamais été colonisés, était un partenaire privilégié des États-Unis dans leur lutte anticommuniste (notamment lors de la guerre du Vietnam). Mais la Thaïlande a aussi bénéficié de l'intérêt porté par son monarque, Bhumibol ADULYADEJ, au développement économique des minorités ethniques productrices d'opium. De fait, le roi thaïlandais initia un projet de cultures de substitution dès 1969 dans un village producteur d'opium proche du palais qu'il venait de faire construire dans la province de Chiang Maï. Il déclara très tôt, au vu des dommages causés par les premières opérations

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h45. © Armand Colin

d'éradication forcée, qu'il convenait de ne pas détruire de cultures de pavot tant que des alternatives viables n'avaient pas été mises en place (RENARD, 2001, p. 76). En conséquence, le recours à l'éradication forcée ne fut opéré que brièvement, au début des années 1970, et ne le fut pas de nouveau avant 1984, soit 12 ans après le lancement du premier projet d'introduction de cultures de substitution.

Ces premières cultures furent donc développées en 1972 en Thaïlande sous l'autorité de l'État thaïlandais et des Nations unies (RENARD, 2001, p. 7 ; GTZ, 1998, p. 10). Pour la première fois, le développement économique avait été délibérément choisi comme moyen de réduction et, à terme, de suppression d'une production agricole de drogues illicites. La Thaïlande allait d'ailleurs continuer, pendant plus de trois décennies, à expérimenter divers moyens socio-économiques pour atteindre cet objectif, avec des ressources économiques jamais égalées par aucun autre pays depuis. L'introduction de cultures de substitution consistait à remplacer des cultures illégales par d'autres, légales celles-là, qui devaient être au moins aussi lucratives que les premières sans être déjà produites en quantité. Leur transport et leur commercialisation devaient aussi être aisés. Plusieurs cultures (pêches, haricots rouges, choux, café, fleurs coupées, etc.) furent ainsi introduites dans les montagnes du Nord-Ouest thaïlandais au cours des années 1970, avec un succès relatif et surtout nombre d'effets pervers largement imprévus (saturation et effondrement de certains marchés, pollution de sols et cours d'eau par excès d'intrants chimiques, etc.) (RENARD, 2001, pp. 57-68).

Au milieu des années 1970, Jean NÉPOTE, secrétaire général d'Interpol de 1963 à 1978, encensait dans l'un de ses écrits le recours au développement économique qu'il lui avait été donné d'observer lors d'une visite du projet de développement thaïlandais, tout en taxant la répression (éradication forcée) de solution utopique (NÉPOTE, 1976). En fait, le recours au développement économique constituait une évolution radicale par rapport aux solutions strictement répressives envisagées jusqu'alors, évolution à laquelle le secrétaire général d'Interpol lui-même ne pouvait se montrer insensible. Toutefois, quelque trois décennies plus tard, l'organe des Nations unies en charge de la mise en œuvre de solutions à la production de drogues illicites, le Programme des Nations unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID en 1991), était renommé Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC en 2002), témoignant si besoin était que la criminalisation des paysanneries de la drogue avait encore de beaux jours devant elle. D'ailleurs, les projets de développement alternatifs continuent d'être conçus et mis en place par l'ONUDC et non par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Quoi qu'il en soit, les cultures de substitution ne tardèrent pas à montrer leurs limites. Népote avait vu juste sans le savoir lorsqu'il avait remarqué que « l'un des aspects remarquables » du projet thaïlandais résidait dans la « simplicité rurale de sa mise en place » : la simplicité de l'approche en termes de cultures de substitution confinait en fait au simplisme et allait se révéler être un défaut majeur. En effet, l'introduction de cultures de substitution mettait l'accent sur le remplacement d'une production agricole donnée par une ou plusieurs autres mais ne s'attachait aucunement à résoudre les causes de la production incriminée.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h45. © Armand Colin

Au cours des années 1980, en Thaïlande et ailleurs dans le monde (USAID a initié le premier projet de développement visant à réduire une production de coca en Amérique du Sud en 1981 dans la vallée péruvienne du Haut Huallaga), l'approche en termes de cultures de substitution fut remplacée par la mise en place de projets de « développement rural intégré ». Dès lors, l'objectif était moins de substituer une culture à une autre que d'introduire des sources alternatives de revenu et d'améliorer les conditions de vie des populations concernées (GTZ, 1998, p. 10). Mais malgré l'avancée indubitable qu'elle constituait, l'approche en termes de développement rural intégré se révéla elle aussi décevante : les communautés villageoises concernées n'étaient pas (ou trop peu) intégrées à la conception de projets qui s'avéraient vite inadaptés et inefficaces. Onéreux et d'une grande complexité administrative, ces projets trouvèrent vite leurs limites.

II – LE DÉVELOPPEMENT ALTERNATIF

En conséquence, le « développement alternatif » vit le jour au cours des années 1990. Il différait du développement rural intégré notamment par la participation des communautés concernées à la conception des projets, mais aussi par sa perspective élargie : il devait s'articuler et s'intégrer tant à l'échelle locale, régionale, que nationale, et permettre ainsi de bénéficier des programmes classiques de développement déjà en cours, tant par effets de convergence que d'économies d'échelle. La stratégie du développement alternatif se voulait mieux définie et circonscrite et affichait des objectifs restreints. La stricte substitution agricole était définitivement abandonnée au profit de celle des revenus. Mais la pratique du développement alternatif a varié de façon importante au fil des ans et en fonction des pays, notamment en ce qui concerne la place et l'importance données au développement socio-économique dans les politiques et programmes de suppression des productions agricoles illicites (au regard de l'importance donnée aux mesures d'imposition des interdits de production et à la répression), mais aussi selon la nature, les capacités et les compétences des organisations (nationales, internationales, gouvernementales ou non) en charge. La plus grande différence a peut-être résidé dans les calendriers selon lesquels développement alternatif, interdiction et répression (éradication forcée) ont été mis en place. En effet, dès lors qu'il n'y a jamais eu de définition universelle du développement alternatif, celui-ci a désigné des programmes et des projets très différents les uns des autres et qui n'avaient parfois rien à voir avec le développement alternatif.

En 1998, la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies consacrée à la question des drogues (UNGASS) avait néanmoins défini le développement alternatif en tant que « processus de prévention et d'élimination des cultures illicites de plantes stupéfiantes à travers des mesures de développement rural spécifiques... prenant en considération les caractéristiques socioculturelles des groupes et communautés concernés ». Le Plan d'action pour la coopération internationale en vue de l'éradication des cultures de drogues illicites et du développement alternatif, préparé lors de l'UNGASS de 1998, parachevait sa définition en précisant que le développement alternatif relevait d'une « approche

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h45. © Armand Colin

globale » devant permettre d'instaurer et de développer « des options socio-économiques légales et durables destinées aux communautés et populations dont le recours aux productions agricoles illicites constitue le seul moyen d'existence viable, contribuant ainsi de façon intégrée à l'éradication de la pauvreté » (CND, 1998).

Au début de la décennie 2000, trente ans après la mise en place des premières cultures de substitution par les Nations unies et la Thaïlande et sans qu'aucun consensus sur ce qu'est le développement alternatif et la façon dont il doit être conçu et mis en œuvre n'ait été atteint, l'explosion de la production d'opium en Afghanistan et l'insuffisance et l'inefficacité des programmes de développement alternatif en Birmanie et au Laos ont remis en question la conception même du développement alternatif. En effet, David MANSFIELD et Adam PAIN, auteurs de nombreux rapports et études sur les contextes socio-économiques de la production illicite d'opium en Afghanistan et sur le développement alternatif, ont montré à plusieurs reprises que « les approches localisées et circonscrites caractéristiques du développement alternatif et mises en place en Afghanistan et ailleurs dans les années 1980 et 1990 n'étaient pas en mesure de contrebalancer les motivations et les facteurs qui poussent les producteurs à cultiver du pavot à opium » (MANSFIELD, PAIN, 2005, p. 4). En fin de compte, les deux auteurs estiment que le modèle actuel du développement alternatif « n'est pas susceptible de contribuer de façon significative à des objectifs antidrogue » (MANSFIELD, PAIN, 2005, p. 1).

D'autres observateurs de longue date des productions agricoles illicites et des mesures antidrogue censées permettre leur diminution ou leur suppression sont tout aussi critiques et n'hésitent pas, à l'instar de Martin JELSMA, directeur du Programme drogue et démocratie du Transnational Institute (TNI), à affirmer que « 25 années de tentatives de réduction des productions n'ont eu aucun impact mesurable à l'échelle mondiale » (JELSMA, 2002). En 2002, lors de la conférence internationale de FELDAFING consacrée au développement alternatif, Jelsma contredit le fait que des programmes de développement aient joué efficacement dans la diminution puis la suppression des productions d'opium thaïlandaises et pakistanaises, alors même que la Thaïlande et le Pakistan font communément figure de cas d'école démontrant la réussite de politiques antidrogue prioritairement basées sur le recours au développement alternatif. Il est vrai que, tant en Thaïlande qu'au Pakistan, la suppression de la production d'opium ne doit que très peu aux programmes de développement alternatif ou, d'ailleurs, aux campagnes d'éradication. De fait, nombreux sont ceux qui estiment que « là où des réductions durables des productions ont eu lieu, d'autres facteurs susceptibles d'avoir influé sur les décisions des producteurs de cultiver ou non des plantes à drogues peuvent tout autant être tenus responsables du changement » (Rapport d'experts indépendants, UNODC, 2005, pp. 9-10 [1]). Parmi ces facteurs figurent la croissance économique (Thaïlande et Vietnam), le changement politique (régions kokang et wa de Birmanie), le meilleur accès des gouvernements aux

1 - Il convient de préciser ici que ce rapport n'est pas le fait de l'UNODC mais d'une équipe d'experts indépendants dont les observations et les conclusions ont été remaniées par l'UNODC avant publication (interview (2005) avec le directeur du rapport). C'est à la version originale, non remaniée, du rapport qu'il est fait référence dans ce texte.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h45. © Armand Colin

régions périphériques (Pakistan), la pression sociale ou politique (Laos, Bolivie), les subventions et autres financements (Thaïlande), et l'augmentation des prix des cultures de substitution à des périodes données (café, cacao) (Rapport d'experts indépendants, UNODC, 2005, pp. 9-10).

Il convient de relativiser le rôle du développement alternatif tant en Thaïlande qu'au Pakistan ne serait-ce que parce que leurs productions d'opium n'ont jamais dépassé 200 tonnes, excepté pour le record historique pakistanais de 800 tonnes en 1979. Qui plus est, les productions des deux pays n'étaient pas ou peu destinées à l'exportation et étaient peu soutenues par la demande internationale et les réseaux de trafiquants. En fait, la production thaïlandaise a été divisée par deux entre 1968 et 1975, donc bien après la prohibition nationale de 1959 et bien avant le début des mesures répressives en 1984. Quant aux premières cultures de substitution, elles ne furent développées qu'à partir de 1972 et que de façon extrêmement localisée. Les choses se passèrent certes différemment au Pakistan puisque la prohibition nationale de 1980 (annoncée en 1979) provoqua une explosion de la production (en 1980) qui fit chuter les prix et ramena les récoltes suivantes au niveau d'avant 1979. Quoi qu'il en soit, si les projets de cultures de substitution et de développement alternatif sont à l'évidence loin d'avoir eu les effets communément décrits sur la chute des productions thaïlandaise et pakistanaise, ils n'en ont pas moins eu des impacts positifs, bien que très localisés, en termes de développement économique et d'amélioration des conditions de vie : les projets les plus appréciés par les populations concernées et aussi les mieux évalués furent thaïlandais (Thai-German Highland Development Program, 1981-1998 ; Doi Tung Development Project, 1988-2018) et pakistanais (UNDCP Dir District Project, 1989-1998) (Jelsma, 2002 ; GTZ, 1998 ; CND, 2005).

En juin 1994, un rapport conjoint des Nations unies et des autorités thaïlandaises qui faisait le point sur deux décennies de coopération en matière de développement et de lutte contre la production d'opium estimait que quelque 150 000 personnes (soit 28 % de la population des minorités ethniques) avaient bénéficié des programmes de développement visant à diminuer ou supprimer la production d'opium en Thaïlande. Selon le rapport, ces programmes de développement ont permis de rapprocher les minorités ethniques de la société thaïlandaise (certains diront thaïe), « avec tous les avantages et les inconvénients que cela implique ». Ainsi, le développement alternatif a permis de renforcer la sécurité alimentaire et d'accroître la production rizicole dans les zones de montagnes tout en favorisant un certain degré de conservation écologique des zones concernées. Des cultures de substitution ont été introduites avec un succès variable et l'amélioration des réseaux routiers a permis d'augmenter les revenus et les opportunités commerciales des habitants concernés. Si les axes de communication ont aussi accéléré la déstructuration sociale de certaines communautés, ils ont toutefois permis d'améliorer l'accès aux soins et à l'éducation (GTZ, 1998, p. 45). En fin de compte, si les programmes de développement alternatif ne peuvent pas être tenus pour responsables directs et premiers de la suppression des productions illicites d'opium, que ce soit en Thaïlande ou au Pakistan, et *a fortiori* ailleurs où ces programmes ont été moins favorisés, il n'y a toutefois guère de doute qu'ils ont permis de rendre les mesures antidrogue (législatives d'abord et coercitives ensuite) plus acceptables et soutenables des points de vue politique, social, et économique.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h45. © Armand Colin

III – LE BILAN DU DÉVELOPPEMENT ALTERNATIF

En effet, tant en Thaïlande qu'au Pakistan, les programmes de développement alternatif ont vraisemblablement permis d'augmenter le coût d'opportunité de la production d'opium. À l'inverse, David MANSFIELD a montré en 2007 que l'éradication (ou sa menace, voire son risque), elle, n'augmentait pas le coût d'opportunité de la production d'opium si aucune alternative économique n'était disponible. Un producteur d'opium qui sait qu'il court le risque de voir sa récolte détruite y renoncera en effet d'autant plus facilement qu'il pourra investir ses ressources dans une production légale à la condition bien sûr qu'elle constitue une alternative viable (MANSFIELD, 2007, p. 69). Mais un paysan qui ne peut nourrir sa famille autrement que par le recours à une production agricole illicite courra le risque de l'éradication. L'inefficacité des campagnes d'éradication est d'ailleurs de plus en plus reconnue, même par le directeur de l'UNODC, Antonio Maria COSTA, qui, dans le rapport 2008 consacré à la production d'opium en Afghanistan, indique que « l'éradication a été inefficace... pour un coût humain élevé » : de fait, en 2008, seuls 5 480 hectares ont été éradiqués pour 157 000 récoltés (UNODC, 2008, p. vii).

Certes, le développement alternatif peut lui aussi être qualifié d'inefficace. Mais, à la différence de l'imposition d'interdits de production ou des campagnes d'éradication, il présente un coût humain nul ou moindre (déstructuration sociale et acculturation dans certains cas mal conçus et mal gérés) et n'est pas ou très peu contre-productif. Ainsi, au Laos, où seuls quelques projets de développement alternatif ont été mis en place avant ou pendant l'imposition de l'interdit de production d'opium (début des années 2000), et où « la culture du pavot a baissé aussi rapidement dans les zones avec que sans projet de développement... il n'y a pas lieu de penser que les projets de développement alternatif ont encouragé les paysans à renoncer à la production d'opium ». Mais il est évident que « les zones dans lesquelles des projets de développement alternatif ont été mis en place étaient mieux préparées pour faire face aux difficultés économiques » causées par la prohibition (Rapport d'experts indépendants, UNODC, 2005, p. 9). Ainsi, le succès du projet de développement alternatif mené par les Nations unies dans la région de Palavek [2] entre 1989 et 1996 semble plutôt avoir été celui d'un projet de développement que celui d'un projet de développement alternatif : la population hmong a en effet pu remédier à son déficit en riz et même produire des surplus commercialisables mais la suppression de la production d'opium, quant à elle, a davantage résulté de la pression sociale exercée par les chefs de clans que du projet lui-même (CHOUVY, interview du chef de projet, Vientiane, 2006). Certes, le projet de développement a joué de façon positive en permettant aux chefs de clans d'obtenir la suppression de la production d'opium sans recours à la coercition (CND, 2005, note 38). Plus récemment (2000-2008), la très importante réduction de la production d'opium laotienne relève clairement de l'imposition d'une prohibition (interdit de production) négociée entre le sommet de l'État, les gouverneurs de provinces et les communautés villageoises concernées, et non de la mise en place de programmes de développement alternatif. En effet, l'aide au développement, « alternatif » ou non, n'a ni précédé, ni accompagné la réduction

2 - Région spéciale de Xaisomboun, partagée depuis 2006 entre les provinces de Vientiane et de Xiang Khouang.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h45. © Armand Colin

de la production d'opium et a rendu le contrat passé entre les autorités étatiques et les communautés villageoises pour le moins difficile à respecter (CHOUVY, mission Phongsaly 2005).

Enfin, en Birmanie, producteur historique d'opium du Triangle d'Or, les Nations unies financèrent des projets de développement entre 1976 et 1989, lorsque la répression sanglante d'une manifestation à Rangoun mit fin aux aides internationales dans le pays. Certes, ces projets n'avaient que peu en commun avec des projets de développement intégré ou de développement alternatif. Mais entre 1993 et 1997 les Nations unies (UNDCP : précurseur de l'UNODC) initièrent de nouveau deux projets de développement alternatif dans l'État shan de Birmanie et, surtout, le *Wa Alternative Development Project* (WADP) dans la région spéciale n° 2 du même État. Les autorités wa (UWSP/UWSA) qui contrôlent la région prévoyaient alors d'y supprimer toute production d'opium d'ici à 2005, ce qu'elles firent. Les Nations unies s'engagèrent donc dans un projet de développement en fonction d'un calendrier qu'elles ne contrôlaient pas et avec trop peu de fonds et de temps pour mener à bien la mission qu'elles s'étaient fixée en accord avec les autorités wa et birmanes (CHOUVY, interviews responsables UNODC et autorités de l'UWSA, Pangshang (RS2), 2005). En fin de compte, le WADP n'amortit que très peu l'impact de la suppression de la production d'opium en 2005 et se rapprocha plus d'un petit projet d'aide humanitaire que d'un vaste projet de développement alternatif, même si des résultats notables ont été obtenus notamment du point de vue sanitaire (CHOUVY, 2005 ; CND, 2005, p. 7). En 2006 et 2007, les rapports de l'UNODC sur la Birmanie mentionnaient l'aggravation importante de la pauvreté et des déficits vivriers dans les zones de suppression de la production d'opium, reconnaissant de façon implicite l'insuffisance et l'inadaptation des projets de développement qui y étaient menés (UNODC, 2006b, p. 98 ; 2007, p. 53).

L'histoire du développement économique en tant qu'outil de lutte contre la production agricole de drogues illicites montre clairement que cette approche n'a que très rarement permis de réduire ou de supprimer les productions concernées, que ce soit à une échelle nationale ou, *a fortiori*, mondiale. C'est d'ailleurs ce que le rapport indépendant sur le développement alternatif commandé par l'UNODC concluait en 2005 (Rapport d'experts indépendants, UNODC, 2005, p. ix). Mais il n'en reste pas moins que trois décennies d'expérimentation ont permis de « considérablement améliorer le concept » de développement alternatif (JELSMA, 2002).

En dépit de ses résultats décevants, le développement alternatif ne peut en tout cas pas être rejeté en bloc. En effet, l'échec du développement alternatif est aussi flagrant que celui de l'éradication et pose la question de l'(in)adaptation des politiques et des outils de contrôle des drogues, tant aux échelles locales que mondiale. Il apparaît en effet que l'échec du développement alternatif est davantage imputable à ses méthodes et à ses moyens, financiers notamment, qu'à l'approche de la question de la production agricole de drogues illicites en termes de développement socio-économique. En fait, le développement alternatif ne semble pas avoir failli parce qu'il constituait une stratégie inadaptée mais parce que la réduction des productions agricoles illicites a trop souvent été dissociée de

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h45. © Armand Colin

la réduction de la pauvreté et donc des questions de développement économique. En effet, les paysans de la drogue ont longtemps été perçus, et le sont encore trop souvent, non comme des victimes du sous-développement économique mais comme des criminels, ce qui explique la priorité donnée à l'interdiction et à la répression par rapport au développement dans les stratégies de suppression des productions agricoles de drogues illicites. De fait, l'immense majorité des moyens humains et financiers consacrés à la lutte antidrogue a été utilisée pour concevoir, mettre en œuvre et renforcer une batterie de mesures répressives qui aggrave la pauvreté des régions productrices de cannabis, de coca et de pavot, au lieu d'y remédier.

IV – LE DÉFICIT DE MOYENS DU DÉVELOPPEMENT ALTERNATIF

Un budget étriqué et irrégulier a bien sûr des conséquences néfastes. En Afghanistan, les projets de développement alternatif de l'UNODC ont été arrêtés en partie pour raisons budgétaires alors que la production d'opium explosait (CHOUVY, entretien avec des fonctionnaires de l'UNODC, Islamabad, 1999 ; Rangoun, 2005) [3]. Quant au Laos, malgré la suppression rapide de la culture du pavot des années 2000, seules 5 % des familles productrices d'opium auraient été touchées par des projets de développement alternatif. Toujours au Laos, le projet de développement alternatif mené par l'UNODC dans la province de Phongsaly n'a reçu que 29 600 dollars en 2005 pour mettre ses activités en œuvre dans 33 villages (CHOUVY, participation à la mission d'évaluation du projet de développement alternatif de l'UNODC à Phongsaly). Ainsi, en Asie, budgets restreints et aires d'intervention limitées font que seule une toute petite partie des cultivateurs de pavot est concernée par des projets de développement alternatif. En effet, seuls 5 % des producteurs agricoles de drogues illicites d'Asie auraient été touchés par un projet de développement alternatif, alors qu'ils seraient 23 % en Amérique latine, théâtre de prédilection des opérations antidrogue des États-Unis (CND, 2005, p. 2). L'Afrique, quant à elle, ne compte *a priori* aucun projet de développement alternatif, même si des tentatives ont été effectuées au Maroc, sans succès là non plus (CHOUVY, 2008).

Mais la faiblesse des financements du développement alternatif va souvent de pair avec l'insuffisance des moyens consacrés au développement économique national. C'est le cas en Afghanistan par exemple, en dépit du fait que le succès de la construction de la paix, de la reconstruction de l'État et de la consolidation nationale est largement conditionné par la reconstruction économique et donc par le volume et les modalités de l'aide internationale [4]. Bien qu'une étude menée en 2005 ait confirmé que l'importance de l'aide par habitant lors des premières années d'une intervention était corrélée avec ses chances de succès, le montant annuel de l'aide par habitant attribué lors des deux premières années d'une intervention a été beaucoup plus faible en Afghanistan (57 US$) qu'en

3 - Le bureau de l'UNODC au Maroc a quant à lui fermé notamment par manque de financement : entretiens avec des fonctionnaires de l'UNODC (Rangoun, 2006 ; New York, 2008).

4 - En dépit de nombreux efforts, l'auteur n'a pu se rendre en Afghanistan depuis les attentats de Londres (2005) et la mise en vigueur du Plan Vigipirate Code Rouge, le CNRS refusant de lui délivrer des ordres de mission.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h45. © Armand Colin

Bosnie (US$ 679), qu'au Kosovo (US$ 526), ou qu'en Irak (US$ 206) (Dobbins et al., 2005, p. xxviii – Données en dollars 2000). Ce ne sont pourtant pas les fonds qui ont manqué puisqu'entre 2001 et 2005 les États-Unis ont alloué 66,5 milliards de dollars au Département de la défense pour ses opérations en Afghanistan, soit près de deux fois et demi les besoins estimés de reconstruction du pays. Ainsi que l'indique à regret Carl ROBICHAUD, qui soulignait en 2006 que depuis 2001 le coût des opérations militaires des États-Unis en Afghanistan avait été onze fois plus important que celui, combiné, de l'aide humanitaire, de l'aide au développement et de la formation des forces de sécurité afghanes, l'Afghanistan a plutôt bénéficié d'un plan martial que d'un Plan Marshall (ROBICHAUD, 2006, p. 19).

Quant au budget consacré par les États-Unis à la lutte antidrogue en Afghanistan, il ne constitue bien sûr qu'une infime partie de sa contribution globale à la pacification et à la reconstruction du pays, mais, là encore, la priorité est donnée à la répression plutôt qu'au développement. Environ 1,6 des 10,3 milliards de dollars d'aide internationale dépensés par les États-Unis entre 2001 et 2006 a été consacré à la lutte antidrogue (OIG, 2007, p. 20). Pour la seule année 2006, les États-Unis ont attribué 420 millions de dollars à la lutte antidrogue en Afghanistan, soit moins que la valeur à la ferme de l'opium (755 millions) produit dans le pays en 2006, et beaucoup moins que les 2,5 milliards de dollars que les trafiquants afghans sont susceptibles d'avoir alors encaissé (OIG, 2007, p. 20 ; UNODC, 2006, p. 1). De façon pour le moins surprenante, entre 2005 et 2006, lorsque la production afghane d'opium augmentait de 49 % (de 4 100 à 6 100 tonnes), les États-Unis divisaient leur budget antidrogue afghan par deux (959 millions de dollars en 2005) (UNODC, 2006a, p. 1 ; OIG, 2007, p. 10). Qui plus est, la part du budget antidrogue attribuée au développement alternatif passait de 37 % à 28 % : en 2006, 120 millions de dollars furent attribués au développement alternatif, 134 à l'éradication, 109 à l'interdiction, 55 à la réforme de la justice, et 2 aux campagnes d'information (OIG, 2007, p. 21).

Certes, l'Afghanistan n'est pas le seul pays dont les projets de développement alternatifs sont insuffisamment financés. En fait, au regard de l'importance géopolitique et stratégique que les États-Unis accordent à la reconstruction de l'économie et de l'État en Afghanistan, mais aussi à la lutte antidrogue, dans ce même pays et à l'échelle mondiale, il n'est guère surprenant que les autres pays soient encore plus mal lotis. Ainsi, les 120 millions de dollars que les États-Unis ont consacrés au développement alternatif en Afghanistan en 2006 sont dix fois supérieurs au budget mondial annuel moyen dont l'UNODC dispose pour mener des programmes de développement alternatif en Afghanistan, en Birmanie, au Laos, au Vietnam, en Bolivie, en Colombie et au Pérou (Rapport d'experts indépendants, UNODC, 2005, p. 18). Entre 1998 et 2004, le budget mondial annuel moyen que l'UNODC a consacré au développement alternatif n'était en effet que de 19 millions de dollars. Le fonctionnement de l'UNODC est certes unique au sein des Nations unies puisque son budget dépend à 90 % des contributions volontaires de quelques pays qui spécifient où et comment les utiliser (JENSEMA, THOUMI, 2003, p. 1). Le budget de l'UNODC est alimenté en majeure partie par les États-Unis et l'Italie (respectivement 23 et 22 % en 2002) qui influencent donc largement les actions menées. Les années 2000 ont vu l'essentiel du budget de l'UNODC être attribué à des opérations de respect de la loi financées par les États-Unis, le Japon, et le Royaume-Uni. L'Italie et la Suède ont davantage financé

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h45. © Armand Colin

des projets de réduction des risques (auxquels les États-Unis sont opposés) et l'Allemagne a principalement soutenu des programmes de développement alternatif (JENSEMA, THOUMI, 2003, pp. 1-2).

L'échec de la réduction des productions agricoles de drogues illicites ne peut bien sûr pas être directement et uniquement imputé au développement alternatif puisque l'expérience du développement alternatif n'a pas réellement été faite. Le développement alternatif ne constitue ni un échec ni une réussite dès lors que les projets mis en œuvre à ce jour ont toujours été extrêmement limités spatialement (projets pilote qui n'ont pas débouché sur des projets plus vastes et conséquents) et n'ont pas seulement été sous-financés mais souvent aussi mal conçus et mal gérés. Il n'en reste pas moins que, parmi le très faible nombre de projets de développement alternatifs qui ont été mis en œuvre dans le monde, certains ont été sinon couronnés de succès, du moins reconnus comme ayant contribué, même indirectement, à la réduction ou à la suppression de productions agricoles de drogues illicites (Pakistan, Thaïlande, Laos). Ces quelques expériences positives et les contraintes qui ont limité l'expérimentation et la portée du développement alternatif permettent donc de penser que cette approche recèle un potentiel encore non exploité, ce dont les approches répressives, et l'éradication forcée en particulier, ne peuvent se targuer dès lors qu'elles ont été conduites pendant près de quatre décennies à des échelles et avec des moyens dont le développement alternatif n'a jamais bénéficié. Qui plus est, un programme de développement alternatif est censé réduire la pauvreté, c'est-à-dire l'une des causes du recours à la production agricole de drogues illicites, et non l'aggraver comme le font les programmes d'éradication forcée qui se révèlent non seulement inefficaces mais contre-productifs.

En fait, l'éradication, forcée ou non, ne devrait être envisagée qu'en dernier recours, une fois et une fois seulement que des alternatives socio-économiques ont été développées et se sont révélées viables. Pour être efficaces les actions antidrogue ne devraient pas seulement avoir été adéquatement conçues et financées et avoir été mises en œuvre bien au-delà des échelles locales généralement retenues : elles devraient aussi impérativement être correctement séquencées afin qu'interdiction et mesures répressives n'entravent pas les mesures et les effets du développement alternatif. Qui plus est, les actions antidrogue, quelles qu'elles soient, devraient moins viser la réduction de l'offre de la production agricole de drogues illicites à la ferme que la réduction de la demande à la ferme : interdiction et répression devraient être parties intégrantes des programmes de développement alternatif, non pas en étant exercées à l'encontre des paysans du cannabis, de la coca ou de l'opium, mais à l'encontre des trafiquants. Enfin, le développement alternatif ne devrait pas cesser une fois les objectifs de diminution ou de suppression atteints, tant les causes du recours à la production agricole de drogues illicites sont profondes et longues à supprimer. D'ailleurs, le

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h45. © Armand Colin

développement alternatif ne devrait pas avoir pour objectif principal la suppression d'une production agricole de drogue mais bel et bien la diminution de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire qui sont deux de ses causes premières.

C'est en fait toute la pratique du développement dans les zones de production agricole de drogues qui doit être revue et améliorée si la réduction des superficies illégalement cultivées en cannabis, en coca et en pavot, doit intervenir de façon homogène et durable. La question du développement économique des paysanneries de la drogue a trop souvent été ignorée par les praticiens classiques du développement, pour être laissée à l'UNODC et à ses prédécesseurs dont les capacités et les moyens en termes de développement font toujours défaut (GTZ, 2006, pp. 13-14). Ceci dit, les précieuses connaissances accumulées pendant près de quatre décennies par les acteurs du développement alternatif devraient pouvoir être prises en compte lors de la conception de programmes de développement nationaux visant en partie, et en partie seulement, la réduction durable des cultures de cannabis, de coca et de pavot : les deux communautés du développement, celle du développement alternatif et celle du développement classique, devraient en réalité ne faire qu'une. En fait, le développement alternatif n'a peut-être pas seulement cherché à offrir des alternatives aux paysans de la drogue, il a peut-être aussi constitué une alternative à l'absence de projets de développement classique dans ces régions marginales, reculées, et souvent marquées par des conflits armés qui sont en général celles des productions agricoles de drogue.

Les années 2000 ont d'ailleurs vu un nouveau concept émerger : le mode de subsistance alternatif ou *alternative livelihood* qui veut justement dépasser les limites du développement alternatif en prenant en compte la globalité et la complexité des contextes et des facteurs de production, notamment en faisant de la suppression des productions agricoles de drogues illicites non plus un objectif en soi mais un indicateur du succès de politiques nationales de développement économique, donc un indicateur de réduction de la pauvreté (MANSFIELD, PAIN, 2005). Le développement économique constitue à n'en pas douter la solution aux productions agricoles de drogues illicites dès lors que seul le développement peut permettre de remédier au déficit de moyens de production, à l'insécurité alimentaire et donc à la pauvreté qui motivent en premier lieu le recours aux cultures illicites de cannabis, de coca et de pavot. Quant aux mesures législatives et répressives, si elles sont incontournables à terme, elles ne doivent justement être imposées qu'à terme, une fois et une fois seulement que des modes de subsistance alternatifs ont fait leurs preuves et que le coût d'opportunité de la production d'opium a donc suffisamment augmenté : donc lorsqu'elles ne sont plus contre-productives et ne réduisent pas la portée des actions de développement.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h45. © Armand Colin

BIBLIOGRAPHIE

CHOUVY P.-A., 2002, *Les territoires de l'opium. Conflits et trafics du Triangle d'Or et du Croissant d'Or*, Genève, Olizane.

CHOUVY P.-A., 2005, « The dangers of opium eradication in Asia », *Jane's Intelligence Review*, vol. 17 n° 1, January 2005, pp. 26-27.

CHOUVY P.-A., 2008, « Production de cannabis et de haschich au Maroc : contexte et enjeux », *L'espace politique*, n° 4, pp. 5-19.

CHOUVY P.-A., 2009, *Opium: Uncovering the Politics of the Poppy*, Londres/New York, I. B. Tauris.

CHOUVY P.-A., LANIEL L., 2006, « Production agricole de drogues illicites et conflictualités intra-étatiques : dimensions économiques et stratégiques », *Cahiers de la sécurité*, troisième trimestre 2006, pp. 223-253.

CND (Commission on Narcotic Drugs), 1998, *Draft Action Plan on International Cooperation on Eradication of Illicit Drug Crops and Promotion of Alternative Development Programmes and Projects*, United Nations General Assembly, E/CN.7/1998/PC/7, 14 January 1998: http://www.unodc.org/unodc/document_1998-01-14_1.html (page visitée le 15 juin 2007).

CND, 2005, *Alternative Development: A Global Thematic Evaluation*, Final Synthesis Report, Commission on Narcotic Drugs, Forty-eight Session, Vienna, 7-14 march 2005, E/CN.7/2005/CRP.3, 28 February 2005.

DOBBINS J., JONES S. G., CRANE K., RATHMELL A., STEELE B., TELTSCHIK R., TIMILSINA A. R., 2005, *The UN's Role in Nation-Building. From the Congo to Iraq*, RAND Corporation, Santa Monica.

FONSEGA G., 1992, « Economie de la drogue : taille, caractéristiques et impact économique », *Revue Tiers-Monde*, t. XXXIII, n° 131, 1992, *Drogues et développement*, pp. 489-516.

GTZ (Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit), 1998, *Drugs and Development in Asia. A background and discussion paper*, Drugs and Development Programme, Eschborn, GTZ.

GTZ, 2006, *Drugs and Development in a Drugs Environment: A Strategic Approach to 'Alternative Development'*, Discussion Paper, Drug-oriented Drug Control Programme, Eschborn, GTZ.

JELSMA M., 2002, « Alternative Development and Drug Control: A Critical Assessment », Keynote speech**,** International Conference on The Role of Alternative Development in Drug Control and Development Cooperation**,** Feldafing, Germany, 8 January 2002.

JENSEMA E. H., THOUMI F. E., 2003, « Drug Policies and the Funding of the United Nations Office on Drugs and Crime », Senlis Council, Paris, 23 October 2003.

KLEIN A., 2008, *Drugs and the World*, Londres, Reaktion Books.

MANSFIELD D., 2007, « Responding to the challenge of diversity in opium poppy cultivation in Afghanistan », *in* BUDDENBERG D., BYRD W. (eds), *Afghanistan's Drugs Industry: Structure, functioning, dynamics and implications for counter narcotics policy*, Kabul, UNODC/World Bank. November 2007, pp. 47-76 (draft version).

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h45. © Armand Colin

MANSFIELD D., PAIN A., 2005, *Alternative Livelihoods: Substance or Slogan?*, AREU Briefing Paper, October 2005, Kabul.

MCCOY A., 2004, « The Stimulus of Prohibition: a Critical History of the Global Narcotics Trade », *in* STEINBERG M., HOBBS J., MATHEWSON K., 2004, *Dangerous harvests. Drug Plants and the Transformation of Indigenous Landscapes*, Oxford, Oxford University Press, pp. 24-111.

NEPOTE J., 1976, « In the Golden Triangle with a Handful of Dollars », *Bulletin on Narcotics*, 1976, Issue 1 : http://www.unodc.org/unodc/en/bulletin/bulletin_1976-01-01_1_page002.html.

OIG (Office of Inspector General), 2007, *Interagency Assessment of the Counternarcotics Program in Afghanistan*, Offices of Inspectors General of the Department of State and of the Department of Defense, Washington, July 2007.

RENARD R. D., 2001, *Opium Reduction in Thailand 1970-2000. A Thirty-Year Journey*, Bangkok, UNDCP/Silkworm Books.

REUTER P., 2009, « The Unintended Consequences of Drug Policies », *in* REUTER P., TRAUTMANN F., 2009, *A Report on Global Illicit Drug Markets 1998-2007*, Commission européenne/Trimbos Institute/Rand Corporation, pp. 150-160.

ROBICHAUD C., 2006, « Remember Afghanistan? A Glass Half Full, On the Titanic », *World Policy Journal*, Spring 2006, pp. 17-24.

TESLIK L. H., 2006, « The Forgotten Drug War », *Council on Foreign Relations*, 6 April 2006 : http://www.cfr.org/publication/10373/#Online_Library_The_Forgotten (page visitée le 21 août 2007).

TNI (Transnational Institute), 2008, *Withdrawal Symptoms. Changes in the Southeast Asian Drugs Market*, Drugs and Conflicts, Debate Papers n° 16, August 2008, Amsterdam, TNI.

UNODC (United Nations Office on Drugs and Crime), 2005, *Thematic Evaluation of UNODC Alternative Development Initiatives*, Independent Evaluation Unit (dir. Allison Brown), 4 September 2005, Version originale, non remaniée, du rapport.

UNODC, 2006a, *Afghanistan Opium Survey 2008*, United Nations, October 2006.

UNODC, 2006b, *Opium Poppy Cultivation in the Golden Triangle. Lao PDR, Myanmar, Thailand*, United Nations, October 2006.

UNODC, 2007, *Opium Poppy Cultivation in South East Asia. Lao PRD, Myanmar*, United Nations, October 2007.

UNODC, 2008, *Afghanistan Opium Survey 2008*, United Nations, August 2008.

ZHOU YONGMING, 1999, *Anti-Drug Crusades in Twentieth-Century China. Nationalism, History, and State Building*, Lanham, Rowman & Littlefield.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h45. © Armand Colin

Production de cannabis et de haschich au Maroc : contexte et enjeux

Pierre-Arnaud Chouvy (CNRS-Prodig)

www.geopium.org

Résumé

Le Maroc serait, selon les Nations unies, le premier producteur et exportateur mondial de haschich. La région septentrionale du Rif abrite en effet des dizaines de milliers d'hectares de cultures de cannabis à partir desquelles est produit le haschich marocain, manne dont la suppression programmée constitue un véritable défi pour les autorités marocaines. Cet article établit le contexte historique, culturel, politique et économique de la culture du cannabis dans la région afin de mieux comprendre comment cette activité économique, qui s'est très largement développée au cours des deux dernières décennies, a permis d'y maintenir un certain statu quo socio-économique et politique.

Maroc, *Rif*, *cannabis*, *haschich*, *statu quo*, *développement*

Cannabis and hashish production in Morocco

According to the United Nations, Morocco is most likely the world's first producer and exporter of hashish. Tens of thousands hectares of cannabis grow in the northern Rif region of the country and make possible a large hashish production largely exported to the European market. The Rif economy and its socio-economic and political stability seem to depend on this crop – a fact that poses a major problem for both the Moroccan state and the European Union, since hashish production and consumption are illegal in Morocco and in most of the EU countries, including France. This paper aims at explaining the economic, political, cultural and historical context of cannabis cultivation in the Rif Mountains of northern Morocco. It stresses how this economic activity, which has grown considerably over the last twenty years, has permitted the maintenance of a type of socio-economic and political status quo. Although illegal, the tolerance of the cannabis crop is an alternative to an underdevelopment against which the authorities have taken no or very little action. There is little doubt that cannabis has stabilised the economy of a region all but excluded from national development. However, the Rif remains faced with a fragile ecology, loss of traditional farming know-how and international pressure demanding elimination of drug plants in developing countries. Indeed, following the publication of the first United Nations survey on cannabis in Morocco (2003), the Moroccan state can no longer ignore the region's economic and social problems. Therefore, this paper warns of the 'time bomb' that lack of management of the situation has created.

Morocco, *Rif*, *cannabis*, *hashish*, *status quo*, *development*

Le Maroc est, selon l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (UNODC : United Nations Office on Drugs and Crime), le premier producteur et exportateur de haschich au monde. Il recèle aussi probablement, et assez logiquement, parmi les plus importantes superficies mondiales de cannabis. La récolte marocaine de cannabis aurait été faite, selon l'UNODC, sur 134 000 hectares en 2003 (UNODC, 2003 : 5), c'est-à-dire sur 1,48 % des terres cultivables du pays. Quelque 3 070 tonnes de haschich auraient été produites cette année là à partir de la récolte de cannabis. Certes, depuis, les cultures de cannabis ont baissé : 72 500 hectares en 2005 (1 066 tonnes de haschich), après éradication de 15 160 hectares par les autorités marocaines[1] (UNODC, 2006a : 106). Quoi qu'il en soit, le cannabis occupe toujours de vastes superficies alors même que le contexte marocain diffère grandement de celui de la production afghane d'opium ou même de celui de la coca en Colombie : en effet, aucun conflit armé n'y remet en question le contrôle politico-territorial de la monarchie chérifienne et ne permet donc d'expliquer que de telles superficies y soient consacrées à une production agricole illicite (Chouvy, Laniel, 2006a, 2006b).

Le Maroc a vu la culture du cannabis et la production de haschich se développer au cours des dernières décennies malgré leur illégalité et le fait que le pays soit signataire des diverses conventions des Nations unies sur les stupéfiants et les substances psychotropes (1961, 1971, 1988) et de la Convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée (2000)[2]. Etant illégales, les cultures marocaines de cannabis se limitent toutefois plus ou moins, en fonction des extensions ou des contractions qu'elles connaissent au gré des années, à la région septentrionale et montagneuse du Rif qui borde la Méditerranée depuis Tanger, à l'ouest, jusqu'à l'oued Moulouya, à l'est.

Relativement isolé du reste du Maroc, en raison de son relief montagneux, de son ancienne appartenance au Protectorat espagnol (1912-1956), et de son très faible niveau de développement et d'équipement, le Rif est une « zone-barrière… assez fortement peuplée de montagnards sédentaires, à la recherche de ressources d'appoint » (Troin, 2002 : 327) qui a longtemps fait l'objet d'une politique étatique conciliante : « Isolées de l'intérieur du pays par des obstacles naturels, les tribus rifaines bénéficient en tant que défenseurs des marches du pays d'une certaine autonomie vis-à-vis du Maghzen [pouvoir central] et d'exemption d'impôts » (Troin, 2002 : 329). Mais la tolérance étatique concerne aussi depuis longtemps la culture illégale du cannabis, désormais la principale des ressources d'appoint de la région (Chouvy, 2005a ; 2005b).

Parmi les lourds héritages historiques et économiques auxquels la population rifaine, les autorités marocaines et même l'Union européenne doivent faire face, figure la culture du cannabis. En effet, depuis les années 1980, le développement considérable des cultures de cannabis du Rif s'est traduit par la dépendance économique croissante mais non exclusive de la région vis-à-vis de ce qui a progressivement tendu à devenir une monoculture. L'économie du cannabis (montant global marocain des transactions de cannabis et de haschich) constituerait ainsi la principale source de revenus du Rif et serait même susceptible de constituer l'une des premières sources de devises du Maroc et de contribuer de façon massive à l'économie du pays (Chouvy, 2005b ; Hibou, 1996 : 30-31 ; Labrousse, 2002 : 2 ; Moreno, 1997 ; OGD, 1994 : 83). Enfin, le haschich marocain concerne l'Europe au premier chef dès lors qu'elle constitue son premier marché et qu'elle réalise 74% des saisies mondiales de haschich (1 083 tonnes sur 1 471) (UNODC, 2006a : 89).

La culture du cannabis au Maroc : héritage d'une histoire royale, tribale et coloniale

Pour comprendre le contexte actuel de la culture du cannabis et de la production de haschich au Maroc, il importe de revenir sur l'histoire complexe de la région du Rif et la façon dont elle est devenue l'aire de production exclusive du pays. La plante aurait fait son apparition au Maghreb au VIIe siècle de notre ère lors des invasions arabes avant que sa culture ne s'implante autour de Ketama, dans le pays sanhaja, au cœur du Rif, au XVe siècle. Ce n'est que bien plus tard, au XIXe siècle, que le sultan Moulay Hassan 1er (1873-1894) autorise officiellement la culture du cannabis pour la consommation locale dans cinq douars, ou villages, des tribus des Ketama, des Beni Seddate et des Beni Khaled, vraisemblablement pour contribuer à la pacification de la région (Labrousse, Romero, 2001 ; OGD, 1996 ; UNODC, 2003).

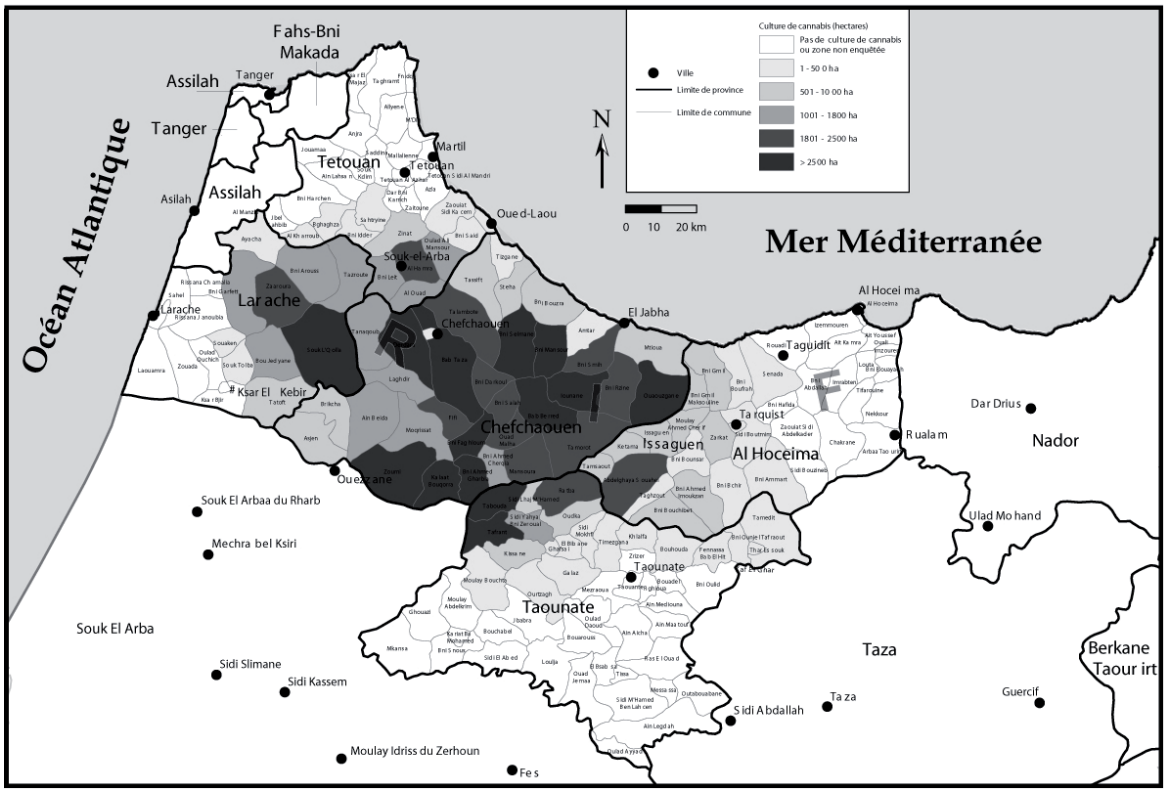
En effet, plusieurs révoltes (de 1863 à 1898) des Rifains contre les présences française, anglaise et espagnole, provoquent les expéditions punitives (cinq entre 1864 et 1900) d'un sultan soumis aux puissances étrangères. C'est ce qui conduit Moulay Hassan 1er à écrire en 1893 : « Il arrivera forcément que nos tribus lésées se retourneront contre notre Maghzen… pour prendre elles-mêmes en main leur propre cause » (Daoud, 1999 : 34). De fait, en 1880 une contestation tribale (siba) pousse une ambassade rifaine à demander à Madrid la mise sous tutelle espagnole du Rif alors que les Rifains avaient jusque-là contribué, des siècles durant, à contenir les Espagnols dans leurs présides de Ceuta et de Melilla. Une guerre hispano-rifaine éclate toutefois en 1909 à la suite de la révolte du peuple rifain contre les notables pro-Espagnols, mais elle n'empêche pas la signature du Protectorat franco-espagnol sur le Maroc en mars 1912.

Après la division de l'Empire marocain en deux protectorats par la France et l'Espagne, cette dernière, dont le Protectorat englobe le Rif, autorise la culture du cannabis à quelques tribus : le contrôle des Rifains, dont « la faculté de résistance à toute influence extérieure est immense », impliquant en effet certaines concessions (Daoud, 1999 : 27). Après la période mouvementée de la Première Guerre mondiale, l'Espagne, qui n'a alors toujours pas placé sous administration directe le territoire qui lui a été concédé par le Traité d'Algésiras (7 avril 1906), et qui n'a donc pas honoré les engagements de réforme et de modernisation auxquels elle était tenue, décide enfin de conquérir le Rif en affrontant les tribus rifaines, déjà mobilisées pour résister à l'offensive.

En 1920, Mohammed ben Abdelkrim el Khattabi, l'Emir du Rif, ce « Vercingétorix berbère »[3], unifie les tribus berbères du Rif dans leur résistance à la domination espagnole et obtient une victoire écrasante à Anoual en juillet 1921. Le 1er février 1923, Abdelkrim instaure la République du Rif afin de donner à son armée un Etat fort apte à moderniser le Rif. Mais il vise aussi, bien sûr, l'indépendance, et la France prend vite la mesure de l'exemplarité de la lutte rifaine, tant dans le sud du Maroc, qu'en Algérie et en Tunisie, et s'en inquiète.
En 1924, face aux défaites répétées des Espagnols, à leur débâcle même, le Résident général français, le maréchal Hubert Lyautey, met le président Raymond Poincaré en garde contre l'apparition sur le front nord du Protectorat d'une sérieuse contestation indépendantiste, quelques mois seulement avant qu'Abdelkrim ne prenne possession de Chefchaouen et n'en fasse la capitale de sa République du Rif. En août 1925, la deuxième guerre du Rif est lancée par une armée française forte de 100 000 hommes, suppléés par 400 000 Marocains, fournis par le sultan Moulay Youssef qui avait demandé à Pétain de « débarrasser le Maroc de ce rebelle » d'Abdelkrim, et par une armée espagnole de 100 000 hommes. Lyautey cède dès lors tous

ses pouvoirs militaires au maréchal Philippe Pétain qui mène campagne avec le général Miguel Primo de Rivera, alors au pouvoir à Madrid. L'exceptionnelle résistance des Rifains, forts de 30 000 à 100 000 hommes, stabilisera le front durant l'hiver et forcera Pétain à battre en retraite, mais ne permettra pas d'éviter la reddition d'Abdelkrim en mai 1926.

Entre autres choses, Abdelkrim aura réussi, lors des quelques années d'existence de sa république, à interdire la culture et la consommation du cannabis, pratiques selon lui contraires (haram) aux principes de l'Islam. Il reste à ce jour le seul à avoir réussi à imposer pareille interdiction mais, certes, seulement pour quelques années. De fait, dès 1926 et le rétablissement du pouvoir espagnol dans le Rif, une nouvelle zone de tolérance du cannabis s'étend au nord de Fès, autour de Ketama, afin de permettre l'adaptation des tribus à l'ordre nouvellement instauré. Cette zone fut immédiatement réduite pour finir par être



Source : United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC) : enquête sur le cannabis 2004. Carte extraite du rapport, modifiée et complétée (Pierre-Arnaud Chouvy, 2006)

Culture du cannabis dans les provinces du Nord du Maroc en 2004 (par commune)

officiellement abolie en 1929 mais la production n'en continua pas moins à des niveaux élevés (Benabud, 1957).

Quant au Protectorat français la culture du cannabis y fut progressivement proscrite, la France ayant signé, lors de la Conférence de Genève (1925) organisée par la Ligue des nations, la Convention internationale sur l'opium qui concernait aussi bien le pavot, la coca, que le cannabis. En 1932, la culture du cannabis fut officiellement interdite par un dahir, ou décret royal. N'étaient plus autorisées que les cultures entreprises pour la Régie des tabacs et du kif autour de Kenitra, dans le Gharb, et de Marrakech, dans le Haouz. La Régie, une société multinationale de capital principalement français, bénéficiait en effet de l'extraterritorialité de la zone internationale du port de Tanger où elle était fort commodément basée. C'est seulement en 1954 que la culture du cannabis fut interdite dans l'intégralité de la zone française à la suite de l'adoption du « dahir du 24 avril 1954 portant prohibition du chanvre à kif ». En accédant à l'indépendance, en 1956, le Maroc étendit la prohibition à la zone espagnole et provoqua un vif mécontentement au cœur du Rif, contraignant le roi Mohammed V à se résigner à tolérer la culture du cannabis dans les cinq douars historiques des Ketama, des Beni Seddate et des Beni Khaled.

Le Rif, « territoire de la dissidence »

La tolérance par les autorités étatiques de la culture du cannabis dans le Rif n'est pas fortuite. Le Rif est l'une des régions berbères du Maroc qui, comme l'a montré le sanglant épisode de la République du Rif, a autant que possible résisté aux dominations étrangères, européennes certes, mais également arabes. Jusqu'en 1912 et l'ère des Protectorats, le Rif fit partie du bled as-siba, le territoire de la dissidence qui se distinguait du bled al-makhzen, sous contrôle du sultan. C'est d'abord avec l'avènement, en 1666, de la dynastie alaouite (dite aussi chérifienne), dynastie arabisante et islamisante ayant à sa tête un amir al-mouminine, ou commandeur des croyants, que la distinction entre le bled as-siba et le bled al-makhzen s'accentua (Geertz, 1963). La dynastie chérifienne a en effet longtemps tenté de réduire l'étendue du droit coutumier berbère en faveur de la loi islamique (charia), notamment en cherchant à réprimer le culte des saints et les autres pratiques païennes. Par contre, sous le Protectorat français, le général français Henrys et son état-major composé d'anciens d'Algérie rendaient quant à eux explicite dès 1913 la préférence de la France pour une politique berbère « qui sauvegarderait l'originalité du monde berbère marocain en maintenant celui-ci dans son isolement traditionnel et en lui conservant ses coutumes » (Chkouri, 1999).

Le pouvoir colonial français allait ainsi accroître la distinction entre le bled as-siba et le bled al-makhzen par le biais de la reconnaissance du particularisme berbère par Lyautey et par l'isolement qu'il allait leur imposer à travers le dahir du 11 septembre 1914. Pétain, quant à lui, initia ensuite le « dahir berbère » (16 mai 1930) qui, pour amadouer les Berbères, préservait leur autonomie traditionnelle en reconnaissant notamment la spécificité du droit coutumier. Il soumit donc les régions berbérophones à la juridiction française en les plaçant sous administration directe et en les soustrayant au droit marocain. Accentuant donc la distinction entre Arabes et Berbères et isolant davantage encore ceux-ci de l'influence du Makhzen, la « politique berbère de la France » entraîna une réaction nationaliste des milieux arabisés. Plus tard, si la loyauté envers le roi ne fut jamais remise en question lors des révoltes berbères des répressions sanglantes ont toutefois ponctué l'histoire du Maroc indépendant, particulièrement dans le Rif entre 1958 et 1984. Ainsi, le soulèvement anti-gouvernemental de 1958 y fut réprimé par le prince héritier Hassan

(futur Hassan II) qui usa à cette fin des deux tiers de l'armée marocaine et de bombardements au napalm.

Ces soulèvements berbères ont bien sûr de profondes causes historiques, tant précoloniales que coloniales, mais le contexte économique des régions berbérophones, et surtout du Rif, a aussi joué un rôle déclencheur fondamental. De fait, les classes les plus pauvres des Marocains sont largement constituées de Berbères dont les régions n'ont pas bénéficié des mêmes développements économiques que les régions côtières largement arabisées. Le statut des langues berbères (tamazight), parlées par plus d'un tiers de la population marocaine mais reconnues et enseignées seulement depuis une décision de Hassan II en 1994, a indéniablement ajouté une dimension culturelle aux frustrations politiques et économiques des berbérophones.
La culture du cannabis qui est désormais solidement implantée dans le Rif est en partie héritée de cette longue et complexe histoire faite de violence, de rivalités, de tolérance et de contestation. De fait, aux premières heures de l'indépendance, même Mohammed V dut renoncer à imposer la prohibition du cannabis qu'il envisageait face au mécontentement tribal des Rifains. Les habitants de la région de Ketama expliquent d'ailleurs encore aujourd'hui que leur culture du cannabis a été « autorisée » par Mohammed V. En dépit de son illégalité, la culture du cannabis a donc subsisté et a même connu même un réel développement dans le Rif, et ce surtout sous les règnes de Hassan II (1961-1999) et de Mohammed VI (1999 à aujourd'hui). La « guerre contre la drogue » que Hassan II déclara en septembre 1992 n'y changea rien, ainsi que la première enquête des Nations unies l'a montré en 2003 en confirmant la place de premier producteur mondial de haschich du Maroc que beaucoup suspectaient depuis des années déjà malgré les dénégations répétées des autorités marocaines[4]. Le rapport de 2003 montrait aussi implicitement que les politiques visant à interdire la production, à engager des poursuites judiciaires, et à promouvoir un développement économique dans le Rif avaient échoué en laissant les superficies cultivées en cannabis exploser.

Vers le développement du Rif ?

De fait, les projets de développement engagés dans le nord du Maroc, et notamment dans le Rif lors du règne de Hassan II, n'ont à l'évidence pas suffi à endiguer l'extension des cultures de cannabis dans le Rif, bien au contraire. Ainsi, le projet de Développement Economique et Rural du Rif Occidental (DERRO), initié en 1961 (ONU / FAO) en tant que « premier projet intégré mené en zone de montagne depuis l'indépendance » (lutte contre l'érosion et lutte contre l'émigration par l'amélioration des conditions de vie), a eu des résultats extrêmement mitigés, sinon contre-productifs (Boujrouf, 1996 : 46). Bien plus tard, en 1995, un dahir royal créait l'« Agence pour la promotion et le développement économique et social des préfectures et provinces du Nord du Royaume » (APDN) qui vise principalement à désenclaver les territoires du nord et à optimiser l'exploitation de leurs ressources naturelles et de leurs systèmes productifs. Plus de 10 ans après sa création et malgré des réalisations notables, l'APDN n'a pas non plus eu le succès escompté en termes de réduction ou même de limitation des superficies cultivées en cannabis.

En montant sur le trône en juillet 1999 Mohammed VI a quant à lui initié un changement dans les relations que le pouvoir central entretient avec le Rif et les Rifains, changement intégré dans un processus de transition démocratique et de réconciliation engagé à l'échelle nationale. Ainsi, le processus de réconciliation nationale qui a été lancé en 2004 dans le cadre de l'Instance Equité et Réconciliation (IER) a permis de reconnaître officiellement l'arbitraire de l'Etat en général et notamment les violences qu'il a perpétrées lors de la répression par Hassan II de la révolte rifaine (1958-1959). L'IER a ainsi « préconisé… l'adoption et le soutien

de nombreux programmes de développement socio-économique et culturel en faveur de plusieurs régions et groupes de victimes », notamment dans le Rif « dont la marginalisation et l'isolement étaient, selon le sentiment des citoyens, liés aux violations commises par le passé »[5]. La même année, à la suite du séisme qui a frappé la région de Al Hoceima, Mohammed VI s'est rendu à plusieurs occasions dans le Rif et a déclaré dans la ville sinistrée qu'il ordonnait au gouvernement d'élaborer « un plan de développement structurel intégré, à moyen et à long termes, pour la mise à niveau de la province d'Al Hoceima et le développement de la région du Rif », et ce afin de « faire de la région du Rif… un pôle de développement urbain et rural dans la Région Nord, parfaitement intégré dans le tissu économique national »[6]. Enfin, en 2005 le monarque lançait l'Initiative Nationale pour le Développement Humain (INDH) afin de combler le retard affiché par le Maroc dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement désignés par les Nations unies et donc afin d'œuvrer à « la mise à niveau de catégories de la population et certains territoires plus touchés par la pauvreté que d'autres »[7]. Diverses actions ont été engagées dans le nord du Maroc et notamment dans le Rif : développement du port de Tanger (zone franche), désenclavement du Rif central (rocade méditerranéenne et ses pénétrantes) et amélioration des axes routiers, développement rural (reboisement, arboriculture, petite et moyenne hydraulique, cultures alternatives, etc.), électrification des zones rurales, maintien et, ou, développement du tourisme.

Toujours est-il qu'au milieu de la décennie 2000 les cultures de cannabis n'ont jamais été aussi étendues au Maroc, ce qui témoigne au moins dans une certaine mesure des échecs des projets de développement menés depuis des décennies dans le Rif, que ceux-ci aient été trop peu nombreux, sous financés, mal conçus, mal coordonnés, ou encore limités dans leur impact par divers blocages institutionnels et administratifs. Enfin, l'importance de la corruption a sans aucun doute permis sinon encouragé le développement d'une culture aussi rentable que celle du cannabis dans une région aussi pauvre et enclavée que celle du Rif. Il semble toutefois qu'au moins deux projets de développement alternatifs ont été menés dans le Rif, notamment au début des années 1980 par le FNULAD (prédécesseur de l'UNODC), le PNUD et le ministère de l'Intérieur marocain à Azilal. L'Union européenne a ensuite (1994) financé un projet de développement alternatif reprenant pour l'essentiel les objectifs du projet mené à Azilal, malgré son échec. Le projet de l'UE, initialement mis en œuvre sans aucun résultat par la Caisse nationale de crédit agricole a ensuite été repris par l'ONG espagnole CERAI qui a mis en place quelques projets pilote ayant à priori démontré la viabilité de certaines productions alternatives (amandiers, jojoba, raisin de table, élevage caprin intensif, etc.) (Labrousse, Romero, 2001 : 22-23). En tout état de cause, le développement alternatif n'a eu que des succès très peu nombreux et très relatifs à l'échelle mondiale et, dans son rapport 2005, l'Organe international de contrôle des stupéfiants (OICS) insistait sur le fait que le développement alternatif était « mis en œuvre dans les zones touchées par la culture du pavot à opium et du cocaïer, plutôt que dans celles touchées par le culture de cannabis » (OICS, 2005 : 2). Si la culture du cannabis s'est développée comme elle l'a fait dans le Rif au cours des dernières décennies c'est en partie en raison du sous-développement de la région et de la tolérance historique de cette culture. Mais les proportions prises récemment par la culture du cannabis sont d'autant plus importantes que les projets de développement du Rif n'y ont eu que très peu d'impacts économiques.

Développement récent de la culture du cannabis et de la production de haschich au Maroc

La culture du cannabis n'a explosé que récemment au Maroc. En effet, jusqu'aux années 1980 les cultures étaient peu développées et restées limitées géographiquement : moins de 10 000 hectares auraient été cultivés annuellement, au cœur du Rif, au cours de la décennie 1970. Plusieurs facteurs auraient joué dans l'augmentation des cultures lors des années 1980, parmi lesquels la crise économique prolongée du Rif, le développement insuffisant de la modernisation et de la mécanisation de l'agriculture, en partie due à un isolement géographique qu'elle accentuait, et l'incapacité des opportunités d'émigration à compenser la crise. Mais l'augmentation de la demande européenne de haschich qui s'est déclarée au cours des années 1960 et, surtout, 1970, a vraisemblablement joué un rôle non négligeable dans l'accroissement des superficies cultivées en cannabis et dans le développement de l'industrie du haschich marocain. C'est en tout cas la demande européenne qui a transformé l'industrie traditionnelle du kif, une mixture composée de deux tiers de marijuana et d'un tiers de tabac noir, en celle, plus moderne, du haschich. En devenant dès les années 1960 l'une des destinations privilégiées des hippies, le Maroc a de fait vu sa production de kif évoluer vers celle de haschich. Les fumeurs de haschich européens avaient jusqu'alors principalement accès à des haschichs du Proche-Orient et d'Asie : haschichs libanais, turc, afghan, pakistanais, indien, népalais.

Si aucune date précise ne peut être avancée quant à l'apparition d'une production de haschich au Maroc, Robert Connell Clarke précise toutefois qu'alors que deux visiteurs de la région de Ketama rapportaient dans leurs écrits ne pas avoir pu observer de production de haschich à la fin des années 1960, d'autres voyageurs, eux, mentionnèrent qu'une telle production y avait bien lieu depuis le milieu de la décennie (Clarke, 1998 : 179). L'auteur fait état de différentes hypothèses relatives à l'introduction de la technique de production de haschich par tamisage dans la région : par des Européens ayant importé la technique d'Afghanistan ou encore par un Algérien ayant reproduit la méthode libanaise. Toujours est-il qu'il semble bien que l'introduction de la production de haschich ait eu lieu au milieu des années 1960.

L'accroissement de la demande européenne et la commode proximité du Rif des côtes de l'Europe méditerranéenne[8] contribuèrent au développement de la production marocaine de haschich. Mais les détails de l'expansion des cultures de cannabis sont bien sûr d'autant moins connus qu'il a fallu attendre 2003 pour qu'une enquête des Nations unies prenne la mesure du phénomène de façon fiable et documentée. Seuls quelques centaines d'hectares auraient été cultivées jusqu'au milieu des années 1970, ainsi que le rapporte Marlise Simons en 1995 dans le New York Times (Simons, 1995). Robert Connell Clarke, lui, estime, sur la base de sources néerlandaises et de rapports de l'Union européenne, que quelques 2 000 hectares auraient été cultivés dès la fin des années 1960, pour atteindre 25 000 hectares au milieu des années 1980 et 60 000 à 75 000 en 1995. En 1994, un rapport confidentiel de l'Observatoire géopolitique des drogues estimait que la production marocaine de cannabis « faisait du royaume chérifien un sérieux prétendant au titre de premier exportateur mondial de haschich » (OGD, 1994) et valait au journal Le Monde (1995) qui l'avait rendu public des poursuites pénales initiées par le Maroc. Alain Labrousse et Lluis Romero, ont ensuite fait appel à d'autres sources pour estimer la production entre 65 000 et 75 000 hectares en 1993, à 78 000 hectares en 1995, à 90 000 hectares en 1999, et à 100 000 à 120 000 hectares en 2001 (Labrousse, Romero, 2001 : 12) approchant donc des 134 000 hectares

évalués par l'UNODC lors de son enquête de 2003 (UNODC, 2003 : 5).

Lors des années 1980 et 1990, donc, les superficies cultivées en cannabis augmentèrent rapidement et débordèrent de la région historique de production du pays senhaja pour atteindre les pays ghomara et jebala et l'est de la province d'Al Hoceima. Après que l'exode rural massif des années 1960, provoqué notamment par les difficultés de l'agriculture de subsistance face à la mécanisation, fut tari, la crise économique des années 1970 et l'imposition de programmes d'ajustement structurel lors des années 1980 contribuèrent à l'extension des superficies cultivées en cannabis dans le Rif, région agricole parmi les plus pauvres du Maroc. Le phénomène d'expansion fut enfin encouragé par une demande européenne croissante pour le haschich marocain, demande qui avait initié la transformation de la production traditionnelle de kif en production de haschich à la fin des années 1960.
De fait, les saisies européennes de haschich marocain passèrent de 200 tonnes en 1985 à 950 en 2004 (sur un total de 1 361 tonnes de haschich saisies dans le monde en 2004) (UNODC, 2005 : 89-90). En 2004, 80 % du haschich saisi en Europe était désormais d'origine marocaine, ce que les saisies espagnoles indiquent d'autant plus que ce ne sont pas moins de 53 % des saisies européennes qui ont été réalisées en Espagne cette année-là (la France suit avec 6 %). Le Maroc, lui n'a intercepté que 7 % du haschich mondial en 2004, alors qu'il en aurait produit 37 % (2 760 tonnes sur 7 400) (UNODC, 2005)[9].

Le Rif et, plus largement, le Maroc, ont donc su réagir à une demande européenne croissante, certes, mais l'ont aussi vraisemblablement stimulée par le biais d'une offre régulièrement accrue. Ce faisant, le développement de la culture du cannabis dans le Rif permettait aussi de pallier certaines contraintes économiques et écologiques de la région. Le Rif est en effet l'une des régions du Maroc les moins propices à l'agriculture. Le relief y est accidenté, les pentes y sont fortes et les sols pauvres, les précipitations sont très irrégulières et très peu compensées par un développement très limité de l'irrigation. La conjonction de ces paramètres a laissé le Rif et sa population en marge du développement économique que connaît par exemple la façade atlantique du pays. Même la manne touristique dont bénéficie le Maroc fait elle aussi défaut au Rif qui reste largement, et malgré son fort potentiel, à l'écart des circuits des villes impériales, de l'Atlas, et du désert. Facteur aggravant du sous-développement rifain, la densité et la croissance démographiques y sont très fortes, parmi les plus élevées du Maroc : en moyenne, la région compte trois fois plus d'habitants au kilomètre carré (124) que le reste du pays (37). L'accroissement de la pression foncière et le manque d'opportunités économiques rendent alors le développement de la production de cannabis d'autant plus incontournable qu'elle permet de générer sept à huit fois plus que la culture de l'orge. Le recours à l'irrigation permet bien sûr d'augmenter encore le rapport : à superficie égale, une culture de cannabis irrigué peut rapporter douze à seize fois plus que l'orge (UNODC, 2003 : 7).

De fait, l'enquête menée par les Nations unies en 2003 ne révèle pas seulement l'étendue des cultures de cannabis dans le Rif mais aussi l'importance que celles-ci représentent pour la population. Ce seraient ainsi 96 000 familles, soit 800 000 personnes, qui auraient été impliquées dans la production de haschich en 2003 : c'est-à-dire 66 % des familles paysannes de la région du Rif enquêtée, 6,5 % de celles du Maroc tout entier, ou encore 2,5 % de la population marocaine (UNODC, 2003 : 5). Mais, en moyenne, le cannabis ne génère pas plus de la moitié des revenus des paysans engagés dans sa culture. En effet, à l'instar des paysans de la coca ou de l'opium, en Amérique du Sud et en Asie, la paysannerie marocaine du cannabis ne s'enrichit que très rarement : les Nations unies

estimaient le revenu moyen généré en 2003 par la culture du cannabis à 267 dollars US par personne pour un revenu total de 523 dollars. A titre de comparaison, le PIB marocain par habitant était de 1 260 dollars en 2002 (UNODC, 2003 : 5).

Cannabis dans le Rif : les limites du statu quo

L'économie du cannabis a jusqu'à présent largement contribué à la fixation de la population dans la région mais aussi à la modération de son ressentiment tant économique que politique. Mais l'extension des cultures s'est faite à un rythme croissant, affectant désormais plusieurs zones de cultures, bien au-delà du centre historique de production de Ketama. Si, parmi les nouvelles zones de cultures, certains produisent du cannabis afin de pallier des revenus autrement trop faibles, d'autres le font en faisant preuve d'opportunisme économique et au détriment des cultures traditionnelles licites et de l'environnement, ce qui mène actuellement à une situation écologique, économique et politique délicate.

Le peu de terres arables disponibles et l'accroissement de la pression démographique ont comme conséquence que le développement rapide des superficies cultivées en cannabis s'est largement fait au détriment des forêts du Rif (Grovel, 1996). Après l'exploitation intensive du bois d'œuvre sous le Protectorat espagnol la déforestation du Rif s'est encore accélérée, dès 1968 et avec un pic au milieu des années 1980: « Parmi les nombreuses causes de dégradation directe du capital forestier, et en dehors du processus traditionnel d'extension des cultures familiales vivrières (céréales), le défrichement pour la culture du kif et la coupe pour le bois de chauffage représentent près de 90 % du processus de déforestation » (Grovel, 1996 : 78). Plus de 20 000 hectares de forêts auraient ainsi cédé la place à la culture du cannabis autour de Ketama en l'espace de 20 ans. La province de Chefchaouen, elle, aurait connu un défrichement de 1 550 hectares par an entre 1981 et 1991 (Grovel, 1996 : 78). « La croissance démographique, par ailleurs stimulée par l'expansion de la culture du kif, induit des besoins en espace et en ressources naturelles toujours plus importants, ce qui ne fait qu'accroître la pression s'exerçant sur la forêt » (Grovel, 1996 : 79).

La croissance démographique du Rif est désormais accentuée par l'attrait que représente l'économie du cannabis dans la région, à travers les besoins importants en main-d'œuvre saisonnière que cette activité agricole intensive implique et, même, le retour au pays de Rifains séduits par le succès du cannabis. Le fragile équilibre du mode de production rifain est donc sérieusement menacé. La culture du cannabis, véritable alternative au développement et à l'incapacité de l'activité agro-pastorale à satisfaire les exigences des familles, atteint en toute vraisemblance les limites démographiques, économiques et écologiques qui sont les siennes. La surexploitation du milieu par une population croissant rapidement présente un sérieux risque de crise écologique et donc, à terme, dans ce contexte essentiellement agricole, de grave crise économique et sociale, ou même politique.

L'économie et, a fortiori, l'équilibre socioéconomique mais aussi politique, du Rif dépendent pour le moment en grande partie de la production de cannabis, ce qui pose un problème de taille tant à l'État marocain qu'à l'Union européenne, puisque la production et la consommation de haschich sont illégales au Maroc et dans la plupart des pays de l'UE. Après la première enquête des Nations unies sur le cannabis au Maroc, l'État marocain, longtemps tolérant à l'égard d'une production qui lui permettait de pallier son incapacité ou son manque de volonté politique à gérer le développement du Rif, peut difficilement ignorer plus longtemps les problèmes économiques

et sociaux de cette région. De même, l'UE et ses membres devront désormais agir face à un phénomène dont on a peine à croire qu'ils ignoraient l'ampleur[10].

La tolérance de cette activité illégale procède certes en partie du contexte culturel et politique de la région, les révoltes passées des Berbères du Rif donnant encore aujourd'hui du poids aux revendications qu'ils font de leur droit à cultiver le cannabis, droit qu'ils estiment avoir acquis grâce à ces rébellions et en guise de réponse au profond sous-développement de leur région. Mais cette tolérance s'explique aussi par le caractère explosif que l'application effective d'une prohibition du cannabis aurait en termes économiques et sociaux dans la région et dans le pays, voire sur l'autre rive, toute proche, de la Méditerranée. L'économie agricole du cannabis régule en effet de façon importante l'emploi dans le Rif, surtout pour les jeunes paysans. Poussés par la pauvreté, quittant les espaces les moins pourvus en terre et en eau ou les villages soumis à des contrôles répétés, ils émigrent vers les régions demandeuses de main-d'œuvre (Chouvy, Laniel, 2006b). La culture du cannabis, elle, qui s'accommode de terres ingrates et même non irriguées, permet de limiter l'émigration de la population du Rif en assurant sa subsistance (Chouvy, 2005b).
Mais si la marginalité du Rif y explique en partie l'existence de cultures de cannabis, elle ne suffit toutefois pas à en expliquer l'étendue. Il convient ici de souligner que les 134 000 hectares estimés en 2003 par l'UNODC équivalaient aux 130 000 hectares cultivés en pavot à opium en 2004 en Afghanistan. S'il est acquis que cette production agricole illicite afghane doit notamment son succès aux longs et coûteux conflits endurés par le pays, il ne fait d'autre part aucun doute qu'elle se développe désormais d'autant plus qu'elle nourrit une corruption dont elle bénéficie directement. Le développement des surfaces cultivées en cannabis au Maroc a bien sûr eu lieu dans un tout autre contexte dès lors que l'économie du cannabis n'y a pas bénéficié d'une économie de guerre. L'on peut toutefois estimer que l'économie marocaine du cannabis est en partie la conséquence des conflits historiques, un temps armés, ayant opposé les Rifains au pouvoir chérifien, et ce même après l'indépendance.

Mais il apparaît aussi que le maintien et même le développement de la culture du cannabis dans le Rif n'ont pu se faire que grâce à l'accord tacite du makhzen et de ses relais locaux. Les cultures de 2003 et les précédentes n'ont à l'évidence pas pu être entreprises à l'insu du pouvoir central dont les relais administratifs sont multiples et parfaitement opérationnels (mokadem, sheikh, caïd). Ainsi, les producteurs de cannabis expliquent qu'ils cultivent lorsqu'ils en ont reçu l'autorisation officieuse ou en tout cas que s'ils s'abstiennent une année donnée c'est à la suite d'un interdit, lui aussi officieux. Des villages entiers et même des vallées entières peuvent ainsi subitement renoncer à la production de cannabis, comme ce fut le cas dans la vallée de Oued Laou en 2005. Que la production marocaine de cannabis ne se fasse pas sans l'accord tacite du pouvoir central semble donc évident. Mais l'importante corruption que connaît le pays aggrave encore cet état de fait : la lutte contre la corruption fait d'ailleurs partie des principaux objectifs affichés par le rapport commandité par Mohammed VI à l'occasion du cinquantenaire de l'indépendance[11].

Il importe aussi de préciser que l'économie du Rif ne dépend pas que de celle du cannabis, malgré les proportions prises par celle-ci. L'économie de contrebande est en effet particulièrement développée au Maroc et plus encore dans le Rif qui bénéficie d'un avantage géographique certain, et pour l'exportation de son haschich vers l'Europe ou l'Algérie, et pour l'importation de biens de consommation depuis ces même espaces (les principaux points d'exportation de haschich sont les mêmes que ceux qui servent à la contrebande : Ceuta, Melilla, et Oujda, sur la frontière algérienne) (Chouvy, 2005b). La

taille de l'économie de contrebande est bien sûr difficile à estimer mais le Chambre de commerce américaine estimait en 2002 qu'un commerce de 15 milliards de dirhams (1,7 milliards de dollars US) échappait annuellement à la taxation et que chaque emploi créé par l'économie de contrebande en supprimait 10 dans l'économie légale[12].

En fait, l'économie du Rif dépend énormément de l'étranger, où elle exporte son haschich et d'où elle importe les biens de consommation qui alimentent son économie de contrebande. Mais l'économie du Rif a aussi longtemps dépendu des possibilités de migration saisonnière et d'émigration dont les Rifains disposaient vers l'Algérie et vers l'Europe, surtout vers la France. Dès les années 1960 le gouvernement marocain a encouragé l'émigration, notamment depuis le Rif, en comptant sur les transferts de revenus des expatriés et sur l'impact politico-économique que cela était susceptible d'avoir dans des régions marginales comme celle du Rif. Ainsi, à la fin des années 1980, jusqu'à 40 % des hommes de certains villages du Rif étaient expatriés (Grivello, 2002). A l'échelle nationale, la politique d'émigration a eu un impact certain puisque, « en 2002, les transferts officiels représentaient 6,4 pour cent du produit national brut (PNB), 22 pour cent de la valeur totale des importations et six fois l'aide au développement accordée au Maroc » (Haas, 2005). Mais les possibilités d'émigration diminuèrent progressivement et même l'Espagne, l'Italie et le Portugal, qui étaient passés de terres d'émigration à terres d'immigration au milieu des années 1980, finirent par imposer des visas d'entrée au Marocains au début des années 1990. C'est lors de cette décennie que la culture du cannabis a accentué sa croissance dans le Rif et c'est aussi à cette époque qu'est apparu le phénomène harraga[13] : le transit de migrants illégaux depuis le Maroc jusqu'à l'Espagne sur de petites embarcations appelées pateras en espagnol. L'immigration clandestine se développa rapidement et d'autant plus facilement que les passeurs utilisèrent d'emblée les réseaux et techniques du trafic de haschich à destination de l'Espagne, porte d'entrée de la résine marocaine en Europe (Juntunen, 2002 : 37). Il n'est d'ailleurs pas rare que les passeurs profitent des clandestins pour aussi passer du haschich en Espagne. Certains observateurs estiment ainsi que, « [v]ue de la perspective marocaine, la migration constitue une ressource de développement vitale en soulageant la pauvreté et en diminuant le chômage, en contribuant à la stabilité politique ainsi qu'en générant des transferts de fonds. En réalité, le gouvernement marocain a peu d'intérêt à diminuer l'émigration tandis que les employeurs européens ont besoin de leur main d'œuvre » (Haas, 2005). Il semble bien que l'on puisse dire de même de la production de cannabis et de haschich dès lors qu'on en comprend le contexte et qu'on en saisit les enjeux économiques, sociaux, et politiques. Quant à la quasi inexistence de projets de développement alternatifs et à la fermeture de l'antenne de l'UNODC au Maroc en 2005, cela laisse envisager l'existence d'un « marché de dupes » (Labrousse, 2000) entre les deux rives de la Méditerranée alors même que la question migratoire, pourtant clairement liée à la question du développement économique des pays du Sud, est plus importante que jamais.

Cette culture, pour illégale qu'elle soit, procède donc en grande partie du statu quo (Afsahi, 2005) qui, depuis l'accès à l'indépendance marocaine, existe entre l'État et les villages du Rif, sa tolérance par les autorités constituant une alternative à un sous-développement contre lequel elles n'agissent pas, d'une part, et une garantie de paix sociale et politique d'autre part. On peut raisonnablement estimer que le cannabis a permis de stabiliser l'économie d'une région en marge du développement national. Cependant, les montagnes et vallées rifaines restent confrontées à la grande fragilité de leur équilibre écologique, à la perte des savoir-faire agricoles traditionnels et à la pression internationale qui demande l'élimination des plantes à drogues. Désormais, le Maroc devrait

logiquement s'attacher à réduire les cultures de cannabis dans le Rif et leur trouver une alternative viable et durable, sinon parce que cette culture est illégale et que les pressions internationales vont aller croissant, du moins parce que l'équilibre écologico-économique de la région est menacé à court terme, l'augmentation de la population et la division foncière qu'elle implique ne semblant pouvoir s'accommoder de la disponibilité limitée des terres cultivables et de leur rapide et profonde dégradation. Le défi du cannabis du Rif est donc celui du développement économique durable d'une des régions les plus pauvres du pays dont la stabilité socio-économique est menacée.

Notes

1. L'UNODC a réalisé sa première enquête au Maroc en 2003 en coopération avec les autorités marocaines, certes non sans difficultés mais dans des conditions (enquêtes de terrains couplées à une analyse d'images satellite) qui permirent toutefois d'aboutir à une estimation assez précise des superficies cultivées (le rapport 2004 avait toutefois révisé les estimations de 2003 à la baisse). Un deuxième rapport de l'UNODC a été rendu public en 2004, faisant état d'une réduction sensible des superficies cultivées (120 500 ha de cannabis et 2 760 tonnes de haschich). L'UNODC a néanmoins quitté le Maroc en 2005 alors que le rapport 2005, qui fait pourtant état d'une très forte réduction des superficies cultivées, attendait toujours, en novembre 2006, d'être rendu public. Dans un rapport préliminaire diffusé en novembre 2006, l'UNODC explique en note (UNODC, 2006b : 2) que « [l]es chiffres et résultats de l'enquête sur le cannabis 2005 au Maroc ont déjà été avalisés par le gouvernement marocain et l'ONUDC » mais que « [s]ous sa présente forme, ce document n'a néanmoins pas encore été formellement approuvé par les autorités marocaines ». L'UNODC s'est refusé à expliquer à l'auteur les raisons de la fermeture de son bureau au Maroc ainsi que celles du retard de parution du rapport 2005 mais un haut fonctionnaire de l'Office lui a expliqué (mai 2007) que les financements extérieurs (européens) dont dépendait l'antenne marocaine n'avaient pas été reconduits.

2. Les textes des trois conventions sont disponibles sur le site Web de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (UNODC) : http://www.unodc.org/unodc/en/drug_and_crime_conventions.html. Celui de la Convention contre la criminalité transnationale organisée peut être consulté à l'adresse suivante : http://www.unodc.org/unodc/crime_cicp_convention.html. Pages visitées le 18 septembre 2006.

3. Selon la formule de Robert Montagne, sociologue officier des Affaires indigènes, cité par Zakya Daoud (1999 : 16).

4. Notamment lors de la quarante-cinquième session de la Commission des stupéfiants (Nations unies) de mars 2002 à Vienne : communication personnelle d'Alain Labrousse, qui explique aussi (Bordes, Labrousse, 2004) que « L'ancien Premier ministre socialiste, Abderrahmane Youssoufi ne craignait pas d'affirmer au cours de la Session spéciale des Nations unies consacrée aux drogues (UNGASS), en juin 1998, que le problème des drogues au Maroc 'était surtout celui du transit de substances illicites' ».

5. Instance Equité et Réconciliation, 2006, Synthèse du rapport final : http://www.ier.ma (consulté le 19 juin

2007).

6. « Discours de sa Majesté le Roi Mohammed VI à Al Hoceima (le 25 mars 2004) : http://www.marocurba.gov.ma (consulté le 19 juin 2007).

7. Maroc Hebdo International, « L'INDH seule ne peut éradiquer la pauvreté » (Interview de Abdelhamid El Jamri, expert des Nations-Unies et consultant du comité de pilotage de l'INDH), n° 738, 30 mars 2007 : 40-41.

8. En juin 1995, des prélèvements éoliens de pollens réalisés en Espagne révélaient des quantités plus élevées que la normale de pollen de cannabis jusqu'à 160 kilomètres au nord de Gibraltar, suggérant une augmentation des cultures de cannabis au Maroc (Simons, 1995).

9. Il convient de noter que c'est à partir des années 1980 que la lutte antidrogue est devenue une priorité en Europe, ce qui permet d'expliquer en partie l'augmentation des saisies.

10. Au-delà des héritages de l'histoire et des contraintes géographiques et politiques, le développement de l'économie du cannabis dans le Rif a en effet aussi largement procédé de la grande et de la petite corruption des autorités marocaines et de « l'absence de la question du haschisch dans l'agenda des relations franco-marocaine », fonction d'un « système de « corruption partagée » entre le régime d'Hassan II et les différents gouvernements français » (Bordes, Labrousse, 2004).

11. *50 ans de développement humain et perspectives 2025*, Document de synthèse du rapport général, Cinquantenaire de l'indépendance du Maroc, 2006 : http://www.cinquantenaire.ma (consulté le 20 juin 2007).

12. Chambre américaine de commerce au Maroc, 2002, *Compte rendu de l'atelier sur le promotion du commerce et de l'investissement : la contrebande*, 17 avril 2002, Hôel Hilton, Rabat : http://www.amcham-morocco.com/downloads/rapcontrapub.pdf (consulté le 20 juin 2007).

13. La façade méditerranéenne du Maroc est notamment connue en tant que *bled harraga*, ou territoire d'émigration clandestine (Juntunen, 2002 : 6).

BIBLIOGRAPHIE

Afsahi, K., (2005), « Maroc : la culture du cannabis, garante d'un statu-quo ou bombe à retardement ? », Intervention au colloque « Production de drogue et stabilité des Etats », SGDN-CERI, Paris, 6 octobre 2005. Thèse de doctorat en cours.

Benabud, A., (1957), « Psycho-pathological aspects of the cannabis situation in Morocco: Statistical data for 1956 », *Bulletin of Narcotics*, 1957: 4, United Nations, Vienne.

Bordes, P. Labrousse, A., (2004), « Économie de la drogue et réseaux de corruption au Maroc », in « Globalisation et illicite en Afrique », *Politique Africaine*, n° 93, Mars 2004, pp. 63-82.

Boujrouf, S., (1996), « La montagne dans la politique d'aménagement du territoire au Maroc », *Revue de géographie alpine*, 1996, n° 4, pp. 37-50.

Chkouri, M.M., (1999), L'anthropologie coloniale française et le Maroc, Thèse de doctorat d'anthropologie, Université Paris VIII, 510 p.

Chouvy, P.-A., (2005a), « Morocco said to produce nearly half of the world's hashish supply », *Jane's Intelligence Review*, Vol. 17, Issue 11, November 2005, pp. 32-35.

Chouvy, P.-A., (2005b), « Morocco's smuggling rackets: hashish, people and contraband », *Jane's Intelligence Review*, Vol. 17, Issue 12, December 2005, pp. 40-43.

Chouvy, P.-A., Laniel, L., (2006a), *Production de drogue et stabilité des Etats*, Rapport (français – anglais), Secrétariat général de la Défense nationale (SGDN), Centre d'études et de recherches internationales (Ceri), SGDN, Paris, mai 2006, 66 p.

Chouvy, P.-A., Laniel, L., (2006b), « Production agricole de drogues illicites et conflictualités intra-étatiques : dimensions économiques et stratégiques », *Les Cahiers de la sécurité*, Institut national des hautes études de sécurité (Inhes), pp. 223-253.

Clarke, R.B., (1998), *Hashish!*, Red Eye Press, Los Angeles.

Daoud, Z., (1999), *Abdelkrim. Une épopée d'or et de sang*, Séguier, Paris.

De Haas, H., (2005), « Morocco : From Emigration Country to Africa's Migration Passage to Europe », *Migration Information Source*, Migration Policy Institute, Washington, October 2005.

Geertz, C., (1963), « The Integrative Revolution: Primordial Sentiments and Politics in New States », in Geertz, C., (Ed.), (2003), *Old Societies and New States: the Quest for Modernity in Asia and Africa*, The Free Press of Glencoe, New York, pp. 105-157.

Grivello, G., (2002), « Compliance and Transgression: The Impact of International Migration on Gender Expectations among Riffian Moroccans», Conférence internationale « Femmes, migrations et droits », 26 et 27 avril 2002, Université Hassan II, Casablanca.

Grovel, R., (1996), « La préservation des forêts du Rif centro-occidental: un enjeu de développement de la montagne rifaine », *Revue de géographie alpine*, 1996, n° 4, pp. 75-94.

Hibou, B., (1996), « Les enjeux de l'ouverture au Maroc. Dissidence économique et contrôle politique », *Les Etudes du Ceri*, N° 15, avril 1996.

Incyan, M., (1995), « Le Maroc, premier exportateur mondial de haschich. Un rapport confidentiel met en cause l'entourage du roi Hassan II », *Le Monde*, 3 novembre 1995.

Juntunen, M., (2002), Between Morocco and Spain. Men, migrant smuggling and a dispersed Moroccan community, Academic dissertation, Institute for Asian and African Studies, University of Helsinki.

Labrousse, A., Romero, L., (2001), *Rapport sur la situation du cannabis dans le Rif marocain*, Observatoire français des drogues et toxicomanies (OFDT), Paris, 24 p.

Labrousse, A. Romero, L., (2002), « Maroc : la production de cannabis dans le Rif », *Drogues Trafic International*, Observatoire français des drogues et toxicomanies (OFDT), N° 13, février 2002

Labrousse, A. (2000), *Drogues : un marché de dupes*, Paris, Editions Alternatives.

Moreno, P., (1997), *Estudio del cultivo de cannabis sativa en el Rif marroqui : sus consecuencias socioéconomicas para la región*, Universidad politécnica de Valencia, Ecuela Téchnica Superior de Ingenieros Agronomos, Dpto. De Economía y Ciencias Sociales, décembre 1997.

OGD (Observatoire géopolitique des drogues), (1996), *Atlas mondial des drogues*, PUF, Paris.

OGD (Observatoire géopolitique des drogues), (1994), *Rapport d'enquête sur les enjeux politiques, économiques et sociaux de la production et du trafic des drogues au Maroc*, Unité drogues, Secrétariat général de la Commission des Communautés européennes, mars 1994.

OICS (Organe international de contrôle des stupéfiants), (2006), *Rapport 2005*, OICS, Nations unies, mars 2006, Vienne.

Pollan, M., (2001), *The Botany of Desire. A Plant's-Eye View of the World*, Random House, New York.

Simons, M., (1995), « Signs in Wind of Morocco Drug Crop », *The New York Times*, June 18, 1995, p. 15.

Troin, J.-F., (Dir.) (2002), *Maroc. Régions, pays, territoires*, Maisonneuver & Larose, Tarik, Urbama, Paris.

UNODC (United Nations Office on Drugs and Crime), (2006a), *World Drug report 2006*, Volume 1, Vienna, UNODC.

UNODC (United Nations Office on Drugs and Crime), (2006b), *Maroc. Enquête sur le cannabis 2005 – Rapport préliminaire*, Vienna, UNODC.

UNODC (United Nations Office on Drugs and Crime), (2005), *World Drug Report 2005*, Volume 1, Vienna, UNODC.

UNODC (United Nations Office on Drugs and Crime), (2003), *Maroc. Enquête sur le cannabis 2003*, Vienne, UNODC.

Crime Law Soc Change (2007) 48:133–150
DOI 10.1007/s10611-007-9085-1

Agricultural drug economies: cause or alternative to intra-state conflicts?

Pierre-Arnaud Chouvy · Laurent R. Laniel

Published online: 9 November 2007
© Springer Science + Business Media B.V. 2007

Abstract Through case studies selected among the world's main drug-producer countries and regions (Afghanistan, Bolivia, Burma, Colombia, Morocco, Peru, and West Africa) this paper depicts the global scene in order to improve understanding of how agricultural illicit drug economies may foster the emergence of intra-state conflicts, help prolong intra-state conflicts or, conversely, prevent some crises. The paper thereby examines the complex connections between agricultural illicit drug production and intra-state conflict in the all-important context of underdevelopment and globalisation.

Because it is illegal, drug production may affect international security, above all through the armed violence it creates and the uses to which resulting profits are put (financing of armed groups and criminal organisations, and even – as has been recently though mostly erroneously claimed – terrorist organisations [4, 5]. However, it is important to avoid restricting the question of drug production to security issues, and instead to examine the phenomenon overall in an analysis encompassing everything from the causes of the recourse to an illegal drug economy to the effects of official responses.

Through case studies selected from the main regions of illegal agricultural drug production (Afghanistan, West Africa, Burma (Myanmar), Bolivia, Colombia, Morocco and Peru) this paper aims at improving our understanding of how such production might foster the emergence of conflicts, ease their prolongation or, conversely, prevent crises in certain situations. These three questions require examining the connections between the agricultural economy of illegal drugs and conflict in the all-important context of underdevelopment and of globalisation.

This paper is part of an ongoing 3-year research project titled "Agricultural drug production: what obstacles to development?" and implemented by the authors with funding by the French Ministry of Scientific Research. An international conference on agricultural drug economies was convened in Paris in October 2005 at the request and with the financial support of the Secrétariat général de la défense nationale (SGDN – French Prime Minister's Office). The authors wish to thank Jasmine Zerinini (SGDN) for her assistance in convening the conference.

P.-A. Chouvy · L. R. Laniel (✉)
CNRS, INHES, Paris, France
e-mail: drugstrat@free.fr

P.-A. Chouvy
e-mail: pachouvy@geopium.org

The diversity of local drug economies

Many of the regions where cultivation of opium poppies, coca or cannabis takes place suffer from varying degrees of food-supply deficiency, and sometimes do not benefit (the Wa region in Burma), or no longer benefit (destruction of irrigation canals in Afghanistan), from irrigation techniques or the means to implement them. In Morocco's Rif Mountains, the tendency towards single-crop cultivation of cannabis, an economic "godsend" in this ecologically fragile region, has led to progressive abandonment of food-producing agriculture, with all the resulting adverse effects.

But besides these factors, which specifically relate to agricultural methods and systems, the recourse to an illegal drug economy is also encouraged by the special characteristics of drug markets at the local, national and international level. Farm-gate prices for opium, coca and cannabis are generally far higher than those of food crops (wheat, rice, barley, maize, yucca, yam, etc.) or even licit cash crops (cocoa, coffee, tea, bananas, sugar cane, citrus fruit, olives, etc.). At any rate, in the contexts of underdevelopment in which most regions find themselves, licit agricultural products rarely allow the inhabitants to be self-sufficient in food or, when needed, to buy foodstuff. Furthermore, unlike other agricultural crops opium and cannabis derivatives (marijuana and hashish) keep for a long time and can therefore be stored by farmers, for whom they often represent an essential form of savings.

In contrast, once harvested, coca leaves rapidly lose most of their active properties. Therefore they must be quickly sold off or transformed into "coca paste" (an intermediary product from which cocaine is then refined) by a simple chemical process, which in many cases has been carried out by the farmers themselves for the last 10 years or so. Thus, coca farmers are often more than just farmers: they are involved "one step further" in the illegal economy, and therefore are a little more dependent on it. Moreover, coca (unlike "paste" or cocaine) is not an illegal commodity in Bolivia and Peru because it also has legal and valued uses in Andean societies as a whole, while playing a central role in the culture of indigenous Quechua and Aymara people, to mention only the two main groups. As a commodity which is both legal and illegal, coca's ambiguity makes the question of its cultivation in Bolivia and Peru all the more intricate [28].

Opium, coca and cannabis, as high-value, sought-after products, are also a special case in that they allow many farmers access to credit – as in Afghanistan, for example, where the *salaam* system has opium being bought by negotiators a year or two in advance, or farmers being able to borrow on forecasts of future crops. Moreover, at global level, the illegal drug market, at least as far as heroin and cocaine are concerned, greatly benefits from yet another advantage which makes its perpetuation easier: the fact that while supply is elastic demand is not. As Becker and Murphy explain, "'elasticity of demand' is a term economists use to describe how sensitive consumers are to price. If consumers are more price-sensitive, this indicates that demand is elastic; if consumers are less price sensitive that suggests demand is inelastic" [1]. Drug supply is elastic because drug producers and markets are very price sensitive: when opium, coca, or cannabis production dries up in one country because of law enforcement, falling prices, or climatic vagaries, other sources of supply emerge (and vice versa). Drug demand is inelastic because drug consumers are not price sensitive: levels of drug consumption are not related to price. While forced eradication raises the price of drugs at the farm gate and ends up being an incentive for increased production, the drug war only slightly affects prices of consumed drugs as traffickers and dealers often alter the purity of heroin and cocaine instead of raising the price.

The varied and complex consequences of recourse to an illegal drug economy

The consequences of the recourse to an illegal drug economy are extremely varied and highly complex. For example, consequences on the environment and on human health are among the negative dimensions of such a recourse: fast degradation of forest cover (deforestation by lack of arable land, unsuitable or excessive slash and burn) and soil potential (soil erosion and depletion); ground and river pollution (by waste from chemicals used to produce heroin and cocaine); increased consumption of opium, heroin, cocaine, marijuana, and hashish along with increased addiction rates and the spread of HIV/AIDS through intravenous injection in unsanitary conditions; and persecution of users. The public policies of forcible eradication by spraying chemical herbicides also have adverse effects on the health of people and livestock and on legal agricultural production. Generally speaking, spraying of this kind runs counter to basic environmental protection. Worse, if used, the biological defoliants (mycoherbicides) that are already being tested risk even more negative consequences.

From a socio-political point of view, the consequences of the recourse to an illegal drug economy are not less significant. In Afghanistan and Burma, for instance, opium, long the sinews of war, has become one of its main stakes, conditioning economic development to obtaining peace – and vice-versa [3]. In Bolivia, the serious social conflict between Indian coca producers in the tropical Andean foothills and the Creole government in La Paz supported by Washington, has taken on socio-economic, ethnic and geopolitical dimensions and is clearly not just an agro-economic issue. In Morocco, a history of contention between Riffian Berbers and the state has done much to encourage the latter to leave the farmers in peace and to tolerate the illegal cultivation of cannabis that is taking place in the Rif Mountains. By contrast, in West Africa it would appear that cannabis cultivation is a socio-political response by local elites to structural setbacks (especially exhaustion of forest reserves) affecting the main legal export agricultural products, cocoa and coffee [22]. In Morocco and in West Africa, cannabis production thus seems to contribute to the perpetuation of an economic, social, and political status quo.[1]

In what conditions, then, and to what extent, does an illegal drug economy lead to perpetuation or prevention of conflict when economic development or the very survival of some sectors of the population is at stake? And what are the effects of agricultural production of illegal drugs depending upon whether producing countries are in conflict situations or not?

The role of opium in the transition from war economies to peace economies in Asia

War and drug production: how symbiotic a relationship?

In Asia, the internal peace of a number of countries has been affected, sometimes even conditioned, by the existence of illegal agricultural production and the ensuing illegal trade. However, through loss of politico-territorial control, conflicts in certain states has made possible and even encouraged the development of such agricultural production and trafficking. Significant systemic effects have long existed between guerrilla economies and

[1] In this paper, the term "status quo" is used to denote the absence of change, the permanence of a given, stable or unstable, political situation. We use the term "stability" to denote the absence of armed conflict or of major civil unrest.

civil war economies on the one hand, and the economies resulting from illegal activities on the other. War economies and drug economies have a long common history, in Asia and elsewhere [19].

In Burma, as in Afghanistan, the opium economy has been partly responsible for financing the war efforts of some of the opposing factions. But if opium has clearly been one of the sinews of war for Burmese and Afghan guerrillas, it often subsequently has become one of the stakes of war. Understandably, the strong synergies existing between civil war economies and drug economies have therefore weighed upon the two countries' potential for political and economic development. As well as allowing and even encouraging prolongation of conflict and making any resolution of crises all the more difficult, the conflict/drug "synergy" has also laid the foundations for criminalization of these countries' peace economies, so potentially compromising their internal peace and security.

Through these connections with the war economy, the opium economy has certainly had a destabilising effect in the recent histories of Afghanistan and Burma. But while the opium economy has surely helped perpetuate the Afghan and Burmese conflicts, it did not cause them, and the current politico-territorial and economic crises in the two countries do not result from it – at least, not directly. Nor did the opium economy simply finance some of the parties at war to a greater or lesser extent. It also enabled some of the two countries' farmers to survive as best as they could during long periods of economic depression.

State building and opium suppression

At present, both Afghanistan and Burma strive at making gradual and fragile transitions to peace economies and have to face up to the many legacies of their respective armed conflicts. For instance, both countries have to address opium production, major under-development and extreme poverty, especially in rural areas. Despite considerable differences, the two countries do have a number of characteristics in common, two of which are of particular relevance here: opium production, and precarious and relative peace situations.

Being at the planning stage or currently underway, projects for accelerated suppression of the opium economy are the main common factor between the two countries and risk compromising the food security of producers and destabilising transitions to a peace economy.

In Afghanistan, where a fragile peace but a deteriorating security imply a gradual and difficult state reconstruction, and in Burma, where ceasefires between the junta and the rebel armies have multiplied over the last 10 years, the question is now whether or not their respective opium economies threaten to destabilise these early stages of transition. The question is further complicated since it is also necessary to determine whether solutions such as opium poppy eradication or abrupt prohibition of its cultivation might in themselves lead to economic, social and political violence.

In Afghanistan, the arduous installation of a democratic regime, however imperfect, is in contrast with the continuation, even reinforcement, of Burma's dictatorial military regime, which means taking a different view of the threat represented by the opium economy. In Afghanistan, the main threat is said by many, including the Afghan President Hamid Karzai, to reside in the opium economy, with its capacity for financing Taliban resistance and international insecurity – not to mention terrorism – as well as the state corruption that it engenders. In Burma, where local conflicts have continued since the country's independence in 1948, the main threat is more political and military in nature since the

long xenophobia and isolationism of the ruling junta could well threaten the ceasefires agreed with ethnic groups in outlying areas of the country. Deterioration of relations between the junta and the autonomist and powerful United Wa State Army (UWSA), for example, would in all likelihood have an impact on the fast process of opium suppression currently imposed by the UWSA in the border areas it controls and where most of Burma's opium was produced until recently [7].

However, both countries share more than just opium production as they face major pressure to suppress their respective opium economies using very similar means: whether from international organizations and donor countries, as in Afghanistan, or from the junta and certain autonomist groups, as in Burma. The opium economy is said to have been equivalent to 46% of Afghanistan's GDP in 2006, and therefore may well have contributed to one third of the overall Afghan economy, one of the world's poorest. In Afghanistan as well as in Burma, while all the rural poor do not systematically resort to opium production, it nonetheless constitutes one of the rare viable coping strategies of some of the poorest. Considering Afghanistan's highly and increasingly volatile context and Burma's fragile cease-fires and deepening economic and humanitarian crises, it is therefore all too possible that hastened and unbalanced opium suppression projects could constitute a grave risk of destabilisation – if not of the states themselves, at least of the construction of their peace economies [6]. Afghanistan is especially at risk, for people and government are still in the difficult process of recovering from over 20 years of war and complex and destructive partisan divisions, while endeavouring to recover from one of the world's worst economic situations.

The opium economy clearly fosters corruption in Afghan society at large and provides resources for parties opposed to state reconstruction. Above all, it seems to increase corruption in the central government and provincial authorities. However, opium cannot directly be blamed for corruption and opposition to state reconstruction. In the same way that the opium economy resulted from the Afghan conflicts, it is now perpetuated by the country's extreme underdevelopment, and as such it is a consequence of Afghanistan's political and economic crisis. Therefore, if there is a challenge to be faced up to in Afghanistan, in addition to sustaining peace, it is economic development.

Risks of forcible eradication without economic compensation

While being far more serious in terms of national, regional, and international security threats, the risks faced by Afghanistan are similar to those created by the recent opium suppression experienced in Burma even if the two situations bear significant differences. On the one hand, in Burma the issue is not state-building but the illegitimacy, and therefore the fragility, of the state already in place. On the other hand, the ruling junta has for years tacitly authorized certain autonomous ethnic groups, sometimes heavily militarized (UWSA), to resort to the production and trafficking of opiates in order to be able to agree on and maintain ceasefires with them. It is common knowledge that, in Burma, opium has long played a major role in strategic negotiations. On that ground, during the very last years the significant reduction in production, against the background of the junta's inner crisis, represents a serious risk of economic, social and political instability, since the inadequately or insufficiently prepared opium suppression programmes were not supported by sufficient development programmes that offered alternative revenue for the targeted farmers.

In Burma, the food crisis that has already struck the Kokang region and that now threatens the Wa region stems directly from the ban on opium production proclaimed by the local ethnic groups and their armies (MNDAA and UWSA, respectively). Even though the

Wa Central Committee has planned for the ban since 1990 and has implemented three 5-year development plans that have somewhat improved health, education, infrastructure and agricultural enterprises [21], hundreds of thousands continue to lack the means to make up for the money and food deficits that the ban has caused. The geographical and political isolation of the Kokang and the Wa regions, worsened by Burma's international pariah status, has led to there being very little early international intervention to offset the dual deficit now bound to occur: structural deficit in rice and lack of money to buy rice, with no obvious way out [6].

Within such contexts, abruptly implemented programmes that do not show much concern for economics are a security threat, since they may generate economic, social and, a fortiori, political trouble. Opium production in Afghanistan and Burma is clearly no longer primarily an issue of military security but rather a question of food security, and therefore an economic and political problem.

The history of the 'war on drugs' in Asia and Latin America clearly shows – as highlighted by one of the latest World Bank reports on Afghanistan [38] – that the banning and eradication of opium poppies are counterproductive if they are not preceded by implementation of development programmes leading to substitution of one economy for another and certain ways of life for others [17].

Thirty years of reduction in opium production in Thailand illustrate to a certain extent that sustainable success can be achieved in this field. Even though the Thailand results may not be perfect and lend themselves – as do some of the methods and means deployed – to controversy, it has to be admitted that large-scale commercial opium production has been suppressed in a sustainable manner in the kingdom. This success is largely due to the fact that, since the beginning of the implementation of poppy growing suppression programmes, the king of Thailand made crop substitution and integrated development of the country's highlands a prerequisite to any forcible eradication. Initial introduction of crop substitution in opium producer areas took place in the early 1970s, before rural integrated development projects took over in the 1980s, to be followed by participatory alternative development in the 1990s. Each phase provided lessons to be learnt concerning errors previously made, so helping to correct adverse effects. It is worth mentioning that it was only in 1984 that the Thai authorities started to resort to forcible eradication, once the development programmes and projects were largely underway [26].

The case of Thailand, like that of Pakistan – where production was also virtually suppressed, but under different conditions – has therefore shown that suppression of illegal opium production can be achieved in a sustainable manner if the most appropriate and logical development measures are implemented some years before law enforcement is applied. Both examples also show that sustainable suppression of illegal crops takes time and requires forced eradication only as a last resort, once economic development has taken place and law enforcement is needed. This, however, was a lesson evidently not learnt in Burma and in Laos where accelerated suppression of opium production over the last few years put many opium farmers in a situation of great hardship.

Results in Thailand and Pakistan were in any case only relatively successful, since the falls in their respective opium production were compensated for, regionally and worldwide, by increased production on the territory of some of their direct neighbours, Afghanistan and Burma especially. Although known and foreseeable, this "balloon effect" phenomenon is never taken into consideration at the design and implementation stages of programmes for reduction in illegal agricultural drug production and is often yet another adverse effect added to those caused by hastened suppression. In addition to causing serious food insecurity for drug-producing people, forcible suppression of such farming activities causes systematic

hikes in opium farm-gate prices, making production all the more attractive. Moreover, in phases of transition from a war to peace economy, abrupt suppression and eradication without economic consideration sow the seeds of potentially violent social unrest.

Worse, eradication without compensation also creates a number of other risks with multiple adverse effects: expansion of predatory economies, especially trafficking in human beings, prostitution, illegal trading of timber, protected species, antiques, weapons and contraband. It is therefore potentially destabilising, while rarely enabling targeted crops to be permanently suppressed or curbed, and does not address the economic causes behind the resort to illegal drug production in the first place. On the contrary, it makes these causes more acute since it increases the poverty and underdevelopment of drug-producing countries and peoples, which are already amongst the world's poorest.

Cannabis in Africa: an alternative to development?

Necessary production that is more economic than strategic

Although cannabis appears to be very widely cultivated in Africa, the poorest continent in the world with a post-colonial history marked by a succession of armed conflicts, knowledge of the cannabis economy is at best fragmented. A study by United Nations Drug Control Programme (UNDCP) states, "There is little reliable information on the extent of cannabis cultivation. Though cannabis is the most widely abused illicit drug, actual knowledge of the extent of production is much more limited than for other narcotic plants" [29]. The widest gaps in knowledge probably concern the African situation, as there are very few field studies on cannabis production south of the Sahara. In world literature, opium poppy production and coca production are the subjects of more frequent and in-depth studies than cannabis: so much so that Asia and South America are the focus of all the attention of anti-drug organisations and alternative development projects of aid agencies.

Nevertheless, cannabis production in Africa may provocatively yet adequately be thought of as a possible "alternative to development," where the cannabis economy enables many African farmers to make up for the underdevelopment that they have been faced with for several decades. The cannabis economy would thus contribute to maintaining a certain level of stability. At least, it helps guarantee a socio-economic status quo in many places. Based on the few studies available, it may be estimated that illegal cannabis production in sub-Saharan Africa has boomed over the last 25 years, due to the implementation of structural adjustment programmes.

This increase may be explained – at least in part – by the deterioration of national economic situations and the eruption of armed conflicts, since falling living standards and war stimulate both demand and supply of cannabis in Africa south of the Sahara. A significant proportion of the African population views marijuana as a stimulant that helps to increase performance and endurance at work or to "get courage" in dangerous situations. As a result of this "utilitarian" social representation of cannabis, it is highly likely that the number of cannabis consumers and the amounts of cannabis consumed have strongly increased in Africa since the 1980s, when the continent entered a series of crises leading to a considerable hardening of living conditions. The survival strategies implemented by Africans have frequently implied increasing individual workloads, and it is probable that many people have resorted to the "utilitarian" effects of marijuana in order to cope with the extra efforts required to survive, especially since retail prices for marijuana are generally low (For details, see [14–16]).

Starting in the late 1980s and well into the 1990s, another phenomenon has stimulated the demand for cannabis in Africa – war. Although, as far as is known there are no studies on the subject, there is little doubt that cannabis use is extremely widespread among African fighters, most of whom are young males and child soldiers. The mushrooming of violent conflicts in Africa has led to more African fighters using cannabis in search of it "utiltarian" effects on courage and endurance.

In addition to increased domestic demand for marijuana, other factors have contributed to an expansion of the agricultural production of cannabis south of the Sahara. The fall in prices of licit agricultural raw materials on world markets, the deregulation implemented in many sectors, especially agriculture, and ecological setbacks have often resulted in a very sharp drop in the revenue of many players in the agricultural as well as the trade and transport sectors. State coffers, and the civil servants that informally "tax" economic activities, have also suffered a loss of income due to the crisis of agriculture.

Because cannabis can adapt to a wide range of environmental settings, even to degraded or naturally poor quality soil, it may be grown on lands unsuitable for other crops. Given this "performance," it may be integrated into agricultural production systems practically regardless of the agro and economic criteria normally governing them, namely access to land, capital and workforce. This means that cannabis cultivation is accessible to a wide range of farmers and, under present conditions, it seems to be imposing itself as an alternative crop of prime importance in West Africa as well as in Central Africa and Southern Africa [22].

Generally speaking, cannabis production in Africa is more of an economic necessity than a strategic one since little revenue from cannabis is used for financing armed conflicts, unlike opium in Afghanistan and Burma, and coca in present-day Colombia. Cannabis certainly has a role in African conflicts, but probably less as a financial resource than as a stimulant for individual fighters ([23], especially pp. 132–135). It seems clear that development of cannabis cultivation in sub-Saharan Africa is more a consequence of the continent's economic, political and ecological problems than one of its causes.

Cannabis in the Moroccan Rif: limits of a status quo

Whether cannabis production can be a factor of prevention of armed conflict is also at issue in North Africa, precisely in Morocco, where the first United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC) survey was conducted in 2003 in the northern Rif Mountains [30]. UNODC confirmed the long-suspected extent of cannabis cultivation in Morocco, estimating that at least 130,000 hectares of cannabis were under cultivation in 2003 – the same surface dedicated to opium poppies in Afghanistan in 2004. The issue of the role and place of cannabis within the Moroccan context can therefore be raised in terms very similar to sub-Saharan Africa: how do cannabis crops presently guarantee stability and what are the economic and social consequences of the likely forthcoming failure of this system [8].

The Rif is not only a region of intense cannabis cultivation but also one of the poorest in Morocco, with population density three times higher than in the rest of the country and one of the highest demographic growths. Within such a context, where natural conditions make it difficult for its largely rural population to produce sufficient food and cash crops, the cannabis economy can subsidise basic needs. As the region's economic development has never featured among the Moroccan state's priorities, cannabis production has progressively become the region's main economic activity – 75% of the villages, totalling 96,000 families or 800,000 people, resort to it. Cannabis has clearly kept the population within the region while mitigating economic and political resentment.

Morocco is now highly likely to be the world's main source of hashish, which is largely exported to the European consumer market. The Rif economy and therefore the socio-economic and political stability of the region depend on this production – a fact that poses a major problem for both the Moroccan state and the European Union, since hashish production and consumption are illegal in Morocco and in the countries of European Union (EU).

Following the publication of the first United Nations survey on cannabis in Morocco, the Moroccan state, which has long condoned cannabis production in order to make up for its inability and lack of political will to promote Riffian development, can no longer ignore the region's economic and social problems. Likewise, the EU and its members will now have to act on a massive problem, which it is hard to believe that they had hitherto been unaware of. Moreover, overexploitation of the environment by a rapidly expanding population does indeed represent a grave risk of ecological crisis and eventually, within this largely agricultural context, of serious economic and social crisis. Increasingly confronted to hashish trafficking and international migration issues, the EU and its members now also have to address what has long been ignored.

The Moroccan state's tolerance of what is an illegal agricultural production partially stems from the region's cultural and political context, with past rebellions (1921–1926; 1954; 1984) of the Rif Berbers lending weight to their claim to the right to cultivate cannabis. Tolerance may also be explained by the potentially explosive outcome, in economic and social terms, of any effective prohibition of cannabis within the region and, by way of migration, across the Mediterranean Sea. Since the contraband economy and illegal migration, or *harraga*, already act as safety valves for the Rif region and Morocco at large, the economic shock provoked by the suppression of the cannabis economy would most likely increase south–north migration movements at a time when the toughening of European immigration policies has already spurred illegal migration and human smuggling, progressively turning Morocco from an emigration country to Africa's migration passage to Europe. Therefore, the agricultural cannabis economy not only significantly regulates employment in the Rif region, especially for young farmers, but also emigration flows to Europe. Driven by poverty, leaving the areas with no or little water and arable land, as well as villages subject to recurrent checks by the authorities, many farmers from the Rif region still have to migrate to other regions of Morocco in need of labour. In this overall context, cannabis, which can grow on otherwise unproductive land, and even on non-irrigated land, allows part of the population to stay in the region by affording them a living.

There is little doubt that cannabis cultivation has stabilised the economy of a region all but excluded from national development. However, the Rif remains faced with a fragile ecology, loss of traditional farming know-how and international pressure demanding elimination of drug plants in southern countries.

In all likelihood, Morocco will have to reduce cannabis crops in the Rif and find a viable and sustainable economic alternative, if not because this crop is illegal and the cause of increasing international pressure, then at least because the region's ecological–economic balance is threatened in the very short term. An increasing population, along with the divvying up of land-holdings that this entails, cannot cope with limited availability of arable land and its rapid and intense degradation. The complexity of the Riffian context in economic, social and ecological terms requires that the situation be promptly and reasonably managed with a view to development. The challenge of cannabis in the Rif is of sustainable economic development for one of the country's poorest regions, where socio-economic stability is under threat.

From Morocco to South Africa, it is the whole of Africa that is concerned by the cannabis economy and the alternative to development that it represents. Clearly stemming

from socio-economic inequalities and underdevelopment, the cannabis economy raises two significant issues on the African continent, one ecological and the other legal, that only appropriate political and economic measures can solve without large-scale economic crises resulting in major instability.

Coca in South America: palliative of underdevelopment and political lever

Legal and illegal production

Coca is not the only "drug plant" cultivated in South America, but it is the one that gives rise to the most numerous and acute questions in terms of conflict, given the scope and intensity of the political demands that it generates or helps channel. Neither cannabis, which is also produced on a very large scale in Brazil and Paraguay (and in smaller ways in other South American countries) nor even the opium poppy, which is grown in Colombia and Peru, occasion so much controversy and conflict, or lead to the expression of so many demands.

However, it must be stressed that, in terms of connections between coca economies and intra-state conflict, the three Andean countries – Bolivia, Colombia and Peru – although similar in some ways, currently diverge in two crucial aspects.

Firstly, fairly large quantities of coca leaves are produced quite legally in Bolivia and Peru, and their transformation (mostly into tea) and marketing are channelled through above-board producer associations and private firms (Bolivia) or a state monopoly (Peru). Despite the existence of a number of "bridges," this legal production is historically, geographically and socially separated from production of "excess" leaves (so called because they exceed the quotas fixed by national legislation for licit uses), which government programmes seek to eradicate. In Colombia, a number of indigenous groups grow coca, using the leaves for themselves, and their activities are tolerated by the authorities. It is rarely referred to, but this traditional production does exist even if it is nothing compared to the total Colombian output of coca leaves (bridges also exist here). Supplying cocaine laboratories, most of the coca grown in Colombia and the "excess" coca grown in Bolivia and Peru is labelled "illegal" and targeted for eradication.

Secondly, only Colombia, by far the leading world producer of coca leaves, is presently the scene of an armed internal conflict, fuelled to a large extent by cocaine trafficking. Development of this conflict may affect illegal agricultural production, not only in Colombia but also, due to the aforementioned "balloon effect," in Bolivia and Peru.

Coca as "frontier crop"

The causes and stakes of the conflict in Colombia, which will be reviewed below, refer to a problem common to all three countries: control of territory and the legal and illegal resources stemming from it. Peace in all three states has been affected by the existence of illegal coca production. This latter, however, has come about specifically in territories where states, although nominally sovereign, have been and still are effectively absent.

Furthermore, these outlying areas, once considered "virgin" (but in fact populated by indigenous people), on the eastern foothills of the Andes (and the plains lying beneath them) – the Amazonian slopes of the Cordillera, where coca has been cultivated for at least 2,000 years – were termed "agricultural frontiers" by the governments of the 1970s. Tens of thousands of internal migrants settled there in the 1980s and 1990s. In Colombia, these migrants were fleeing the violence raging around land rights in their home territories caused

by absence of agrarian reform in a context of highly concentrated land ownership and population growth. They found refuge in the Deep South Amazonian departments of Caquetá, Guaviare, Putumayo, Vaupés, and recently Nariño. In Peru, they hoped to escape the ravages of unemployment and galloping inflation resulting from the debt crisis, by settling in the Selva Alta (High Forest), where they sometimes fell victim to the Shining Path. Finally, in Bolivia the debt crisis and structural adjustment led to closure of tin mines, the country's main employer, and to mass migration to the Tropic of Cochabamba region, a.k.a. Chapare, of former miners become coca growers. To this date, the endemic poverty that has characterised many areas of rural Bolivia for decades continues to fuel migration to the Chapare.

The recent migration waves to these Amazon pioneer fronts were more or less encouraged by all three states, for which they acted as "safety valves". A "surplus" population could be drained off, which the formal economy (and informal urban economy) could not (or no longer) integrate, and which would have most likely ended up by producing political trouble had it not been evacuated in this way, at least temporarily. It was a safety valve that the said states rapidly decided to forget about. The development infrastructure (roads, electricity, piped water, schools, dispensaries, etc.) promised by the governments rarely materialised, and the only practical living to be made in these areas was and is by growing illegal crops. Most of the time, the crop of choice has been coca, which is easily transported as "coca paste," an intermediary product whose price pays for the producer's work and investment.

The pre-existence of economic underdevelopment in Bolivia and Peru, coupled with civil war in Colombia, goes a long way to explaining the expansion of coca cropping since the 1980s – an activity that prolongs both underdevelopment and armed conflict, but which is not the cause of either.

The US factor

This is not, however, the diagnosis which has prevailed in Andean governments and even less so in Washington, where illegal plantations are viewed as a major factor of Andean instability and a threat to the national security of Andean states and the USA. The Andean governments have subordinated their policies, especially on drugs, but often also in matters of economics and trade, to the wishes of the USA for 20 years at least. Such submission may doubtless be explained by the intransigent, even intimidating stance adopted by Washington. The USA would now consider that "a causal link (exists) between instability anywhere in the (western) hemisphere and a threat to USA security," and proclaims itself ready to counter "non-territorialized threats coming from 'hostile' or 'disruptive' governments and regional political players" ([25], quoting [18]). American interests do not necessarily agree with those of all sectors of Andean societies. In particular, the free trade agreements that the USA has signed or hopes to sign with Andean countries may become factors of instability – if, for example, they lead to replacement of certain national agricultural products (grain, especially) by subsidised US imports[2].

[2] On 26 June 2006, the Peruvian parliament ratified the Free-Trade Treaty it signed with the USA in December 2005 in spite of the disagreement of trade unions and some Peruvian bosses, especially from the agricultural sector. Upon implementation, the treaty will "eliminate duties on 80% of US exports of consumer and industrial products to Peru. An additional 7% of US exports would receive duty-free treatment within five years and all remaining tariffs would be eliminated within ten years of implementation." A similar free-trade treaty was signed by Colombia on February 6, 2006 and is at the ratification stage, see [12]. Officially, Bolivia is continuing (in January 2007) to negotiate a free-trade treaty with the U.S. in an attempt to obtain more favourable conditions than Peru and Colombia.

Programmes of forcible eradication of coca fields are underway in Colombia and Peru, while in Bolivia the suppression of "excess coca" is now effectuated in cooperation with coca growers under a policy officially known as "rationalization of coca crops". The programme with the most immediate conflict potential is implemented in the south of Colombia, in the context of Plan Colombia and, after it came to an end in September 2005, its successor – Plan Patriota. It has come together with an unprecedented military and paramilitary[3] offensive aimed at taking back territorial control from the Revolutionary Armed Forces of Colombia (FARC) guerrilla movement, which has launched a counter-offensive.

While the Colombian military by and large has succeeded in imposing its authority on areas where guerrillas once made the law, they have not altogether managed to set up meaningful forms of governance in them. With the military in place, the remainder of the state apparatus has failed to make itself felt in these remote areas. This is one of the bitterest lessons to be learned from Plan Colombia: while it is not too difficult to capture a territory once held by insurgents, governing it is another matter altogether. The latter requires mobilisation of non-military resources along with strong political will, two conditions that have been largely lacking here. The present Plan Patriota offensive is taking the same road (see [11]).

As a result, as far as the inhabitants of these areas are concerned, the state – which has historically been absent – is now present but only as one more armed group, and with no stronger legitimacy than the others. This same state is also responsible for destruction of coca plantations (read: the main source of revenue for the local population) by aerial spraying of herbicides that also often destroy food crops. Meanwhile, alternative development programmes, supposed to compensate for the disappearance of coca fields and its consequences, have turned out to be altogether insufficient. Aerial spraying, a measure inspired by the USA and put into effect by US companies under contract to the Pentagon, de-legitimises the Colombian state, since "rather than contribute to the strengthening of democracy and respect for human rights, these [aerial spraying] programs reflect an authoritarian stance and the undermining of national sovereignty through the open and unrestricted intervention of the USA in Colombia's economic, social and political affairs" [25].

The ironical paradox of this situation is that loss of legitimacy and sovereignty is justified by a proclaimed need to restore good governance, stability and order. The paradoxical irony is that Plan Colombia and subsequent programmes have not succeeded in reducing the overall surface area under coca cultivation – quite the opposite. This surface area is increasing and plantations are now dispersed in much of Colombia's territory, according to recent data[4].

Criminalised peasantries get organised: the cocalero movements

Forcible eradication programmes undertaken in Peru and Bolivia have not officially resorted to use of chemical products with little-known effects. They have been implemented

[3] On the paramilitary offensive in southern Colombia since 1999 and its consequences on coca and cocaine production, see [13].

[4] The surface area under coca in Colombia expanded from 80,000 ha in 2004 to 86.000 ha in 2005 (or 8% more), even as the surface area sprayed with herbicide increased by 2% in 2005 (up from 136,500 ha in 2004 to 138,775 ha in 2005) and 31,285 ha of coca trees were uprooted manually in 2005 (2,589 ha in 2004). Coca was cultivated in 12 of Colombia's 32 departments in 1999 compared with 23 departments in 2005, see [36], p. 6 and 7.

manually by military units and paramilitary police trained according to concepts coming directly from the USA, often with accompanying finance. Programmes implemented since the 1990s were followed by a reduction of the surface area under coca in the two countries (while it was expanding in Colombia), but there is nothing to suggest any reduction will be sustainable in the long term. Such uncertainty is largely due to the fact that reduction has been achieved at the price of multiple violent confrontations with increasingly well-organised coca growers.

In Bolivia, Aymara and Quechua growers of "legal" and "excess" coca, cashing in on a long experience of trade-unionism and corporatism inherited from the 1952 "revolution," are particularly well organised and pugnacious. They have shown that they can resist eradication, by force if necessary, and that they can express their demands strongly although it may cost them their freedom and sometimes their lives [27]. In a context of major social, ethnic and political discontent and grave economic problems in the poorest country in South America, the Bolivian cocaleros have been able to build a vast political coalition around themselves – Movement to Socialism (Movimiento al socialismo, MAS). MAS has won the general election of January 2006. Its leader, Evo Morales Aima, an Aymara, the head of the Chapare federation of coca growers' unions, became the first Indian president of a country which had always been governed by white or mixed-race Creoles, although its population is largely Indian.

The MAS nationalist and pro-Indian political platform combines rejection of the "American empire" and its neo-liberal policies with the moulding of a modern indigenous identity. The symbol of this identity is none other than the coca leaf, cultivation of which Morales intends to legalise altogether while making it one of the components of his government's economic and political strategy – "development with coca" (*desarrollo con coca*). This entails developing the manufacture of coca-based products, such as coca flour and tea, which could be exported abroad. The new president is dreaming of reforming the international drug legislation forbidding the trade in coca beyond Bolivian borders. In order to prevent coca leaves from being used to manufacture cocaine inside Bolivia, Morales wants to give control over agricultural production to the cocaleros' *sindicatos* (unions).

This is a risky strategy since the USA is opposed to the nationalist options of MAS and adamant against any change in international drug laws. Moreover, other geo-strategic factors may come to bear on the Bolivian–US conflict over coca. The nationalisation of Bolivian oil and gas implemented by Morales in May 2006, although it affects mainly European and Brazilian firms, was not welcomed in Washington, and neither is the diplomatic and economic rapprochement between La Paz, Havana and Caracas (Hugo Chavez's "Bolivarianist" regime is disliked, to say the least, in Washington). Morales hopes that Cuba and Venezuela will be the first legal importers of Bolivian coca products, if he succeeds in legalising international trade in the "sacred leaf."

In Peru, the 50,000 coca farmers of the Selva Alta still lag behind their Bolivian counterparts in matters of organisation, while seeking support and inspiration from them. Potential for violence exists especially here because many of these farmers were part of the *rondas campesinas*, rural militia set up by the Peruvian military to fight the Shining Path rebels during the 1990s. The cocaleros therefore hold a tenacious grudge against a state that used to enlist their help against its Maoist enemy, but which now is eradicating their coca fields and imprisoning their union leaders. The roadblocks and demonstrations periodically organised to protest against eradication are occasions for them to remind the government that they have kept some of the weapons that the state distributed to their militias.

In Colombia, the cocalero movement that had taken shape in the southern Putumayo Department in the late 1990s no longer exists – another victim of a civil war that has been

especially cruel with workers' and peasants' organisations. The cocaleros could not impede the hijacking by the FARC of their movement and its demands, which were expressed especially strongly during mass demonstrations in 1999, and most of its leaders have now fled the region, been imprisoned by the authorities or murdered by the paramilitary [24]. At present, coca production in Colombia is almost entirely supervised (and taxed) by armed groups.

Rapid assessment of 25 years of "war on drugs" in Colombia

Twenty-five years and numerous fruitless eradication and alternative development programmes later, the total surface area planted with coca on Colombian pioneer fronts has seemingly never been larger and farmers living off them never more numerous. Conflict has not come to an end in Colombia, but redoubled its intensity. Colombia remains by far the leading world producer of coca leaves and cocaine. Its internal conflict has become a three-sided war, of which at least two sides – the rural guerrilla movements and the paramilitary forces combating them – finance themselves by "taxing" coca (and opium poppy) production and cocaine trafficking, where they are not purely and simply their organisers. Drug revenue continues to fuel a historically widespread corruption among police and armed forces (as in Bolivia and Peru).

Recent negotiations between paramilitary forces (i.e. the camp most heavily involved in drug trafficking) and the Uribe government have resulted in the adoption of a so-called "justice and peace" law, which seeks to demobilise extreme right-wing militia. At first sight, this process could mark the beginnings of transition from war economy to peace economy in regions of Colombia most affected by the conflict (including those in the south of the country where most coca is produced). But the law appears to ratify the *de facto* political power that paramilitary warlords have built up in many Colombian provinces, and to strengthen their economic power, which is mostly based on concentration of agrarian property and revenue, along with trafficking (including cocaine) and predation of natural and state resources. It must therefore be admitted that this newfound stability – which may not yet be called "peace" because the guerrillas have not disarmed – is built upon impunity granted to small authoritarian regional fiefdoms feeding off an economy based largely on trafficking and predation [10].

It is uncertain that such a form of "illegitimate stability" could be politically durable, as it silences but does nothing to resolve the claims and problems that are at the heart of the conflict. Likewise, it is doubtful that the model of "development" that it promotes – exploitation of trafficking rents and predation of natural resources in connection with the world market – is sustainable.

Toward a typology of the connections between drug production and intra-state conflict

The countries under study may be numbered among (some, indeed, are) the world's leading producers of agricultural raw materials (opium, coca and cannabis) used in the manufacture of the three families of illegal drugs of natural origin most consumed worldwide: heroin; cocaine and crack; and marijuana and hashish. Although very different from one another, all are among the poorest countries on the planet and hold a large rural population. Their respective governments are signatories to the major international agreements and treaties on drugs and as such are implementing – according to the means at their disposal – policies combating illegal production in their territories. In addition, they are beneficiaries of

bilateral and multilateral aid programmes for the training and equipment of their security forces for anti-drug operations. These countries therefore belong to a worldwide dual transnational network working both for and against illegal drugs: the markets for illegal goods and the military–security complex involved in their suppression.

However, the countries and regions under consideration may be differentiated by the armed conflicts they suffer or relative social peace they enjoy, these situations being diversely affected or prolonged by the recourse of a proportion of their peasantries to agricultural production of illegal drugs. It is clear that, from at least the 1980s, drugs have played crucial roles in these regions, which are marked by agricultural, social, economic and even identity crises that have led to or risk leading to violence or full-blown armed conflict.

But it is also quite clear that this resort to illicit crops has not had the same effects everywhere. In Afghanistan and Burma, opium, which became one of the major stakes in civil wars that it initially "only" contributed to support economically, presently poses the problem of the survival of poor sectors of the population faced with one of the consequences of peace – the suppression, at the risk of conflict, of economies that were largely imposed on them and on which they now have become dependent. It is the durability of coca cultivation in Peru and Bolivia, and of cannabis in Morocco, and thus of the way of life of tens of thousands of families of farmers, that is at stake in conflicts where degrees of violence seem to depend at least partially upon the suppression strategies adopted (forcible and/or concerted eradication and alternative crops). In West Africa (as probably in the rest of sub-Saharan Africa), recourse to cannabis has emerged as an effective response to setbacks essentially to do with land (exhaustion of forest reserves) and environmental degradation (increased soil salinity, desertification, erosion due to human activity, etc.) that threaten a social peace largely bankrolled since independence by cash cropping for export.

In political, economic and even geopolitical terms, agricultural commodities like opium, coca and cannabis weigh heavy in the scales of local negotiation. In the absence of development, the fragile stability of Afghanistan depends to a large extent on resources and revenue from opium production.

A similar situation applies for coca in Bolivia, where a conflict between a new government catering for the interests of the cocaleros – "rationalization," "development with coca" – and the USA – "eradication" – is a new configuration but one that remains conflictive. In Peru, the negotiations between groups of coca growers and the government of Alan García installed by the May 2006 general election have not made much headway, although it must be noted that the vote gave the hitherto criminalised cocaleros more legitimacy and strength by allowing two of their leaders to become members of parliament. They are presently promoting the adoption of a new Peruvian coca policy resembling Bolivia's. Yet the outcome of Peru's socio-political conflict over coca remains as difficult to forecast as ever [2].

In Burma, the ruling junta has long given tacit authorisation for production and marketing of opium by some of the rebel armies with which it has signed fragile and no more than temporary ceasefires. In Morocco, maintenance of economic and socio-political stability in the largely Berber region of the Rif is also partly due to state tolerance of cannabis cultivation there, which has expanded dramatically in recent years. Finally, in West Africa, cultivation of cannabis is cushioning the crisis, but by supporting licit cash cropping for export, which is experiencing severe problems.

Of course, illicit cash crops are usually far more profitable than local food crops (rice, wheat, barley, maize, potatoes, beans, yams, yucca, etc.) or even other possible, licit, cash

crops (saffron, rubber, tea, cocoa, coffee, fruit, palm, citrus, etc.), and it is tempting to explain that people resort to them simply due to economic considerations. But illicit cash crops proliferate above all in contexts of armed conflict (Afghanistan, Burma, Colombia) or social and political open or rampant crisis (sub-Saharan Africa, Bolivia, Morocco and Peru). They are not only and perhaps not mainly the result of economic problems, but instead thrive in political contexts marked by the use and consequences of force, and by complex and often transnational power struggles [9].

Through the interplay of a range of national and international parties and the configuration of power relations over territory and the illegal crops growing on it, and also because of illegal cropping itself, illegal drug economies have taken on truly geopolitical dimensions in such politically and territorially different contexts as those of Central and South-East Asia, Andean America, North Africa and West Africa. Thus, the multiple scenarios brought into play by recourse to a drug economy by parties caught up in these power struggles may lead to prolongation of conflict, generation of conflict situations or, contrarily, maintenance of relative social peace – all depending on context.

Yet the contexts and issues at stake in illegal drug economies in the countries at hand are not solely geopolitical, and their study requires taking other factors into account. While it is reasonable to assume that the emergence and development of illegal agricultural production on such a scale[5] have been made possible by political–territorial conflict, it is clear that levels of development and environmental backgrounds are also determining factors. It follows that the issue of illegal drugs goes far beyond questions of security alone, or at least that they should be viewed as belonging in a wider concept of security that includes, in addition to the obvious health aspect, food security and what we call "environmental security". These aspects are seldom taken into account, to say the least, in national and international drug policies.

The present overview would not be complete if it failed to mention the "war on drugs" initiated by the Nixon administration in the early 1970s, which affects and may even compromise social peace in the countries concerned. For the last 30 years, US policy has kept reduction of drug supplies in producer countries as the main objective of international anti-drug efforts. Eradication campaigns have been the order of the day across all five continents, whatever the context and despite counter-productive consequences and adverse effects.

Thirty years of "war" have accompanied an expansion of surface area planted in coca bushes and opium poppies and also, judging from the single example of Morocco, under cannabis cultivation. And despite a total estimated cost of US $150 billion (this is the estimate of [20]), it has not only failed to reduce surface areas dedicated to drug crops and quantities produced, but also expanded and dispersed illegal agriculture worldwide, while doing much to contribute to the militarization of many areas of production.

[5] In 2005: 25,400 ha in Bolivia; 48,200 ha in Peru; 63,400 ha in Burma; 104,000 ha in Afghanistan; and although this is less known and decried, 120,500 ha in Morocco (in 2004); these figures are from five distinct UNODC reports issued in 2005 and 2006 (see [31–37]).

References

1. Becker, G., & Murphy, K. (2005). *Battle tactics. The economics of the war on drugs*. Retrieved September 14, 2007, from http://www.chicagogsb.edu/capideas/may05/battletactics.html
2. Cabieses, H., Cáceres, B., Rumrill, R., & Soberón, R. (Eds.) (2005). *Hablan los diablos. Amazonía, coca y narcotráfico en el Perú*. Quito: TNI/ABLA YALA/MLAL.
3. Chouvy, P.-A. (2002). *Les territoires de l'opium. Conflits et trafics du Triangle d'Or et du Croissant d'Or*. Geneva: Olizane.
4. Chouvy, P. A. (2004a). Drugs and the Financing of Terrorism. *Terrorism Monitor*, *2*(20), 3–5 October 21.
5. Chouvy, P.-A. (2004b). Narco-Terrorism in Afghanistan. *Terrorism Monitor*, *2*(6), 7–9 March 25.
6. Chouvy, P.-A. (2005a). The dangers of opium eradication in Asia. *Jane's Intelligence Review*, *17*(1), 26–27 January.
7. Chouvy, P.-A. (2005b). Opium et danger de crise humanitaire dans le Triangle d'Or. *Questions internationales*, *11*, 100–107 Janvier–Février.
8. Chouvy, P.-A. (2005c). Morocco said to produce nearly half of the world's hashish supply. *Jane's Intelligence Review*, *17*(11), 32–35 November.
9. Chouvy, P.-A., & Laniel, L. (2004). De la géopolitique des drogues illicites. *Hérodote*, *112*, 7–26.
10. Duncan, G. (2005). Les seigneurs de la guerre à la conquête des villes de Colombie. *Les Cahiers de la Sécurité*, *59*, 63–86.
11. Isacson, A. (2005). Le Plan Colombie: Bilan négatif. *Les Cahiers de la Sécurité*, *59*, 169–192.
12. Jackson, J. (2006). *Trade Agreements: Impacts on the U.S. economy*. Washington, DC: Congressional Research Service, Library of Congress.
13. Jansson, O. (2005). L'impact des politiques paramilitaires sur la production de cocaïne. *Les Cahiers de la Sécurité*, *59*, 87–106.
14. Laniel, L. (1997). Violencia y marihuana: Usos del "tabaco del diablo" en el Ghana contemporáneo. In Inchaurraga, S. (Ed.) *Drogas y drogadependencias, Teoría, Clínica e Instituciones*. Rosario: CEADS-SIDA, Universidad Nacional de Rosario.
15. Laniel, L. (1998). Où va la production de cannabis? In: OGD, *Les drogues en Afrique subsaharienne* Paris: Karthala
16. Laniel, L. (2006 May). Producing Cannabis in Africa South of the Sahara: a review of OGD findings in the 1990s (Paper presented at the international workshop Drugs and Alcohol in Africa: Production, Distribution, Consumption & Control, St. Antony's College, University of Oxford).
17. Mansfield, D. (2006). *Exploring the "Shades of Grey": An Assessment of the Factors Influencing Decisions to Cultivate Opium Poppy in 2005–2006*, London: A Report for the Afghan Drugs Inter Departmental Unit of the UK Government.
18. Manwaring, M. (2001). *U.S. security policy in the western hemisphere: Why Colombia, why now, and what is to be done?*. Carlisle Barracks: US Army College, Strategic Studies Institute.
19. McCoy, A. (2003). *The Politics of Heroin. CIA complicity in the global drug trade*. New York: Lawrence Hill originally published in 1972.
20. McCoy, A. (2004). The stimulus of prohibition: A critical history of the global narcotics trade. In M., Steinberg, J., Hobbs, K., & Mathewson (Eds.) *Dangerous harvests. Drug plants and the transformation of indigenous landscapes* (pp. 24–111). Oxford: Oxford University Press.
21. Milsom, J. (2005). The long road out of drugs: The case of the Wa. In M., Jelsma, T., Kramer, P., & Vervest (Eds.) *Trouble in the triangle. Opium and conflict in Burma* (pp. 61–100). Bangkok: Silkworm Books.
22. OGD (1998). *Cannabis cultivation in West Africa: A reaction to the crisis in agriculture*. Paris: OGD.
23. Perez, P., & Laniel, L. (2004). Croissance et… croissance de l'économie du cannabis en Afrique subsaharienne (1980–2000). *Hérodote*, *112*, 122–138.
24. Ramírez, M. C. (2001). *Entre la guerrilla y el estado: identidad y ciudadanía en el movimiento de los cocaleros del Putumayo*. Bogota: ICANH-Colciencias.
25. Ramírez, M. C. (2005 February). *Counter-narcotics strategy in Colombia: Strengthening the rule of Law or delegitimizing the State?* Paper presented at the conference U.S. Colombia Policy at the Crossroads. Recent Experience and Future Challenges, Yale Law School, Yale.
26. Renard, R. (2001). *Opium Reduction in Thailand 1970–2000. A Thirty-Year Journey*. Bangkok: UNDCP and Silkworm.
27. Spedding, A. (2004). *Kawsachun Coca. Economía campesina cocalera en los Yungas y el Chapare*. La Paz: Fundación PIEB.
28. TNI (2006). *Coca yes, cocaine no? Legal options for the coca leaf*. Amsterdam: Drugs and Conflict debate paper 13.

29. UNDCP (1999). *Cannabis as an illicit narcotic crop: a review of the global situation of cannabis consumption, trafficking and production*. Vienna: Research Section, Policy Development and Analysis Branch, United Nations International Drug Control Programme Retrieved December 14, 2006, from http://www.unodc.org/unodc/bulletin/bulletin_1997-01-01_1_page004.html.
30. UNODC (2003). *Maroc. Enquête sur le cannabis 2003*. December. Retrieved June 22, 2004, from http://www.unodc.org/pdf/publications/morocco_cannabis_survey_2003_fr.pdf
31. UNODC (2004). *Afghanistan. Opium survey 2004. November*. Retrieved January 3, 2005, from http://www.unodc.org/pdf/afg/afghanistan_opium_survey_2004.pdf
32. UNODC (2005). *Maroc. Enquête sur le cannabis 2004*. May. Retrieved October 15, 2005, from http://www.unodc.org/pdf/research/Morocco_survey_2004.pdf
33. ODC (2005). *Myanmar. Opium Survey* 2005. November. *Retrieved January 24, 2006, from* http://www.unodc.org/pdf/Myanmar_opium-survey-2005.pdf
34. ODC (2006). *Afghanistan. Opium rapid assessment survey*. February. Retrieved March 30, 2006, from http://www.unodc.org/pdf/research/Afg_RAS_2006.pdf
35. UNODC (2006). *Bolivia. Coca cltivation survey*. June. Retrieved September 6, 2006, from http://www.unodc.org/pdf/andean/Bolivia_coca_survey_2005_eng.pdf
36. UNODC (2006). *Colombia. Coca cultivation survey for 2005*, June. Retrieved September 6, 2007, *from* http://www.unodc.org/pdf/andean/Colombia_coca_survey_2005_eng.pdf
37. UNODC (2006). *Peru. Coca cultivation survey*. June. Retrieved September 6, 2007, from http://www.unodc.org/pdf/andean/Peru_coca_survey_2005.pdf
38. World Bank (2004). *Afghanistan. State building, sustaining growth, and reducing poverty*. Washington, DC: A Country Economic Report (*9 September*).

De la géopolitique des drogues illicites

*Pierre-Arnaud Chouvy et Laurent Laniel**

> « Clairement, avec les drogues, nous est révélée la morale des hommes.
>
> Mieux qu'à l'aide de magiques industries, de la lecture des astres ou du déchiffrement du sens caché des écritures.
>
> Qualité de l'âme, elles nous renseignent avec certitude sur la véritable nature des gens.
>
> Vent, elles embaument au contact du parfum mais deviennent fétides en soufflant sur la charogne. »
>
> Ibn Fawwãz [1]

Les drogues ont toujours et partout existé. Du moins depuis que l'homme existe, qu'il se déplace, qu'il commerce et qu'il consomme ces substances permettant de modifier réactions physiologiques et états de conscience. Ce sont ces substances actives, ces alcaloïdes, ces toxines, qui font de nombreuses plantes des plantes à drogues et qui font l'intérêt que l'homme leur a porté et leur porte encore. La répartition quasi globale des plantes à alcaloïdes, leur extension géographique, ont en partie déterminé l'utilisation de celles-ci par les hommes qui n'ont pu éviter de les rencontrer dans leurs foyers d'origine ou au cours de leurs migrations. Migrations lors desquelles de nombreuses plantes ont été disséminées de part et d'autre, leurs usages ayant également pu être étendus et modifiés. Ainsi,

* Pierre-Arnaud Chouvy est géographe et chargé de recherches au CNRS. Il produit www.geopium.org. Laurent Laniel est sociologue et chargé de recherche à l'Institut des hautes études de la sécurité intérieure (IHESI). Il a été chargé d'étude à l'Observatoire géopolitique des drogues (OGD) entre 1995 et 2000. Il produit http ://laniel.free.fr

1. Poète arabe, XVI[e] siècle, cité in I. LOZANO, *Solaz del espíritu en el hachís y el vino, y otros textos árabes sobre drogas*, Editorial Universidad de Granada, Grenade, 1998, p. 8. Traduit de l'espagnol par les auteurs.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h40. © La Découverte

même les régions moins pourvues en plantes psychoactives que d'autres ont très tôt connu, par le mécanisme des échanges, l'offre de drogues diverses et variées. « La drogue colle à l'homme comme la peau à sa chair », explique Jean-Marie Pelt [1984]. Elle peut ainsi permettre de le définir en partie, en ce que de nombreuses autres caractéristiques du comportement humain sont liées, de près ou de loin, à la production, au commerce et à la consommation de drogue, comme la guerre, le commerce et même le phénomène religieux.

S'il a fallu des millénaires à l'humanité pour distinguer quelles étaient les « plantes magiques », un siècle seulement lui a été nécessaire pour en identifier, isoler, voire reproduire les principales substances actives. L'histoire et la géographie des drogues, de leur localisation, de leur diffusion comme de leur consommation, changent brusquement à partir du XIX^e^ siècle avec les progrès de la pharmacologie et de la médecine allopathiques, l'accélération de l'internationalisation des échanges, l'expansion de la civilisation industrielle, les bouleversements sociaux et culturels que celle-ci véhicule et les nouvelles représentations collectives qui en émergent en Occident [Coppel, 1991].

De même, il n'aura pas fallu plus d'un siècle pour que les États dominants s'entendent sur la conception et la mise en œuvre d'un régime de contrôle international des drogues instaurant les mécanismes de régulation – et de partage – de la production, du commerce et de la consommation de certaines drogues, dites « licites » (les « médicaments »), et en prohibant parallèlement d'autres, dites « illicites » (les « stupéfiants [2] »). De fait, ce régime a créé deux marchés transnationaux qui se répartissent l'ensemble des drogues répertoriées sur la planète [3]. Ces marchés sont interconnectés à plusieurs niveaux mais chacun d'entre eux dispose de ses dynamiques propres. Celles-ci sont notamment déterminées par les acteurs historiques distincts qui se sont chargés du contrôle immédiat de chacun des marchés : pour les médicaments, l'industrie pharmaceutique et les médecins allopathes, qui constituent un oligopole sous tutelle de l'État ; pour les stupéfiants, la police (la douane, etc.) et une série d'agents disparates, les « trafiquants », fréquemment issus de la pègre et éventuellement liés aux services de sécurité (« secrets ») des États [4]. Même si le premier marché n'est pas dénué d'intérêt du point de vue géopolitique, c'est avant tout le second qui nous intéresse ici.

2. L'histoire de ce régime est bien analysée par Dudouet [2003]. Voir aussi la thèse de doctorat de l'auteur, à paraître à L'Harmattan en 2004 sous le titre : *La politique internationale des drogues*, 1921-1999.

3. Les frontières entre ces marchés ne sont certes pas étanches, et diverses drogues, telle la cocaïne, sont passées de l'un à l'autre au gré de péripéties géo-politico-historiques qu'illustre l'article de P. Gootenberg dans ce numéro.

4. Comme cela a été le cas, notamment, au Mexique durant près d'un demi-siècle : voir l'article de Luis Astorga dans ce numéro.

Hérodote, n° 112, La Découverte, 1er trimestre 2004.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h40. © La Découverte

Les fondements sociaux et géopolitiques de la prohibition

La caractéristique définitoire de ce marché est la prohibition qui, adossée à la répression, a permis l'émergence du trafic international de drogues illicites, même si elle ne suffit pas à expliquer son ampleur actuelle. En effet, l'économie des drogues illicites est dynamisée par la répression dont elle est l'objet depuis des décennies et dont les États-Unis, seule « superpuissance antidrogue » au monde, sont historiquement les principaux financiers et promoteurs. Le modèle américain de *« drug control »*, dont s'inspirent aujourd'hui la législation internationale ainsi que les lois et pratiques de très nombreux États, est né des débats qui se sont fait jour, à la fin du XIX^e^ siècle, principalement autour de la question de l'opium (et dérivés). Ils ont débouché sur l'adoption de diverses lois aux niveaux local et des États fédérés, puis du fameux *Harrison Narcotics Tax Act* au niveau fédéral en 1914 [5] dont la philosophie a ensuite été appliquée à d'autres drogues [6] [Bonnie, 1999]. Ce modèle est fondé sur la prémisse dogmatique que l'usage de stupéfiants est moralement répréhensible car lié exclusivement à la recherche du plaisir [7]. Les considérations de santé publique, bien que justifiant officiellement la prohibition, sont de fait subordonnées à cette injonction axiologique produite par une culture dominante où l'éthique protestante et l'esprit du capitalisme réprouvent la jouissance du corps autant qu'ils valorisent le travail. D'où la nécessité d'interdire cette « recherche de plaisir » et de réprimer durement les transgresseurs au moyen de la violence d'État. Une option d'autant plus aisément justifiable et praticable alors aux États-Unis que les « entrepreneurs de morale » [Becker, 1985, chapitre 8 ; Epstein, 1990, chapitres 1 à 3] qui ont construit la prohibition se sont ingéniés à propager une *peur* des drogues en les « extériorisant » par association à des espaces sociaux, culturels et géographiques, porteurs d'une altérité menaçante étiquetée d'*« un-American »*. C'est ainsi que dès l'origine certains usages de certaines drogues ont été liés à des groupes que la société dominante stigmatisait et (dé)considérait déjà comme des menaces sociales « extérieures » à la communauté d'identification : les pauvres et les minorités non blanches (les deux catégories se recoupant souvent), *outsiders* confinés aux marges mais accusés d'instrumenter les drogues pour tenter de « conquérir » l'Amérique WASP [Musto, 1987, chapitres 2 et 3 ; Becker, 1990, chapitre 7]. Et c'est encore pour protéger la société dominante des effets délétères de l'abus des drogues tout en lui permettant

5. *Le Harrison Act* contenait également des provisions concernant la coca et la cocaïne. Sur les lois prohibitionnistes non fédérales, dont la première a été adoptée à l'encontre des fumeurs d'opium chinois (et d'eux seuls) à San Francisco en 1875, voir [Bertram, 1996, ch. 4].

6. Notamment les dérivés du cannabis dans les années 1930.

7. L'article de P. Perez et L. Laniel dans ce numéro fournit divers exemples d'usage d'une drogue illicite dissocié d'une recherche de plaisir.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h40. © La Découverte

de bénéficier de leurs bienfaits thérapeutiques, qu'a été votée la première loi fédérale de régulation du marché des médicaments, le *Pure Food and Drug Act* de 1906. La séparation des deux marchés des drogues, l'un régulé et l'autre réprimé, est ainsi fortement teintée de préoccupations de classe [Aurin, 2000].

Quant aux substances, elles étaient alors toutes importées et provenaient donc d'un extérieur, mais non plus tant social que géopolitique : l'étranger, en particulier les colonies et anciennes colonies européennes, territoires peuplés d'êtres « inférieurs » (selon les théories racistes en vogue à l'époque) soumis à des puissances politiques, industrielles et marchandes concurrentes tirant des bénéfices considérables du commerce de l'opium et du cannabis [8]. Des « puissances européennes [qui] ont efficacement contesté la position prohibitionniste des États-Unis jusqu'à la fin des années 1950, au moment où elles ont cessé de tirer des profits fiscaux du commerce du pavot et du chanvre dans leurs colonies » [Aureano, 2001 ; Courtwright, 2001 ; Davenport-Hines, 2001].

Le régime prohibitionniste est ainsi fondé, au moins partiellement, sur des bases conflictuelles sociales, ethniques et géopolitiques, ces trois dimensions étant inextricables. Il découle d'une représentation des drogues contenant une dynamique de réaffirmation des frontières socio-spatiales entre un collectif d'identification et un « Autre » ressenti comme dangereux [Manero, 2002]. On peut donc considérer que le *drug control* américain s'est construit, en partie au moins, sur le classique mécanisme stratégique de resserrement des liens communautaires par la peur de l'extérieur que résume l'antique formule romaine : *Externus timor maximum concordiae vinculum* [9]. À ceci près que l'altérité menaçante est ici euphémisée dans la drogue ou, ce qui revient au même, que la drogue constitue une représentation métaphorique de l'Autre menaçant. Donc, si « la drogue, c'est les autres », comme le remarqua un jour Alain Labrousse, dans la représentation moderne des stupéfiants ces derniers sont comme cachés ou recouverts, ils restent sous-jacents lorsque le mot « drogue » est prononcé. Mais ils resurgissent lorsqu'il faut mettre en œuvre la répression, car c'est majoritairement sur des individus qui n'appartiennent pas au collectif d'identification dominant que s'abat la violence d'État, comme en témoignent la composition socio-ethnique des populations carcérales du monde entier [10], gonflées depuis vingt ans par la guerre à la drogue, et la politique antidrogue américaine à l'égard de l'Amérique latine.

8. D'abord l'Asie puis le Mexique.

9. « La crainte de l'étranger, ce lien le plus puissant de la concorde », TITE-LIVE, *Histoire romain*e, Livre II, chapitre 39 (TITE-LIVE, *Histoire romaine*, traduction M. Nisard [1864]).

10. Voir *Un nouveau programme en matière de réforme pénale*, Penal Reform International/International Centre for Prison Studies, King's College, Londres, 1999, p. 4 (www.penalreform.org/download/eghamconffr.pdf).

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h40. © La Découverte

C'est en partie de ce « tour de passe-passe » symbolique que découle la fameuse « démonisation » des drogues « dangereuses ». Mais en partie seulement, car la brève déconstruction des enjeux symboliques de la prohibition proposée ici ne veut pas nier que l'usage de drogue peut avoir des effets physiologiques et psychiques dommageables. Ces effets constituent l'autre face (disons, plus objective) de la représentation de la « menace drogue » dont découle la prohibition répressive. Cette face-là n'a pas été euphémisée, tout au contraire, les entrepreneurs de morale l'ont outrée, s'évertuant à exagérer la dangerosité des produits d'autant plus aisément que les mécanismes de l'addiction étaient encore mal cernés au début du XX^{e} siècle [Levine, 1978]. C'est de cette configuration alliant euphémisation de l'altérité dangereuse et surdétermination des pouvoirs addictifs des stupéfiants qu'est issu le caractère menaçant que les sociétés modernes prêtent aux drogues.

Des objets socioculturels issus de représentations partielles, partiales et contradictoires

Depuis le début de l'ère de la prohibition répressive internationale de certaines substances, la question des drogues illicites dans le monde est donc abordée de façon moniste, la classification des substances et la législation qui y affère ne reposant sur aucun fondement scientifique mais sur des bases idéologiques, morales et (géo)politiques. Et ce alors même qu'une question aussi essentielle que celle de la consommation des substances psycho-actives par les sociétés humaines, phénomène que l'on peut aisément qualifier d'invariant anthropologique majeur, n'aurait jamais dû être séparée des contextes socioculturels au sein desquels elle se pose. En effet, les représentations collectives que des sociétés et des cultures différentes se font d'un seul et même produit varient grandement et peuvent même se révéler diamétralement opposées. Fondé sur le postulat erroné que l'usage de drogue est dommageable pour tous, partout et toujours, le régime prohibitionniste actuel réifie les propriétés chimiques des produits et nie que leurs effets dépendent également des représentations sociales qui président à leur usage [Zinberg, 1984 ; Becker, 1990, chapitre 3]. Un déterminisme qui permet de qualifier le régime prohibitionniste de « pharmacocentré » [Laniel, 2002]. Les débats controversés auxquels « le problème de la drogue » donne lieu mettent en jeu des valeurs très dissemblables qui génèrent des représentations partielles, partiales et donc contradictoires. Ces controverses révèlent que le « pharmacocentrisme » constitue lui-même une représentation aussi historiquement et culturellement déterminée que les autres, mais qui, parée de fausse neutralité « scientifique », s'ignore comme telle. Et ce d'autant plus aisément que le déterminisme pharmacologique sert, dès le départ, les intérêts d'institutions aussi puissantes que la médecine, la presse et,

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h40. © La Découverte

bien entendu, la police et le gouvernement. Ceci explique, au moins partiellement, sa prégnance et son hégémonie sur les politiques publiques.

Les chercheurs, quant à eux, retiendront que les drogues ne sont jamais neutres mais toujours « chargées » des significations que les sociétés leur assignent [« Introduction », Gootenberg, 1999]. Véritables aimants à représentation, substances qui ne deviennent « actives » que lorsqu'elles sont instrumentées par les hommes, les drogues sont avant tout des objets socioculturels.

Dans la perspective géopolitique qui nous occupe ici, on en signalera les usages liés à cet autre invariant anthropologique majeur qu'est la guerre. Les drogues sont en effet utilisées avec (ou comme) les armes depuis les époques les plus lointaines, ce qui constitue sans doute une explication supplémentaire à la peur qu'elles inspirent ainsi qu'aux normes que les sociétés humaines ont, semble-t-il, toujours édictées afin d'en contrôler l'emploi.

Les usages guerriers

On peut en gros distinguer deux catégories d'usages guerriers des drogues. La première famille instrumente les propriétés chimiques des produits, notamment pour configurer ce que Joxe nomme « la géométrie de la peur » dans l'espace de la bataille, c'est-à-dire l'utilisation d'une « machinerie militaire » (arrangement d'hommes et d'armes en un système agissant au service d'une stratégie) qui « cimente la peur en courage » et permet au guerrier de combattre plutôt que de s'enfuir devant l'ennemi [Joxe, 1991, p. 256-269]. Même si Joxe n'explore pas le rôle que peuvent jouer les drogues dans ce « travail du guerrier armé [qui] est un travail sur sa peur de mourir et sur la peur de mourir de l'adversaire » [*ibid.*, p. 259], l'histoire et la mythologie suggèrent que les substances pyscho-actives ont partout et depuis longtemps aidé les hommes à faire la guerre. À cet égard, nous ne pouvons manquer de citer les célèbres haschischins [11], membres d'une secte ismaélite qui exista du XI^e^ au XIII^e^ siècle aux confins du Caucase et de la Mésopotamie et qui combattaient, par l'assassinat sélectif, les seigneurs de la région. Leur audace était telle qu'on les accusa, à tort semble-t-il [Boustany, 1993, p. 101-110], de ne pouvoir commettre leurs attentats que sous l'influence du haschisch : un « narco-terrorisme » avant la lettre en quelque sorte... La potion magique de Panoramix, le druide ami d'Astérix, qui donne aux Gaulois une force surhumaine leur permettant de résister « encore et toujours à l'envahisseur » romain, constitue peut-être une actualisation humoristique de cette légende importée en Europe par *Le Livre*

11. Dont serait étymologiquement dérivé le terme « assassin », d'après une thèse controversée.

Hérodote, n° 112, La Découverte, 1er trimestre 2004.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h40. © La Découverte

des merveilles de Marco Polo. Dans son classique *Phantastica*, Louis Lewin rapporte un extrait de la chronique qu'écrivit le Français Belon qui parcourut l'Asie Mineure en 1546 : « Il n'y a pas de Turc qui ne dépense jusqu'à son dernier sou à acheter de l'opium, qu'il porte sur lui en temps de paix et en temps de guerre. Ils mangent de l'opium parce qu'ils sont persuadés que *cela les rend plus braves* et qu'ils *redoutent moins les dangers de la guerre* » (c'est Lewin qui souligne) [Lewin, 1996, p. 52]. À la même époque, de l'autre côté de l'Atlantique, des chroniqueurs espagnols rapportent que les tribus indiennes nomades dites collectivement *« chichimecas »*, qui peuplaient les marges occidentales et septentrionales de la vallée de Tenochtitlán (cadre actuel de la mégalopole de Mexico), ingéraient du peyotl dans le cadre de cérémonies destinées à stimuler leur ardeur avant de partir au combat. Sous l'effet stimulant et hallucinogène de la mescaline, les guerriers *chichimecas* lançaient contre les convois ennemis des attaques aussi cruelles qu'efficaces, générant chez les Espagnols et leurs vassaux des civilisations agricoles autochtones une grande crainte à leur égard. Contrairement à l'empire aztèque, soumis dès 1521, les « barbares » *chichimecas* résistèrent aux Espagnols jusqu'en 1600 [Powell, 1996, p. 60-68].

Les drogues peuvent aussi être employées pour leurs effets analgésiques, comme le fut la morphine durant la guerre de Sécession aux États-Unis (1861-1865). Mais, contrairement à une idée répandue, l'usage massif de la morphine durant la guerre de Sécession n'a vraisemblablement pas contribué à la propagation de la morphinomanie aux États-Unis vers la fin du XIX^e^ siècle, car l'opiacé y a été utilisé la plupart du temps en application locale et très occasionnellement intraveineuse [Musto, 1987]. Lewin narre encore que, lors des guerres puniques, Junon, désireuse de tenir Hannibal éloigné de Rome, demanda l'aide de Somnus, dieu du sommeil : « Sans retard Somnus obéit. Il a dans sa corne du suc de pavot tout prêt ; il se hâte dans la nuit [...] vers la tente du Punique et lui verse sur les yeux la rosée calmante » [Sillius, *De bello punico*, cité dans Lewin, 1996, p. 51]. Mais il ne faudrait pas croire que ce type d'usage des drogues est l'apanage d'un passé lointain, car en matière de substances psycho-actives les applications militaires sont toujours fréquentes de nos jours. Les expérimentations menées par la Central Intelligence Agency (CIA) avec le LSD bien sûr et, plus récemment, la consommation d'amphétamines par les pilotes de l'US Air Force pendant la première guerre du Golfe et pendant l'intervention américaine en Afghanistan le montrent [12].

12. Voir également les « usages stratégiques » du cannabis en Afrique subsaharienne recensés par P. Perez et L. Laniel dans ce numéro.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h40. © La Découverte

Dans la deuxième catégorie d'usages guerriers des drogues, ce sont au moins autant les effets psycho-actifs des produits qui sont instrumentés que les normes visant leur contrôle. Cette famille recouvre deux types de cas : les premiers sont ceux où c'est la valeur monétaire de la drogue qui est utilisée pour subvenir aux besoins financiers qu'implique toute opération armée [13]. Pour pouvoir être réalisée, cette instrumentation nécessite que les acteurs parviennent à neutraliser ou annuler l'action répressive des agents censés faire respecter la prohibition, tout en tirant parti des super-profits que celle-ci permet de générer. Ainsi les États-Unis, ou du moins certains services de leur appareil d'État, ont largement instrumentalisé les drogues illicites, à travers leurs producteurs et leurs trafiquants, afin notamment de financer certaines de leurs opérations secrètes (c'est-à-dire non autorisées par le Congrès et, partant, non financées par le Trésor public américain) dans le monde. Les exemples abondent en effet de la place que le trafic de cocaïne ou d'héroïne a pu tenir dans les opérations de financement de la CIA, du Laos et du Vietnam jusqu'au Nicaragua, en passant bien sûr par l'Afghanistan. L'ouvrage majeur d'Alfred McCoy, *The Politics of Heroin in Southeast Asia* (1972), a largement et brillamment traité du rôle que la CIA avait pu jouer dans le développement des bases, jetées par la France, de production d'opium et de trafic d'héroïne dans le contexte du conflit indochinois, avant d'étendre la dénonciation à la répétition du scénario lors de la guerre soviéto-afghane dans un second ouvrage, *The Politics of Heroin : CIA Complicity in the Global Drug Trade* (1991) et finalement d'aborder les spécificités de l'Amérique latine dans une dernière édition mise à jour [McCoy, 2003]. Les États-Unis ont donc joué un double rôle sur la scène internationale, promouvant avec véhémence un régime mondial de prohibition de certaines drogues d'une part, et instrumentalisant de façon stratégique d'autre part le recours à l'économie illicite des opiacés par acteurs interposés *(proxies)*, Hmong (ceux du général Vang Pao, au Laos) ou Pachtoun (Gulbuddin Hekmatyar en Afghanistan), afin de financer les opérations secrètes de la CIA au Laos et en Afghanistan. De même dans les années 1980, lors de sa guerre secrète contre le gouvernement sandiniste du Nicaragua, l'administration Reagan organisa des réseaux clandestins de soutien à la *Contra* nicaraguayenne. Constitués par le colonel Oliver North (alors membre du Conseil de Sécurité nationale) avec l'aide de la CIA et de certains milieux d'extrême droite, ces réseaux étaient parfaitement illégaux. L'amendement Boland adopté en octobre 1984 par le Congrès interdisait formellement à l'Exécutif d'apporter toute aide autre qu'humanitaire aux *Contras*, les élus ne souhaitant pas voir leur pays plus longtemps accusé de financer les massacres de paysans commis par les *Contras*. Aussi, afin de poursuivre la guerre contre Managua, plusieurs « fronts » de la

13. Voir également l'article d'Alain Labrousse dans ce numéro.

Hérodote, n° 112, La Découverte, 1er trimestre 2004.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h40. © La Découverte

Contra, soutenus en sous-main par la CIA, facilitèrent l'acheminement de tonnes de cocaïne du « cartel de Medellín » sur des bases militaires aux États-Unis, notamment *via* le Honduras. D'après un rapport du département de la Justice rendu public sous l'administration Clinton, « plusieurs douzaines » de dirigeants de la *Contra* étaient impliqués dans ces réseaux. D'autres rapports officiels ainsi que des travaux journalistiques et universitaires ont montré que des agents de la CIA ont activement protégé, voire facilité, ces trafics [Scott, 1991]. Pour McCoy, cet accès « protégé » au marché américain a permis au « cartel de Medellín » de devenir l'une des plus puissantes et meurtrières organisations de trafic de drogue au monde [McCoy, 2003, p. 487-490]. Au milieu des années 1980, Pablo Escobar Gaviria, Gonzalo Rodríguez Gacha et d'autres *narcos* de Medellín, capitale du département d'Antioquia qui est le berceau historique du paramilitarisme d'extrême droite colombien, se lançaient dans une guerre sanglante contre le gouvernement de leur pays. Rappelons qu'à cette époque Bogota était déjà alliée à Washington dans la « guerre à la drogue », celle-ci étant alors menée par le vice-président et ancien directeur de la CIA George Bush Sr., lui aussi impliqué dans le *« Contragate »*...

C'est justement la Colombie qui fournit, en ce début du XXIe siècle, l'illustration la plus claire du second type d'instrumentation guerrière des normes concernant les drogues de notre typologie : les cas où la nécessité de faire respecter la prohibition est invoquée comme prétexte à la poursuite d'autres objectifs, souvent (géo) politiques et en tout état de cause ne relevant pas de la sphère judiciaire. Ainsi, le plan Colombie, qui est l'avatar le plus récent de la très controversée politique antidrogue américaine dans ce pays riche en hydrocarbures, en eau et en biodiversité, de surcroît stratégiquement situé à la porte de l'Amérique du Sud et où un canal interocéanique pourrait être construit. À l'origine, le plan Colombie se présentait comme une initiative *de paix* multilatérale et multidimensionnelle en faveur d'un pays ensanglanté par près de cinquante ans de guerre civile. La répression antidrogue ne devait en constituer que l'un des volets. Lancé en 2000, il doit arriver à échéance en 2005, année où la zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), le grand projet stratégique des États-Unis pour l'Amérique latine au XXIe siècle, entrera en vigueur. Mais le plan Colombie s'est rapidement transformé en un plan bilatéral unidimensionnel *de guerre* [14], car les seuls (ou presque) financements internationaux à s'être matérialisés sont américains [15]. Ces fonds sont

14. Le plan Colombia a d'ailleurs été rebaptisé *Andean Counterdrug Initiative* en mars 2001.

15. Sur le total de 7,5 milliards de dollars que l'ensemble de la communauté internationale s'était engagée à apporter au début du plan, un peu plus de 2 milliards ont été effectivement déboursés entre 2000 et 2003, presque exclusivement sous forme d'aide militaire par les États-Unis. La Colombie est devenue le troisième récipiendaire mondial d'aide américaine après Israël et l'Égypte.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h40. © La Découverte

pour l'essentiel destinés à la répression antidrogue sous forme d'équipements – en armes américaines – ainsi que d'appui et de formation des forces militaires et policières colombiennes – par quelque 1 000 « conseillers » américains, dont nombre sont employés par des entreprises privées sous contrat avec le Pentagone. En dépit des gardes-fous juridiques disposés par le Congrès, sur le terrain la frontière entre opérations antidrogue et opérations antiguérilla a rarement été plus respectée que les droits de l'homme [Human Rights Watch, 2001 ; Transnational Institute, 2003, p. 9]. Mais, depuis le 11 septembre 2001 et la requalification par Washington des guérillas colombiennes en « organisations narcoterroristes » [Laniel, 2003], c'est en toute légalité que les armes officiellement destinées à combattre les stupéfiants sont employées contre des opposants politiques. Autrement dit, dans un des pays au monde où la répartition des richesses est la plus inégalitaire, les mouvements de guérilla apparaissent désormais comme de purs acteurs criminels et leurs revendications, notamment en matière de redistribution des revenus et de développement social, sont délégitimées. Il est clair que la politique américaine « antidrogue » en Colombie vise en fait la pacification violente d'un pays doté de ressources naturelles abondantes et essentiel au succès de la ZLEA.

Géoéconomie de la drogue

Si la consommation et le commerce des drogues sont entrés de plain-pied dans la modernité au cours du XX^e^ siècle, lorsque certaines d'entre elles ont été frappées d'interdit à l'échelle mondiale, leur entrée dans la modernité s'est donc également traduite par l'accentuation d'un clivage opposant le Nord au Sud, le monde développé au monde en voie de développement. En effet, les conceptions les plus courantes ont longtemps défini le Nord comme consommant les drogues produites au Sud. La géographie de la drogue venait donc encore approfondir les contrastes entre les deux mondes, accentuant d'autant plus la nature inégale des relations Nord-Sud. De fait, à l'instar d'autres flux, de réfugiés ou de valeurs financières, le trafic de drogues illicites procède d'une géographie des inégalités mondiales (mais aussi régionales et locales) dont il souligne d'ailleurs constamment les répartitions, les variations et les évolutions.

Mais les évolutions récentes de la production, du trafic et de la consommation de drogues illicites tendent très nettement à bouleverser la nature des rapports Nord-Sud, la géopolitique mondiale des drogues et les idées reçues. Si, en effet, le Sud comprend toujours les principaux producteurs-exportateurs de drogues dans le monde, il en est aussi devenu, au cours de la dernière décennie, un consommateur majeur. Le Nord, lui, ne se contente plus de consommer mais produit également des drogues de synthèse et du cannabis, dans des proportions parfois très impor-

Hérodote, n° 112, La Découverte, 1er trimestre 2004.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h40. © La Découverte

tantes (aux États-Unis notamment). La production, le trafic et la consommation des drogues illicites, mais aussi les lois et les instances qui, après avoir défini le caractère légal ou non de certaines substances, sont censées servir à les contrôler, procèdent aussi d'une logique mondiale mettant en jeu des facteurs multiples et interdépendants, à différentes échelles de temps et d'espace.

Toutefois, bien que nombre de pays du Nord comme du Sud soient désormais reconnus comme étant à la fois producteurs, consommateurs et pays de transit, il n'en reste pas moins que les écarts grandissants auxquels il nous est donné d'assister à l'échelle mondiale entre les plus riches et les plus pauvres continuent de dynamiser tant la production que le trafic de drogues illicites. Que ce soit en Afghanistan, au Congo ou en Colombie, les paysans n'ont souvent guère d'autre alternative économique que celle consistant à cultiver pavot, cannabis ou coca, seules productions agricoles de rente qui, dans les contextes économiques et politico-territoriaux particulièrement difficiles qui sont les leurs, leur permettent de survivre à des déficits alimentaires souvent structurels. Rares sont d'ailleurs les cultures de substitution qui, dans leurs contextes de conflits armés, de profond sous-développement infrastructurel et de stagnation économique, peuvent procurer des revenus compétitifs.

Les enseignements de la géopolitique des drogues en Asie

Pour comprendre certaines des mécaniques fondamentales de la géopolitique des drogues illicites, l'Asie, où l'on peut estimer qu'est né le narcotrafic international et où, avec l'opiomanie chinoise, la plus importante toxicomanie de masse est apparue, fournit un espace géographique de référence riche d'enseignements [Chouvy, 2003 [16]]. On trouve en effet au cœur du continent asiatique les deux espaces majeurs de production illicite d'opiacés au monde. Nichés aux extrémités orientale et occidentale de la chaîne himalayenne, dans des régions dont la centralité géographique dispute à la marginalité politique, les espaces dits du « Triangle d'or » et du « Croissant d'or » sont la source de l'immense majorité de l'opium produit illégalement dans le monde et de l'héroïne qui alimente les principaux centres de consommation de la planète, depuis l'Amérique du Nord jusqu'au Japon et à l'Australie, en passant par l'Europe et l'Asie elle-même. Le Triangle d'or *stricto sensu* est cet espace de culture commerciale du pavot à opium qui, en Asie du Sud-Est continentale, correspond aux régions frontalières contiguës de la Birmanie, du Laos et de la Thaïlande, cette dernière ayant toutefois réduit efficacement une telle production sur son territoire. Quant au Croissant d'or, il est, de

16. Voir l'article du même auteur dans ce même numéro.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h40. © La Découverte

façon similaire, à cheval sur les régions frontalières de trois pays limitrophes, l'Afghanistan, l'Iran et le Pakistan, même si, là encore, l'Iran a éradiqué toute production commercialement significative et si le Pakistan a récemment diminué la sienne de façon drastique. Mais le développement d'une telle production dans ces deux régions et leur concentration récente en Birmanie et en Afghanistan sont nettement moins traditionnels qu'il n'y paraît de prime abord. Les émergences du Triangle d'or et du Croissant d'or sont en effet le produit d'une histoire ancienne et complexe dans laquelle la géographie, le commerce et la politique ont d'abord favorisé la culture d'une plante, avant d'imposer et d'étendre le commerce de ses produits, bruts et dérivés.

La géographie et l'histoire des drogues illicites sont profondément ancrées dans les dynamiques anciennes et actuelles du processus de mondialisation. Des premières diffusions des « plantes mères » des trois principales drogues illicites naturelles – *Cannabis sativa* pour le cannabis, *Erythroxylon coca* pour la coca et *Papaver somniferum* pour l'opium – à la constitution des économies mondiales de leurs produits dérivés – schématiquement des régions de production des pays du Sud jusqu'aux centres de consommation des pays du Nord –, la mondialisation a joué un rôle incontournable. Le cas du pavot à opium fournit à ce titre un exemple éloquent des relations dynamiques qui ont existé et qui persistent entre l'économie politique et la géographie des drogues illicites d'une part et la mondialisation d'autre part. En effet, la diffusion du pavot a vraisemblablement bénéficié des premières expansions humaines en Europe et en Asie. Ensuite, certaines des premières dynamiques de la mondialisation *stricto sensu* se sont alimentées, au moins pour partie, de l'économie de l'opium, et l'ont stimulée.

Si l'on peut donc estimer que le trafic international et même la géopolitique des drogues illicites sont nés en Asie, dans le contexte des rivalités économiques et stratégiques qui opposèrent l'Empire britannique à l'Empire du Milieu, il apparaît aussi que le narcotrafic a procédé de certains processus de mondialisation parmi les plus anciens et les plus récents. Il s'est d'ailleurs bel et bien ancré dans la mondialisation moderne des échanges, notamment en se développant dans les espaces de dépression économique et politique que le monde recèle sur tous les continents. Mais il est un aspect de la mondialisation qui a ses origines au début du XIX^{e} siècle et dont les conséquences – sur les conditions politiques, économiques et territoriales qui ont permis la production, le trafic et la consommation des drogues illicites – sont incontournables pour comprendre la situation mondiale actuelle.

En effet, les deux principaux pays producteurs illicites d'opiacés au monde, l'Afghanistan et la Birmanie, sont – ou ont été jusqu'à récemment pour le premier – deux États parias mis au ban de la communauté internationale. La prohibition, en plus d'y avoir rentabilisé le commerce illicite, y a aussi justifié l'imposition de sanctions et d'embargos. Ces derniers deviennent à leur tour des facteurs aggravants

Hérodote, n° 112, La Découverte, 1er trimestre 2004.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h40. © La Découverte

du recours à l'économie des drogues illicites, la répression permettant à ceux qui parviennent à l'éviter d'engranger de substantiels profits.

L'Afghanistan et la Birmanie ont en effet tous les deux connu une considérable augmentation, voire une explosion, de leurs productions respectives d'opiacés qui a correspondu à l'ouverture ou à la réouverture (potentielles) du pays au commerce extérieur et à l'économie de marché. Dans les deux pays, la réouverture des axes de communication externe, vers l'Asie centrale et la Chine, se sont traduits par l'accroissement significatif du narcotrafic le long de ces routes d'un certain renouveau commercial. Dans les deux pays, les régimes au pouvoir ont clairement toléré le développement de l'économie de la drogue, et ils en ont bénéficié, au moins par la taxation (taxes islamiques pour les talibans : *zakat*, *ushr*) et les accords de cessez-le-feu (entre la junte birmane et certains groupes armés, notamment la *United Wa State Army*). La communauté internationale, en imposant leur isolement économique et diplomatique, en faisant de ces deux pays des États parias, n'a pas résolu les problèmes qu'elle voulait résoudre. S'il n'existe certes pas de lien causal direct et absolu entre l'isolement diplomatique de l'Afghanistan et de la Birmanie et l'augmentation de leurs productions de drogues illicites, il est néanmoins permis de penser que les sanctions qui leur ont été imposées ont pu encourager le recours à l'économie de la drogue par des populations et dans des pays de plus en plus isolés. La politique internationale d'isolement de la Birmanie et de l'Afghanistan n'ayant pas semblé avoir un effet positif sur leurs conflits internes, sur l'état des questions démocratiques et des droits de l'homme, ou sur celui de la production de drogues, il est alors permis de penser que, dans une certaine mesure, isolement et sanctions n'ont d'incidence que sur les conséquences engendrées par les situations, et non pas sur leurs causes. Ainsi, si l'isolationnisme historique dont la Birmanie et l'Afghanistan ont fait preuve a certainement pu y favoriser le développement de l'économie des drogues illicites, l'isolement international, lui, l'a sans aucun doute encouragé.

En Afghanistan comme en Birmanie, donc, l'économie de l'opium affiche une très nette dimension politique, géopolitique même. Les contextes politiques y prévalent en effet très nettement, ou peuvent y prévaloir, sur les conditions économiques, ainsi que les coïncidences entre les occurrences politiques majeures – dans les deux pays ou dans ceux du Croissant d'or et du Triangle d'or –, et les évolutions des productions tendent clairement à le montrer. Le marché de l'opium relève d'une problématique géopolitique à part entière et son développement, positif ou négatif, relève plus de facteurs politiques qu'économiques dès lors que ce sont les rapports de forces et les relations de pouvoir entre les différents acteurs (commandants locaux afghans, junte birmane et rébellions armées), et leurs traductions territoriales, qui déterminent l'étendue et l'intensité des productions.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h40. © La Découverte

D'autre part, de la même façon qu'il a pu être dit que la drogue était le nerf de la guerre et qu'elle pouvait en devenir son enjeu [Labrousse, 1996], si en Birmanie les décisions politiques majeures ont très nettement contribué à l'augmentation de la production d'opium, c'est, comme désormais en Afghanistan, la prépondérance économique et stratégique de l'opium, son importance en tant qu'outil de négociation et de tractation, qui définissent en partie la latitude des décisions politiques qui peuvent être prises par les différents acteurs du système, qu'il s'agisse des États, des organisations internationales, ou encore des narcotrafiquants. Le dilemme est le même pour la junte birmane que celui qui existait pour le régime taliban en Afghanistan, où les impératifs de politique intérieure sont incompatibles avec ceux de la politique extérieure. Ne pas s'allier aux armées ethniques et/ou narcotrafiquantes en Birmanie, ou s'aliéner les paysans producteurs d'opium en Afghanistan, reviendrait tout simplement, pour les pouvoirs en place, à échanger un semblant d'autorité interne contre une reconnaissance externe partielle et à la valeur toute relative sur la scène géopolitique intérieure. On peut observer, à travers ces exemples, que des décisions politiques ont très clairement rythmé le développement de la production d'opiacés. En effet, les conditions économiques et les motivations que ces décisions politiques ont pu susciter ont encouragé sinon provoqué un recours à l'économie de la drogue.

L'importance du facteur politique dans le développement de l'économie des drogues illicites, donc, est d'autant plus évident que si la production, le commerce et la consommation sont frappés d'illégalité, c'est avant toute autre chose en raison de l'application mondiale des logiques prohibitionnistes. En effet, le « régime global de prohibition des drogues » a en quelque sorte rentabilisé le recours à l'économie des drogues illicites, en Afghanistan et en Birmanie certes, mais aussi dans nombre d'autres pays [Aureano, Chouvy, 2001].

La prohibition, ses instruments et son instrumentalisation

Quintessence de l'économie informelle puisque économie illégale, certes, mais concernant des produits illicites, l'économie des drogues illicites est clairement le résultat de l'intervention étatique à l'échelle mondiale. Ethan A. Nadelmann explique en effet comment la place de l'État et de la loi, des normes internationales, constitue un aspect fondamental de la problématique des drogues (licites et illicites) dans le monde d'aujourd'hui [Nadelmann, 1992, p. 537-552].

D'une part, les « régimes globaux de prohibition » des drogues témoignent de la nature des relations Nord-Sud dès lors que l'on prend conscience que « la construction des normes internationales constitue un enjeu et un instrument de pouvoir de certains d'entre eux, notamment du Nord sur le Sud » [Nadelmann, 1992,

Hérodote, n° 112, La Découverte, 1er trimestre 2004.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h40. © La Découverte

p. 537-552]. D'autre part, phénomène politique par excellence et fondamentalement à l'origine de l'ampleur prise par l'économie illégale des drogues illicites, la prohibition, en imposant le caractère illicite de certaines drogues et de leur commerce, « différencie cette activité des autres formes de capital : la rotation du capital est très élevée et les marges des bénéfices très importantes ». La prohibition permet de dégager des « profits élevés qui dynamisent l'économie de la drogue malgré son illégalité ; mais c'est aussi parce qu'elle est illégale et risquée qu'elle est hautement rentable » [Fonseca, 1992]. Ainsi, le commerce des drogues illicites procède d'une « économie dynamisée par la répression » [Choiseul-Praslin, 1991] alors que, comme le remarque justement Guillermo R. Aureano, la prohibition, elle, « procède d'un ensemble de décisions politiques, qui définissent la légalité ou l'illégalité d'une drogue, et déterminent donc ses conditions de production, celles de sa commercialisation et de son usage » [Aureano, 2001, p. 19]. La production, le trafic et la consommation de drogues ne se développent que lorsqu'elles bénéficient, à une échelle ou à une autre dans le monde fini qui est le nôtre, de conditions politiques qui leur sont favorables [Chouvy, 2001, p. 69-86], ainsi que l'histoire de l'industrie pharmaceutique ne cesse de l'indiquer.

La prohibition telle que nous la connaissons actuellement est l'aboutissement d'un processus historique dont les origines remontent au début du XX^e siècle, lorsqu'un régime international de contrôle des drogues s'est mis en place sous l'impulsion des États-Unis *(cf. supra)*. Là encore, l'adoption des logiques et des politiques prohibitionnistes a procédé des dynamiques de la mondialisation, en l'occurrence de certaines formes d'impérialisme, culturel (moral et éthique), économique, législatif et militaire. Désormais, à l'échelle mondiale, les normes en matière de drogues illicites relèvent de l'adoption de trois textes par les Nations unies, la Convention unique sur les stupéfiants de 1961, la Convention sur les substances psychotropes de 1971 et la Convention contre le trafic illicite des stupéfiants et des substances psychotropes de 1988 [17]. Enfin, diverses instances internationales appliquent les principes de ces traités, ou du moins tentent de les faire respecter : l'Organe international de contrôle des stupéfiants (OICS), et l'Organe pour le contrôle des drogues et la prévention du crime (ODCCP), dont dépend le Programme des Nations unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID). Il ne faut pas omettre, dans ce dispositif international de lutte contre les drogues illicites et leurs maux sanitaires et financiers associés, des institutions telles que l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Organisation internationale de la police criminelle (OIPC, ou Interpol), le Conseil de coopération douanière

17. Le texte des trois Conventions est disponible en ligne : http ://www.undcp.org/un_treaties_and_resolutions. html (page consultée le 28 mai 2002).

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h40. © La Découverte

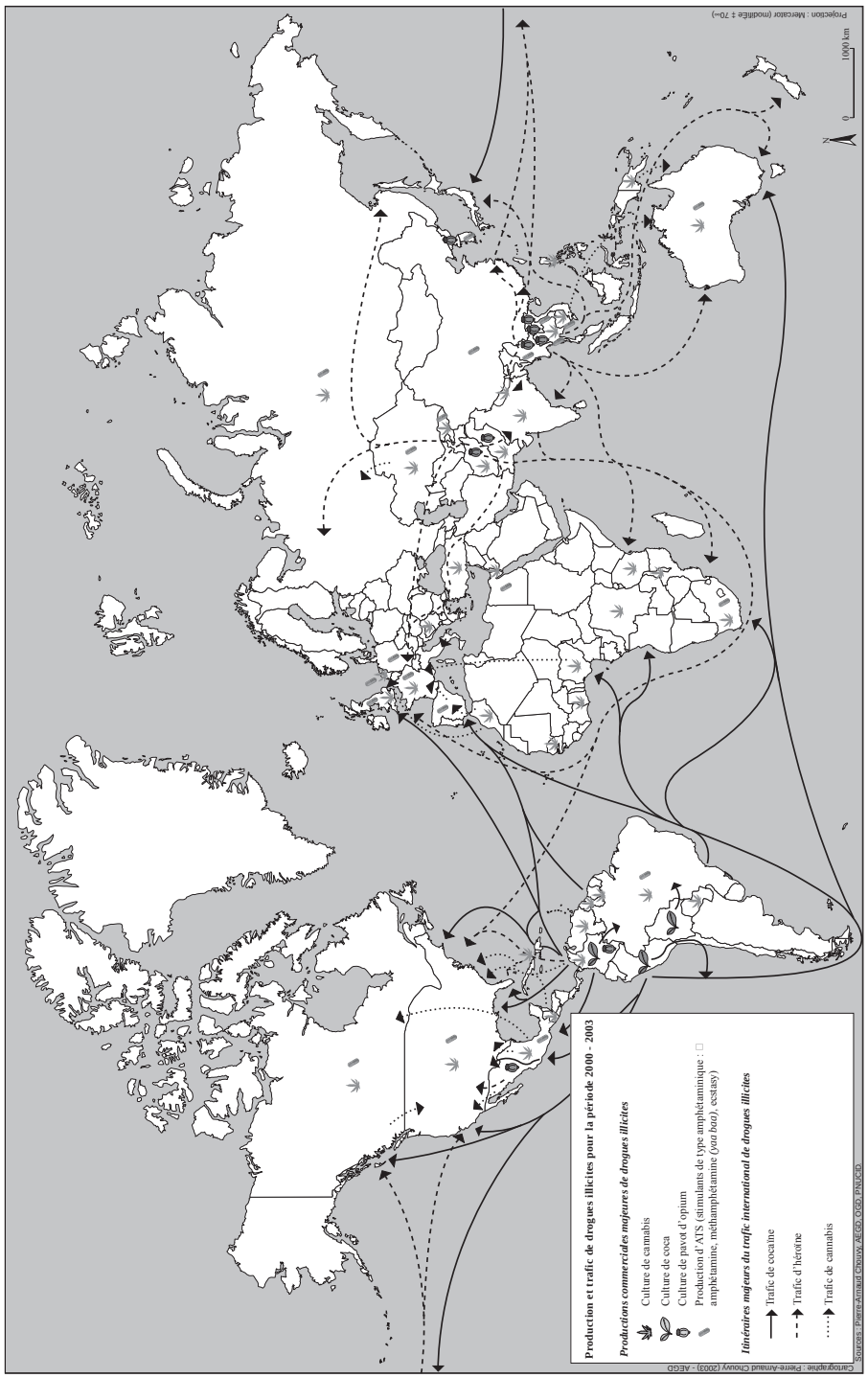
(CCD) et le Groupe d'action financière internationale (GAFI, créé par le G-7). Certes, organisations nationales et régionales ne manquent pas non plus dans ce paysage législatif et répressif avec, par exemple, pour l'Asie, l'Office of Narcotics Control Board (ONCB) thaïlandais et la Shanghai Cooperation Organization (SCO, anciennement Shanghai Five) qui réunit la Chine, le Kazakhstan, le Kirghizstan, l'Ouzbékistan, la Russie et le Tadjikistan.

Mais la forme actuelle la plus virulente, et visiblement la moins efficace, de mise en œuvre de la prohibition est certainement la « guerre à la drogue » des États-Unis. Inventée au début des années 1970 par l'administration Nixon, elle s'est transformée en un instrument de politique intérieure majeur aux États-Unis sous Reagan au début des années 1980. Cette politique s'est vue largement décriée pour ses conséquences néfastes par de nombreux universitaires, médias et associations de défense des droits de l'homme et des droits civiques. Furent notamment dénoncés ses effets discriminatoires catastrophiques à l'encontre des catégories sociales les plus défavorisées et des minorités ethniques. Il a été ainsi démontré que la « guerre à la drogue » a largement contribué à l'explosion sans précédent de la population carcérale américaine. Plus de 2,1 millions de personnes sont actuellement enfermées dans des milliers de geôles, dont près de 300 sont aux mains d'intérêts privés, un peu partout aux États-Unis. Et comme plus de la moitié des prisonniers sont des Noirs, de nombreux Américains sont convaincus que la « guerre à la drogue » est un moyen implicite de ségrégation raciale. Ses détracteurs font valoir que la « guerre à la drogue » s'attaque aux symptômes les plus visibles de l'« apartheid social », de la pauvreté et de la répartition inégale des richesses qui règnent aux États-Unis, mais en aucun cas à leurs causes, qu'elle ne fait que renforcer. Ils relèvent aussi que l'ampleur des moyens alloués à la mise en application des lois antidrogue contraste fortement avec l'indigence de la lutte contre le blanchiment d'argent et la criminalité financière (y compris après le 11 septembre 2001, malgré la rhétorique politique), et que les financements de la « guerre à la drogue » ont été pris sur les budgets de l'éducation, de la santé et des affaires sociales [Laniel, 2003a]. En Amérique latine, cette « guerre à la drogue » est avant tout perçue comme un instrument de domination, d'ingérence et de recyclage des armées locales, en mal de mission après la disparition de la menace communiste. Avec, là encore, une kyrielle de violations des droits de l'homme. Si encore ces « effets pervers » étaient le prix de l'efficacité... Mais malgré un budget de plusieurs milliards de dollars en augmentation constante depuis vingt ans (20 milliards de dollars en 2003, dont 90 % dépensés aux États-Unis mêmes), et quoi qu'en disent ses promoteurs, la « guerre à la drogue » n'est pas parvenue à réduire la consommation et le trafic de drogues de manière significative. Quant à la production de drogues, en Amérique latine comme dans le reste du monde, elle a plus que doublé en vingt ans.

Hérodote, n° 112, La Découverte, 1er trimestre 2004.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h40. © La Découverte

PRODUCTION ET TRAFIC DE DROGUES ILLICITES POUR LA PÉRIODE 2000-2003



Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h40. © La Découverte

Conclusion

Les drogues illicites font donc plus que jamais partie du processus de mondialisation, qu'il s'agisse des trafiquants bénéficiant directement de la prohibition ou des États qui, en menant leur « guerre à la drogue », profitent indirectement de l'opportunité que leur production et leur commerce fournissent à leurs interventionnismes respectifs. En effet, la guerre à la drogue est maintenant menée par de nombreux États à l'échelle mondiale, depuis l'Amérique latine jusqu'en Asie, en passant par l'Europe et l'Afrique. Elle est désormais d'autant plus justifiée, ou du moins perçue comme telle par les États, qu'elle est considérée comme le corollaire indispensable de la guerre contre le terrorisme, une autre activité transnationale que la mondialisation et les rapports de forces quasi impériaux qui ont été les siens jusqu'à la fin de la guerre froide ont grandement facilitée.

La problématique des drogues illicites est donc particulièrement riche d'enseignements dans un monde dont l'interdépendance se fait croissante et dans lequel les disparités et les inégalités sont de plus en plus révélées et exploitées par les dispositifs transnationaux qu'acteurs étatiques et non-étatiques élaborent. En effet, la géographie des drogues illicites est à considérer au regard de celle de la distribution mondiale et asymétrique du pouvoir, des richesses et des revenus, et de ses impacts sur les crises et les conflits. Quant à la mondialisation, elle contient de façon croissante, à travers les inégalités qu'elle engendre, mais aussi à travers l'imposition d'un régime global de prohibition, les germes et les conditions du recours à l'économie des drogues illicites.

Références bibliographiques

AUREANO G. R., « L'État et la prohibition de (certaines) drogues », *CEMOTI*, n° 32, dossier « Drogue et politique », coordonné par Guillermo AUREANO et Pierre-Arnaud CHOUVY, 2001, http ://www.ceri-sciencespo.com/publica/cemoti/presente.htm.

AURIN M., « Chasing the Dragon : The Cultural Metamorphosis of Opium in the United States, 1825-1935 », *Medical Anthropology Quarterly*, 14 (3), 2000.

BECKER H., *Outsiders*, Métailié, Paris, 1985 (1963).

BERTRAM E. *et al.*, *Drug War Politics : The Price of Denial*, University of California Press, Berkeley, 1996.

BONNIE R. *et al.*, *The Marijuana Conviction : A History of Marijuana Prohibition in the United States*, Lindesmith Center, New York, 1999 (1974).

BOUSTANY A., *Histoire des paradis artificiels*, Hachette, Paris, 1993.

CHOISEUL-PRASLIN C.-H., *Drogue, une économie dynamisée par la répression. La marée blanche*, Presses du CNRS, Paris, 1991.

CHOUVY P.-A., « L'importance du facteur politique dans le développement du Triangle d'or et du Croissant d'or », *CEMOTI*, n° 32, dossier « Drogue et politique », 2001.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h40. © La Découverte

–, *Les Territoires de l'opium*, Olizane, Genève, 2003.
COPPEL A., *Consommation : les paradis artificiels sont-ils éternels ?*, *in* Guy DELBREL, *Géopolitique de la drogue*, CEID, La Découverte, Paris, 1991.
COURTWRIGHT D. T., *Forces of Habit. Drugs and the Making of the Modern World*, Harvard University Press, Cambridge, 2001.
DAVENPORT-HINES R., *The Pursuit of Oblivion. A Social History of Drugs*, Phoenix, Londres, 2001.
DUDOUET F. X., *La Politique internationale des drogues, 1921-1999*, thèse de doctorat, L'Harmattan, Paris, 2004, à paraître.
–, « De la régulation à la répression des drogues. Une politique publique internationale », *Les Cahiers de la sécurité intérieure*, n° 52, 2e trimestre 2003.
EPSTEIN, J., *Agency of Fear : Opiates and Political Power in America*, Verso, New York, 1990 (1977).
FONSECA G., « Économie de la drogue : taille, caractéristiques et impact économique », *Revue tiers monde*, t. XXXIII, n° 131, « Drogues et développement », 1992.
GOOTENBERG P., *Cocaine : Global Histories*, Routledge, New York, 1999.
HUMAN RIGHTS WATCH, *« The Sixth Division ». Military-Paramilitary Ties and US Policy in Colombia*, New York, septembre 2001 (www.hrw.org/reports/2001/colombia/).
JOXE A., *Voyage aux sources de la guerre*, PUF, Paris, 1991.
LABROUSSE A., KOUTOUZIS M., *Géopolitique et géostratégie des drogues*, Economica, Paris, 1996.
LANIEL L., « The Relationship between Research and Drug Policy in the United States », *Globalisation, Drugs and Criminalisation*, UNESCO, Paris, 2002.
–, « La guerre à la drogue aux États-Unis après le 11 septembre », *Diplomatie*, n° 1, janvier-février 2003a.
–, « Le tout-carcéral ne paie plus », *Alternatives internationales*, n° 6, janvier-février 2003b.
LEVINE H., « The Discovery of Addiction : Changing Conceptions of Habitual Drunkenness in America », *in Journal of Studies on Alcohol*, vol. 38, n° 1, janvier 1978.
LEWIN L., *Phantastica. L'histoire des drogues et de leur usage*, Éditions Josette Lyon, Paris, 1996 (1924).
MANERO E., *L'Autre, le même et le bestiaire. Les représentations stratégiques du nationalisme argentin*, L'Harmattan, Paris, 2002.
MCCOY A., *CIA Complicity in the Global Drug Trade,* Lawrence Hill Books, Chicago, 2003
MUSTO D., *The American Disease : The Origins of US Narcotics Control*, Oxford University Press, New York, 1987 (et autres éditions).
NADELMANN E. A., « Régimes globaux de prohibition et trafic international de drogue », *Revue tiers monde*, t. XXXIII, n° 131, « Drogues et développement », 1992.
PELT J.-M., *Drogues et plantes magiques*, Fayard, Paris, 1984.
POWELL P., *La Guerra Chichimeca (1550-1600)*, Fondo de Cultura Económica, Mexico, 1996 (*Soldiers, Indians and Silver*, 1975).
SCOTT P., MARSHALL J., *Cocaine Politics, Drugs, Armies and the CIA in Central America*, University of California Press, Berkeley, 1991.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h40. © La Découverte

TRANSNATIONAL INSTITUTE, « Forward Operating Locations in Latin America : Transcending Drug Control », *TNI Briefing Series*, n° 8, septembre 2003.
ZINBERG N., *Drug, Set, and Setting : The Basis for Controlled Intoxicant Use*, Yale University Press, New Haven, 1984.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h40. © La Découverte

Drogues illicites, territoire et conflits en Afghanistan et en Birmanie

*Pierre-Arnaud Chouvy**

En Asie, le « Triangle d'or » (*stricto sensu* les espaces frontaliers contigus de la Birmanie, du Laos et de la Thaïlande) et le « Croissant d'or » (*stricto sensu* ceux de l'Afghanistan, de l'Iran et du Pakistan) sont les deux espaces actuels de production illicite d'opium. Certes, des surfaces cultivées en pavot à opium existent également en Inde, où la production est légale puisque à usage pharmaceutique, ainsi qu'en Chine et en Asie centrale, où elle est illégale, mais elles n'ont pas l'importance de celles d'Asie du Sud-Est et d'Asie du Sud-Ouest, que ce soit en termes de superficie, de potentiel commercial ou d'impact géopolitique.

Au sein de ces deux espaces, ce sont la Birmanie et l'Afghanistan qui sont les plus importants producteurs illicites d'opium et d'héroïne au monde, le Laos arrivant en troisième position (120 tonnes d'opium récoltées sur 12 000 hectares). Ainsi, en 2003, la Birmanie est le deuxième producteur illicite d'opium, avec 810 tonnes (62 000 hectares), derrière l'Afghanistan qui, avec ses 3 600 tonnes (80 000 hectares), a produit les trois quarts de l'opium illicite mondial [1]. Les raisons d'un tel développement des économies illégales dans les deux pays sont,

* Pierre-Arnaud Chouvy est géographe chargé de recherches au CNRS (UMR 8586 PRODIG). Ses recherches portent sur les territoires en crise d'Asie et les activités illicites qui y ont cours. Il est l'auteur de deux ouvrages : *Les Territoires de l'opium. Conflits et trafics du Triangle d'or et du Croissant d'or*, aux éditions Olizane (Genève, 2002) ; et, en collaboration avec Joël MEISSONNIER, *Yaa Baa. Production, trafic et consommation de méthamphétamine en Asie du Sud-Est continentale*, aux éditions L'Harmattan-IRASEC (Paris-Bangkok, 2002). Il produit www.geopium.org, où nombre de ses articles peuvent être consultés.

1. Chiffres correspondant aux estimations moyennes faites annuellement par le Programme des Nations unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID) dépendant de l'Office contre la drogue et le crime (UNODC).

Hérodote, n° 112, La Découverte, 1er trimestre 2004.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h41. © La Découverte

certes, multiples et complexes. Mais, à côté des dimensions plus strictement socio-économiques de tels phénomènes, il convient toutefois de souligner le rôle primordial que leurs contextes politico-territoriaux et leurs conflits armés pour le moins complexes ont joué depuis plusieurs décennies dans la pérennisation de telles productions [2].

Triangle d'or et Croissant d'or : des superpositions d'ensembles spatiaux multiples

L'Asie du Sud-Est et l'Asie du Sud-Ouest sont caractérisées, certes au même titre que d'autres régions, par l'imbrication et la superposition d'ensembles spatiaux multiples et variés : des ensembles spatialement délimités et de tailles différentes qui peuvent être définis et caractérisés par différentes variables, qu'elles soient physiques, économiques, culturelles, sociales, linguistiques, politiques ou encore territoriales. En effet, si l'on considère le cas de l'Asie du Sud-Est continentale, et plus spécifiquement les hautes terres de l'éventail nord-indochinois, le phénomène apparaît de façon très nette et dans toute sa complexité. Ici, une approche multiscalaire permet de distinguer une multitude d'aires ethniques, nationales, étatiques, religieuses et linguistiques dont l'enchevêtrement, l'imbrication et la superposition déterminent une richesse et une complexité quasiment inégalées dans le reste du monde. Rappelons que Georges Condominas caractérise la cartographie ethnolinguistique de l'Asie du Sud-Est de « tableau tachiste » [Barrau *et al.*, 1974, p. 10]. Et l'Asie du Sud-Ouest, qui est également caractérisée par les grandes complexité et richesse de la répartition spatiale de ses différentes composantes de population, a pareillement marqué les esprits de ses plus grands connaisseurs, parmi lesquels Louis Dupree. C'est ce dernier qui a exprimé la façon dont les populations afghanes rivalisent en variété ethnique, linguistique et physique avec celle de leur topographie [Dupree, 1980, p. 55]. Mais la confrontation de la carte ethnolinguistique à celle du relief, qui reste encore éminemment problématique et controversée en Afghanistan [Centlivres, 1988], a donné lieu à des remarques et questionnements particuliers en Asie du Sud-Est, où elle a « fait ressortir immédiatement une des caractéristiques essentielles de son peuplement : l'opposition entre les basses terres, domaine des grandes civilisations et des fortes densités, et les hautes terres, peu peuplées par des groupes ethniques éparpillés et d'une grande hétérogénéité » [Barrau, 1974, p. 10].

La superposition des ensembles spatiaux d'Asie du Sud-Est continentale forme en certains endroits un terrain propice au recours à l'économie de la drogue. Ainsi,

2. Pour plus de détails historiques et géographiques à propos du Triangle d'or et du Croissant d'or, voir [Chouvy, 2001, 2002, 2003a].

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h41. © La Découverte

le Triangle d'or, cet espace altitudinal, marginal, polyethnique et interétatique, est avant tout un espace de production illégale, un espace de culture répandue et pérennisée – mais somme toute récente – de pavot à opium. Il est surimposé à cette multitude d'ensembles spatiaux divers dont la réunion, la conjonction et même l'opposition font la nature et la spécificité. Il est cet espace dont l'unité est caractérisée et déterminée par une diversité prodigieuse, ce lieu d'intersection, de transition et de passage, de migration. Le Triangle d'or est tout autant lieu de rencontre que de division, il est composé d'autant d'ensembles spatiaux que de discontinuités spatiales qui les délimitent ou les marquent, lesquelles sont autant de fronts et de frontières. Outre la multiplicité de la superposition des ensembles spatiaux qui caractérise l'Asie du Sud-Est continentale en général et le Triangle d'or en particulier, l'inadéquation de la superposition de ces ensembles entre eux, leur discordance, se présente comme le problème majeur de la région et permet d'appréhender la réalité spécifique du Triangle d'or. De ses trois pays constitutifs, la Birmanie, le Laos et la Thaïlande, aucun ne possède cette superposition aboutie et primordiale des ensembles spatiaux étatique et national qui permet d'obtenir un État-nation. Les situations politico-territoriales des trois États, avec les revendications identitaires et territoriales de leurs populations frontalières, illustrent de façon significative le cas de ces « États non nationaux [qui] sont en effet assimilables à des systèmes spatiaux hétérogènes, et de ce fait, spatialement différenciés » [Foucher, 1991, p. 301].

Le cas du Croissant d'or est schématiquement comparable à celui de l'Asie du Sud-Est. Certes, les spécificités n'y sont pas les mêmes, qu'il s'agisse des données physiques, ethniques, linguistiques ou religieuses. Mais, nous l'avons dit, la richesse et la diversité des populations rappellent celles du Sud-Est asiatique, au même titre que le relief pour le moins tourmenté, même si les oppositions entre plaines et montagnes y sont différentes. Là aussi, une multiplicité d'ensembles spatiaux distincts et superposés les uns aux autres forme la structure spatiale sous-jacente de l'espace de production illégale du Croissant d'or. Qu'il s'agisse de l'Afghanistan, du Pakistan ou de l'Iran, le modèle unitaire de l'État-nation n'est pas réalisé et les frontières étatiques sont chevauchées par nombre d'ensembles spatiaux qui nient leur existence et légitimité mêmes. Ici, comme en Asie du Sud-Est, nombreuses sont les populations qui, nomades de surcroît, se sont vues divisées par l'imposition de frontières étatiques issues d'une modernité qui était restée inaccessible pour la grande majorité d'entre elles. Ainsi des Hmong et des Pachtoun ghilzaï [Canfield, 1986, p. 97 ; Edwards, 1977, p. 122 ; Ispahani, 1989, p. 141] par exemple, dont le mode de vie même a été profondément et brutalement remis en question par la surimposition à leurs espaces sociaux [3] respectifs du cadre territorial

3. Voir, pour une définition de l'espace social : C. Taillard, cité par Condominas [1980, p. 63].

Hérodote, n° 112, La Découverte, 1er trimestre 2004.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h41. © La Découverte

des États modernes d'Asie du Sud-Est et du Sud-Ouest. D'autres, sédentaires ou sédentarisés, comme les Shan et divers Pachtoun [Leach, 1954 ; Wilber, 1962, p. 43] des frontières birmano-thaïlandaise et afghano-pakistanaise, ont vu leurs territoires ethnolinguistiques divisés et leurs allégeances traditionnelles remaniées au profit des États modernes. À l'instar du Triangle d'or, le Croissant d'or est surimposé aux territoires que trois États avaient précédemment imposés aux populations locales. C'est en effet entre autres le Pachtounistan rêvé des Pachtoun et le Kalat (ou Baloutchistan) perdu des Baloutches qui, divisés entre l'Afghanistan, l'Iran et le Pakistan mais toujours incontrôlés, fournissent la colonne vertébrale des structures spatiales de l'économie de la drogue dans la région. En effet, c'est autour de ces régions frontalières et mal contrôlées que s'organisent les productions d'opium, qu'elles soient pakistanaises ou afghanes, tout comme le trafic, que celui-ci passe par les Baloutchistan iranien ou pakistanais. La structuration des zones de production et des axes du trafic par les frontières est un phénomène qui existe de façon très similaire dans les deux espaces de production du Triangle d'or et du Croissant d'or.

Les deux régions ont en commun le fait d'avoir bénéficié de l'intersection d'ensembles spatiaux multiples à différentes échelles et de toutes les discontinuités que cela a impliqué. Si les émergences respectives des deux espaces ont pu procéder de ces structurations spatiales, leurs acteurs directs ont quant à eux su en exploiter les faiblesses inhérentes. Ces caractéristiques spatiales, qui sont autant de contraintes pour les autorités étatiques, ont été judicieusement exploitées par différents acteurs, qu'ils soient simples cultivateurs de pavot à opium, narcotrafiquants, rebelles autonomistes et/ou communistes, ou tout cela à la fois. Les différents ensembles spatiaux qui, de façon entière ou partielle, composent le Triangle d'or et le Croissant d'or, ainsi que ceux, plus vastes, dans lesquels les deux espaces sont englobés et dont ils sont partie intégrante, permettent donc d'appréhender certaines des réalités passées, présentes et à venir de la narcoéconomie en Asie. Car, en effet, comme le note de façon théorique J.-M. Hoerner à propos de ce qu'il nomme des « territoires empilés », « cet empilement des espaces doit être considéré comme un emboîtement discordant, dans la mesure où ceux-ci ne sont pas toujours correspondants. Par ailleurs, cet empilement doit également tenir compte des différents temps du monde : longs, quand les évolutions sont lentes, et plus courts, lorsqu'il s'agit des temps de crise par exemple » [Hoerner, 1996, p. 11].

Hérodote, n° 112, La Découverte, 1er trimestre 2004.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h41. © La Découverte

Frontières, fronts et discontinuités spatiales

À l'instar de certains territoires, les espaces du Triangle d'or et du Croissant d'or ne se définissent pas tant par des frontières que par des réseaux et des flux. Ils sont moins caractérisés par des frontières étatiques que par leur superposition, en tant qu'ensembles spatiaux, à ces mêmes frontières [4]. La frontière, ou la division qu'elle représente dans l'espace physique et juridique [Weiner, 1987, p. 34], détermine la nature de l'espace considéré, en l'occurrence frontalier. En effet, la frontière ne doit pas être réifiée, mais doit être considérée comme tout ou partie de « l'enveloppe linéaire d'ensembles spatiaux de nature politique, dans le cadre desquels on décidera que, selon les circonstances, la frontière sera fermée ou ouverte, la ligne perméable ou étanche » [Foucher, 1991, p. 45]. Si l'imposition d'une frontière a une influence sur l'espace qu'elle divise, sur ceux qu'elle sépare, ceux-ci, selon leur nature physiographique, démographique, économique comme politique, peuvent également déterminer la nature de la frontière [5]. Elle peut être ouverte ou fermée et laisser passer ou s'opposer au passage de flux divers et variés, licites et illicites. Ainsi, comme le remarque J. R. V. Prescott, la frontière doit être considérée dans le contexte des États qui la flanquent, en ce que la ligne-frontière *(border)* et la région-frontière *(frontier)* influencent et le paysage dont elles sont parties constituantes, et les politiques de ces mêmes États [Prescott, 1965, p. 90 ; Thongchai Winichakul, 1994 p. 70, 76]. Toutefois, si l'ouverture ou la fermeture d'une frontière relèvent de la décision de l'État, leur respect, en particulier celui de sa fermeture, dépend plus des espaces frontaliers et étatiques qui la flanquent et des populations qui y demeurent.

Dans des espaces de production illicite comme ceux du Triangle d'or et du Croissant d'or, les frontières étatiques, comme les routes, sont souvent fermées pour interdire le développement de flux illégaux de produits illicites (et même licites dans le cas de la contrebande). La volonté d'interdiction d'accès, unilatérale ou non, comme le contournement des mesures adoptées dans ce but, résultent alors ici des caractéristiques fondamentales des espaces concernés. Les acteurs du Triangle d'or et du Croissant d'or exploitent donc l'existence et la nature des frontières étatiques auxquelles les deux espaces sont surimposés. Les frontières peuvent en effet être d'autant plus exploitées qu'elles sont la matérialisation de

4. « Dans le tiers monde, l'espace est souvent réticulaire, plus fondé sur les réseaux que sur des territoires fermés » [Hoerner, 1996, p. 27, note 9].

5. Pour M. Foucher, « les frontières ne séparent pas seulement des espaces, des États, mais aussi... des "temps socio-culturels" radicalement distincts » [Foucher, 1991, p. 36].

Hérodote, n° 112, La Découverte, 1er trimestre 2004.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h41. © La Découverte

véritables discontinuités spatiales. C'est la non-homogénéité de l'espace (ici particulièrement du point de vue économique, politique et juridique), confirmée, augmentée ou créée par l'imposition de frontières, qui fait que toute discontinuité spatiale, séparant et unissant, appelle au passage, au franchissement, à la mise en valeur des différences.

C'est précisément d'une organisation de l'espace basée sur la mise en valeur et l'exploitation des discontinuités spatiales et des frontières qu'ont procédé les émergences du Triangle d'or et du Croissant d'or. En effet, dès lors que les frontières matérialisent une discontinuité majeure au sein des conditions économiques, politiques et/ou juridiques, les activités de production et les flux sont organisés par les acteurs afin d'exploiter ces valences différentielles, c'est-à-dire « les puissances d'attraction ou de répulsion d'un objet ou d'une activité [6] ». Ainsi, dans le cas d'une économie de production illicite qui est tolérée, ou même taxée, par les autorités d'un côté d'une frontière (Afghanistan ou Birmanie) et qui est sévèrement réprimée comme parfois aussi taxée de l'autre côté (entre autres : Pakistan, Thaïlande, mais aussi Iran ou Chine), la valence positive, ou puissance d'attraction, concerne l'activité de production dans les premiers pays, et la commercialisation et la consommation du produit dans les seconds. Si la frontière et la limite territoriale et juridique qu'elle représente peuvent autoriser une production illicite d'un côté, son franchissement illégal augmente alors d'autant plus la valeur du produit illicite. Les narcotrafiquants expérimentent donc une valence positive croissante au fur et à mesure du franchissement des multiples frontières étatiques, phénomène que l'on observe aisément à travers l'effet de multiplication des prix qui s'opère entre les étapes de production et de consommation. De fait, toute barrière incite à son franchissement, tout interdit à sa transgression [Schendel, 2000, p. 7].

Mais les frontières étatiques ne sont pas les seules discontinuités spatiales à présenter une réelle pertinence lors de l'analyse des espaces du Triangle d'or et du Croissant d'or. Nous l'avons dit, les deux espaces peuvent en effet être appréhendés à travers la superposition discordante de multiples ensembles spatiaux aussi distincts que variés, comme à travers la grande richesse de leurs niches écologiques et économiques. Ces ensembles spatiaux et ces niches présupposent au moins autant de discontinuités spatiales, plus ou moins matérialisées et inscrites dans l'organisation de l'espace, qui peuvent être par exemple les limites des terroirs, des territoires, ou encore des espaces de relation : ainsi un enchevêtrement de discontinuités compose l'espace géographique [Gay, 1995, p. 41] et tout particulièrement ceux du Triangle d'or et du Croissant d'or. En effet, des discontinuités

6. Définition du *Grand Robert*.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h41. © La Découverte

spatiales majeures apparaissent dans l'organisation de l'espace des deux régions où les basses terres irriguées du Pendjab pakistanais et des riziculteurs thaï sont celles où sont installés les centres de pouvoir étatique et économique ; et où les collines et les montagnes réunissent les cultures de pavot des groupes tribaux, qu'il s'agisse des hautes vallées pachtoun de Dir ou des essarts des crêtes hmong de la région de Mae Hong Son. Elles n'opèrent donc pas seulement sur un plan horizontal mais également sur un plan vertical [Taillard, 1995, p. 164]. Les discontinuités spatiales sont nombreuses et peuvent n'apparaître que dans la gradation et la progressivité de la transition entre les différents espaces. Il en est ainsi par exemple des différences démographiques, économiques et politiques que l'observateur attentif peut déceler dans l'organisation de l'espace : les infrastructures de communication et les équipements médico-sociaux en sont des témoignages qui trompent rarement.

Les discontinuités spatiales sont donc constitutives de la nature et de l'organisation des espaces du Triangle d'or et du Croissant d'or. En effet, dans les deux espaces, les frontières, discontinuités spatiales par excellence, ont souvent été, et sont encore parfois en certains segments de leur tracé, de véritables fronts, c'est-à-dire les lignes d'affrontement. Mais, par rapport à l'acception originale du terme, les fronts ont changé. Ils ont subi l'évolution inverse de celle des frontières et des zones frontières : les zones frontalières de transition, non démarquées et délimitées, qui unissaient les différents espaces politiques d'Asie du Sud-Est continentale par exemple, sont devenues des lignes frontières, reconnues par des traités internationaux. Les fronts militaires, eux, ne serait-ce qu'avec les frappes aériennes, ont acquis une profondeur que les frontières ont perdue. Et cela est désormais d'autant plus vrai des fronts de la lutte contre la drogue (ou contre le terrorisme) dont les acteurs ne reconnaissent parfois même plus la frontière comme limite effective de juridiction. Les frontières qui séparent les pays constitutifs des espaces du Triangle d'or et du Croissant d'or ont été tournées en de véritables fronts de la guerre contre la drogue, à l'instar de celle qui existe entre l'Iran et l'Afghanistan et qui est matérialisée par des murs en béton armé, des fossés, des barbelés, des barrières électroniques et électrifiées, et même des champs de mines. Mais la constitution de la frontière en un tel front matériel n'a toutefois pas empêché la lutte antidrogue (et donc le front) d'atteindre une profondeur territoriale d'échelle nationale. En effet, la lutte contre le narcotrafic, si elle commence véritablement aux frontières des États concernés, et même si elle se trouve de plus en plus militarisée dans les faits comme dans les discours (« guerre à la drogue », « menaces sécuritaires »), n'en reste pas moins une action qui s'exerce sur tout l'espace des entités politico-territoriales concernées ; d'un bout à l'autre du pays, d'une frontière à une autre : en Iran, de l'Afghanistan à la Turquie ou au Pakistan ; au Laos, de la Birmanie à la Thaïlande ou au Vietnam. Dans et pour les pays concernés, le front

Hérodote, n° 112, La Découverte, 1er trimestre 2004.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h41. © La Découverte

de la guerre contre la drogue, s'il commence et finit certes aux frontières interétatiques, est surtout caractérisé par sa profondeur territoriale. Il relève plus de la surface que de la ligne et se rapproche donc plus de la *frontier* que de la *boundary*, celle-ci n'étant de toute façon jamais aussi étanche et respectée que les acteurs étatiques le voudraient. Dans le contexte du narcotrafic, la notion de front est donc plus une représentation instrumentalisée par les acteurs des sphères politiques et sécuritaires, qu'une réalité pratique et opératoire, ainsi que la multiplication et la diversification des itinéraires du narcotrafic dans et autour des espaces transfrontaliers du Triangle d'or et du Croissant d'or l'ont montré au cours de la dernière décennie [Chouvy, 2002, p. 172-173].

Triangle d'or et Croissant d'or : des mosaïques territoriales

Le territoire revêt une importance toute particulière dans la définition et l'émergence des espaces du Triangle d'or et du Croissant d'or. Les deux espaces constituent en effet des « laboratoires vivants » de la géopolitique et de la géostratégie en Asie. Comme l'explique Yves Lacoste, le territoire est au centre de la géopolitique en tant que démarche scientifique [Lacoste, 1993, p. 3]. Les espaces du Triangle d'or et du Croissant d'or, lieux de rivalités de pouvoirs et théâtres d'affrontements historiques par excellence en Asie, soulèvent donc des problématiques territoriales autour de l'enjeu de la drogue et de ses ressources qui sont éminemment géopolitiques. Mais peut-on qualifier le Triangle d'or et le Croissant d'or, en premier lieu, de territoires, et enfin de territoires de l'opium ? On s'accorde généralement à penser que le territoire, au-delà de l'acception strictement éthologique du terme, est un espace approprié ou, comme le proposait A. Frémont, un espace-appropriation [Frémont, 1976, p. 80-82].

Le processus de territorialisation se manifeste, à travers les rivalités de pouvoirs qui s'exercent sur les territoires, d'une part dans le jeu multiple de la fluctuation des centres et des périphéries, et d'autre part dans la délimitation de frontières de natures différentes, étatiques ou non. En effet, « les territoires ont naturellement des limites et quand ils sont institutionnalisés, ces limites deviennent des frontières. [...] Quoi qu'il en soit, et surtout quelle que soit la nature de la frontière, il existe des territoires transfrontaliers... » [Hoerner, 1996, p. 189].

Le territoire est ainsi un espace approprié qui procède de la relation dialectique déterminante qui existe entre le politique, l'identitaire et le spatial. Se pose donc inévitablement, lors de la définition de la notion de territoire, la question primordiale de la nature de la relation qui existe entre l'État et la nation, de la concordance ou non des ensembles spatiaux étatiques et nationaux, sur un même territoire délimité par des frontières communes, l'État-nation étant une symbiose ethno-politique.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h41. © La Découverte

En effet, « l'État, c'est avant tout un territoire » [Hoerner, 1996, p. 98], l'aboutissement d'un processus de territorialisation, en ce qu'il est soumis à des forces centripètes (centralisation, uniformisation) et centrifuges (partition, morcellement du territoire par des allégeances identitaires multiples). La dynamique géopolitique, celle de l'État et du territoire, résulte en partie de « l'intervention de ce que l'on pourrait appeler des "acteurs non étatiques" ou des sous-systèmes », ethnies minoritaires ou majoritaires, dominées ou dominantes, communautés religieuses et linguistiques, clans, tribus, factions, clientèles, partis politiques minoritaires et diasporas [Foucher, 1991, p. 301-302].

Le Triangle d'or et le Croissant d'or peuvent-ils donc être caractérisés comme territoires à part entière ? Le Triangle d'or est caractérisé et peut être défini par l'activité économique qui, en valeur tout au moins, y prédomine : la culture illégale de pavot à opium et la production d'opium et d'héroïne. Cet ensemble spatial n'est bien sûr pas délimité de façon précise ou stable, tant les cultures et les laboratoires de transformation ont été déplacés au fur et à mesure de l'évolution historique des rapports de forces et de pouvoir inhérents à une région polyethnique et interétatique. On peut même dire que les expansions et translations des aires de production dans certains pays du Triangle d'or et du Croissant d'or ont été les corollaires de leurs contractions ou de leurs reculs dans d'autres : les productions d'opium en Birmanie et en Afghanistan se sont en effet d'autant plus développées qu'elles diminuaient en Thaïlande et au Pakistan.

Ce sont la production et la transformation illégales des opiacés qui font la spécificité du Triangle d'or et du Croissant d'or en tant qu'ensembles spatiaux, même si leurs appellations procèdent plus du phénomène des représentations que d'une réalité géographique précisément délimitable et cartographiable. Ils correspondent à des représentations spatiales, et surtout phénoménales, des réalités qui caractérisent un espace donné. Ils ne constituent pas chacun un territoire, ni ne sont composés d'un seul et unique territoire, puisqu'ils sont déjà surimposés aux entités politico-territoriales des États et à leurs frontières institutionnalisées. Quant aux territoires étatiques auxquels ces deux espaces sont surimposés, s'ils apparaissent comme les plus reconnus internationalement car les plus institutionnalisés, les autres types de territoire, issus de différents processus et degrés de territorialisation, sont tout aussi ancrés dans l'espace, sinon parfois plus. Ces territoires alternatifs peuvent même, dans certains cas, mettre en péril l'intégrité territoriale des États. Ainsi, par le conflit, les narcotrafiquants s'approprient et se soustraient même des territoires, des régions de culture du pavot, des zones de transformation de l'héroïne ou des couloirs d'exportation de leurs productions. Les armées ethniques autonomistes de la périphérie birmane affirment leurs ancrages territoriaux en justifiant leurs appropriations à travers la référence à une certaine unité ou homogénéité ethnique, linguistique, voire même religieuse ou

Hérodote, n° 112, La Découverte, 1er trimestre 2004.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h41. © La Découverte

idéologique. Et l'imposition aux minorités ethniques montagnardes de la religion bouddhiste et de la langue thaï, comme marqueurs de la nationalité et de la citoyenneté thaïlandaises, fournit un exemple d'un processus de territorialisation stato-national que l'on peut retrouver ailleurs qu'en Thaïlande. Ce qui est par exemple le cas des tentatives de pachtounisation qui ont caractérisé l'histoire afghane contemporaine, ou du processus de « talibanisation », véritable complexe ethnico-religieux d'un islam rigoriste teinté des principes du pachtounwali, qui se développe au Pakistan.

Le Triangle d'or et le Croissant d'or, en tant que territoires pluriels plus ou moins achevés, sont donc d'autant plus objets de rivalités de pouvoirs et sujets de nombreux rapports de forces. Les productions illégales dans ces deux espaces sont en effet rendues possibles en partie par cette agrégation, cette superposition discordante de multiples ensembles spatiaux qui tendent à s'inscrire de façon territoriale et à donner corps à autant de pouvoirs et contre-pouvoirs. Les espaces du Triangle d'or et du Croissant d'or sont donc autant caractérisés par leurs productions illégales que par ces territorialisations multiples. En effet, celles-ci, dans le cadre politico-territorial des États qui ne sont pas encore structurés en États-nations, remettent en cause l'équilibre fragile existant entre forces centripètes et centrifuges.

Il n'y a ainsi pas un seul territoire du Triangle d'or ou un seul territoire du Croissant d'or, mais deux ensembles spatiaux dont les aires de productions illégales fluctuent au gré de l'évolution des processus de territorialisation des États et des sous-systèmes ou acteurs non étatiques qui les composent. Le Triangle d'or originel, tel que ses productions l'ont ancré en Birmanie, au Laos et en Thaïlande, a effectivement changé de géométrie lorsque, en conséquence de l'affirmation du pouvoir politico-territorial de l'État thaïlandais, la culture du pavot a été quasiment éradiquée de la périphérie montagneuse du royaume pour ne subsister que de l'autre côté de la frontière interétatique, en Birmanie. La quête inachevée de l'unité politico-territoriale, et la plus ou moins grande résistance des minorités à cette quête, qui caractérisent l'histoire de la Birmanie depuis son indépendance, ont permis, à travers la conservation d'une complexe mosaïque territoriale dans la périphérie du pays, le développement de l'économie de l'opium que l'on connaissait encore en 2000. La même chose est vraie de la situation du Croissant d'or dont la croissance de la production d'opiacés a grandement bénéficié de ces multiples processus de territorialisation inachevés au Pakistan et en Afghanistan (notamment ceux de la guerre civile ou, plutôt, transnationale, en Afghanistan). Les problématiques territoriales complexes du Pakistan et de ses régions frontalières tribales avaient en effet permis une production d'opium et d'héroïne qui a désormais trouvé un terreau fertile dans l'imbroglio politico-territorial de l'Afghanistan voisin. Mais, par rapport à la complexité et à la diversité qui prévalent

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h41. © La Découverte

en Birmanie, en Afghanistan, où l'autorité des talibans était jusqu'à récemment affirmée dans près de 85 % du pays, une territorialisation plus unitaire y a vraisemblablement permis l'instauration et le respect (en 2000-2001 au moins) de la prohibition déclarée par l'*amir al-mu'minin* (commandeur des croyants), le mollah Omar, en juillet 2000 [Chouvy, 2003b ; 2003c]. Le territoire se trouve donc clairement au cœur de la problématique du développement de la production de plantes à drogues, mais plus en tant qu'espace-appropriation qu'en tant qu'espace approprié. Ce sont en effet les territorialisations incessantes et inachevées, non institutionnalisées, qui créent l'instabilité politico-territoriale sur laquelle prospèrent les productions du Triangle d'or et du Croissant d'or, et non pas les mosaïques territoriales en tant que telles [Chouvy, 2001, p. 69-86].

La territorialisation par, pour et contre l'opium : l'espace convoité

Dans le Triangle d'or et le Croissant d'or, les rivalités de pouvoirs et les rapports de forces qui s'exercent autour de la production d'opiacés et des revenus qu'elle permet de dégager entretiennent donc le dynamisme et la vitalité des processus de spatialisation et de territorialisation. En effet, l'espace y est perpétuellement soumis à appropriation, ou à réappropriation, par les acteurs de la scène « narcotique », qu'ils soient étatiques ou non : forces antidrogues des États (douanières, policières et militaires), organisations internationales (Nations unies) et non gouvernementales, armées ethniques autonomistes, narcotrafiquants, seigneurs de la guerre et commandants divers, rivalisent tous sur un même terrain afin d'y imposer leur autorité respective et leurs projets de développement contradictoires par, pour, ou contre l'opium et son économie illicite.

Si, dans les espaces du Triangle d'or et du Croissant d'or, la production d'opiacés semble donc avoir été permise par ces territorialisations multiples et concurrentes, cette même activité économique a également permis, entretenu et accru les processus de territorialisation. L'opium et ses revenus sont devenus le moyen et la fin, ou but, de la territorialisation en y jouant un rôle qui est comparable à celui qu'il a intégré dans la conduite des conflits armés où, « du nerf de la guerre, la drogue tend... à en devenir l'enjeu » [Labrousse, 1996, p. 32]. En effet, l'opium et ses précieuses ressources ont indéniablement financé nombre de conflits d'Asie du Sud-Est et du Sud-Ouest, et donc permis, à travers les rivalités de pouvoirs et les rapports de forces qui s'exerçaient sur l'espace disputé, son appropriation et sa territorialisation. Les guerres d'Indochine et d'Afghanistan en fournissent des exemples éloquents, au même titre que les incessants conflits de type « civil » qui persistent en Birmanie et en Afghanistan (guerre civile à forte dimension transnationale). Mais, comme le montre l'évolution récente des conflits

Hérodote, n° 112, La Découverte, 1er trimestre 2004.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h41. © La Découverte

de Birmanie, la drogue est également devenue, du nerf de la territorialisation, son enjeu. Le conflit qui oppose les Wa de l'UWSA aux Shan de la SSA et les déplacements récents de populations tribales depuis la frontière chinoise vers celle de la Thaïlande apparaissent ainsi comme étant clairement motivés par l'appropriation de certaines des terres à pavot les plus réputées de la Birmanie orientale. Moteur de certaines territorialisations, l'opium peut même concurrencer le ressort du phénomène identitaire, ainsi que la transformation des guérillas ethniques autonomistes de Birmanie en guérillas de la drogue a pu le montrer. La drogue et ses profits y ont souvent été substitués à l'idéologie et à l'identitaire, comme ce fut le cas pour les Wa (UWSA) de la faction armée du Communist Party of Burma ou encore du « roi de l'opium » Khun Sa et de son armée dite « nationaliste » shan.

Mais, si à la territorialisation par l'opium s'ajoute donc celle pour l'opium, il en existe une tierce forme, construite cette fois contre l'opium. Le « fléau de la drogue », tel que le phénomène de la production et de la consommation est couramment représenté, constitue, en fonction de sa nature illicite (et non pas de façon intrinsèque), une double menace pour les États et les sociétés, l'une intérieure et l'autre extérieure. À ces menaces sécuritaires et sanitaires déclarées répond une « guerre à la drogue », d'inspiration et d'instigation principalement états-uniennes, dont l'échec maintes fois proclamé n'a pas néanmoins stoppé les efforts. Pour certains, même, cette « guerre à la drogue est en train de devenir l'un des principaux moyens légitimant l'accroissement de la capacité des États à intervenir dans les domaines nationaux et internationaux » [Veen, 1999]. H. T. van der Veen parle ainsi d'un « complexe de la drogue » qui réunirait toute la communauté d'intérêts du monde de la drogue, depuis les narcotrafiquants jusqu'aux appareils d'État et aux organisations internationales et non gouvernementales. Selon lui, les dynamiques qui se créent au sein et entre les forces sociales des deux côtés de la loi ne tendent pas à s'équilibrer, mais se renforcent plutôt les unes les autres, soit en agissant de concert, soit par le biais d'« interactions systémiques » [Veen, 1999]. La militarisation croissante à laquelle on assiste au sein de ce complexe de la drogue, du côté des forces de répression comme de celui des narcotrafiquants, crédite en effet cette approche de la réalité à plusieurs niveaux. La drogue, ici l'opium, a certes permis de financer la militarisation de certains groupes d'acteurs, étatiques ou non, et de régions d'Asie et du reste du monde. L'utilisation des revenus de la drogue par les talibans à travers la taxation des récoltes, le réinvestissement et le blanchiment de l'argent de la drogue en Birmanie, le bénéfice direct que font de nombreux acteurs non étatiques, en Afghanistan, au Pakistan, en Asie centrale, en Birmanie, en Thaïlande, de la production et du commerce de la drogue permettent le financement direct ou indirect d'une militarisation croissante des acteurs et des régions. Les forces antidrogues des États engagés contre l'économie de la drogue font quant à elles souvent mention de leur manque

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h41. © La Découverte

caractérisé de moyens financiers, matériels et humains. C'est ainsi le cas de l'Anti Narcotics Force pakistanaise ou, bien sûr, des unités antidrogues iraniennes dont les victimes de la guerre à la drogue se comptent par milliers.

L'État et ses appareils peuvent donc se trouver engagés dans un processus de territorialisation, ou de re-territorialisation, contre la « drogue » et contre les acteurs du narcotrafic. Les dynamiques et les motivations des territorialisations qui caractérisent les espaces du Triangle d'or et du Croissant d'or sont donc éminemment contradictoires puisqu'elles se font soit par et pour l'opium, soit contre celui-ci. Les rivalités de pouvoirs et les rapports de forces qui s'exercent autour des espaces de production d'opium, d'héroïne, et désormais de méthamphétamine (en Asie du Sud-Est), se traduisent donc par des processus de territorialisations multiples et contradictoires qui sont la caractéristique majeure des situations géopolitiques. Si, comme nous l'avons établi, il n'y a pas un territoire du Triangle d'or ou du Croissant d'or, il n'y a pas non plus de territoire de l'opium *stricto sensu*, mais de multiples territoires dont l'existence est permise par, pour ou contre l'opium. Mais au-delà des aspects territoriaux de la production d'opium, il y a des terroirs qui sont définis par les qualités physiques particulières des régions de production comme par la qualité des produits obtenus : ainsi, par exemple, de l'opium du Kokang, tellement réputé. Le territoire occupe néanmoins une place centrale dans la compréhension de la géopolitique des drogues, dès lors qu'il ne semble pas pouvoir exister de production de drogues illicites sans appropriation (souvent par spoliation) de l'espace. On ne peut donc parler de territoires de l'opium que dans le sens où l'espace de production est convoité. Et le territoire, espace approprié, ou espace-appropriation, devient systématiquement espace convoité lorsqu'il donne l'accès à l'opium et à ses revenus.

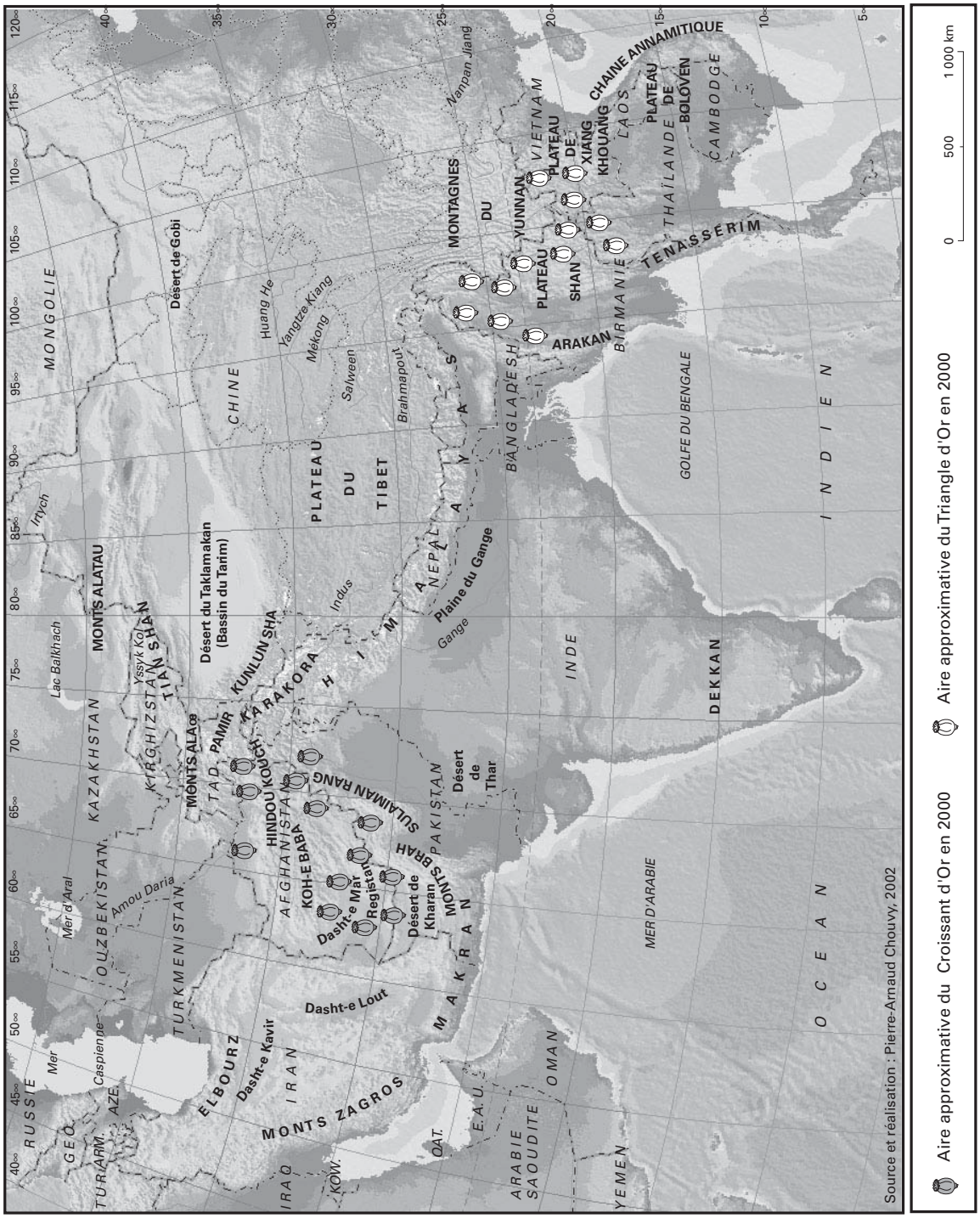
La structuration de l'économie de la drogue par la guerre

Dans la mesure où, à travers leurs territorialisations multiples, les cas afghan et birman nous révèlent la très forte relation qui existe entre l'économie de la drogue et l'économie de la guerre, il apparaît nécessaire d'appréhender la logique sous-tendant l'interpénétration de ces deux économies complémentaires. La question n'est pas ici de déterminer quelles ont pu être les causes fondamentales du déclenchement des conflits afghan et birman, mais quelles sont les relations causales entre l'économie de la drogue et l'économie de la guerre qui, considérées de façon comparative, peuvent nous permettre de confirmer l'hypothèse selon laquelle une certaine intensité et durée de conflit armé explique le recours à l'économie de la drogue et donc sa spatialisation particulière. Le facteur polémologique ne doit toutefois pas être ici considéré à l'exclusion des variables relatives au niveau de

Hérodote, n° 112, La Découverte, 1er trimestre 2004.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h41. © La Découverte

LE TRIANGLE D'OR ET LE CROISSANT D'OR DANS L'ASIE MONTAGNEUSE



Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h41. © La Découverte

développement et à l'ethnicité qui gardent une certaine validité quant à l'explication du déclenchement des conflits liés à l'économie de la drogue.

Ce ne sont pas tant la pauvreté ou le sous-développement qui provoquent, seuls, le recours à l'économie de la drogue, qu'une situation de conflit armé, elle-même déterminée, entre autres facteurs, par un important sous-développement corrélé avec une diversité ethnique hiérarchisée [Elbadawi, 1999, p. 39]. En effet, sous-développement et, *a fortiori*, pauvreté constituent un terreau éminemment favorable au déclenchement des conflits ethniques et des guerres civiles qui, nous l'avons précisé, sont à leur tour les facteurs déterminants du recours à l'économie de la drogue. La pratique récemment adoptée par certains chercheurs [7], qui consiste à traiter, de façon empirique et à l'aide d'outils économétriques, les différentes variables communément considérées comme jouant un rôle déterminant dans le déclenchement des conflits de guerre civile, cherche à remettre en cause certaines conceptions politologiques, sociologiques, anthropologiques ou géographiques du phénomène polémologique [Collier, 2000]. Les travaux de Paul Collier, notamment, remettent en cause de façon empirique l'explication communément avancée selon laquelle une importante diversité ethnique constitue un terrain systématiquement favorable au déclenchement des guerres civiles [Collier, 2001], ainsi que celles des inégalités socio-économiques, de la répression politique et des divisions ethniques et religieuses [Collier, 2000]. L'auteur, et d'autres avec lui, estiment que c'est « la faisabilité de la prédation qui détermine le risque de conflit », et que, même si ce qu'il caractérise de griefs *(grievances)* sociaux, politiques et/ou économiques peut certainement générer d'intenses conflits politiques, et donc sociaux, ces mouvements de mécontentement ou de contestation ne se traduisent que rarement par une violence armée de type guerre civile [Collier, 2000]. Empiriquement, les griefs, même aggravés par une répartition inégalitaire de l'accès aux ressources politique, économique et sociale, déterminée par une importante stratification ethnique, ne sont pas systématiquement associés au déclenchement des guerres civiles de ces quarante dernières années.

P. Collier propose alors une « théorie du lucre » *(« greed » theory* [8]*)*, mettant l'accent sur le rôle primordial de la capacité à financer une rébellion, donc le déclenchement d'une guerre civile, qu'il oppose à une « théorie du grief » *(« grievance »*

7. Notamment Paul Collier, Anke Hoeffler, Mans Söderbom, Indra de Soysa, James D. Fearon, David D. Laitin. Voir http ://www.worldbank.org/research/conflict/index.htm.

8. Il a ici été fait le choix de traduire *greed* par « lucre » et *grievance* par « grief ». Les termes « avidité » et « cupidité » ont été considérés mais n'ont pas été retenus pour avoir été jugés trop péjoratifs et subjectifs. Le *Grand Robert* donne la définition suivante, moderne et également péjorative mais plus marquée par le caractère illicite du profit, de « lucre » : « Profit plus ou moins illicite dont on est avide. »

Hérodote, n° 112, La Découverte, 1er trimestre 2004.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h41. © La Découverte

theory) qui considère les variables de diversité ethnique, de répression politique et d'inégalité comme déterminantes. Il en vient, toujours de façon empirique, à observer et à conclure que, dans les mécanismes déclencheurs des guerres civiles, « le lucre prime sur le grief [9] ». Il rationalise ainsi le déclenchement d'une guerre civile en avançant que toute entrée en rébellion est soumise à l'obtention préalable de moyens financiers permettant un financement plus ou moins autonome du groupe concerné, et que les opportunités de financement constituent le facteur clé du déclenchement d'une guerre civile. Il insiste notamment sur l'importance de la possibilité de prédation opérée par une rébellion sur des ressources naturelles qui, à la différence des richesses issues des structures industrielles de production, permettent d'autant plus son financement qu'elles sont localisées en zones rurales et souvent dans des régions dominées par les groupes entrés en rébellion. Cet aspect proprement géographique est aussi particulièrement souligné par James D. Pearon et David D. Laitin qui détaillent comment des groupes ethniques minoritaires disposeront d'autant plus de moyens financiers et stratégiques pour entrer en rébellion qu'ils possèdent et maîtrisent des bases régionales principalement rurales et caractérisées par un terrain « difficile », à forte couverture forestière par exemple, mais surtout au relief tourmenté [10]. Les trois auteurs considèrent bien sûr aussi l'existence transfrontalière de groupes identitaires apparentés, ou encore celle de diasporas ou de communautés expatriées, comme financièrement favorables à la rébellion [Pearon, Laitin, 1999, 2000]. L'existence de gouvernements hostiles peut bien sûr aussi contribuer au financement des rébellions, qu'il s'agisse de leur déclenchement ou de leur perpétuation, ainsi que le soutien que l'Inde et la Birmanie ont apporté à leurs minorités transfrontalières respectives a pu le montrer [11].

La théorie du lucre est basée sur une approche pragmatique et économique du phénomène de guerre civile qui prend en compte avant tout sa viabilité, sa faisabilité économique, à travers les dialectiques, qui se recoupent entre elles, des coûts et des bénéfices, ainsi que des contraintes et des préférences [Collier, 2000].

9. « We find that greed considerably outperforms grievance. » [Collier P., Hoeffler A., 2001.]

10. M. Z. Ispahani [1989, p. 140] mentionne le cas de figure afghan tel que perçu par un acteur notoire de la guérilla moudjahidin, Gulbuddin Hekmatyar : « Mountains are our "forests"... Just as the Americans could not compete with the Vietnamese in the jungle, the Russians will fail in the mountains. »

11. Les aides financières étrangères sont particulièrement importantes dans le déclenchement des guérillas ou des guerres civiles, comme le rôle des États-Unis, de l'Arabie saoudite et du Pakistan a pu le montrer lors du *djihad* afghan, ou encore lors du soutien chinois aux PC d'Asie du Sud-Est et en particulier à celui de Birmanie. La cessation de ces aides et soutiens s'est à chaque fois traduite par un recours à l'économie de la drogue, tant en Afghanistan qu'en Birmanie.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h41. © La Découverte

Il faut que le groupe donné, qu'il possède déjà ou non un grief suffisamment motivant et justificateur, connaisse de fortes préférences pour l'entrée en rébellion, en conflit contre l'État, et fasse l'expérience de faibles contraintes de la part de celui-ci. Mais, bien sûr, ses propres conditions économiques et politiques peuvent également être appréhendées à travers une grille de lecture préférences/contraintes, le coût, financier, social et politique, de la guerre devant logiquement être inférieur aux bénéfices qu'elle peut procurer. C'est précisément là que la variable « ressources naturelles » intervient en tant que déterminant principal d'une entrée en rébellion, l'appât du gain, licite ou illicite (que ce soit la ressource ou son exploitation qui soit illicite), le lucre, y jouant un rôle central. À l'instar de l'explication causale par la pauvreté qui peut être faite du recours à l'économie de la drogue, l'explication du recours à la rébellion armée par la théorie du grief n'est pas satisfaisante dès lors qu'il est aisément observable que ni la pauvreté ni les griefs n'expliquent de façon systématique le recours à l'une ou à l'autre des deux stratégies [Collier, 2001]. Mais, quelle que soit sa validité quant à l'explication du déclenchement des guerres civiles, contestable par les approches politiques et ethnologiques des conflits, la théorie du lucre reste intéressante dès lors qu'elle permet d'appréhender la pérennisation des conflits de guerre civile, la prédation par les groupes rebelles des ressources leur procurant des revenus devenant, « du nerf de la guerre », leur enjeu.

Dès lors qu'il existe d'une part une forte corrélation entre l'économie de la guerre – ici en l'occurrence civile – et celle de la drogue, et qu'il existe d'autre part une relation déterminante entre un fort potentiel de prédation des ressources et le déclenchement et la prolongation d'un conflit, c'est la troisième relation – celle qui existe entre la « théorie du lucre » et l'économie de la drogue – qui permet d'appréhender les logiques concourantes de l'économie de la guerre et de celle de la drogue. Les exemples des conflits afghan et birman, ainsi que le rôle que l'économie de la drogue a joué dans leurs perpétuations respectives, illustrent très clairement ce système et sa logique récurrente. Et ce au même titre bien sûr que le rôle joué par la guerre dans le développement et la pérennisation des espaces de production illicite du Croissant d'or et du Triangle d'or et plus particulièrement en Afghanistan et en Birmanie. Il n'est pas ici question d'avancer que les conflits afghan et birman sont le résultat de considérations économiques de type prédatrices et cupides puisque, en effet, ainsi que l'exprime G. Bouthoul, « il ne faut pas confondre l'aspect économique des conflits avec leur nécessité ou leur fatalité économique » [Bouthoul, 1991, p. 226]. D'autant plus que, dans le cas des conflits afghan et birman, on connaît bien les conditions de leurs déclenchements respectifs, le rôle de l'intervention soviétique en Afghanistan (qui n'est pas à proprement parler une guerre civile, même si la fragmentation politique afghane d'avant-guerre est loin d'être exempte de responsabilités, mais un conflit

Hérodote, n° 112, La Découverte, 1er trimestre 2004.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h41. © La Découverte

d'instrumentalisation transnationale) [Rubin, 2001] et celui du conflit postcolonial en Birmanie (qui correspond déjà plus à un conflit de type « guerre civile »). Il s'agit plutôt de montrer l'intégration du recours à l'économie de l'opium dans les stratégies d'autofinancement de belligérants qui, dans les deux pays, ont vu disparaître leurs subsides étrangers. Quels qu'aient été les motivations et les griefs ayant initié les conflits politiques dans les deux pays, le financement de leurs conflits respectifs, et *a fortiori* celui de leurs perpétuations, a impliqué le recours à l'économie de la drogue qui, à son tour, concurremment nerf et enjeu des conflits, a ancré ensemble et pérennisé les territoires de la guerre et de l'opium.

Ainsi que tend à le démontrer la quinzaine de cessez-le-feu passés entre la junte birmane et les rébellions ethniques, les considérations nationalistes, indépendantistes et autonomistes qui animaient et motivaient ces dernières dans leur lutte armée contre l'État ont fini par céder face aux opportunités économiques que permettait la négociation. Si le lucre (en l'occurrence celui permis par le libre commerce, notamment celui des opiacés) semble bien avoir primé sur les griefs dans les logiques ayant mené à la signature des cessez-le-feu, il est en tout cas évident que les bénéfices d'une paix négociée au détriment du règlement des griefs originels se sont révélés plus attractifs que les coûts d'une guerre prolongée et apparemment sans issue militaire favorable aux groupes insurgés. L'instrumentalisation des Wa de la UWSA par la junte, comme celle de la junte par la UWSA d'ailleurs, fournit un exemple probant du rôle moteur de l'économie de la drogue dans la logique politico-territoriale du conflit birman ; l'importance des préférences et des bénéfices que présente l'engagement conflictuel étant évidente pour la junte comme pour les Wa, alors que les contraintes et les coûts se révèlent presque inexistants, à court terme du moins. Là encore, et de façon on ne peut plus claire, la théorie du lucre se révèle particulièrement pertinente.

Quant à la production d'opium afghan dans des régions majoritairement pachtounes, qui contrevient à une explication de type grief ethnique qui pourrait toutefois convenir au cas birman, elle s'intègre également dans cette logique triangulaire drogue-guerre-lucre selon laquelle la drogue a d'une part financé la poursuite d'un conflit que les financiers étrangers avaient abandonné (fin de la guerre froide) et a d'autre part alimenté la fragmentation politique, militaire et territoriale de l'Afghanistan entre 1989 et 1994-1996, lorsque les talibans ont fait irruption dans le paysage politico-militaire du pays. Les rivalités des nombreux partis de moudjahidin pendant la guerre puis celles des innombrables commandants après le retrait soviétique ont considérablement accentué le recours à l'économie de la drogue afin d'alimenter leurs luttes intestines [Rubin, 1995]. En Afghanistan, la fragmentation politique et militaire a permis un recours croissant à l'économie de la drogue qui a alors à son tour encouragé la logique du conflit et de la fragmentation : guerre et fragmentation se sont auto-entretenues grâce à

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h41. © La Découverte

l'économie de la drogue qui permettait le lucre et viabilisait l'économie de la guerre. Les talibans ont également profité de cette manne économique que représentait l'opium dans un pays en pleine déliquescence économique et dans lequel le coût instantané et cumulé de la guerre devenait de plus en plus lourd. Et ils ont surtout toléré et tacitement consenti à l'explosion de la production en 1999, dans le cadre de ce qui était très probablement une stratégie d'obtention d'un soutien populaire intérieur financé par l'opium. Logiquement, le rapport coût/bénéfice et contrainte/ préférence était particulièrement attractif pour le nouveau régime.

Si les causes du recours massif à l'économie de la drogue en Birmanie et en Afghanistan peuvent être trouvées dans les situations conflictuelles qui l'alimentent, lesquelles ont été initiées au plan politique par l'existence de griefs de diverses natures (nationaux, religieux, ethniques, sociaux...), ces mêmes situations conflictuelles en sont venues à ne plus exprimer lesdits griefs mais à traduire des rivalités de pouvoir et de forces qui s'exprimaient sur les ressources et les revenus que la drogue (et, en général, la contrebande) constitue et permet. En Afghanistan comme en Birmanie, les griefs ont cédé le pas au lucre, à l'attrait du profit illicite, au sein des logiques du recours à l'économie de la drogue. La production de drogue a pu bénéficier dans les deux pays des mêmes conditions favorables à son développement que la guerre civile : elle a joui, considérant l'effet de système qui lie l'économie de la guerre à celle de la drogue, d'une forte préférence à leur recours et, compte tenu du peu d'emprise de l'État ou du gouvernement sur le territoire « national », d'une faible contrainte y contrevenant.

Références bibliographiques

BARRAU J., BERNOT L., CHIVA I., CONDOMINAS G., « Introduction », *Études rurales, Agricultures et sociétés en Asie du Sud-Est continentale*, 1974, n° 53-56.

BOUTHOUL G. (1951), *Traité de polémologie. Sociologie des guerres*, Payot, Paris, 1991.

CANFIELD R. L., « Ethnic, Regional, ans Sectarian Alignments in Afghanistan », in A. BANUAZIZI et M. WEINER, *The State, Religion, and Ethnic Politics. Afghanistan, Iran, Pakistan*, Syracuse University Press, New York, 1986.

CENTLIVRES P., CENTLIVRES-DEMONT M., *Et si on parlait de l'Afghanistan ?, Éditions de la Maison des sciences de l'homme*, Paris, 1988.

CHOUVY P.-A., *L'Importance du facteur politique dans le développement du Triangle d'or et du Croissant d'or*, CEMOTI, juillet-décembre 2001, n° 32, p. 69-86.

–, « Les itinéraires majeurs du narcotrafic en Asie », *in* M. FOUCHER (dir.), *Asies nouvelles*, Belin, Paris, 2002a.

–, *Les Territoires de l'opium*, Olizane, Genève, 2002b.

–, « Géopolitique des drogues illicites en Asie », *Hérodote*, n° 109, 2003a, p. 163-189.

–, « Les aléas de la production d'opium et des pouvoirs en place en Afghanistan, des talibans au gouvernement », www.diploweb.com, mai, 2003b.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h41. © La Découverte

–, « The Ironies of Afghan Opium Production », *in Asia Times* (www.atimes.com), 17 septembre 2003c.

COLLIER P., *Economic Causes of Civil Conflict and their Implications for Policy, Economics of Civil War, Crime, and Violence Research Project, Policy Research on the Causes and Consequences of Conflict in Developing Countries*, World Bank, Washington, 2000, 23 p., http ://www.worldbank.org/research/conflict/index.htm

COLLIER P., HOEFFLER A., *Greed and Grievance in Civil War, Economics of Civil War, Crime, and Violence Research Project, Policy Research on the Causes and Consequences of Conflict in Developing Countries*, World Bank, Washington, 2001, 41 p., http ://www.worldbank.org/research/conflict/index.htm.

COLLIER P., HOEFFLER A., SÖDERBOM M., *On the Duration of Civil War, Economics of Civil War, Crime, and Violence Research Project, Policy Research on the Causes and Consequences of Conflict in Developing Countries*, World Bank, Washington, 1999, 21 p., http ://www.worldbank.org/research/conflict/index.htm.

CONDOMINAS G., *L'Espace social à propos de l'Asie du Sud-Est*, Flammarion, Paris, 1980.

DUPREE L., *Afghanistan*, Princeton University Press, Princeton, 1980.

EDWARDS M. E., BAUMANN J.-B., « Eye for an Eye : Pakistan's Wild Frontier », *National Geographic*, janvier 1977.

ELBADAWI I. A., *Civil Wars and Poverty : the Role of External Interventions, Political Rights and Economic Growth*, Conference on « Civil Conflicts, Crime and Violence », World Bank, 1999.

FOUCHER M., *Fronts et Frontières*, Fayard, Paris, 1991.

FRÉMONT A., *La Région, espace vécu*, Flammarion, Paris, 1976.

GAY J.-C., *Les Discontinuités spatiales*, Economica, Paris, 1995.

HOERNER J.-M., *Géopolitique des territoires. De l'espace approprié à la suprématie des États-nations*, Presses universitaires de Perpignan, Perpignan, 1996.

ISPAHANI, M. Z., *Roads and Rivals : the Politics of Access in the Borderlands of Asia*, I. B. Tauris & Co Ltd Publishers, Londres, 1989.

LABROUSSE A., KOUTOUZIS M., *Géopolitique et géostratégie des drogues*, Economica, Paris, 1996.

LACOSTE Y., *Dictionnaire de géopolitique*, Flammarion, Paris, 1993.

LEACH E., *Political Systems of Highland Burma : A Study of Kachin Social Structure*, The London School of Economics and Political Science, G. Bell and Sons, Londres, 1954.

PEARON J. D., LAITIN D. D., *Weak States, Rough Terrain, and Large-Scale Ethnic Violence Since 1945*, Annual Meetings of the American Political Science Association, 2-5 septembre 1999, Altanta, GA, et Conference on The Economic of Political Violence, 18-19 mars 2000, Center of International Studies, Princeton University, 52 p.

PRESCOTT J. R. V., *The Geography of Frontiers and Boundaries*, Aldine, Chicago, 1965.

RUBIN B. R., GHANI A., MALEY W., ROY O., *Afghanistan : Reconstruction and Peacebuilding in a Regional Framework*, *KOFF Peacebuilding Reports*, Centre pour la promotion de la paix, Fondation suisse pour la paix (FSP), 2001.

RUBIN B. R., *The Fragmentation of Afghanistan : State Formation and Collapse in the International System*, Yale University Press, New Haven/Londres, 1995.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h41. © La Découverte

SCHENDEL W., VAN ABRAHAM I., *Beyond Borders : (Il)licit Flows of Objects, People, and Ideas*, Social Science Research Council, Discussion Paper, New York, 2000.

TAILLARD C., *Le Laos, enclave ou carrefour*, *in* B. ANTHEAUME, J. BONNEMAISON, M. BRUNEAU, C. TAILLARD, *Asie du Sud-Est, Océanie, Géographie universelle*, Reclus, Paris, 1995.

THONGCHAI WINICHAKUL, *Siam Mapped, A History of the Geo-body of a Nation*, Silkworm Books, Chiang Maï, 1994.

VEEN, H.T. van der, 1999, *The International Drug Complex*, CEDRO (Centre for Drug Research), Amsterdam, http ://www.frw.uva.nl/cedro/

WEINER M., *Political Change : Asia, Africa, and the Middle East*, *in* M. WEINER, S. P. HUNTINGTON, *Understanding Political Development*, Prospect Heigths, Waveland Press, 1987.

WILBER D. N., *Afghanistan, its People, its Society, its Culture*, Human Relation Area Files Press, New Haven, 1962.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h41. © La Découverte

Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien,
N°35, janvier-juin 2003

LA PRODUCTION ILLICITE D'OPIUM EN AFGHANISTAN DANS LE CONTEXTE DE L'ENCLAVEMENT, DE L'ISOLEMENT ET DE L'ISOLATIONNISME

Pierre-Arnaud CHOUVY

Résumé : L'Afghanistan est enclavé et a longtemps été isolé. Certains de ses dirigeants ont même eu recours à un certain isolationnisme. Du carrefour continental que le pays avait pu être, carrefour des routes du commerce comme de celles des invasions, l'Afghanistan est devenu à partir du XIX[e] siècle un Etat-tampon que des politiques restrictives de l'accès ont confiné dans un « angle » géographique et géopolitique. C'est dans ce contexte que, confronté à deux décennies de guerres qui ont considérablement accru son isolement international, le pays a ensuite connu un important développement de la production illicite d'opium et d'héroïne.

L'Afghanistan est un pays dont le territoire est enclavé. Certes, nombre d'autres pays du monde sont enclavés eux aussi mais l'Afghanistan, lui, doit principalement son enclavement aux rivalités impériales russo-britanniques qui ont déterminé ses frontières internationales actuelles et en ont fait un Etat-tampon. Le pays a aussi connu la dialectique politico-territoriale de l'isolationnisme et de l'isolement. Par l'isolationnisme, certains de ses dirigeants, dont Abdul Rahman Khan (1844-1901), ont en effet tenté de résister aux influences étrangères qui interfèrent avec les processus politiques afghans depuis le XIX[e] siècle. Puis, ces influences eurent un rôle dans le déclenchement du conflit soviéto-afghan et donnèrent sa dimension transnationale jusqu'à la chute des *taliban* en 2001. Mais le pays a aussi connu l'isolement diplomatique, la communauté internationale ayant placé l'Afghanistan des *taliban* au ban des nations et lui ayant imposé sanctions et embargos, eu égard, notamment, à la situation des femmes afghanes, certes, mais aussi et surtout à la production illicite d'opiacés (opium et héroïne) et

aux camps d'entraînement terroristes que le pays abritait. L'enclavement du pays, certes, mais aussi et surtout son isolement, tant géographique que politique, ainsi que deux décennies de conflits, y ont profondément joué dans l'émergence et le développement de la production illicite d'opium.

Histoire succincte de l'économie des opiacés dans le Croissant d'Or

A la fin de la décennie 1970, en Asie du Sud-Ouest, le marché de l'opium connut de profonds bouleversements, la révolution iranienne de février 1979 imposant à terme une sévère prohibition de la production et de la consommation d'opiacés, et poussant de nombreux Iraniens à se réfugier au Pakistan où ils dynamisèrent le recours aux cultures de pavot à opium, resté jusque là peu important[1]. L'Iran, et avant lui, la Perse, avait longtemps été un producteur majeur d'opium mais également un grand pays consommateur. La nécessité de l'existence d'un marché noir en Iran fournissant les fumeurs d'opium se cumula avec l'interdiction de la production licite d'opium au Pakistan par le général Zia ul-Haq en 1978, ce qui, là aussi, eut pour effet de dynamiser le trafic d'opium à destination de l'Iran. Avec 800 tonnes, l'année 1979 se trouva être celle d'une très bonne récolte d'opium au Pakistan, au moment précis où l'Iran se fermait au commerce légal des opiacés, où la production pakistanaise était brutalement interdite et dégageait des excédents importants, et où l'Afghanistan était envahi par les troupes soviétiques et réorientait ses exportations de l'Iran vers le Pakistan. D'autre part, une forte sécheresse dans le Triangle d'Or (Birmanie, Laos, Thaïlande), de 1978 à 1980, permit à l'opium d'Asie du Sud-Ouest de fournir les marchés européen et états-unien. Toutes ces conditions réunies justifièrent la venue de chimistes du sud-est asiatique au Pakistan, où une importante proportion d'une production d'opium difficilement exportable en l'état put dès lors être transformée en héroïne[2]. La région comprenant l'Afghanistan, l'Iran et le Pakistan était désormais connue sous l'appellation de « Croissant d'Or », en référence à son *alter ego* d'Asie du Sud-Est continentale.

Les itinéraires du trafic d'opium empruntaient depuis le XIX[e] siècle les pistes caravanières des régions frontalières d'Afghanistan, d'Iran et du Pakistan, les régions de la *North West Frontier Province* (NWFP) et du

[1] La révolution iranienne permit d'abord un fort regain de la consommation d'opium, la prohibition imposée en premier lieu ayant été celle de l'alcool. Mais de nombreux producteurs d'opium fuirent néanmoins vers le Pakistan en redoutant une répression accrue.

[2] Voir Alfred McCoy, *The Politics of Heroin. CIA Complicity in the Global Drug Trade*, New York, Lawrence Hill Books, 1991, 634 p; Paul Stares, *Global Habit. The Drug Problem in a Borderless World*, Washington, Brookings Institution Press, 1996, 171 p; Lamont Tullis, *Unintended Consequences. Illegal Drugs & Drug Policies in Nine Countries*, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 1995, 227 p.

Baloutchistan devenant de véritables corridors du narcotrafic. Mais l'Iran, arrêtant sa production tout en conservant une importante consommation, se présentait alors comme la destination première des productions régionales en se transformant d'un pays exportateur en un pays importateur. On vit donc le trafic s'intensifier sur les frontières Iran – Afghanistan et Iran – Pakistan, atteignant d'une part le marché national et, d'autre part, les réseaux turcs de distribution vers l'Europe et les Etats-Unis. Le Pakistan fut également vite utilisé en tant que corridor d'exportation vers l'Inde et, *via* Karachi et la côte du Makran, vers le Moyen-Orient et l'Occident.

Jusqu'en 1979, les flux de l'opium passaient principalement par l'Iran qui était, depuis longtemps déjà, au cœur des réseaux d'exportation d'opium, son importante consommation drainant l'immense majorité des productions afghane et pakistanaise qu'elle avait contribué à développer. En plus de sa place historique en tant que pays de production, de consommation et d'exportation, l'Iran était devenu la seule voie de passage terrestre des exportations de l'Asie du Sud-Ouest vers l'Europe, depuis que la Russie impériale avait fermé ses frontières méridionales et que l'URSS les avaient scellées. Le Pakistan, de pays producteur et exportateur, allait également émerger comme pays de transit, de consommation et même d'importation. La consommation pakistanaise allait en effet exploser après 1979 et donc encore modifier les flux d'opiacés, toute la frontière occidentale du pays devenant, avec la guerre soviéto-afghane et la coopération de la *Central Intelligence Agency* (CIA) et de l'*Inter-Services Intelligence* (ISI) – les services secrets des Etats-Unis et du Pakistan – le lieu de tous les trafics et surtout de celui d'opium et d'héroïne. 1979 est l'année charnière à partir de laquelle s'est initiée la transformation de toute la narcoéconomie de la région, et préparés le développement du Croissant d'Or des décennies 1980 et 1990 et l'ouverture de « nouveaux » itinéraires à partir de 1991 au gré de l'émergence des axes centre-asiatiques du trafic[3].

L'Afghanistan est désormais, à la fin des années 1990 et au début du XXI[e] siècle, le premier producteur illicite d'opium au monde, avant la Birmanie. En 1999, lorsque les *taliban* étaient encore au pouvoir à Kaboul et qu'ils contrôlaient quelque 85 % du territoire afghan, le pays avait produit une récolte record de 4600 tonnes d'opium (2700 en 1998). Mais en 2001, à la suite de l'édit religieux proclamé en juillet 2000 par le mollah Mohammad Omar, commandeur des croyants et chef suprême des *taliban*, ce n'étaient plus que 185 tonnes qui étaient récoltées dans le pays, dont seulement 35 dans les zones sous contrôle *taliban* et 150 dans celles tenues par le Front uni (aussi appelé Alliance du Nord). L'édit proscrivant la culture du pavot à

[3] Pierre-Arnaud Chouvy, *Les territoires de l'opium. Conflits et trafics du Triangle d'Or et du Croissant d'Or*, Genève, Olizane, 2002, 539 p.

opium avait été largement suivi, permettant une réduction spectaculaire des récoltes, chose qui n'avait été réalisée nulle part au monde depuis l'éradication chinoise du début des années 1950. Toutefois, en 2002, après la chute des *taliban* en décembre 2001, l'Afghanistan du gouvernement de Hamid Karzaï a retrouvé sa place de premier producteur illicite d'opium au monde, avec 3400 tonnes[4].

Enclavement, isolement et isolationnisme

L'Afghanistan est enclavé, certes, puisqu'il est dépourvu de rivage maritime et que, dans son contexte régional, qu'il s'agisse de celui de l'Asie centrale, de l'Asie du Sud-Ouest ou de l'Asie du Sud, son territoire n'est que très mal desservi par les grandes voies de communication. Mais cet enclavement de l'Afghanistan n'a pas toujours été synonyme d'isolement géographique, sa localisation à l'ouest des obstacles majeurs que constituent la chaîne himalayenne et le plateau tibétain l'ayant longtemps consacré en tant que carrefour des célèbres routes de la soie mais aussi des invasions. Sa localisation stratégique a aussi en quelque sorte déterminé le rôle d'Etat-tampon qu'il allait jouer lors des rivalités du *Great Game* au XIX[e] siècle. Le cas afghan illustre, si besoin était, que l'enclavement, qui est déterminé autant en fonction des données géographiques que politiques, n'implique l'isolement que lorsque des contraintes d'ordre politique aggravent ou exploitent la localisation absolue d'un pays (au sein d'un continent, par rapport au relief, aux mers ouvertes). Ce sont les tracés frontaliers qui, en résultant de rapports de forces et de traités historiques, déterminent l'enclavement d'un pays donné. Sa localisation relative (par rapport aux autres pays) et la qualité des relations qu'il entretient avec ses voisins déterminent quant à elles le degré plus ou moins important de son isolement.

C'est le monarque afghan Abdul Rahman (r. 1880-1901) qui, pleinement conscient des menaces que constituaient les Empires russe et britannique pour son royaume, accepta que son pays joue un rôle d'Etat-tampon entre « le lion britannique » et « l'ours russe »[5] et que ses frontières soient donc définies en fonction d'intérêts extérieurs. Il développa une habile politique de neutralité vis-à-vis des Russes comme des Britanniques, tout en

[4] Pierre-Arnaud Chouvy, *op. cit.*, 2002, « Afghanistan's opium production rises post-Taliban », in *Jane's Intelligence Review*, Vol. 14, n° 12, juillet 2002, pp. 28-29; « Opiate smuggling routes from Afghanistan to Asia and Europe », in *Jane's Intelligence Review*, Vol. 15, n° 03, mars 2003, pp. 32-35.

[5] *Afghanistan was, as Amir Abdur Rahman delicately described it, "like a poor goat on whom the lion and the bear have both fixed their eyes"*: Mahnaz Z.Ispahani, *Roads and Rivals : The Politics of Access in the Borderlands of Asia*, Londres, I.B. Tauris & Co Ltd Publishers, 1989, p. 98.

bénéficiant du financement et de l'armement des seconds afin de mener à bien son impérialisme interne[6] et la construction d'un Etat-nation dominé par les Pachtouns. L'hostilité que les Afghans montraient envers les étrangers d'une part, et la xénophobie d'Abdul Rahman d'autre part, se traduisirent par l'émergence d'un Afghanistan moderne, celle d'un Etat-nation en construction sous la forme d'un Etat-tampon dont l'isolement et la neutralité étaient probablement la seule solution viable face aux menaces impérialistes russo-britanniques[7].

L'Afghanistan, dont l'isolement géographique était déjà déterminé par son enclavement et avait été accentué par la découverte et l'utilisation des routes commerciales maritimes à partir du XVI[e] siècle[8], allait devenir sous le règne d'Abdul Rahman Khan, et selon l'expression de M.Z. Ispahani, une « véritable antiroute ». A l'isolement géographique et conjoncturel (primauté des routes maritimes sur celles de la soie) de l'Afghanistan, Abdul Rahman allait ajouter une politique d'isolationnisme motivée par une xénophobie[9] et une grande méfiance à l'égard des Britanniques, des Russes et même des Perses chiites[10]. Afin de protéger son émirat des incursions étrangères, il décida en effet, dans le contexte de la transformation de l'Afghanistan en un Etat-tampon qui seyait aux deux rivaux impériaux, d'appliquer sur son territoire les politiques de l'accès, en l'occurrence de sa dénégation, que les partisans britanniques de la *Closed Border Policy* avaient initiées avant lui[11].

Les extrêmes difficultés de communication que présente le relief afghan constituaient un avantage certain pour Abdul Rahman qui estimait que l'invasion de son pays n'en serait que plus coûteuse et difficile pour les

---

[6] Barnett R. Rubin, *The Fragmentation of Afghanistan: State Formation and Collapse in the International* System, New Haven / London, Yale University Press, 1995, p. 48.

[7] *The practical result of the amir's xenophobic position was isolation... The isolation of the entire region was in no small part a result of the politics of the Great Game played by Russia and Britain*: Ralph H. Magnus, Eden Naby, *Afghanistan, Mullah, Marx, and Mujahid*, Boulder, Westview Press, 1998, pp. 36-37.

[8] Mahnaz N.Shahrani, "State Building and Social Fragmentation in Afghanistan, A Historical Perspective", in Ali Banuazizi & Myron Weiner, *The State, Religion, and Ethnic Politics. Afghanistan, Iran, Pakistan*, New York, Syracuse University Press, 1986, p 27.

[9] M.N.Shahrani, *op. cit.*, p. 39.

[10] *The heritage of xenophobia took form mainly in the nineteenth century as a reaction to the persistent interventions and invasions of the region by the British... and by the Russians...*: R.L.Canfield, "Ethnic, Regional, and Sectarian Alignments in Afghanistan" in Ali Banuazizi & M. Weiner, *The State, Religion, and Ethnic Politics, op. cit.*, p. 91. Eden Naby, "The Changing Role of Islam as a Unifying Force in Afghanistan", in Ali Banuazizi & Myron Weiner, *The State, Religion, and Ethnic Politics, op. cit.*, p. 149.

[11] *When members of the Forward School proposed a railroad linking Kandahar with Herat, Abdur Rahman reacted quickly and angrily: he refused even to consider the proposal. ... Abdur Rahman could choose to keep his country routeless so that its would remain free, and his own...*: Mahnaz Z. Ispahani, *op. cit.*, p. 99, p. 127.

Britanniques ou les Russes si aucune infrastructure n'existait pour faciliter une telle entreprise. Il décida donc, comme le fit aussi son fils Habibullah (r. 1901-1919) après lui, de sacrifier le développement économique de l'Afghanistan afin de le préserver des convoitises étrangères, optant pour une politique « d'isolement et de sous-développement délibéré »[12]. Confronté à la dialectique développement – sécurité, Abdul Rahman Khan fut contraint de transformer l'Afghanistan en Etat-tampon, d'accentuer son isolement en développant une politique volontaire d'isolationnisme qui achèverait de transformer un ancien carrefour majeur des invasions et des échanges commerciaux en une formidable antiroute[13].

Cette inaccessibilité, qui eut des conséquences négatives certaines sur le développement économique et politique du pays, et qui entraîna son glissement dans la sphère d'influence de l'Union soviétique, en partie pour des raisons d'accès commercial (conséquences de la question épineuse du Pachtounistan, entre l'Afghanistan et le Pakistan), permettra néanmoins à la résistance afghane, pendant les années 1980, de mener une guérilla efficace contre l'occupant soviétique qui eut à souffrir considérablement des conditions d'accès dans le pays, conditions que les *moudjahidin* avaient quant à eux tournées à leur avantage. Mais l'isolationnisme afghan, qui permit la conservation de régions enclavées dans le pays même, y entrava également l'achèvement de la construction d'un Etat-nation, les périphéries géographiques, économiques et sociales ne pouvant être intégrées et contrôlées de façon satisfaisante par un centre de pouvoir d'ailleurs lui-même en constante redéfinition[14].

A terme, l'isolationnisme afghan aura, dans une certaine mesure, compromis l'intégration de l'Afghanistan dans l'économie mondiale comme dans la communauté internationale, et prévenu celle des multiples composantes de sa population et de son territoire dans un espace toujours en quête d'unité politico-territoriale. Le pendant de cet isolationnisme a

---

[12] Mahnaz Z.Ispahani, *op. cit.*, p. 99, p. 100. *The amir, however, considered modern means of transportation inimical to Afghan security, which depended on the impenetrability of its mountains...Placing Afghan independence and military security above all other goals, the amir determined to maintain the country's isolation regardless of the economic costs*, Barnett R. Rubin, *op. cit.*, p. 49.

[13] *Abdur Rahman decided to promote Afghanistan's natural antiroutes and gave them political and strategic endorsement. He pursued a deterrent strategy of access denial, explicitly forbidding the economic progress that the expansion of access might have spurred*: Mahnaz Z. Ispahani, *op. cit.*, p. 221.

[14] *Territory must be secured from external penetration; large land masses and disparate peoples must be bound together. Without land routes, borders cannot be defined and secured; political, economic, and geographical peripheries and their peoples cannot be linked politically and economically with, or be controlled by, the state center* : Mahnaz Z. Ispahani, *op. cit.*, p. 5.

d'ailleurs pu être trouvé dans les multiples interventionnismes dont les voisins de l'Afghanistan ont pu faire preuve lors des dernières années d'un conflit qui était clairement devenu transnational. La longue instabilité qui a découlé de cet isolationnisme et de cette neutralité, qui s'est exprimée par exemple à travers sa dialectique sécurité – développement, parangon du genre[15], a permis sinon favorisé l'émergence de l'Afghanistan en tant que producteur majeur d'opiacés illicites dans les années 1990. La croissance du phénomène narcotique dans le pays a en effet été en partie déterminée par la guerre soviéto-afghane, par les rivalités et les affrontements des différentes factions afghanes après le retrait soviétique, mais aussi par l'apparition plus tardive sur la scène afghane du mouvement des *taliban*, favorisée rappelons-le par le regain régional des politiques de l'accès (depuis le Pakistan jusqu'au Turkménistan, à travers la réouverture de la route Quetta – Kandahar – Herat, Achkhabad). L'isolement de l'Afghanistan, aggravé par un long et strict isolationnisme, l'aura finalement poussé à perdre son autonomie et à connaître, sous le régime des *taliban*, une nouvelle période d'isolement, diplomatique cette fois[16].

Enclavement, accès et drogues illicites

L'enclavement et l'isolement s'évaluent à l'aune de l'accès ou du non-accès. L'accès est bien sûr une composante fondamentale de la production et du transport de drogues illicites dès lors que les régions de production illicite se définissent géographiquement et (géo)politiquement par leur relative inaccessibilité et leur enclavement. La route est ce moyen d'accès, ce lien physique, ce support de la communication et du transport qui permet de relier les lieux de consommation et ceux de la production, grâce à son utilisation par des réseaux de relation, par des associations commerciales et politiques entre les divers acteurs du narcotrafic. La production et le transport de drogue sont rendus possibles par un équilibre entre inaccessibilité et accessibilité, car si l'isolement géographique de la région de production est nécessaire (pour des raisons de sécurité et de viabilité d'une activité illicite *a priori* dissimulée), son accessibilité – au moins relative – est également impérative.

En effet, l'accès, condition *sine qua non* de l'exportation, doit toutefois être limité et ce malgré le fait que la difficulté d'accès constitue un avantage majeur de localisation des espaces de production illicite. La route doit donc correspondre, dans ce cas précis, à cette « antiroute » déjà évoquée, c'est-à-

[15] *Indeed, in the case of Afghanistan, the claim of security gave way completely to that of development. The result was the forfeiture of security*: Mahnaz Z. Ispahani, *op. cit.*, p. 221.
[16] Pierre-Arnaud Chouvy, *op. cit.*

dire tout ce qui peut contraindre, entraver ou restreindre l'accès, de façon « naturelle » (« antiroute naturelle » ou obstacle naturel à la circulation) ou « artificielle » (« antiroute artificielle » ou entrave anthropique à la circulation)[17]. Ainsi, les accidents du relief, les conditions climatiques, les régulations frontalières et tarifaires du commerce international, les conflits qui imposent des limites au mouvement, que ce soit celui des biens ou des personnes, sont des antiroutes. Dans le cas du trafic de drogues illicites comme dans celui de tout autre trafic illicite, le trafiquant tourne alors à son avantage les risques et inconvénients de l'antiroute puisqu'elle lui procure une certaine forme de sécurité (faible contrôle policier et douanier) et qu'elle justifie des prix élevés en créant de la valeur ajoutée (fonction du risque, notamment lors du passage des frontières internationales).

Mais la route et l'antiroute fournissent également une clé d'analyse pour l'étude de l'émergence et de la pérennité des espaces de production illicite à travers ce qu'elles représentent pour les Etats et les autres acteurs du système international[18]. L'évolution des anciens itinéraires du narcotrafic dans l'espace actuel du Croissant d'Or et de ses périphéries peut ainsi permettre de montrer ce que Ispahani décrit à propos des routes en général. En étudiant l'évolution des routes et des antiroutes dans le temps, explique-t-elle, il est possible d'évaluer la transition qui s'est opérée depuis les questions impériales de commerce et de stratégie à celles, postimpériales, de développement et de sécurité. La longue évolution qui a pris place depuis les rivalités impériales du *Great Game* jusqu'à celles, actuelles, postimpériales, postcoloniales et post guerre froide, du *New Great Game* (qui se jouerait autour des richesses énergétiques d'Asie centrale et du Caucase et, là encore, de leurs routes d'accès et pipelines), illustre tout à fait ce phénomène.

En effet, les considérations commerciales et stratégiques des Empires russe et britannique, en motivant et en limitant leurs expansions territoriales respectives, ont conduit au développement des infrastructures de communication jusqu'aux limites mutuellement reconnues de leurs possessions, jusqu'aux frontières de l'Afghanistan actuel par exemple, alors Etat-tampon par excellence. Mais après cette période de rivalités stratégiques impériales qui visaient entre autres, et pour chacune des parties intéressées, à préserver son propre domaine commercial, l'Afghanistan, à l'instar des autres pays de la région, a glissé, à travers l'évolution de sa politique

[17] Mahnaz Z. Ispahani, *op. cit.* p. 2.

[18] Si les espaces montagneux peuvent être perçus comme des antiroutes, et même y correspondre, ils peuvent aussi être des « espaces de non-Etats » : James C. Scott, "La montagne et la liberté, ou Pourquoi les civilisations ne savent pas grimper", in *Critique internationale*, avril 2001, N° 11, p. 87, p. 92, p. 103.

intérieure et extérieure, vers la dialectique moderne mettant en balance les problèmes de sécurité d'une part et de développement d'autre part.

Ainsi, le rapprochement qui a existé entre l'Union soviétique et l'Afghanistan s'est en effet opéré en fonction de considérations liées au développement économique du pays et au détriment rapidement avéré de sa sécurité extérieure et intérieure. Les politiques de l'accès, c'est-à-dire le développement des routes (autour de l'Afghanistan) ou au contraire des antiroutes (en Afghanistan : ferroviaires notamment) dans cette région, ont permis sinon favorisé l'émergence de l'espace de production du Croissant d'Or et de ses innombrables itinéraires d'exportation qu'il semble désormais presque impossible de contrôler. La situation politico-territoriale de l'Afghanistan comme la nature des frontières occidentales du Pakistan et de celles, extérieures et intérieures, de l'Asie centrale, sont le produit direct de ces rivalités impériales et des politiques de l'accès qui les ont caractérisées. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si, en Afghanistan, les principales régions de production d'opium se sont longtemps trouvées le long de la ligne Durand qui détermine la frontière afghano-pakistanaise : ces zones tribales sont, de part et d'autre de la frontière, des zones dans lesquelles les centres de pouvoir étatiques, afghan et pakistanais, n'ont pas ou peu d'autorité. Mais cette frontière longue de 2 430 km est aussi, pour cette même raison, extrêmement perméable et donc particulièrement propice aux activités de contrebande comme aux trafics en tout genre : les itinéraires du narcotrafic y sont parmi les plus denses de la région[19].

Le Croissant d'Or, entre centre et périphérie

L'espace du Croissant d'Or s'est construit comme un des angles géographiques et géopolitiques majeurs de l'Asie, non pas en conséquence directe de cette localisation mais parce qu'il bénéficiait d'un contexte géographique favorable à son développement. Qualifié de périphérique par rapport aux centres de pouvoirs régionaux les plus importants et structurants, il est depuis longtemps caractérisé par une marginalité géographique et politique qui a permis son émergence. La production illicite d'opium concerne aujourd'hui d'importantes superficies (90 000 hectares en 1999 et 74 000 en 2002). Mais l'enclavement de cet angle géographique et géopolitique majeur de l'Asie procède aussi, et de façon contradictoire, de sa localisation centrale, certes plus relative qu'absolue, dans le continent asiatique.

[19] Pierre-Arnaud Chouvy, *op. cit.*

La centralité s'entend ici comme *point autour duquel se distribuent des phénomènes dans l'espace*, donc en l'occurrence les grands ensembles physiographiques, les grandes civilisations asiatiques, mais aussi les entités politico-territoriales que sont les Etats modernes. Elle a en fait été historiquement déniée par les acteurs étatiques, lesquels y ont même contrevenu à travers les dynamiques politico-territoriales successives et les politiques restrictives de l'accès qu'ils lui ont imposées. La contradiction dans les termes n'est donc ici qu'apparente puisque c'est à travers la longue dénégation de l'accès que la centralité de cet espace a été ignorée et contredite, et qu'il peut ainsi apparaître comme un angle géographique et géopolitique caractérisé par sa forte marginalité, géographique comme politique.

Quant à la dimension majeure de carrefour des migrations, des invasions et du commerce transcontinental que revêtent l'Asie du Sud-Ouest et tout particulièrement l'Afghanistan, elle n'a cessé d'être renforcée au cours de l'histoire, depuis Alexandre le Grand par exemple jusqu'au rôle des *taliban* dans la nouvelle géopolitique de l'accès, en passant par Baber, l'importance de la *Grand Trunk Road* ou encore les enjeux stratégiques du *Great Game*[20]. Ahmed Rashid rappelle ainsi que le grand poète indien Mohammed Iqbal (1885-1953) décrivait l'Afghanistan comme le « cœur de l'Asie », alors que Lord Curzon, vice-roi des Indes britanniques de 1898 à 1905, le qualifiait de « cockpit de l'Asie »[21].

Il est donc possible d'observer que ce qui correspond à l'espace actuel du Croissant d'Or, tel qu'il est concentré en Afghanistan, est longtemps resté enclavé, autant par sa localisation, que son relief montagneux et ses conditions climatiques sinon plus par les rivalités impériales successives et concordantes qui l'ont consacré en tant que périphérie et espace marginal. C'est d'une certaine façon la gestion selon une appréhension et une compréhension impériale (asiatique) et coloniale (européenne), voire idéologique (guerre froide), de la frontière et du territoire en tant qu'objets de pouvoir, qui a perpétué l'enclavement de cet espace : en refusant de mettre en valeur la centralité que l'histoire lui avait conférée et que les contraintes majeures du relief asiatique impliquaient en terme d'accès.

Les acteurs du narcotrafic et des diverses guérillas ont su exploiter cette centralité de l'espace du Croissant d'Or, en mettant en avant son caractère de

---

[20] *It is in the history of access to and from Afghan territories that the origins of Afghanistan's modern predicament may be found...The significant events that led to the Soviet involvement in Afghanistan - the legacy of the Great Game, the making of the Durand Line, and the Afghan-Pakistani quarrel over the future "state" of Pakhtunistan - were all caught up in the web of Central and South Asian routes*: Mahnaz Ispahani, *op. cit.*, p. 84.

[21] Ahmed Rashid, *Taliban: Islam, Oil and the New Great Game in Central Asia*, New York, I.B. Tauris, 2000, p. 7.

pivot régional, de carrefour historique des communications, de lieu de contact et de transition. Les narcotrafiquants ont su tourner ou contourner les antiroutes naturelles et artificielles de l'espace à leur avantage, en exploitant les routes tombées en désuétude et en précédant les acteurs étatiques dans le renouveau de ces mêmes routes. Correspondant aussi bien à un angle qu'à un carrefour régional, le Croissant d'Or a émergé de la dialectique spatiale qui existe entre centralité et enclavement, entre accès et inaccessibilité, route et antiroute. L'enclavement et l'isolement de l'Afghanistan doivent beaucoup plus à l'histoire politique de la région, à la géopolitique, qu'à la géographie, à l'instar du développement de l'économie des drogues illicites dans ce pays qui ne remonte, somme toute, qu'à une trentaine d'années, et qui s'est fait, sur les ruines de la guerre, surtout au cours de la dernière décennie. C'est en définitive plus l'isolement politique de l'Afghanistan que son enclavement qui, en fonction du jeu complexe des rapports de forces et des rivalités de pouvoirs qui ont rythmé l'histoire de sa construction politico-territoriale, a permis et favorisé le recours à l'économie des drogues illicites dans ce pays.

Géopolitique des drogues illicites en Asie

Pierre-Arnaud Chouvy *

En raison de la diffusion mondiale de l'héroïne produite dans le Triangle d'Or et dans le Croissant d'or (l'Afghanistan) et des sommes colossales qui proviennent de ce trafic, cet article était prévu pour le précédent numéro, « Géopolitique de la mondialisation ». Malheureusement, faute de place, il dut être reporté au numéro suivant, ce qui n'est pas sans logique compte tenu du thème : « Les États-Unis et le reste du monde ». En effet, le gouvernement américain a joué un rôle considérable dans la prohibition de certaines drogues (il en a été de même pour l'alcool de 1919 à 1933, pour le plus grand profit de la Mafia), mais l'Amérique est le principal marché de consommation de la cocaïne et de l'héroïne, et la CIA a trouvé dans ces trafics des sources de financements clandestins. Les États-Unis, qu'ils s'agisse de l'opinion publique ou de leur gouvernement, sont les plus fervents partisans de la « guerre contre la drogue » (war on drugs) *qui est menée dans de nombreux pays par les agents de la Drug Enforcement Administration (DEA) depuis que le président Nixon l'a décrétée en 1971.*

S'il a fallu des millénaires à l'humanité pour distinguer quelles étaient les « plantes magiques », celles dont la consommation procure des effets psychotropiques, il ne lui a fallu que l'espace d'un siècle pour en identifier, isoler, voire reproduire les principales substances actives, d'une part, et, d'autre part, interdire certaines de ces « drogues », ainsi qu'elles sont désormais nommées. L'histoire et la géographie des drogues, de leur localisation, de leur diffusion comme de leur

* Géographe, chargé de recherches au CNRS (UMR 8586 PRODIG) et membre de l'Observatoire géopolitique de la criminalité internationale (<www.ogci.org>). Il est l'auteur de : *Les Territoires de l'opium. Conflits et trafics du Triangle d'or et du Croissant d'or*, Olizane, Genève, 2002 ; et, en collaboration avec Joël MEISSONNIER, *Yaa Baa – Production, trafic et consommation de méthamphétamine en Asie du Sud-Est continentale*, L'Harmattan-IRASEC, Paris-Bangkok, 2002. Il produit *Geopium, géographie et opium* : <www.geopium.org>.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h38. © La Découverte

consommation, changent ainsi brusquement à partir du XIXe siècle avec les progrès de la pharmacologie, l'accélération de l'internationalisation des échanges et l'instauration du système de prohibition internationale des drogues, l'expansion de la civilisation industrielle et les bouleversements culturels que celle-ci véhicule [Coppel, 1991, p. 16] [1]. Phénomènes ancrés dans d'innombrables traditions millénaires [2], la consommation et le commerce des drogues illicites sont entrés de plain-pied dans la modernité, le marché mondial des trois ou cinq principales d'entre elles ayant dégagé, selon les estimations les plus courantes, de 300 à 500 milliards de dollars de chiffre d'affaires au début des années 1990.

Il n'aura pas non plus fallu plus d'un siècle pour que, à travers le rôle primordial qu'y ont joué les États-Unis, un régime mondial de prohibition de certaines drogues soit conçu et mis en place, et permette au trafic international de drogues illicites de prendre l'ampleur qu'on lui connaît désormais. En effet, l'économie des drogues illicites est dynamisée par la répression [Choiseul Praslin, 1991] dont elle est l'objet depuis des décennies et dont les États-Unis sont les principaux financiers et promoteurs. Si les États-Unis ont été les principaux instigateurs des conventions internationales régissant la production, la commercialisation et la consommation des drogues, lesquelles sont réparties en drogues licites et illicites, ils ont aussi été les plus fervents partisans de la « guerre contre la drogue » (*war on drugs*) qui est menée sur tous les fronts et dans tous les pays depuis que l'administration Nixon l'a décrétée en 1971.

Mais les États-Unis, ou du moins certains services de leur appareil d'État, ont aussi largement instrumentalisé les drogues illicites, à travers leurs producteurs et leurs trafiquants, afin notamment de financer certaines de leurs opérations secrètes dans le monde. Les exemples abondent en effet de la place que le trafic de cocaïne ou d'héroïne a pu tenir dans les opérations de financement de la Central Intelligence Agency (CIA), du Laos et du Vietnam jusqu'au Nicaragua, en passant bien sûr par l'Afghanistan. L'ouvrage majeur d'Alfred McCoy, *The Politics of Heroin in Southeast Asia* (1972), a largement et brillamment traité du rôle que la CIA avait pu jouer dans le développement de la production d'opium et du trafic d'héroïne dans le contexte du conflit indochinois, avant d'étendre la dénonciation à la répétition du scénario lors de la guerre soviéto-afghane dans un second ouvrage, *The Politics of Heroin : CIA Complicity in the Global Drug Trade* (1991). Les États-Unis ont donc joué un double rôle sur la scène internationale, promouvant avec

1. Voir également, à propos de l'histoire de la prohibition des drogues et de ses impacts et conséquences : David T. Courtwright [2001] et R. Davenport-Hines [2001].

2. Voir notamment, à propos de la place des drogues dans les sociétés humaines, Antonio Escohotado [1999], Richard Rudgley [1995], Richard E. Schultes et Albert Hofmann [1993].

Hérodote, n° 109, La Découverte, 2e semestre 2003.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h38. © La Découverte

CARTE 1 – LE TRIANGLE D'OR ET LE CROISSANT D'OR DANS L'ASIE MONTAGNEUSE



Sources et réalisation : Pierre-Arnaud Chouvy (2002), www.geopium.org

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h38. © La Découverte

véhémence un régime mondial de prohibition de certaines drogues, d'une part, et, d'autre part, instrumentalisant de façon stratégique le recours à l'économie illicite des opiacés par leurs acteurs interposés (*proxies*), Hmong (ceux du général Vang Pao, au Laos) ou Pachtoun (Gulbuddin Hekmatyar en Afghanistan), afin de financer les opérations secrètes de la CIA au Laos et en Afghanistan.

L'Asie, où l'on peut raisonnablement estimer qu'est né le narcotrafic international (autour de l'opium), où, avec l'opiomanie chinoise, la plus importante toxicomanie de masse est apparue, et d'où les premiers mouvements prohibitionnistes ont pu émerger, fournit un espace géographique de référence riche d'enseignements. On trouve en effet au cœur du continent asiatique les deux espaces majeurs de production illicite d'opiacés au monde et dans le développement desquels les États-Unis, notamment, ont joué un rôle certain (carte 1). Nichés aux extrémités orientale et occidentale de la chaîne himalayenne, dans des régions dont la centralité géographique le dispute à la marginalité politique, les espaces dits du « Triangle d'or » et du « Croissant d'or » sont la source de l'immense majorité de l'opium produit illégalement dans le monde et de l'héroïne qui alimente les principaux centres de consommation de la planète, depuis l'Amérique du Nord jusqu'au Japon et à l'Australie, en passant par l'Europe.

Le Triangle d'or *stricto sensu* est cet espace de culture commerciale du pavot à opium qui, en Asie du Sud-Est continentale, correspond aux régions frontalières contiguës de la Birmanie (Myanmar), du Laos et de la Thaïlande, cette dernière ayant toutefois réduit efficacement une telle production sur son territoire. Quant à l'espace du Croissant d'or, il est, de façon similaire, surimposé aux régions frontalières de trois pays limitrophes, l'Afghanistan, l'Iran et le Pakistan, même si, là encore, l'Iran a éradiqué toute production commercialement significative et si le Pakistan a récemment diminué la sienne de façon drastique. Mais le développement d'une telle production dans ces deux régions et leur concentration récente en Birmanie et en Afghanistan sont nettement moins traditionnels qu'il n'y paraît de prime abord. Les émergences du Triangle d'or et du Croissant d'or sont en effet le produit d'une histoire ancienne et complexe dans laquelle la géographie, le commerce et la politique ont d'abord favorisé la culture d'une plante, avant d'imposer et d'étendre le commerce de ses produits bruts et dérivés, l'opium, la morphine et l'héroïne. Le processus de mondialisation a quant à lui dynamisé le recours à l'économie des drogues illicites à la surface de la planète, sa composante strictement économique ayant certes joué dans les mécanismes classiques d'offre et de demande. C'est toutefois surtout la division du monde en deux blocs lors de la guerre froide qui va accentuer la production des opiacés en Asie et le recours à leur vente afin de financer les conflits par acteurs interposés qui opposaient les États-Unis et l'Union soviétique. Et ce sont les États-Unis qui, clairement, par le biais de la CIA, seront ceux qui instrumentaliseront le plus le recours à l'économie des drogues illicites.

Hérodote, n° 109, La Découverte, 2e semestre 2003.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h38. © La Découverte

Mondialisation et émergence du Triangle d'or : de la Seconde Guerre mondiale, du communisme et de la guerre froide

Dès la fin du XIX^e siècle, le Royaume-Uni ayant imposé à l'empire du Milieu d'importer l'opium qu'il produisait aux Indes, les gouvernements coloniaux d'Asie du Sud-Est furent confrontés au développement du marché noir de l'opium chinois yunnanais qui concurrençait fortement les ventes de leurs monopoles. Dans l'Asie du Sud-Est britannique et française, la solution qui aurait consisté à accepter et à favoriser une production locale, longtemps envisagée, n'aurait alors fait que compliquer encore plus une situation déjà quasi incontrôlable tant les frontières septentrionales du Siam et des domaines coloniaux, poreuses et très mal maîtrisées, permettaient la contrebande de quantités importantes d'opium chinois. L'émergence d'une production sud-est asiatique en fut donc considérablement retardée.

C'est dans les années 1930 et 1940 que plusieurs événements se combinèrent de la Birmanie au Tonkin, en passant par le Siam et la Chine, et permirent, sinon provoquèrent, un développement sans précédent de la production d'opium en Asie du Sud-Est. Les Britanniques, qui alimentaient leur monopole de la vente de l'opium en Birmanie avec leur opium indien, avaient ignoré le problème de la production des États shan et wa du nord-est de la Birmanie, comme de celui du trafic provenant du Yunnan, en se refusant à intervenir administrativement *(indirect rule)* dans ces régions frontalières qui produiraient plus tard l'essentiel de l'opium du Triangle d'or [3].

Le Siam, devenu Thaïlande sous la dictature de Phibun en 1938, avait également souffert de la contrebande de l'opium chinois et birman, et les mesures de réduction, notamment la fermeture des fumeries d'opium, annoncées en 1907 par le roi Chulalongkorn (r. 1868-1910) devaient céder la place à une politique de développement de la production siamoise qui réduirait les coûts des importations et freinerait le trafic [McCoy, 1991, p. 103]. À l'époque, les seules solutions qui pouvaient permettre de réduire la contrebande en Asie du Sud-Est consistaient par exemple à légaliser les productions de Birmanie et de Thaïlande ainsi que leurs exportations respectives. Quant à l'Indochine française, les monopoles de l'opium du Cambodge, du Tonkin, de l'Annam et du Laos y vendaient de l'opium indien, turc et persan jusqu'à ce que Paul Doumer réoriente en 1899 une partie des achats vers l'opium yunnanais, qui était meilleur marché.

3. Les Britanniques se sont toujours déchargés de l'administration des États shan, qu'ils n'ont jamais occupés, au profit des Sawbwa, les représentants héréditaires locaux des Shan, qui s'opposèrent à toute suppression de la production comme du commerce de l'opium ; voir Alfred W. McCoy [1991, p. 109].

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h38. © La Découverte

Les monopoles français connurent ensuite un bouleversement de leurs approvisionnements sans précédent avec le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale et l'interruption des importations moyen-orientales consécutive à la très importante perturbation du commerce maritime. La seule solution qui s'offrait alors aux monopoles, afin qu'ils puissent continuer à tirer leurs substantiels bénéfices de la vente de l'opium, consistait à développer la production locale. Les Hmong du Laos et du Tonkin allaient donc désormais pouvoir produire légalement leur opium pour le compte des monopoles d'Indochine. Les dispositions prises par les monopoles avaient ainsi provoqué une forte augmentation de la production laotienne pendant la guerre et, comme le remarque très justement Alfred McCoy, elles avaient surtout transformé l'économie tribale, qui passait d'une agriculture de subsistance à celle d'une culture de rapport [McCoy, 1991, p. 119]. Aussi la production indochinoise connut-elle une augmentation de 800 % en quatre ans, passant de 8,4 tonnes en 1940 à 60,6 tonnes en 1944 [*ibid.*, p. 115].

Mais, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, l'économie de l'opium en Asie du Sud-Est en était toutefois encore à ses balbutiements, même si, à la suite des ruptures de l'approvisionnement indien et chinois, la région était devenue pour la première fois autosuffisante en opium. Ce qui allait bientôt devenir le Triangle d'or produisait encore moins de 80 tonnes d'opium par an, c'est-à-dire très peu comparativement aux 35 000 tonnes que produisait la Chine en 1906 et aux 5 000 tonnes qui étaient récoltées aux Indes [*ibid.*]. C'est en fait le radical changement politique chinois de 1949 – lui aussi fait de mondialisation, idéologique cette fois – qui allait réellement impulser les dynamiques de développement du Triangle d'or. Avec la fuite en Birmanie des troupes nationalistes du Kuomintang (KMT) de Ch'iang Kai-shek devant celles de l'Armée populaire de libération (APL) des communistes chinois, les données locales, régionales et mondiales allaient être profondément bouleversées. Dès 1950, l'APL victorieuse avait lancé des cultures de substitution dans le sud de la Chine et toute exportation d'opium vers l'Asie du Sud-Est, légale ou illégale, avait rapidement cessé [4]. Si la Chine allait régler son problème d'opiomanie de façon extrêmement rapide et drastique, l'Asie du Sud-Est, elle, allait prendre le relais de la production dans le cadre conflictuel de la guerre froide. La suppression soudaine de la production d'opium en Iran en 1955, en outre, n'allait que renforcer l'effet de vases communicants depuis la Chine vers l'Asie du Sud-Est, mais allait également stimuler les productions afghanes et turques et, à terme, favoriser l'émergence en Asie du Sud-Ouest de l'*alter ego* du Triangle d'or, le Croissant d'or.

4. La politique antidrogue en Chine communiste se développa surtout à partir de 1952, date du début de la première grande campagne antiopium communiste ; voir Zhou Yongming [1999, p. 149-161].

Hérodote, n° 109, La Découverte, 2e semestre 2003.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h38. © La Découverte

La guerre froide, cet affrontement global entre deux blocs qui procédait de la peur de l'expansion mondiale du communisme, allait donner une impulsion décisive au développement du Triangle d'or. La participation de la CIA des États-Unis dans le conflit qui opposait le KMT à l'APL et les politiques des militaires français en Indochine allaient instrumentaliser le marché prometteur de l'opium en Asie du Sud-Est. Menaces communistes et guerre d'Indochine, combinées avec l'existence d'une diaspora chinoise forte consommatrice d'opium, allaient permettre à l'espace de production illicite du Triangle d'or d'émerger dans les hautes terres de l'éventail nord-indochinois. En effet, Bangkok et Saïgon furent les deux principaux centres de consommation d'opium à être reliés, par les opérations de la CIA et des militaires et services spéciaux français, aux zones de production du nord-est de la Birmanie et du nord de l'Indochine française. Le Triangle d'or put notamment se développer en réponse à la demande d'un million d'opiomanes sud-est-asiatiques [McCoy, 1991, p. 130], et également en réponse aux besoins de financement des opérations secrètes des États-Unis et de la France. Ces interventions armées allaient avoir des conséquences imprévues, comme celle d'instrumentaliser et d'alimenter les tensions et conflits inhérents à la région. Dès 1948, avec l'indépendance de la Birmanie et le déclenchement de ses guérillas ethniques, et sous l'influence grandissante du communisme chinois dans tous les pays de la région, la production et le commerce de l'opium allaient prendre des dimensions extraordinaires, à la hauteur des revenus qu'ils permettaient de dégager. Ainsi, si les trois pays constitutifs du Triangle d'or ne produisirent que quelque 700 tonnes d'opium en 1970, en 1996 ce sont toutefois plus de 2 300 tonnes qui furent récoltées dans la seule Birmanie, laquelle, avec l'Afghanistan, est toujours l'un des deux producteurs majeurs d'opium illicite au monde [US Department of State, 1998].

Le Croissant d'or, effet de prohibitions et de la guerre froide

L'émergence du Croissant d'or, cet autre espace majeur de production illicite d'opiacés en Asie, à l'autre extrémité de la chaîne himalayenne et là aussi au contact des grands empires asiatiques et coloniaux, a également procédé de certaines des premières dynamiques de la mondialisation. C'est la Perse qui, en Asie du Sud-Ouest, s'engagea dans l'exportation de ses productions d'opium vers les monopoles des colonies d'Asie du Sud-Est et vers les industries pharmaceutiques européennes demandeuses de morphine (découverte au début du XIX^{e} siècle), s'intégrant ainsi dans l'économie asiatique de l'opium et dans celle, mondiale, des opiacés, à usage pharmaceutique ou non.

Si la production et la consommation étaient traditionnelles en Perse et qu'elles n'y furent donc pas imposées par une puissance étrangère comme en Chine, les

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h38. © La Découverte

raisons qui y poussèrent à la commercialisation de l'opium étaient toutefois similaires en un point à celles qui prévalurent dans l'empire du Milieu. L'économie de la Perse, comme celle de la Chine, dépendait en effet en partie de son intégration dans l'économie mondiale, qui affectait sa balance des paiements. Elle a en fait réellement commencé à exporter de l'opium en 1853, lorsque l'Europe s'est momentanément trouvée coupée de ses sources d'approvisionnement indiennes à la suite des guerres de l'opium sino-britanniques. En Perse, de la seconde moitié du XIX^e^ à la première moitié du XX^e^ siècle, l'importance économique de l'opium était loin d'être négligeable. Le pays avait en effet un tel besoin d'augmenter ses cultures de rapport (production d'opium, de coton, de soie et de tabac), afin d'être en mesure d'importer des biens manufacturés et certaines denrées alimentaires (sucre, riz), que les productions vivrières telles que celles du blé et de l'orge en furent négligées. On estime même que le recours croissant aux cultures de rapport aurait joué dans le déclenchement de la famine de 1871-1872 et aurait contribué aux conditions déterminant la malnutrition dont la population souffrait alors régulièrement.

C'est la production d'opium qui allait bénéficier de cette situation puisque 1 350 tonnes furent récoltées en Iran en 1936, contribuant ainsi à 40 % de la production mondiale de morphine [McNicoll, 1983, p. 33-36]. Le commerce de l'opium tenait une place toute particulière dans l'économie comme dans la société iraniennes puisque, vers le milieu des années 1930, l'Iran en tirait jusqu'à 15 % des revenus de son commerce extérieur [Seyf, 1998, p. 54-82]. Mais si les pressions diplomatiques étrangères et la volonté des dirigeants du pays visant à réduire la production et la consommation de l'opium se sont exercées dès 1920, un commerce lucratif et une population culturellement encline à la consommation d'opium n'ont toutefois pas permis que de réelles mesures prohibitives puissent être prises. Du moins pas avant que l'Iran ne compte 1,3 million d'opiomanes, soit un adulte sur neuf [McCoy, 1991, p. 443]. En 1949, on estimait ainsi que 11 % de la population iranienne consommait de l'opium, Téhéran ne comptant alors pas moins de 500 fumeries. Au milieu des années 1950, les deux millions d'opiomanes que comptait le pays consommaient jusqu'à deux tonnes d'opium par jour [Booth, 1998, p. 252-253].

En 1955, cédant en cela aux pressions prohibitionnistes des États-Unis, le chah d'Iran bannit brusquement toute production et consommation d'opium, réduisant le nombre d'opiomanes à environ 300 000 en moins de trois ans et provoquant la disparition presque complète des cultures nationales de pavot à opium [McNicoll, 1983]. Certes, la mise en place de cette politique prohibitionniste réduisit très considérablement le nombre d'opiomanes en Iran. Mais les effets pervers ne furent pas longs à se faire sentir, et un marché noir de l'opium se développa rapidement, en même temps que les productions turques, afghanes et pakistanaises

Hérodote, n° 109, La Découverte, 2e semestre 2003.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h38. © La Découverte

s'adaptaient à l'émergence du marché illicite iranien. L'opium d'importation était payé en lingots d'or et les réserves iraniennes ne tardèrent pas à diminuer de façon inquiétante.

En juin 1969, le chah décida donc de revenir sur sa politique prohibitionniste et lança un programme de culture de pavot sous licence d'État, au grand dam des États-Unis, qui virent là une grave régression du développement des politiques antidrogue qu'ils avaient initiées à l'échelle mondiale. Le chah, quant à lui, se contenta de répondre que l'Iran ne réviserait sa position que lorsque ses voisins immédiats s'engageraient dans la même voie prohibitionniste, désignant alors déjà clairement les interdépendances régionales et mondiales de l'économie des drogues illicites [McCoy, 1991, p. 443]. Les États-Unis redoutaient en fait surtout que l'explosion de la production turque, conséquence directe de la prohibition iranienne, mène à l'ouverture de marchés de consommation de substitution, en l'occurrence européen et américain [McNicoll, 1983] [5]. L'Iran renouait donc avec son passé producteur et, en 1972, le pays comptait quelque 400 000 consommateurs, dont 105 000 fumeurs déclarés et enregistrés. Les 217 tonnes produites localement alimentaient les opiomanes légaux tandis que le reste – soit 195 tonnes – était importé du Croissant d'or émergent, l'intégralité de la production afghane (entre 100 et 300 tonnes) étant alors exportée en Iran [McCoy, 1991]. La consommation d'héroïne augmenta dès lors très rapidement en Iran, le marché noir de l'opium ne pouvant satisfaire tous les opiomanes. Ceux qui n'étaient pas légalement enregistrés préféraient en effet se tourner vers la consommation plus discrète de l'héroïne, qui était alors produite dans les laboratoires clandestins de Téhéran. La prohibition iranienne, imposée par les États-Unis, aurait des effets pervers en ce que les productions turques et afghanes prendraient la relève iranienne mais que, surtout, une fois la Turquie également contrainte par Washington de procéder à l'éradication de ses champs de pavot à opium, la production, désormais largement criminalisée et non plus traditionnelle, serait exportée aux Amériques mêmes, la Sierra Madre mexicaine devenant la principale source de l'héroïne consommée aux États-Unis au milieu des années 1970, avant que la Colombie n'émerge également plus tard [McCoy, 1991, p. 395].

Mais ce n'est en fait qu'à la fin des années 1970 que le Croissant d'or allait réellement émerger et s'installer en tant qu'espace de production illicite d'opium, deux événements majeurs allant en effet impulser cette profonde transformation de la scène régionale et mondiale du narcotrafic et de sa géopolitique. En effet, en mars 1979, l'Iran du chah devenait la République islamique d'Iran et, en juin de la

5. La Turquie proscrira la culture du pavot à opium en 1972, à la suite des très importantes pressions des États-Unis.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h38. © La Découverte

même année, l'Afghanistan était envahi par l'armée soviétique. Si l'Afghanistan des années 1970 produisait alors déjà de l'opium en quantités variables, comprises entre 100 et 00 tonnes annuelles, celui-ci était utilisé de la même façon qu'en Asie du Sud-Est, c'est-à-dire en tant que panacée, notamment pour ses effets analgésiques. En effet, les *hakeem*, ou soigneurs, prescrivaient l'opium comme remède à de nombreux maux et une grande partie des quelque 100 000 opiomanes que comptait l'Afghanistan durant les années 1970 le sont vraisemblablement devenus à l'issue de ces traitements médicaux pour le moins addictifs [McNicoll, 1983, p. 34]. Certes, une prohibition de l'opium avait été instaurée en 1958 dans le pays, mais elle était restée lettre morte : les situations politique, économique et sociale internes de l'Afghanistan ne jouaient alors pas réellement en faveur d'une prise de position ferme d'un gouvernement confronté à de nombreux autres problèmes, d'autant plus que l'héroïnomanie était restée confinée à l'Iran. La configuration géographique et ethnosociale du pays n'aurait de toute façon pas permis au gouvernement de mettre en application des mesures concernant des régions tribales de production souvent éloignées, géographiquement et politiquement, du centre de pouvoir.

Concernant l'Afghanistan et le Pakistan, et à l'instar de la situation qui prévalut en Asie du Sud-Est, les puissances coloniales européennes, ici en l'occurrence les Britanniques, n'exercèrent qu'un contrôle très limité, voire nul, sur les populations tribales et la région frontalière qui liaient plus qu'elles ne séparaient les deux pays. Plus encore qu'en Asie du Sud-Est, où les périphéries montagneuses de Birmanie avaient été plus ou moins dédaignées par l'administration britannique, les espaces tribaux d'Afghanistan et du Pakistan avaient fait l'objet de politiques toutes particulières. Le coût et l'impact psychologique des défaites subies lors des deux guerres anglo-afghanes (1839-1843 et 1878-1880) n'avaient pas en effet joué en faveur des politiques britanniques interventionnistes et expansionnistes dites de la « Forward Policy ». Les Britanniques ne levèrent que très peu de taxes, sinon même parfois aucune, sur les activités marchandes de ces populations et cherchèrent à limiter la production d'opium dans cette région, voire à la supprimer, contrairement à ce qu'ils avaient fait ailleurs. Ainsi, en 1901, la North West Province de l'empire des Indes ne produisait plus d'opium.

Mais la consommation, elle, n'avait pas pour autant disparu, et de l'opium afghan de la région de Jalalabad était régulièrement importé [McCoy, 1991]. Le statut actuel des territoires de la North West Frontier Province pakistanaise (NWFP) et des Federally Administered Tribal Areas (FATA, territoires tribaux sous administration fédérale), où ont été produits l'essentiel de l'opium pakistanais et d'importantes quantités d'héroïne, découle ainsi directement de ces politiques britanniques.

Ce n'est que bien plus tard, en 1978, que la prohibition de la production et de la consommation de l'opium *(Prohibition Order ou Enforcement of Hadd)* fut

Hérodote, n° 109, La Découverte, 2e semestre 2003.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h38. © La Découverte

déclarée au Pakistan par le général Mohammed Zia ul-Haq pour l'année suivante [Abou Zahab, 2001, p. 141-158]. La consommation avait été légale jusque-là et la récolte de 1979, qui devait légalement être la dernière, s'en trouva considérablement augmentée, atteignant ainsi un record de 800 tonnes [6]. Avec la révolution iranienne et ses mouvements de réfugiés, puis avec l'intervention soviétique en Afghanistan et la guerre qui s'ensuivit, les exportations illégales d'opium pakistanais (à destination de l'Iran, de la Turquie, de l'Europe et des États-Unis) furent sinon interrompues, du moins très sérieusement entravées. Les stocks d'opium, d'autant plus importants que la récolte avait été exceptionnelle, s'accumulèrent à la suite d'une conjoncture sans précédent. La sécheresse de 1978 dans le Triangle d'or ne fit en effet qu'ajouter aux dynamiques propres du Croissant d'or émergent et, lorsque la production afghane doubla entre 1982 et 1983 (de 300 à 575 tonnes), le rétablissement des pluies de mousson sur les hautes terres de l'éventail nord-indochinois avait déjà permis un fort regain de production en Birmanie et en Thaïlande [McCoy, 1991, p. 439]. Les trafiquants d'opium pakistanais se tournèrent alors vers la seule solution qui s'offrait à eux et qu'ils considéraient déjà depuis quelques années : la transformation de l'opium en héroïne et son exportation conséquente plus aisée [Lamour et Lamberti, 1972]. Le résultat ne se fit bien sûr pas attendre et la population pakistanaise d'héroïnomanes explosa littéralement, passant de 5 000 en 1978 à 100 000 en 1983 et à plus d'un million en 1988 [Sadeque, 1992, p. 55-56]. L'économie asiatique de l'opium était désormais interdépendante, les effets de vases communicants entre l'Asie du Sud-Est et l'Asie du Sud-Ouest répondant aux crises climatiques ou politiques, ainsi que les productions afghanes et birmanes l'ont encore montré entre 2000 et 2002.

Le Croissant d'or n'émergea donc que lors des années 1970, environ deux décennies après le Triangle d'or. Il se développa réellement dès 1979, bénéficiant d'un théâtre géopolitique régional bouleversé et de réseaux perturbés qui constituaient le terreau du développement de sa production d'opium et du trafic mondial qu'il engendrerait. Enfin, les contradictions flagrantes dont firent preuve entre eux les services spéciaux des États-Unis parachevèrent la mise en situation des différents acteurs du narcotrafic en Asie. Les échecs d'interdiction de la Drug Enforcement Administration (DEA) et les opérations secrètes de la CIA encourageant le trafic furent similaires dans le Croissant d'or comme dans le Triangle d'or, ne faisant que relier davantage les deux espaces majeurs mondiaux de production d'opium illicite.

Les émergences respectives du Triangle d'or et du Croissant d'or étaient donc accomplies et leur développement, qui ne faisait alors que commencer, n'est toujours pas abouti. Les deux espaces sont désormais liés par le marché commun de

6. Alain Labrousse, communication personnelle, septembre 2000.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h38. © La Découverte

l'héroïne, qui, à l'instar de beaucoup d'autres et suivant en cela une tendance générale, est devenu mondial. Aujourd'hui, le Triangle d'or et le Croissant d'or sont de loin les deux premiers espaces mondiaux de production d'opium et d'héroïne illicites. Ils fournissaient en effet 97 % de la production illicite mondiale d'opium en 1989 [McCoy, 1991, p. 13], depuis leurs espaces nationaux et régionaux jusqu'aux grands centres de consommation occidentaux que sont l'Amérique du Nord, l'Europe et l'Australie.

Multiplication des itinéraires du trafic, expansion de la consommation et de ses maux associés

Depuis les régions de production du Triangle d'or et du Croissant d'or, et au cours des dernières décennies, l'acheminement des opiacés illicites, opium, morphine et héroïne, s'est fait au gré d'une complexification et d'une multiplication des itinéraires du narcotrafic. Ce phénomène procède lui aussi des processus de régionalisation et de mondialisation, les flux commerciaux et financiers s'étant dans le même temps considérablement accrus en nombre comme en importance. Si la mondialisation a été accélérée de la façon que l'on sait depuis le XIX^e^ siècle, c'est principalement grâce aux apports considérables de la technologie aux moyens de communication, physique notamment. De même que le transport des pondéreux a profité de l'accroissement des distances parcourues en un temps sans cesse diminué, le trafic international des drogues illicites a également été profondément modifié.

Depuis les caravanes muletières des Chin Haw (Chinois musulmans) du sud de la Chine qui sillonnaient les sentes du Yunnan, de Birmanie, du Laos et de Thaïlande aux XVIII^e^ et XIX^e^ siècles jusqu'au transport aérien ou au cargo maritime du XX^e^ siècle, la rapidité comme les quantités de drogues illicites transportées ont été d'autant plus augmentées que l'explosion du volume global des échanges commerciaux entre l'Asie, l'Afrique, l'Europe et les Amériques permettait aisément leur dissimulation dans le fret. En Asie du Sud-Ouest, si les caravanes de camélidés sont toujours utilisées par les trafiquants à travers les frontières afghane, iranienne et pakistanaise, l'accroissement du cabotage et du nombre de cargos, le long de la côte pakistanaise du Makran notamment, a là aussi accru le volume du trafic de l'héroïne, produit au demeurant fort peu volumineux et de moindre poids que l'opium.

Certes, le développement croissant des déplacements personnels, pour raisons commerciales, éducatives ou touristiques, a grandement contribué à la multiplication des acteurs prenant partie au trafic. Ainsi, les « mules », ces passeurs individuels qui embarquent ici et là à bord des avions long-courriers, sont de plus en

Hérodote, n° 109, La Découverte, 2e semestre 2003.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h38. © La Découverte

plus nombreuses à être interceptées par les douanes du monde entier : Afghans, Chinois, Nigérians, Pakistanais, Philippins mais aussi ressortissants de pays occidentaux en provenance d'Islamabad, de Karachi, de Delhi, de Bombay ou encore de Bangkok. Désormais, toutes les routes et tous les moyens sont bons pour acheminer, au détail ou en gros, des drogues illicites depuis les régions de production jusqu'aux centres de consommation du Nord. Toutefois, l'héroïne qui est produite à partir de l'opium du Triangle d'or et du Croissant d'or est surtout acheminée vers les grands centres mondiaux de consommation, respectivement l'Amérique du Nord et l'Europe, *via* les routes terrestres et maritimes. Le fret aérien est en effet surveillé de façon très stricte, ce qui interdit l'envoi de toute quantité trop importante et restreint donc le trafic illicite à celui que les passeurs individuels pourront prendre en charge sur eux-mêmes ou dans leurs bagages.

Par ailleurs, comme nous l'avons vu, la production et le trafic de drogues illicites en Asie ont trouvé des terreaux fertiles d'abord dans les dynamiques politiques et économiques des colonisations, puis dans les affrontements de la guerre froide par acteurs interposés. Toutefois, d'autres aspects de la mondialisation, plus récents ceux-là, ont quant à eux favorisé la pérennisation des espaces de production du Triangle d'or et du Croissant d'or et la diversification des routes d'exportation de leurs productions à travers le continent et vers les centres mondiaux de consommation.

Ainsi, si les évolutions récentes de la production illicite d'opiacés en Asie ont été rythmées principalement par la perpétuation de crises politico-territoriales d'échelle nationale en Birmanie et en Afghanistan – les économies de guerre civile se nourrissant aisément des économies de la drogue et *vice versa* –, la diversification et la complexification des routes du trafic ont quant à elles correspondu à des bouleversements politico-territoriaux d'échelles transfrontalière et régionale avec, surtout, la chute de l'Union soviétique et l'accès à l'indépendance des républiques d'Asie centrale.

La fin d'une certaine période conflictuelle de la mondialisation, celle de la guerre froide, a certes imposé aux acteurs des théâtres des conflits afghan et birman de modifier leurs sources de financement, en substituant les revenus des drogues illicites aux subsides étrangers qu'un camp ou l'autre versaient depuis des décennies. Mais elle a également permis, à travers la modification majeure de la scène géopolitique asiatique à laquelle elle a contribué, que les narcotrafiquants bénéficient de nouvelles opportunités pour développer leur commerce. En effet, le regain de production d'opium auquel on a pu assister tant en Afghanistan qu'en Birmanie à partir de la fin des années 1980 et surtout du début des années 1990 a également correspondu, de part et d'autre, à la réouverture commerciale de frontières qui étaient longtemps restées fermées, voire hermétiques.

Hérodote, n° 109, La Découverte, 2e semestre 2003.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h38. © La Découverte

Depuis le Triangle d'or...

L'ouverture récente des 1 154 km de la Burma Road (de Lashio, en Birmanie, à Kunming, en Chine), après sa reconstruction en 1937 par la Chine, répondait certes à un objectif géostratégique et géopolitique qui est encore aujourd'hui, et même plus que jamais, d'actualité : celui de l'accès chinois à l'Asie du Sud-Est et à l'océan Indien, *via* la Birmanie. Mais c'est la réouverture de cette route, résultant de motivations politiques chinoises d'accès géographique, qui a sinon permis du moins favorisé l'explosion du narcotrafic en Chine au cours des années 1990, comme la véritable épidémie cumulée d'héroïnomanie et de VIH/sida qui s'y développe désormais. Ainsi, à titre d'exemple, entre 1962 et 1988, lorsque le commerce frontalier avec la Chine était fermé, la précieuse jadéite, qui en Birmanie alimentait la caisse de guerre de la Kachin Independence Organization (KIO) et expliquait donc son très faible recours à l'économie de l'opium (comparativement à certains mouvements shan par exemple, donc celui du « roi de l'opium » Khun Sa), était exportée, comme l'opium et l'héroïne, vers Hong Kong *via* la Thaïlande (Chiang Maï). Mais, après 1988 et l'ouverture de la frontière sino-birmane au commerce, la jadéite et l'héroïne ont pris la même « nouvelle » route, celle de la Chine, *via* les villes frontalières chinoises du Yunnan de Ruili et Wanting qui, comme Mae Saï et Mae Sot en Thaïlande, abondent en commerces de pierres précieuses et en narcotrafiquants.

La Chine est désormais devenue la principale voie d'exportation de l'héroïne birmane ainsi qu'un axe significatif du trafic de méthamphétamine (une drogue de synthèse, produite en masse dans l'est de la Birmanie), les saisies chinoises d'héroïne birmane comptant pour 90 % de celles d'origine sud-est asiatique. D'ailleurs, et de façon significative, les proportions alarmantes que prend le narcotrafic dans la périphérie du Triangle d'or ont même poussé la Chine à accepter l'implantation d'une station d'écoute et d'observation états-unienne près de Ruili dès 1995. Sa mission est de surveiller les mouvements des narcotrafiquants le long des 1 200 km de frontière sino-birmane, et son implantation, ainsi que la première visite officielle d'un « tsar antidrogue » des États-Unis en 2000, montrent clairement avec quel sérieux la Chine considère la menace posée par le narcotrafic.

Longtemps concentrés en Thaïlande, dont le réseau routier est particulièrement bien développé pour la région, les itinéraires empruntés par les trafiquants d'héroïne du Triangle d'or ont donc été réorientés lors de la dernière décennie (voir carte 2). L'intensification de la lutte antidrogue menée par les forces thaïlandaises, d'une part, et l'ouverture de la Chine et de l'Inde du Nord-Est au commerce continental, d'autre part, ont permis et encouragé une importante diversification des itinéraires du narcotrafic depuis la Birmanie. Les flux de China White, l'héroïne n° 4, pure à 98 %, ont ainsi progressivement délaissé la Thaïlande au profit du

Hérodote, n° 109, La Découverte, 2e semestre 2003.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h38. © La Découverte

Yunnan, du Laos et des États indiens du Nord-Est : Arunachal Pradesh, Nagaland, Manipur et Mizoram, tous frontaliers de la Birmanie.

Depuis cette réorientation des routes de l'héroïne, la Thaïlande a toutefois connu une nouvelle vague de trafic de drogues illicites, la méthamphétamine (*yaa baa* en thaï), produite massivement dans les laboratoires de l'United Wa State Army [7] étant écoulée presque totalement vers les centres de consommation urbains et ruraux thaïlandais [Chouvy et Meissonnier, 2002]. Si plusieurs centaines de milliers de pilules de méthamphétamine birmane ont été saisies pour la première fois en Europe en 2001 (Suisse), cette production est toutefois majoritairement destinée à la consommation régionale d'Asie du Sud-Est. Quant à l'héroïne birmane, si elle est certes vendue en Asie, elle est surtout exportée en Australie et en Amérique du Nord, *via* Hong Kong et Taïwan par exemple.

Les itinéraires de ce trafic international empruntent les routes d'Asie en favorisant l'apparition et, surtout, la croissance de la consommation en Inde et en Chine, importants pays de transit. C'est aussi *via* les routes de l'héroïne que le trafic et la consommation par voie intraveineuse propagent de façon alarmante l'épidémie du VIH/sida et diverses hépatites. Il semble désormais que la pandémie du sida se développe, en Asie tout au moins (Asie centrale et Chine, mais aussi Russie), d'abord parmi les consommateurs d'héroïne, avant même de concerner les autres populations à risque, prostitué(e)s notamment. Ainsi, le Yunnan et le Manipur, par où passent certains de ces nouveaux itinéraires du narcotrafic d'origine birmane, sont de loin les régions chinoise et indienne les plus affectées par le VIH/sida. Le phénomène tend d'ailleurs à se répéter tant au Kazakhstan qu'en Sibérie orientale, avec de l'héroïne provenant pour partie du Triangle d'or mais aussi et surtout du Croissant d'or [Chouvy, 2001].

... et depuis le Croissant d'or...

Pendant les décennies 1980 et 1990, l'Iran et le Pakistan ont connu, à partir de l'Afghanistan et de sa production croissante [8], une augmentation régulière du narcotrafic : le Pakistan principalement à cause de son rôle et de celui de la CIA dans

7. Armée « ethnique » issue de l'implosion du PC birman et désormais alliée de Rangoon dans sa lutte contre les Shan de la Shan State Army ; voir Pierre-Arnaud Chouvy [avril 2002, p. 33-35].

8. La production afghane d'opium avait augmenté progressivement durant la guerre, doublant en 1982-1983 pour atteindre 575 tonnes, et plus encore en 1986-1987 en passant de 250 à 800 tonnes. Enfin, en 1999, après un troisième doublement de sa production, l'Afghanistan a produit 4 600 tonnes d'opium.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h38. © La Découverte

la guerre d'Afghanistan, et l'Iran à cause de sa localisation géographique, de son rôle historique d'axe caravanier majeur et de sa longue tradition de consommation. Toutefois, lors de la dernière décennie, les efforts déployés par les forces pakistanaises et iraniennes dans le cadre de la lutte antidrogue se sont intensifiés et les saisies se sont multipliées. Mais l'Afghanistan exporte toujours ses productions d'opium et d'héroïne vers le Pakistan, *via* la North West Frontier Province et les réseaux de narcotrafiquants de la région de Peshawar, d'une part, et *via* le Baloutchistan, d'autre part. Du Pakistan, des flux contraires de précurseurs chimiques nécessaires à la fabrication d'héroïne pénètrent quant à eux en Afghanistan, comme les armes le faisaient durant la guerre soviéto-afghane, *via*, entre autres, le poste-frontière de Torkham, entre la Khyber Pass et Jalalabad. Cette route qui relie Kaboul à Peshawar est, pour diverses raisons, l'une des plus importantes voies du narcotrafic entre les deux pays. En effet, la province du Nangrahar est l'une des toutes premières régions de production afghane, et d'importants marchés de l'opium existent le long de cet axe commercial majeur.

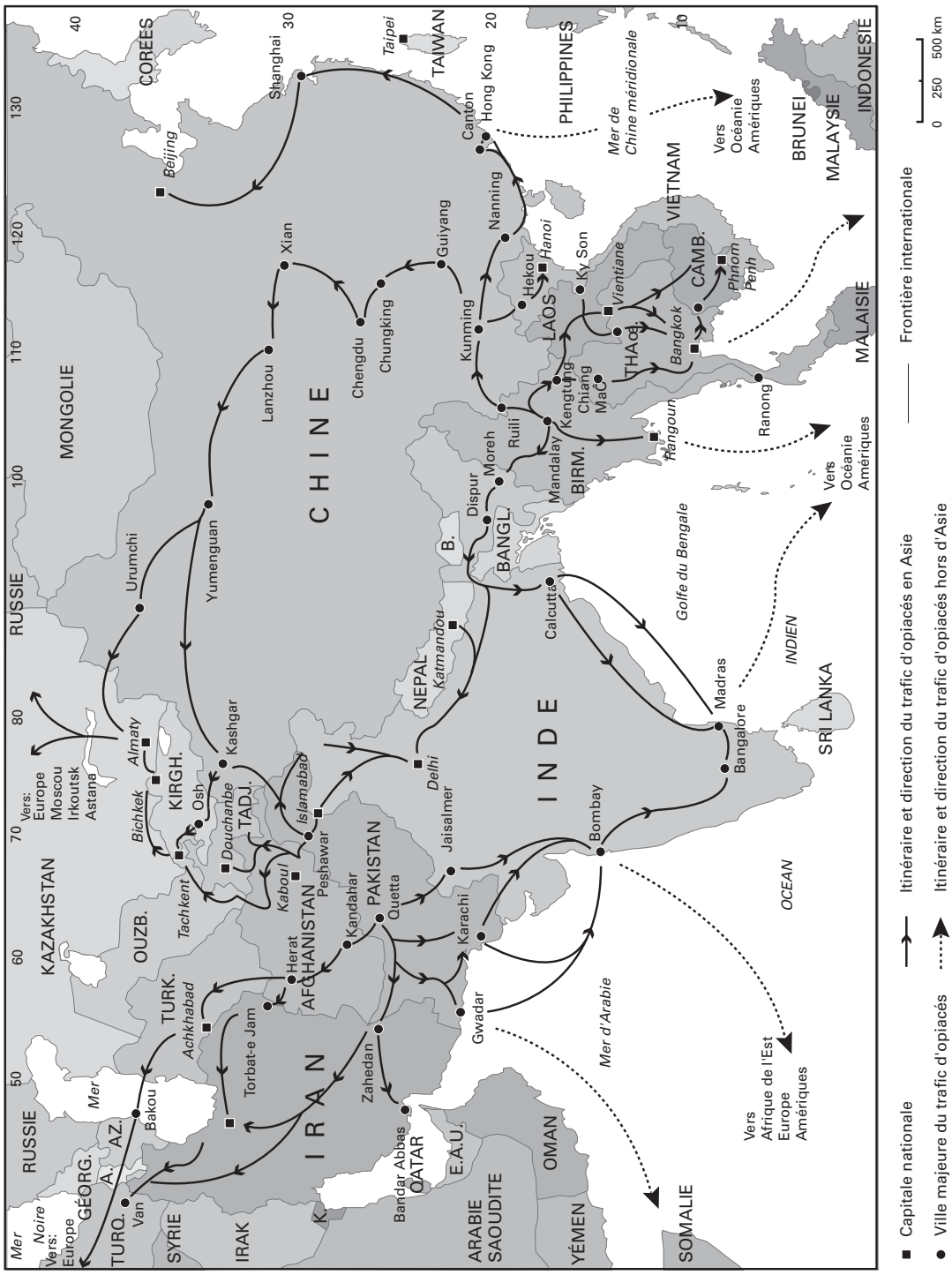
Avant que, dans les années 1990, la lutte antidrogue ne diminue considérablement le nombre des laboratoires de transformation d'héroïne dans les zones tribales du Pakistan, les itinéraires du narcotrafic empruntaient les routes allant à Karachi mais aussi les pistes de contrebande à destination de l'Inde et, surtout, de l'Iran. La république islamique a toutefois rompu de façon on ne peut plus claire avec les us et coutumes perses du commerce de l'opium. En effet, Téhéran a désormais mis en place un gigantesque dispositif de lutte antidrogue sur son territoire, équipant ses frontières afghane et pakistanaise de barrières, fossés et miradors, construit des barrages en travers de ses vallées et des routes frontalières pour les très nombreuses patrouilles de ses forces antidrogue. Cette lutte que mène l'Iran contre le trafic d'opiacés en provenance d'Afghanistan, directement ou *via* la North West Frontier Province et le Baloutchistan pakistanais, lui coûte une véritable fortune, tant financièrement qu'humainement, les pertes en hommes étant extrêmement importantes.

Mais, au cours de la dernière décennie, la scène régionale du narcotrafic a connu de profonds changements. En effet, en ayant fortement contribué à la chute annoncée de l'Union soviétique, le conflit soviéto-afghan, qui a pris fin en 1989, a bouleversé l'échiquier géopolitique régional et même mondial et donc notamment contribué à la réorientation des flux de drogues illicites. Avec la dissolution de l'URSS, l'Afghanistan perdait sa fonction stratégique et historique d'État-tampon, héritée des rivalités impériales du *Great Game* entre Russes et Britanniques. Il devenait aussi moins enclavé puisque, après plus d'un siècle de fermeture quasi hermétique, ses frontières septentrionales étaient soudainement rouvertes et le commerce avec les républiques nouvellement indépendantes d'Asie centrale (1991) redevenait possible, lui permettant ainsi de retrouver son statut historique

Hérodote, n° 109, La Découverte, 2e semestre 2003.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h38. © La Découverte

CARTE 2 – LES ITINÉRAIRES DU NARCOTRAFIC EN ASIE EN 2002



Sources et réalisation : Pierre-Arnaud Chouvy (2002), www.geopium.org

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h38. © La Découverte

de carrefour des routes commerciales régionales et continentales. L'occupation soviétique de l'Afghanistan avait en effet perturbé les vieilles routes de la contrebande régionale jusqu'à les couper. Le commerce avait donc été détourné vers le Pakistan, les marchands de Herat ne se rendant alors plus à Meched, en Iran, mais, *via* Kandahar, à Quetta, au Pakistan. Toutefois, avec la fin du conflit qui l'opposait à l'URSS, l'Afghanistan renouait alors aussi avec son passé de territoire convoité, ou au moins avec les rivalités historiques des États voisins qui, cherchant tous à y étendre leurs aires d'influence respectives, ont fait du conflit afghan un conflit à forte dimension transnationale.

Depuis le Croissant d'or et son espace majeur de production d'opiacés illicites – l'Afghanistan –, les routes de l'opium et de l'héroïne ont donc connu d'importants bouleversements, notamment liés à la répression iranienne et à l'ouverture de certaines frontières et régions d'Asie au commerce continental (carte 2). Mais c'est à partir de 1994 qu'une autre modification de la scène politico-territoriale, afghane cette fois, a profondément bouleversé la géographie des axes de communication de la région en permettant réellement la réouverture des liens physiques entre l'Asie centrale et l'Asie du Sud. L'avancée rapide des *taliban* dans le pays a en effet permis, dès 1994, sinon la réouverture de l'axe routier majeur allant du Pakistan au Turkménistan, *via* Herat en Afghanistan, du moins sa fréquentation en toute sécurité. Le contexte politique et commercial plus large de l'émergence des *taliban* était en effet celui qui correspondait à un besoin réel du Pakistan d'ouvrir des routes commerciales avec l'Iran, et surtout avec l'Asie centrale, laquelle n'était alors ouverte que depuis trois ans mais inaccessible en raison de la forte insécurité qui caractérisait le territoire afghan, soumis aux incessantes rivalités de ses multiples commandants locaux.

C'est dans ce contexte que le Turkménistan et, plus largement, l'Asie centrale ont émergé au milieu des années 1990 en tant qu'itinéraire privilégié du narcotrafic, principalement à la suite de l'apparition sur la scène afghane du mouvement des *taliban*, la conquête de l'Afghanistan par ces derniers étant directement liée au rôle stratégique vital de la route reliant d'une part Quetta, au Pakistan, à Achkhabad, au Turkménistan, *via* Kandahar, et d'autre part, *via* Herat, Quetta à Meched, en Iran. Face aux répressions iranienne et pakistanaise, et grâce aux indépendances récemment acquises par ses républiques, c'est donc l'Asie centrale qui, au cours des années 1990, est devenue l'exutoire majeur du narcotrafic d'origine afghane. Ainsi, le Turkménistan, certes, mais aussi l'Ouzbékistan, le Tadjikistan, le Kirghizstan, le Kazakhstan et, plus au nord, la Russie voient désormais transiter d'importantes quantités d'héroïne sur leurs territoires respectifs.

Et là aussi, comme en Chine et dans le nord-est de l'Inde, l'épidémie du VIH/sida témoigne du recours croissant que font les narcotrafiquants aux routes d'Asie centrale. Une importante partie de l'opium afghan passe toutefois toujours par

Hérodote, n° 109, La Découverte, 2e semestre 2003.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h38. © La Découverte

l'Iran, ainsi qu'en témoignent les saisies qui sont régulièrement effectuées en Turquie, où l'opium est transformé en héroïne ou exporté en Europe de l'Est afin de l'être. Les itinéraires méridionaux sont donc loin d'avoir été totalement délaissés. Ainsi, le Baloutchistan pakistanais, qui partage environ 1 200 km de frontière avec l'Afghanistan, 900 avec l'Iran, et en possède 700 de côtes (Makran), reste encore le lieu privilégié de tous les trafics en provenance ou à destination de l'Afghanistan, qu'il s'agisse de biens de consommation courants, de pétrole ou bien sûr de drogues illicites.

... vers le reste du monde

Que ce soit en empruntant les routes des Balkans, de la Russie, du Caucase ou d'Asie centrale, où les processus de décompositions territoriale et politique et les conflits qui caractérisent les régions de l'ex-URSS facilitent bien sûr grandement le développement des routes du narcotrafic, et où les consommateurs se font de plus en plus importants, les opiacés du Croissant d'or rejoignent principalement les marchés de consommation d'héroïne de l'Europe orientale et occidentale. Si ces flux originaires d'Asie du Sud-Ouest prennent donc la direction de l'ouest, ceux d'Asie du Sud-Est, du Triangle d'or, eux, ont tendance aller vers l'est, pour alimenter principalement l'Amérique du Nord en héroïne (carte 3) [Chouvy, 2002b, p. 172-173] [9]. La Chine, certes, est également parcourue par les itinéraires du trafic international des drogues illicites en provenance de Birmanie et constitue désormais un marché de consommation en pleine expansion, au même titre que les régions les plus reculées de la Russie sibérienne.

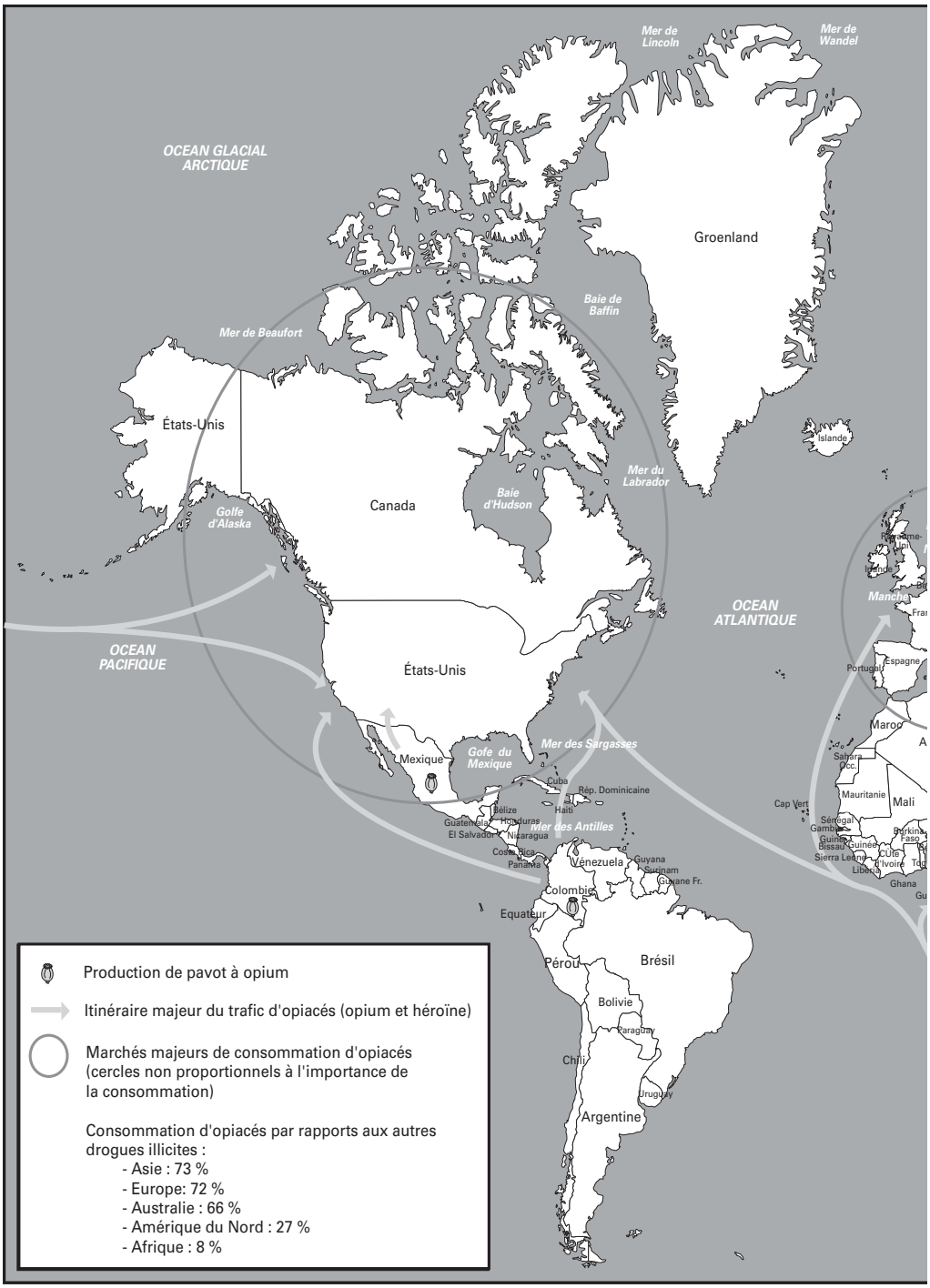
Mais l'Afrique est également devenue un centre important du trafic de l'héroïne du Triangle d'or et surtout du Croissant d'or, *via* les côtes orientales du continent et, par voie aérienne, *via* le Nigeria, véritable plaque tournante régionale. Il apparaît donc, à travers le phénomène de complexification et de multiplication des itinéraires du narcotrafic des opiacés asiatiques, et ainsi que l'établit le rapport mondial sur les drogues rédigé par le bureau des Nations unies pour le contrôle des drogues et la prévention du crime (OCDPC), que « le trafic des drogues se caractérise par une tendance à la mondialisation et à la multiplication des itinéraires, le nombre des pays et territoires faisant état de saisies de drogues étant passé de 120 en 1980-1981 à 170 en 1997-1998 » [United Nations, 2000].

Par ailleurs, les Nations unies « soulignent que le problème des drogues a des répercussions encore plus vastes, qui tiennent à la fois à la propagation des maladies

9. Pour plus de détails concernant les routes du narcotrafic en Asie, voir Pierre-Arnaud Chouvy [2002c].

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h38. © La Découverte

CARTE 3 – PRODUCTION ET TRAFIC D'OPIACÉS EN ASIE ET DANS LE MONDE EN 2000-2002



Hérodote, n° 109, La Découverte, 2e semestre 2003.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h38. © La Découverte

Cartographie : Pierre-Arnaud Chouvy (2003), www.geopium.org.
Sources : Pierre-Arnaud Chouvy, AEGD ; OGD ; PNUCID, *World Drog Report 2000.*



Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h38. © La Découverte

infectieuses, au blanchiment d'argent, à la corruption et au financement de groupes rebelles ou terroristes... Plus de 130 pays et territoires, appartenant tant au monde développé qu'au monde en développement, signalent désormais à l'OCDPC l'existence de problèmes liés à l'abus des drogues » *[ibid.]*.

Le trafic international des drogues illicites, qui a procédé de certains processus de mondialisation parmi les plus anciens et les plus récents, est désormais bel et bien ancré dans la mondialisation moderne des échanges, notamment en se développant dans les espaces de dépressions économique et politique que le monde recèle sur tous les continents. Mais il est un aspect de la mondialisation qui a ses origines au début du XIX^e^ siècle et dont les impacts et les conséquences – sur les conditions politiques, économiques et territoriales qui ont permis la production, le trafic et la consommation des drogues illicites – sont incontournables pour comprendre la situation mondiale actuelle. En effet, lorsque l'on considère que les deux principaux pays producteurs illicites d'opiacés au monde, l'Afghanistan et la Birmanie, sont – ou ont été jusqu'à récemment pour le premier – deux États parias mis au ban de la communauté internationale, alors le régime global de prohibition de certaines drogues – avatar juridique de la mondialisation – prend tout son sens. Car la prohibition, en plus de rentabiliser le commerce illicite, autorise et même justifie l'imposition de sanctions et d'embargos.

L'Afghanistan et la Birmanie ont en effet tous les deux connu une considérable augmentation, voire une explosion, de leurs productions respectives d'opiacés qui a correspondu à l'ouverture ou à la réouverture (potentielles) du pays au commerce extérieur et à l'économie de marché. Dans les deux pays, la réouverture des axes de communication externe, vers l'Asie centrale et la Chine, s'est traduite par l'accroissement significatif du narcotrafic le long de ces routes accompagné d'un certain renouveau commercial. Dans les deux pays, les régimes au pouvoir ont clairement toléré le développement de l'économie de la drogue, et ils en ont bénéficié, au moins par la taxation (taxes islamiques pour les *taliban : zakat*, *ushr*) et les accords de cessez-le-feu (entre la junte birmane et certains groupes armés, notamment la United Wa State Army). La communauté internationale, en imposant leur isolement économique et diplomatique, en faisant de ces deux pays des États parias, n'a pas résolu les problèmes qu'elle voulait résoudre. S'il n'existe certes pas de lien causal direct et absolu entre l'isolement diplomatique de l'Afghanistan et de la Birmanie et l'augmentation de leurs productions de drogues illicites, il est néanmoins permis de penser que les sanctions qui leur ont été imposées ont pu encourager le recours à l'économie de la drogue par des populations et dans des pays de plus en plus isolés. La politique internationale d'isolement de la Birmanie et de l'Afghanistan n'ayant pas semblé avoir un effet positif sur leurs conflits internes, sur l'état des questions démocratiques et des droits de l'homme, ou sur celui de la production de drogues, il est alors permis de penser que, dans une certaine mesure,

Hérodote, n° 109, La Découverte, 2e semestre 2003.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h38. © La Découverte

isolement et sanctions n'ont d'incidence que sur les conséquences engendrées par les situations, et non pas sur leurs causes. Ainsi, si l'isolationnisme a certainement pu favoriser le développement de l'économie des drogues illicites en Birmanie et en Afghanistan, l'isolement international l'a sans aucun doute encouragé.

Ainsi, en Afghanistan comme en Birmanie, l'économie de l'opium affiche une très nette dimension politique, géopolitique même. Les contextes politiques y prévalent en effet très nettement, ou peuvent y prévaloir, sur les conditions économiques, ainsi que les coïncidences entre les occurrences politiques majeures – dans les deux pays ou dans ceux du Croissant d'or et du Triangle d'or – et les évolutions des productions tendent clairement à le montrer. Le marché de l'opium relève d'une problématique géopolitique à part entière, et son développement, positif ou négatif, relève de facteurs plus politiques qu'économiques dès lors que ce sont les rapports de force et les relations de pouvoir entre les différents acteurs (commandants locaux afghans, junte birmane et rébellions armées), et leurs traductions territoriales, qui déterminent l'étendue et l'intensité des productions.

En outre, de la même façon qu'il a pu être dit que la drogue était le nerf de la guerre et qu'elle pouvait en devenir son enjeu [Labrousse et Koutouzis, 1996], si en Birmanie les décisions politiques majeures ont très nettement contribué à l'augmentation de la production d'opium, c'est, comme désormais en Afghanistan, la prépondérance économique et stratégique de l'opium, son importance en tant qu'outil de négociation et de tractations qui définissent en partie la latitude des décisions politiques qui peuvent être prises par les différents acteurs du système, qu'il s'agisse des États, des organisations internationales ou encore des narcotrafiquants. Le dilemme est le même pour la junte birmane que celui qui existait pour le régime *taliban* en Afghanistan, où les impératifs de politique intérieure sont incompatibles avec ceux de la politique extérieure. Ne pas s'allier aux armées ethniques et narcotrafiquantes en Birmanie, ou s'aliéner les paysans producteurs d'opium en Afghanistan, reviendrait tout simplement pour les pouvoirs en place à échanger un semblant d'autorité interne contre une reconnaissance externe partielle et à la valeur toute relative sur la scène géopolitique intérieure. On peut observer à travers ces exemples que des décisions politiques ont très clairement rythmé le développement de la production d'opiacés, et que si les conditions économiques et les motivations qu'elles ont pu susciter ont certes provoqué un recours à l'économie de la drogue, c'est dans une large mesure grâce à ces décisions politiques qui les ont rendues possibles.

L'importance du facteur politique dans le développement de l'économie des drogues illicites, donc, est d'autant plus évidente que si la production, le commerce et la consommation sont frappés d'illégalité, c'est avant toute autre chose en raison de l'application mondiale des logiques prohibitionnistes. En effet, le « régime global de prohibition des drogues » a en quelque sorte rentabilisé le recours à

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h38. © La Découverte

l'économie des drogues illicites, en Afghanistan et en Birmanie certes, mais aussi dans nombre d'autres pays [10].

Mondialisation et caractère illicite de certaines drogues

Quintessence de l'économie informelle puisque économie illégale, certes, mais concernant des produits illicites, l'économie des drogues illicites est clairement le résultat de l'intervention étatique à l'échelle mondiale. Ethan A. Nadelmann explique en effet comment la place de l'État et de la loi, des normes internationales, constitue un aspect fondamental de la problématique des drogues (licites et illicites) dans le monde d'aujourd'hui [Nadelmann, 1992, p. 537-552].

D'une part, les « régimes globaux de prohibition » des drogues témoignent de la nature des relations Nord-Sud dès lors que l'on prend conscience que « la construction des normes internationales constitue un enjeu et un instrument de pouvoir de certains d'entre eux, notamment du Nord sur le Sud » [*ibid.*, p. 538]. D'autre part, phénomène politique par excellence et fondamentalement à l'origine de l'ampleur prise par l'économie illégale des drogues illicites, la prohibition, en imposant le caractère illicite de certaines drogues et de leur commerce, « différencie cette activité des autres formes de capital : la rotation du capital est très élevée et les marges des bénéfices très importantes ». La prohibition permet de dégager des « profits élevés qui dynamisent l'économie de la drogue malgré son illégalité ; mais c'est aussi parce qu'elle est illégale et risquée qu'elle est hautement rentable » [Fonseca, 1992, p. 491]. Ainsi, le commerce des drogues illicites procède d'une « économie dynamisée par la répression » [Choiseul Praslin, 1991] alors que, comme le remarque justement Guillermo R. Aureano, la prohibition, elle, « procède d'un ensemble de décisions politiques, qui définissent la légalité ou l'illégalité d'une drogue, et déterminent donc ses conditions de production, celles de sa commercialisation et de son usage » [Aureano, 2001, p. 19]. La production, le trafic et la consommation de drogues ne se développent que lorsqu'ils bénéficient, à une échelle ou à une autre dans le monde fini qui est le nôtre, de conditions politiques qui leur sont favorables [Chouvy, 2001, p. 69-86], ainsi que l'histoire de l'industrie pharmaceutique ne cesse de l'indiquer.

La prohibition telle que nous la connaissons actuellement est l'aboutissement d'un processus historique dont les origines remontent au début du XX^e siècle, lorsqu'un régime international de contrôle des drogues a été élaboré par les États-Unis. Là encore, l'adoption des logiques et des politiques prohibitionnistes a

10. Voir le dossier « Drogue et politique » du n° 2 des *CEMOTI*, coordonné par G. AUREANO et P.-A. CHOUVY [2001] : <www.ceri-sciencespo.com/publica/cemoti/presente.htm>

Hérodote, n° 109, La Découverte, 2e semestre 2003.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h38. © La Découverte

procédé des dynamiques de la mondialisation, en l'occurrence de certaines formes d'impérialisme, culturel (moral et éthique), économique, législatif et militaire. En effet, « les puissances européennes ont efficacement contesté la position prohibitionniste des États-Unis jusqu'à la fin des années 1950, au moment où elles ont cessé de tirer des profits fiscaux du commerce du pavot et du chanvre dans leurs colonies » [Aureano, 2001, p. 20] [11].

Désormais, à l'échelle mondiale, les normes en matière de drogues illicites relèvent de l'adoption de trois textes par les Nations unies, la Convention unique sur les stupéfiants de 1961, la Convention sur les substances psychotropes de 1971 et la Convention contre le trafic illicite des stupéfiants et des substances psychotropes de 1988 [12]. Enfin, diverses instances internationales appliquent les principes de ces traités, ou du moins tentent de les faire respecter : l'Organe international de contrôle des stupéfiants (OICS) et l'Organe pour le contrôle des drogues et la prévention du crime (ODCCP), dont dépend le Programme des Nations unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID). Il ne faut pas omettre, dans ce dispositif international de lutte contre les drogues illicites et leurs maux sanitaires et financiers associés, des institutions telles que l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Organisation internationale de la police criminelle (OIPC, ou Interpol), le Conseil de coopération douanière (CCD) et le Groupe d'action financière internationale (GAFI, créé par le G7). Certes, organisations nationales et régionales ne manquent pas non plus dans ce paysage législatif et répressif avec, par exemple, pour les régions d'Asie principalement concernées, l'Office of the Narcotics Control Board (ONCB) thaïlandais et la Shanghai Cooperation Organization (SCO, anciennement Shanghai Five), qui réunit la Chine, le Kazakhstan, le Kirghizstan, l'Ouzbékistan, la Russie et le Tadjikistan.

Les drogues illicites font donc plus que jamais partie du processus de mondialisation, que cela concerne les trafiquants, qui bénéficient directement de la prohibition, ou les États, qui, en menant leur « guerre à la drogue », profitent indirectement de l'opportunité que leur production et leur commerce fournissent à leurs interventionnismes respectifs. En effet, depuis que l'administration Nixon l'a déclarée en 1971, la guerre à la drogue est menée par de nombreux États à l'échelle mondiale, depuis l'Amérique latine jusqu'en Asie, en passant par l'Europe et l'Afrique. Elle est désormais d'autant plus justifiée, ou du moins perçue comme telle par les sociétés, qu'elle est considérée comme le corollaire indispensable de la guerre contre le terrorisme, une autre activité transnationale que la mondialisation

11. Voir également les excellents ouvrages de Courtwright [2001] et Davenport-Hines [2001].

12. Le texte des trois conventions est disponible en ligne : <www.undcp.org/un_treaties_and_resolutions.html> (page consultée le 28 mai 2002).

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h38. © La Découverte

et les rapports de force quasi impériaux qui ont été les siens jusqu'à la fin de la guerre froide ont grandement facilitée.

La problématique des drogues illicites est riche d'enseignements dans un monde dont l'interdépendance se fait croissante et dans lequel les disparités et les inégalités sont de plus en plus révélées et exploitées par les dispositifs transnationaux qu'acteurs étatiques et non étatiques élaborent. En effet, la géographie des drogues illicites est à considérer au regard de celle de la distribution mondiale et asymétrique du pouvoir, des richesses et des revenus, et de ses impacts sur les crises et les conflits. La mondialisation contient, à travers les inégalités qui sont les siennes, mais aussi à travers l'imposition d'un régime global de prohibition, les germes et les conditions du recours à l'économie des drogues illicites.

Bibliographie

ABOU ZAHAB M., « Pakistan : d'un narco-État à une *success story* dans la guerre contre la drogue ? », *CEMOTI*, n° 2, dossier « Drogue et politique », 2001, p. 141-158.

AUREANO G. R., « L'État et la prohibition de (certaines) drogues », *CEMOTI*, n° 2, dossier « Drogue et politique », 2001.

BOOTH M., *Opium : a History*, St. Martin's Press, New York, 1998.

CHOISEUL PRASLIN C.-H. de, *La Drogue, une économie dynamisée par la répression*, Presses du CNRS, Paris, 1991.

CHOUVY P.-A., « L'importance du facteur politique dans le développement du Triangle d'or et du Croissant d'or », *CEMOTI*, n° 32, Dossier « Drogue et politique », 2001, p. 69-86.

–, « Asie, la route commune du narcotrafic et du sida », *Peddro*, numéro spécial « Abus des drogues et sida », Unesco-Onusida, décembre 2001, p. 13-15, article consultable sur <www.geopium.org>.

–, « Drugs and War Destabilise Thai-Myanmar Border Region » et « New Drug Trafficking Routes in Southeast Asia », *Jane's Intelligence Review*, vol. 14, n° 4, avril 2002, p. 33-35, articles consultables sur <www.geopium.org>.

–, « Les itinéraires majeurs du narcotrafic en Asie », *in* Michel FOUCHER (dir.), *Asies nouvelles*, Belin, Paris, 2002b.

–, *Les Territoires de l'opium. Conflits et trafics du Triangle d'or et du Croissant d'or*, Olizane, Genève, 2002c.

CHOUVY P.-A. et Joël MEISSONNIER, *Yaa baa. Production, trafic et consommation de méthamphétamine en Asie du Sud-Est continentale*, L'Harmattan-IRASEC, Paris-Bangkok, 2002.

COPPEL A., « Consommation : les paradis artificiels sont-ils éternels ? », *in* Guy DELBREL, *Géopolitique de la drogue*, CEID, La Découverte, coll. « Documents », Paris, 1991.

COURTWRIGHT D. T., *Forces of Habit. Drugs and the Making of the Modern World*, Harvard University Press, Cambridge, 2001.

DAVENPORT-HINES R., *The Pursuit of Oblivion. A Social History of Drugs*, Phoenix, Londres, 2001.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h38. © La Découverte

ESCOHOTADO A., *A Brief History of Drugs. From the Stone Age to the Stoned Age*, Park Street Press, Rochester, 1999.
FONSECA G., « Économie de la drogue : taille, caractéristiques et impact économique », *Revue Tiers-Monde*, t. XXXIII, n° 131, « Drogues et développement », 1992.
LABROUSSE A. et KOUTOUZIS M., *Géopolitique et géostratégie des drogues*, Economica, Paris, 1996.
LAMOUR C. et LAMBERTI M. R., *Les Grandes Manœuvres de l'opium*, Seuil, Paris, 1972.
MCCOY A. W., *The Politics of Heroin. CIA Complicity in the Global Drug Trade*, Lawrence Hill Books, New York, 1991.
MCNICOLL A., *Drug Trafficking : A North-South Perspective*, The North-South Institute/L'Institut Nord-Sud, Ottawa, 1983.
NADELMANN E. A., « Régimes globaux de prohibition et trafic international de drogue », *Revue Tiers-Monde*, t. XXXIII, n° 131, « Drogues et développement », 1992, p. 537-552.
RUDGLEY R., *Essential Substances. A Cultural History of Intoxicants in Society*, Kodansha, New York, 1995.
SADEQUE N., « Pakistan : National Upheavals, Regional Repercussions : "God's Medicine Bedevilled"», *in* Michael L. SMITH, *Why People Grow Drugs : Narcotics and Development in the Third World*, Panos Publications, Londres, 1992.
SCHULTES R. E. et HOFMANN A., *Les Plantes des dieux*, Les Éditions du Lézard, Paris, 1993.
SEYF A., « Obstacle to the Development of Capitalism : Iran in the Nineteenth Century », *Middle Eastern Studies*, vol. 4, juillet 1998, p. 54-82.
UNITED NATIONS, *World Drug Report 2000*, Oxford University Press, United Nations Office for Drug Control and Crime Prevention, Oxford, 2000 ; document disponible sur le site web de l'ODCCP : <www.odccp.org>.
US DEPARTMENT OF STATE, *International Narcotics Strategy Control Report 1997*, Bureau for International Narcotics and Law Enforcement Affairs, Department of State, Washington DC, 1998.
ZHOU Yongming, *Anti-Drug Crusades in Twentieth Century China. Nationalism, History, and State Building*, Rowman & Littlefield, Lanham, 1999.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Biblio SHS - - 193.54.110.35 - 21/09/2016 09h38. © La Découverte

Pierre-Arnaud CHOUVY

L'importance du facteur politique dans le développement du Triangle d'Or et du Croissant d'Or

Where there is no common power,

there is no law ; where no law, no injustice.

Force and fraud are in war the two cardinal virtues

Thomas Hobbes, Leviathan, 1651, Chapitre XIII.

Compte tenu de leur consommation quasi universelle, les drogues, quelles qu'elles soient, plantes ou substances actives transformées, ainsi que leur production et leur consommation, constituent un phénomène anthropologique majeur et donc, *a fortiori*, politique, l'homme étant cet animal politique qu'a décrit Aristote[1]. En effet, l'histoire et la géographie des drogues sont indissociables de celles du genre humain[2], la répartition des plantes, et parmi elles de celles à drogues, se faisant sur la quasi-totalité de l'œkoumène, en deçà des limites d'adaptation du règne végétal aux rigueurs climatiques des zones désertiques chaudes et froides bien sûr. Ainsi, de toutes les sociétés humaines, il semble, selon R.E. Schultes et A. Hofmann[3], qu'il n'y ait eu que les Inuit qui, historiquement et jusqu'à leur découverte de l'alcool lors des premiers contacts avec la civilisation occidentale, n'aient pas eu recours à de tels artifices. Et c'est en fait, logiquement, au sein de la zone intertropicale que l'on rencontre la plus grande concentration et diversité de ces plantes dont les drogues sont extraites, les Amériques en constituant l'espace floristique le plus riche et l'Europe celui le plus pauvre. Mais c'est ici l'Asie continentale qui nous intéresse, et tout particulièrement ses deux espaces de production illicite de *Papaver somniferum* L., ou pavot à opium, plante à drogue particulièrement riche en alcaloïdes, puisqu'elle en contient une quarantaine, et dont l'histoire et la géographie sont intimement liées à celles de l'homme et de ses migrations[4].

Ce sont ici les espaces asiatiques dits du « Triangle d'Or » et du « Croissant d'Or »[5], espaces de production d'opiacés par excellence, qui fourniront le cadre d'étude géographique et géopolitique des relations qui peuvent exister entre le phénomène politique et le phénomène de l'économie de la drogue, illustrant donc cette problématique spécifique qui a été abordée sous ses divers aspects et à travers différentes régions du monde lors des rencontres du groupe « Drogue et politique ». Il s'agira ainsi de souligner le rôle primordial et déterminant qu'ont revêtu quelques évènements politiques majeurs et caractéristiques des espaces du Triangle d'Or et du Croissant d'Or dans les développements de leurs productions respectives d'opium et, *a fortiori*, d'héroïne. Précisons que nous entendrons ici par « politique » ce qui est relatif aux rapports de force et de pouvoir tels qu'ils s'expriment, souvent de façon partiale et contradictoire, autour des enjeux de société comme de ceux de l'Etat et de ses appareils. Aussi, compte tenu des dimensions spatiale et politique du phénomène, l'étude de l'importance du dernier facteur dans l'émergence et le développement de tels espaces de production illicite relève-t-elle de l'approche géopolitique. En effet, en nous inspirant ici de la définition des situations géopolitiques fournie par Yves Lacoste[6], nous pouvons dire que, d'un point de vue géographique et politique, les problématiques de la drogue permettent de révéler le jeu des rivalités de pouvoirs et des rapports de forces qui s'exercent d'une part sur les espaces de production comme, d'autre part, sur les activités même de production. Dès lors, la production, le trafic et la consommation de drogue peuvent donc être appréhendés comme des révélateurs de situations géopolitiques particulières.

Le passage en revue de quelques dates-charnières du développement de la production d'opium pourra ainsi permettre d'illustrer l'importance du politique dans le conditionnement du recours à l'économie de la drogue au sein de ces espaces. Ces dates-charnières, nous le verrons, sont caractérisées par la concomitance d'une occurrence politique régionale majeure et d'une

modification importante de la production de drogue, de son trafic ou de sa consommation. Mais c'est ici surtout aux tendances que nous prêterons attention tant les estimations quantitatives diffèrent selon les sources consultées et prêtent donc à maintes controverses. L'importance du facteur politique dans le développement de l'économie de la drogue, donc, est d'autant plus évident que si la production, le commerce et la consommation sont frappées d'illégalité, c'est avant toute autre chose en raison de l'application mondiale des logiques prohibitionnistes, d'inspiration et d'instigation largement étatsuniennes. En effet, quintessence de l'économie informelle puisque économie illégale certes, mais concernant des produits illicites, la marché de la drogue est le résultat de l'intervention étatique à l'échelle mondiale. E. A. Nadelmann explique en effet comment la place de l'Etat et de la loi, celle des normes internationales, constitue un aspect fondamental de la problématique des drogues dans le monde d'aujourd'hui, les « régimes globaux de prohibition » des drogues témoignant ainsi de la nature des relations Nord-Sud, d'un « centre » mondial et de ses multiples « périphéries ». Et l'auteur montre « comment la construction des normes internationales constitue un enjeu et un instrument de pouvoir de certains d'entre eux, notamment du Nord sur le Sud »[7]. Phénomène politique par excellence, et fondamentalement à l'origine de l'ampleur prise par l'économie illégale des drogues illicites, la prohibition, en lui imposant ce caractère, « différencie cette activité des autres formes de capital : la rotation du capital est très élevée et les marges des bénéfices très importantes. La prohibition permet de dégager des profits élevés qui dynamisent l'économie de la drogue malgré son illégalité ; mais c'est aussi parce qu'elle est illégale et risquée qu'elle est hautement rentable»[8]. Ainsi, dès lors qu'elle est dynamisée et conditionnée par la prohibition, l'économie illégale des drogues illicites résulte d'un contexte politique qui en détermine les modalités. Mais, à l'échelle des espaces plus restreints du Triangle d'Or et du Croissant d'Or, comme nous allons le voir, les économies de la drogue ont également été dynamisées par l'occurrence de phénomènes politiques d'importance locale et régionale.

La Birmanie au cœur du Triangle d'Or

Contrairement aux conceptions les plus courantes, la production d'opium dans l'espace actuel du Triangle d'Or n'a réellement débuté, et de façon mineure, qu'à la fin du XIX[e] siècle lorsqu'à la suite de diverses rébellions, dont celle des Panthay[9] en 1856, des populations de la Chine méridionale (Hmong et Haw, ou Panthay) furent forcées de chercher refuge dans les hautes terres du nord de la péninsule indochinoise. En Chine, les Panthay, qui s'étaient alliés aux Hmong après la rébellion de ceux-ci contre les Chinois en 1853, furent victimes d'une très forte répression durant les années 1870 et durent émigrer massivement au Tonkin et au Laos. Hmong et Yao fuirent également la répression en emportant avec eux leur pratique agricole de la culture du pavot à opium. Si la production régionale d'opium est donc récente en Asie du Sud-Est continentale, l'expression même de « Triangle d'Or » est bien plus tardive, ne datant en effet que de juillet 1971, lorsqu'elle fut conçue par un membre de l'administration Nixon[10]. C'est en fait en Chine qu'était concentrée la production mondiale d'opium illicite jusqu'à la Seconde Guerre mondiale et, en 1906, elle contribuait alors, avec 35 000 t., à 85 % de la production mondiale[11]. Ses provinces méridionales du Yunnan et du Sichuan, qui produisaient 54 % de l'opium chinois, fournissaient ainsi les deux-tiers des achats du monopole de l'opium de l'Indochine française[12]. Si la consommation chinoise d'opium était donc déjà la conséquence directe de la politique coloniale de l'Empire britannique, sa production intérieure, qui ne débuta que plus tard, résultait quant à elle également de ce même facteur politique, de façon indirecte toutefois[13]. Quant à la production de l'Asie du Sud-Est, permise d'une part par les politiques coloniales de développement de la consommation d'opium et de ses monopoles qui en assuraient le marché régional, elle n'en fut que plus facilitée par l'afflux des Hmong et des Haw, populations respectivement productrices et commerçantes d'opium et alliées politiquement et économiquement. Ce sont ces quelques occurrences politiques et, certes, économiques, qui ont ainsi permis à la production d'opium de se développer dans les hautes terres de la péninsule indochinoise.

Mais le réel développement de la production d'opium en Asie du Sud-Est continentale ne s'est toutefois déclaré que pendant la Seconde Guerre mondiale, lorsque les importations iraniennes, qui complétaient alors celles qui provenaient de Chine, furent compromises par le bouleversement et l'arrêt partiel du trafic maritime du théâtre asiatique de la guerre. En conséquence, et afin d'alimenter les monopoles, garants de la rentabilité financière des

entreprises coloniales, la production d'opium d'Indochine française augmenta, avec 60 t. en 1944, de 800 % depuis 1940. Il est ainsi désormais acquis qu'en Asie, l'alimentation des monopoles coloniaux de l'opium a directement contribué au développement de l'économie des opiacés, en assurant la viabilité économique des entreprises politiques coloniales britanniques et françaises[14].

Autre date-charnière majeure ayant permis l'émergence du Triangle d'Or, l'année 1949 est celle de la victoire des communistes chinois dans le conflit qui les opposaient aux nationalistes du Kuomintang (KMT). En l'espace de cinq années et avec un succès à ce jour inégalé, la Chine communiste s'attacha alors à éradiquer toute culture de pavot et à désintoxiquer la gigantesque population d'opiomanes qui était la sienne[15]. L'Asie du Sud-Est continentale vit alors sa propre production réellement augmenter afin de pallier les déficits d'importation des monopoles, alimentés, rappelons-le, par l'opium chinois. Et ce phénomène s'accentua encore après 1955 lorsque la prohibition iranienne entraîna l'arrêt de l'approvisionnement complémentaire de la région. Mais cette phase de l'émergence de la production d'opium dans la péninsule est également caractérisée par l'implication notoire dans l'économie de la drogue des forces armées du KMT, réfugiées pendant de longues années dans le nord de la Birmanie, du Laos et de la Thaïlande. Le KMT y prélevait en effet un impôt en nature sur les productions birmanes d'opium, contraignant les cultivateurs à étendre leurs cultures pour pallier cette ponction. On estime que la production des Etats shan atteignait ainsi 400 t. vers 1955, et que le KMT installa parmi les premières raffineries d'héroïne dans la région dès 1960.

La production birmane s'accélère ensuite de façon notoire à partir de 1962, date du coup d'Etat du général Ne Win et de la mise en place de sa désastreuse Voie birmane vers le socialisme qui, à travers un large programme de nationalisations, va provoquer le développement d'une économie informelle basée sur un marché noir national et un recours croissant à l'économie de l'opium. Mais, dans le contexte d'une Birmanie en quête d'unité politico-territoriale depuis 1948, c'est probablement la décision politique prise par Ne Win en 1963 de créer des milices d'autodéfense pro-Rangoun[16] qui va réellement initier l'explosion de la production d'opium dans le pays. Les milices vont en effet bénéficier d'une totale liberté de commerce et de déplacement, en échange de leur lutte active contre les rébellions ethniques autonomistes des périphéries montagneuses orientales où l'opium est produit et l'héroïne transformée. Les milices, supprimées en 1973 à la suite des incessantes luttes intestines qui les opposaient autour du commerce de l'opium, auront entre autres permis l'ascension de deux figures emblématiques du narcotrafic birman : Chang Chifu, alias Khun Sa, dit encore « roi de l'opium », et Lo Hsing Han, qui dirigeaient tous les deux parmi les plus importantes de ces milices. A la tête d'une armée privée dite nationaliste shan, Khun Sa s'appropriera ainsi une immense portion du marché de l'opium, avant de rendre les armes en 1996 et de prendre une retraite négociée avec la junte dans le quartier résidentiel de Rangoun.

L'autre facteur politique majeur ayant contribué à l'augmentation de la production d'opium en Birmanie, peut-être même le principal, a été l'insurrection armée du Parti communiste birman d'obédience chinoise (PCB) en 1968 et son recours consécutif à l'économie de l'opium. En effet, l'orchestration et le soutien financier du développement du PCB par la Chine communiste seront rapidement affectés par deux évènements d'importance géopolitique majeure : l'invasion vietnamienne du Cambodge en 1979 et les évènements de Tienanmen en 1989, qui imposent progressivement le réalignement diplomatique de la Chine et la cessation de son soutien aux partis communistes d'Asie du Sud-Est. Le PCB dut donc se résoudre à s'autofinancer grâce à l'économie de l'opium et c'est donc dans ces conditions que la production explosera littéralement à la fin des années 1980[17].

En Birmanie, les évènements politiques ultérieurs contribueront encore à augmenter le recours de certaines parties de la population à l'économie de l'opium. Ainsi, la démonétisation massive et sans compensation de 1987 poussera une partie de la population à se réfugier qui dans l'économie de l'or et de l'immobilier en zones urbaines, qui dans celle de l'opium en zones rurales. Et en 1988, avec l'avènement au pouvoir de la junte militaire du SLORC[18], toujours dirigée par Ne Win, cette démonétisation brutale sera en partie à l'origine du vaste mouvement de protestation et de sa répression sanglante du 8 août 1988. La condamnation internationale du massacre aura pour premier effet d'augmenter l'isolement diplomatique de la

Birmanie, désormais renommée Myanmar, et pour second effet de favoriser un rapprochement sino-birman après les évènements de Tienanmen (1989), également condamnés par la communauté internationale. Ce rapprochement se traduira entre autres par l'ouverture de routes commerciales entre les deux pays et la nette réorientation des exportations d'héroïne birmane vers la Chine, *via* le Yunnan, tandis que les biens de consommation et l'aide militaire en provenance de Pékin inondent la Birmanie, au point que la plupart des observateurs estiment que, « économiquement, le nord Myanmar est devenu le sud du Yunnan »[19]. Mais la Chine pâtit désormais grandement de ce rapprochement stratégique et politique car l'ouverture du commerce frontalier s'est rapidement traduite par l'explosion de l'héroïnomanie et la diffusion concomitante de l'épidémie de sida, la province frontalière du Yunnan comptant plus de 80 % des séropositifs du pays en 1990[20].

Toujours en 1989, c'est la rébellion des jeunes cadres du PCB et des Wa[21], composant la faction armée du PCB, contre les dirigeants presque exclusivement birman ethniques[22], qui va contribuer de façon importante à l'augmentation de la production d'opium. L'explosion du PCB donne en effet naissance à quatre groupes armés[23] dont la United Wa State Army (UWSA), désormais le plus puissant d'entre eux et le plus engagé dans l'économie des drogues illicites. Les quelques centaines de millions de pilules de méthamphétamine qui inondent le marché thaïlandais depuis 1996 proviennent ainsi principalement des laboratoires wa disséminés le long de la frontière birmano-thaïlandaise[24]. En bénéficiant de la dissolution du PCB et d'accords de cessez-le-feu passés avec de nombreuses armées ethniques, dont la UWSA qu'il a utilisée comme son bras armé, le SLORC put obtenir la reddition de Khun Sa en janvier 1996 et le démantèlement partiel de son armée. Le trafic d'opiacés put alors se diversifier, de nombreux autres acteurs, et principalement la UWSA, prenant, en accord tacite avec la junte, la place de l'ancien « roi de l'opium ». Les prix de l'héroïne ayant augmenté en Thaïlande dès la reddition de Khun Sa, c'est le nouveau marché florissant des drogues de synthèse, et particulièrement de la méthamphétamine (*yaa baa* en thaï), qui a pu littéralement exploser, la production comme la consommation de *yaa baa* augmentant au point d'être qualifiées de menace sécuritaire majeure en Thaïlande.

Certes, en 1999, les chiffres de la production birmane d'opium étaient inférieurs de moitié à ceux de 1997 (1 090 t. / 2 365 t.). Mais, si une sécheresse aggravée était certes responsable de cette baisse, les récoltes à venir devraient néanmoins bénéficier d'autres décisions politiques locales. En effet, depuis novembre 1999 et dans le cadre des accords passés avec la junte dans leur guerre commune contre Khun Sa, d'importants déplacements de populations productrices d'opium ont été organisés par la UWSA, depuis la frontière chinoise vers celle de la Thaïlande. Ce qui, à la frontière chinoise, est présenté comme un projet de développement alternatif, pourrait bien se traduire dans les faits par une augmentation de la production d'opium et de méthamphétamine du côté birman de la frontière thaïlandaise. Ce que redoutent désormais les autorités thaïlandaises, avec juste raison, semble d'autant plus logique que cette région frontalière est désormais le théâtre d'intenses affrontements entre la UWSA et la Shan State Army (SSA), armée nationaliste shan issue de la dissolution de la Mong Taï Army (MTA) de Khun Sa. La première se bat en effet avec l'aval de la junte[25] contre les rebelles shan de la seconde et perpétue les déplacements forcés de populations pratiqués par les militaires birmans, dans un but non avoué d'appropriation des terres à pavot de la région. Si, comme nous l'avons vu, l'émergence du Triangle d'Or trouve ses racines dans les histoires politiques et économiques de la Chine et de la péninsule indochinoise, son développement actuel et sa pérennité, son fort ancrage territorial, procèdent de la mise en œuvre des stratégies politico-territoriales des différents acteurs en présence. L'instrumentalisation des revendications nationalistes des Shan par certains de leurs dirigeants, à l'instar de Khun sa, celle des Wa par les armées réfugiées du PCB puis celle, plus récente et tout aussi significative dans le développement et surtout la diversification des productions du Triangle d'Or, de la UWSA par la junte birmane dans sa lutte pour la maîtrise du territoire birman tel que définit internationalement, ont très nettement alimenté les rivalités de pouvoir et les rapports de force qui, en tant que facteurs politiques, ont façonné et transformé le Triangle d'Or. Ce rôle prédominant des facteurs politiques dans les mécanismes ayant permis et favorisé le développement des espaces de production illicite du Triangle d'Or est à rapprocher de la

situation qui prévaut en Asie du Sud-Ouest et plus particulièrement dans l'espace du Croissant d'Or.

Le Croissant d'Or : autour de l'Afghanistan

L'émergence du Croissant d'Or est postérieure à celle de son *alter ego* du sud-est asiatique. Aussi, l'expression, anonyme semble-t-il, serait dérivée de la comparaison qu'en a établi la CIA avec le Triangle d'Or dans un rapport de septembre 1979 sur l'Iran. Mais les racines historiques du Croissant d'Or sont bien sûr plus anciennes, comme ont pu le montrer la place déterminante de la Perse en tant que producteur-exportateur d'opium pendant la période coloniale, et sa longue tradition de consommation de l'opium. Le pays, qui avait produit 600 t. d'opium au début du siècle et 1 350 en 1936, et qui connaissait une consommation très importante, bannit en 1955, sous la pression prohibitionniste des Etats-Unis et avec 1,3 million de consommateurs nationaux, toute production et consommation d'opium sur son territoire.

Décision politique par excellence, la prohibition iranienne, si elle réduisit plus la production locale que la consommation, a surtout contribué, par effet de vase communicant, à la hausse de la production en Afghanistan, au Pakistan et en Turquie, le marché iranien de consommation devant en effet être alimenté d'une façon ou d'une autre. Cette production réalisée dans les pays limitrophes eut bien sûr pour conséquence de drainer les réserves en or du trésor iranien, doublement grevé donc après la perte de recettes d'exportation depuis 1955. Dans ces conditions, la production iranienne fut rétablie en 1969 et fut entièrement absorbée par une consommation nationale dont l'importance impliquait toutefois toujours l'importation d'opium étranger. Quelque 200 t. d'opium produit dans les pays limitrophes durent ainsi être importées annuellement, et illégalement, afin de pallier l'insuffisance de la production nationale. C'est dans ce contexte, à la fin des années 1970 et au début des années 1980 que le Croissant d'Or va réellement émerger, à la faveur d'évènements politico-militaires régionaux majeurs.

C'est d'abord, en 1977, au Pakistan, le coup d'Etat du général Zia ul-Haq qui met fin à une période démocratique et prépare le rôle futur des services secrets nationaux (ISI) dans la politique intérieure et extérieure du pays, et notamment dans le trafic de l'héroïne lors du conflit afghan. La révolution iranienne de février 1979 va, quant à elle, bouleverser l'échiquier politique régional et réorienter l'influence des Etats-Unis dans cette partie du monde vers le Pakistan, permettant ainsi l'alliance à venir entre la CIA et l'ISI dans le cadre du conflit afghan. Une autre conséquence majeure du bouleversement politique iranien, fut que le régime de l'ayatollah Khomeiny chercha d'abord et principalement à réprimer la consommation d'alcool dans le pays, alors que celle de l'opium augmentait en même temps que sa production, permettant au pays d'accéder à nouveau à l'autosuffisance. Les conséquences, en fait la deuxième conséquence indirecte de la prohibition iranienne de 1955, se manifestèrent alors en Afghanistan et au Pakistan où les productions furent soudainement privées de leur principal marché, redevenu autosuffisant, alors qu'en 1972 les 400 000 consommateurs iraniens importaient quelque 195 t. des pays limitrophes dont la quasi totalité des 100 t. produites par l'Afghanistan[26]. C'est à partir de cette période que la transformation de l'opium en héroïne fut initiée dans la région frontalière tribale afghano-pakistanaise, principalement dans la *North West Frontier Province* (NWFP) au moment où, avec 800 t., la production d'opium atteignait des records au Pakistan, et avant que Zia n'en impose une réduction rapide et aujourd'hui presque achevée.

Avec l'invasion soviétique de l'Afghanistan en décembre 1979, et l'aide concertée des Etats-Unis[27] et du Pakistan (CIA et ISI) à la résistance afghane, c'est une nouvelle ère du développement de la narcoéconomie qui s'ouvre, rappelant étrangement le rôle que l'opium avait déjà pu jouer pour les services secrets, français comme étatsuniens d'ailleurs, dans le conflit indochinois[28]. Ainsi, dans cette logique stratégique selon laquelle les économies de guerre peuvent dépendre de celles de la drogue et les alimenter, Gulbuddin Hekmatyar, un des chefs de la résistance afghane qui fut choisi par l'ISI pour recevoir la majorité de l'aide financière des Etats-Unis et le soutien de la CIA[29], se révéla être impliqué dans le trafic des opiacés. Durant la guerre d'Afghanistan, la production d'opium y augmenta progressivement, doublant d'abord en 1983 (575 t.) et ensuite en 1987 (800 t.)[30]. Les productions respectives du Croissant d'Or et du Triangle d'Or allaient alors s'établir autour de la barre des 1 000 t.

jusqu'en 1988 pour n'augmenter de façon significative qu'à partir de 1989, c'est-à-dire d'un côté jusqu'au retrait des Soviétiques d'Afghanistan, au début des multiples conflits opposant les nombreux commandants afghans, au retour de nombreux réfugiés démunis dans la région de production d'opium du Nangrahar, à la suppression de l'aide financière des Etats-Unis et à l'arrêt en 1991 de leurs livraisons d'armes ; et de l'autre, jusqu'à la prise du pouvoir par le SLORC en Birmanie, juste avant que la production du pays ne double subitement[31]. En 1994, les récoltes afghanes avaient encore augmenté, atteignant alors, selon le PNUCID[32], quelque 3 200 t., soit plus que les 2 700 t. produites en Birmanie. Mais l'Afghanistan n'affirmera son incontestable prédominance sur la scène mondiale de la production d'opium qu'avec le développement d'un autre phénomène géopolitique majeur, celui du renouveau des politiques de l'accès en Asie centrale et en Asie du Sud-Ouest. En effet, après la chute de l'Union soviétique, vraisemblablement précipitée par sa défaite dans le conflit afghan, on assiste en 1991 à l'indépendance des républiques d'Asie centrale et à leur réouverture, *via* l'Afghanistan, au commerce avec l'Asie du Sud. C'est ainsi l'ouverture des marchés de l'ex-Union soviétique à l'opium afghan qui est rendue possible dès lors que les accès frontaliers et routiers sont rétablis après de longues décennies de fermeture, opportunité d'autant plus exploitée par les narcotrafiquants que la voie royale iranienne du narcotrafic est de plus en plus surveillée et contrôlée.

Toujours dans ce contexte de géopolitique des axes de communication transrégionaux, ici en l'occurrence la route reliant le Baloutchistan pakistanais et la côte du Makran au Turkménistan, l'apparition en 1994 des *taliban* sur la scène afghane va correspondre à l'avènement d'une nouvelle période de production d'opium dans le pays. Avec leur conquête rapide de 85 % du territoire[33], ceux-ci s'approprient également environ 96 % des terres à opium du pays. La récolte de 1999, désormais historique, sera doublée par rapport à celle de 1998, le pays produisant subitement 4 600 t. d'opium, soit 75 % du total mondial. Et ce certes, à un moment où, comme en 1978-1980, la Birmanie voit sa production diminuer à la suite d'une sécheresse régionale. En Afghanistan, comme c'était le cas en Birmanie, l'opium était dès lors devenu objet et moyen de pression politique et stratégique, que l'on se place du point de vue national ou international, ou que l'on considère la légitimité nationale ou internationale des régimes en place. En effet, en tant que condition préalable à l'obtention de sa reconnaissance, la communauté internationale requiert entre autres choses des *taliban* qu'ils enrayent, diminuent et éliminent une production d'opium sur laquelle une partie importante de leur soutien populaire est basée. Mullah Omar, commandeur des croyants et chef suprême des *taliban*, a ainsi essayé à plusieurs reprises de monnayer l'éradication du pavot afin d'obtenir une reconnaissance et une légitimité internationale qui font toujours défaut à son régime. Mais, comme, le directeur du service de contrôle des drogues de Kandahar, Abdul Rashid, l'expliquait en 1997, il n'est pas possible, dans le contexte politico-économique actuel de l'Afghanistan d'éradiquer le pavot sans s'aliéner le soutien des cultivateurs, c'est-à-dire de l'immense majorité de la population[34]. La dimension politique revêtue par la production d'opium en Afghanistan est encore plus évidente en 2001 puisque, après l'édit porté par Mullah Omar le 27 juillet 2000 selon lequel la production d'opium est proscrite car contraire aux principes de l'islam, le PNUCID estime que seulement 70 % des surfaces plantées en pavot en 1999 l'ont été en 2000 et que la récolte de 2001 a donc été très faible au regard du record de production de 1999[35]. Maintes questions restent toutefois posées, concernant par exemple les réelles motivations ayant provoqué un tel changement de position de la part des *taliban*, ou concernant la viabilité d'une telle prohibition compte tenu des conditions d'isolement diplomatique et économique de l'Afghanistan, comme de la très grave crise humanitaire et agricole que vit le pays à la suite de la sécheresse qui affecte toute la région. En effet, comment cette stricte interdiction peut-elle être durablement imposée à une population majoritairement rurale dont les ressources économiques sont aussi limitées ? Comment un régime tel que celui des *taliban* peut-il se permettre, compte tenu de la nature conflictuelle et instable des relations de pouvoir et des rapports de force locaux, nationaux, régionaux et internationaux, de s'aliéner la seule base de soutien dont il peut *a priori* disposer, celle de la population, sans bénéficier de celui de la communauté internationale et de ses aides économiques ? En Afghanistan, comme en Birmanie d'ailleurs, l'économie de l'opium est politique. Le contexte politique y prévaut en effet très nettement, ou peut y prévaloir, sur les conditions économiques, ainsi que l'évolution de la production entre 1998 et 2001 aura pu clairement le montrer. Le marché de l'opium relève d'une problématique géopolitique

à part entière et son développement, positif ou négatif, relève plus de facteurs politiques qu'économiques dès lors que ce sont les rapports de forces et les relations de pouvoir entre les différents acteurs, et leurs traductions territoriales, qui déterminent l'étendue et l'intensité de la production.

Economies de guerre et économies de la drogue

Nous avons pu observer de façon succincte, à travers les évolutions du Triangle d'Or et du Croissant d'Or, une indiscutable importance des facteurs politiques dans le développement de la production et de la consommation de drogues illicites, comme dans l'émergence et la diversification des routes du trafic. Mais cette prégnance du phénomène politique pose bien sûr la question de la responsabilité et de l'implication des Etats dans le développement de l'économie de la drogue.

Il apparaît en fait que, quel que puisse être le degré d'implication de certains membres de la junte birmane ou du régime *taliban* dans le narcotrafic, dans chaque pays les décisions politiques sont dictées plus par des impératifs stratégiques et sécuritaires d'échelle locale et régionale, que par des considérations économiques et juridiques internationales.

D'autre part, de la même façon qu'il a pu être dit que la drogue était le nerf de la guerre et qu'elle pouvait en devenir son enjeu[36], si en Birmanie les décisions politiques majeures ont très nettement contribué à l'augmentation de la production d'opium, c'est, comme désormais en Afghanistan, la prépondérance économique et stratégique de l'opium, son importance en tant qu'outil de négociation et de tractation, qui définissent en partie la latitude des décisions politiques qui peuvent être prises par les différents acteurs du système : Etats, organisations internationales, narcotrafiquants. Le dilemme est le même pour la junte birmane que pour le régime *taliban* en Afghanistan, où les impératifs de politique intérieure sont incompatibles avec ceux de la politique extérieure. Ne pas s'allier aux armées ethniques et narcotrafiquantes en Birmanie, ou s'aliéner les paysans producteurs d'opium en Afghanistan, reviendrait tout simplement pour les pouvoirs en place à échanger un semblant d'autorité interne contre une reconnaissance externe partielle et à la valeur toute relative sur la scène géopolitique intérieure. On peut observer à travers ces exemples que des décisions politiques ont très clairement rythmé le développement de la production d'opiacés, et que si les conditions économiques et les motivations qu'elles ont pu susciter ont certes provoqué un recours à l'économie de la drogue, c'est dans une large mesure grâce à ces décisions politiques qui les ont rendues possibles.

Ces décisions politiques prises par les dirigeants et acteurs politiques birmans et afghans doivent néanmoins être replacées dans le contexte particulier des économies de guerre civile, qui diffère de celui des guerres dites classiques. L'instrumentalisation de l'économie de la drogue revêt en effet une grande valeur stratégique dans ce contexte particulier et permet aux différents acteurs de contracter des alliances entre eux, dès lors qu'ils sont tous engagés dans les deux types d'économie et font l'expérience de leurs contraintes et avantages respectifs. D'autre part, le financement nécessaire de la poursuite de la guerre est, en Birmanie comme en Afghanistan, d'autant plus problématique et difficile que les deux pays, outre la très profonde dégradation de leurs traditionnelles structures économiques de production, sont, ou ont été, sous le coup de sanctions économiques et diplomatiques qui en ont fait de véritables Etats paria, isolés de la majeure partie de la communauté internationale[37]. Les conflits prolongés qui affectent la Birmanie et l'Afghanistan, et donc leurs économies respectives, jouent ainsi un grand rôle dans le développement du caractère illicite de leurs économies politiques, l'économie de la guerre entretenant et dynamisant celle de la drogue qui, à son tour, rentabilise, au moins pour les acteurs principaux, les conflits auxquels ceux-ci prennent part. En Birmanie et en Afghanistan, la pérennisation et l'ancrage territorial de l'économie de la drogue doivent donc être mesurés à l'aune de la permanence et de la spatialisation de leurs conflits.

Quant aux situations politiques des deux pays, leur exclusion de la communauté internationale comme de l'économie mondiale est fortement susceptible d'encourager et de favoriser le recours à une économie illicite qui, seule, peut permettre un semblant d'intégration dans le marché mondial lorsque tout autre forme d'intégration, *a fortiori* politique, est proscrite par cette même communauté. Il n'est besoin que d'observer que la Birmanie et l'Afghanistan ont vu leurs productions respectives d'opiacés augmenter, voire exploser, à partir de 1988 et de

1994, précisément aux époques auxquelles les politiques d'isolement leur ont été imposées. L'isolement international, à travers embargos et sanctions économiques, a sans aucun doute encouragé le développement de l'économie des drogues illicites dans les deux pays et par certains acteurs étatiques comme non-étatiques. En 2001, à travers l'extraordinaire réduction de la production afghane, c'est encore la dimension politique d'une telle économie qui est révélée, l'édit de Mullah Omar démontrant l'importance primordiale de la volonté politique au sein des problématiques de la drogue. La capacité qu'auraient eu les *taliban* de prolonger cet effort aurait bien sûr été fonction, d'une part, de celle de la population anciennement productrice d'opium d'endurer le considérable durcissement de ses conditions de vie, d'ailleurs dénoncé par les antennes du PNUCID en Afghanistan et, d'autre part, de la reconnaissance internationale de ces efforts comme de la levée, au moins partielle, des sanctions économiques qui compromettent toute politique de substitution durable.

Quant au bouleversement politico-territorial survenu en Afghanistan en novembre 2001, s'il ne permet pas de déboucher d'une part sur l'obtention d'un pays unifié sous un seul pouvoir certes représentatif de la diversité des acteurs nationaux et, également, décentralisé et d'autre part, sur la résolution de la crise majeure et prolongée à laquelle le pays et sa population ont fait face, cela pourra bien sûr compromettre l'éradication récemment

accomplie sous le régime *taliban*. Avec les rivalités que cela pourrait impliquer autour des ressources et des revenus que la main-mise sur les différents territoires permettrait, un morcellement politico-territorial, même et surtout sans impliquer de partition du pays, redynamiserait probablement à court terme une production de pavot à opium en Afghanistan. Si l'on peut d'ores et déjà, en novembre 2001, confirmer que les semailles ont de nouveau eu lieu dans certaines régions du pays, il apparaît alors que le rôle de la guerre y a encore une fois été crucial dans l'orientation des dynamiques de l'économie de l'opium.

Conclusion

Au-delà du terreau économique du sous-développement sur lequel prospère le pavot à opium, ce sont donc des facteurs politiques, et parmi eux surtout polémologiques, qui expliquent et rythment la croissance du phénomène narcotique. L'opium et ses dérivés pèsent en effet très lourd dans la balance de négociation locale et internationale de régimes autoritaires en mal de légitimité nationale et internationale. La production de drogue en Birmanie et en Afghanistan procède donc sans aucun doute de la tolérance, sinon du bénéfice, que l'Etat fait, ou a fait du narcotrafic, comme bien sûr des situations conflictuelles qui y perdurent. Si la production et le trafic de drogue bénéficient, certes, de conditions politiques favorables à leur développement, il ne semble toutefois pas que ce soit du fait de politiques d'Etats que l'on pourrait qualifier de narco-Etats. La notion même de narco-Etat, c'est-à-dire celle d'un Etat qui a développé et organisé le narcotrafic en tant que politique à part entière et de façon implicite, n'est pas pertinente dans le cas de la Birmanie ou de l'Afghanistan, ni non plus dans aucun autre à notre connaissance[38]. La seule chose qui puisse être affirmée c'est qu'en Birmanie, par exemple, ou plutôt au Myanmar, le rapatriement et le blanchiment de l'argent du narcotrafic, comme l'impunité dont bénéficient les narcotrafiquants, ont certes atteint un véritable degré d'institutionnalisation. La notion de narco-Etat, en supposant qu'elle puisse concrètement correspondre à une réalité politico-économique, relève ainsi plus de la sémantique et de l'opinion que d'un état de fait prouvé[39].

Notes

1 Aristote, *Les politiques*, Paris, Flammarion, 1993.
2 Si la définition de la drogue peut être faite en fonction de la présence dans certains produits de composés chimiques particuliers, les substances actives, dont les alcaloïdes font partie, elle relève également, bien sûr, de la législation internationale sur les stupéfiants. Mais, la drogue, outre la nature des effets biodynamiques qu'elle induit, se définit essentiellement, et d'après les mots du pharmacognosiste J.-M. Pelt, par les rapports que celui qui la consomme entretient avec elle. On peut donc dire qu'il faut qu'un composé chimique donné soit consommé pour qu'il puisse répondre à l'appellation de « drogue », le mode et la fréquence de consommation,

décidés par chaque individu, créant alors sa propre accoutumance et, ou, dépendance au produit. C'est donc le consommateur, à travers sa pratique, plus que le produit lui-même, qui détermine quelle substance sera, pour lui, une drogue. Voir : Pelt J.-M., *Drogues et plantes magiques*, Paris, Fayard, 1983.

3 Schultes, R. E., Hofmann A., *Les plantes des dieux*, Paris, Les Editions du Lézard, 1990, p. 62.

4 Chouvy P.-A., « Le pavot à opium et l'homme. Origines géographiques et premières diffusions d'un cultivar », *Annales de Géographie*, mars-avril 2001, n° 618, pp. 182-194. Cf. :

5 Historiquement et *stricto sensu*, les deux aires sont surimposées aux espaces frontaliers contigus de la Birmanie, du Laos et de la Thaïlande d'une part, et de l'Afghanistan, de l'Iran et du Pakistan d'autre part.

6 Lacoste, Y., *Dictionnaire de géopolitique*, Paris, Flammarion, 1993.

7 Nadelmann E.A., « Régimes globaux de prohibition et trafic international de drogue », *Revue Tiers Monde*, 1992, t. XXXIII, n° 131, p. 538.

8 Fonseca G., « Economie de la drogue : taille, caractéristiques et impact économique », *Revue Tiers Monde*, 1992, t. XXXIII, n° 131, p. 491 - Voir également : Nadelmann E.A., « Commonsense Drug Policy », *Foreign Affairs*, 1998, Vol. 77, n° 1, p. 113 : « Crop substitution programs designed to persuade Third World peasants to grow legal crops cannot compete with the profits that drug prohibition makes inevitable. Crop eradication campaigns occasionally reduce production in one country but new suppliers pop up elsewhere ».

9 Le terme de Panthay est un exonyme birman que les « Panthay » désapprouvent en lui préférant les endonymes de *hui-hui* ou encore de *hui-tzu* qui signifient simplement « musulman ». L'expression de « Chinois musulman » est ainsi de loin préférée par les principaux intéressés à celle de « Panthay » : Yegar M., « The Panthay (Chinese Muslims) of Burma and Yunnan », *Journal of Southeast Asian History*, 1966, Vol. 7, No. 1, pp. 74-75. « Panthay » sera néanmoins utilisé ici par souci de simplicité et de clarté, le terme précisant de façon satisfaisante les origines ethniques et géographiques en plus de la religion du groupe considéré lorsque ses individus résident en Birmanie. En Thaïlande, au Laos ou en Chine du Sud, les Hui sont aussi appelés Haw ou Chin Haw.

10 Le *U.S. Assistant Secretary of State* Marshall Green, en faisant référence aux trois angles d'un triangle de production (Birmanie, Laos, Thaïlande) et donc en excluant implicitement la Chine de cette aire, faisait alors acte de diplomatie envers une Chine populaire dans laquelle le Président Nixon devait se rendre en visite officielle.

11 A titre indicatif, l'Afghanistan a produit en 1999, avec quelque 4 600 t., 75 % de la récolte mondiale d'opium.

12 En 1901, Paul Doumer, le gouverneur de l'Indochine française déclarait que la moitié de ce qu'il vendait dans le cadre du monopole de la colonie provenait du Yunnan. Voir : Mc Coy A., *The Politics of Heroin in Southeast Asia*, New York, Harper & Row, 1992 ; *The Politics of Heroin : CIA Complicity in the Global Drug Trade*, New York, Lawrence Hill Books, 1991.

13 A l'imposition par les Britanniques, au moyen de guerres dites « de l'opium » (1839-1842 et 1856-1860) et contre la prohibition en cours dans l'Empire du Milieu, d'un marché de la consommation d'opium indien en Chine qui permettait de rétablir une balance des échanges déficitaire, la Chine finit par répondre en tolérant puis en favorisant sa propre production, une sorte de substitution aux importations en somme, afin de pallier le déficit commercial qui était désormais le sien.

14 Descours-Gatin C., Quand l'opium finançait la colonisation en Indochine, Paris, L'Harmattan, 1992 ; Meyer K., Parssinen T., Webs of Smoke : Smugglers, Warlords, Spies, and the History of the International Drug Trade, Lanham, Rowman & Littlefield Publishers, 1998 ; Trocki C.A., Opium, Empire and the Global Political Economy, A Study of the Asian Opium Trade 1750-1950, London / New York, Routledge, 1999 ; Brook T., Wakayabasi B.T. (Ed.), Opium Regimes, China, Britain, and Japan, 1839-1952, Berkeley, University of California Press, 2000 ; Le Failler P., Monopole et prohibition de l'opium en Indochine. Le pilori des Chimères, Paris, L'Harmattan, 2001.

15 Zhou Yongming, *Anti-Drug Crusades in Twentieth-Century China. Nationalism, History, and State Building*, Lanham, Rowman & Littlefield, 1999.

16 Les KKY (*Ka Kwe Ye*).

17 Voir, pour plus de détails : Lintner B., *Land of Jade, A Journey from India through Northern Burma to China*, Bangkok, White Orchid Press, 1996 ; Lintner B., *Burma in Revolt, Opium*

and Insurgency Since 1948, Boulder, Westview Press, 1994 ; Smith M.G., *Burma : Insurgency and the Politics of Ethnicity*, Londres, Zed Books Ltd, 1991.

18 *State Law and Order Restoration Council*, renommé en 1997 *State Peace and Development Council* (SPDC).

19 Steinberg D.I., « The Burmese Political Economy : Opportunities and Tensions », *in* Brandon J.J. (Eds.), *Burma : Myanmar in the Twenty-First Century, Dynamics of Continuity and Change*, Bangkok, Thai Studies Section, Open Society Institute, 1997, p. 127.

20 Chouvy P.A., « Narcotrafic, héroïnomanie, et diffusion du sida », *PEDDRO,* UNESCO, 2001, à paraître.

21 Les Wa sont un groupe tribal de langue austro-asiatique qui habite les espaces montagneux des zones frontalières sino-birmanes et désormais birmano-thaïlandaises. Traditionnellement guerriers redoutés, et anciens chasseurs de têtes, les Wa ont été recruté par le PCB dès 1968 pour former et encadrer ses troupes réfugiées en Birmanie : voir Lebar F.M., Hickey G.C., Musgrave J.K. (Eds.), *Ethnic Groups of Mainland Southeast Asia*, New Haven, Human Relations Area Files Press Lacoste Y. (Dir.), *Dictionnaire de géopolitique*, Paris, Flammarion.

22 En anglais : *Burmese* : groupe ethnolinguistique ; et non *Burman* : citoyens de l'Union de Birmanie. La distinction n'étant pas faite en français, il est ici précisé qu'il s'agit de « birman ethniques », la marque du pluriel n'étant quant à elle pas portée aux ethnonymes : par exemple les Wa, les Hmong, les Lao (et non les Laos…).

23 UWSA, MNDAA (*Myanmar National Democratic Alliance Army*, du Kokang, d'où vient traditionnellement le meilleur opium), NDAA (*National Democratic Alliance Army*, dans le nord-est de l'Etat shan, vers Kengtung (21°17' N, 99°36' E), région riche en opium), NDA (*New Democratic Army* sur la frontière yunnanaise de l'Etat kachin, peu d'opium).

24 Chouvy P.-A., « Drug Diversity in the Golden Triangle », in *Crime and Justice International*, Octobre 1999, Vol. 15, n° 33, pp. 5,6,18, Chicago, University of Illinois, Office of International Criminal Justice (OICJ). (Disponible à : http://www.geopium.org)

25 La UWSA bénéficie du soutien du général Khin Nyunt, chef du renseignement militaire birman et principal homme fort de la junte.

26 Les 217 t. produites par l'Iran n'étaient alors pas suffisantes.

27 Celle-ci avait en fait, on l'apprit plus tard, débuté en avril, 8 mois avant l'invasion.

28 Voir les ouvrages de référence d'Alfred McCoy mentionnés ci-dessus.

29 Le fait que l'aide de la CIA allait être procurée à des narcotrafiquants avait été dénoncé dès 1980 par le docteur D. Musto qui en avait averti le *Drug Abuse Council* de l'administration Carter. Mais, dès 1982, l'administration Reagan, avec William Casey en tant que nouveau directeur de la CIA, n'avait pas répugné à intégrer, ou au moins à tolérer, dans le cadre de sa croisade contre le « *Evil Empire* » de l'URSS, le rôle de la drogue dans le conflit afghan. Le *Federal Bureau of Investigation* (FBI), qui n'était jusque-là que très peu concerné par les affaires de drogue, fut soudainement chargé des campagnes antidrogue aux Etats-Unis, en lieu et place de la DEA qui se trouva alors écartée de deux des acteurs majeurs des opérations en Afghanistan : la CIA et le *National Security Council* de R. Reagan. La même année, et seulement deux mois après que Reagan eut autorisé le soutien secret de la Contra nicaraguayenne par la CIA, un mémorandum également secret exempta l'Agence de son obligation légale de déclarer tout trafic de drogue pratiqué directement ou indirectement par elle, donc dans le cadre de la résistance afghane à l'invasion soviétique. Ce n'est qu'en 1995, sous l'administration Clinton, que l'exemption dont bénéficiait la CIA fut finalement supprimée. Voir : Globe P., « East/West: Analysis From Washington The Man Who Called The Empire Evil », *Radio Free Europe / Radio Liberty*, 06-02-01 ; Cooley J.K., *Unholy Wars*: *Afghanistan, America and International Terrorism*, Londres, Pluto Press, 1999, p. 133.

30 Chiffres du *U.S. Department of State* : International Narcotics Control Strategy Reports.

31 Les récoltes sont passées de 1 280 en 1988 à 2 430 t. en 1989 selon les chiffres du *U.S. Department of State* et de 1 125 à 1 544 t. selon ceux du PNUCID, d'où l'intérêt de considérer les tendances plus que les données brutes.

32 Programme des Nations unies pour le contrôle international des drogues (en anglais : UNDCP, *United Nations Drug Control Programme*).

33 Ils prennent Kaboul en 1996.

34 Chouvy P.-A., « Taliban's Drug Dilemma: Opium Production vs. International Recognition », in *Central Asia - Caucasus Analyst*, December 8, 1999, Nitze School

of Advanced International Studies, John Hopkins University. (Disponible à : http://www.geopium.org).

35 Selon les déclarations du commissaire divisionnaire français Bernard Frahi, représentant du PNUCID à Islamabad, les enquêtes de terrain menées en Afghanistan par le PNUCID ont porté sur 51 districts qui avaient produit 86 % de la récolte de 2000. Ainsi dans le Nangrahar, sur les 48 800 acres de pavot récoltés en 2000, seuls 17 acres ont pu être recensés par les enquêteurs et observateurs du PNUCID en 2001. L'augmentation des prix de l'opium à la ferme, telle qu'observée dans la région de Kandahar, témoigne de cette diminution drastique de la production afghane, le kilo vendu entre 40 et 50 US $ en 2000 l'étant entre 300 et 400 en 2001 : *Drogues Trafic international*, Mars 2001, Paris, OFDT, N° 2, p. 4 : (http://www.drogues.gouv.fr/fr/savoir_plus/syntheses_dossiers/savoir_plus_synthese_index.html). Peimani H, « Has the Taliban Regime Eradicated Opium Production? », *Central Asia Caucasus Analyst*, avril 11, 2001, Washington, Central Asia Caucasus Institute, (www.cacianalyst.org) ; « UNDCP Donor Mission Visits Afghanistan », *United Nations*, Assistance for Afghanistan, Weekly Update, n° 411, 11 Mai 2001 ; « Afghanistan becoming poppy-free », *News*, 20-01-01 - « Taliban Seem to Be Making Good on Opium Ban, U.N. Says », *New York Times*, 07-02-01 ; « Taleban wins opium war for the west », *South China Morning Post*, 17-02-01 « Afghanistan : Drug Officials Ponder Reasons For Cut in Poppy Production », *Radio Free Europe / Radio Liberty*, 22-03-01 ; « Sous la pression internationale… Ils ont éradiqué le pavot », *Le Nouvel Observateur*, 12-03-01, n ° 1901. D'autre part, la mission de reconnaissance envoyée sur le terrain par les Etats-Unis comme l'analyse de l'imagerie satellitaire corroborent les observations faites par le PNUCID : « Taliban's Ban on Growing Opium Poppies Is called a Success », *New York Times*, 20-05-01.

36 Labrousse A., Koutouzis M., *Géopolitique et géostratégie des drogues*, Paris, Economica, 1996, p. 32

37 Voir, à ce sujet, les développements de J.-C. Rufin sur les économies de guerre dans les conflits internes, et ceux de P. Kopp sur les relations qui, dans le contexte des économies de guerre civile, existent entre les économies des pays sous embargos et la criminalisation de leurs économies : Rufin J.-C., « Les économies de guerre dans les conflits internes », *in* Jean F., Rufin J.-C., *Economie des guerres civiles*, Paris, Hachette, 1996, pp. 19-59 ; Kopp P., « Embargo et criminalisation de l'économie », *in* Jean F., Rufin J.-C., *op. cit.*, pp.425-465. Voir, également, l'ouvrage récent de J.-P. Derriennic, *Les guerres civiles*, Paris, Presses de Sciences Po, 2001, et le programme d'étude de la Banque mondiale portant sur les économies de guerres civiles : « The Economics of Civil Wars, Crime and Violence », http://www.worldbank.org/research/conflict/index.htm, page consultée le 15 mai 2001.

38 Voir dans ce dossier, l'article de Guillermo R. Aureano : « L'Etat et la prohibition de (certaines) drogues ».

39 Davis A., Hawk B., « Business is Blooming : Is Myanmar Asia's First Narco-State? », *Asiaweek*, 23-01-98.

Pour citer cet article

Référence électronique

Pierre-Arnaud CHOUVY, « L'importance du facteur politique dans le développement du Triangle d'Or et du Croissant d'Or », *Cahiers d'Etudes sur la Méditerranée Orientale et le monde Turco-Iranien* [En ligne], 32 | 2001, mis en ligne le , consulté le 08 septembre 2016. URL : http://cemoti.revues.org/688

Droits d'auteur

Tous droits réservés

Le pavot à opium et l'homme Origines géographiques et premières diffusions d'un cultivar

The opium poppy and mankind Geographic origins and early diffusion of a cultivar

Pierre-Arnaud Chouvy

Doctorant en géographie
Université Paris I Panthéon-Sorbonne

Résumé L'origine géographique du pavot à opium est mal connue, mais peut être estimée d'après les relations étroites qui ont existé entre la plante et l'homme, et les indices archéologiques que ce dernier a pu en laisser. *Papaver somniferum* est un cultivar. Ainsi, il n'existe pas à l'état réellement sauvage et sa diffusion aurait grandement bénéficié des migrations humaines et de l'anthropisation des milieux qu'elles ont impliquée. Le pavot a donc migré d'ouest en est, depuis l'Europe ou l'Asie mineure, et ce sont les Arabes qui ont été les principaux diffuseurs de la plante et de ses usages.

Abstract *The geographic origin of the opium poppy is not well-known, but may be assumed in view of the close relations which have existed between the plant and mankind, and the archaeological evidences that the latter has left. Papaver somniferum is a cultivar. It does not exist as a truly wild species, and its diffusion is thought to have greatly benefited from human migrations, as well as their subsequent anthropization of the milieus. The poppy has thus migrated from west to east, probably originating from Europe or Minor Asia, and the Arabs, to the greatest extent, were the ones who spread the plant and its uses.*

Mots-clés Pavot à opium, origines géographiques, diffusion, homme, cultivar, anthropisation, Arabes, Inde, Chine, enthéogènes.

Key-words *Opium poppy, geographic origins, diffusion, mankind, cultivar, anthropization, Arabs, India, China, entheogens.*

L'origine géographique du pavot à opium, *Papaver somniferum* L., pose un problème au botaniste, au géographe et à l'historien. L'importance bien connue de la plante à travers ses multiples propriétés et usages, au cours des temps et au sein de cultures et de civilisations parmi les plus diverses, a en effet très tôt soulevé la question de son origine précise.

À l'instar d'autres cultivars [1], comme *Nicotiana tabacum* (le tabac) qui est la seule parmi les cinquante espèces de *Nicotiana* à ne jamais avoir été trouvée à l'état réellement sauvage, et également *Erythroxylon coca* L. (le cocaïer), *Papaver somniferum* se caractérise par l'absence totale de population ou d'indi-

1 Un cultivar est une forme vivante apparaissant en culture qui, lorsqu'elle peut se reproduire sexuellement, s'hybride souvent avec des formes sauvages.

vidu connus à l'état sauvage [2]. Cet état de fait soulève à lui seul plusieurs questions: quelle est l'origine géographique exacte de cette plante désormais si répandue? Quelle a été l'évolution botanique de ce qui est actuellement un cultivar? Enfin, à quel point les évolutions de *Papaver somniferum* et du genre humain ont-elles pu être liées l'une à l'autre?

Ces questions permettent d'une part de mettre l'accent sur le rôle humain dans la dissémination géographique du pavot à opium comme, d'autre part, de révéler l'importance que la plante a pu revêtir dans les sociétés humaines, et ce jusqu'à nos jours:

«L'étroite dépendance de l'homme et de ses plantes cultivées... ne peut être bien comprise que si l'on a constamment à l'esprit les conditions dans lesquelles les variétés et les espèces végétales prennent naissance et se répartissent géographiquement» [3].

Le fait qu'il n'y ait pas de populations sauvages connues de pavot à opium, de tabac ou de cocaïer semble donc en soi déjà indiquer l'existence d'un très ancien processus de sélection des plantes à drogues par les sociétés humaines. La nature de cette relation que l'homme apparaît avoir très tôt nouée avec ces espèces végétales est particulièrement bien exprimée par le biologiste et pharmacognosiste Jean-Marie Pelt, lorsqu'il écrit que «la drogue colle à l'homme comme la peau à sa chair» [4].

1 Le cultivar *Papaver somniferum L.* et sa relation à l'homme

Le problème de l'origine géographique du pavot à opium est bien sûr concomitant de celui de la nature de son évolution botanique. En effet, l'inconnue majeure à propos de *Papaver somniferum*, le fait qu'il n'en soit connu aucune population sauvage, interdit en elle-même de définir avec certitude et précision son aire d'origine, et en conséquence l'évolution botanique et historique de la plante [5].

Ainsi, le professeur J.M. de Wet s'exprimait en ces termes en s'adressant à M.D. Merlin: «Si vous pouviez trouver de vrais exemplaires sauvages, des colonisateurs naturels le plus probablement, mais pas des herbes en ce qu'elles sont spontanées seulement dans des habitats humains perturbés, vous devriez être proche de l'aire de domestication originelle» [6].

---

2 M.D. Merlin, *On the Trail of the Ancient Opium Poppy*, Rutherfold, Fairleigh Dickinson University Press, Londres, Associated University Press, 1984, p. 54.

3 A.-G. Haudricourt, L. Hédin, *L'homme et les plantes cultivées*, Paris, Métaillé, 1943, p. 21.

4 J.-M. Pelt, *Drogues et plantes magiques*, Paris, Fayard, 1983, p. 14.

5 «Il est difficile d'attribuer à chaque drogue sa terre d'origine. Depuis les temps préhistoriques, l'énorme brassage des populations sur le continent eurasiatique a largement brouillé les cartes. Tandis qu'au morcellement tribal primitif se substituaient des entités plus larges fondées sur des valeurs culturelles communes, les drogues passaient d'un peuple à l'autre au gré des caravanes et du négoce»: J.-M. Pelt, *op. cit.*, p. 55.

6 M.D. Merlin, *op. cit.*, p. 53.

L'évolution botanique du pavot à opium a prêté à nombre d'hypothèses, mais, apparemment, toutes les variétés de *Papaver somniferum* sont connues pour ne se développer que dans des milieux d'habitat pionnier, soit directement créés et maintenus par l'homme, soit aux marges de ceux-ci, sur les décharges et déblais et en bordure des champs cultivés par exemple.

Selon une des hypothèses émises par de Wet et Harlan [7], la sélection, lorsqu'elle s'est effectuée, aurait opéré selon un double processus de sélection artificielle et de sélection naturelle. Des graines provenant de la plante sauvage cultivée auraient colonisé les espaces périphériques d'anthropisation, et les pavots «échappés» se seraient peu à peu adaptés au phénomène de constante perturbation qui est caractéristique de cette anthropisation des milieux.

«Cette hypothèse suggère que la co-évolution à partir d'une souche sauvage a eu pour résultat le développement de variétés domestiquées produites sous l'influence d'une sélection artificielle [cultivars développés par sélection naturelle], et de variétés semi-sauvages produites sous l'influence d'une sélection naturelle [« échappés» développés par sélection artificielle]» [8].

Les variétés semi-sauvages et cultivées de *Papaver somniferum* ne semblent ainsi différer l'une de l'autre qu'en fonction de leur degré de dépendance à l'homme et à son environnement perturbé. Aussi les botanistes Alphonse de Candolle, Georg Buschan, Johannes Hoops ou encore Matthaus Much, affirment-ils tous leur conviction selon laquelle le pavot à opium ne serait qu'un échappé qui n'existe pas, et ne peut exister, à l'état sauvage [9].

De la même façon, le cannabis (*Cannabis sativa* L.), même si l'on estime qu'il existe à l'état réellement sauvage en Asie centrale, n'est jamais devenu complètement dépendant de l'homme tout en ayant néanmoins conservé une certaine relation symbiotique avec celui-ci:

«Dans nombre de régions où le cannabis était cultivé, il s'est aisément échappé pour se naturaliser comme mauvaise herbe... Dans ce nouveau rôle, le cannabis a envahi beaucoup d'habitats perturbés, surtout anthropisés, s'établissant et se répandant sans intervention humaine directe» [10].

Nous savons donc que, pour exister et en arriver à son état actuel d'expansion, le pavot à opium a dû pouvoir se développer en relation plus ou moins étroite avec l'homme, ce qui a amené plusieurs auteurs, dont M.D. Merlin, à poser la question de la nature de cette relation [11].

Le pavot à opium, et le cannabis par ailleurs, sont ainsi des herbacées annuelles dont le caractère commun est de présenter des variétés cultivées et semi-sauvages qui ont réalisé une adaptation écologique à des milieux ouverts, perturbés et instables, dont les sols maigres n'offrent qu'une faible concurrence végétale [12].

7 J.M. de Wet, J.R. Harlan, «Weeds and Domesticates: Evolution in the Man-Made Habitat», *Economic Botany*, vol. 29, n° 2, April-June 1975, p. 99-107.

8 M.D. Merlin, *op. cit.*, p. 51.

9 *Ibid.*, p. 53.

10 R.E. Schultes, W.M. Klein, T. Plowman, T.E. Lockwood, *Cannabis: An Example of Taxonomic Neglect*, in V. Rubin (éd.), *Cannabis and Culture*, La Hague/Paris, Mouton Publishers (Chicago, Aldine), 1975, p. 22-23.

Avec les débuts de la sédentarisation des sociétés humaines et, ceux, concomitants, de l'agriculture, le pavot à opium a certainement pu profiter de l'expansion de ces milieux favorables à son développement, avec d'autres «mauvaises herbes» dont certaines avaient également des propriétés psychoactives et qui sont d'ailleurs souvent entrées dans des compositions à base d'opium. Comme c'est le cas de *Datura metel* L. (une solanacée très toxique), probablement originaire du Pakistan ou de l'Afghanistan [13]; *Datura stramonium* L. qui entre dans la composition, entre autres, du népenthès grec à base d'opium [14 et 15]; et *Lactuca virosa* L. (la laitue vireuse), au latex épais et abondant, et également hallucinogène. Parmi ces autres plantes, le pavot à opium devait alors se développer d'autant plus facilement que ce type d'espaces ensoleillés à sols légers et riches en nitrogène lui convenait parfaitement.

Étant donnés les aspects esthétiques et les nombreuses utilisations qu'offre le pavot à opium (utilisation alimentaire, oléagineuse, thérapeutique, fourragère, comme drogue de récréation et, ou, rituelle), et son développement facilité autour des espaces anthropisés, l'homme a très vite dû le remarquer, et en accélérer l'expansion dans une sorte d'écosystème généralisé présentant une abondance d'espèces différentes et toutes présentes en nombre restreint [16]. Le pavot s'est en effet vraisemblablement propagé avec et parmi d'autres plantes, expliquant peut-être certaines des méthodes traditionnelles de culture du pavot qui subsistent encore par exemple en Asie du Sud-Est, où l'horticulture se pratique dans le cadre spécifique de l'écosystème généralisé,

11 C.A. Trocki remarque ainsi, à la lecture de M.D. Merlin (1984), que seules les plantes les plus importantes pour l'homme ont été sujettes à une telle sélection de sa part: *The opium poppy has thus been associated with human beings for a very long time and can be considered to be dependent on human beings for its very existence... Only the most basic food plants also show evidence of this kind of genetic tinkering at such an early period in human technological development*: C.A. Trocki, *Opium, Empire and the Global Political Economy, A Study of the Asian Opium Trade, 1750-1950*, Londres/New York, Routledge, 1999, p. 16.

12 M.D. Merlin, *op. cit.*, p. 106-109.

13 R.E. Schultes, A. Hofmann, *Les plantes des dieux*, Paris, Les éditions du Lézard, 1993, p. 42; En Amérique du Sud, les différentes espèces de *Datura* arborescente ne sont jamais trouvées à l'état sauvage et sont à l'évidence d'anciens cultivars dont la place est centrale dans les rituels chamaniques de la région: W. La Barre, *Anthropological Perspectives on Hallucination, Hallucinogens, and the Shamanic Origins of Religion*, in W. La Barre, *Culture in Context, Selected Writings of Weston La Barre*, Durham, Duke University Press, 1980, p. 66; Au cours des rites religieux shivaites, des sucreries *(majun)* à base de cannabis, de sucre de palme et d'épices, comprennent parfois également un mélange de datura et d'opium: La Barre, *History and Ethnography of Cannabis*, in W. La Barre, *op. cit.*, p. 96.

14 Kapoor, *Opium Poppy: Botany, Chemistry, and Pharmacology*, New York, Food Products Press, 1995, p. 7. Le népenthès était «un breuvage magique, un remède qui dissipe la tristesse, la colère», et c'est dans le but de faire oublier le traumatisme vécu par les soldats de la guerre de Troie que, dans *L'Odyssée*, Hélène leur procure la potion. D'une façon similaire, les pavots qui ont poussé sous les pieds de Déméter après qu'elle ait longuement et vainement cherché sa fille Perséphone, enlevée par Hadès, la plongèrent dans un sommeil réparateur. La statue grecque de Déméter (Ve siècle av. J.-C.) de l'agora d'Athènes représente ainsi la déesse avec des épis de blé et des pavots dans les mains.

15 La présence d'opium dans le népenthès n'est que supposée sinon extrapolée: W. La Barre, *op. cit.*, p. 66.

16 Pour de plus amples d'informations quant à l'écosystème généralisé, se reporter à A.G. Haudricourt et L. Hédin, *op. cit.*

et où l'on diversifie ses cultures en mélangeant différentes espèces, dont *Papaver somniferum*, sur la même parcelle [17].

2 De l'origine géographique présumée du pavot à opium

Ce sont les recherches archéologiques qui ont permis de déterminer l'origine géographique probable du pavot à opium, que ce soit à travers des découvertes d'ordre linguistique, paléobotanique, ou encore iconographique.

Au plan linguistique par exemple, l'étymologie des termes «pavot» et «opium» est grecque (*mekon*: pavot, et *opos*: suc), les mots étant eux-mêmes cognats et peut-être dérivés de racines indo-européennes. À travers leurs racines, les deux termes témoignent de l'importance culturelle de la transmission du pavot aux Grecs par les Égyptiens [18].

Toujours parmi les indices linguistiques révélés par les recherches archéologiques, figure la plus vieille liste écrite de prescriptions médicales qui soit connue et qui fait partie des milliers de tablettes en argile de Nippour, le centre spirituel des Sumériens. Cette tablette, écrite vers la fin du troisième millénaire avant J.-C. (*circa* 2100 avant J.-C.), comporterait selon certains auteurs [19] une référence au pavot à opium, malgré le fait que d'autres, après avoir étudié la même tablette, n'aient même pas mentionné l'existence d'un idéogramme qui puisse être identifié avec le pavot à opium [20].

C'est Dougherty (1877-1933) qui a indiqué le premier que les Sumériens avaient un idéogramme spécifique pour l'opium: *hul-gil*, «qui signifiait la drogue». Il expliqua l'idéogramme comme étant composé de *hul*, la «joie», et de gil, qui servait à représenter nombre de plantes différentes. Cette interprétation a depuis été largement reprise, comme si elle était définitivement acquise; et malgré le fait que Krikorian [21], par exemple, ait démontré les erreurs commises à propos de l'interprétation de l'idéogramme, et ait déclaré qu'il n'y avait pas de mot qui désigne l'opium, le pavot à opium ou même le pavot, sur lequel les chercheurs puissent s'accorder, que ce soit en sumérien, en acadien ou en assyrien [22].

Ainsi les recherches étymologiques et linguistiques, associées aux fouilles et recherches archéologiques, ont permis d'aborder le problème de l'origine géographique du pavot à opium, mais sans toutefois apporter de réponses satisfaisantes et définitives.

---

17 E.F. Anderson, *Plants and People of The Golden Triangle, Ethnobotany of the Hill Tribes of Northern Thailand*, Chiang Maï, Silkworm Books, 1993, p. 16, 56, 57, 69; voir également la description d'un tel écosystème et la place du pavot à opium en son sein par A. Hubert, *L'alimentation dans un village Yao de Thaïlande du Nord*, Paris, CNRS Editions, 1985.

18 M.D. Merlin, *op. cit.*, p. 150.

19 Pour les plus connus: C.E. Terry, M. Pellens, *The Opium Problem*, Montclair, Patterson Smith, 1970; P.G. Kritikos, S.P. Papadaki, «The History of Poppy and Opium and Their Expansion in Antiquity in the Eastern Mediterranean Area», *Bulletin on Narcotics*, vol. 19, v° 3, July-September 1967, p. 18-40; vol. 19, n° 4, October-December 1967, p. 1-10.

20 M.D. Merlin, *op. cit.*, p. 153-157.

21 A.D. Krikorian, «Were the Opium Poppy and Opium Known in the Ancient Near East?», *Journal of the History of Biology*, vol. 8, n° 1, Spring 1975, p. 95-114.

22 M.D. Merlin, *op. cit.*, p. 157.

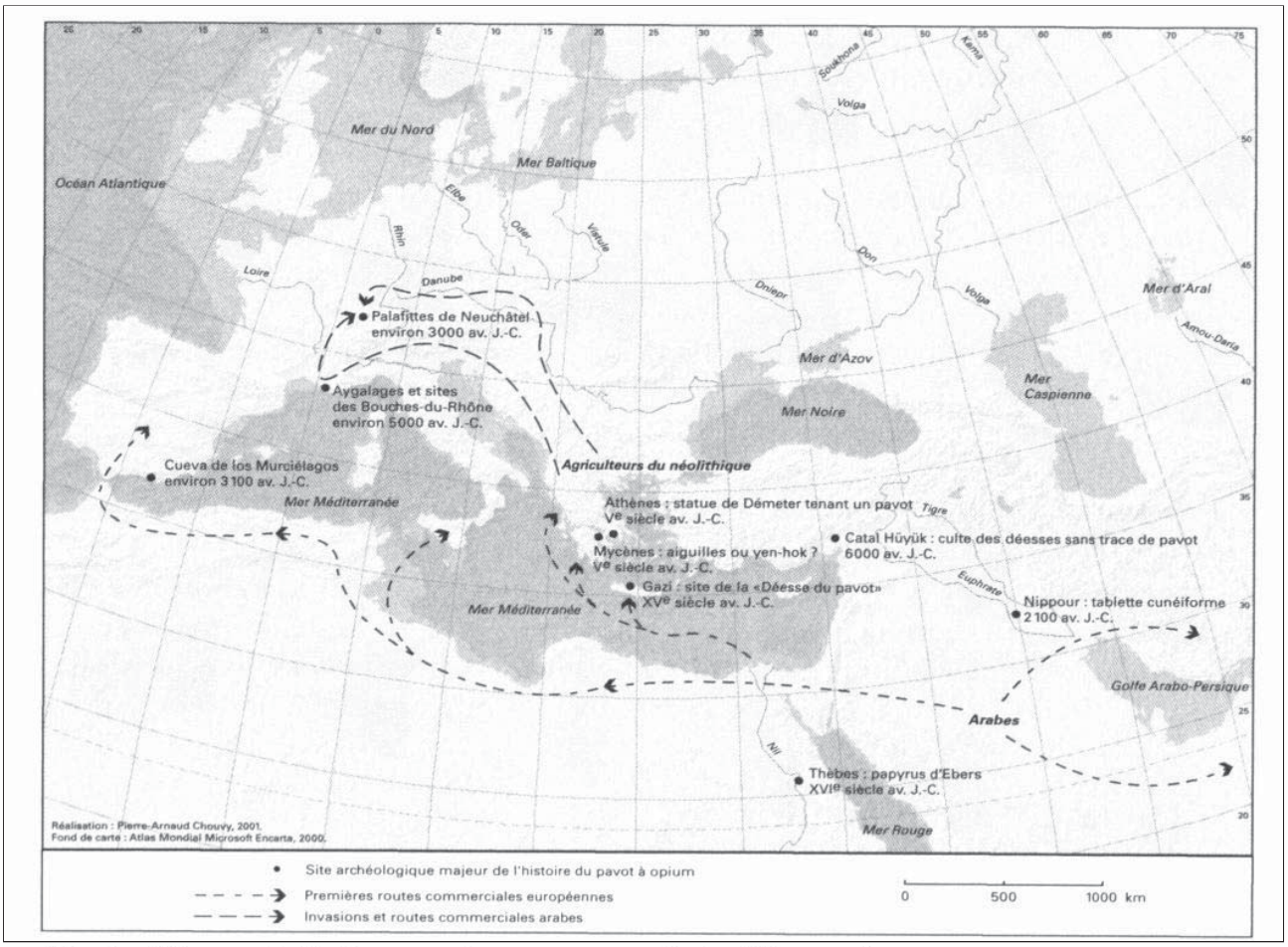


Fig. 1 Sites archéologiques majeurs et routes de la diffusion du pavot à opium.
Major archeological sites and routes of diffusion of the opium poppy.

Certes, le pavot à opium serait originaire d'Asie mineure si l'on retient la tablette de Nippour comme l'indice le plus valide, malgré les controverses persistantes. Mais il pourrait également être originaire de la Méditerranée occidentale, ainsi que M.A. Veselovskaya [23] et d'autres l'affirment en se fondant sur des indices paléobotaniques.

Mais c'est en Suisse, parmi les vestiges datant de l'âge de la pierre, dans les cités lacustres ou palafittes du lac de Neuchâtel, que l'on a retrouvé les indices paléobotaniques parmi les plus anciens à ce jour en Europe et dans le monde : des graines et des capsules de pavot à opium vieilles de plus de 4000 ans. Et l'un des plus anciens indices archéologiques méditerranéens, celui du site de Cueva de los Murciélagos (actuelle Albuñol en Espagne), a révélé des capsules qui sont quant à elles estimées à environ 3100 avant J.-C. [24]. En ce qui concerne les sites néolithiques de la Méditerranée orientale ou du Proche-Orient,

23 M.A. Veselovskaya, *The Poppy: Its Classification and Importance as an Oleiferous Crop*, New Delhi/New-York, American Publishing Co, 1976.

24 Estimation de 2500 av. J.-C. par le professeur Obermaier et selon l'étude de 1935 de Neuweiler et Netolitzky. Des capsules de pavot fossilisées ont également été trouvées dans le tuf des Aygalades près de Marseille (datant du quaternaire, sans plus de précisions), sur le site des Baux (environ 3020 av. J.-C.), et à Châteauneuf-les-Martigues (environ 5500 av. J.-C.) : M.D. Merlin, *op. cit.*, p. 173-175.

et selon Krikorian, aucune trace paléobotanique de pavot n'a pu y être détectée. La plus ancienne indication trouvée dans cette région serait une représentation statuaire de la plante dans le palais de Knossos, en Crète (Gazi), représentation qui daterait de 1 600 avant J.-C. et qui est connue comme la «déesse minéenne aux mains levées». Il faut toutefois mentionner ici la découverte, toujours dans l'espace méditerranéen, dans la tombe égyptienne de l'architecte royal Cha, d'un produit composé de graisse végétale, de fer et de morphine qui pourrait être de l'opium, mais qui reste indéfinissable. Si l'exemplaire, daté du XV^e^ siècle avant J.-C., se révélait être effectivement de l'opium, cela en serait alors le plus vieil échantillon connu à ce jour [25].

L'aire précise d'origine du pavot à opium, comme celle de sa première domestication et culture, ne peuvent donc être déterminées avec certitude. Si la majorité des spécialistes s'accorde à penser, sans preuve archéologique formelle toutefois, que ce soit d'ordre scripturaire, linguistique, paléobotanique ou iconographique, que le pavot à opium est originaire de la région comprise entre la Méditerranée orientale et l'Asie mineure, voire centrale, la présence de fossiles de pavots à opium en Suisse au néolithique récent n'est pas non plus expliquée de façon satisfaisante. Il n'est ainsi permis que de supposer de possibles aires d'origine du pavot [26].

3 De la diffusion historique et géographique du pavot à opium

Connaître l'origine du commerce des opiacés implique bien sûr de connaître l'aire d'origine du pavot à opium lui-même ce qui, on l'a vu, n'a toujours pas pu être déterminé avec précision et certitude. Quelle qu'en ait été l'origine, il semble que l'Europe ait connu des échanges de produits issus du pavot pendant des millénaires. L'existence des premières routes commerciales européennes d'une part et celle, d'autre part, des sites des palafittes suisses, ont amené certains à penser que le pavot pouvait bien être en fait une espèce de la flore préhistorique suisse d'origine exotique. Le pavot aurait ainsi très bien pu y être apporté il y a quelque cinq mille ans au cours des premières migrations des agriculteurs dans la région suisse. Deux routes auraient été empruntées lors de ces migrations néolithiques durant lesquelles le pavot à opium aurait pu être diffusé. La route méridionale passait par la côte méditerranéenne et remontait la vallée du Rhône alors que la route orientale continentale, qui reliait les monde balkanique et danubien à la Suisse actuelle, contournait les Alpes par le nord [27].

Que le pavot à opium ait été originaire d'Europe, comme il est parfois supposé, ne change rien au fait qu'il ait été très tôt intégré dans les échanges com-

25 *Ibid.*, p. 9.

26 Les excellentes conditions de préservation des fossiles dans la région suisse expliquent par exemple à elles seules l'abondance des restes archéologiques et ne peuvent bien sûr pas permettre de déterminer la distribution préhistorique des espèces, *Ibid.*, p. 177.

27 *Ibid.*, p. 147-148.

merciaux qui ont dû accompagner les premières migrations reliant des écosystèmes différents de l'Eurasie. Il a également été suggéré que des graines de *Papaver somniferum* et même de l'opium auraient été inclus dans les échanges commerciaux des Sumériens. Leur civilisation, qui se développa en Mésopotamie, entre le Tigre et l'Euphrate (Nippour par exemple), avait développé certaines techniques telles que celles du labour, de l'irrigation, de la roue, de la voile maritime et même de l'écriture. Les Sumériens développèrent également à travers leur empire un vaste réseau commercial qui atteignait l'Inde et l'Égypte et qui reliait les marchés mésopotamiens majeurs avec les côtes orientales de la Méditerranée (Ezéchiel -VI[e] siècle avant J.-C. et Hérodote -V[e] avant J.-C. en mentionnent les caravanes de chameaux par exemple). Graines de pavot et opium ont ainsi dû être échangés pendant des milliers d'années, que ce soit par voie maritime ou par voie continentale [28].

Les Égyptiens, quant à eux, faisaient sans aucun doute commerce de l'opium, en l'occurrence celui de l'*opium thebaicum* dont la réputation était déjà assurée au XIII[e] siècle avant J.-C. et dont les échanges se développaient alors rapidement [29]. Mais si les Égyptiens en firent commerce, l'opium, pour des raisons non expliquées, ne semble pas avoir été l'objet d'échanges particuliers chez les Grecs et les Romains. Ainsi, Booth remarque que, « curieusement, ni les Grecs ni les Romains n'ont répandu l'usage de l'opium dans leurs territoires, et ils n'ont pas considéré l'opium non plus comme une denrée commerciale de statut international » [30].

Toujours en Égypte, où la présence du pavot est donc parmi les plus anciennes, et où la ville de Thèbes a donné son nom à la thébaïne (un alcaloïde [31] parmi la quarantaine que contient le pavot), une controverse existe là comme ailleurs au sujet de la date à laquelle *Papaver somniferum* y aurait été introduit ; bien avant l'ère romaine de toute façon. Ce seraient en tout cas les Égyptiens qui auraient diffusé la culture du pavot à opium en Europe, en la transmettant aux Grecs [32]. En Europe méridionale, l'utilisation de l'opium déclina ensuite nettement après la chute de l'empire romain, pour ne réapparaître vraiment que bien plus tard avec le retour des croisades, soulignant ainsi le rôle notoire des Arabes dans sa rediffusion [33].

L'importance de l'étymologie arabe dans le vocabulaire désignant l'opium, qu'on retrouve jusqu'en Chinois, témoigne de ce rôle arabe dans la diffusion de la substance narcotique. Les Persans, quant à eux, en ont probablement appris l'existence lors de leur conquête de l'Assyrie et de Babylone. L'opium est

28 *Ibid.*, p. 151.
29 D. Latimer, J. Goldberg, *Flowers in the Blood: The Story of Opium*, New York/London, Franklin Watts, 1981, p. 17.
30 M. Booth, Opium, *A History, New York*, St. Martin's Press, 1998 (1re éd. 1996), p. 21.
31 La morphine, le plus connu de ces alcaloïdes, est également le premier « alcali végétal » (alcaloïde) à avoir été découvert et isolé par les travaux distincts et complémentaires de trois pharmaciens européens, Derosne, Seguin et Sertürner, au début du XIXe siècle.
32 M. Booth, *op. cit.*
33 *Ibid.*, p. 22.

ainsi mentionné dans un texte perse du VI^e siècle sous les noms de *thêriakê* [34], malideh, et également afiun, de racine arabe.

Ce sont en effet les Arabes qui ont probablement le plus contribué à la diffusion dans le reste du monde du pavot à opium et du savoir qui lui était lié. Ils ont ainsi très tôt compris le potentiel commercial représenté par l'opium. Ayant utilisé celui-ci comme analgésique à la suite du commerce développé par les Égyptiens, ils en organisèrent la production et les échanges tels qu'ils ont toujours existé depuis. Ils en répandirent l'utilisation d'autant plus facilement que leur empire s'étendait rapidement et que le commerce faisait partie intégrante de leurs traditions et était dorénavant porté par le prosélytisme associé à l'islam.

Où que les Arabes aillent, l'opium allait également, transporté par caravane ou par boutre, leurs navigateurs étant d'autant plus habiles et efficaces qu'ils tiraient parti des vents de mousson que les Phéniciens avaient exploités avant eux. En Europe par exemple, de façon significative, le commerce de l'opium ne prit une réelle importance qu'après les croisades et l'invasion maure de l'Espagne et de la Sicile [35]. Ils auraient également transmis l'opium aux Indiens, cette fois après avoir conquis l'Espagne, l'Égypte, l'Asie mineure, le Turkestan, la Perse, et certaines parties des Indes au VII^e siècle; même si certains estiment qu'Alexandre le Grand (356-323 avant J.-C.) l'y avait déjà introduit quelque dix siècles auparavant. En Inde, la première référence connue au pavot ne daterait toutefois que d'environ 1 000 après J.-C., alors qu'il faut attendre 1 200 pour y trouver l'opium mentionné d'un point de vue explicitement médical [36].

Ce sont encore les Arabes qui ont la réputation d'avoir introduit l'opium et le savoir qui l'entourait en Chine au VIII^e siècle, malgré le fait qu'il y existe des références écrites à son usage dès le III^e siècle [37]. Quant à la mention faite à l'opium dans un livre médical chinois où l'on en recommandait la prescription contre la dysenterie en 973 avant J.-C. [38], elle ne laisse guère de doute sur l'antériorité au commerce arabe de l'existence de l'opium en Chine. Mais la prépondérance du rôle arabe dans la diffusion du pavot à opium est néanmoins très bien exprimée par les similitudes évidentes que présente le mot «opium» dans de nombreuses langues: opium en français comme en anglais, *opos* ou *opion* en grec, *afium* en turc, *afiun* en persan et en arabe, *ahipen* en sanskrit, *aphin* en

34 *Thêriakê* est un mot grec qui a donné son nom à un ancien remède, la thériaque, dont l'origine remonte au début du Ier siècle et qui aurait été inventé par Mithridate et vulgarisé par Andromaque, le médecin de Néron. La thériaque tient son nom de ce qu'elle était supposée soigner des morsures des bêtes sauvages, ou malfaisantes, selon l'étymologie. L'opium était l'un des soixante-quatorze ingrédients de la thériaque, dont la première préparation publique est attribuée à Galien (131-201 ?), médecin de Marc Aurèle et dernier des Asclépiades.

35 A. McNicoll, *Drug Trafficking: A North-South Perspective*, Ottawa, The North-South Institute/ L'Institut Nord-Sud, 1983, p. 3.

36 A. Husain, J.R. Sharma, *The Opium Poppy*, Lucknow, Central Institute of Medicinal & Aromatic Plants, p. 25.1983,

37 Ainsi le chirurgien chinois Hua To, qui vécut pendant la période des Trois Royaumes (220-264), utilisait-il déjà des préparations à base de cannabis et d'opium: M. Booth, *op. cit.*, p. 104.

38 L. Lewin, *Phantastica*, Paris/Rochester, Park Street Press, 1988 (1re éd. 1929), p. 34.

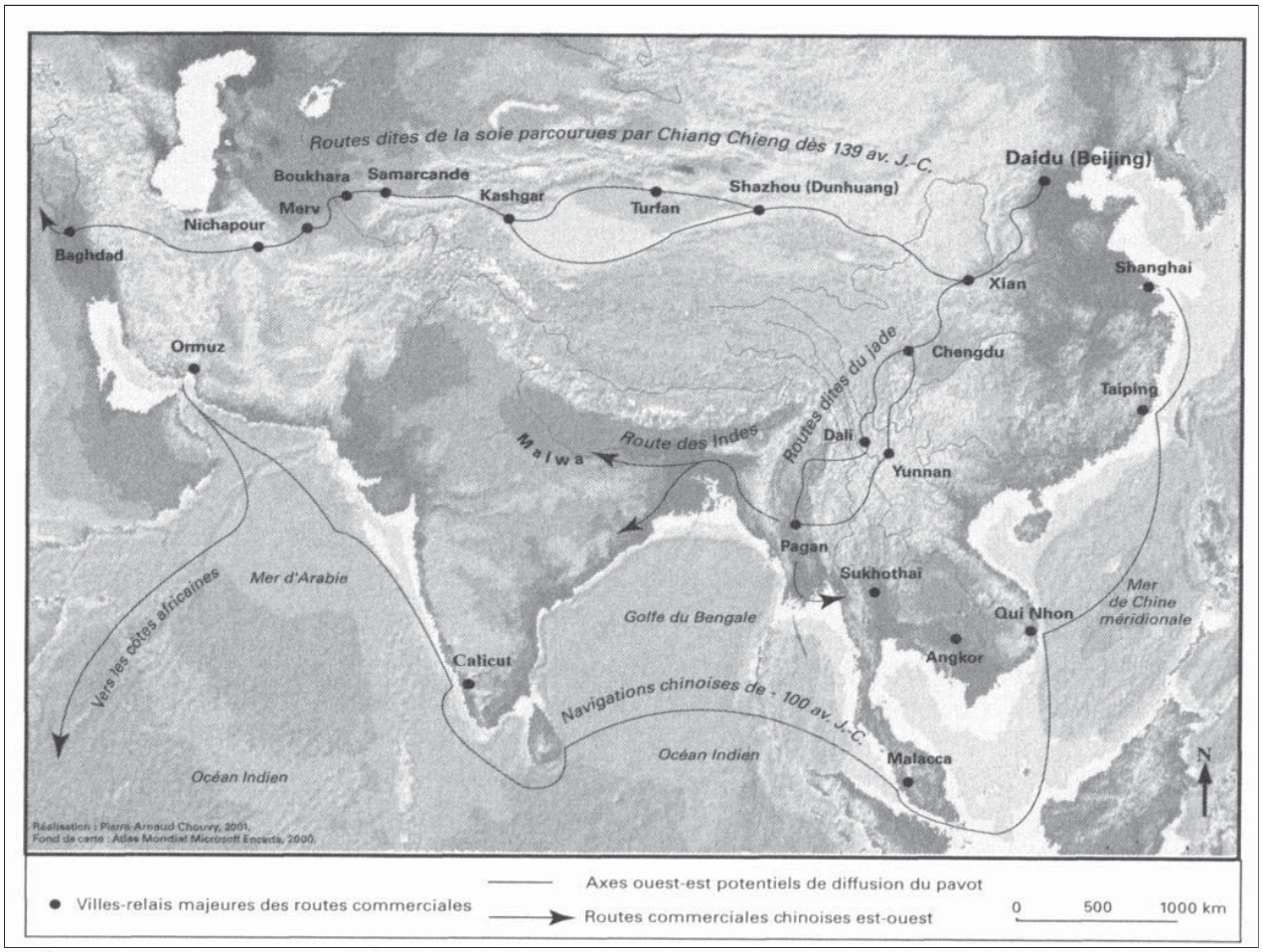


Fig. 2 Routes commerciales chinoises et axes possibles de diffusion du pavot.
Chinese trade routes and possible axes of poppy diffusion.

hindi. Quant au chinois *Fu-yung* (*ya-pien* selon d'autres transcriptions), il dérive également, selon les linguistes, de la racine arabe afiun.

Si l'opium fut introduit en Chine comme partout ailleurs par le biais des réseaux commerciaux, entre autres arabes, il semble néanmoins qu'il ait très bien pu atteindre la Chine avec les marchands chinois qui faisaient déjà le commerce caravanier du jade et des pierres précieuses avec l'Inde et la Birmanie au III^e^ siècle avant J.-C., via la Route du Jade. Ou encore par l'Asie centrale (en Bactriane) où l'explorateur chinois Chang Chien (?-114 avant J.-C.) avait rencontré, en 139 avant J.-C., les descendants grecs de l'armée d'Alexandre le Grand. Mais les marins chinois auraient également pu en rapporter de leurs lointaines navigations puisqu'ils naviguaient jusqu'en Afrique dès le I^er^ siècle avant J.-C. Il se peut encore que des moines bouddhistes aient pu transmettre l'opium à la Chine lors de leurs lointaines expéditions puisque, grâce aux marchands perses et indiens, l'utilisation de l'opium était déjà connue au Tibet au cours du I^er^ siècle [39]. Quoi qu'il en soit, il semble acquis que l'opium avait pénétré en Chine avant que les Arabes et l'islam ne le fassent.

39 A. McNicoll, *op. cit.*, p. 103 ; Voir également S. Seagrave, *Lords of the Rim, The Invisible Empire of the Overseas Chinese*, Londres, Corgi Books, 1995, p. 71-79.

Les Arabes, s'ils n'ont peut-être pas introduit l'opium en Chine, en firent toutefois le commerce avec celle-ci, au moins pour combler les insuffisances de la production chinoise. Mais avec le déclin de l'influence arabe et le développement sans précédent du commerce maritime européen, le commerce de l'opium fut repris par les Vénitiens, la cité lagunaire étant devenue le centre majeur du commerce européen. L'opium était particulièrement prisé en Europe à cette époque puisque tous les grands navigateurs étaient entre autres chargés de rapporter la fameuse panacée de leurs voyages. Avec Vasco de Gama (1460-1524), les Portugais se saisirent du commerce de l'opium. Ils achetaient la denrée en Inde, où les empereurs moghols encourageaient très fortement la culture du pavot qui leur procurait de substantiels revenus. Les Portugais supplantèrent alors définitivement les Arabes en s'installant à Macao en 1557. De fait, en Chine, les premières importations d'opium d'importance à ne pas avoir été le fait des Arabes furent celles des Portugais. Quant aux célèbres opiums indiens du Bengale et de Malwa, ils attirèrent vite la concurrence des Hollandais puis des Britanniques qui en répandirent l'usage et la culture, à Java pour les uns, et en Chine pour les autres qui y provoquèrent même jusqu'à deux guerres dites de l'opium (1839-1842 et 1856-1860).

C'est en fait au moment de l'entrée des puissances maritimes européennes dans le commerce mondial, résultat des grandes expéditions, que le commerce de l'opium prit une dimension toute nouvelle: l'interpénétration et l'interdépendance des marchés allaient initier des dynamiques nouvelles et poser les conditions du commerce mondial des drogues. Ainsi, avec l'observation faite de l'inhalation du tabac par l'ermite Romano Pane au XV^e^ siècle à Hispaniola [40], c'est une toute nouvelle ère de diffusion des narcotiques qui s'ouvrait alors: au-delà du tabac, c'est l'opium qui allait pouvoir être fumé, comme le haschich, et plus tard, la cocaïne ou même le *crack* [41]. L'introduction en Asie du Sud-Est de la pipe et du tabac par les Portugais et les Espagnols, reprise à leur compte ensuite et diffusée par les Hollandais, allait alors pouvoir donner à la consommation d'opium un développement que les Britanniques sauraient exploiter à merveille.

Après avoir permis le financement des entreprises coloniales européennes en Asie, le pavot à opium a ensuite été réellement disséminé à la surface de la planète, que ce soit en accompagnant les migrations de travail des Chinois vers les Amériques, les *coolies*, en rentabilisant les politiques expansionnistes japonaises en Chine septentrionale (Mandchourie), ou encore en bénéficiant de l'esprit d'entreprise des narcotrafiquants modernes. La plante narcotique fleurit désormais dans des proportions très différentes à la surface de la planète, en Asie bien sûr, où le Triangle d'Or (*stricto sensu* Birmanie, Laos, Thaïlande) et le Croissant d'Or (*stricto sensu* Afghanistan, Iran, Pakistan) sont désormais les deux espaces de production illicite les plus importants au monde; mais également en Europe, en Inde et en Tasmanie où ont existé et existent toujours des cultures licites; en Afrique où l'on signale sa présence sur le pourtour du Golfe de Guinée; et en

40 Le missionaire papal Romano Pane qui accompagnait Christophe Colomb est le premier à avoir décrit la pratique consistant à fumer du tabac dans son *De Insularium Ritibus* en 1497.

41 T. McKenna, *Food of the Gods*, New York, Bantam Books, 1992, p. 196.

Amérique du Nord et du Sud, où le Mexique est un important producteur d'opium illicite, et certains États andins, déjà cocaïers, connaissent une culture grandissante du *Papaver somniferum* qui témoigne du souci de diversification des activités des narcotrafiquants locaux [42].

4 Le pavot et l'homme, une étroite relation symbiotique

L'homme a donc, à un moment de son évolution [43], découvert l'espèce *Papaver somniferum*. Celle-ci, comme beaucoup d'autres «mauvaises herbes», présentait à l'évidence des caractéristiques botaniques qui prédisposaient l'homme à sa découverte. À l'instar du cannabis par exemple, le pavot à opium se développait particulièrement bien à la périphérie des espaces anthropisés et, d'autre part, pouvait être d'un apport pratique non négligeable pour les sociétés humaines en voie de sédentarisation. Le fait qu'il y ait parmi les premiers cultivars autant de plantes aux propriétés psychoactives (tabac, pavot à opium et même datura), a d'ailleurs amené de nombreux spécialistes à s'interroger sur la coïncidence entre la découverte cérémonielle des enthéogènes [44] et le passage à l'agriculture.

«L'émergence des enthéogènes dans un cadre cérémoniel peut être expliquée (ou au moins décrite) comme une réponse dialectique à un changement d'ordre économique prenant place lors du passage de la chasse et de la cueillette à l'agriculture» [45]. Et, selon l'anthropologue Johannes Wilbert, «les plantes psychotropiques apparaissent dans les cultes et dans les cultures en même temps que l'agriculture. Les chasseurs-cueilleurs connaissent sans aucun doute les propriétés psychotropiques de ces plantes, mais celles-ci n'ont été ritualisées qu'avec le passage à une économie basée sur l'agriculture» [46].

D'autre part, outre l'aspect esthétique des fleurs de pavot qui a probablement valu à la plante d'être remarquée, les nombreuses utilisations possibles de celle-ci ont sans aucun doute mené à la sélection progressive de l'espèce *somniferum* par l'homme. Celui-ci a ensuite probablement diffusé la plante, consciemment ou non, les sélections naturelle et artificielle permettant au pavot de se propager dans les différentes régions anthropisées, d'autant plus facilement que les capacités d'adaptation de la plante sont particulièrement développées.

Au gré des migrations humaines et du développement du commerce, l'homme n'a depuis lors eu de cesse de répandre le pavot à opium à la surface

42 Observatoire géopolitique des drogues, *Atlas mondial des drogues*, Paris, Presses universitaires de France, 1996. La Colombie a toutefois, avant une importante campagne d'éradication, largement dépassé le stade de l'expérimentation en produisant jusqu'à une centaine de tonnes d'opium par an.

43 Probablement lors de sa sédentarisation et de son passage consécutif à l'agriculture, ce qui explique la présence de capsules de pavot dans nombre de sites lacustres qui ont souvent été les lieux privilégiés de la sédentarisation humaine.

44 R.G. Wasson, le créateur de l'ethnomycologie, est également le créateur du terme *entheogen* décrivant ces plantes au sein desquelles sont générés des dieux *(god generated within)*: R.G. Wasson, S. Kramrisch, J. Ott, C.A. Ruck, *Persephone's Quest: Entheogens and the Origins of Religion*, New Haven/London, Yale University Press, 1986, 257 p.

45 P.L. Wilson, *Ploughing the Clouds, The Search for Irish Soma*, San Francisco, City Lights Books, 1999, 150 p., p. 10.

46 *Ibid.*, p. 9.

de la planète, en trouvant à celui-ci des utilisations et des applications des plus variées, qu'elles soient médicales ou récréatives. L'histoire et la géographie du pavot à opium sont plus que jamais indissociables de celles de l'homme, celui-ci essayant même désormais par tous les moyens d'éradiquer la plante à laquelle il a permis de proliférer, et dont il a su exploiter tous les avantages, thérapeutiques, récréatifs et financiers.

Université Paris I Panthéon-Sorbonne
Geopium, géographie et opium : www.geopium.org